

Le progrès du libéralisme
catholique en France sous le
pape Léon XIII : histoire
documentaire. [Volume 1] /
l'abbé [...]

Barbier, Emmanuel (1851-1925). Auteur du texte. Le progrès du libéralisme catholique en France sous le pape Léon XIII : histoire documentaire. [Volume 1] / l'abbé Emmanuel Barbier. 1907.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

11
1907
L'ABBÉ EMMANUEL BARBIER

LE PROGRÈS
DU
LIBÉRALISME CATHOLIQUE
EN FRANCE
SOUS LE PAPE LÉON XIII
HISTOIRE DOCUMENTAIRE

La première loi de l'histoire est
de ne pas oser mentir; la seconde
de ne pas craindre de dire le vrai;
en outre, que l'historien ne prête
au soupçon ni de flatterie, ni d'anti-
mosité.

(*Bref de Léon XIII, sur les études
historiques, 18 août 1893.*)

TOME PREMIER



PARIS
P. LETHIELLEUX, LIBRAIRE-ÉDITEUR
10, RUE CASSETTE, 10

 LE PROGRÈS
DU
LIBÉRALISME CATHOLIQUE
EN FRANCE
SOUS LE PAPE LÉON XIII

I

8⁷ 2d³
492

30129.

*L'auteur et l'éditeur réservent tous droits de reproduction
et de traduction.*

*Cet ouvrage a été déposé, conformément aux lois, en
Avril 1907.*

MUS. L. LINDEN

L'ABBÉ EMMANUEL BARBIER

LE PROGRÈS

DU

LIBÉRALISME CATHOLIQUE

EN FRANCE



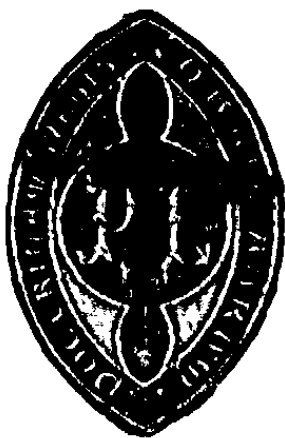
SOUS LE PAPE LÉON XIII

HISTOIRE DOCUMENTAIRE

La première loi de l'histoire est
de ne pas oser mentir; la seconde
de ne pas craindre de dire le vrai;
en outre, que l'historien ne prête
au soupçon ni de flatterie, ni d'en-
nemi.

(Bref de Léon XIII, sur les étu-
des historiques, 18 août 1883.)

TOME I



PARIS

P. LETHIELLEUX, LIBRAIRE-ÉDITEUR

10, RUE CASSETTE, 10

LE PROGRÈS
DU
LIBÉRALISME CATHOLIQUE EN FRANCE
SOUS LÉON XIII

AVANT-PROPOS

—

Ce livre est une œuvre d'opportunité.

Paradoxe, dira-t-on. Je n'en disconviens pas ; mais ce pour quoi une vérité a contre elle l'opinion commune est parfois que cette vérité est trop claire et gênante.

L'union est faite, nous dit-on, entre les catholiques, depuis que la parole suprême a été prononcée sur leur devoir à l'égard d'une loi schismatique et imple ; et voilà la grande raison condamnant actuellement tout retour sur une histoire qui finit.

Admirable s'est montré, en effet, l'accord des volontés dans la soumission. Ceux-là seuls qui, souvent, ont déprécié les incomparables ressources, l'indomptable vitalité de la foi dans notre pays,

purent en éprouver quelque surprise. Pour nous, c'était un fait acquis d'avance.

Mais qui oserait dire que l'accord des esprits sur les principes de conduite répond à cet accord présent des volontés? Et qui voudrait déclarer solide, durable, fécond, l'accord des volontés opposé à la tendance des esprits?

A-t-elle disparu, croit-on, celle qui faisait considérer à des catholiques, éminents entre tous par la distinction de l'intelligence, par l'élévation des sentiments, et au nombre desquels était le président du groupe parlementaire de l'*Action Libérale*, que le devoir de l'Eglise était de faire, après tant d'autres essais déplorables, l'*essai loyal* de cette loi?

A-t-elle disparu, la tendance d'esprit qui inclinait la majorité de l'épiscopat et du haut clergé, même après l'Encyclique *Vehementer nos*, à constituer des associations légales? N'y a-t-il, à ce sujet, aucune crainte de voir se produire quelque tentative de conciliation et d'accommodement contraire à la ligne de conduite actuelle, durant l'année de délai que le Gouvernement s'est octroyée par un calcul perfide?

N'existe-t-il pas des revues catholiques dont la soumission laisse percer des regrets, même des blâmes à peine déguisés?

Est-ce que nombre de catholiques, d'ailleurs parfaitement sincères et très méritants, ne seraient pas obligés de convenir, à moins de chanter la palinodie, que la sainte intransigeance de Pie X a

déconcerté les voies qu'ils suivaient avec conviction depuis d'assez longues années?

Est-ce qu'on n'entend pas, dans les couloirs de la Chambre et ailleurs, un prêtre-député, porteparole de la démocratie chrétienne, répéter (je m'excuse de citer ses paroles) : « Ce pape est un gaffeur, ce pape ne fait que des gaffes (1)? »

Est-ce que, depuis l'union faite, on n'entend plus soutenir, par des catholiques passant pour les plus éclairés, des maximes contraires à la doctrine qui règle la conduite de Pie X? Et l'union demande-t-elle qu'on s'abstienne de contredire ces assertions du pire libéralisme? Dans un livre très vanté, paru depuis la dernière Encyclique, M. Georges Noblemaire a écrit :

Certes, je ne veux pas dire que, dans les origines de cette guerre, tous les torts soient du même côté : il est sage et libéral de reconnaître que certaines concessions faites en temps utile auraient pu retarder ou empêcher l'ouverture des hostilités.

C'est ainsi que la doctrine républicaine implique et exige la suprématie et l'indépendance du pouvoir civil. A ce principe raisonnable et nécessaire il aurait fallu sans doute adhérer sans restrictions; pour notre part nous le faisons nôtre sans la moindre réserve (2).

Pie X affirmant les principes de la Constitution

(1) *La Semaine religieuse de Cambrai*, du 1^{er} décembre 1900, en cite un triple témoignage reçu directement.

(2) *La République libérale*, p. 27.

de l'Eglise et les droits des catholiques n'est-il pas attaqué perfidement; grossièrement aussi, par de prétendus organes modérés, que beaucoup d'entre nous s'obstinaient à prendre pour alliés, sinon pour directeurs?

Le devoir d'être avec le Pape vivant (1), de soutenir et défendre ses vues, était-il plus grand sous Léon XIII que sous le présent pontificat? D'autant qu'ici les vues et la politique humaines ne sont pas en jeu, mais seulement les maximes et les droits de l'Eglise.

Mgr Guérard, évêque de Coutances, dans sa réponse à l'Encyclique *Gravissimo officii*, a écrit ces graves paroles :

Puissent les catholiques comprendre à leur tour que l'Eglise n'a point à chercher sa sécurité dans les concessions et les combinaisons politiques !

Puissent-ils aussi se persuader que ce n'est pas en réclamant les mêmes droits pour l'erreur et pour la vérité, ni en faisant marcher de pair le mal et le bien, qu'ils relèveront notre infortuné pays ! Hélas ! Très Saint-Père, le déplorable libéralisme, solennellement condamné par Pie IX, de si grande mémoire, est plus vivant que jamais ; il s'est introduit partout. Combien d'œuvres, bonnes en apparence, en sont imprégnées ! Le libéralisme nous a conduits aux abîmes, et c'est en lui que nous chercherions le salut !

(1) Voir les paroles de Léon XIII et du Cardinal Lavigerie, *Cas de Conscience*, pages 406 et 407.

C'est précisément la pensée qui m'a inspiré d'écrire cet ouvrage.

Les Encycliques de Pie X mettent les catholiques sur le chemin qu'ils doivent suivre; elles n'ont pas la vertu de déraciner d'un coup le libéralisme qui les attire dans une autre voie.

Il y a là un état d'esprit, cause de tous nos maux, qu'il faut traiter et guérir.

J'ai la conviction, fortifiée par l'étude, que la politique de ralliement a principalement contribué, dans la phase actuelle, à répandre cette erreur du libéralisme, et la certitude d'en convaincre tout esprit sincère par l'examen des faits.

Cette conviction me donne le droit, cette certitude me crée l'obligation de le démontrer.

La tâche peut être ardue, ingrate, périlleuse même; ce n'est pas une raison de se soustraire à ce qu'on regarde comme un devoir envers la vérité, l'Eglise et Dieu.

Sic Maria nos adjuvet!

Paris, 8 décembre 1906.

THÈSES

ET PLAN DE L'OUVRAGE

Voici l'ensemble des propositions que nous croyons pouvoir démontrer à l'aide des documents réunis dans cet ouvrage.

Considérées au point de départ comme des théorèmes par le lecteur, elles doivent, si nos vues sont justes, devenir pour lui des conclusions évidentes, à mesure qu'il avancera.

Nous l'invitons à les garder présentes à l'esprit en nous lisant, parce qu'il ne trouvera plus loin qu'un recueil de pièces destinées à lui en fournir les preuves.

Cet ouvrage comprend deux parties distinctes, indépendantes l'une de l'autre, quoiqu'étroitement unies entre elles, comme le développement, à un double point de vue, d'une pensée identique.

THÈSE I

QUOIQU' LE SOUVERAIN PONTIFE LÉON XIII AIT ENSEIGNÉ AUSSI FORTEMENT QU'AUCUN DE SES PRÉDÉCESSEURS LES DROITS DE DIEU ET DE L'ÉGLISE DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE DEVOIR POUR LES CHRÉTIENS D'Y SOUTENIR CES DROITS, SA POLITIQUE LIBÉRALE A DIRECTEMENT ET TRÈS EFFICACEMENT CONTRIBUÉ A AFFAIBLIR EN FRANCE, ET A FAIRE TOMBER EN DÉSUÉTUDE L'ÉNERGIQUE DÉFENSE DE CETTE CAUSE SACRÉE, QUI AVAIT ILLUSTRÉ PRÉCÉDEMMENT LES ÉVÊQUES ET LES CATHOLIQUES DE CE PAYS ET Y MAINTENAIT LA FOI VIVACE.

Cela se prouve ainsi :

Malgré les tendances libérales existant déjà dans une partie du clergé, malgré les divisions des partis politiques, malgré les efforts du Gouvernement républicain pour mettre à la tête des diocèses des prélats peu enclins à entrer en lutte avec lui, il se trouvait encore assez d'énergie chez les évêques, assez de foi chez les catholiques, pour tenir tête à l'oppression du pouvoir civil, à chaque phase décisive de ses empiétements. Mais, chaque fois, soit une intervention directe de Léon XIII, inspirée par les besoins de sa politique, soit sa réserve légitimement interprétée ont déterminé la capitulation.

Dès 1880, la Déclaration des Congrégations religieuses, puis, à l'époque où cette politique s'affirma publiquement, le procès de Mgr Gouthé-Soulard, archevêque d'Aix, l'affaire des catéchismes électo-

raux, la loi sur la comptabilité des fabriques, la loi d'abonnement pour les Congrégations, etc..., sont autant d'exemples de cette action dissolvante.

C'est ce que nous aurons à démontrer.

L'effet inévitable devait être la division chez les catholiques, entre les ardents et les tièdes, avec l'avantage pour ceux-ci de pouvoir se réclamer du pape ; l'impossibilité morale pour les évêques de résister efficacement à des lois iniques, dont une seule, la loi scolaire, une fois acceptée, suffisait à déchristianiser la France ; la tendance de plusieurs, parmi eux, à mettre la conciliation avec le pouvoir au-dessus du reste, à témoigner à nos oppresseurs une estime qui diminuait leur propre dignité et donnait aux fidèles une occasion de scandale ; enfin, chez ceux-ci, un grand affaiblissement de leurs convictions religieuses, en voyant leurs pasteurs se résigner à tant de sacrifices qu'on aurait crus inacceptables, et la disposition croissante à fermer les yeux sur la violation des lois les plus sacrées de l'Eglise, comme si, par exemple, il pouvait y avoir des accommodements pour le divorce.

THÈSE II

QUOIQUE LE SOUVERAIN PONTIFE LÉON XIII AIT CONDAMNÉ PLUS D'UNE FOIS LE LIBÉRALISME COMME SES PRÉDÉCESSEURS, ET L'AIT RÉFUTÉ AVEC UNE GRANDE FORCE DANS SES ENCYCLIQUES, SA POLITIQUE A CONSIDÉRABLEMENT FAVORISÉ LA DIFFUSION DE TOUTES LES ERREURS SOCIALES ET RELIGIEUSES QUI SONT, A NOTRE ÉPOQUE, AUTANT DE FORMES DU LIBÉRALISME.

Les preuves à développer sont celles-ci :

L'époque du ralliement marque la date à laquelle ces erreurs, contenues jusque-là, ont commencé de s'épanouir.

Elles ont été défendues et vulgarisées par la plupart des zéloteurs du ralliement, parce qu'elles fournissaient à leurs théories politiques l'excuse philosophique et scientifique dont celles-ci avaient besoin.

Il importait, en effet, à ces interprètes de la politique pontificale, de prouver que le ralliement n'était pas simplement une tactique, un expédient, mais une évolution de l'Eglise vers de nouveaux horizons intellectuels, politiques et sociaux. C'était pour eux le moyen de subjuguier l'opinion.

En conséquence, ces fauteurs du ralliement se sont raccrochés à toutes les théories philosophiques et théologiques capables de justifier leur prétention.

Les hommes d'action ont naturellement accepté de confiance les systèmes que leur offraient les

hommes d'étude. Sans entrer, dès maintenant dans le détail, c'est ainsi que M. l'abbé Naudet s'est fait l'ardent propagateur des doctrines de M. l'abbé Loisy; que *le Sillon* renchérisait sur elles; que M. Fonsegrive patronna toutes les erreurs; que *l'Univers* lui-même se montra favorable à l'américanisme et sympathique aux chefs d'école les plus dangereux.

D'autre part, les intellectuels vivant en dehors des partis et des luttes politiques, comme M. l'abbé Laberthonnière, M. l'abbé Denis, directeur des *Annales de philosophie*, M. Blondel, et les autres, ont cherché un appui et trouvé un moyen de propagande dans leur alliance avec les démocrates, tandis que M. l'abbé Loisy plaçait ses audacieuses théories sur l'évolution de l'Eglise sous les auspices de Léon XIII.

Pendant ce temps, les hommes de tradition et de doctrine se sont trouvés réduits à l'impuissance, par ce fait qu'étant restés à l'écart du ralliement on les suspectait d'opposition aux directions pontificales. Cela donnait beau jeu aux propagateurs des fausses doctrines; ils triomphaient aisément devant les catholiques intimidés, en traitant leurs contradicteurs de *réfractaires*.

On constate même qu'en certains cas les organes du ralliement se sont portés vers les nouveautés religieuses, par ce motif que les réfractaires les combattaient.

C'est aussi de peur de paraître réfractaires à l'esprit de ces Directions que beaucoup ont ménagé les novateurs, les ont excusés, protégés. Ceux-ci n'ont échappé à des condamnations plus nombreuses et plus sévères que grâce au ralliement. Pour sauver

le ralliement qui, sans eux, ne serait plus rien, on les a épargnés, bien plus, souvent honorés.

Résumons d'un seul trait : tous les novateurs sont du côté du ralliement, tous les défenseurs de la doctrine du côté des prétendus réfractaires.

Le seul parallèle entre *l'Univers* et *la Vérité française* suffirait pour démontrer la thèse énoncée. *L'Univers*, organe attitré du ralliement, s'est toujours trouvé, quoiqu'avec embarras, favorable aux novateurs; *la Vérité française* dénoncée, harcelée, réprimandée comme réfractaire, leur a opposé, en toute circonstance, une doctrine sûre, courageusement défendue.

Sans la politique du ralliement, le Souverain Pontife Léon XIII, si ferme dans ses volontés, n'aurait pas montré tant de longanimité envers ces novateurs.

Et quand le débat publiquement soulevé sur l'américanisme, qui résumait toutes ces doctrines nouvelles, appela sa décision, Léon XIII, pour remplir le devoir de sa charge suprême, en condamna les erreurs; mais, même alors, ce fut en ménageant les partisans de ce système dont il avait besoin pour sa politique.

Si toutes ces propositions se trouvent vérifiées, n'en sortira-t-il pas une démonstration?

COROLLAIRE

Sans scruter les fins mystérieuses de la Providence pour lesquelles Léon XIII a été élu successeur de saint Pierre, on peut croire que Dieu a voulu donner au monde une preuve de l'infailibilité du Pape, et, en même temps, marquer les limites et le caractère de cette infailibilité.

Comme personne privée, et comme homme politique, le Souverain Pontife Léon XIII s'est trompé dans des questions de la plus grande importance, et ses erreurs ont eu des conséquences désastreuses. Il a servi inconsciemment, mais très efficacement et constamment, d'appui aux ennemis de l'Eglise; et son gouvernement, tant exalté par les libéraux, a singulièrement favorisé leurs progrès.

Mais ce même pape a rempli sa fonction de Docteur universel avec l'assistance visible du Saint-Esprit. Quand il enseigne les membres de l'Eglise et les peuples chrétiens, la pureté, l'ampleur, la majesté de sa doctrine rayonnent sur le monde.

Léon XIII a commenté admirablement et confirmé en toutes circonstances les sentences portées par ses prédécesseurs Grégoire XVI et Pie IX contre le libéralisme.

Ses Encycliques contiennent la réfutation et la condamnation de toutes les erreurs qu'on a propagées dans son règne à la faveur de sa politique. C'est ainsi que Pie X n'a eu qu'à puiser dans le bullaire de Léon XIII pour frapper les erreurs de la démocratie chrétienne encouragée par Léon XIII.

Bien plus, les Encycliques de Léon XIII renferment la condamnation de sa propre politique.

En sorte que l'on ne sait, pour employer cette formule archaïque, de quoi s'étonner davantage : ou qu'un politique si imbu de l'esprit libéral ait pu être un pape aussi ferme dans la doctrine; ou qu'un pape vengeant avec tant d'autorité les droits de Dieu et de l'Eglise ait pu se montrer un politique aussi enclin au libéralisme.

INTRODUCTION

LE LIBÉRALISME

« On tremble devant le libéralisme ; catholicisez-le, et la société renaîtra. »

Cette parole de Lamennais (1), qui donne la formule exacte du catholicisme libéral et indique l'inspiration généreuse dont il procède, exprime du même coup son illusion, son erreur. Nous la donnons pour épigraphe à notre étude préliminaire, parce qu'elle y trouve son cadre naturel.

Qu'est-ce que le libéralisme ? Peut-on le catholiciser ? Par quels moyens ?

I. — Les principes du Libéralisme (2).

Le libéralisme qu'il s'agirait d'amener à l'esprit du catholicisme est cette doctrine qui, par contra-

(1) Lettre du 30 janvier 1829. — Les libéraux d'aujourd'hui forment la même pensée quand ils proposent, comme M. Etienne Lamy et M. l'abbé Naudet, de baptiser ou de christianiser la révolution. La suite fera voir cette identité.

(2) Nous suivons principalement, pour l'exposé des idées, dans cette introduction, deux représentants très en vue de l'une et l'autre école catholique : M. Anatole Leroy-Beaulieu, dans ses articles publiés par la *Revue des Deux-Mondes* (1881-1885) réunis depuis en volumes, et M. l'abbé Charles Maignen, dont les articles, insérés dans la *Vérité française*, forment aussi des ouvrages de polémique intéressants et précieux à consulter. Avec sa gracieuse autorisation,

diction avec le double principe d'*autorité* et de *hiérarchie sociale*, sur lequel l'Etat reposait antérieurement à la Révolution, se flatte de trouver dans les principes opposés de *liberté* et d'*égalité* la solution de tous les conflits.

Le libéralisme cherche à faire l'application simultanée ou progressive de ces deux idées de liberté et d'égalité à tout le vaste domaine de la politique, du gouvernement, de la religion, du travail, de l'industrie, des relations internationales, des rapports sociaux. Liberté à tous et sur toute matière, la liberté de chacun n'ayant d'autre limite que la liberté d'autrui; égalité non pas absolue et matérielle, mais égalité morale, égalité de droits, égalité devant la loi et devant l'Etat : telle est la formule qui devrait assurer au monde moderne l'ordre, la paix et la prospérité en vain longtemps cherchés dans des principes différents.

Spécialement, au point de vue qui nous intéresse, les questions de religion sont de celles que l'esprit moderne se promet de résoudre politiquement à l'aide de ses maximes favorites.

Issu de la Révolution, le libéralisme moderne en a gardé la marque. Comme la Révolution, il est demeuré spéculatif, idéaliste, optimiste.

Son caractère essentiel, son trait distinctif est avant tout la prétention de résoudre toutes les questions d'une manière rationnelle, à l'aide de principes abstraits, conformément à la logique et aux aspirations de la nature humaine, aspirations revêtues du nom de droits du citoyen, ou de droits

nous avons fait entrer dans notre texte plusieurs pages du volume intitulé *Nationalisme, Catholicisme, Révolution*, outre celles que nous citons expressément.

du peuple, et condensées dans le double principe de liberté et d'égalité. A l'Etat vivant sur la tradition et la coutume, le libéralisme moderne a prétendu substituer un Etat fondé *sur la raison et la nature*. Aux privilèges historiques, aux prérogatives traditionnelles des Eglises, des princes, des classes, des communautés, il a fait succéder les droits généraux, les droits naturels, selon lui, des gouvernés, considérés tantôt comme citoyens, tantôt collectivement comme nation.

*
* *

Pour comprendre le caractère rationaliste et naturaliste du libéralisme moderne, et la difficulté du problème que le catholicisme libéral cherche à résoudre, il faut avoir des notions précises sur ce que nous appellerons *l'idée moderne* de la société civile dans ses rapports avec la religion. L'oubli de ces notions est, même pour d'excellents esprits, une cause de fatales méprises sur l'attitude qui convient aux catholiques dans la lutte politico-religieuse.

Le principe fondamental du *droit nouveau* introduit par la Révolution et destiné à fonder un ordre social profondément différent de l'ancien, consiste dans une conception de *la loi* et de *la société* permettant de se passer de Dieu.

Jusqu'alors la société reposait sur ce principe : Dieu seul peut imposer à l'homme une obligation morale, l'autorité qui fait la loi vient de Dieu et la loi elle-même n'est qu'une interprétation, une application de la loi de Dieu.

Dans une société fondée sur ces maximes, celui

qui nie Dieu sape les fondements de la loi naturelle, se met en révolte contre la société et se retranche, en quelque sorte, de son sein.

Selon l'idée moderne, l'autorité, qui est à la société ce que l'âme est au corps, l'autorité émane du peuple, ou plutôt elle réside essentiellement dans le peuple, en sorte que celui-ci ne peut pas l'aliéner.

Il ne saurait donc y avoir d'autre puissance publique dans la société que celle qui vient du peuple, source unique et souveraine de la souveraineté. Il ne peut exister de pouvoir indépendant, souverain, ayant le droit de faire des lois, s'il n'a reçu la délégation du peuple. Et cela est de grave conséquence pour l'Eglise catholique, qui prétend être d'institution divine et tenir ses pouvoirs de Jésus-Christ.

La loi est l'expression de la volonté générale, c'est-à-dire de la majorité des citoyens. La volonté actuelle de cette majorité *est* la loi; elle *est* le droit, et il n'y a de justice que dans la conformité à cette règle mobile, mais toujours infallible.

La loi civile, seule expression de la volonté générale, crée seule les obligations morales entre les particuliers, il n'en existe pas d'autres que celles qui sont sanctionnées par elle.

L'athée peut donc être aussi bon citoyen que le chrétien. La croyance ou l'incroyance sont affaires d'ordre privé qui regardent la conscience, mais n'ont pas de conséquence pour l'Etat. Bien plus, s'il arrive que la volonté du plus grand nombre soit opposée à ce que d'autres disent être la volonté de Dieu, ceux-ci, tout en restant libres de penser que la volonté de Dieu est contraire, devront se conformer à la volonté générale qui est la loi.

La loi est la loi, c'est-à-dire la règle officielle et sociale des actes du citoyen. Dans la récente discussion sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, un ami du gouvernement, auquel on objectait les protestations de la conscience publique, répondit : « Il n'y a pas de conscience publique contre la loi. »

La morale religieuse est la règle subjective, individuelle, des actions de l'homme privé.

L'Etat n'est ni déiste ni athée ; il existe, il agit dans une sphère distincte de la sphère d'action religieuse. La loi civile n'est ni hostile, ni docile à la morale religieuse.

La religion est une opinion privée, respectable quand elle est sincère, inviolable, s'il s'agit du for intérieur de la conscience, mais dont les manifestations extérieures tombent forcément sous le coup de la loi, non pas comme actes de religion, mais comme actes publics, car tout ce qui est extérieur et public relève de la société civile.

Entre deux ordres si différents, il ne saurait y avoir de contact habituel ; s'il se produit accidentellement des heurts, c'est toujours l'autorité souveraine de la loi qui devra prévaloir sur les croyances personnelles des individus.

L'Etat n'a pas compétence pour juger si l'Eglise est d'institution divine, si les évêques sont, ou non, les successeurs des apôtres ; c'est là une question théologique reléguée dans le sanctuaire de la conscience. La seule chose que l'Etat puisse faire, c'est de déterminer, pour le bien de la paix, la part d'autorité, les emplois publics que les évêques et les prêtres pourront exercer en France à titre de fonctionnaires du gouvernement et par délégation du

ministre des cultes. Dans ces conditions, il est manifeste qu'il ne saurait y avoir de conflit entre l'Eglise et l'Etat, puisqu'il n'y a pas deux pouvoirs en présence et que le clergé se trouve, vis-à-vis des gouvernements, dans la même situation que les officiers et les instituteurs. L'idée fondamentale du libéralisme moderne implique donc la subordination nécessaire de l'Eglise à l'Etat.



Ces principes présentés ici dans une nudité quelque peu brutale qui, sans nuire à la vérité, la met mieux en relief, forment le fond de toutes les institutions modernes, leur commun patrimoine, et la doctrine philosophique sur laquelle elles s'appuient.

On le voit, quand même une secte impie ne se servirait pas du mécanisme de la société moderne pour en faire une arme contre l'Eglise, ce mécanisme laissé à lui-même ou plutôt à l'inconscience et aux variations de l'opinion qui le règle, risquerait à tout moment de heurter la conscience chrétienne et de gêner l'action de l'Eglise.

On voit aussi comment l'idée moderne de l'Etat permet aux persécuteurs de dire, ce qu'ils répètent d'ailleurs à toute occasion : « Nous ne persécutons pas la religion ; nous respectons la liberté de conscience, nous sommes même sympathiques à l'idée religieuse, mais nous défendons l'Etat contre les empiétements du cléricalisme. »

Sans doute, ce langage est, de la part des meneurs, une manière hypocrite de déguiser leur vrai dessein : déchristianiser la France.

Malheureusement, beaucoup de gens moins anti-

religieux s'y sont laissé prendre, et il reste encore assez de libéraux pour ne point voir à quel point le conflit est irréductible entre l'idée moderne et la foi catholique.

Il serait superflu de confirmer cet exposé par des citations empruntées aux docteurs du libéralisme. Son exactitude ne saurait être contestée, et l'idée moderne est assez familière à nos contemporains pour qu'ils la reconnaissent aisément dans ces traits.

Aussi bien, doit-on se garder de croire qu'un Combes ou un Clémenceau soient seuls à faire de ces principes la règle inflexible de leur conduite dans le Gouvernement. Beaucoup de catholiques paraissent se flatter de cette illusion. L'application de ces maximes offre sans doute à la haine sectaire un merveilleux moyen d'oppression, mais les modérés eux-mêmes, parmi ceux qu'on appelle les républicains de Gouvernement, n'ont pas une règle différente.

Sans chercher ailleurs nos exemples, les ministres du fameux *esprit nouveau* qui, en 1894, annonçaient une ère d'apaisement et de tolérance, et dont les déclarations étaient saluées avec enthousiasme par le clergé et par les ralliés, avaient bien soin d'affirmer qu'ils maintiendraient énergiquement ces principes. *L'inflexible modération* avec laquelle Spuller promettait de les appliquer n'aurait pas dû faire illusion un seul jour à personne. Mais clergé et ralliés étaient pressés d'un tel besoin de conciliation, et d'une si grande affection pour la République démocratique, qu'ils célébraient comme un triomphe de la politique pontifi-

cale la négation la plus audacieuse de tous les droits de l'Eglise et de ses libertés essentielles.

Au mois de janvier 1893, dans la discussion du budget des cultes, M. Charles Dupuy, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, se défendant d'être en désaccord avec son prédécesseur, faisait la déclaration suivante, aux applaudissements de la majorité :

Je ne connais qu'une chose, la loi de mon pays, et je la ferai observer tout entière. (Très bien ! très bien ! à gauche et au centre.) Si c'est à ce prix que la paix peut être faite entre l'Etat et l'Eglise, je crois qu'elle se fera : mais l'Eglise n'aurait à s'en prendre qu'à elle-même du retard de la pacification dont on parle par la bouche de M. d'Hulst ou par celle de ses autres représentants, si elle émettait la prétention de traiter de puissance à puissance avec l'Etat, *dont elle est simplement une subordonnée.*

A la fin de juin 1893, Spuller, discourant à l'Association nationale républicaine, sacrait Jules Ferry grand homme, parce qu'il a fait l'œuvre de laïcisation :

Il a eu la gloire de consommer la plus radicale, la plus profonde de toutes les évolutions sociales qui se soient accomplies dans ce pays depuis un siècle.

C'est lui qui a fait passer le grand principe de la tolérance, supérieur à toutes les concessions religieuses, dans nos lois françaises, d'où il vous reste à la faire passer dans les mœurs ; *c'est lui qui a eu l'honneur de séculariser définitivement l'enseignement public dans notre pays.*

.... et le nom de Jules Ferry serait assuré de vivre, à ce seul titre, dans la postérité la plus reculée.

Puis, s'adressant aux ralliés :

Si vous entrez dans la République pour y porter le trouble et le désordre, si vous ne savez pas faire à l'esprit nouveau les concessions qu'il exige, restez chez vous. *Si vous prétendez ne pouvoir accepter ni la loi scolaire, ni la loi militaire, libre à vous, mais alors passez votre chemin.*

Et, pour commentaire des déclarations de l'esprit nouveau, le Président du Conseil, M. Casimir-Périer, lisait à la tribune la dépêche envoyée par lui à l'ambassadeur français à Rome quatre jours après la fameuse séance :

En présence des efforts qui sont faits pour dénaturer le sens et la portée des déclarations du ministère, il me paraît utile de les préciser et de vous mettre à même d'affirmer que *le respect du clergé pour les droits de l'État et sa soumission à toutes les lois sont la condition essentielle d'une politique de tolérance et d'apaisement.*

Si, à tous les degrés de la hiérarchie, le clergé le comprend, il trouvera l'État disposé à s'opposer aux mesures que pourraient inspirer l'injustice ou la passion.

Si notre langage était au contraire interprété comme un abandon des droits de la société laïque, comme une promesse sans conditions, le clergé s'apercevra bien vite qu'il ne trouvera pas, pour arrêter ses empiétements, de Gouvernement plus ferme et plus résolu que celui qui respecte l'Église dans le domaine de la conscience.

Je suis assuré que ce langage sera compris à Rome, et que le Saint-Père y verra notre volonté de fortifier en France, auprès des prélats les plus ardents et les moins disciplinés, les conseils de sagesse qu'ils reçoivent du Vatican...

Bien plus, en dehors même du parti au pouvoir, ces honnêtes gens, ces hommes d'ordre, avec les-

quels Léon XIII nous prescrivait sagement de chercher une entente, professaient, pour la plupart, les mêmes maximes. C'est pourquoi on ne peut assez regretter l'erreur des catholiques constitutionnels et ralliés qui ont faussé le sens de ce conseil, au point de prendre de tels hommes, non pour alliés, mais pour chefs, et qui ont préconisé, comme récemment le P. Maumus, le devoir pour les catholiques de se ranger derrière les républicains libéraux.

En 1892, le Comité de *l'Union libérale* avait à sa tête l'estimable M. Barboux, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats. Voici une déclaration de lui ; relatée dans *l'Univers* du 26 février :

Les débats économiques qui ont absorbé jusqu'ici l'attention des Chambres et du pays vont faire place aux discussions de politique générale : d'une part aux questions dites sociales et aux questions financières qui s'y rattachent, avec les solutions que le radicalisme improvise et que le gouvernement se laisse imposer : de l'autre, à la question religieuse celle-ci ne cessera de semer la discorde dans notre pays que le jour où une politique inspirée par une modération sincère, permettra d'imposer avec justice aux catholiques rassurés sur leur foi le respect absolu des droits de la puissance civile.



Une conséquence éclate à première vue, c'est que la thèse libérale est incompatible avec le fait de l'existence de l'Eglise.

Les millions d'hommes qui sont à la fois catholiques et citoyens français n'ont pas une religion purement intérieure, subjective, renfermée dans le domaine des idées et de la conscience individuelle ;

ils ont une religion objective, visible, extérieure et intérieure tout ensemble, ayant non seulement des dogmes, un culte, des temples, mais une hiérarchie, un gouvernement, des lois, des tribunaux, un chef. Ces citoyens français sont en même temps citoyens d'un autre royaume qui, pour n'être pas de ce monde, n'en est pas moins en ce monde. L'existence de ce royaume est un dogme de foi ; ils chantent l'Eglise dans leur symbole et croient en elle comme ils croient en Dieu : *Credo in unum Deum... et unam sanctam catholicam et apostolicam Ecclesiam*.

Leur conscience religieuse n'a donc point cette liberté que lui promet la société moderne, si l'Eglise est atteinte soit dans son existence, soit dans l'intégrité de ses institutions et de ses lois ; leur foi n'est pas respectée, si la loi civile leur concède des libertés religieuses individuelles, si elle leur reconnaît des droits privés, comme catholiques, mais en affectant d'ignorer le droit public de l'Eglise et de ne pas tenir compte de sa constitution et de ses lois.

L'idée moderne de la société civile dans ses rapports avec la religion couvre donc, sous le nom attrayant de libéralisme, une véritable hérésie, un amas et un bloc d'hérésies. De là, les condamnations solennelles et répétées du Saint-Siège. Ne rappelons pas celles du *Syllabus*. Mais il sera bon de replacer sous les yeux du lecteur les enseignements contenus dans l'Encyclique de Léon XIII sur la constitution chrétienne des Etats. Ils sont la réfutation directe de l'exposé que nous avons fait, et, tout d'abord, des fameux principes sur lesquels repose tout le système.

Le pernicieux et déplorable goût de nouveautés que vit naître le xvi^e siècle, après avoir d'abord bouleversé la religion chrétienne, bientôt par une pente naturelle passa à la philosophie, et de la philosophie à tous les degrés de la société civile. C'est à cette source qu'il faut faire remonter ces principes modernes de liberté effrénée rêvés et promulgués parmi les grandes perturbations du siècle dernier, comme les principes et les fondements d'un *droit nouveau*, inconnu jusqu'alors, et sur plus d'un point en désaccord, non seulement avec le droit chrétien, mais avec le droit naturel.

Voici le premier de tous ces principes : tous les hommes, dès lors qu'ils sont de même race et de même nature, sont semblables, et, par le fait, égaux entre eux dans la pratique de la vie ; chacun relève si bien de lui seul qu'il n'est d'aucune façon soumis à l'autorité d'autrui : il peut en toute liberté penser sur toute chose ce qu'il veut, faire ce qu'il lui plaît ; personne n'a le droit de commander aux autres.

Dans une société fondée sur ces principes, l'autorité publique n'est que la volonté du peuple, lequel, ne dépendant que de lui-même, est aussi le seul à se commander. Il choisit ses mandataires, mais de telle sorte qu'il leur délègue moins le droit que la fonction du pouvoir pour l'exercer en son nom. La souveraineté de Dieu est passée sous silence, exactement comme si Dieu n'existait pas, ou ne s'occupait en rien de la société du genre humain ; ou bien comme si les hommes, soit en particulier, soit en société, ne devaient rien à Dieu, ou qu'on pût imaginer une puissance quelconque dont la cause, la force, l'autorité ne résidât pas tout entière en Dieu même. De cette sorte, on le voit, l'Etat n'est autre chose que la multitude maîtresse et se gouvernant elle-même ; et dès lors que le peuple est censé la source de tout droit et de pouvoir, il s'ensuit que l'Etat ne se croit lié à aucune obligation envers Dieu, ne professe officiellement aucune religion, n'est pas tenu de rechercher qu'elle est

la seule vraie entre toutes, ni d'en préférer une aux autres, ni d'en favoriser une principalement; mais qu'il doit leur attribuer à toutes l'égalité en droit, à cette fin seulement de les empêcher de troubler l'ordre public. Par conséquent, chacun sera libre de se faire juge de toute question religieuse, chacun sera libre d'embrasser la religion qu'il préfère ou de n'en suivre aucune si aucune ne lui agré. De là, découlent nécessairement la liberté sans frein de toute conscience, la liberté absolue d'adorer ou de ne pas adorer Dieu, la licence sans bornes et de penser et de publier ses pensées.

Etant donné que l'Etat repose sur ces principes, aujourd'hui en grande faveur, il est aisé de voir à quelle place on relègue injustement l'Eglise. — Là, en effet, où la pratique est d'accord avec de telles doctrines, la religion catholique est mise dans l'Etat sur le pied d'égalité, ou même d'infériorité, avec des sociétés qui lui sont étrangères. Il n'est tenu nul compte des lois ecclésiastiques; l'Eglise, qui a reçu de Jésus-Christ ordre et mission d'enseigner toutes les nations, se voit interdire toute ingérence dans l'instruction publique. — Dans les matières qui sont de droit mixte, les chefs d'Etat portent d'eux-mêmes des décrets arbitraires et sur ces points affichent un superbe mépris des saintes lois de l'Eglise. Ainsi, ils font ressortir à leur juridiction les mariages des chrétiens; portent des lois sur le lien conjugal, son unité, sa stabilité; mettent la main sur les biens des clercs et déniaient à l'Eglise le droit de posséder. En somme, ils traitent l'Eglise comme si elle n'avait ni le caractère, ni les droits d'une société parfaite, et qu'elle fût simplement une association semblable aux autres qui existent dans l'Etat. Aussi, tout ce qu'elle a de droits, de puissance légitime d'action, ils le font dépendre de la concession et de la faveur des gouvernements.

Dans les Etats où la législation civile laisse à l'Eglise son autonomie, et où un concordat public est intervenu entre les deux puissances, d'abord on crie qu'il faut

séparer les affaires de l'Eglise des affaires de l'Etat, et cela dans le but de pouvoir agir impunément contre la foi jurée et se faire arbitre de tout, en écartant tous les obstacles. — Mais, comme l'Eglise ne peut le souffrir patiemment, car ce serait pour elle désertir les plus grands et les plus sacrés des devoirs, et qu'elle réclame absolument le religieux accomplissement de la foi qu'on lui a jurée, il naît souvent entre la puissance spirituelle et le pouvoir civil des conflits, dont l'issue presque inévitable est d'assujettir celle qui est le moins pourvue de moyens humains à celui qui en est mieux pourvu.

Ainsi, dans cette situation politique que plusieurs favorisent aujourd'hui, il y a une tendance des idées et des volontés à chasser tout à fait l'Eglise de la société, ou à la tenir assujettie et enchaînée à l'Etat. La plupart des mesures prises par les gouvernements s'inspirent de ce dessein. Les lois, l'administration publique, l'éducation sans religion, la spoliation et la destruction des Ordres religieux, la suppression du pouvoir temporel des Pontifes romains, tout tend à ce but : frapper au cœur les institutions chrétiennes, réduire à rien la liberté de l'Eglise catholique et à néant ses autres droits.

La simple raison naturelle démontre combien cette façon d'entendre le gouvernement civil s'éloigne de la vérité. — Son témoignage, en effet, suffit à établir que tout ce qu'il y a d'autorité parmi les hommes procède de Dieu, comme d'une source auguste et suprême. Quant à la souveraineté du peuple, que, sans tenir aucun compte de Dieu, l'on dit résider de droit naturel dans le peuple, si elle est éminemment propre à flatter et à enflammer une foule de passions, elle ne repose sur aucun fondement solide et ne saurait avoir assez de force pour garantir la sécurité publique et le maintien paisible de l'ordre : En effet, sous l'empire de ces doctrines, les principes ont fléchi à ce point que, pour beaucoup, c'est une loi imprescriptible en droit politique, que de pouvoir légitimement soulever des séditions. Car l'opinion pré-

vaut que les chefs du gouvernement ne sont plus que des délégués chargés d'exécuter la volonté du peuple : d'où cette conséquence nécessaire que tout peut également changer au gré du peuple et qu'il y a toujours à craindre des troubles.

Relativement à la religion, penser qu'il est indifférent qu'elle ait des formes disparates et contraires équivaut simplement à n'en vouloir ni choisir, ni suivre aucune. C'est l'athéisme moins le nom. Quiconque, en effet, croit en Dieu, s'il est conséquent et ne veut pas tomber dans l'absurde, doit nécessairement admettre que les divers cultes en usage, entre lesquels il y a tant de différence, de disparité et d'opposition, même sur les points les plus importants, ne sauraient être tous également bons, également agréables à Dieu.



Mais alors, dira-t-on, c'est la religion d'Etat?

Parmi tant de vérités oubliées ou méconnues de nos contemporains, il n'en est aucune qui le soit davantage que celle-ci : l'Etat doit avoir une religion.

L'expression même de *religion d'Etat* est tellement prise en mauvaise part que plus d'un lecteur catholique sursautera en la trouvant sous notre plume.

On s'épargnerait ces alarmes, si l'on voulait bien considérer que, par religion d'Etat, nous n'entendons en aucune façon préconiser une *religion dont l'Etat imposerait les croyances ou la pratique*, — l'Eglise catholique serait la première à condamner ce système ; — nous voulons parler d'une religion que *l'Etat n'impose à personne mais pratique pour son propre compte*.

Le libéralisme moderne a faussé sur ce sujet les

idées non seulement de la plupart de nos contemporains, mais même de beaucoup de catholiques plus fervents qu'instruits.

Il en est peu qui sachent et qui croient fermement que l'Etat est tenu de connaître et de pratiquer la véritable religion, autant et à plus de titres que les particuliers.

C'est pourtant une obligation qui résulte du *droit naturel*, indépendamment même de la révélation.

Cette vérité, rappelée par le *Syllabus*, n'est, pour la plupart de nos concitoyens, qu'un anachronisme et une utopie; et ceux qui n'admettent l'athéisme ni pour eux-mêmes, ni pour autrui, en font une nécessité et un devoir pour l'Etat.

Car il n'est pas possible de le contester : un Etat qui professe ne point savoir s'il y a un Dieu et qui ne pratique aucune religion est, en réalité, un Etat athée.

Bien plus, l'athéisme social est encore moins excusable que l'athéisme individuel, la société ayant plus de lumières et dépendant de Dieu à plus de titres que l'individu.

Voici comment Léon XIII s'exprime à ce sujet dans l'Encyclique *Libertas* :

Envisagée au point de vue social, cette même liberté dépravée veut que l'Etat ne rende aucun culte à Dieu, ou n'autorise aucun culte public; que nulle religion ne soit préférée à l'autre, que toutes soient considérées comme ayant les mêmes droits, sans même avoir égard au peuple, lors même que ce peuple fait profession de catholicisme. Mais pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que vraiment la communauté civile n'eût aucun devoir envers Dieu, ou qu'en ayant elle pût impunément s'en affranchir; ce qui est également et manifestement faux. On

ne saurait mettre en doute, en effet, que la réunion des hommes en société ne soit l'œuvre de la volonté de Dieu, et cela qu'on la considère dans ses membres, dans sa forme qui est l'autorité, dans sa cause ou dans le nombre et l'importance des avantages qu'elle procure à l'homme. C'est Dieu qui a fait l'homme pour la société et qui l'a uni à ses semblables, afin que les besoins de sa nature, auxquels ses efforts solitaires ne pourraient donner satisfaction, pussent la trouver dans l'association. C'est pourquoi la société civile, en tant que société, doit nécessairement reconnaître Dieu comme son principe et son auteur et, par conséquent, rendre à sa puissance et à son autorité l'hommage de son culte. Non, de par la justice ; non, de par la raison, l'Etat ne peut être athée, ou, ce qui reviendrait à l'athéisme, être animé à l'égard de toutes les religions, comme on dit, des mêmes dispositions, et leur accorder indistinctement les mêmes droits.

Puisqu'il est donc nécessaire de professer une religion dans la société, il faut professer celle qui est la seule vraie et que l'on reconnaît sans peine, au moins dans les pays catholiques, aux signes de vérité dont elle porte en elle l'éclatant caractère. Cette religion, les chefs de l'Etat doivent donc la conserver et la protéger, s'ils veulent, comme ils en ont l'obligation, pourvoir prudemment et utilement aux intérêts de la communauté. Car la puissance publique a été établie pour l'utilité de ceux qui sont gouvernés, et quoiqu'elle n'ait pour fin prochaine que de conduire les citoyens à la prospérité de cette vie terrestre, c'est pourtant un devoir pour elle de ne point diminuer, mais d'accroître, au contraire, pour l'homme, la faculté d'atteindre à ce bien suprême et souverain dans lequel consiste l'éternelle félicité des hommes, ce qui devient impossible sans la religion.

Et, dans l'Encyclique déjà citée sur la Constitution des Etats chrétiens :

Si la nature et la raison imposent à chacun l'obligation d'honorer Dieu d'un culte saint et sacré, parce que nous dépendons de sa puissance et que, issus de lui, nous devons retourner à lui, elles astreignent à la même loi la société civile. Les hommes, en effet, unis par les liens d'une société commune, ne dépendent pas moins de Dieu que pris isolément ; autant au moins que l'individu, la société doit rendre grâce à Dieu, dont elle tient l'existence, la conservation et la multitude innombrable de ses biens. C'est pourquoi, de même qu'il n'est permis à personne de négliger ses devoirs envers Dieu, et que le plus grand de tous les devoirs est d'embrasser d'esprit et de cœur la religion, non pas celle que chacun préfère, mais celle que Dieu a prescrite et que des preuves certaines et indubitables établissent comme la seule vraie entre toutes, ainsi les sociétés politiques ne peuvent sans crime se conduire comme si Dieu n'existait en aucune manière, ou se passer de la religion comme étrangère et inutile, ou en admettre une indifféremment selon leur bon plaisir. En honorant la Divinité, elles doivent suivre strictement les règles et le mode suivant lesquels Dieu lui-même a déclaré vouloir être honoré.

Les chefs d'Etat doivent donc tenir pour saint le nom de Dieu et mettre au nombre de leurs principaux devoirs celui de favoriser la religion, de la protéger de leur bienveillance, de la couvrir de l'autorité tutélaire des lois, et ne rien statuer ou décider qui soit contraire à son intégrité. Et cela ils le doivent aux citoyens dont ils sont les chefs. Tous, tant que nous sommes, en effet, nous sommes nés et élevés en vue d'un bien suprême et final auquel il faut tout rapporter, placé qu'il est aux cieux, au delà de cette fragile et courte existence. Puisque c'est de cela que dépend la complète et parfaite félicité des hommes, il est de l'intérêt suprême de chacun d'atteindre cette fin. Comme donc la société civile a été établie pour l'utilité de tous, elle doit, en favorisant la prospérité publique, pourvoir au bien des citoyens de

façon non seulement à ne mettre aucun obstacle, mais à assurer toutes les facilités possibles à la poursuite et à l'acquisition de ce bien suprême et immuable auquel ils aspirent eux-mêmes. La première de toutes consiste à faire respecter la sainte et inviolable observance de la religion, dont les devoirs unissent l'homme à Dieu.

Quant à décider quelle religion est la vraie, cela n'est pas difficile à quiconque voudra en juger avec prudence et sincérité. En effet, des preuves très nombreuses et éclatantes, la vérité des prophéties, la multitude des miracles, la prodigieuse célérité de la propagation de la foi, même parmi ses ennemis et en dépit des plus grands obstacles, le témoignage des martyrs et d'autres arguments semblables prouvent clairement que la seule vraie religion est celle que Jésus-Christ a instituée lui-même et qu'il a donné mission à son Eglise de garder et de propager (1).

Le *Syllabus* avait condamné la proposition ainsi conçue : « A notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'Etat, à l'exclusion de tous les autres cultes. » L'Encyclique de Léon XIII développe et confirme une sentence de son prédécesseur.



On aurait tort d'en tirer un argument contre l'Eglise au nom de la *tolérance* nécessaire. C'est là cependant l'objection décisive, celle qui fait le plus d'impression sur l'esprit de nos contemporains.

Si l'Eglise, nous dit-on, n'accepte pas sans arrière-pensée la situation que lui fait la société moderne, si elle ne renonce pas définitivement au privilège d'être la religion d'Etat, comment pourra-t-elle prétendre aujourd'hui *exclure les autres cultes* ? La

(1) Encyclique *Libertas*.

première heure d'une persécution inutile rencontrerait dans le pays les invincibles résistances et les représailles des partisans résolus de la liberté.

Il y a méprise sur le sens de cette exclusion. Personne ne songe à employer la violence pour amener dans le giron de l'Eglise les mécréants ou les incrédules. Il s'agit d'appliquer la doctrine de l'Eglise sur la *tolérance civile de l'erreur*. Léon XIII en pose ainsi le principe :

Néanmoins, dans son appréciation maternelle, l'Eglise tient compte du poids accablant de l'infirmité humaine, et elle n'ignore pas le mouvement qui entraîne à notre époque les esprits et les choses. Pour ces motifs, tout en n'accordant de droits qu'à ce qui est vrai et honnête, elle ne s'oppose pas cependant à la tolérance dont la puissance publique croit pouvoir user à l'égard de certaines choses contraires à la vérité et à la justice, en vue d'un mal plus grand à éviter ou d'un bien plus grand à obtenir ou à conserver.

L'objection et la méprise viennent de ce qu'on ne suppose pas de moyen terme entre l'exclusion radicale des cultes dissidents et l'égalité accordée à tous. On n'envisage que deux formes des rapports de l'Eglise et de l'Etat : la protection donnée à l'Eglise par l'Etat, dans une nation où l'unité religieuse est complète, et où aucune secte dissidente n'est tolérée ; et l'égalité protection accordée par l'Etat à toutes les confessions religieuses qui ne troublent pas la paix publique, sans aucun privilège pour l'Eglise catholique.

La question ainsi posée, on n'a pas de peine à établir que l'unité de religion est rompue dans les sociétés modernes, et à conclure que la seconde

forme, si inférieure qu'elle puisse être à la première, est seule admissible aujourd'hui.

Mais il y a une troisième hypothèse, qui est la vraie : c'est celle de l'Etat chrétien, reconnaissant la divine mission de l'Eglise, et tolérant néanmoins dans le pays, mais sans y coopérer lui-même, la pratique des cultes dissidents qui ont des droits acquis à cette tolérance. Dans ces conditions, les « partisans résolus de la liberté » n'ont à exercer aucunes représailles, à opposer aucune résistance, puisqu'on ne s'attaque à rien de ce qui leur est cher. L'Etat, en effet, laisse les dissidents s'organiser et s'administrer pour l'exercice de ce qu'ils appellent leur culte ; il s'abstient seulement de leur prêter son concours. Bien plus, il peut protéger les dissidents, comme individus et comme citoyens, dans l'exercice de leur liberté et la jouissance de leurs droits ; ce qu'il évite, c'est de protéger et d'aider la secte elle-même en tout ce qui est d'ordre religieux. En un mot, *l'Etat reconnaît l'Eglise pour la seule vraie religion et il ne prive pas les hétérodoxes de leurs droits antérieurement acquis.*

Que peut-on exiger de plus ?

Si l'Etat est obligé, dans certaines circonstances, d'accorder aux dissidents la liberté de pratiquer, même publiquement, leur culte, il ne peut être dispensé dans aucun cas, du devoir d'embrasser la religion véritable et d'en accomplir les préceptes. S'il lui faut *tolérer* l'existence des sectes, il doit *protéger* la véritable Eglise et il ne peut protéger qu'elle seule. Enfin, de ce fait que tous les habitants d'un pays n'ont pas la même foi, il ne peut jamais s'ensuivre que la nation soit autorisée à professer toutes les croyances, ou dispensée d'en avoir aucune. L'E-

tat, en ce cas, n'aurait pas la liberté que l'on reconnaît à l'individu : celle de choisir la religion qui lui convient.

Telle est la vraie *tolérance civile* que l'Eglise peut accepter *loyalement*, et qui permet aux catholiques d'assurer leurs adversaires en toute sincérité quoi qu'on en ait dit, que, s'ils arrivaient au pouvoir, ils ne leur refuseraient pas la liberté.

Mais deux traits essentiels distinguent cette tolérance de celle que prône le libéralisme. Elle ne se fonde nullement sur le droit de la conscience humaine au libre choix de sa religion ; elle repose seulement sur la nécessité de fait qu'impose à un Etat l'existence de sectes puissantes dans le pays. De plus, elle n'a rien de commun avec cette fausse doctrine qui ne reconnaît pas plus de droits à la vérité qu'à l'erreur.

Au fond tout, se réduit à une conception très hétérodoxe de la liberté. Louis Veuillot, rappelant ses polémiques avec Prévost-Paradol, marquait très justement la différence, dans un chapitre des *Odeurs de Paris* :

Nous nous sommes jadis assez combattus. Je revendiquais pour la *vérité* des droits qu'il appelait des privilèges et qu'il repoussait de toute sa force ; je contestais que l'*erreur* dût avoir des privilèges qu'il appelait et qu'il appelle encore des droits. Si nous nous retrouvions en présence, le même dissentiment, pour ne pas dire la même séparation, existerait entre nous ; il n'y aurait de changé que l'accent de la polémique, peut-être un peu chaud des deux parts. Seulement il commettrait une injustice dont je ne me rends pas coupable envers lui, s'il me prenait pour un ennemi de la liberté ; *et, s'il me*

contestait l'usage de la liberté, il ferait à son principe un outrage que je ne fais pas au mien, ni quand j'invoque ni quand je conteste un certain exercice de la liberté. Je connais, moi, une *vérité* et une *erreur*, et je n'admets aucune espèce de parité ni d'égalité entre cette vérité et cette erreur. Ceux qui ne connaissent ni erreur ni vérité, ou qui établissent sur le même pied et dans le même droit la vérité et l'erreur, doivent, en conscience, et quoi qu'il leur en coûte, livrer l'erreur à la libre discussion de la vérité. Dès qu'ils s'y refusent, que nous reprochent-ils ? Ils sont intolérants, comme ils nous accusent de l'être, mais intolérants avec hypocrisie, sans cesser de proclamer leur prétendue tolérance; intolérants *pour mettre à couvert leurs opinions*, lorsque nous ne le sommes que *par respect pour nos dogmes*.

Cela dit, je crois que les libéraux séparés verraient plus juste, s'ils pouvaient comprendre quelle est, entre nous, la cause de la séparation.

Cette cause n'est pas, au fond, l'amour ou l'aversion de la liberté, mais une conception différente de la liberté...

Je me sens parfaitement en état de démontrer à n'importe quel libéral, sans excepter M. Prévost-Paradol, que je n'ai pas moins aimé que lui la liberté, que je n'ai pas moins sincèrement, moins ardemment, moins obstinément essayé de la servir; et que *l'Univers* n'a pas été supprimé pour avoir trop méconnu la cause de la liberté. *Seulement nous ne voulons donner à la liberté, ni les mêmes droits, ni les mêmes règles et les mêmes devoirs, ni peut-être le même but. Pour nous, catholiques, la liberté ne peut être que le moyen de rentrer ou de rester dans l'ordre et dans la paix. Et l'ordre et la paix sont avant tout le respect de la loi de Dieu.*

Paroles qui trouvent leur pleine confirmation dans celles de Léon XIII :

Par sa nature donc et sous quelque aspect qu'on la considère, soit dans les individus, soit dans les sociétés, et chez les supérieurs non moins que chez les subordonnés, la liberté humaine suppose la nécessité d'obéir à une règle suprême et éternelle; et cette règle n'est autre que l'autorité de Dieu nous imposant ses commandements ou ses défenses; autorité souverainement juste, qui, loin de détruire ou de diminuer en aucune sorte la liberté des hommes, ne fait que la protéger et l'amener à sa perfection, car la vraie perfection de tout être, c'est de poursuivre et d'atteindre sa fin: or, la fin suprême vers laquelle doit aspirer la liberté humaine, c'est Dieu.

II. — Les catholiques libéraux.

Il peut y avoir, il existe des catholiques imbus de libéralisme, mais, dans la rigueur du terme, et cela découle nécessairement des principes exposés, il n'y a pas de *catholicisme libéral*. Le libéralisme est la négation du catholicisme. Cependant l'expression de catholicisme libéral et celle de libéralisme catholique ont pris cours pour désigner les tendances des catholiques libéraux.

Il semble, en effet, de toute évidence que ces deux faits ne peuvent coexister: l'application du système libéral dans le gouvernement de la société, et la liberté d'une croyance religieuse exigeant de l'Etat la reconnaissance du pouvoir souverain de l'Eglise dans l'ordre spirituel.

Si l'Etat ne reconnaît pas ce pouvoir, il viole les droits de la conscience religieuse; s'il le reconnaît, il renie le principe de la souveraineté du peuple, source unique de toute puissance publique. Là est le point où la société moderne se trouve en opposition irréductible avec l'Eglise. Celle-ci, de son

côté, n'a donc d'autre alternative que la subordination acceptée ou la résistance.

Cependant des conciliateurs se sont rencontrés, qui ont entrepris de faire disparaître cet antagonisme essentiel. C'est l'école des catholiques libéraux.



Les catholiques libéraux ne doivent pas être confondus avec les libéraux rationalistes et naturalistes dont nous venons d'exposer le système. La foi catholique les sépare ; mais les catholiques victimes de l'erreur libérale tendent, par une inconséquence et une contradiction résultant de l'opposition irréductible entre la doctrine de l'Eglise et celle de la Révolution, à se conduire selon les principes de leurs adversaires.

Mgr de Ségur, dans un opuscule trop oublié, fait une excellente analyse du libéralisme catholique :

Il y a ici à distinguer trois choses, souvent unies, mais parfaitement distinctes, à savoir : un sentiment, un parti, et une doctrine.

Chez les uns, le libéralisme catholique est une affaire de sentiment ; chez les autres, c'est une affaire de parti ; chez d'autres enfin, c'est une affaire de doctrine.

Pour les femmes et pour la plupart des jeunes gens, le libéralisme catholique n'est qu'un sentiment, une espèce d'instinct irréflecti ; pas autre chose.

C'est l'amour instinctif et, en un sens, légitime de la *liberté* ; mot magique, entraînant, qui répond à ce qu'il y a de meilleur en nous et tout ensemble à ce qu'il y a de plus mauvais, par cela même qu'il joint à sa puissance quelque chose de vague, d'indéterminé, dont le mal profite au moins autant que le bien. La liberté, en effet,

ayant pour mission de rompre les *liens*, nous apprécions diversement la liberté, suivant que nous apprécions plus ou moins sainement ce qu'on appelle des *liens*. Pour le catholique, pour le serviteur de Dieu, un lien c'est tout ce qui gêne l'accomplissement du devoir, l'accomplissement de la volonté de Dieu : pour le mondain, pour l'homme qui vit en dehors des idées de la foi, un lien c'est tout ce qui gêne ses passions et ses caprices. — Cette distinction est fondamentale ici. Elle explique comment le nom seul de liberté fait vibrer tous les cœurs et pourquoi le sentiment de la liberté est si général, si irrésistible.

Dans le sentiment libéral, qu'il ne faut donc pas confondre avec le sentiment de la liberté, il y a du bon et du mauvais ; le bon, c'est l'horreur de tout ce que l'on croit être de la tyrannie ; c'est l'indignation très légitime contre ce que l'on regarde comme des abus d'autorité et comme l'oppression de la conscience. Au fond, chez nos jeunes catholiques-libéraux, il n'y a guère que cela dans leur répulsion pour les hommes et les institutions qui soutiennent énergiquement le principe d'autorité.

Le mal, c'est l'esprit d'indépendance et de révolte qui fermente dans ces jeunes têtes, et qui les rend sympathiques, sans qu'ils sachent trop pourquoi, à ce qu'on appelle « les libertés modernes », à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à la liberté de la presse, aux libertés parlementaires, à la liberté de l'hérésie et de l'erreur, et à tous ces principes de tolérantisme que le Saint-Siège a condamnés en 1790, dès leur proclamation, et qu'il a stigmatisés de nouveau, en 1832, comme une dangereuse « folie, *deliramentum* » (1)...

Le sentiment libéral a engendré le parti libéral, parti politique plus encore peut-être que religieux, dont la

(1) Encyclique *Mirari vos*, de Grégoire XVI.

marotte est *liberté*. Or, par liberté, il n'entend pas ce qu'entend l'Eglise de Dieu, mais une liberté à la façon moderne, une liberté rationaliste qui anéantit l'autorité, proclame l'indifférence entre le vrai et le faux, et mène fatalement à l'anarchie et, par l'anarchie, au despotisme.

Poussé par cette fantaisie et enivré de ce sentiment, le parti libéral altère et tout ce qu'il touche, et introduit la division dans le camp catholique. Il a ses principes à lui, et ils sont le contrepied de ceux du Saint-Siège. Il a ses manières de faire, sa politique, sa sagesse ; et cette sagesse, cette politique contredit en plein les directions fermes et sûres que, de la part de Dieu, le Souverain Pontife ne cesse de donner aux gouvernements et aux peuples.

Ces hommes sont, au fond et malgré des vertus réelles, de véritables sectaires ; et ils reproduisent trait pour trait ce que l'histoire nous apprend des anciens sectaires jansénistes et gallicans.

Comme eux, « ils affichent leur dépit contre tout ce qui marque une obéissance prompte, entière, absolue aux décrets et aux avertissements du Saint-Siège. Ils ne parlent que dédaigneusement du Siège Apostolique, en l'appelant *cour romaine*. Ils accusent tous ses actes d'être imprudents ou inopportuns. Ils affectent d'appliquer le nom d'ultramontains et de jésuites aux fils de l'Eglise les plus zélés et les plus obéissants. Enfin, pétris d'orgueil, ils s'estiment plus sages que l'Eglise, à qui a été faite la promesse d'une assistance divine spéciale et éternelle...

On l'a dit souvent et avec grande raison : ce sont les doctrines qui font les hommes. Les doctrines, ou, pour mieux dire, les opinions libérales sont l'âme du parti libéral, et elles sont le soutien caché du sentiment libéral.

En quoi consistent-elles ? Il est difficile de le savoir bien nettement ; car les catholiques-libéraux ne se hasar-

dent pas volontiers à formuler leurs principes. Le parti a des meneurs : il n'a point de docteurs.

En allant au fond des choses, et en saisissant le moins imparfaitement possible cet insaisissable Protée, voici ce que l'on en peut dire :

D'abord la doctrine catholique-libérale est un système général de fausse liberté et de fausse charité qui, en religion comme en politique, tend à amoindrir les vérités et les principes, et à les remplacer par des nuances et par du sentiment, non certes par impiété, mais afin de soi-disant concilier à l'Eglise, à la foi, à la vérité, au droit les sympathies des adversaires. Elle tient peu de compte des principes les plus certains dès que ces principes sont en opposition avec l'opinion publique, c'est-à-dire avec les préjugés et les erreurs publiques. Elle tend toujours à mettre le fait au-dessus du droit. Des questions de principes elle fait immédiatement des questions de personnes, sacrifiant ainsi systématiquement la vérité et le droit à une affaire de sentiment, d'habileté ou d'intérêt. Les catholiques-libéraux se laissent tellement préoccuper des personnes qu'ils perdent de vue les principes, lesquels sont pourtant la base de tout. De là vient que, tout en aimant sincèrement le bien, ils perdent pour ainsi dire l'horreur du mal, l'horreur de l'hérésie, l'horreur des crimes politiques. Ils ne conservent que l'amour des concessions aux méchants ; pauvres dupes ! pendant qu'ils se flattent d'attirer les méchants sur leur terrain, ils glissent eux-mêmes et tombent sur le terrain de l'ennemi.

Puis, la doctrine catholique-libérale, qui n'est, au fond, que la doctrine révolutionnaire de 89, pose en principe, comme chose sinon absolument bonne, du moins meilleure, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, laquelle n'est autre chose que l'indépendance absolue de la société civile vis-à-vis de la loi divine, de la religion révélée et de la sainte Eglise. Notre Seigneur a envoyé le Pape et les Evêques en leur disant : « *Enseignez tous les peuples, et apprenez-leur à observer mes lois.* »

« *Je suis moi-même avec vous jusqu'à la fin des siècles.* » Les catholiques-libéraux restreignent cette mission aux intérêts privés de chaque chrétien en particulier ; ils dénieient au Souverain Pontife et à l'Épiscopat le droit d'enseigner les gouvernants aussi bien que les gouvernés, et de veiller à ce que Jésus-Christ puisse régner sans entraves dans les institutions publiques, dans les lois, dans la direction des sociétés.

Enfin, la doctrine catholique-libérale nieconnait et altère profondément les rapports de l'autorité et de la liberté, telles que Dieu les a établies et telles que son Eglise est chargée de les enseigner et de les maintenir. Elle est une altération profonde de la doctrine catholique sur l'autorité, au profit de la liberté ; et c'est pour cela qu'elle s'appelle *libérale*... (1).

Et ici la doctrine catholique libérale rejoint le pur libéralisme exposé dans l'article précédent.

L'entreprise des catholiques libéraux serait digne de respect et d'encouragement, si leurs efforts tendaient à réconcilier l'Eglise avec la société moderne en amenant l'opinion contemporaine à délaisser les erreurs qui la mettent sur tant de points en opposition avec le catholicisme ; mais, désespérant sans doute d'obtenir ce résultat, croyant aussi peut-être que le bon droit existe des deux parts et que tous les torts ne sont pas du côté des idées modernes, ces conciliateurs ont entrepris d'amener l'Eglise à transiger avec le système adverse. C'est à elle qu'ils demandent de faire les frais de cette conciliation.

Ceci est d'autant plus grave que, dans l'organisation actuelle de la société, l'Eglise doit compter

(1) *Hommage aux jeunes catholiques libéraux*, 1884.

surtout sur eux pour la défense de ses droits. La fidélité et l'énergie des citoyens catholiques en sont le rempart. Cette tactique devient donc une défection de leur part, et les conséquences en sont incalculables. Voilà pourquoi le Pape Pie IX, qui ne partageait pas leurs illusions, dénonçait avec tant de force la peste du libéralisme catholique (1).

Car il importe de bien observer que la situation des citoyens catholiques, dans la société et vis-à-vis du pouvoir civil, n'est pas identique à celle de la puissance spirituelle dont ils ont à soutenir les droits. C'est à la faveur de cette confusion que se produit l'abandon de leurs devoirs.

L'erreur des catholiques libéraux est de dénaturer la tolérance dont l'Eglise use à l'égard du pouvoir civil, et d'en fausser complètement l'application.

En premier lieu, l'Eglise, en usant de cette tolérance, « ne reconnaît cependant de droit qu'à ce qui est vrai et honnête ». Les catholiques libéraux, partant d'une fausse notion de la liberté, admettent, comme des compléments de cette liberté, ce qui en est le défaut, l'imperfection et l'abus ; ils basent là-dessus une série de droits, et, pour eux, ce qui serait la protection de la liberté en devient l'oppression.

Mais, de plus, ils se trompent non moins gravement en se comportant *comme si l'Eglise érigeait en principe pour les citoyens catholiques la tolérance qu'elle admet de la part du gouvernement*. C'est une méprise absolue. L'Eglise, ayant charge d'appliquer les règles de la morale sociale, peut

(1) Voir aux appendices les avertissements de Pie IX sur les dangers du libéralisme.

bien, dans sa condescendance maternelle, tempérer les obligations du pouvoir civil dans la répression de l'erreur et du mal, et supporter, sans rompre avec ce pouvoir qu'elle suppose empêché, un amoindrissement de ses privilèges « en vue d'un mal plus grand à éviter ou d'un bien plus grand à obtenir ou à conserver ». Mais, seule, une impossibilité morale justifie cette tolérance. Dans le cas supposé, l'Eglise est dans l'impossibilité morale d'urger efficacement le respect des droits de Dieu et des siens; l'Etat est, par hypothèse, dans l'impossibilité morale d'imposer ce respect.

Mais la même impossibilité de travailler à leur restauration existe-t-elle pour les citoyens catholiques dans une nation chrétienne? N'ont-ils pas, dans l'exercice de leur liberté et de leurs droits civiques, des moyens d'action dont l'autorité spirituelle de l'Eglise est privée? Ou, si l'Etat s'affranchit de son plus rigoureux devoir, sont-ils en droit de faire comme lui? Les Encycliques de Léon XIII donnent aux catholiques les avertissements les plus graves sur l'obligation de revendiquer la liberté religieuse :

« Il arrive que parfois les exigences de l'Etat envers le citoyen contredisent celles de la religion à l'égard du chrétien, et ces conflits viennent de ce que les chefs politiques tiennent pour nulle la puissance sacrée de l'Eglise, ou bien affectent la prétention de se l'assujettir. De là des luttes, et, pour la vertu, des occasions de faire preuve de valeur. Deux pouvoirs sont en présence, donnant des ordres contraires. Impossible de leur obéir à tous les deux simultanément : Nul ne peut servir deux maîtres. Plaire à l'un, c'est mépriser l'autre.

Auquel accordera-t-on la préférence? L'hésitation n'est pas permise. Ce serait un crime, en effet, de vouloir se soustraire à l'obéissance due à Dieu pour plaire aux hommes, d'enfreindre les lois de Jésus-Christ pour obéir aux magistrats, *de méconnaître les droits de l'Eglise sous prétexte de respecter les droits de l'ordre civil...*

« Les chrétiens entourent donc d'un respect religieux la notion du pouvoir, dans lequel, même quand il réside dans un mandataire indigne, ils voient un reflet et comme une image de la divine Majesté. Ils se croient tenus de respecter les lois, non pas à cause de la sanction pénale dont elles menacent les coupables, mais parce que c'est pour eux un devoir de conscience, car Dieu ne nous a pas donné l'esprit de crainte. Mais, si *les lois de l'Etat sont en contradiction ouverte avec la loi divine, si elles renferment des dispositions préjudiciables à l'Eglise, ou des prescriptions contraires aux devoirs imposés par la religion ; si elles violent dans le Pontife Suprême l'autorité de Jésus-Christ, dans tous ces cas, il y a obligation de résister, et obéir serait un crime dont les conséquences retomberaient sur l'Etat lui-même. Car l'Etat subit le contre-coup de toute offense faite à la religion...*

« Dans ce déluge universel d'opinions, c'est la mission de l'Eglise de protéger la vérité et d'arracher l'erreur des âmes, et cette mission, elle la doit remplir saintement et toujours, car à sa garde ont été confiés l'honneur de Dieu et le salut des hommes. *Mais, quand les circonstances en font une nécessité ce ne sont pas seulement les prélats qui doivent veiller à l'intégrité de la foi, mais comme le dit*

saint Thomas : « Chacun est tenu de manifester publiquement sa foi, soit pour instruire et encourager les autres fidèles, soit pour repousser les attaques des adversaires.

Reculer devant l'ennemi et garder le silence, lorsque de toutes parts s'élèvent de telles clameurs contre la vérité, c'est le fait d'un homme sans caractère, ou qui doute de la vérité de sa croyance. Dans les deux cas, une telle conduite est honteuse et elle fait injure à Dieu ; elle est incompatible avec le salut de chacun et avec le salut de tous ; elle n'est avantageuse qu'aux seuls ennemis de la foi : car rien n'enhardit autant l'audace des méchants que la faiblesse des bons... »

Vainement on objectera qu'il serait chimérique de revendiquer actuellement tous les droits de l'Eglise, comme, par exemple, celui de contrôle sur l'enseignement. Cet argument du tout ou rien n'est qu'une mauvaise défaite. Ces droits sont plus ou moins impérieux. Il en est dont l'Eglise peut accepter la suspension temporaire, il en est d'autres dont elle ne peut jamais se relâcher, parce que le salut de la foi en dépend. La France chrétienne n'en serait pas venue à ce point de décadence, si ces paroles de Léon XIII n'étaient devenues à peu près lettre morte :

« Et d'abord, en ce qui regarde la famille, il importe souverainement que les enfants nés de parents chrétiens soient, de bonne heure, instruits des préceptes de la foi, et que l'instruction religieuse s'unisse à l'éducation, par laquelle on a coutume de préparer l'homme et de le former dans le premier âge. Séparer l'une de l'autre, c'est vouloir, en réalité, que, lorsqu'il s'agit des devoirs envers Dieu,

l'enfance reste neutre; système mensonger, système par-dessus tout désastreux dans un âge aussi tendre, puisqu'il ouvre, dans les âmes, la porte de l'athéisme et la ferme à la religion. Il faut absolument que les pères et mères dignes de ce nom veillent à ce que leurs enfants, parvenus à l'âge d'apprendre, reçoivent l'enseignement religieux et ne rencontrent dans l'école rien qui blesse la foi ou la pureté des mœurs. *Cette sollicitude pour l'éducation de leurs enfants, c'est la loi divine, de concert avec la loi naturelle, qui l'impose aux parents; et rien ne saurait les en dispenser.* L'Eglise gardienne et vengeresse de l'intégrité de la foi, et qui, en vertu de la mission qu'elle a reçue de Dieu, son auteur, doit appeler à la vérité chrétienne toutes les nations et surveiller avec soin les enseignements donnés à la jeunesse placée sous son autorité, l'Eglise a toujours condamné ouvertement les écoles appelées *mixtes* ou *neutres*, et a maintes fois averti les pères de famille, afin que, sur ce point si important, ils demeurent toujours vigilants, toujours sur leurs gardes. Obéir ici à l'Eglise, c'est faire œuvre d'intérêt social et pourvoir excellemment au salut commun. » (Encycl. *Nobilissima Gallorum Gens*, 1884.)

« *C'est donc une étroite obligation pour les parents d'employer leurs soins et de ne négliger aucun effort pour repousser énergiquement toutes les injustes violences qu'on leur veut faire en cette matière et pour réussir à garder exclusivement l'autorité sur l'éducation de leurs enfants.* Ils doivent, d'ailleurs, pénétrer celle-ci des principes de la morale chrétienne et s'opposer absolument à ce que leurs enfants fréquentent les écoles où ils sont

exposés à boire le funeste poison de l'impiété. »
(Encycl. *Sapientiæ Christianæ*, 1890.)

D'ailleurs n'est-il pas puéril d'oublier que la tolérance de l'Eglise a des bornes infranchissables? C'est en cela que les catholiques libéraux sont presque inexcusables. L'Eglise tient compte des embarras du gouvernement dans une société travaillée par les ferments de la Révolution. Mais là où le Gouvernement se déclare lui-même contempteur de Dieu, où, sous le faux prétexte de neutralité, il professe l'athéisme, quelle matière à tolérance peut-il y avoir? Là, l'Eglise proteste, pleure et condamne. Il peut n'être pas en son pouvoir de changer le fait, jamais elle ne le reconnaîtra. Et c'est une monstruosité de voir des catholiques, absorbés dans l'illusion d'une libre action sociale, considérer et athéisme national comme un état normal, et oublier l'obligation urgente de travailler, dans toute l'étendue de leurs possibilités, à la réforme de cet état violent, contraire à la nature de la société humaine.

Comment les catholiques libéraux peuvent-ils invoquer ici la tolérance de l'Eglise, et justifier leur inertie par le respect dû au pouvoir établi? C'est bien vainement qu'ils prétendent se couvrir des conseils et de l'autorité du Souverain Pontife. Le pape peut bien être induit en erreur sur une question de fait, et, n'estimant pas le gouvernement solidaire de la conjuration formée par les impies contre Dieu et son Christ, réclamer encore en faveur de ce pouvoir, malgré ce que l'Eglise en souffre, les droits de la légitimité. Mais il n'est pas au pouvoir du pape de lier une majorité de citoyens catholiques à un gouvernement athée. Là où règne

l'athéisme social, il n'y a pas de société régulière. Le pape, qui peut se tromper en politique, ne se trompe pas dans la doctrine, quand il enseigne :

Si une société ne poursuit autre chose que les avantages extérieurs et les biens qui assurent à la vie plus d'agrément et de jouissances ; si elle fait profession de ne donner à Dieu aucune place dans l'administration de la chose publique, et de ne tenir aucun compte des lois morales, elle s'écarte d'une façon très coupable de sa fin et des prescriptions de la nature. C'est moins une société qu'un simulacre, et une imitation mensongère d'une véritable société et communauté humaine. (Encycl. Sapientiæ christianæ) (1).



Nous pouvons maintenant préciser le caractère du libéralisme catholique.

(1) Ou cette sentence n'est qu'une formule solennellement creuse, sans aucune signification, ou elle condamne de tout son poids l'Etat républicain actuel. Après cent autres déclarations analogues, moins brutales peut-être, mais aussi claires, faites par les ministres au pouvoir depuis vingt-cinq ans, on vient d'entendre ceux d'aujourd'hui déclarer du haut de la tribune, aux applaudissements de la majorité, que l'Etat, issu de la Révolution, est essentiellement a-religieux, et fonder l'obligation qu'il assume de procurer à chaque déshérité sa part de jouissances matérielles, sur la ruine préalable de toute foi :

« Tous ensemble, par nos pères, par nos aînés, par nous-mêmes, nous sommes attachés dans le passé à une œuvre d'anticléricisme, à une œuvre d'irréligion. Nous avons arraché les consciences humaines à la croyance. Lorsqu'un misérable, fatigué du poids du jour, ployait les genoux, nous l'avons relevé, nous lui avons dit que derrière les nuages il n'y avait que des chimères. Ensemble et d'un geste magnifique nous avons éteint dans le ciel des lumières qu'on ne rallumera plus ! Voilà notre œuvre, notre œuvre révolutionnaire. » (Discours de MM. Briand et Viviani à la Chambre (8 et 9 novembre 1906). Oui ou non, est-ce là ne pas se proposer d'autre but que la prospérité matérielle, sous sa forme la plus grossière, et ne faire aucune part à Dieu dans l'Etat et dans la Société ?

Le libéralisme catholique est moins une doctrine qu'une tendance, une manière de concevoir, de parler et d'agir. Il ne s'enferme pas en des propositions claires ou nettement déterminées, en des formules exactes et précises comme les principes du pur libéralisme.

Cette tendance du libéralisme catholique est de restreindre autant que possible, au profit de la liberté moderne, l'ordre surnaturel dans son application à la société, telle que nous venons de la voir exposer par Léon XIII.

Les catholiques libéraux ne nient certes pas l'existence de cet ordre supérieur, ils ne nient pas les principes essentiels de l'Eglise, ni l'existence de certaines relations nécessaires entre elle et la société civile, mais ils en arrivent à parler, à se comporter, comme s'ils ne tenaient pas compte du plan divin selon lequel ces relations sont déterminées, ou du moins comme si ce plan était irréalisable.

Le plaçant hors des possibilités sociales, ils ne se préoccupent pas de faire effort pour en procurer l'exécution. A quoi bon s'épuiser pour atteindre ce qui est hors de portée ? Tandis que l'Eglise, on l'a vu plus haut, ne cesse pas d'inculquer au chrétien le devoir de conserver son regard constamment fixé sur ce type de la société chrétienne, tout en tenant compte par tolérance des conditions existantes, eux, ne sont pas loin de sacrifier la thèse, et de prendre l'hypothèse pour le seul état réel et définitif.

J'ai cité ailleurs M. l'abbé Klein, qui ne craint pas de mettre cet abandon sous les auspices de Léon XIII :

Sous la suprême direction de Léon XIII, où vont

donc aujourd'hui les catholiques de vingt à trente ans, ceux qui ont l'âge des années actives ?... *Sans s'occuper davantage de thèses absolues dont l'application est reconnue impossible*, ils ne réclament pour eux-mêmes et pour l'Eglise que *l'égalité dans la liberté* (1)...

Le Congrès ecclésiastique, si discuté, qui se tint à Bourges au mois de septembre 1900, montre qu'en effet les catholiques libéraux y ont fait bon marché des thèses absolues. M. l'abbé Birot, vicaire général d'Albi, dans un discours très étudié, applaudi avec enthousiasme par les cinq cents prêtres présents et salué dans le parti comme un manifeste, proposa une théorie n'accordant aux droits de l'Eglise qu'une valeur relative, et les déduisant, non plus de son origine et de sa fin surnaturelles, mais du droit public actuellement en vigueur dans les sociétés modernes. A ce prix, la conciliation n'offre plus de difficultés :

Enfin, Messieurs, il faut aimer les choses de son temps, et par là j'entends *les institutions et les œuvres*.

Allons-nous pour cela abandonner les droits de l'Eglise ? A Dieu ne plaise ! Mais nous les revendiquerons, au contraire, avec d'autant plus d'énergie que nous les chercherons moins dans une tradition contestée que dans les entrailles mêmes de la vie sociale.

Les droits de l'Eglise, qu'est-ce à dire ? Il y a, Messieurs, des droits inaliénables et sacrés. Mais souvent aussi le droit est une expression historique que la systématisation des écoles transforme en formules abstraites et invariables. Généralement, le droit est un rapport : *les droits de l'Eglise sont les rapports qui conditionnent son existence dans une société donnée. La société ne change pas sans amener nécessairement une modi-*

(1) *Nouvelles tendances en religion et en littérature*, p. 128.

fication de ces rapports, et parlant de ces droits, au moins dans leur aspect formel et proprement juridique.

Les droits absolus de l'Eglise sont d'être, d'enseigner, de sauver les âmes, de sanctifier les peuples. Mais s'il n'est plus possible de revendiquer pour elle la façon d'être et les avantages dont elle a joui en des temps évanouis, voyons donc les conditions spéciales que notre temps lui fait, les droits nouveaux que par la force des choses il lui confère, la forme d'être et d'agir qu'il lui permet, et peut-être trouverons-nous, devant Dieu, à la lumière sacrée, non des intérêts du moment, mais de la conscience, qu'au fond *cette forme vaut les autres.*

Je souhaite, autant que personne, que l'on parvienne à conserver à l'Eglise de France les quelques prérogatives qui lui restent de son glorieux passé; mais ce que je désire plus encore c'est qu'on prépare avec ardeur et clairvoyance la situation que l'avenir lui réserve. Nous avons eu peur de ce que *les principes de la démocratie moderne* nous faisaient perdre : nous n'avons pas pris garde à ce qu'ils pouvaient nous donner. Ils sont imparfaits; je l'accorde; raison de plus pour en tirer le meilleur parti. L'autonomie individuelle, l'égalité devant la loi, la liberté de conscience, la liberté de la presse, celle de réunion et d'association sont des principes qui sont dans le droit public de ce siècle et qui vaudraient peut-être pour l'Eglise tout autant que la protection officielle du cardinal Dubois et même celle de M. Guizot! *Je sais bien qu'aujourd'hui nous commençons à dire que nous ne réclamons que la liberté: puissions-nous agir de manière à le faire croire!*

Ces habiletés de langage n'arrivent pas à dissimuler la substitution du droit nouveau à l'ordre établi par Dieu : l'Eglise tirera désormais ses droits des entrailles de la vie sociale.

Il n'y avait à Bourges que des tenants haute-

ment déclarés des directions pontificales. Mais parmi les directions authentiques, imprimées par le chef de l'Eglise, y en a-t-il aucune qui soit plus solennelle et de forme plus stricte que la bulle *Quanta cura* et le *Syllabus* qui l'accompagne? Y en a-t-il même qui s'occupe plus en détail, avec plus de précision, des maux de la société contemporaine et qui en dicte avec plus d'autorité les remèdes?

Il est vrai que pour les libéraux d'aujourd'hui les directions politiques priment les autres; pour eux le *Syllabus* est périmé. Ils font peu de cas du soin que Léon XIII a pris de le commenter dans plusieurs de ses encycliques, et leurs yeux ne se sont pas arrêtés sur cette confirmation expresse, accompagnée de renvois et de citations en note reproduisant le texte même des propositions du *Syllabus* :

Ces doctrines, que la raison humaine réprouve et qui ont une influence si considérable sur la marche des choses publiques, les Pontifes romains, nos prédécesseurs, dans la pleine conscience de ce que réclamait d'eux la charge apostolique, n'ont jamais souffert qu'elles fussent impunément omises. C'est ainsi que, dans sa Lettre-Encyclique *Mirari vos*, du 15 août 1832, Grégoire XVI, avec une grande autorité doctrinale, a repoussé ce que l'on avançait dès lors, qu'en fait de religion il n'y a pas de choix à faire: que chacun ne relève que de sa conscience et peut, en outre, publier ce qu'il pense et ourdir des révolutions dans l'Etat. Au sujet de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ce Pontife s'exprime en ces termes :
 « Nous ne pouvons pas attendre pour l'Eglise et l'Etat
 « des résultats meilleurs des tendances de ceux qui pré-
 « tendent séparer l'Eglise et l'Etat et rompre la concorde
 « mutuelle entre le sacerdoce et l'empire. C'est qu'en

« effet les fauteurs d'une liberté effrénée redoutent cette « concorde, qui a toujours été si favorable et salutaire « aux intérêts religieux et civils. » — De la même manière, Pie IX, chaque fois que l'occasion s'en présentait, a condamné les fausses opinions les plus en vogue, et ensuite il en fit faire un recueil, *afin que, dans un tel déluge d'erreurs, les catholiques eussent une direction sûre* (1).

Malgré un enseignement si formel, on lisait récemment dans une revue qui se pique d'être un fidèle organe des idées de Léon XIII :

Le Syllabus nous apparaît, aujourd'hui, comme un véritable anachronisme : il n'offre plus guère d'intérêt qu'à l'historien, comme date d'une époque. Bien qu'il n'ait que quarante ans d'existence, il n'a plus chance d'être appliqué dans un pays aussi divisé que le nôtre. C'est bien vainement que l'Eglise élèverait la voix pour revendiquer ses anciennes prérogatives : elle en est réduite à se réclamer du droit commun (1).

M. Anatole Leroy-Beaulieu écrit non moins explicitement :

Nous touchons ici à ce qui est le caractère propre du *Syllabus* et de tous les actes pontificaux du même genre. Pour les apprécier, il ne faut pas oublier que ce sont avant tout des déclarations de principes, *visant les doctrines plutôt que leur application*, « la thèse et non l'hypothèse », les systèmes philosophiques ou politiques, et non les législations ou les constitutions existantes. Les papes et les théologiens qui émettent ces principes raisonnent en quelque sorte dans l'abstrait, pour une société ayant conservé l'unité de foi et filialement soumise à l'autorité pontificale. Ils font à leur manière, si j'ose ainsi parler, *leur île d'Utopie, leur Solente, ou*

(1) *Demain*, 27 juin 1906.

leur République de Platon, exposant, d'après leurs maximes, les lois d'une société parfaite, sans se préoccuper des nécessités contingentes et des réalités actuelles, ce qui ne les empêche nullement d'en tenir compte dans la pratique, de s'y accommoder et de se faire aux circonstances. Quand les règles idéales ainsi posées seraient en contradiction manifeste avec les principes de notre droit public, y aurait-il là de quoi alarmer sérieusement les gouvernements et les peuples modernes? Non, en France du moins, car, chez nous, *les fanatiques ou les illuminés, qui rêvent de construire sur la terre une sorte de contrefaçon de la Jérusalem céleste, sont les seuls à voir en de telles maximes une règle de conduite applicable à notre temps et à notre état social*. Les autres, non seulement les catholiques qui, au contact du siècle, se sont plus ou moins entachés d'idées libérales, *mais tous ceux qui ont quelque esprit politique ou quelque sens pratique, sentent la folie de pareils songes et prennent à tâche de s'en disculper*. (1).

Ce langage des libéraux laisse bien voir quelle est leur illusion, leur erreur. Non, il n'est pas exact de n'attribuer aux enseignements de l'Eglise qu'une valeur théorique, spéculative, et d'y voir des déclarations de principes visant les doctrines plutôt que leur application, la thèse et non l'hypothèse, les systèmes philosophiques ou politiques, et non les législations ou les constitutions existantes. Ces enseignements concernent l'un et l'autre ordre. Certainement l'Eglise tient compte des difficultés qu'offre l'état actuel de la société, mais elle parle pour rappeler aux catholiques la doctrine qu'ils ne doivent pas oublier, pour leur tracer la conduite à tenir dans les circonstances présentes, le plan auquel ils doivent s'attacher; elle leur prescrit de

(1) *Les Catholiques libéraux*.

faire passer autant que possible la doctrine dans les faits.

Les catholiques libéraux se leurrent donc, quand ils disent : « Nous sommes d'accord avec vous sur les principes; il n'y a de divergence entre nous que sur la conduite pratique vis-à-vis des libertés et des constitutions modernes. Faut-il de préférence insister sur la doctrine, ou se placer au point de vue des faits? C'est sur quoi l'on peut différer. Les uns, tout en acceptant la constitution de leur pays, et sans vouloir tenter contre elle une entreprise violente, croient devoir insister sur la doctrine et faire ressortir ce que le système actuel de gouvernement présente d'imparfait et de dangereux. Les autres, tout en admettant la fausseté des principes libéraux et sans considérer comme un idéal nos institutions modernes, se placent au point de vue des faits, et, négligeant tout ce qui pourrait ressembler à une attaque contre ces institutions, s'efforcent d'en tirer le meilleur parti possible. Voulant surtout sauvegarder l'intégrité de la doctrine, vous avez le désir légitime de préparer cet avenir éloigné où la vérité recouvrera pacifiquement ses droits. Nous, tenant particulièrement compte des faits, nous voulons combattre avec des armes proportionnées aux besoins des circonstances. »

La distinction est spécieuse, mais fausse. C'est faire injure à l'Eglise de croire que les papes organisent à leur manière leur Ile d'Utopie, leur Salente, ou leur République de Platon, sans viser les nécessités contingentes et les réalités actuelles. Ils enseignent aux peuples chrétiens les principes essentiels de toute société humaine, afin que les citoyens catholiques travaillent à en obtenir l'application.

Les catholiques libéraux ne nient pas les principes énoncés par l'Eglise, mais en ne leur reconnaissant qu'une valeur spéculative, ils les abandonnent en fait. Sans affirmer, peut-être que le droit nouveau est, en tout état de choses, pratiquement le meilleur, ils semblent bien l'accepter définitivement et pour toujours, et renoncer à l'espoir de voir jamais le pays, revenu à la vérité, rendre possible, les circonstances étant changées, la restauration pacifique des principes chrétiens dans le gouvernement de la société. Ils oublient que l'Eglise a toujours maintenu en face du monde les principes de vérité dont elle est dépositaire ; ils oublient qu'elle n'a jamais désespéré de guérir la société de ses maux, même invétérés, et se dérobent au devoir, à la noble mission d'être ses coopérateurs et les organes de sa voix parmi leurs concitoyens.

* * *

M. l'abbé Charles Maignen a écrit une page intéressante sur l'origine du libéralisme catholique et les circonstances où il tenta de remplacer entre nos mains le drapeau du droit chrétien par celui de la liberté. Cette page met dans un vigoureux relief ce qui a fait autrefois la force, et ce qui fait aujourd'hui la faiblesse des catholiques français :

Les premières années du dix-neuvième siècle semblaient promettre à notre pays un avenir de grandeur et de gloire.

Après les hécatombes révolutionnaires, après les grandes guerres de l'Empire, la France, un moment abattue et meurtrie, se relevait rapidement. Dieu semblait lui donner les éléments d'une renaissance religieuse, littéraire, artistique, nationale.

Orateurs, poètes, écrivains, artistes, paraient de leur jeune gloire le siècle naissant. Lamennais encore fidèle, Victor Hugo encore chrétien, Chateaubriand, le précurseur de tous, l'initiateur de la renaissance catholique après la Révolution... le clergé, rayonnant encore de l'auréole du martyr, l'armée riche des gloires de l'épopée impériale, l'Europe fatiguée par vingt ans de guerres et aspirant à la paix, tout semblait promettre à la France une des plus grandes époques qu'elle eût connues dans sa longue histoire.

La conquête d'Alger, en juillet 1830, purgeait la Méditerranée des pirates barbaresques et donnait à la France sa plus belle colonie. Sans tirer un coup de fusil, les Bourbons allaient nous rendre, du consentement de l'Europe, les frontières du Rhin, annexant ainsi à la France une partie des provinces qui, depuis, ont formé la Belgique.

Mais la révolution de 1830 éclata, et de toutes les gloires que le dix-neuvième siècle semblait préparer, il ne resta guère que des promesses.

La révolution de 1830 a été, à certains égards, plus funeste que celle de 1789 et 1793. Elle fit moins de ruines matérielles, elle versa moins de sang, mais ses effets furent plus durables.

Le régime de la Restauration, tout imparfait qu'il fût, surtout à ses débuts, s'améliorait progressivement. Les éléments malsains qu'il tenait des régimes précédents étaient éliminés peu à peu.

Les organes naturels et traditionnels de la société française se reconstituaient, comme d'eux-mêmes, sous l'action des deux pouvoirs qui leur avaient donné la vie : l'Église et la royauté nationale.

A partir de 1830, la chaîne de la tradition est rompue, la France sort de sa voie, elle compte encore parmi ses fils des individualités brillantes, mais celles-là mêmes ne donnent pas tout ce qu'elles semblaient promettre ; elles ne concourent pas au même but, leur vie manque d'unité ;

les plus belles figures de notre histoire, les gloires les plus pures de ce siècle sont pour nous comme voilées de deuil, car nous avons vu succomber les grandes causes qu'elles ont servies.

La révolution de 1830 fut le triomphe et l'avènement définitif, — jusqu'à présent du moins, — de l'erreur la plus pernicieuse à l'Eglise et à l'Etat, nous voulons dire du *libéralisme*.

On n'avait guère eu le temps d'être libéral en 89; la persécution sanglante ne laissait pas place aux négociations. On ne pouvait pas l'être sous l'Empire, parce que le maître du jour n'aimait pas qu'on parlât de liberté.

Le libéralisme, sous la Restauration, fit des ravages en politique, il fut l'agent le plus actif et le plus efficace de la chute de la royauté légitime, mais il était mal noté dans l'opinion honnête, parce qu'il servait de masque à l'impiété pour combattre la religion.

Le clergé, trouvant d'ordinaire un appui suffisant auprès du pouvoir et jouissant de certains privilèges, n'était point tenté de parler au nom de la liberté et du droit commun.

Il n'en fut plus ainsi après 1830.

N'attendant du pouvoir aucun appui, les catholiques militants, encore en petit nombre, mais actifs et enthousiastes, s'engagèrent dans la voie nouvelle qui s'ouvrait devant eux.

On avait cru, après les journées de juillet 1830, que la persécution et la guerre civile allaient être déchaînées sur la France, comme à la fin du dix-huitième siècle. Mais quand on vit l'ordre matériel sauvegardé, la paix maintenue au dedans comme au dehors, on entreprit de s'accommoder d'un régime qui permettait et qui promettait de vivre.

Ce que l'on ne pouvait plus attendre de la protection du pouvoir et du privilège, on le demanda à la liberté. Une génération nouvelle, née sous l'Empire, élevée sous la Restauration, entra alors en scène. La société de

saint Vincent de Paul se constituait (1833); tout un ensemble d'œuvres, d'institutions charitables surgissaient; c'était la première moisson, semée dans le sang et les larmes, par l'Eglise de France reconstituée.

Ceux d'entre ces jeunes hommes que leurs talents mettaient au premier rang se laissèrent facilement entraîner, à leur insu, au delà des limites que la doctrine catholique ne permet pas de franchir.

Profiter de la liberté que les principes et les institutions modernes proclament, pour servir et défendre l'Eglise, c'est un droit, et c'est même un devoir.

Applaudir aux résultats que le zèle et l'initiative des catholiques obtiennent sous le régime du droit commun, c'est chose permise et louable.

Mais les hommes, les jeunes gens, les écrivains et surtout les orateurs veulent faire plus. Ils éprouvent le besoin de s'élever au-dessus du terre à terre des réalités présentes : dire aux catholiques qu'ils tirent le meilleur parti possible des mauvaises conditions dans lesquelles ils se trouvent, cela ne prête guère aux mouvements oratoires et ne soulève pas l'enthousiasme des foules.

L'éloquence a besoin d'envolées vers l'avenir, surtout quand le présent est mesquin et le passé rempli de souvenirs douloureux ou irritants. Il faut découvrir des horizons inconnus, et stimuler les courages en promettant aux jeunes gens qu'ils seront les initiateurs d'un ordre nouveau, les précurseurs d'une société à naître.

L'effet de telles promesses est infaillible. Rien n'éveille davantage l'enthousiasme d'un auditoire jeune et ardent, et, comme l'accomplissement de ces prédictions n'est jamais exigible qu'à longue échéance, on peut les hasarder sans péril.

Depuis la naissance du parti catholique libéral, dont Lamennais fut le père, et dont le programme peut se résumer dans le titre des journaux *l'Ere Nouvelle* et *l'Avenir*, les orateurs et les journalistes ont été féconds en prophéties de ce genre.

Soixante ans ont passé sur les premières; il est permis, sans doute, de les juger à cette heure.

Nous trouverons dans cette étude l'explication de bien des défaites subies par les catholiques de France, au dix-neuvième siècle.

La lutte n'est pas engagée sur le terrain qui convient au tempérament français; l'habileté de nos adversaires est de l'y avoir amenée, et leur tactique est de l'y maintenir.

On se plaint de notre inertie, de notre insouciance en face des progrès de l'impiété, du socialisme et de l'anarchie...

Cette insouciance n'est qu'apparente, et cette inertie est faite peut-être de défiance et de dédain pour les moyens d'action que les empiriques nous proposent.

Ne semblait-elle pas insouciante et amollie par le luxe la société du second empire, en 1869?

Et, cependant, combien d'hommes, de jeunes gens, de vieillards sont sortis de nos châteaux, de nos ateliers et de nos chaumières, malgré la neige et les balles? Combien sont partis... et combien sont revenus?

Il n'y a pas aujourd'hui moins d'hommes de cœur, prêts à devenir des héros à la voix de l'honneur et à l'appel du canon.

Mais, pour lutter de paroles avec un ennemi déloyal, nous devons le proclamer, la France n'a pas d'hommes.

Voilà pourquoi la Révolution garde tant qu'elle peut son masque libéral, et recule toujours l'échéance nécessaire de la persécution violente. Elle ne veut porter brutalement la main ni sur les personnes, ni sur les biens de l'Eglise; elle cherche à s'en emparer par intimidation et par surprise.

Le jour où elle voudra dominer par la force, la Révolution sera vaincue. Si elle ne trouve pas alors de soldats pour lui tenir tête, elle trouvera certainement des confesseurs et des martyrs, dont le sang rendra la terre de France plus féconde en chrétiens.

C'est au prix de son sang que la France est devenue chrétienne; c'est au prix de son sang qu'elle est restée catholique; c'est au prix de son sang qu'elle a gardé la foi.

Soldat et martyr, le Français ne comprend la lutte que sur le champ de bataille ou sur l'échafaud.

La franc-maçonnerie le sait. Si nous le savions et si nous le croyions comme elle, nous serions à la veille de vaincre (1).

III. — Le droit commun.

Le droit commun serait donc pour l'Eglise la formule moderne de sa liberté.

C'est la première illusion des catholiques libéraux, la forme la plus habituelle chez eux de l'oubli du plan divin selon lequel la société civile doit être constituée, et du devoir de travailler, dans l'ordre social, dans la vie publique, au règne spirituel de Jésus-Christ et de son Eglise.

La revendication de la liberté religieuse au nom du droit commun est une conséquence nécessaire du principe libéral. La tâche des conciliateurs entre l'Eglise et la Révolution est de prouver aux libéraux de l'école de 1889 que le catholicisme n'a rien d'incompatible avec la liberté, et aux catholiques que la liberté suffit à tous les besoins de la religion. La nouveauté des enseignements de *l'Avenir*, en 1830, était que, dans la société moderne, l'Eglise ne peut plus revendiquer la liberté à titre

(1) Il y a là une constatation frappante : La franc-maçonnerie et le catholicisme libéral se trouvent d'accord, quoique dans un but opposé, et par des procédés très différents, pour écarter l'état de lutte. Cela ne devrait-il pas suffire par convaincre les libéraux que leur tactique est fautive et périlleuse ?

de privilège, au nom de ses traditions et de sa mission divine, mais seulement comme sa part dans le patrimoine commun des libertés publiques. Sentant même que, pour pouvoir partout et toujours revendiquer la liberté, il ne faut se prévaloir que du droit commun, et plein d'une confiance absolue dans la liberté, il offrait de lui sacrifier les derniers privilèges de l'Eglise et jusqu'à sa grande charte de 1801, et réclamait la séparation totale de l'Eglise et de l'Etat.

Le droit commun peut être envisagé sous deux points de vue différents; il y a la thèse et l'hypothèse, selon qu'on l'érige en principe, ou qu'on y cherche seulement un expédient adapté aux circonstances actuelles.

L'expédient est parfaitement légitime. Mais, comme nous l'avons déjà remarqué, il arrive trop facilement qu'en croyant le prendre comme tel on tombe bel et bien, en fait, dans l'erreur de la thèse.

Il suffit pour cela de se comporter comme si l'on trouvait dans le droit commun une satisfaction suffisante. Et c'est ce qui arrive inévitablement aux amateurs de la conciliation. C'est l'écueil sur lequel ont fatalement donné ceux qui, sous le prétexte d'obéissance aux directions pontificales, s'attachèrent avec obstination à l'espoir chimérique de sauvegarder la liberté religieuse sans avoir à entrer en lutte contre des institutions antichrétiennes.

Les catholiques devaient réclamer, en ce qui leur est favorable, l'application équitable du droit commun, *comme un minimum de liberté*. Car, pour éclairer d'un mot la discussion qui va suivre, le droit commun n'est que l'égalité dans un ordre

établi. Mais si cet ordre repose sur des dispositions contraires au droit naturel, base des sociétés, au droit divin, au droit de l'Eglise, l'obligation subsiste pour les catholiques, en pays chrétien, de le dénoncer, de le combattre pour le réformer. Ils ont raison de réclamer que le droit commun ne soit pas violé à leur détriment, mais là ne doivent pas se borner leurs efforts. C'est un côté négatif de leur tâche. A celui-là cependant s'est réduite l'attitude que leur a fait prendre la politique du ralliement.

Or, le droit commun, dans l'état actuel de la société, en France, implique forcément la souveraineté de l'Etat, non pas sa souveraineté civile, temporelle, qui n'est point en cause, mais sa souveraineté sur l'Eglise, à laquelle il dénie non seulement tout caractère surnaturel et divin, mais toute indépendance, puisqu'elle n'est plus qu'une société comme les autres, soumise, quant à son existence même, aux lois de l'Etat.

Là est la grande hérésie du siècle, là est toute la Révolution : et c'est pourquoi il est impossible de désertir la lutte sur ce point.

Mais, hélas ! la peur de la vérité caractérise notre temps. Cette hérésie s'affiche partout, elle est portée à la tribune française sans soulever les protestations des catholiques outragés dans l'honneur de leur Mère. Que dis-je ? Pourvu qu'on y ajoute de vagues déclarations sur l'esprit de tolérance, ils saluent cet outrage comme la manifestation d'un *Esprit nouveau*.

A quoi bon, disent-ils, parler des droits de Dieu et de la divinité de l'Eglise à des francs-maçons et à des athées ? Pouvons-nous appuyer nos revendi-

cations sur des vérités auxquelles ils ne croient pas ?

On oublie que ces vérités ne tirent pas leur vertu et leur force de l'opinion des hommes ; si elles ne portent pas la conviction dans leurs âmes, elles mettront du moins dans les nôtres la foi et l'espérance invincibles, la charité militante et victorieuse.

Pourquoi tant de lâcheté, d'égoïsme et d'insouciance parmi les catholiques ? Pourquoi, depuis vingt ans, n'ont-ils pas fait un effort décisif pour arracher l'Eglise et la France aux sectes qui grandissent chaque jour en audace et en puissance ?

Parce que l'on a sevré les âmes de la vérité intégrale. Ce n'est pas en recommandant la prudence que l'on provoque l'héroïsme ; ce n'est pas en parlant d'apaisement que l'on prêche la croisade, ce n'est pas en demandant les mêmes droits et la même liberté pour la Synagogue, que l'on entraîne les chrétiens à lutter et à souffrir pour l'Eglise. Qu'entendent, en effet, ces catholiques, par le droit commun ? S'ils disaient qu'ils ne réclament que leurs droits de chrétiens, les droits communs à tous les hommes, parce que ce sont des droits naturels, ce serait juste. Leur droit, c'est que l'Etat rende un culte à Dieu, c'est qu'une nation catholique honore le Christ et respecte l'Eglise, tout en accordant aux dissidents une tolérance nécessaire.

Mais si ces catholiques veulent dire qu'ils réclament seulement pour leur culte la liberté de vivre qu'on accorde aux diverses associations commerciales ou autres, tout en laissant régner dans l'Etat l'athéisme officiel, alors ils agissent contre les prescriptions de la raison naturelle elle-

même. Ils demandent, du moins ils acceptent une chose monstrueuse, l'athéisme social.

Léon XIII, dans l'Encyclique même sur le ralliement, a déclaré que les catholiques, en France, ne pouvaient pas considérer, comme préférable pour l'Eglise le régime du droit commun, parce que ce régime impliquerait la négation de ses droits (1). S'il n'est pas permis de le préférer, il y a donc obligation de ne pas s'en contenter, de ne pas en faire son unique programme. Encore une fois, la limitation des revendications catholiques au droit commun, en France est l'acceptation de l'athéisme social. Or, nous ne pouvons consentir ni coopérer à l'apostasie officielle de la nation.

Il est assurément regrettable que plusieurs, parmi les chefs ou les promoteurs les plus qualifiés de la politique de ralliement, n'aient même pas su s'abstenir de formuler comme un principe la théorie du droit commun, et d'adhérer, du moins en apparence, à la thèse indéfendable, condamnée par l'Eglise.

Tel est bien, par exemple, le sens obvie de la déclaration de M. Piou, recueillie par *l'Univers* (14 juin 1892), à l'époque où il se plaça à la tête des catholiques constitutionnels :

(1) « Les catholiques ne sauraient trop se garder de soutenir la séparation de l'Eglise et de l'Etat. En effet, vouloir que l'Etat se sépare de l'Eglise, ce serait vouloir, par une conséquence logique, que l'Eglise fût réduite à la liberté de vivre *selon le droit commun à tous les citoyens*... »

« Pour leurs ennemis, et ceux-ci le disent assez clairement, cette séparation, c'est l'indépendance entière de la législation politique envers la législation religieuse ; il y a plus, c'est l'indifférence absolue de l'Etat à l'égard des intérêts de la société chrétienne, c'est-à-dire de l'Eglise, et la négation même de son existence... »

Nous ne voulons plus que personne accuse les catholiques de réclamer autre chose que la liberté, et d'empiéter sur les droits de l'Etat et l'indépendance de la société civile.

Ou, encore, dans son grand discours du Havre (14 septembre 1902) :

La liberté sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, dans le domaine politique comme dans celui de la conscience, voilà ce qui peut nous guérir.

On a lu plus haut les paroles de M. l'abbé Birot. M. l'abbé Lemire, dans la discussion sur l'élection de M. l'abbé Gayraud, en 1897, fit à la tribune cette déclaration :

Si nous nous permettons de critiquer une loi, ce n'est pas parce qu'elle enlèverait à l'Eglise une situation privilégiée. Le droit commun, l'égalité, c'est tout ce que nous réclamons.

Le P. Maumus écrit à la dernière page de son livre : *les Catholiques et la liberté politique* :

« Oui, les regards des catholiques d'Europe se tournent avec admiration vers l'Eglise des Etats-Unis pour apprendre d'elle ce que peut la liberté au service de la plus grande et de la plus noble cause. Nous étions portés à croire que l'Eglise serait réduite à l'impuissance si elle n'était pas soutenue par le glaive de la puissance civile. L'expérience des catholiques américains nous enseigne *que la liberté lui suffit, et que les institutions politiques libres sont infiniment plus profitables à son épanouissement que la protection souvent compromettante du pouvoir.* »

Il semble vraiment bien difficile de concilier une

telle assertion avec les deux propositions suivantes condamnées par le *Syllabus* :

LXVII^e. — A notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'Etat, à l'exclusion de tous les autres cultes.

LXVIII^e. — Aussi c'est avec raison que, dans quelques pays catholiques, la loi a pourvu à ce que les étrangers qui s'y rendent jouissent de l'exercice public de leurs cultes particuliers.

Elles ne se concilient pas davantage avec les enseignements de Léon XIII dans l'Encyclique du ralliement :

Cette situation, il est vrai, se produit dans certains pays. C'est une manière d'être qui, *si elle a ses nombreux et graves inconvénients*, offre aussi quelques avantages, *surtout quand le législateur, par une heureuse inconséquence, ne laisse pas que de s'inspirer des principes chrétiens* ; et ces avantages, bien qu'ils ne puissent justifier le faux principe de la séparation, ni autoriser à le défendre, rendent cependant digne de tolérance un état de choses qui, pratiquement, n'est pas le pire de tous.

C'est vainement, en effet, qu'on objecte la situation des Etats-Unis. L'Etat n'y est pas athée, mais protestant, et largement tolérant. Les Etats-Unis prient, ils invoquent le Christ, ils ont leurs jours consacrés au culte national. Les diverses communautés chrétiennes y jouissent d'une sorte de droit commun, mais c'est à cause d'une situation toute spéciale et parce que le sentiment religieux qui domine aux Etats-Unis est un protestantisme large qui tient pour suffisant tout culte rendu au Christ.

Notons encore ces paroles de Léon XIII adressées aux évêques des Etats-Unis, dans l'Encyclique sur l'Américanisme :

... Chez vous, en effet, grâce à la bonne constitution de l'Etat, l'Eglise n'étant gênée par les liens d'aucune loi, étant défendue contre la violence par le droit commun et l'équité des jugements, a obtenu la liberté garantie de vivre et d'agir sans obstacle. Toutes ces remarques sont vraies. *Pourtant il faut se garder d'une erreur : qu'on n'aille pas conclure de là que la meilleure situation pour l'Eglise est celle qu'elle a en Amérique*, ou bien qu'il est toujours permis et utile de séparer, de disjoindre les intérêts de l'Eglise et de l'Etat comme en Amérique.

En effet, si la religion catholique est honorée parmi vous, si elle prospère, si même elle s'est accrue, il faut l'attribuer entièrement à la fécondité divine dont jouit l'Eglise qui, lorsque personne ne s'y oppose, lorsque rien ne lui fait obstacle, s'étend d'elle-même et se répand ; *pourtant elle produirait encore bien plus de fruits, si elle jouissait, non seulement de la liberté, mais encore de la faveur des lois et de la protection des pouvoirs publics.*



Mais laissons de côté la thèse, qui trouverait sans doute peu de défenseurs déclarés parmi les catholiques, et voyons plutôt ce qu'on tire de l'expédient. Ce sera constater l'insuffisance du programme d'action libérale proposé aux catholiques et si hautement préconisé par tous les organes du ralliement sous la formule sonore et creuse : Droit commun et liberté !

Au lendemain du congrès national catholique organisé en 1897 par la *Fédération électorale*, le

Temps, organe des républicains modérés, publia un article fort instructif, intitulé : *Action catholique électorale*, qui suffirait seul à faire comprendre l'illusion des libéraux. Le grand organe des modérés prend soin lui-même de bien établir que, dans notre république il n'y a de droit commun que sous le régime de l'athéisme social; et c'est par les moins exaltés de leurs adversaires que les catholiques sont ainsi ramenés à la question :

Le Congrès national catholique a adopté un ordre du jour où l'on propose d'organiser une fédération électorale des catholiques sur les bases suivantes : 1° acceptation loyale du terrain constitutionnel; 2° réforme, *en ce qu'elles ont de contraire au droit commun et à la liberté*, des lois dirigées contre les catholiques; 3° entente avec tous ceux qui veulent un régime de paix dans la liberté et la justice.

Au premier abord, il semble qu'un tel programme ne puisse mériter que des éloges et agréer surtout à tous les esprits libéraux.

Qui donc, sur le terrain constitutionnel, ne voudrait voir triompher de plus en plus le droit commun et la liberté, qui sont l'essence même de la République, et se fonder un régime de paix dans la justice égale pour tous, ce qui est son idéal et son but?

Mais il faut avouer que ce sont là des abstractions généreuses et des termes si vagues qu'ils ne signifient pas grand'chose, tant qu'ils ne sont pas accompagnés de l'interprétation pratique d'une politique déterminée.

Quelle est donc la visée spéciale des organisateurs de la « fédération catholique électorale »? Qu'entendent-ils par la réforme des lois dirigées contre les catholiques? En quoi ces lois sont-elles contraires au droit commun et à la liberté? C'est après des explications catégoriques sur ces points que l'on pourrait utilement discuter. Puisque les auteurs de ce programme d'apparence si libéral

ne nous les donnent pas, essayons de les provoquer.

Evidemment, la première réforme qu'ils songent à réclamer c'est la réforme de la loi scolaire. En attaquent-ils seulement le mode d'application ou demandent-ils simplement des améliorations de détail dans la disposition des programmes et la forme des examens? Ne veulent-ils protester que contre la manière dont le conseil municipal de Paris entend la laïcité, devenue pour lui synonyme d'irréligion d'Etat? S'il en était ainsi, la conversation pourrait s'engager et nous aurions à examiner les griefs mis en avant. Mais il s'agit, dans la pensée du congrès catholique, de bien autre chose.

Ce qu'il dénonce et ce qu'il veut détruire, c'est le principe même de la loi, ce qui en fait une loi d'essence républicaine, nous voulons dire le principe de la neutralité confessionnelle de l'école, l'égalité à l'école de tous les enfants de la démocratie française et de tous leurs parents, à quelque confession religieuse, à quelque secte philosophique, à quelque groupe de non-croyants qu'ils appartiennent. *Or, il y a ici un principe que la République libérale a fait triompher au prix des plus laborieux efforts et des plus grands sacrifices et qu'elle ne pourrait renier sans se renier elle-même.*

Et l'on est bien mal venu de combattre ce principe au nom du droit commun et de la liberté. *La neutralité confessionnelle, neutralité bienveillante et impartiale, neutralité libérale tant que l'on voudra, n'est elle pas précisément à l'école l'application du droit commun, le respect de la liberté de tous, la sauvegarde des droits de la minorité? Qu'on la combatte au nom des dogmes de l'Eglise et de la mission divine d'éducation qu'elle s'attribue, nous le comprenons; on est alors dans la logique de ses prétentions; mais la combattre au nom de la raison séculière et indépendante, au nom du droit commun et de la liberté, c'est un paradoxe dont nous serons curieux de lire la démonstration.*

Il nous paraît bon, dès le principe, d'avertir les chefs

du mouvement qui se prépare et *de les mettre en garde contre l'illusion* qu'ils caressent encore. Aux rares Français qui luttent désespérément pour la monarchie nous faisons remarquer qu'ils poursuivent une chimère, que la monarchie n'existe plus dans la foi ou l'amour de ce peuple, qu'il y pourrait être ramené par un acte de force, une invasion, un coup d'Etat; mais jamais il ne reviendra spontanément de lui-même. Les catholiques du congrès l'ont compris et c'est pour cela qu'ils déclarent accepter loyalement la République.

Mais ils nourrissent une illusion non moins décevante, s'ils s'imaginent que la République, sans se renier, peut revenir à l'école confessionnelle publique.

Cette institution pédagogique d'autrefois est aussi périmée pour tous les républicains libéraux que l'institution monarchique elle-même. En élevant cette prétention rationnellement insoutenable, les catholiques se font à eux-mêmes le plus grand tort, car *ils rendent suspect à tous les républicains leur adhésion même à la République*. Il n'est pas dans leur intérêt de demander des privilèges et des monopoles sous le couvert du droit commun. *Ils n'auront aucun libéral avec eux*. Ils seraient mieux inspirés s'ils se plaçaient sur le terrain de la liberté sans restriction, c'est-à-dire sur le terrain de l'égalité franche et réelle de tous les citoyens devant la loi.

En même temps, et à ce même propos, *le Nouvelliste de Lyon*, classé, il est vrai, parmi les organes réfractaires, donnait une étude remarquable de la thèse du droit commun, envisagée au point de vue pratique :

Le mot d'ordre aujourd'hui, pour certains catholiques de France, c'est de revendiquer le droit commun et la liberté. Il leur semble que ce soit assez et que, si des lois ont été dirigées contre les catholiques, ceux-ci obtien-

draient pleine et entière satisfaction par une réforme législative que le sentiment du droit commun et de la liberté serait seul à inspirer.

On nous dira qu'il n'est point question de faire de cette formule une thèse de doctrine générale, et que c'est là tout simplement un argument d'opportunité et un programme de circonstance.

Soit. Nous sommes bien sûrs, en effet, que tel n'est pas le sentiment des catholiques dont nous parlons, et nous en sommes d'autant plus convaincus qu'une telle formule, prise comme l'idéal, d'une politique bonne à tous les temps et à tous les lieux, a été formellement condamnée par Léon XIII, et par le fameux *Syllabus* de Pie IX. Il est donc bien entendu que nous ne voulons envisager la formule du droit commun et de la liberté que comme un expédient momentané.

Eh bien, même présentée dans ces termes, nous croyons cette formule vaine et dangereuse.

Le système de la franc-maçonnerie, c'est la neutralité laïque appliquée à toutes les parties de l'administration et de la législation. On ne nie pas Dieu officiellement, mais on fait un droit commun où aucune place ne lui est réservée, et sur cette base on édifie tout un système où l'indifférence — convenons-en franchement — a beaucoup plus de place que le blasphème. C'est de cela précisément que nous nous plaignons et que nous devons nous plaindre. Dieu et la religion ne sont pas, en effet, des mots à l'égard desquels on puisse être neutre; dès qu'on n'est pas pour eux, on est contre eux; dès qu'on n'adore pas Dieu on le méprise et on l'insulte, et toute législation est forcément impie — impie par son silence — par cela seul qu'elle n'est pas imprégnée de religion.

Voilà bien le principe, et voilà pourquoi — en théorie d'abord — nous ne saurions prendre pour nos revendications de catholiques le mot d'ordre qu'on a entrepris de mettre à la mode : « Droit commun et liberté! »

Passons maintenant aux conséquences pratiques qui découleraient de cette formule.

De quoi nous plaignons-nous avant toutes choses ?

De la loi scolaire : du service militaire du clergé, du droit d'accroissement (ou d'abonnement) des congrégations ; de la loi sur le divorce ; enfin, de tout un ensemble de procédés administratifs qui sont inconciliables avec une idée religieuse quelle qu'elle soit.

Eh bien, la fameuse formule de droit commun et de la liberté ne nous donnerait satisfaction sur aucun de ces points-là. Parcourons-les un à un.

La loi scolaire, c'est la neutralité des écoles publiques ; la loi demande que Dieu n'y soit ni enseigné ni nommé. Nous disons, nous, que des enfants, pour devenir des patens ou des libres penseurs, n'ont pas besoin de blasphémer Dieu, et qu'il leur suffit d'être condamnés à l'ignorer.

Le service militaire des séminaristes et des prêtres est-il attentatoire au droit commun ? Non encore, tel qu'on a fait ce droit commun, car le gouvernement — qui considère à tort les prêtres des paroisses comme des fonctionnaires — nous répondra que les prêtres peuvent se réclamer, comme tout le monde, d'un titre de fils aîné de veuve, d'un diplôme de licencié ou plus simplement encore d'une fonction publique de curé ou de vicaire, tout comme un instituteur public pourrait se réclamer de la sienne. Sur ce dernier point, on ajoutera même que le vicaire ou le curé est mieux traité que le notaire ou le greffier.

Le droit d'abonnement sort-il davantage du droit commun ?

J'ose à peine le prétendre ; car si je le faisais on me répondrait que les francs-maçons et les juifs seraient atteints tout également par cet impôt, si les francs-maçons et les juifs avaient, comme les catholiques, des communautés dont les membres, habitant ensemble, fussent voués à la prière ou à la pénitence, à l'instruction de l'enfance ou bien au soulagement des misères corporelles. A cet égard, si la loi qui condamne à la

ruine tous les asiles de la charité et de la contemplation n'atteint que des catholiques, c'est tout simplement en fait, parce que les catholiques ont le monopole des abnégations héroïques et des immolations à Dieu.

Et la loi sur le divorce, loi qui précipite la décadence des mœurs, la ruine des familles et la stérilité des unions, offense-t-elle davantage le droit commun et la liberté ? Non, car tout en permettant aux libres penseurs de donner le scandale de la polygamie successive, elle n'oblige pas des époux catholiques à ne pas pratiquer cette indissolubilité du lien conjugal qu'ils se sont mutuellement jurée au pied de leurs autels.

Le suicide est libre et il est presque honoré. Les soldats qui sont commandés de service pour suivre le cercueil d'un officier restent en dehors de l'Eglise. Mais en quoi cela offense-t-il le droit commun et la liberté ? Est-ce que les catholiques, eux, ne sont pas libres d'attendre le jour où il plaira à Dieu de les tirer de ce monde ? Est-ce que les soldats, quand un officier est un compatriote de Dreyfus, ne restent pas semblablement au dehors de la synagogue, où du reste la dépouille mortelle n'est pas introduite ?

J'ai entendu parfois d'honnêtes gens, de la catégorie de ceux qui logent des araignées dans leur plafond, demander, au nom de la France, que dépeuple le néomalthusianisme, un impôt sur les célibataires. Eh bien, voilà qui serait encore une formule de droit commun ; mais qui donc aussi ne voit pas qu'à côté de nos familles chrétiennes demeurées saines et fécondes parce qu'elles gardent avec leur foi le secret de la pure morale, cet impôt serait une arme de plus pour frapper le célibat ecclésiastique et la virginité religieuse ?

Voilà, certes, assez d'exemples pour pouvoir conclure à la vanité pratique de cette nouvelle formule : « Droit commun et liberté ». Cette formule, il est vrai, exigerait que nous puissions processionner dans les rues partout où on laisse processionner les orphéons et les fanfares ; mais rien de plus, et ce serait bien peu.

Bref, elle nous condamne à d'amères déceptions. *Elle n'est qu'un mot sonore pour dissimuler la retraite de ceux que le combat a fatigués. Elle est le triste et le dernier aboutissement du libéralisme philosophique et religieux, que les Papes, à commencer par Grégoire XVI, ont justement condamné les uns après les autres depuis bientôt trois quarts de siècle.*

Aussi, est-ce avec une peine profonde que nous avons entendu prononcer cette formule comme le dernier mot de certains congrès catholiques.

Nous qui sommes des catholiques de conviction, d'œuvres et d'action, nous ne saurions nous en contenter. Il nous faut quelque chose de plus positif, de plus pratique et de plus vrai.

Écoutez maintenant la défense et la justification des ralliés. Elle est présentée par *l'Univers*, sous la plume de M. François Veillot (22 janvier 1898), répondant, toujours à propos de la Fédération électorale, à *la Croix du Tarn*, qui reproduisait les observations du *Nouvelliste de Lyon*.

Un seul point, il faut le reconnaître, est difficile à réfuter dans cette apologie. C'est la connexion qu'on y établit entre la politique de Léon XIII et la théorie du droit commun. Mais comme la tradition et les principes de l'Eglise solennellement maintenus par Léon XIII demeurent immuables, si l'argument de M. F. Veillot est juste, c'est donc contre la politique pontificale qu'il se retournera.

Nos récents congrès de Paris et de Lyon se sont trouvés d'accord pour placer une revendication, devant l'opinion, ou, pour parler net, devant le suffrage universel, sur le terrain du droit commun. A ce choix, certains catholiques, émus trop vite et trop chaudement, font tout de suite une grave objection ; mais ce droit commun, s'é-

crient-ils, est contraire à la doctrine de l'Eglise. Pardon ! Il faut distinguer ; car enfin, comme répliquait Mgr d'Hulst à je ne sais quel député, féroce ennemi des « distingués », on est bien forcé de distinguer, si l'on ne veut pas confondre. Il faut donc distinguer, et avec beaucoup de soin.

Soutenir, en théorie, que l'Eglise, en présence de l'Etat, ne doit et ne peut réclamer que le droit commun, qu'elle n'a aucun titre à une situation plus élevée que la situation qu'on accorde à l'erreur, — oui, cela est contraire à la doctrine, incontestablement. Mais affirmer que, dans un pays donné, dans un siècle déterminé, il est opportun, il est nécessaire aux catholiques de *limiter* leur terrain de bataille au droit commun, *de se borner*, — sans rien oublier de leurs principes éternels et éternellement rigoureux, — à réclamer, pour l'Eglise opprimée, les mêmes libertés dont jouit l'ensemble des citoyens, cela n'a rien de contraire à la doctrine catholique. Or, qui oserait contester, loyalement, que les hommes de foi et de piété qui, sous la conduite ou avec les encouragements de l'épiscopat, ont adopté le droit commun pour terrain de lutte électorale, aient voulu simplement choisir, au milieu des circonstances troublées que nous traversons, la seule plate-forme où l'action catholique, en France, ait quelque chance de succès.

Et, dans ce cas, que peut-on leur reprocher ?

C'est toujours, d'un côté, l'éternelle distinction entre la thèse et l'hypothèse et, de l'autre côté, du côté des inquiets, de ceux qui redoutent le droit commun, la perpétuelle confusion entre ces deux éléments si séparés.

La thèse, elle est claire, elle est connue, elle s'impose à tous les esprits ; nul, parmi les catholiques vrais, ne peut lui refuser la soumission de son intelligence. Etant la vérité, l'Eglise a le droit d'exiger une autre situation un autre traitement que l'erreur, cela est évident ; elle a le droit d'ordonner aux gouvernements, au nom même

du bien public et de l'intérêt général, qu'ils favorisent son expansion et son apostolat, à l'exclusion de toute autre doctrine ; et, pour la même cause, elle a aussi le droit de réclamer d'eux qu'ils s'opposent, de tout leur pouvoir, à la diffusion de ces autres doctrines, qui sont l'erreur. Car il est bien certain que le premier besoin d'un peuple est de recevoir largement la vérité et d'être énergiquement défendu contre l'infiltration du mensonge.

Mais, en fait, quand donc cette thèse a-t-elle été appliquée dans son intégrité absolue ? Dans tous les temps et dans tous les pays, l'Eglise a su plier, non sa doctrine évidemment, mais sa conduite, aux nécessités de la pratique. Avant tout, elle vise à conquérir les âmes, afin de les remettre à Dieu, et, pour parvenir à cette conquête, elle emploie tous les moyens. Ainsi donc, du moment qu'il est *certain*, reconnu, avéré qu'il n'est pas aujourd'hui d'autre chemin, pour rendre à l'Eglise, en notre pays, sa pleine liberté d'apostolat, que ce droit commun dont le principe est accepté de tous, il est clair que nos congrès catholiques, en adoptant ce champ de bataille électorale, ont été dans la vraie tradition de l'Eglise. *Et puis enfin, que nous a demandé ce Souverain Pontife ? Il nous a prescrit d'entrer dans la République, afin de gagner l'opinion générale ; il nous a prescrit de contracter alliance avec les honnêtes gens de tous les partis, sincèrement désireux de la pacification religieuse.* Or, suppose-t-on de bonne foi que l'on répond exactement aux conseils et aux intentions du Souverain Pontife, en demandant, pour l'Eglise, à cette opinion qu'il faut conquérir et gagner peu à peu, une situation que les rois très chrétiens ne lui accordaient pas ? Dirait-on que c'est faciliter, avec tous ces honnêtes gens de partis très divers, l'alliance à laquelle nous invite le Vatican, que d'imposer à ces nouveaux alliés un terrain de combat qu'ils ne pourront pas accepter ?

Car, cela est irréfutable, on aboutit, logiquement, à

ce résultat, si c'est au nom de la doctrine absolue que l'on combat le droit commun. En se plaçant à ce point de vue, en effet, ce n'est pas seulement le droit commun qu'il faut repousser, c'est toute concession quelconque à l'hypothèse ; on a dressé là, contre le droit commun, une objection qui s'oppose, avec la même force et la même portée, à toutes les concessions possibles, aux plus faibles, aux plus insignifiantes. Il faut donc aller jusqu'au bout ; il faut conseiller aux électeurs catholiques de se placer, sans reculer d'un pas, sur le terrain de la thèse rigide ; il leur faut demander de s'adresser, dans ces termes, au suffrage universel : « Nous voulons que l'Eglise ait en France une situation privilégiée, qu'elle n'a jamais obtenue d'ailleurs, absolument, même aux siècles de foi — que le gouvernement mette tout son pouvoir au service de la religion catholique et combatte, avec la dernière rigueur, toute doctrine différente. En un mot, qu'il reconnaisse officiellement que l'Eglise de Rome est la vérité. » Il est évident qu'un Etat où de pareilles déclarations pourraient obtenir la majorité serait l'idéal. Mais il est non moins évident qu'un programme pareil n'a pas la moindre chance de succès.

Ah ! s'il fallait, pour se porter, en fait, sur le terrain du droit commun, *renier* ces vérités essentielles et contester que l'Eglise ait le droit absolu de s'adresser en ces termes à l'Etat, certes le droit commun serait inacceptable. Mais encore une fois, nous l'avons dit et prouvé, il n'en va pas ainsi. Soutenir le contraire, affirmer qu'en se plaçant, pour l'action pratique, en dehors de la thèse, on *renie* cette thèse elle-même, ce serait aboutir à cette absurde conclusion que l'Eglise, elle aussi, en maintes circonstances, a oublié les principes ! Non ! il s'agit simplement de savoir si l'on tient à s'enfermer irréductiblement, dans des revendications très justes en théorie, très propres surtout aux éloquentes discours, mais, quant à l'effet, absolument stériles et vaines ; ou bien *si l'on veut se placer franchement, comme a toujours fait l'Eglise et nous y invite aujourd'hui Léon XIII, en face*

des situations qui s'imposent, en face des nécessités du jour et si l'on veut limiter le combat au droit commun, c'est-à-dire à la revendication des libertés communes qui nous sont refusées, à quelques points très peu nombreux, mais précis, sur lesquels on peut obtenir un premier résultat.

Pour tout catholique ayant sincèrement accepté la forme gouvernementale établie, et ayant renoncé à fonder son espoir sur les catastrophes que préparent toujours les revendications absolues et stériles — le choix n'est pas douteux, ne peut pas être douteux.

Il y a dans tout cela bien des confusions et des erreurs.

On y trouve d'abord, quoi qu'en dise M. François Veillot, la thèse libérale, non pas, certes, la thèse hérétique qui nie en fait l'existence et les droits de l'Eglise, mais la thèse catholique libérale qui, en fait, les sacrifie et dispense le citoyen des devoirs du chrétien.

Rien de plus légitime, de plus louable que de se placer sur le terrain du droit commun pour y contracter alliance avec ceux qui ne rejettent pas complètement l'idée religieuse. Mais autre chose est d'accepter ce terrain et autre chose de s'y limiter. Si l'on répond que l'accepter signifie nécessairement s'y limiter, cela montrera seulement le péril de cette tactique. Car il ne suffit point de ne pas soutenir que l'Eglise doit se contenter du droit commun, il faut encore ne pas se comporter comme si on le croyait. C'est cependant ce que fait ici *l'Univers*, en affirmant qu'il est nécessaire à notre époque, pour les catholiques, de limiter leur terrain de bataille au droit commun.

Ne demander que le droit commun, c'est néces-

sairement accepter d'y être soumis et de ne pas le dépasser. Les libertés que la loi reconnaît aux citoyens et qui leur sont communes à tous peuvent offrir aux catholiques certaines garanties contre les vexations, certains avantages, mais elles se concilient parfaitement avec l'athéisme d'Etat et une constitution anti-chrétienne. A moins d'affranchir le citoyen des devoirs du chrétien, ce qui est le fond du libéralisme, c'est *oublier* « les principes éternels », quoi qu'en dise *l'Univers*, de ne pas y conformer sa vie sociale et politique, et c'est pratiquement *renier* la thèse de ne la croire applicable que dans l'île d'Utopie. Léon XIII, et même aujourd'hui Pie X déclarent qu'ils considèrent toujours la France comme la fille aînée de l'Eglise : et c'est dans ce pays que les catholiques devraient prendre leur parti de ce monstrueux athéisme social qui ne se voit en aucun autre ?

Les libertés de droit commun sont celles que le juif, le franc-maçon et l'athée peuvent invoquer comme nous. Elles s'opposent donc à tout acte de législation chrétienne. Dès lors, on se demande comment il peut être « certain, reconnu, avéré qu'il n'est pas aujourd'hui d'autre chemin que le droit commun, pour rendre à l'Eglise, en notre pays, sa *pleine liberté d'apostolat* ». Cela n'a de sens que si l'on réduit celui-ci à une mission purement spirituelle et intérieure aux âmes, même dans ses moyens d'agir sur la société.

Recourir à l'argument du tout ou rien, et prétendre que si l'on ne s'en tient pas au droit commun, il ne reste place à aucune tolérance, est un argument très faux. Comme nous l'avons dit plus haut, entre les deux conceptions extrêmes de l'Etat

n'admettant aucune dissidence avec l'Eglise, ou accordant les mêmes droits à tous les cultes sans en reconnaître aucun pour vrai, se place celle, seule juste, de l'Etat soumis au vrai Dieu, selon son devoir essentiel, protégeant son Eglise, mais concédant une sage tolérance aux autres cultes déjà implantés. M. François Veuillot a-t-il voulu nier que, « même aux siècles de foi, » la monarchie chrétienne ait réalisé cette conception ?

Enfin, l'impossibilité qu'on invoque, de faire la conquête de l'opinion publique, de s'emparer du suffrage universel, si l'on ne se place pas sur cet unique terrain, montre surtout la chimère, le vice du plan qui consiste à vouloir conquérir le pays par des campagnes électorales, sans se mettre en peine d'éclairer d'abord et de réformer son esprit. Encore une fois, Dieu est un étranger dans le droit commun. Comment obtiendrez-vous jamais que l'opinion publique oblige l'Etat à l'honorer, alors que vous-même n'osez pas prononcer son nom devant elle, parce qu'il serait un sujet de division, et croiriez violer le droit commun en parlant des droits de l'Eglise ?

Vous en appelez, dites-vous, du gouvernement à l'opinion. Mais alors prenez la seule voie possible. Rappelez hautement au pays les principes essentiels de toute société, apprenez-lui par votre attitude courageuse ce que sont les vrais chrétiens, n'oubliez plus la force divine de votre foi, et comptez plus sur sa vertu que sur celle, plus ou moins franche, d'une étiquette politique. Vous aurez moins de chance peut-être d'enlever les sièges législatifs par surprise, mais vous deviendrez un parti agissant, avec lequel on devra compter ; et le jour où son

influence s'exercera, il fera quelque chose, il fera de grandes choses.

Le droit commun est votre point de départ nécessaire, mais gardez-vous de vous y limiter. C'est un devoir essentiel pour vous, catholiques, de vous élever au-dessus. Il n'y a pas de droit commun là où il n'y a pas égalité de nature, mêmes fins, mêmes moyens, mêmes nécessités d'existence. Dieu a des droits ici-bas, qui ne lui sont communs avec personne, qu'il s'agisse d'individus ou de sociétés.



Ajoutons un dernier mot, emprunté à M. l'abbé Maignen.

Si l'on se rappelle comment cette théorie du droit commun s'est introduite dans notre société, et si l'on considère les fortunes diverses de son application, il apparaîtra avec évidence qu'acclamée au nom des idées libérales comme une maxime de salut, elle est devenue un principe de ruine pour la cause catholique.

La France était jadis très chrétienne. L'irréligion s'est faite petite pour y pénétrer. L'impiété fut railleuse et frondeuse avant de se montrer menaçante; elle émettait des doutes plutôt que des négations; elle flattait les puissants, et ne demandait que pour une élite lettrée le droit de ne pas croire à cette religion sur laquelle reposait alors tout l'ordre social. Elle invoquait la liberté et réclamait comme une sorte de grâce la tolérance de l'erreur.

Après la destruction du vieil édifice de la société chrétienne, l'incrédulité moderne, parvenue au pouvoir, entreprit de façonner à son image un ordre social nouveau.

L'unité religieuse était brisée. La France de 1789 et 1830 proclamait le droit à l'erreur; le bien et le mal, la vérité et le mensonge allaient vivre sous le régime du droit commun.

La notion même du droit se trouvait détruite, car proclamer que le bien et le mal, l'erreur et la vérité ont des droits communs, c'est reconnaître que la vérité et l'erreur sont égales. Et, dès lors, puisqu'il n'y a plus de droits, la vérité perd toute garantie. C'est ce que les faits ont confirmé.

Quand ce régime nouveau se fut consolidé, quand il eut bien pénétré nos mœurs publiques et façonné nos institutions, on commença d'entendre parler de liberté, de tolérance, non plus pour le mal, mais pour le bien, non plus pour l'incrédulité, mais pour la religion. L'Eglise trouva des avocats, on ne peut dire des défenseurs, qui implorèrent en sa faveur la tolérance de l'Etat.

Or, on ne tolère que ce qui est faux et mauvais. Quelle révolution s'était donc opérée dans les idées? Ceux qui plaidaient ainsi pour l'Eglise ne la croyaient certes pas mauvaise, ni la religion fausse, ils ne voulaient nullement faire injure à une cause sainte; mais ces catholiques ne savaient plus ce que c'est que la vérité; l'idée qu'elle pût avoir des droits, parce qu'elle est la vérité, était bannie de notre France.

Or, que se passait-il, tandis que les catholiques libéraux, comme ils le font encore aujourd'hui plus que jamais, concentraient tous leurs efforts vers un même but : établir solidement et définitivement l'Eglise en face des religions et de l'incrédulité elle-même sur le terrain du droit commun?

On s'acheminait vers le terme de cette lente et

formidable transposition des idées, des mœurs et des lois, qui devait faire apparaître la société politique non pas transformée, mais simplement retournée. L'erreur et le mal ayant conquis les droits perdus par la vérité, l'impiété et l'irréligion régnautes reconnurent à ce signe que le moment était venu de fortifier la place et de prémunir la société moderne contre un réveil possible des vieilles croyances. Les pouvoirs occultes qui dirigent ce règne ont compris à leur tour qu'une société, un gouvernement ne peuvent pas être livrés aux variations de l'opinion, et que l'union des intelligences est la seule garantie assurée de l'unité nationale.

Il s'est donc agi pour eux de constituer l'*unité irréligieuse* de la démocratie, et d'accorder à ce que l'Eglise appelle le mal et l'erreur, la protection et les privilèges que l'ancienne France octroyait à la vérité et au bien.

Et les catholiques conciliateurs, persistant dans leur programme, ont fini par accepter vis à-vis de l'Etat athée l'attitude humble et sollicitante qu'avait précédemment l'irréligion devant le pouvoir chrétien. Tant que celle-ci réclamait seulement la tolérance et l'égalité de traitement avec la religion, les catholiques, en se plaçant sur le terrain du droit commun, faisaient involontairement mais efficacement cause commune avec le parti libre-penseur. Entraînés sur la pente des concessions et des compromis, ces mêmes catholiques ont fait un nouveau pas, et aujourd'hui ils revendiquent la liberté religieuse, — ils ne parlent plus des droits de l'Eglise au nom de cette tolérance que l'Etat ne refuse pas aux vices publics et aux vertus privées.

Ainsi nous assistons à ce spectacle étrange :

d'un côté les hommes de la Révolution, s'appuyant, pour consolider et perpétuer leur pouvoir, sur les principes d'autorité et d'unité qu'ils ont toujours combattus et dont l'Eglise a la garde; de l'autre, certains catholiques s'efforçant d'arracher l'Eglise à l'oppression qui l'enserme, en se réclamant d'idées subversives de tout ordre social, d'idées que l'Eglise réprouve comme de pernicieuses erreurs, de véritables folies.

Comment un régime peut-il être fondé sur les principes du régime contraire?

La faiblesse de la Révolution est que les vérités sur lesquelles s'appuie sa conduite présente ne sont point à elle; bien plus, elles contredisent les principes dont la Révolution est issue, elles font partie du patrimoine de cette Eglise que la Révolution veut détruire.

Mais c'est là aussi, il faut en convenir, la faiblesse des catholiques libéraux. Eux aussi veulent fonder leur édifice sur le terrain que l'adversaire avait choisi, avec les matériaux délaissés par la Révolution, sous ce régime du droit commun dont l'erreur même ne veut plus et dont il faudrait que la vérité se contentât.

Quel résultat heureux peut avoir une confusion aussi déconcertante pour l'esprit, aussi troublante pour la conscience?

Si les catholiques veulent prendre pour programme le droit commun, c'est un devoir et une absolue condition d'expliquer sans équivoque qu'ils entendent par là les droits communs à tout homme, à tout citoyen, parce que ce sont des droits naturels, antérieurs à la société et à la loi, et non le

droit simplement légal auquel un gouvernement assujettit tous les citoyens.

Mais ce ne serait plus la position des catholiques libéraux.

IV. — Le chrétien et le citoyen.

Une autre thèse du libéralisme catholique est la distinction entre les devoirs du citoyen et ceux du chrétien. Cette discussion achèvera d'éclairer la précédente. Au fond, la question demeure la même ; seuls les arguments changent de forme ; mais la conclusion est identique des deux parts : Dieu et l'Eglise éliminés de la vie politique.

A ce sujet, il m'est impossible de ne pas placer ici une remarque importante. Je ne puis que l'énoncer, mais elle me semble mériter toute l'attention de ceux qui étudient les événements contemporains. Que n'a-t-on pas dit sur l'asservissement de la cause catholique aux partis monarchistes ! L'impérieuse nécessité de dénoncer la fameuse union du trône et de l'autel fut le grand prétexte de l'intervention de Léon XIII dans les affaires de France (1). Elle a servi de thème à toutes les manifestations des coryphées du Ralliement. Or, à quel terme aboutit le mouvement dans lequel ils se sont précipités ? Leur conduite et les faits sont là, pour montrer avec la clarté du jour à quoi devait tourner cette libération de l'Eglise, qui serait le grand titre de gloire des démocrates catholiques. *Sous le prétexte d'affranchir la religion de la politique ils ont affranchi la politique de la religion, ce qui est bien autre chose.*

(1) Lettre de Sa Sainteté au Cardinal Lecot, 3 août 1893.

Juste retour de l'indifférentisme affecté par ces défenseurs trop empressés de l'Eglise. Pour supprimer l'abus, exagéré d'ailleurs par eux à plaisir, d'une vérité sociale et politique assise sur l'expérience de tous les peuples, ils ont supprimé la vérité elle-même. Bon gré, mal gré, il leur faudra revenir à reconnaître que, si les principes de la religion et les droits de l'Eglise sont infiniment élevés au-dessus des intérêts politiques, et, de leur nature, en soi, indifférents à la forme politique des États, celle-ci est loin d'être indifférente en fait à l'exercice de ces droits et à la liberté religieuse.

Nous pouvons actuer tout cela dans un exemple. Emanant d'un homme spécialement en vue parmi les ralliés libéraux, qu'ils saluent comme un chef et dont l'activité dépasse celle d'aucun autre, il aura plus de portée. Telle est bien la situation de M. l'abbé Lemire.

On lit dans une biographie de ce prêtre-député, qui se vendait à la porte de ses conférences et qu'il n'a point désavouée :

Depuis un siècle, l'Eglise de France s'est tenue à l'écart des profonds mouvements de la pensée contemporaine. La voix des Lamennais, des Lacordaire, des Montalembert eut peine à se faire jour, et le plus grand de ces réformateurs fut brisé misérablement pour avoir voulu trop tôt le mouvement qui doit un jour sauver le catholicisme chez nous.

L'Eglise, ayant longtemps gardé ses quartiers d'hiver dans les sacristies et les sanctuaires, a désappris le langage des penseurs et le langage des foules...

Un tel état ne pouvait durer. Le prêtre avait le devoir d'aller au peuple, de se mêler à la vie littéraire, artistique, politique de la nation.

Quelques-uns l'ont compris et tracent courageusement

la voie. L'abbé Lemire est un des premiers apôtres du devoir social du clergé, devoir primordial du temps présent. C'est à ce titre qu'il prend place, l'un des premiers, dans notre galerie.

M. Lemire a tracé le rôle nouveau du clergé... Il porte une main vigoureuse sur un édifice social vermoulu qu'il s'agit de remplacer.

Or, voici l'exposé fait par M. l'abbé Lemire des devoirs du député catholique et même ecclésiastique à l'égard de l'Eglise. Sa qualité de prêtre-législateur donne à ses déclarations un caractère renforcé dont la signification n'échappera à personne. Nous citons quelques passages d'un discours prononcé par lui au congrès de la Démocratie chrétienne à Lyon en 1897 (1).

Monsieur l'abbé, vous êtes député, et vous avez parlé des petits cochons, des sous-agents de la poste, d'une petite rétribution pour les gardes républicains mariés ! Est-ce pour cela qu'on vous a confié un mandat ? Quand on est à la Chambre et qu'on porte une soutane, c'est pour tonner contre les erreurs et les lois mauvaises !

M. l'abbé Lemire répond à l'objection absurde-ment posée par lui-même :

« Le parlement n'est pas l'Eglise ; le mandat qui nous a été donné est un mandat civique et non un mandat religieux... Ecoutons Bossuet nous dire que le but politique n'est pas de faire les affaires de l'Eglise, c'est *« de rendre la vie commode et les peuples heureux. »*

(1) Paru dans *la France Libre* du 23 décembre 1897, et, peu de temps après, publié en brochure. L'opposition que nous relevons ici entre les déclarations de M. l'abbé Lemire et l'enseignement de Léon XIII avait été relevée par Mgr Delassus, directeur de la *Semaine religieuse* de Cambrai. Nous le citons presque entièrement.

Voilà la définition. Les députés ne sont pas à la Chambre pour la vie future, mais pour la vie présente; *non pas pour faire les affaires de l'Eglise*, mais pour les affaires de la France (*Applaudissements.*)

Les prêtres députés ne sont pas plus que d'autres destinés à fonder un parti catholique!... Nous ne sommes pas à la Chambre les représentants d'un parti catholique, ne nous demandez pas de nous conduire comme si nous étions cela : nous n'avons pas été envoyés avec cette mission, nous ne voulons pas en être les usurpateurs.

Mais ce que nous devons faire, ce pourquoi nous avons été envoyés au Parlement, c'est de servir le peuple, c'est de travailler au bien moral et matériel de la démocratie.

Ces paroles, il faut le reconnaître, expliquent très franchement les actes.

Par exemple, à propos des travaux qui se firent à Paris, pour préparer l'exposition de 1900, M. l'abbé Lemire demanda qu'un jour de repos par semaine fût accordé aux ouvriers. Alors se produisit l'incident que voici, textuellement extrait de *l'Officiel*:

M. Faberot. - Oui, citoyens, les ouvriers ne demandent pas grand'chose. Tout à l'heure le citoyen Lemire revendiquait, au nom de la démocratie, de la religion même, un jour de liberté par semaine.

M. Lemire. — Pardon!

M. Faberot. — Si vous ne voulez pas que ce soit au nom de la religion, je veux bien retirer le mot, mais cela pourrait vous faire tort. (*On rit.*)

M. Lemire. — Dites : au nom de l'humanité.

M. de la Biliais. — Le mot de « religion » ne nous déplaît pas.

M. Faberot. — Au nom de la démocratie, puisque

le citoyen Lemire ne veut pas que je dise au nom de la religion. (*Mouvements divers.*)

M. l'abbé Lemire est donc bien conséquent avec lui-même : paroles et actes sont en parfait accord.

Laissons de côté Bossuet, qu'on pourrait faire pendre comme tout autre, avec une ligne de son écriture, et plaçons les assertions de M. l'abbé Lemire en regard des réponses de Léon XIII condamnant le libéralisme :

M. Lemire nous dit : Le Parlement n'est pas l'Eglise. Léon XIII répond :

Il n'est pas permis d'avoir deux manières de se conduire, l'une en particulier, l'autre en public, de façon à respecter l'autorité de l'Eglise dans sa vie privée et à la rejeter dans sa vie publique; ce serait là allier ensemble le bien et le mal, et mettre l'homme en lutte avec lui-même, quand, au contraire, il doit toujours être conséquent et ne s'écarter en aucun genre de vie ou d'affaires de la vertu chrétienne. (*Encyclique Immortale Dei.*)

« Le mandat qui nous a été confié est un mandat civique et non un mandat religieux. » — Soit, mais Léon XIII dit que le mandat civique confié à un catholique (et surtout à un prêtre) comprend le mandat religieux :

Il est évident que les catholiques ont de justes motifs d'aborder la vie politique; car ils le font et doivent le faire non pour approuver ce qu'il peut y avoir de blâmable présentement dans les institutions politiques, mais pour tirer de ces institutions mêmes, autant qu'on le peut, le bien public, sincère et vrai, en se proposant d'infuser dans toutes les veines de l'Etat, comme une sève et un sang réparateur, la vertu et l'influence de la religion catholique. (*Encyclique, Immortale Dei.*)

Avant tout, il est nécessaire que tous les catholiques dignes de ce nom se déterminent à être et à se montrer les fils très dévoués de l'Eglise; *qu'ils se servent des institutions publiques*, autant qu'ils le pourront faire en conscience, *au profit de la vérité et de la justice*; QU'ILS PRENNENT A TACHE DE RAMENER TOUTE CONSTITUTION PUBLIQUE A CETTE FORME CHRETIENNE QUE NOUS AVONS PROPOSÉE POUR MODÈLE. (*Ibid.*)

M. Lemire, invoquant Bossuet, prétend que les députés ne sont pas à la Chambre pour la vie future, mais pour la vie présente. Léon XIII répond que l'un n'exclut pas l'autre, et dit au contraire :

Les chefs d'Etat (les chefs d'Etat dans le régime actuel ce sont bien MM. les députés, puisqu'ils tiennent sous leur dépendance les ministres et le Président de la République lui-même) *doivent mettre au nombre de leurs PRINCIPAUX DEVOIRS celui de favoriser la religion*, de la protéger de leur bienveillance, de la couvrir de l'autorité tutélaire des lois, de ne rien statuer ou décider qui soit contraire à son intégrité. Et cela *ils le doivent aux citoyens dont ils sont les chefs*. Tous, tant que nous sommes, en effet, nous sommes nés et élevés en vue d'un bien suprême et final auquel il faut tout rapporter, placé qu'il est aux cieux, au delà de cette fragile et courte existence. Puisque c'est de cela que dépend la complète et parfaite félicité des hommes, il est de l'intérêt suprême de chacun d'atteindre cette fin. Comme donc la société civile a été établie pour l'utilité de tous, elle doit, en favorisant la prospérité publique, pourvoir au bien des citoyens, de façon non seulement à ne mettre aucun obstacle, mais à assurer toutes les facilités possibles à la poursuite et à l'acquisition de ce bien suprême et immuable auquel ils aspirent eux-mêmes. (Encyclique *Immortale Dei*.)

« Le but de la politique n'est pas de faire les

affaires de l'Eglise, c'est de faire la vie commode et de rendre les peuples heureux. »

Léon XIII dit dans l'Encyclique *Sapientiæ christianæ*.

Ceux qui rédigent des constitutions et font des lois doivent tenir compte de la nature morale et *religieuse* de l'homme et l'aider à se perfectionner.

« Nous ne sommes pas à la Chambre les représentants d'un parti catholique; ne nous demandez pas de nous conduire comme si nous étions cela; nous n'avons pas été envoyés avec cette mission, nous ne voulons pas en être les usurpateurs ». — C'est aux ecclésiastiques qui ont patronné la candidature de M. l'abbé Lemire de savoir quelle mission ils ont entendu lui donner; aux religieuses populations de la Flandre de savoir si, en envoyant un prêtre de leur pays, un prêtre connu pour la dignité de sa vie sacerdotale, ils n'avaient point l'espoir que ce prêtre prendrait en mains la cause de l'éducation chrétienne de leurs enfants, la cause des religieux et des religieuses qui les élèvent, la cause de leurs prêtres qu'ils voient quitter l'autel pour la caserne, etc., etc. Mais si l'on consulte Léon XIII, il nous dit qu'il n'est point dans l'intention de l'Eglise de favoriser des candidats, surtout ecclésiastiques, qui veulent ainsi se tenir neutres à l'égard des choses de la religion.

L'Eglise ne saurait accorder ni son patronage ni sa faveur aux hommes... qui cherchent à briser l'alliance établie par la nature même des choses entre les intérêts religieux et les intérêts de l'ordre civil. Au contraire, son devoir est de favoriser ceux qui ont de saines idées sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat et s'efforcent de

les faire servir par leur accord au bien général. Ces préceptes renferment la règle à laquelle tout catholique doit conformer sa vie publique. (Encyclique *Sapientiae Christianae*.)

Partout où l'Eglise ne défend pas de prendre part aux affaires publiques (ce qui a lieu en Italie), on doit soutenir les hommes d'une probité reconnue et qui promettent de bien mériter de la cause catholique. (*Ibid.*)

Qui oserait croire et dire que le chef de l'Eglise, en prescrivant des règles de conduite pratique aussi claires, aussi objectives, les réservait pour l'île d'Utopie ou quelque Salente ecclésiastique? Cependant si les libéraux catholiques sont dans le vrai, les paroles du Pape n'auraient point d'autre portée; elles ne s'appliqueraient, contre l'apparence, ni au temps dans lequel il parle, ni aux sociétés auxquelles il s'adresse.

Le discours de M. l'abbé Lemire, acclamé par l'assemblée des démocrates chrétiens, fut partout répandu sous forme de brochure, tous les journaux du parti, depuis *le Peuple français* de l'abbé Garnier jusqu'à *l'Univers*, le célébrèrent.

Les ennemis de l'Eglise ont vraiment la partie belle! Ils peuvent poursuivre leur œuvre de déchristianisation, tantôt avec audace, tantôt avec perfidie, toujours avec perfidie, toujours avec une persévérance qui ne perd jamais de vue le résultat à obtenir. En face d'eux, ils ont des muets. Et ceux-ci érigent leur mutisme en devoir. Et c'est là la conception que se font de leur mission sociale et politique ces démocrates chrétiens, qui prétendent faire honte de leur inertie et de leur égoïsme à tous les anciens défenseurs de l'Eglise, en portant

partout devant eux comme un flambeau, la lumière de l'Evangile et les vraies doctrines de l'Eglise du Christ!

Quelques semaines après le discours de M. l'abbé Lemire, un autre apôtre des directions pontificales, un apôtre fougueux, M. l'abbé Dabry, écrivait dans le journal de M. l'abbé Garnier :

Un député a pour mission de faire les affaires du pays. Il peut les faire très bien sans être catholique; il peut les faire très mal tout en étant le plus fervent des catholiques pratiquants; et quand nous votons, tout catholiques que nous soyons, nous devons le préférer dans le premier cas que dans le second... (*sic*).

Quand nous nommons un député, nous n'investissons pas quelqu'un d'une mission sacrée, mais d'une mission profane; nous ne préposons pas quelqu'un à la garde d'intérêts spirituels, mais d'intérêts temporels. Si vous, catholiques, vous êtes entrés dans la politique avec d'autres idées, vous faites fausse route, vous plaidez dans le faux.

Le critérium pour juger si un candidat est bon n'est pas de savoir s'il est particulièrement partisan de la liberté de l'Eglise, car LA LIBERTÉ DE L'EGLISE SANS LES AUTRES LIBERTÉS C'EST L'OPPRESSION.

Dans un autre numéro, ce même journal disait sous la même signature :

Malgré la présence dans notre législation de quelques dispositions dont nous avons à souffrir, *les récriminations purement catholiques doivent cesser...*

Devant l'opinion, la question religieuse en ce moment-ci ne se pose pas, et cela parce que l'opinion ne redoute rien de la religion, et que, d'autre part, elle ne craint rien pour elle.

Mais il aurait manqué quelque chose à des théories aussi aventureuses, si elles n'avaient été placées par les bruyants organes des Directions pontificales sous le patronage immédiat de l'autorité de Léon XIII. M. l'abbé Dabry poursuivait donc, par une application pratique de ces directions :

Votre titre de catholiques que vous mettez toujours en avant n'est pas un terme politique ; dans le langage politique, il ne répond à rien, il appartient à un autre domaine, et *le pape*, qui s'y entend mieux que vous, *vous a défendu de vous en servir*. Etes-vous pour la monarchie ou pour la République, pour l'autorité ou pour la liberté, pour l'aristocratie ou pour le peuple, pour le *statu quo* ou pour le progrès ? Voilà des termes politiques, voilà, si nous voulons nous occuper des affaires publiques, le langage qu'il nous faut apprendre et dans lequel nous pouvons poser des questions aux candidats. *Le reste ne les regarde pas.*

Et dire que pas une voix autorisée n'osait condamner de pareils travestissements d'une parole sacrée, de peur d'être dénoncée elle-même comme hostile à une direction politique que toute volonté devait servir !

V. — Le libéralisme dans l'Eglise.

Pour catholiciser le libéralisme, il faut le mettre d'accord avec l'ensemble des vérités enseignées par l'Eglise. Du domaine politique, l'œuvre s'étendra donc au domaine religieux ; elle se poursuivra parallèlement dans les deux ordres.

L'expression de *catholicisme libéral* pourrait s'entendre plus spécialement du libéralisme intro-

duit dans les questions de doctrine. En ce sens, le catholicisme libéral est la tendance de certains esprits à concilier les principes du libéralisme avec les exigences de la foi, en tempérant celles-ci par un esprit de liberté.

Le libéralisme ne change pas de caractère quand il passe d'un ordre à l'autre. De même que, en politique, il tend à l'application, dans le gouvernement, de la philosophie rationaliste et naturaliste qui est le fond de la doctrine libérale, il tend à en pénétrer l'esprit de la religion et de l'Eglise.

Nous avons remarqué plus haut que libéralisme et catholicisme s'excluent. M. Anatole Leroy-Beaulieu, dans son étude sur l'histoire du mouvement libéral de 1830 jusqu'à nos jours, rejette aussi l'expression de catholicisme libéral, mais pour une raison toute différente, et peut-être discutable :

Le lecteur remarquera que, dans tout le cours de cette étude, nous nous sommes interdit l'expression, fréquemment employée par d'autres, de *catholicisme libéral*. C'est qu'à nos yeux, c'est là un terme à tout le moins impropre, qui a le tort de prêter à l'équivoque. Ainsi que nous le rappellerons plus loin, il n'y eut jamais là, en effet, de catholicisme d'un genre particulier. Jusque chez les plus hardis d'entre eux, le libéralisme de ces catholiques libéraux est toujours demeuré d'ordre politique, entièrement étranger à la sphère religieuse. — L'orthodoxie des Montalembert, des Lacordaire, des Dupanloup même, était habilement et sournoisement mise en suspicion, si bien que, dans le clergé, beaucoup se demandent encore si c'étaient là de vrais catholiques. Les contempteurs de la société moderne, qui se plaisaient à confondre l'ordre spirituel et l'ordre temporel, prêtaient à leurs adversaires la même confusion, s'imaginant ou feignant de croire que le libéralisme des catholiques

libéraux débordait sur le domaine religieux. C'était là une erreur ou un artifice de polémique.

Ce que ses adversaires s'obstinaient à dénommer « le catholicisme libéral », comme si c'eût été un catholicisme de nouvelle sorte, est toujours, nous l'avons déjà remarqué, resté purement politique, étranger à la sphère religieuse ou théologique, à la discipline aussi bien qu'au dogme (1).

Tout en rendant à des hommes comme Lacordaire, Montalembert et Mgr Dupanloup la justice et l'hommage auxquels ils ont droit, on pourrait dire que les catholiques libéraux de 1830 sont mis ici un peu vite hors de cause. Car, enfin, une alternative assez pressante se pose, quand ils déclarent que l'Eglise ne réclame du pouvoir civil que la liberté du droit commun : ou c'est de leur part artifice de tactique, mais leur conduite tout entière proteste contre une attitude équivoque et déloyale ; ou ils affirment avec conviction, et alors que deviennent les droits de l'Eglise, l'ordre social chrétien, et cet ensemble de principes si fortement inculqués par les Encycliques de Léon XIII, comme dans celle de Grégoire XVI ? Est-ce que tout cela est « étranger à la sphère religieuse ou théologique, à la discipline aussi bien qu'au dogme » ?

Mais ce qu'il faut, en tout cas, reconnaître, c'est l'énorme progrès accompli par les catholiques libéraux d'aujourd'hui sur leurs devanciers.

Voici, par exemple, un tableau récemment tracé des effets de cet esprit libéral introduit dans le domaine de la foi et de la discipline de l'Eglise :

(1) *Les Catholiques libéraux*, pp. 3 et 180.

Un petit nombre d'hommes suffit pour infecter et troubler les esprits d'un grand nombre, non seulement par la licence des conversations particulières, mais si ce sont des écrivains, par l'usage de la Presse. Ils se permettent de discuter la théologie et le gouvernement de l'Eglise avec la même liberté de langage et d'opinion qu'ils ont l'habitude d'employer en lançant de nouvelles théories sur les sciences sociales, l'économie politique, l'art, la littérature ou tout autre sujet. Manquant de docilité filiale et de révérence, ils disposent librement des questions de doctrine et de discipline, d'après leurs propres idées, et sans tenir aucun compte de l'esprit de l'Eglise et de la manière de voir de ses ministres.

Par exemple, on prétend que, dans le passé, l'épiscopat ou l'*Ecclesia docens* n'était pas en état de définir avec exactitude des vérités doctrinales, parce que des découvertes récentes n'étaient pas alors connues; que les dogmes de la Foi catholique ne sont pas immuables mais sont de simples efforts pour atteindre la vérité, et doivent être réformés d'après l'inspiration de la science moderne; que l'enseignement de l'Eglise devrait être limité aux articles ou définitions de la Foi catholique; qu'il est permis de rejeter ses autres décisions; de mettre de côté ses censures, de critiquer son culte, d'amoindrir son autorité, et particulièrement celle des Congrégations romaines; de mettre en suspicion son habileté à résoudre les objections intellectuelles et scientifiques; de rabaisser son caractère, autant que possible, au niveau de celui d'une institution humaine; que la constitution et l'enseignement de l'Eglise devraient être mis en harmonie avec ce qu'on appelle la pensée moderne et le progrès du monde; que les laïques devraient avoir, de droit, une large part au gouvernement de l'Eglise; et que les hommes de science et de grande culture intellectuelle devraient s'employer à obtenir ce changement: que les distinctions entre Pasteur et Evêque devraient être effacées en permettant aux plus savants parmi les laïques de ne plus figurer comme disciples, mais de prendre le rang

de docteurs et de maîtres en Israël ; que l'intérêt croissant du peuple dans les affaires ecclésiastiques fait qu'il est bon et à propos d'en appeler de l'autorité ecclésiastique à l'opinion publique ; et qu'il est permis aux fidèles de corriger les abus et les scandales en ayant recours au peuple et aux puissances civiles, plutôt qu'aux autorités de l'Eglise ; que, de même que le Pontife a été dépouillé de son pouvoir temporel, de même aussi les propriétés ecclésiastiques ne devraient plus être tenues et administrées par les ecclésiastiques, mais par des laïques ayant du talent pour les affaires ; que les catholiques sont libres de lire et d'étudier tout ce qu'ils veulent, quel que soit le danger pour la foi et les mœurs ; qu'ils peuvent garder le nom de catholiques et recevoir les sacrements, tout en ne croyant pas à une ou plusieurs vérités de la Foi ; et que, en ces matières, ils ne sont soumis à aucune autorité ecclésiastique, ni à aucune correction épiscopale.

L'une ou l'autre de ces erreurs, ou des erreurs semblables, qui sont des attaques plus ou moins voilées contre les droits et les libertés de l'Eglise, se rencontrent parmi les catholiques libéraux et peu instruits. Ce sont là des opinions qui naissent dans l'atmosphère nationale de libre-pensée et de critique dont nous avons parlé.

Ce tableau est extrait d'un acte épiscopal collectif. On le croirait émané des évêques français, si l'on ne savait les difficultés spéciales, résultant des tendances politiques, qui les dissuadaient presque universellement d'agir contre les novateurs. C'est une citation extraite d'une lettre pastorale des évêques anglais sur *l'Eglise et le libéralisme catholique*.

Léon XIII leur répondit par une lettre du 11 février 1901, où il disait :

... On ne connaît que trop ce fléau qui tantôt sévit,

tantôt est menaçant et qui a pour origine les opinions complètement erronées, dont l'ensemble est ordinairement désigné sous le nom de *catholicisme libéral*. Vous n'exagérez nullement en vos paroles, mais vous exposez telle qu'elle est la gravité du péril auquel est exposée la religion catholique en Angleterre à l'époque actuelle ; appuyé sur les enseignements et les préceptes de l'Église, votre langage n'excède en rien la vérité.

Peu de temps auparavant (septembre 1899) le Souverain Pontife Léon XIII, jugeant que l'état d'esprit très inquiétant répandu dans une partie notable du clergé français demandait un paternel mais grave avertissement, l'avait donné dans une encyclique à l'épiscopat et au clergé de notre pays. Avec une précision et une énergie singulières il y analysait, définissait et condamnait les erreurs de doctrine et de conduite qui s'étaient glissées parmi nos clercs et nos prêtres.

Ici se pose une question bien faite pour piquer l'attention de ceux qui cherchent à analyser la mentalité des libéraux d'aujourd'hui. Comment se fait-il que, malgré les jugements authentiques et solennels portés par Léon XIII sur le catholicisme libéral à toutes les heures de son pontificat, leur esprit novateur ait justement pris dans cette même période plus libre essor, et, chose plus surprenante encore, comment ont-ils pu, comme on le voit par mille exemples, couvrir leurs innovations du nom et de l'autorité de ce pape ?

C'est ce qu'il faut exposer.

VI. — Le Pape du *Possamus*.

Le pontificat de Léon XIII a été le règne du libéralisme.

Dès son avènement, le libéralisme, vigoureusement réprimé par son prédécesseur, releva la tête et s'efforça de prendre la direction de l'opinion catholique, en s'autorisant des vues du nouveau pontife.

Il sera peut-être piquant de confirmer cela par le témoignage d'Eugène Veuillot, dont le journal devait devenir plus tard l'organe attitré de ces vues.

Un jour, en juin 1896, il crut opportun de publier, avec commentaires, quelques documents relatifs à des choses du passé. C'était à propos de ses démêlés avec le cardinal Lavigerie, en l'année 1884. A cette époque, six ans après l'avènement de Léon XIII, le primat d'Afrique gourmandait *l'Univers* de n'être pas encore entré dans le mouvement des nouvelles directions. Voici un passage de cette correspondance, qui fut publiée seulement plus tard :

Laissez-moi, Monsieur, vous dire, avec autant de sincérité que de tristesse, combien je m'afflige de voir *l'Univers* suivre une voie qui le sépare de N. S. P. le Pape. Un journaliste ne peut être catholique qu'à la condition de l'être avec le Pape et comme le Pape, non seulement dans les choses qui sont définies et par conséquent immuables, mais encore dans celles qui sont susceptibles d'interprétations et de changement dans les opinions, dans les jugements sur les personnes, dans la direction de la politique ecclésiastique. Chaque pape est libre. Il

peut, souvent même il doit ne pas ressembler à son prédécesseur, parce que les événements ont changé, et les devoirs avec eux.

Or, dans ces divergences naturelles et nécessaires, c'est avec le Pape *vivant* que nous devons être, parce que seul il a grâce pour diriger l'Eglise de Dieu dans les circonstances où la Providence l'a placé. Si nous sortons de là, le principe d'autorité n'est plus permanent dans l'Eglise; il n'y a plus pour les catholiques de centre toujours obligatoire; ils tombent dans l'esprit de division et de secte... *Qui non est mecum, contra me est. Qui non congregat mecum spargit.* Cette sentence, je l'ai entendu prononcer contre vous dans une circonstance récente avec une netteté et une tristesse dont le souvenir m'effraie. Comment vos amis d'autrefois, même les plus dévoués, pourraient-ils hésiter entre vous et le Vicaire de Jésus-Christ ?

M. Eugène Veuillot, après avoir cité cette lettre, dit, en parlant de la réponse qu'il fit :

Le Cardinal Lavigerie avait trop de perspicacité pour ne pas voir que ma réponse à sa lettre du 15 novembre 1884 avait été écrite pour être publiée telle quelle, si sa mercuriale paraissait. Il attendait de moi plus de crainte ou de résignation. Grande fut au premier moment sa colère. Il parla, m'a-t-on rapporté, de frapper tout de suite et rudement *l'Univers*. Mais, réflexion faite, il sentit qu'il y avait des points faibles, et c'étaient les plus violents, dans son réquisitoire. Il comprit, par exemple, qu'on s'étonnerait qu'il eût attendu six ans pour nous signaler à nous-mêmes les méfaits dont il nous accusait envers Léon XIII.

Comment ! D'avril 1878 à novembre 1884, nous n'avions cessé d'être en faute vis-à-vis du Pape, et lui, archevêque de Carthage, cardinal Lavigerie, loin de nous adresser confidentiellement, en ami, des reproches, de nous donner de bons avis, il nous avait laissés croire à sa

constante bienveillance, et honoré affectueusement de ses communications... De toute évidence, cette subite indignation cachait quelque calcul, et le terrain n'était pas bon pour un débat public. Le Cardinal prit donc le parti de s'en tenir aux réprimandes et menaces confidentielles.

Eugène Veuillot donne ensuite la deuxième lettre du Cardinal, non moins instructive sur les efforts du parti libéral :

Carthage, 7 décembre 1884.

Monsieur,

En vous adressant ma lettre du 15 novembre, je n'avais certes pas l'intention de vous blesser. Un tel sentiment ne peut ici se supposer, ni se comprendre, dans un évêque en présence de la mort. Je voulais, au contraire, uniquement vous servir et servir l'Eglise en remplissant un devoir de pasteur, quo je me reprochais de n'avoir pas rempli plutôt. Je voulais, en voyant les divisions ardentes des catholiques de France, vous donner, comme je l'avais déjà fait pour d'autres, avec encore plus de force, vous donner *inter me et ipsum solum*, selon le conseil de l'Evangile, un *avertissement de pasteur* ?

Je ne juge pas de vos intentions, et puisque vous protestez de votre dévouement et de votre absolue conformité aux vues du Saint-Père, je ne puis que vous croire. Mais en ce qui concerne votre journal et son texte imprimé, l'opposition à Léon XIII a été évidente en beaucoup de cas, et vos explications ne peuvent rien changer sur ce point à ma conviction première.

Du reste, cette appréciation n'est pas seulement la mienne. Vous pouvez l'ignorer, mais en réalité c'est, en France, celle de la grande majorité des Evêques, et, à Rome, celle de la grande majorité des cardinaux et des prélats qui assistent le Pape dans le gouvernement de l'Eglise. Quant à Léon XIII lui-même, sa lettre du 4 novembre (que vous avez reconnu, avec une loyauté et

une netteté qui vous honorent grandement, viser et condamner votre attitude dans les polémiques violentes de ces derniers temps) vous montre que vous ne vous ins- assurement pas toujours de ses pensées.

Et puisque je vous parle de cette lettre de Sa Sainteté, permettez-moi de vous rappeler les graves conseils d'obéissance et de respect que Léon XIII donne aux journalistes catholiques envers les évêques. Je suis persuadé que, si vous les aviez relus avec attention et dans un sentiment de déférence, pour une autorité si haute, vous ne m'auriez pas adressé, dans les termes où elle est conçue, la réponse que j'ai reçue de vous.

Quoi qu'il en soit, je ne veux me souvenir aujourd'hui que de la nécessité absolue de la paix entre les catholiques et du désir qu'en exprime le Saint-Père. J'espère donc que vous me permettrez d'oublier complètement le passé et que vous reconnaîtrez en toute circonstance qu'il n'y a qu'une seule bonne manière de servir l'Eglise, celle de la servir comme le veut le Vicaire de Jésus-Christ.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments dévoués en Notre Seigneur.

Ch. Cardinal Lavignerie.

Cette lettre, hautaine, dure, et certes, bien tournée, dit Eugène Vuilliot, appelait une réponse très nette. Voici celle que je fis :

Paris, 18 décembre 1884.

Eminence,

Je vois avec un vif regret que mes explications, bien qu'appuyées sur des faits que Votre Eminence ne conteste pas, n'ont pu modifier ses jugements actuels sur notre œuvre. C'est à peine si vous consentez à nous croire de bonnes intentions. Vous opposez, en effet, à ma parole, le texte imprimé du journal, sans me dire d'ailleurs où se trouve la contradiction.

Devant des idées si arrêtées, il ne me resterait qu'à me

taire, si Votre Eminence ne répétait point que l'opposition de *l'Univers* à Léon XIII a été évidente en beaucoup de cas (elle n'en indique aucun) et n'ajoutait qu'en France la grande majorité des évêques, et, à Rome, la grande majorité des cardinaux et des prélats mêlés aux affaires, sont de ce même avis.

Je n'ignore point, Eminence, qu'en France et à Rome, des efforts ont été faits pour rendre *l'Univers* suspect au Saint-Père. Nous n'en avons pas été surpris. Tout nouveau règne, même quand il s'agit du Souverain Pontife, amène des changements dans les hommes et aussi dans les questions de conduite. Il en fut ainsi après la mort de Pie IX. Il n'y avait rien là qui pût être pour nous une déception ou la raison d'un changement quelconque dans notre attitude et nos pensées. Nous avons beaucoup aimé Pie IX, nous restions fidèles à sa grande mémoire, et à notre admiration pour ses saintes hardiesses ; mais nous sommes avant tout et absolument au Pape, quel qu'il soit, et aussi quel que soit son entourage. Nous fûmes donc dès le premier jour à Léon XIII ; nous n'avons pas dévié de cette ligne. On ne trouvera rien dans *l'Univers* qui démente mon affirmation.

Mais la différence que nous ne faisons pas entre les deux pontificats, d'autres la firent dès le début, avec audace. *Toute la presse catholique libérale, tous ceux qui, si longtemps et sur des points si graves, avaient, sous Pie IX, oublié ce qui est dû au Pape vivant, s'empressèrent de représenter Léon XIII comme voulant donner gain de cause à des tendances et des idées que son illustre prédécesseur avait repoussées, à des hommes qu'il avait écartés.*

L'Univers était trop « papiste » pour s'inquiéter de cette polémique. Cela ne faisait pas le compte de ses adversaires, et parce qu'ils avaient, vous le savez, Eminence, fait opposition à Pie IX, ils ne cessèrent de nous représenter comme devant faire opposition à Léon XIII. Ils cherchaient là, tout à la fois, une

arme contre nous, et une justification de leur passé, si fâcheux et cependant si toléré.

Nous vîmes tout de suite cette manœuvre et nous la méprisâmes...

Nous avons retracé ailleurs les efforts déployés par les libéraux pendant ces premières années du nouveau pontificat, comme le signale M. Eugène Vuillot, pour s'emparer de la presse catholique dans tous les pays ; nous avons même relaté l'incident significatif auquel il donna lieu dans l'entourage immédiat de Léon XIII (1). En ce qui concerne la France c'était le début d'un mouvement qui devait, plus tard, solidariser les vues politiques du Souverain Pontife avec les erreurs libérales.

Quel en fut le résultat ? Il se trouve précisé avec beaucoup de justesse dans une note que M. Louis Dimier put se permettre de placer sous les yeux de Pie X, au mois d'avril 1904. Cette note est identique à la thèse du présent ouvrage. Elle disait, sous le titre *Inconvénient doctrinal du Ralliement* :

La plus Grande partie des catholiques libéraux ont trouvé dans la fidélité aux enseignements du Pape un prétexte excellent d'abriter les principes autrefois condamnés par le Pape. — Preuve : Quand on cherche maintenant cet ancien parti libéral, on ne le trouve plus. Comment est-ce que cela peut se faire ? C'est que les libéraux ont changé de nom, et portent désormais celui de républicains catholiques.

Deux effets de cette confusion : 1° sous le couvert de cette appellation politique, les libéraux ont pu oser dire qu'ils n'étaient tels que pour obéir au

(1) *Cas de Conscience. Les catholiques français et la République*, chap. V.

Pape ; 2° ils ont pu combattre sous le nom de « Réfractaires » ceux qui n'ont jamais varié dans la fidélité aux enseignements du Pape concernant le libéralisme.

Telle est en France l'identité du libéralisme avec la République, que plusieurs anti-libéraux non croyants se sont vus dans la nécessité de se faire monarchistes, encore que la monarchie ne puisse être que catholique.

Trois écrivains catholiques figurant au premier rang des apologistes de ce qu'on a appelé la politique nouvelle, MM. Anatole Leroy-Beaulieu, Melchior de Vogué et Etienne Lamy, ont rencontré la même expression fâcheuse, pour caractériser le pontificat de Léon XIII.

En 1893, dans le livre intitulé : *la Papauté, le socialisme et la démocratie* (1), M. Anatole Leroy-Beaulieu écrivait :

La brèche de la Porta Pia a ouvert au Saint-Siège des perspectives nouvelles. Les bornes du *non possumus* ont été déplacées.

A la même époque, M. le vicomte E. Melchior de Vogué disait :

Le *non possumus* est désormais une formule de protocole, encore obligatoire dans les encycliques et les allocutions consistoriales, mais qui ne clôt pas la porte aux négociations et aux espérances modérées (2).

Peu après, M. Etienne Lamy, à la fin du volume publié en 1896, à l'occasion des fêtes jubilaires de Reims (3), ne craignait pas d'opposer Léon XIII

(1) Paris, Calmann Lévy, 1893.

(2) *Spectacles contemporains*.

(3) *La France chrétienne*.

à Pie IX et de terminer ainsi sa comparaison :

Pie IX songeant au péril de toute concession à l'erreur avait été le Pape du *non possumus*.

Léon XIII, pensant au secours dont la société a besoin et dont l'Eglise est la source, a été le Pape du *possumus*.

Sous le pseudonyme de *Romanus*, la *Contemporary Review* publia en 1897 un article qui apparut comme le manifeste du catholicisme libéral au point de vue religieux, et fit grande sensation. Il débutait ainsi :

Nous avons été bien des fois surpris de rencontrer des hommes, qui devraient être mieux renseignés, s'imaginer que le catholicisme libéral est une chose du passé. Il est certainement vrai que le présent Pape ne fait entendre aucune malédiction contre le « libéralisme religieux », qui fut si souvent anathématisé par Pie IX. Mais cela ne démontre pas que les anathèmes de celui-ci aient été assez efficaces pour que le Catholicisme libéral en soit mort et oublié; cela prouve seulement quel grand changement s'est opéré à Rome même...

On devait sûrement s'attendre à voir un changement correspondant se manifester parmi les laïques catholiques instruits. Pie IX fut, il est vrai, presque adoré par un certain nombre de fanatiques (parmi lesquels feu Louis Veuillot et le Dr Ward furent des types différents), qui justifèrent la dénonciation de Montalembert sur l'« Idole » du Vatican. Néanmoins, un très grand nombre de catholiques intelligents étaient bien loin de partager ce sentiment et regardaient son Pontificat avec aversion. Ainsi le premier Pontife déclaré officiellement infaillible (et qui a probablement fait plus de fausses prophéties qu'aucun Pape des deux siècles précédents) prépara les voies à une forte réaction de sympathie en faveur de quelque successeur raisonnable

et modéré; et combien plus en faveur d'un Pape tel que celui qui, de fait lui, a succédé!...

C'est ainsi que, dans le monde entier, il s'est formé un courant de sympathie plus favorable à la papauté, telle que nous la voyons maintenant dans la personne aimable, cultivée et conciliante du Pontife actuel, le promoteur des recherches historiques, *l'ami de la République française, le relativement libéral Léon XIII*. Un grand calme semble s'être répandu partout, et paraît avoir apaisé les vagues de cette mer sur laquelle navigue la barque de Pierre.

Avec une plume plus délicate, sinon avec plus de justesse et de vérité dans les traits, M. Anatole Leroy-Beaulieu avait tracé dès le début du pontificat nouveau, le parallèle que voici :

Esprit, goûts, habitudes, qualités spontanées ou acquises, il serait malaisé de trouver deux hommes plus différents que ces deux pontifes, dont chez tant de fidèles les portraits se font pendant. Chez l'un tout semblait de premier mouvement; chez l'autre, tout est réflexion; le premier était tout expansion, le second paraît toute réserve, celui-là était pour ainsi dire tout en dehors, celui-ci est tout en dedans. On dirait qu'en les appelant à se succéder la Providence a voulu les corriger et redresser l'un par l'autre. Après un pontife peu lettré, peu travailleur, tenant en médiocre estime la science et l'étude, excellent surtout dans le personnage extérieur du pape et dans les fonctions de représentation, est venu un homme érudit et studieux, ami de la retraite, fuyant le bruit et les ovations. A une sorte de tribun religieux, bouillant, enthousiaste passionné, d'une verve qui ne s'interdisait rien, d'une ferveur allant jusqu'au mysticisme et touchant à l'illuminisme; à un pape vénéré de son vivant comme un saint et sûr d'être un jour canonisé, qui chez les fidèles passait pour avoir le don des miracles et chez ses

ennemis pour avoir le mauvais œil; à un prince ennemi des compromis, attendant tout de l'intervention divine, faisant peu de cas de la politique et des moyens humains, a succédé un diplomate circonspect, calculateur et temporisateur, d'une piété froide exempte de toute exaltation, d'un sens rassis, d'une prudence exercée, décidé à ne rien abandonner à la fortune de ce qu'il peut lui dérober. Cette opposition entre les caractères et les hommes a pu, au début, faire illusion sur les idées et les vues. Pareille erreur ne pouvait durer. Les principes et les visées sont au fond identiques. Et cela est naturel de la part de deux papes nourris des mêmes traditions, et, à travers toutes leurs dissemblances, pleins d'une égale foi dans la haute mission de l'Eglise et de la chaire apostolique. Bien plus, il n'en saurait guère être autrement dans cette séculaire dynastie spirituelle qui se transmet les vues, les projets, les prétentions avec plus d'esprit de suite qu'aucune lignée de princes du même sang, qui reste liée par ses décisions antérieures et son histoire, par les attaques de ses ennemis aussi bien que par les adorations de ses fidèles.

Pour Léon XIII, le but est le même que pour Pie IX, les voies seules diffèrent; mais cette différence de formes et de procédés n'est pas sans importance. Dans les choses humaines, dans tout ce qui touche au gouvernement ou à la direction des sociétés, la forme importe presque autant que le fond.

Le grand adversaire aujourd'hui n'est plus le césarisme païen de l'antiquité, ni le néo-césarisme chrétien des rois ou des empereurs du moyen âge; ce n'est plus le schisme ni l'hérésie, c'est la révolution, monstre nouveau qui, aux yeux de l'Eglise, réunit en soi toutes les erreurs, toutes les usurpations et les violences. Pour Léon XIII, de même que pour Pie IX et Grégoire XVI, c'est là forcément l'ennemi; n'a-t-il pas le premier lancé à l'Eglise une déclaration de guerre qu'il renouvelle chaque jour? Mais tandis que, dans l'ardeur de la lutte,

Pie IX semblait enclin à confondre avec la révolution toute la civilisation et l'esprit modernes, Léon XIII s'attache à l'isoler. Il a soin de distinguer entre l'adversaire, qui se proclame lui-même irréconciliable, et la civilisation ou le progrès, les idées ou les aspirations contemporaines. En cela même il n'innove point, il reste fidèle à la tradition, qui a toujours représenté la foi chrétienne comme capable de s'adapter à toutes les modifications survenues dans la société civile. Il ne fait que débarrasser l'Eglise des exagérations qui la déconsidèrent ou des alliances qui la compromettent (1)...



Ce qu'il importe principalement d'expliquer et de mettre en lumière, c'est l'erreur spéciale, où le libéralisme religieux et le libéralisme politique ont trouvé de nos jours une source commune, et où ils ont puisé la même prétention de refléter les idées du Pape.

La pensée du Pape! C'est justement dans la façon dont ils la cherchent qu'est leur commune erreur. Ils négligent la pensée du Pape dans la forme où elle s'offre avec certitude et autorité, et ils se flattent de la découvrir, pour l'imposer à tous, dans son domaine privé, où elle garde nécessairement un caractère intime et personnel.

De là certaines formules, certaines expressions nouvelles dans la langue ecclésiastique. On se réclame des « *Idées du Pape* », on s'en fait, à la fois, le héraut et l'interprète et l'on va même jusqu'à publier des opuscules sur *la Pensée intime de Léon XIII confiée à son successeur présumé* (2).

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 16 novembre 1882.

(2) C'est le titre d'une brochure italienne publiée à Rome en 1887.

Il n'est pourtant pas nécessaire d'être un profond théologien pour savoir que les « idées du Pape » ne sont pas la règle de foi qui s'impose à nos consciences, et que nous n'avons aucun moyen authentique de connaître la « pensée intime » du saint Père.

Celui que la Providence suscite pour venir s'asseoir, à son tour, sur la chaire de Pierre peut être un homme de génie, il peut avoir de grands desseins et des pensées sublimes ; c'est le mérite de l'homme et la gloire du règne, ce n'est pas le propre de la fonction. Rien de ce qui est personnel à l'homme ne se transmet avec la tiare, et si les papes ont des idées, le Pape n'en a pas, ou plutôt il en a une, la même toujours, qu'il a pouvoir et mission de transmettre comme il l'a reçue.

L'« idée » du Pape c'est qu'il n'est point le maître souverain de l'Eglise, mais le Vicaire du Chef invisible et toujours présent qui lui en a confié la garde.

Pasteur des agneaux et des brebis, le Pape a lui-même un Pasteur, le Bon Pasteur, le Pontife éternel, Notre Seigneur Jésus-Christ.

Voilà l'« idée » du Pape, de tous les papes ; les plus humbles chrétiens la connaissent et c'est pour cela qu'ils voient, dans la parole authentique de tout pape, l'expression de la volonté de Dieu.

Mais le peuple chrétien ne sait pas quelles sont les idées personnelles et les pensées intimes des papes ; c'est le privilège des historiens ou des diplomates ; encore faut-il n'accepter leurs dires que sous bénéfice d'inventaire.

Qui ne voit le profit que l'esprit de parti ou d'intrigue pourrait tirer de cette thèse, d'après laquelle

les catholiques devraient prendre pour règle de conduite, non pas tant les enseignements publics et officiels du Saint-Siège que les *renseignements* de personnages soi-disant bien informés sur la pensée intime du Pape?

C'est ainsi qu'un correspondant trop connu du *Journal de Roubaix*, dissimulé sous le pseudonyme de Tiber, écrivait à propos du Congrès ecclésiastique de Bourges :

Dès la première heure, Léon XIII applaudissait secrètement à la mémorable initiative de l'abbé Lemire, mais les oppositions si diverses avec lesquelles elle fut aux prises imposaient au Saint-Siège une discrétion diplomatique assez considérable... Mais malgré qu'il fût peu soutenu, Léon XIII chérissait cette action... De là, il y a trois ans, son approbation prudente. De là aussi, l'an dernier, son expectative laissant à d'autres la responsabilité des initiatives et le soin des directions...

Voilà comment parlent du Pape ceux qui se disent ses plus fidèles serviteurs. Ils le représentent applaudissant *secrètement*, parce qu'il est *peu soutenu*; laissant à d'autres la *responsabilité des initiatives* et le soin des *directions*; ayant, en quelque sorte, des pensées de derrière la tête qu'il faut savoir pressentir, et gouvernant l'Eglise sous le voile de l'anonyme.

Ceux qui dépeignent la papauté avec de telles couleurs et lui assignent un pareil rôle trahissent la vérité et manquent de respect au Pontife Romain.

Ce sont des théories inventées pour substituer à l'autorité du Saint-Siège celle d'une école, ou plutôt d'une coterie.

Nous n'avons pas besoin de ces mystérieux inter-

médiateurs pour savoir ce que pense le Pape et ce qu'il veut. Nous avons ses encycliques, nous avons l'enseignement traditionnel des grands docteurs catholiques, cela suffit.

Tout peut changer autour de nous, mais l'Eglise ne change pas et, depuis saint Pierre jusqu'au dernier Pape, le *non possumus* a été et sera l'expression la plus haute de cette puissance qui n'a sur la terre ni supérieur, ni égal.

L'école libérale moderne attribue à la papauté le pouvoir de renouveler, de transformer en quelque sorte l'institution catholique et d'orienter l'Eglise vers de nouveaux horizons.

C'est même sur le dogme de l'infaillibilité du Pape que l'on prétend élever l'édifice de cette nouvelle théologie.

L'infaillibilité une fois mise à la base comme sauvegarde de la vérité, dit-on, le Pape peut rendre aux individus qu'il représente moralement l'initiative personnelle, se réservant de réparer en présence des excès et des erreurs de ceux qui compromettraient l'intérêt de la collectivité religieuse.

Ainsi parlent les novateurs, et c'est en ce sens qu'ils prétendent introduire dorénavant plus de liberté dans l'Eglise. A les entendre, le Pape n'est pas seulement le gardien de la discipline et du dogme, le témoin infaillible de la doctrine, l'interprète authentique de la tradition, il est encore, il est surtout un voyant, un initiateur, un pilote qui lance la barque de Pierre vers la haute mer et les rivages inconnus. Dans le discours qu'il prononça à la cathédrale de Baltimore le 10 novembre 1889, Mgr Ireland s'exprima ainsi :

Léon, je te salue, *Pontife de ton siècle*, providentiel chef de l'Eglise dans cette grande crise de son histoire. Comme il est vrai que Dieu veille sur son Eglise ! *Il semblait qu'elle fût arrivée au moment suprême de sa vie au milieu des hommes.* L'abîme entre elle et le siècle s'élargissait de plus en plus... Les catholiques, effrayés, découragés, se faisaient de l'isolement une loi, un dogme. C'est alors que Léon vient prendre le gouvernail. D'un coup d'œil, il se rend compte des éléments courroucés, des bas-fonds et des écueils, et voilà que, sous sa main, le vaisseau vogue *dans une direction nouvelle.*

Cette idée d'une direction nouvelle imprimée à l'Eglise n'est pas personnelle à Mgr Ireland, c'est celle de toute l'école qui, dans les deux mondes, se réclame de lui.

C'est la pensée qui a inspiré à M. Kurth d'écrire tout un volume sur : *l'Eglise aux tournants de l'histoire*. D'après cette théorie, il semblerait que, depuis dix-neuf siècles, l'Eglise évolue sans cesse et tourne à tous les vents de l'opinion.

Le successeur de saint Pierre ne serait plus le roc immobile sur lequel est fondée l'Eglise.

Il est toujours la pierre, mais une pierre qui vire, il est le pivot des évolutions providentielles (1).

Comme le lecteur n'imaginerait pas de lui-même à quel degré d'audace atteignaient ces interprétations de la pensée du pape, et l'impérieuse influence que ses prétendus dépositaires lui réservaient sur les destinées de l'Eglise, nous en citerons au complet un exemple. Il est contenu dans un article sur le futur conclave, paru dans *le Journal de Roubaix*

(1) M. l'abbé Maignen, *op. cit.*

du 7 février 1898, sous la plume du même Tiber. Nous aurons à parler plus loin du personnage que cache ce pseudonyme. Il s'était fait une spécialité d'adresser à divers journaux, en France et à l'étranger, des lettres ou informations romaines, avec la prétention d'apprendre aux lecteurs les dessous et les transcendances des négociations religieuses qui résument l'action diplomatique du Saint-Siège. Pendant plusieurs années, il eut dans *l'Univers* une place d'honneur.

Ici, à propos des noces de diamant du Pape, il invente de toutes pièces l'histoire du futur conclave dont il fait un maquignonnage électoral. Cet article scandaleux dévoile les menées du parti pour imposer sa ligne de conduite à l'Eglise, et, préparer, avec des formes cauteleuses, une transformation adaptée à la démocratie universelle. On remarquera aussi l'audacieux commentaire sur la destruction du pouvoir temporel, célébrée comme ayant dégagé la papauté de tout alliage politique, et l'honneur qu'on fait au pape, contrairement au principe catholique, d'avoir répudié l'union du pouvoir civil et du pouvoir religieux. Voilà ce qu'on est à même d'apprendre au lecteur chrétien quand on a pénétré le sens intime de Léon XIII.

L'article a pour titre : *Autour du futur conclave.*

Rome, le 3 février 1898.

Les fêtes des noces de diamant du Saint-Père sont ouvertes le 2 mars, et le 3 mars, les deux anniversaires de la naissance et du couronnement de Léon XIII atteindront leur point culminant. A l'heure où les Etats et l'élite intellectuelle tiennent les yeux fixés sous la coupole de Saint-Pierre, il ne sera pas présomptueux ni

indiscret de marquer l'état concret, le voisinage, en quelque sorte, du conclave d'où sortira le successeur de Léon XIII.

Le Saint-Siège, disons-le tout d'abord, a suivi avec intérêt les mouvements diplomatiques et intellectuels qui s'agitent autour de la question conclavairo (*sic*).

Léon XIII a donné l'ordre de tout surveiller, pour tout savoir, les ambitions du Quirinal, les visées de la triple alliance, les travaux d'approche des partis et des groupes contraires à l'orientation actuelle. Le roi Humbert a désigné à la triple alliance un candidat, mais François-Joseph n'a pas consenti à ce marché. Conseillé par le cardinal Schoenborn, archevêque de Prague, il a jeté le dévolu sur le cardinal Serafino Vanutelli ; mais l'ex-nonce de Vienne, loin de vouloir opposer son drapeau au drapeau de Léon XIII, suit le sillage glorieux du Pontife régnant. A Berlin, le prince de Hohenlohe, frère du cardinal du même nom, a reçu l'investiture impériale, afin que, fils du catholicisme et puissant à Rome, il puisse dominer le Sénat romain quand la papauté sera en veuvage. L'Allemagne féodale et conservatrice, l'Allemagne réactionnaire et monarchique, même l'Allemagne de certains groupes catholiques, l'Allemagne à la haine du « républicanisme » et de la « démocratie » de Léon XIII. C'est la courtisane des rues, celle que l'Apocalypse a prédite, stigmatisée.

Le démocrate sain, fort, et pondéré ne saurait se faire une idée de cette aversion. C'est la *maladie sacrée* des orgueils de castes et d'intérêts, qui dénoncent, combattent et maudissent la Papauté, comme une sorte d'école de la Révolution. L'histoire appellera ces hystériques de la réaction des incurables, sur lesquels passera la herse sanglante des événements. Les Allemands, alliés sur ce point avec les quirinalistes et les Italiens monarchistes, espèrent, dans une jonction, une collaboration du cardinal Kopp, prince-évêque de Breslau, avec le cardinal Ledochowski, le protégé actuel de François-Joseph et de

Guillaume II. Sous cette direction, on croit grouper un nombre assez considérable de cardinaux, afin de jouer le rôle indiscret de Saint-Esprit. Les intrigues percées à jour par l'audace des publicistes et les fols espoirs des amis menacent de faire banqueroute. Autant ce groupe a de l'intelligence, du savoir-faire, le machiavélisme adroit et l'appui des puissances constituées en dignité ; autant il rencontre peu de sympathies efficaces et largement répandues.

Les cardinaux qui rêvent le retour au passé sont des unités brillantes, caudataires de régimes tombés, ou en dissolution, réfractaires aux nouveaux courants d'histoire ; ils ressemblent à ces prélats du XVI^e siècle qui voulaient arrêter la marche de l'humanité, la restauration de catholicisme par la réforme intérieure. On a appelé les nobles de la Restauration des émigrés au dedans. Ces dignitaires me paraissent être les « émigrés de l'Eglise ». Ils rouleront leurs pierres sur le chemin des hommes ; mais la logique des faits, la puissance des nouvelles contingences historiques passeront comme une trombe sur ces vains efforts. Sysiphe est un symbole souvent invoqué, il est surtout le signe des impuissances, des épuisements et des paralysies des vieux partis. Le Grand Pan de ces gens est mort ; il ne ressuscitera plus.

La France a son candidat naturel, le cardinal Rampolla. C'est le Père Joseph de Léon XIII, son confident éprouvé, son sagace et incorruptible coopérateur. Il faut remonter très loin dans l'histoire pour trouver à Rome une collaboration aussi fidèle que sagace. Ce qui fait le relief du cardinal Rampolla, c'est son impersonnalité. Il ressemble à ces douces et fières figures mystiques du moyen âge, qui, de leurs physionomies émaciées, ornent les vitraux des monastères.

Mystique, de la famille des dévoués, accomplissant son ministère diplomatique comme un sacerdote, par devoir, par soumission affectueuse au Pape, le Secrétaire d'Etat

n'a presque pas de volonté propre. Il se dérobe devant la hautes stature de Léon XIII. Mais autant il est attaché au Pontife, autant il est inflexible, immobile dans sa persévérance et son service chevaleresque. Il dit à tous ceux qui veulent tromper, combattre le Pape : « On ne passe point. » Les intrigues et les assauts ne mordent pas sur lui. Il a fait de sa poitrine une cuirasse de bronze à toutes les idées centrales de Léon XIII : *démocratie, questions sociale, politique américaine, union des Eglises, instructions au peuple français, hostilité à la triple alliance et répudiation de tous les arrangements inventés pour éterniser la monarchie au seuil du Vatican.*

Voilà son portrait. Il est naturel que les amis de Léon XIII soient ses amis ; ses ennemis, ses ennemis ; ses indifférents, ses indifférents aussi. Il est naturel que tous les Etats et tous les partis qui désirent le succès des idées léonines se groupent autour de lui, comptent sur lui et comptent avec lui ; combattu par les « vieux », il est adoré par les « jeunes », Haï par la triple-alliance, il est le Benjamin des promoteurs de la politique démocratique de l'avenir.

La lutte se livrera au futur conclave entre le cardinal Kopp et lui. Si les deux cardinaux Vanutelli se rangent derrière le cardinal Rampolla, le conclave est fait.

Ily a quelques années, il était permis de discuter l'éventualité du Pape étranger. Aujourd'hui, la situation parait modifiée. Dans les conditions présentes, il serait fastidieux de soulever la grosse et délicate question du Pape étranger. Le Pape étranger, c'est-à-dire *supranational*, est une réalité à venir. Aussi longtemps que durera le *dissidio* meurtrier entre le Quirinal et le Vatican, le Pontife, quel qu'il soit, sera l'affranchi de toute entrave nationale. *La chute du pouvoir temporel a inauguré la quatrième ère de la papauté, où, dégagée de tout alliage politique, elle est devenue, non plus la capitale d'un petit Etat territorial, mais le SENSORIUM COMMUNE de la vie morale de l'Univers.* Cet

état de choses peut cesser. L'heure sonnera peut-être où Rome, redevenue libre, la réorganisation du pouvoir central de l'Eglise s'imposera et sollicitera l'attention universelle. Ce sera le moment décisif où le système de Sixte-Quint se transformera, laissant la place à de nouveaux organismes. A l'heure qu'il est, les besoins immédiats sont les plus pressants. *Léon XIII, lui-même, tout en préparant par ses actes novateurs le Pape étranger*, concentre ses préoccupations dans un cercle plus restreint.

Aussi longtemps que la question pontificale n'est pas résolue, ce serait de la hardiesse d'aborder un problème aussi profond, et aussi conséquent pour le gouvernement de la puissance suprême. La politique est l'art des solutions; elle court au plus pressé. De même que, dans l'ordre des questions purement ecclésiastiques, le campement provisoire à Rome d'une dynastie politique retarde les réformes intérieures, ainsi, cette cohabitation des deux pouvoirs sur les collines du Vatican et du Quirinal dispense provisoirement de régler *l'affaire pivotale*, à mon avis *du Pape international et supra-italien*.

Si, par hasard, ce nœud allait se dénouer ces jours-ci, il n'est douteux pour personne que *le cardinal Gibbons ne devienne la cible de toutes les attentions. Evêque apostolique américain, démocrate, incarnation d'un type ecclésiastique sur lequel les meilleurs Européens fixent leurs regards, porteur d'une nouvelle civilisation, prophète, en quelque sorte, de cette transformation que les événements tendent à introduire dans les vieux cadres du continent européen, l'archevêque de Baltimore serait plus qu'un cardinal éminent, il serait un symbole.*

C'est pourquoi les écrivains de la maison de Savoie, les protecteurs du *statu quo* à Rome et les paladins de la tripla-alliance se sont constamment acharnés contre le primat des Etats-Unis. Depuis l'historien libéral annaliste du conclave, B. de Cesare, jusqu'aux thuriféraires

des vieux partis, tous ont dénoncé cette issue comme un péril pour le monde épuisé des groupes conservateurs et monarchiques. Contre lui se sont dressés les épouvantes de M. Crispi, qui redoute tout changement ; les craintes des descendants de Gioberti, qui veulent emprisonner l'immensité internationale du Saint-Siège dans le vêtement italien ; les égoïsmes des cours et de la triple-alliance ; dont le mot d'ordre est : « Pas de modifications » et les intransigeances intelligentes et incurables de tous les conservateurs attardés de l'ancien monde. De Cesare est allé jusqu'à reprocher au cardinal américain de ne pas savoir le latin, le français et l'italien. Ces sentiments ne sont-ils pas une indication révélatrice ?

Mais dans la pensée des plus sages, à mesure que nous arrivent les plus exactes informations du Vatican, ce serait folie de soulever aujourd'hui ce voile qui couvre l'avenir. Proposer un cardinal étranger, ce serait augmenter du coup les chances des vieux partis, de ceux qui amèneraient les vieilles idées, les traditions constantes de Rome pour rallier autour de leur chef la majorité indécise et hésitante du Sacré-Collège. Si je suis bien informé, c'est là le sens intime de Léon XIII.

Pour vaincre l'ennemi, il faut concentrer toutes les forces vives sur un seul terrain, en dehors de tout élément nouveau : continuation du Pontificat actuel. Un conclave est une chose trop tendue pour qu'on y mêle un inconnu si considérable. Lorsque Louis XIV envoya le duc de Chaulnes à la Cité Eternelle, pour prendre part aux négociations préparatoires du futur Conclave, M^{me} de Sévigné écrivait à sa fille : « Le roi mande qu'il a résolu de l'envoyer (le duc de Chaulnes) à Rome parce qu'il n'a jugé que lui capable de faire la plus grande chose qui soit en Europe en donnant à l'Eglise un chef qui puisse également gouverner l'Eglise et contenter tout le monde, et la France en particulier. »

Quand on observe, et qu'on résume les méditations de la grande majorité des esprits dans le monde religieux,

et même dans l'élite intellectuelle de toutes les confessions, il serait facile de dégager, en effet, de tous ces désirs, une impression générale ; *c'est que le conclave de demain doit être la répétition de celui de 1878 et que le successeur de Léon XIII continue son règne, son idéal, sa méthode d'action.* En matière ecclésiastique contingente, comme pour l'entretien et la sauvegarde des cités, la généalogie des pouvoirs politiques reste toujours la même ; les besoins fondent des droits ; et les droits fondent des pouvoirs. La fin du xix^e siècle manifeste des besoins nouveaux dont Léon XIII s'est fait le codificateur. Il y aura donc des droits et des pouvoirs nouveaux ; jusqu'à ce jour, les partis conservateurs ont prêché l'union indestructible du trône et de l'autel. Et ça été l'erreur capitale du xix^e siècle sur le continent. Car dans plusieurs pays le trône et l'autel sont tombés ensemble. Ce furent deux arcs-boutants appuyés l'un par l'autre ; là où l'un des deux s'est brisé, l'autre a fléchi. De là un abaissement du catholicisme.

Par son grand cœur, plus que par son intelligence progressive, Léon XIII a coupé le câble entre les deux institutions. « Le christianisme, disait de Tocqueville, est un vivant qu'on a voulu attacher à des morts ; coupez le lien qui le retient et il se relèvera. » Léon XIII a osé faire cette opération. Qui serait assez aveugle pour rattacher ce fil ? Les idées ne ressuscitent pas.

TIBER.

Une évolution de l'Eglise, évolution simultanée en politique et en religion, voilà, nous l'avons dit, le secret que les catholiques libéraux français avaient lu dans la pensée de Léon XIII. Il se trouvait merveilleusement adapté aux tendances de l'esprit moderne, pour lequel l'application universelle de la théorie de l'évolution explique rationnellement tous les développements, et aussi justifie tous les changements.

L'évolution devint donc le mot d'ordre commun des libéraux en politique et des libéraux en religion, et ce mot d'ordre leur permit de se réclamer d'une même inspiration pontificale.

M. Spuller, dans son article si remarqué : *la politique de Léon XIII a-t-elle échoué ?* (1), parlait exactement comme *l'Univers* et tous les fauteurs du mouvement démocratique, quand il disait :

La célèbre invitation du cardinal Lavignerie, la réponse de Léon XIII à la Déclaration des cardinaux français, et la Lettre du même pontife aux catholiques de France ne forment qu'un épisode, ne sont qu'un chapitre, des plus importants à la vérité, dans le livre tout grand ouvert de la politique de Léon XIII. Cette politique était commencée bien avant l'épisode qui l'a révélé au monde, et ce sont tous les actes du pontificat de Léon XIII qu'il faudrait reprendre, étudier et commenter, si l'on voulait la reconstituer dans son ensemble comme dans ses détails. Les lettres encycliques du Pape Léon XIII sont les documents de cette politique ; aucune n'est à négliger, et toutes sont à retenir ; elles sont l'expression d'une pensée longuement mûrie, non pas depuis dix-huit ans, mais pendant toute une vie de méditations et de prières, mêlée au maniement des affaires diplomatiques, au gouvernement d'un grand diocèse, et vouée à l'étude de l'histoire et de la philosophie des sociétés humaines.

On croit que le pape Léon XIII fait de la politique contingente, d'une portée tout actuelle et d'une application immédiate : ce serait plutôt le contraire qui apparaîtrait comme vrai, si l'on voulait se donner la peine d'aller au fond des choses.

On voit, par les démonstrations qu'elle détermine dans l'Eglise, que la politique de Léon XIII, ce n'est pas la politique des ralliés ; c'est *la politique de l'évolution de l'Eglise parmi les nations modernes*. La voilà défi-

(1) *Revue de Paris*, 1896.

nie, cette politique à longue portée et d'un caractère vraiment catholique!...

Un des instigateurs les plus influents de l'évolution politique et de l'évolution religieuse, M. l'abbé Klein, écrivait au début de son étude sur *l'Eglise et la Démocratie*:

Quel vent de Pentecôte a donc passé sur l'Eglise de France, secouant à les briser ses rameaux vieillis, dispersant les branches mortes, ramenant à l'air, au soleil, à la vie, ses tiges vertes et jeunes?...

Les Encycliques de Léon XIII, la conférence de Mgr Ireland, le succès d'ouvrages aussi graves que ceux de M. Anatole Leroy-Beaulieu, les discours de Grenoble, de Lille et de Bordeaux, ce vaste mouvement qu'on commence à appeler *l'Evolution* et qui suscite à bon droit de si hautes espérances, tout semble annoncer, pour le siècle qui déjà se lève, la réconciliation entre l'Eglise et le monde moderne, entre la démocratie et la Papauté (1).

Et, passant de la politique au catholicisme, il écrivait aussi dans la préface de la vie du P. Hecker, héraut de l'américanisme:

Pas un livre depuis cinquante ans ne projette une lumière plus vive sur l'état présent de l'humanité ou sur *l'évolution religieuse* du monde.

Justement, l'américanisme, forme générale du libéralisme anglo-saxon, allait offrir aux libéraux français l'inappréciable avantage d'un système liant l'une à l'autre l'évolution politique et l'évolution religieuse. L'américanisme est essentiellement, et dans toute la force du terme, ce qu'on appellerait un christianisme démocratique. Nous aurons à le

(1) *Nouvelles tendances en religion et en littérature*. 1893.

montrer plus loin. L'idée fondamentale de ce système, celle dont toutes les autres sortent par voie de conséquence, est qu'il se fait actuellement dans le monde une évolution à laquelle doit participer le christianisme tout entier; et le pivot de cette évolution, c'est la démocratie politique et religieuse.

De là, la propagande effrénée faite en France en faveur de l'américanisme; de là, la faveur qu'il obtint de la part de catholiques excellents, comme ceux de *l'Univers*, parce qu'il appelait, consacrait l'évolution politique, et l'enthousiasme affecté des novateurs en religion, parce qu'en appliquant à l'Eglise et à la foi, non pas seulement l'idée analogique, mais la stricte théorie scientifique de l'évolution, l'américanisme légitimait toutes les audaces. Les ralliés dont la foi était saine n'auraient osé attaquer les novateurs en religion, parce qu'en prenant parti contre l'américanisme ils auraient paru s'opposer à l'évolution politique, et les novateurs religieux attachaient la fortune de leurs tentatives à la vogue de celle-ci.

On ne peut nier que l'attitude et les tendances politiques de Léon XIII, retracées ailleurs (1), n'aient, contre toutes ses intentions, contre tous ses actes pontificaux, fourni des prétextes à la conduite des uns et des autres.

Mais aussi quelle responsabilité pèse sur les hommes qui ont faussé le sens des directions pontificales, en traitant de *réfractaires* quiconque refusait d'y voir une orientation nouvelle de l'Eglise et une canonisation de la démocratie!

(1) *Cas de Conscience. Les Catholiques français et la République. Rome et l'Action libérale.*

Rien ne peut donner aujourd'hui l'idée de l'effervescence d'apparente religiosité qui souleva la jeunesse intellectuelle de France, à l'époque où fut donné ouvertement le signal de l'évolution politique.

J'appartiens, mon cher collègue, à la génération de 1890, époque déjà lointaine si l'on en juge par ce qui se passe aujourd'hui autour de nous. Vous êtes plus jeune que moi. Si vous aviez vécu votre adolescence *du Toast à l'Encyclique*, vous sauriez qu'un mouvement idéaliste, social, politique, religieux enflévrant la jeunesse d'alors, confiante en l'Eglise qui s'avavançait vers le siècle (1).

M. Henri Bérenger, aujourd'hui directeur du journal *l'Action* et ennemi acharné de l'Eglise, n'était pas un des moins ardents, des moins enthousiastes parmi ces néo-chrétiens, qu'on appela trop vite néo-catholiques. Lui-même a raconté plus tard leurs espérances et leur déception, dans un article intitulé : *la Jeunesse intellectuelle et le Catholicisme* (2).

De 1890 à 1892, la jeunesse intellectuelle de France révéla un état d'esprit que les chroniqueurs eurent bien vite baptisé de *néo-christianisme*, voire même de *néo-catholicisme*. Si l'on fait très large la part du reportage et de la mode, il reste très vrai qu'il y eut alors une évolution bien marquée de la jeune France vers la religion. Cette évolution appartient, dès à présent, à l'histoire littéraire et sociale, et les traits en sont si connus que j'ai presque scrupule de rappeler les principaux d'entre eux. C'était le moment où les idées et la personne de M. Mel-

(1) Lettre de M. Frédéric Boudlo, fondateur de *l'Univers progressiste de la Jeunesse catholique*, annonçant sa démission à l'abbé Charbonnel.

(2) *Revue des Revues*, 15 janvier 1887.

chior de Voguë étaient acclamées par les étudiants, où MM. Paul Bourget et Edouard Rod donnaient au *Sens de la vie* et au *Disciple* des conclusions catholiques, où des jeunes gens de l'Université de Paris, M. Pierre Lasserre, M. Maurice Pujo, M. Blondel, et nous-même, publiions nos premiers livres ou nos premiers articles, ou enfin parurent *le Devoir présent* de Paul Desjardins, les poèmes catholiques de Verlaine et les romans convertis de M. Huysmans... De tout côté se manifestait une poussée d'aspirations religieuses et mystiques dont le contraste était éclatant avec la franc-maçonnerie ou le cléricalisme bien tranchés des générations antérieures.

Les causes que M. Henry Berenger assigne à ce mouvement sont tout à fait dignes d'attention et leur assemblage frappera certainement le lecteur :

Le catholicisme américain, les encycliques et les actes du Pape, l'attitude du jeune clergé français, voilà les trois grands faits sociaux qui agirent sur nous. Jamais les néo-chrétiens ne furent si près qu'en 1894 de devenir néo-catholiques.

Il était donc démontré à l'Europe, par l'exemple des Etats-Unis, que le catholicisme pouvait évoluer, qu'il n'avait rien en soi de réfractaire à l'esprit moderne, qu'il pouvait vivre en bon accord avec la science et la démocratie et remplir à nouveau cette mission sociale et morale qui avait fait jadis sa raison d'être. Ce fut une grande raison d'espérer pour notre génération. Et qui de nous ne ressentit une joie profonde, lorsque la grande voix du Pape se fit entendre, annonciatrice d'un ordre nouveau pour la pensée catholique? Le Vatican rompit avec une politique séculaire. Léon XIII, parlant au siècle le langage du siècle, se détourna des rois pour se tourner vers les républiques, il convia les princes de la terre à saluer avec lui les opprimés des deux mondes. Sa grande âme, déjà ébranlée par les Ketteler, les Manning, les Winterer et les Decurtins, fut conquise aux actes de Gibbons et d'I-

reland. Par ses décrets, il ouvrit aux savants de l'univers, catholiques ou non, les archives du Vatican, il fonda des universités en Europe et en Amérique, il releva le programme des études dans toutes les Ecoles de l'Eglise. Par son encyclique sur la condition des travailleurs, il se consacra pontife des ouvriers, il flagella la cupidité des puissants, il réveilla la sympathie des humbles et des sages. Par son encyclique sur l'Unité de l'Eglise, il élargit le champ d'action du catholicisme, il témoigna d'une tolérance et d'une compréhension d'esprit inconnues peut-être avant lui dans la chaire de Saint-Pierre. Mais surtout par ses encycliques à la nation française, quand il eut ordonné l'adhésion efficace du clergé à la République et à la démocratie, il modifia profondément l'état des consciences dans notre génération. Si le chef suprême de l'Eglise proclamait et assurait lui-même l'avènement du catholicisme nouveau que nous avions rêvé, qui nous empêchait maintenant d'accepter le titre de néo-catholiques?

Le problème pressait nos consciences. Il les pressait d'autant plus qu'une évolution se dessinait visiblement dans le jeune clergé français. Sans doute les hauts fonctionnaires cléricaux, et aussi les prêtres de campagne, depuis des siècles inféodés au passé, n'avaient point accueilli sans résistance un retour à l'Evangile. Soutenus par leur clientèle conservatrice, menacés même par elle, ils n'obéissaient qu'à regret aux ordres du Pape, ils engageaient contre ses idées une lutte sourde. Seul entre les princes de l'Eglise Française, le glorieux cardinal Lavignerie s'était égalé à la pensée de Léon XIII. Par la grâce d'un génie apparenté à celui du Saint-Père, il était entré seul dans l'action, il avait seul envoyé à la République et au Peuple le salut de la nouvelle Eglise de France. Mais, dans l'ombre des séminaires, un grand nombre de jeunes prêtres avaient accueilli avec enthousiasme cette renaissance. Tant d'âmes adolescentes, qu'opprimait la vétusté glacée des sacristies, propagèrent d'une

frémissante joie la parole qui les lançait vers ce siècle dont elles rêvaient. Attachées à la monarchie comme des vivantes au cadavre d'une morte, elles respirèrent quand furent brisées leurs bandelettes vieilles. La nouvelle promotion de Saint-Sulpice, que fascinaient les exemples du clergé américain, aspira, comme lui, à remplir une mission militante au milieu du peuple et des intellectuels.

C'était le moment où M. l'abbé Félix Klein publiait coup sur coup ses *Nouvelles tendances en Religion et en littérature*, son *Cardinal Lavigerie*, et traduisait sous ce titre significatif : *L'Eglise et le Siècle* les discours de M. Ireland, où l'abbé Joiniot, devenu bientôt vicaire-général, l'abbé Naudet, directeur du *Monde*, l'abbé Victor Charbonnel, l'abbé Ch. Calippe traduisaient dans des articles de presse l'ardeur du jeune clergé ; où l'abbé Lémire se faisait élire député socialiste en plein pays minier ; où enfin de jeunes Catholiques de l'Ecole Normale et de la Sorbonne, M. Georges Goyau et M. Georges Fonsegrive, multipliaient leurs efforts pour rendre plus sociale et plus large à la fois l'action de l'Eglise en France. Il y avait dans tous ces hommes la tête d'une généreuse phalange. En dépit des méfiances et des rancunes, une génération se levait, plus conciliatrice que ses aînées. Les clercs comme les laïques qui la composaient aspiraient moins à se déchirer qu'à se comprendre. Les discordes de leurs pères leur pesaient, car déjà ils parlaient presque la même langue, ils pratiquaient presque la même morale.

Comment, par exemple, les jeunes « néo-chrétiens » de ma génération n'auraient-ils pas écouté avec émotion le plus autorisé des jeunes prêtres catholiques d'alors⁽¹⁾, leur adresser ces paroles au nom de tout le nouveau clergé : « Fidèles disciples de l'Evangile, des Pères de l'Eglise, des grands Docteurs du moyen âge et de Léon XIII, nous tendons aux contemporains, nos frères,

(1) M. l'abbé Klein.

une main loyalement amie, avec la conscience de garder nous-mêmes notre foi intacte *et sans leur demander le sacrifice d'aucune de leurs aspirations. Entre l'Eglise et le Siècle il ne s'agit pas de concessions réciproques, mais d'une explication loyale.* Si jusqu'ici, par un malheur où il y a peut-être la faute de tous deux, ils se sont gravement méconnus, l'heure est venue aujourd'hui de se voir tels qu'ils sont, et de s'entr'aimer. »

Voici cependant à quoi, selon M. Henry Bérenger, ont abouti toutes ces belles espérances et ces beaux enthousiasmes :

Les *néo-chrétiens* sont-ils, à un moment quelconque, devenus des *néo-catholiques*? Si l'on s'en tient aux faits, et non à la légende des reporters, on peut affirmer que cela n'est pas. Aucun des jeunes gens qui furent les promoteurs du mouvement de 1890 ne s'est converti, par une adhésion solennelle, à l'Eglise de Rome. M. Paul Desjardin a fondé *l'Union pour l'Action morale*, qui s'est posée nettement dès le début et qui est restée, depuis, en dehors de toute confession rituelle. M. Maurice Pujo a fondé *l'Art et la Vie*, et ce groupe s'est vivement élevé plusieurs fois en faveur du sentiment religieux libre de toute attache liturgique. M. Pierre Lasserre s'est de plus éloigné du catholicisme, et moi-même, pas plus que ceux dont j'ai eu l'honneur de représenter les aspirations, nous n'avons jamais rendu notre foi aux dogmes de notre enfance. Il n'est donc pas vrai que, dans la réalité, l'Eglise catholique ait bénéficié du mouvement néo-chrétien qui nous emportait, nous et nos générations, vers une conception de la vie que je définirai dans la fin de cette étude. L'Eglise n'a pas reconquis sur nous une seule âme, et nous en avons conquis beaucoup sur elle : voilà la vérité. Tout le reste est légende et reportage.

Parmi ces jeunes, un bon nombre n'en étaient pas,

comme les simples intellectuels, à chercher la vérité religieuse, ils la possédaient. L'ex-abbé Charbonnel, dans *le Signal* du 6 mai 1899, écrit de ceux-là :

Quelques jeunes catholiques, naguère, se crurent sincèrement libéraux; ils pensèrent même (la jeunesse est loyale), à la faveur de l'heureux règne du pape Léon XIII, pouvoir pratiquer leur libéralisme.

Ils furent donc « néo-chrétiens ». Fiers du prestige de Lamennais, Lacordaire, Montalembert, ils se contentèrent de M. de Vogüé pour leur maître et attendirent l'avènement de M. Brunetière.

Ils furent d'enthousiastes partisans du Congrès des religions, qui aurait pu devenir une importante manifestation de tolérance et de liberté. Je leur dois cette justice et cette reconnaissance, que de M. Etienne Lamy à M. Henry Bérenger, et du *Sillon* à *l'Art et la Vie*, ils surent nous gagner, pour la grande cause de ce congrès, des sympathies franches, des concours dévoués, de nobles emportements de foi.

Ils furent avec les démocrates chrétiens. Le comte de Mun ne manqua pas de les décevoir. Mais ils cherchèrent un refuge à leur vague socialisme chrétien dans la bande des abbés Lemire, Naudet, Gayraud, Garnier. Et voilà jusqu'où peut aller la candeur !

Ils furent « américanistes ». Je les entendis parler du cardinal Gibbons, de Mgr Ireland, de Mgr Keane, du P. Hecker, de M. l'abbé Félix Klein, de tout l'« américanisme », avec quelle ardeur ! Léon XIII, à leur gré, devait être « américaniste. » Et ce serait le renouvellement de toute l'Eglise.

Pour répandre l'« américanisme » à travers l'agonie de l'Eglise de France, l'un de ces jeunes catholiques fonda un groupe : *l'Union progressiste de la Jeunesse catholique*, qui fut tout aussitôt magnifique à voir en sa fraîcheur et sa vivacité d'espérance.

Je faillis me laisser prendre aux transports du fondateur du jeune groupe « américain », M. Frédéric Boudin, et croire que, peut-être, cette folle jeunesse réussirait à ranimer de quelque esprit de vie la vieillesse mourante du pauvre catholicisme gallican.

La désillusion est venue, multiple et tristement cruelle!...

Léon XIII a réprouvé le *néo-christianisme*.

Léon XIII a réprouvé le *Congrès des religions*.

Léon XIII a réprouvé la *démocratie chrétienne* (celle sincère de l'abbé Daens en Belgique) et il réduit l'autre (celle des abbés Garnier) à n'être qu'une tartuferie de la démocratie.

Léon XIII a réprouvé l'*américanisme*, sans réserve.

Léon XIII, pape libéral, est le souverain pontife des anathèmes. Jamais nul pape n'a tant anathématisé en sa vie.

C'en est trop! Les jeunes catholiques sont navrés. Ils le feront voir aux bonzes de la vieille Eglise.

M. Frédéric Boudin, fondateur de l'*Union progressiste de la Jeunesse catholique*, donne sa démission et, à ce sujet, écrit quelques déclarations intéressantes.

Et M. Charbonnel donne la lettre de M. Frédéric Boudin dont nous avons cité un extrait, et où il est dit encore.

Les circonstances sont changées : le virus latin avait trop intimement pénétré les nations catholiques depuis le seizième siècle pour qu'il leur fût possible de se ressaisir, et les jésuites savaient bien ce qu'ils disaient en annonçant la faillite des Encycliques libératrices de Léon XIII. Elle est arrivée, et nous sommes vaincus.

Voilà, en effet, des jeunes gens, qu'on a lancés dans les voies les plus périlleuses, on leur a parlé

de *temps nouveaux*, de *l'Eglise de l'avenir*, de *l'évolution de l'Eglise*, on leur a représenté le Pape rompant les amarres qui retiennent la barque de Pierre aux vieux rivages, pour jeter son filet dans la haute mer de la démocratie. A quelles illusions, et ensuite à quelles désillusions on les exposait !

Les preuves de cette tactique audacieuse et néfaste qui consistait à identifier tout l'américanisme, le néo-christianisme à la politique de Léon XIII seront données en leur lieu. Nous n'en citerons ici qu'un exemple. Il permettra de juger du désarroi causé parmi ces fervents de l'évolution politique et religieuse, lorsque, après des hésitations et avec ménagements dont les traces subsistent, Léon XIII se détermina à condamner solennellement l'américanisme. Quelques mois avant cet acte retentissant, à la date du 31 octobre 1898, on lisait dans *le Courrier de Genève* la lettre suivante, spécimen des informations que certains correspondants romains adressaient à des journaux, comme *le Patriote de Bruxelles*, *l'Observateur français*, *le Journal de Roubaix*. Une savante et audacieuse réclame arrivait à les faire passer pour des échos authentiques des « *idées du Pape* », et elles se répercutaient dans toute la presse du ralliement :

Je vous ai dit tout à l'heure que la cause américaniste avait contre elle les jésuites et les dominicains, réconciliés pour la circonstance. Mais il faut ajouter que cette hostilité est contrebalancée par de hautes, très hautes influences. *L'Américanisme compte en effet au premier rang de ses protecteurs le pape et le cardinal Rampolla*. Léon XIII a toujours témoigné une très vive sympathie aux chefs de l'américanisme. Mgr Ireland, le

cardinal Gibbons, etc... *C'est même uniquement cette sympathie qui a permis à l'américanisme de prospérer et de se développer. Esprit large et compréhensif, Léon XIII a vu jusqu'à ce jour dans l'américanisme le meilleur mode d'adaptation du catholicisme aux conditions nouvelles de la société moderne. Pour le cardinal Rampolla, cette question se relie d'une façon très étroite à la politique démocratique et républicaine que le Vatican a inaugurée en France et que le cardinal secrétaire d'État voudrait voir triompher partout. A l'abri d'aussi hautes protections, l'américanisme peut se sentir en partie rassuré. Je suis persuadé que Léon XIII, s'il formule quelques critiques et quelques réserves, ne lancera pas contre lui cet anathème et cette condamnation en bloc dont Grégoire XVI frappa autrefois Lamennais et Montalembert et la généreuse tentative de l'Avenir.*

Le lecteur aurait-il imaginé que les prôneurs des directions pontificales osassent établir une aussi formelle et aussi étroite connexion entre la politique de Léon XIII et l'américanisme, foyer des erreurs contemporaines ?

Le coup une fois porté, on vit les chefs du mouvement, M. Fonsegrive, dans *la Quinzaine*, l'abbé Bœglin, dans ses multiples correspondances, l'abbé Naudet, l'abbé Dabry et les autres, dans leurs journaux, dans les revues, multiplier, pour rassurer leurs troupes, les explications réconfortantes, les appréciations atténuées, allant parfois jusqu'à faire de la condamnation un encouragement.

Mais il fallait plus, estimèrent-ils, que des dénégations et des sophismes, pour effacer l'impression produite, même dans le public le plus prévenu, par les actes répétés du Saint-Siège qui remplirent les

premiers mois de 1899 (1). Il fallait un nouvel acte pontifical qu'il fût possible de présenter comme le désaveu et la condamnation de ceux qui avaient le plus vivement attaqué les erreurs condamnées par Léon XIII.

Cet acte, ils l'obtinrent.

Et l'on peut juger encore à ce trait, du funeste contre-coup de la politique du Pape sur le mouvement religieux.

Le récit de cet incident trouvera sa place plus loin.

Il nous suffit d'avoir indiqué ici la relation du libéralisme religieux avec le libéralisme politique, et le titre commun auquel l'un et l'autre se réclament des directions pontificales. Mais l'évolution de l'Eglise sur laquelle tous deux se fondent étant envisagée par eux sous l'aspect particulier d'une évolution démocratique, car c'est par ce côté qu'elle sert de pivot à ce double mouvement, il y a lieu de donner attention au mode selon lequel les libéraux avaient l'espoir de faire servir cette évolution démocratique à l'apaisement, sinon à la solution du redoutable différend qui s'est élevé entre le droit nouveau de la société moderne et le droit divin de l'Eglise du Christ.

VII. — Le Christ redevenu citoyen français.

Cette conception nouvelle de l'accord entre la société moderne et l'Eglise a trouvé sa formule dans

(1) La condamnation des écrits de M^{re} Marie du Sacré-Cœur, réformatrice de l'enseignement chrétien, et du docteur Schell avaient précédé celle de l'Américanisme.

une parole de M. l'abbé Gayraud, député au Parlement : « Le Christ va redevenir citoyen français. » C'est confesser tout d'abord, il est vrai, que le Christ n'a plus sur la société qu'une souveraineté éphémère et partagée avec les hommes parfois les moins respectables ; mais enfin, Jésus-Christ peut redevenir citoyen français autant de fois qu'il y a d'électeurs fidèles à sa loi ; et comme ces électeurs pourraient, un jour, être la majorité, la souveraineté de Jésus-Christ deviendrait alors effective.

L'idée fondamentale de cette conception est donc que le catholicisme peut rentrer dans la société et la législation, non pas en vertu de ses titres divins et grâce à la reconnaissance officielle des droits de Dieu par l'Etat, mais porté en quelque sorte dans le cœur du peuple et sous le couvert de ses droits.

L'idéal moderne ne permet pas que l'Etat reconnaisse les droits supérieurs de la religion catholique ; mais les citoyens catholiques ont des droits, ils sont souverains ; ils peuvent donc exercer leur souveraineté, revendiquer ces droits de telle manière que le catholicisme reprenne, par leur intermédiaire, une place dans l'Etat.

La loi civile ne reconnaît pas et ne peut pas reconnaître à l'Eglise le droit de légiférer sur le mariage, de réclamer l'exemption du service militaire pour les clercs, de s'opposer au travail du dimanche, etc. ; mais la loi n'est que l'expression de la volonté générale des citoyens, les catholiques sont des citoyens comme les autres ; ils font donc la loi et s'ils sont la majorité, ils feront la loi conformément à leurs croyances.

Que les électeurs catholiques choisissent leurs

députés en vue de ce résultat, que les députés élus par les catholiques restent fidèles à ce mandat, et la loi civile ne sera plus en opposition avec la foi ou la législation de l'Eglise. Ce résultat serait assez grand, la voie est assez large pour consoler de l'oubli des principes du droit chrétien (1).

C'est dans la bouche des évêques eux-mêmes que M. Fonsegrive, pour prendre en exemple ce Père de l'Eglise rajeunie, place cette théorie, à propos d'une discussion sur le Concordat. Il reconnaît et déclare, il est vrai, que la question est tranchée par les décisions de Léon XIII, mais on sent bien à la façon dont il le dit, en opposant au développement de cette théorie l'unique argument d'autorité, qu'elle doit garder à nos yeux sa valeur.

Ce fut la raison décisive. Car nos confrères (dans l'épiscopat) adversaires du concordat pensaient que l'athéisme social pourrait parfaitement être évité en dehors de tout concordat. Il suffirait pour cela que l'harmonie entre les deux pouvoirs libres et séparés fût rétablie par la pression de l'opinion publique. De même qu'aux grandes cérémonies nationales on invite, en dehors des fonctionnaires proprement dits, les représentants de la haute banque ou de la haute industrie, de même les chefs ecclésiastiques pourraient prendre rang et rien n'empêcherait de concevoir un état de choses où l'Eglise serait reconnue comme une puissance morale par l'Etat, sans qu'elle eût besoin pour cela de se lier à l'Etat par un contrat. L'Etat a bien été forcé de reconnaître la puissance des grands banquiers et plus d'une fois de traiter officiellement avec eux; pourquoi, grâce aux progrès religieux, l'Eglise n'arriverait-elle pas aussi bien à faire reconnaître son importance et sa force? L'athéisme social n'existera plus dès

(1) M. l'abbé Meignan, *op. cit.*

que nous aurons formé assez de citoyens vraiment religieux et qui sauront exiger que la religion reprenne dans la vie sociale la place qu'elle doit avoir. Mais pour cela il ne paraît pas nécessaire de se lier à l'État, l'Eglise sera bien plus sûre de demeurer dans l'État si elle y entre, sans se lier, portée par les suffrages des citoyens, élevée pour ainsi dire sur le pavois, que si elle y entre en vertu de négociations plus ou moins conventionnelles et arbitraires. En un mot, concluaient ceux dont je rapporte ici l'opinion, ce n'est pas un contrat signé par quelques hommes d'État, qui fera disparaître l'athéisme national ; cet athéisme disparaîtra le jour où la vie nationale transformée sera presque tout entière imprégnée de religion. Mettons Dieu et l'Eglise au cœur des citoyens libres, et Dieu et l'Eglise reprendront aussitôt dans la nation la place que la théologie réclame et qui leur est due. Tout le reste est artificiel et précaire. La place de l'Eglise en France ne peut être que l'efflorescence et la manifestation de la place qu'elle occupe dans le cœur des Français (1).

Or, M. Anatole Leroy-Beaulieu a étudié, dans un article intitulé : *le Vatican et le Quirinal depuis 1878* (2), l'hypothèse et les chances de la constitution d'un parti catholique en Italie sous la direction immédiate et personnelle du Pape. Il pèse les avantages et montre la faiblesse de cette hypothèse. L'auteur n'aurait peut-être pas eu l'intention d'appliquer son jugement à la France, mais ce qu'il dit y conserve toute sa force :

Laissons de côté ces difficultés de conduite ; supposons que le pape et les catholiques ont su éviter de se compromettre réciproquement, que pourraient faire les néo-gaullistes dans l'opposition ou au pouvoir ? Ils pourraient

(1) *Le Journal d'un évêque*, t. II, p. 224.

(2) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} janvier 1884.

assurément défendre la religion, rendre à ses ministres ou à son chef telle ou telle liberté, tel ou tel privilège. Ils pourraient demander et obtenir le rappel des mesures de guerre votées contre l'Eglise depuis vingt-cinq ans, faciliter, par exemple, le recrutement du clergé, lui restituer l'exemption du service militaire, encourager les écoles ecclésiastiques, accroître la liberté de l'épiscopat ou des congrégations. Ils pourraient même, à certaines heures, obtenir pour le Saint-Siège des sûretés nouvelles, élargir les garanties qui lui ont été accordées, et, en tout cas, appliquer autrement, dans un esprit plus favorable au Vatican, les prérogatives que lui reconnaît déjà la loi. Ils pourraient en un mot accomplir bien des choses sans être obligés d'ébranler les bases de l'état, sans toucher au statut ou bouleverser la législation.

L'erreur, — erreur aussi manifeste que répandue, — c'est de croire que, s'ils l'emportaient jamais au parlement, les catholiques pourraient refondre les lois, pourraient améliorer la situation de l'Eglise et du Saint-Siège, d'une manière durable, permanente. Ce n'est là qu'une illusion, commune, il est vrai, à presque tous les partis, mais fondée sur une fausse conception du gouvernement représentatif.

Une majorité parlementaire peut, sans doute, presque tout modifier, tout changer; mais les changements effectués par elle ne durent guère qu'autant qu'elle dure elle-même.

Les mesures que les catholiques seraient maîtres de voter en faveur du Saint-Siège, les prérogatives et les garanties nouvelles qu'il leur plairait de lui accorder, il serait hors de leur pouvoir de lui en assurer le maintien et le respect. Quand ils réussiraient à inscrire au fronton de la monarchie unitaire le *Christus vincit, Christus imperat*, que les papes ont gravé sur les monuments païens, une victoire de leurs adversaires pourrait le lendemain abattre de nouveau la croix du Capitole. La vie des Etats, telle que l'a faite le parlementarisme, est une

vie essentiellement militante, où les conquêtes d'un jour ne sont gardées qu'au prix de continuelles victoires. Les concessions qu'une majorité catholique pourrait jamais faire au pape ne demeureraient assurées qu'autant qu'une telle majorité resterait maîtresse de l'arène politique. Or l'une des conséquences les plus manifestes d'un gouvernement représentatif, c'est qu'aucun parti ne saurait indéfiniment se maintenir au pouvoir. Les catholiques sont en droit de compter sur les armes constitutionnelles pour défendre ou pour étendre les garanties reconnues au pape ; ils ne sauraient compter sur une victoire parlementaire pour transformer d'une manière permanente la situation actuelle du Saint-Siège. Toute solution sortie d'un triomphe électoral des catholiques serait de sa nature aussi précaire que ce triomphe, c'est-à-dire, au fond, non moins précaire que la loi des garanties de 1871.

A cette erreur — aussi manifeste que répandue — s'en ajoute, à notre avis, une autre, plus grande encore, et qui, dans l'ordre logique, se trahirait la première. C'est de croire plus aisé pour les catholiques de conquérir, par le courageux et constant exercice de leurs droits, ce résultat précaire, que de ramener, par un effort égal, la société civile à la notion stable du droit chrétien.

N'est-ce pas une chimère de s'imaginer que ce sera justement en cachant leur drapeau pour ne se reconnaître qu'à la terne cocarde du droit commun, en faisant le silence sur leurs principes, en dissimulant leur but, que les catholiques établiront entre eux une discipline assez forte, prendront un élan assez vigoureux, pour mener jamais à bonne fin des élections telles que ce plan les suppose, et pour imposer efficacement ce mandat à leurs électeurs ? Il saute aux yeux, me semble-t-il, que, s'ils étaient

capables d'un effort aussi bien ordonné, ils auraient encore plus tôt fait de gagner la bataille sur son vrai terrain. Il y a entre ces deux plans d'action la même différence, à ce point de vue, qu'entre la guerre ancienne et la guerre actuelle. Quoi qu'il paraisse de prime abord, celle-ci demande plus de courage personnel. On brave plus facilement le péril, quand on marche à la bataille en troupe compacte, au son des fanfares et drapeau au vent, que s'il faut attendre, isolé, tapi sous quelque abri, l'ordre de s'élancer. L'histoire des élections en France depuis l'ère du Ralliement montre ce qu'il en est et donne à cette belle conception un démenti qui provoquerait la risée, si les conséquences n'étaient aussi déplorables.

Mais enfin ne nous hâtons pas d'en juger définitivement, et suivons le développement de ce système.

Un moyen de rendre plus sûrement au Christ ses droits dans la société serait que les catholiques qui, à défaut de la majorité, peuvent posséder une minorité imposante, reçussent, dans leur action politique et parlementaire, une direction unique, constante, positive, émanant du Saint-Siège. Il ne s'agirait donc plus seulement de citoyens s'inspirant dans leurs votes et leur action politique des principes et des lois de la religion catholique, mais il s'agirait d'adapter, d'harmoniser l'action de la hiérarchie catholique avec l'état de choses politique créé par le parlementarisme moderne.

En raison de l'émiettement des partis, la minorité catholique pourra souvent décider du résultat des votes, selon qu'elle se portera d'un côté ou d'un

autre ; elle peut profiter de cette situation pour contracter des alliances, dicter des conditions et obtenir au moins le respect des libertés religieuses que l'Eglise obtenait jadis par d'autres voies.

L'Eglise catholique, avec sa puissante hiérarchie, l'autorité incomparable dont le Pape et les évêques jouissent sur le peuple chrétien, les millions de fidèles qu'elle compte dans tous les Etats, pourrait exercer sur la société moderne une influence qui ne le céderait guère à celle qu'elle exerçait au moyen âge sur les princes et les peuples de la chrétienté.

Qu'on s'imagine, en effet, dans les Parlements de tous les Etats d'Europe et d'Amérique, un groupe discipliné de représentants catholiques, un « centre » pour employer le mot consacré, soutenant par ses votes et par ses alliances les revendications des catholiques nationaux et celles du Saint-Siège ; qu'on se représente le prestige, la puissance du Pape, s'il pouvait disposer, dans tous les Parlements, d'un nombre important de voix toujours prêtes à appuyer ses réclamations ; qu'on joigne à cela l'action de la presse catholique, avec ses milliers d'organes et ses millions de lecteurs ; celle des associations religieuses et des confréries, si nombreuses et si puissantes ; tout cela obéissant au mot d'ordre venu de Rome... Plusieurs estiment que cette forme toute moderne de pouvoir quasi temporel du Pape compenserait avec avantage la perte des provinces formant les Etats pontificaux.

Le Pape devenu, en quelque sorte, « le centre des centres », véritable souverain interparlementaire, traiterait au moins d'égal à égal avec les Etats les plus puissants. Il serait, dans le monde, l'unique représentant international des peuples, et

toutes les revendications de l'Eglise arriveraient désormais aux gouvernements par la voix du peuple, le vrai souverain.

L'hypothèse est brillante, elle séduit ; et ceux qui l'ont prônée pouvaient croire à bien des signes extérieurs qu'elle correspondait à l'idée de Léon XIII (1).

Mais, sans l'examiner à fond, on s'aperçoit de prime abord qu'elle est contraire à la nature spirituelle du ministère de l'Eglise.

Assurément, il existe des rapports, et, dans ces rapports, une subordination nécessaire entre la société civile et l'Eglise.

Nous avons suffisamment exposé la doctrine catholique sur ce point (2).

Mais ce pouvoir indirect du Pape sur les questions d'ordre temporel, en ce qui intéresse la loi et les mœurs, est principalement un pouvoir négatif qui consiste à défendre, à empêcher, à abroger ce qui, dans l'ordre civil, serait contraire au bien des âmes.

Ceux-là se méprennent sur la nature du pouvoir indirect qui prétendent s'autoriser de cette doctrine pour préconiser l'intervention ordinaire et positive de l'Eglise dans les débats et les combinaisons parlementaires de notre temps.

Assumer la direction stratégique d'un groupe d'électeurs ou de députés ; désigner les chefs capables de le conduire ; les alliances qu'il pourra ou qu'il devra contracter ; tracer le plan des programmes électoraux susceptibles d'être mieux accueillis :

(1) *Cas de Conscience*, chap. V. — Léon de Cheyssac. *Le Ralliement*.

(2) *Cas de Conscience*, chap. 1. — Rome et l'Action Libérale, chap. 1 et II.

ce sont là, en réalité, choses d'ordre purement temporel. Si elles ne sont pas indifférentes à l'Eglise, puisque sa liberté et ses droits dépendent de l'issue de la bataille électorale, c'est d'une autre manière que l'autorité ecclésiastique exercera sur elles son influence et sa juridiction.

Condamner les erreurs en vogue ; flétrir les mauvaises lois, la mauvaise presse ; dénoncer au peuple ceux qui le trompent et le perdent, donner l'exemple de la résistance à la persécution hypocrite ou violente, rappeler le devoir et la responsabilité des électeurs, combattre l'apathie et l'indifférentisme : voilà le droit et le rôle du clergé dans les luttes politiques des temps modernes.

Envisagé maintenant dans son application, ce système se heurte à une double impossibilité : ni le Pape ne pourra donner le mot d'ordre politique aux électeurs et aux élus catholiques, ni les catholiques ne pourront recevoir officiellement ce mot d'ordre, sans perdre aux yeux de l'opinion et du gouvernement leur titre et leurs droits de citoyens.

Les catholiques ne sauraient revendiquer, en face de l'Etat moderne, tous leurs droits qu'à la condition d'être vraiment des citoyens comme les autres, ne formant pas une catégorie à part, n'agissant pas sur un mot d'ordre imposé, n'obéissant pas, dans les actes de la vie publique, à un souverain étranger. Le Pape est considéré comme tel par les Etats modernes. Ils le soupçonnent constamment d'empiéter sur les droits de la société laïque, et il doit se défendre sans cesse contre cette accusation renouvelée sous tous les prétextes.

Si les instructions venues de Rome sont conformes aux vues du gouvernement, il est à présumer

qu'il ne mettra pas obstacle à l'intervention du Saint-Siège, tout en feignant de l'ignorer, par principe et par politique.

Mais, en ce cas, l'action parlementaire est paralysée, annihilée peut-être, car elle n'a de force que par son indépendance, par l'opposition qu'elle fait ou qu'elle peut faire au pouvoir, et le besoin qu'a le gouvernement de se concilier ses faveurs.

Si le pouvoir s'aperçoit que les catholiques du Parlement lui sont acquis par ordre, il les traitera en hommes qu'il n'est plus nécessaire de se concilier par des ménagements.

Si, au contraire, les instructions adressées, de Rome aux catholiques, sont opposées aux vues du gouvernement, elles devront être données secrètement, sous peine de provoquer aussitôt une rupture des relations diplomatiques avec le Saint-Siège. C'est la règle, en effet, de rappeler les ambassadeurs, quand un conflit éclate entre deux gouvernements.

Ceux qui auront reçu ces instructions secrètes devront, en les exécutant, paraître agir d'eux-mêmes. Dès lors, leur impulsion n'aura plus l'autorité nécessaire pour provoquer l'ébranlement de toutes les forces catholiques. Les actes et les enseignements publics et authentiques du Saint-Siège faisant seuls loi pour les consciences; des ordres qui ne seraient pas publiquement et officiellement notifiés, ne seraient jamais docilement et unanimement obéis.

L'unité d'action, l'ensemble, la décision manqueraient d'autant plus que le chef, dont la masse catholique attend la direction, restera, en apparence, inactif et silencieux.

Mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que, sous le régime du Concordat, où ce système, selon la pen-

sée de ses instigateurs, devait s'appliquer, les interprètes naturels de ces directions pontificales les évêques et le clergé, étant considérés par le gouvernement comme des fonctionnaires, et obligés souvent d'en observer l'attitude, manquaient complètement de cette indépendance à l'égard du pouvoir, sans laquelle une action parlementaire ne peut être populaire et puissante.

Le système supposerait donc une organisation hors cadres des forces catholiques, pour permettre à l'Eglise d'engager la lutte sur le terrain parlementaire sans créer un conflit immédiat et violent entre la hiérarchie catholique et le pouvoir civil.

Il ne suffirait même pas de *mobiliser* la hiérarchie ecclésiastique, qui n'a point été établie pour évoluer sur le terrain mouvant de la politique. Il faudrait surtout créer, à côté de la hiérarchie régulière et canonique, ce que nous appelons une hiérarchie hors cadres, composée principalement de laïques ou de gens d'Eglise sans titre et sans fonctions officielles.

Cette extension de la juridiction ecclésiastique ne serait pas sans altérer la constitution du gouvernement intérieur de l'Eglise.

Quelle serait l'attitude de ces laïques, de ces agents extra-canoniques de l'autorité pontificale, vis-à-vis des évêques, du clergé régulier et séculier, c'est-à-dire des conducteurs-nés de l'armée catholique. S'ils ne font rien en dehors de la hiérarchie, leur rôle n'a plus de raison d'être; s'ils agissent à côté d'elle et sans elle, il y aura dans l'Eglise deux courants, deux directions distinctes. Il est aisé de prévoir quels graves inconvénients résulteraient d'un pareil état de choses.

L'action ordinaire du pouvoir ecclésiastique est lente, mesurée, paisible, elle s'exerce au grand jour, elle est surtout *impersonnelle* ; c'est la doctrine de l'Eglise, ce sont les lois de Dieu et de l'Eglise que les pasteurs invoquent pour amener le peuple à l'obéissance ; leur rôle est d'éveiller, d'éclairer de stimuler les consciences bien plus que de fléchir les volontés.

Il ne saurait en être ainsi de l'action extra-canonique dont nous nous occupons en ce moment.

Visant à atteindre un but immédiat et particulier, à procurer l'unité d'action, la concentration des volontés et des efforts sur un même point, et dans un temps donné, il faudrait que l'autorité pontificale se fit sentir, non plus seulement comme celle d'un pasteur et d'un docteur, mais avec la promptitude, la concision, la décision d'un commandement militaire et que, derrière le Pape, ou plutôt dans le Pape — le Saint-Père — on vit apparaître l'*imperator* romain.

Serait-il possible de maintenir longtemps l'harmonie entre ces deux actions, on pourrait presque dire ces deux gouvernements, ces deux chefs d'une même Eglise ?

Comment l'action hardie, rapide, imprévue de l'un s'alliera-t-elle à la marche hiératique de l'autre ? Comment la prédication des éternelles vérités, le rappel incessant des devoirs et des soumissions nécessaires pourront-ils être menés de front avec les exigences de la politique, le souci des résultats électoraux, les alliances et les combinaisons parlementaires ?

Il est à craindre que ces deux actions parallèles ne se nuisent également l'une l'autre, soit qu'elles se confondent, soit qu'elles se séparent.

Il y aura toujours, parmi les catholiques et même dans le clergé, un élément jeune, ardent, intempéré, ambitieux peut-être, qui se portera d'instinct vers cette action plus extérieure, plus humaine. Comment l'en empêcher ? Comment prévenir le danger que ces volontaires inhabiles feront courir à l'armée et à eux-mêmes ?

Comment remédier surtout au trouble profond que des missions mal définies, des directions officielles mal interprétées ou mal transmises introduiraient peu à peu dans les rapports des fidèles avec leurs évêques, des évêques avec le Pape ?

L'Eglise apparaîtrait alors comme ces arbres vigoureux, dont une branche tard venue menace d'absorber la sève (1).



Cette adaptation de gouvernement de l'Eglise au régime démocratique et parlementaire restera sans doute à l'état d'hypothèse, comme un idéal rêvé par certains esprits ; elle ne sera jamais ouvertement adoptée par le Saint-Siège.

Cependant, en ce qui touche la France, il est impossible de méconnaître à ces traits le système que les partisans de l'évolution politique et religieuse ont essayé d'introniser sous le couvert des Directions pontificales.

Il est impossible même de dissimuler que l'attitude de Léon XIII et de son secrétaire d'Etat favorisait indirectement leurs menées.

La variété insolite des moyens employés pour inculquer leurs directions a été une des principales

(1) M. l'abbé Maignen, *op. cit.*

causes du trouble et de la division parmi les catholiques ; elle a donné occasion à l'énorme abus que les novateurs ont fait de leur autorité. A côté des directions authentiques officielles, on eut une foule de dépositaires, plus ou moins fidèles, des idées du Pape.

Écoutons M. l'abbé Klein :

Il n'y a pas à se dissimuler l'importance du mouvement qui entraîne ainsi la Papauté vers les masses populaires. Les Encycliques sur la condition des ouvriers et sur la conduite à tenir par les catholiques de France ne sont que des manifestations plus solennelles d'un état de choses lentement et solidement établi...

La plus importante visite qui se soit faite au Vatican sous le règne de Léon XIII n'a pas été celle de l'Empereur d'Allemagne se présentant en costume de guerre, mais bien celle des pèlerins ouvriers, accourus de loin...

Alors s'est écrite une grande page de l'histoire, et ce n'est pas trop, pour dire un tel événement, que la parole enthousiaste de l'orateur de Lille (1) : « Vous vous rappelez cette réception triomphale des ouvriers au Vatican, et ces honneurs royaux, et le Pape s'abandonnant aux hommes du peuple en costume de travail ; et sur les marches de l'escalier royal, étonné de cette majesté nouvelle, la foule des travailleurs prenant la place du cortège ancien des souverains du passé, spectacle inoubliable dont tous ceux qui l'ont contemplé ont célébré la splendeur, mais dont tout le monde peut-être n'a pas mesuré la profondeur ; ce n'était pas seulement une grandiose manifestation, c'était la rencontre solennelle du chef de l'Eglise et des envoyés du peuple, c'était la mise en œuvre de l'Encyclique et l'inauguration pratique d'un temps nouveau ! »...

Le temps devait venir où l'Eglise providentiellement déçue dans ses tentatives auprès des rois et des gouver-

(1) Albert de Mun.

nements, elle s'adresserait directement au vrai souverain des temps modernes, au peuple, parlant dans les lettres pontificales « aux honnêtes gens de tous les partis », télégraphiant partout ses volontés aux libres assemblées de catholiques, livrant sa pensée, on peut le dire, aux abonnés des plus petits journaux par l'intermédiaire d'un cardinal secrétaire d'Etat..

Sans doute, le Pape accrédite toujours ses nonces auprès des cours et des chefs d'Etat, et même il s'applique à éviter les ruptures avec les gouvernements les plus mal disposés. Mais il s'est mis partout en communication directe avec les groupes de simples fidèles et avec les particuliers qui ont le plus d'influence sur l'opinion, ne comptant guère moins avec les Congrès de Cologne ou de Mayence et avec Windthorst qu'avec Bismarck ou Guillaume II ; plus heureux, en ce qui nous concerne, d'une entière adhésion de M. de Mun, d'une approbation des *Débats*, voire du *Petit Journal*, que des concessions hypocrites d'un ministre franc-maçon.

Nous avons donné ailleurs (*Cas de Conscience*, chap. V) une esquisse des rapports directs du Pape Léon XIII avec la démocratie, qui constituent un des aspects particuliers de son pontificat. Le livre de M. Léon de Cheyssac sur le Ralliement fournit aussi là-dessus des renseignements précieux, par exemple, en ce qui concerne la presse. Mais voici un trait extrêmement caractéristique, de ceux qui suffisent pour délinier une situation.

M. Ernest Judet a eu l'occasion de rappeler, récemment, qu'à l'époque où l'évolution politique reçut les encouragements publics du Saint-Père « il eut l'honneur d'apporter au *Petit Journal* un document authentique rédigé par Léon XIII lui-même (1) ». L'affirmation de M. Judet ne saurait

(1) *L'Eclair*, 6 septembre 1906.

être révoquée en doute ; elle est confirmée par la teneur même de la pièce. Les dates ici ne doivent pas moins frapper l'attention que le contenu de cette pièce. L'Encyclique de Sa Sainteté Léon XIII au clergé français sur le Ralliement est datée du 16 février 1892 ; ce fut le lendemain même, 17 février, que *le Petit Journal* lui prêtait son organe. Voici la communication du Saint-Père :

Mon désir comme la volonté de l'Eglise est que la France soit heureuse ; c'est une nation dont l'esprit est vif et le caractère généreux ; si quelquefois elle ne suit pas le chemin le plus droit, le plus conforme à ses intérêts, elle répare vite ses fautes, dès qu'elle voit bien la vérité.

Je fais le vœu, — et j'agis conformément, malgré les résistances, — que les divisions cessent et qu'il n'y ait plus chez vous de querelles stériles qui vous affaiblissent.

Je suis d'avis que tous les citoyens doivent se réunir sur le terrain légal ; chacun peut garder ses préférences intimes ; mais dans le domaine de l'action il n'y a que le gouvernement que la France s'est donné.

La République est une forme de gouvernement aussi légitime que les autres.

Je viens de recevoir le président du comité d'organisation de l'Exposition de Chicago, qui demandait au Saint-Siège son adhésion et sa participation à cette grande œuvre américaine. Les Etats-Unis, qui sont en république, malgré les inconvénients qui dérivent d'une liberté sans bornes, grandissent tous les jours, et l'Eglise catholique s'y est développée sans avoir de luttes à soutenir contre l'Etat. Ces deux puissances s'accordent très bien, comme elles doivent s'accorder partout, à la condition que l'une n'empiète pas sur les droits de l'autre ; la liberté est bien réellement là-bas le fondement des rapports entre le pouvoir civil et la conscience religieuse.

L'Eglise réclame avant toute autre chose la liberté ; ma

voix autorisée doit être entendue pour que son but et son attitude ne soient plus dénaturés par des attaques mal fondées. Ce qui lui convient aux Etats-Unis lui convient à plus forte raison dans la France républicaine.

Je tiens à tous les Français qui viennent me voir le même langage indistinctement ; je souhaite qu'il soit connu de tous. Je regrette seulement jusqu'ici que les personnes haut placées n'osent pas reconnaître publiquement, comme il conviendrait, les efforts que je fais pour la paix et la prospérité de votre noble nation, que je regarde toujours comme la fille aînée de l'Eglise.

Je persiste dans cette voie et j'encourage tous ceux qui y entrent fermement.

C'est pour faciliter cette tâche que l'Eglise doit s'attacher à sa véritable mission, qui est de moraliser les âmes, d'enseigner l'esprit de sacrifice et de dévouement. En même temps elle s'intéresse à la situation des faibles : l'affirmation que j'ai faite des droits des ouvriers doit concourir à rendre plus commode et plus prompt l'apaisement intérieur, à réduire à une infime minorité ceux qui n'ont d'autre préoccupation que de troubler les esprits et d'empêcher l'union du pays, union sans laquelle il n'est pas capable de remplir ses hautes destinées.

C'est par cette constitution solide à l'intérieur que la France, en dépit de ses ennemis, se relèvera pleinement.

Je suis heureux d'apprendre que la France veut résolument la paix, malgré l'abondance de ses ressources militaires et le courage de ses enfants.

Si elle garde sans défaillance cette sagesse et cette patience, si elle sait s'arracher aux divisions qui arrêtent son développement et paralysent son influence, si elle se décide à s'abstenir des tracasseries et des persécutions, elle reprendra vite son rang important et la place glorieuse qui lui appartient dans le monde.

C'était assurément un grand honneur pour *le Petit Journal* de servir de porte-parole au Pape.

Les catholiques français en eurent quelque surprise.

Au caractère insolite de la communication, s'ajoutait l'étonnement de voir choisi pour la recevoir un journal dont la façon de travailler à la paix religieuse consistait ordinairement à passer sous silence la persécution qui la troublait.

Sans doute, le langage du Pape s'adressant à l'opinion publique par la voie de la presse ne pouvait être le même que dans une Encyclique au Clergé et aux fidèles. Mais ceux-ci, ces derniers surtout, n'étaient-ils pas exposés, quoique chaque expression de l'encyclique laïque fut très pesée, à croire que le Souverain Pontife, en demandant pour l'Eglise, en France, la liberté comme en Amérique, acceptait un état de choses contre lequel protestent tous ses actes pontificaux ?

Un point sur lequel cet appel de Léon XIII nous paraît indiscutablement aller plus loin que l'Encyclique du 16 février, est celui même du ralliement. Nous croyons l'avoir solidement établi (1), et des voix plus autorisées que la nôtre l'ont confirmé, aucun acte authentique du Saint-Siège n'a prescrit aux catholiques autre chose que la sincère et loyale soumission au pouvoir établi. La tradition constante et la doctrine certaine de l'Eglise ne lui permettaient pas d'aller au delà, ainsi que Léon XIII lui-même l'a rappelé (2). Mais si « dans le domaine de l'action, il n'y a que le gouvernement que la France s'est donné », c'est évidemment l'adhésion explicite et formelle, conformément à une note de *l'Osservatore Romano*, qui ne permet de combattre le gou-

(1) *Cas de Conscience*, chap. III.

(2) Même ouvrage, p. 303. — *Rome et l'Action Libérale*, p. 35.

vernement « ni de façon directe ni de façon indirecte (1) ».

Le même *Osservatore* disait, à propos de l'audience où M. Ernest Judet reçut cette communication :

En somme, de cette « entrevue », il résulte que *Léon XIII a la ferme volonté d'inaugurer, comme complément de ce qu'il a exposé dans l'encyclique Rerum Novarum, une de ces grandes politiques populaires auxquelles personne ne résiste et de laquelle doivent jaillir pour la société les plus utiles réformes.*

Et il ajoutait, d'après le compte rendu de *l'Univers*, que le Pape entendait par là *affranchir les catholiques de tout lien politique* (2).

Cet épisode fait ressortir une fois de plus la dualité que nous avons déjà signalée dans le rôle du Souverain Pontife Léon XIII et qui eut une si grande influence sur l'état de notre pays (3).

Son action politique dépassait l'usage qu'il croyait pouvoir faire de l'autorité du Saint-Siège. Et, sans doute, c'est en se reportant à cette action politique, que Léon XIII a pu écrire à M. Louhet, président de la République, au sujet du projet de loi contre les congrégations :

Un tel projet de loi qui semblerait impliquer une suspicion à l'égard des établissements libres, comme s'ils n'étaient pas en mesure d'inspirer les sentiments de patriotisme et de fidélité au devoir requis par les fonctions publiques, apparaît d'autant moins opportun que nous avons soigneusement inculqué aux catholiques de

(1) *Cas de Conscience*, p. 335.

(2) Voir *Rome et l'Action Libérale*, chap. I.

(3) *Cas de Conscience*, chap. V.

France, par des actes publics et réitérés, non seulement de ne pas combattre *la forme du gouvernement établi* dans leur pays, mais de lui prêter *franche et loyale adhésion* (1).

M^{me} Séverine était encore moins désignée par sa situation que M. Judet, malgré son grand amour des pauvres, pour servir d'intermédiaire entre Léon XIII et la démocratie. Cependant, quelques mois plus tard, le Vatican s'ouvrit plus facilement devant elle que devant Mgr Freppel, qui avait dû, lors de son dernier voyage à Rome, déployer toute la fermeté de son âme alsacienne pour pénétrer auprès du Pape. Il était naturel que cette fois l'impression produite sur l'opinion publique fût encore moins heureuse; et il fallut, mais vainement, chercher à l'apaiser.

L'Univers reproduisit, le 9 août 1892, une note de *l'Osservatore Romano* qui portait:

La presse hostile mène un grand tapage autour d'une « interview » que M^{me} Séverine, collaboratrice de plusieurs journaux de Paris, aurait obtenue du Saint-Père.

Disons que cette « interview » se réduit à une simple audience, qui a été accordée à M^{me} Séverine, au même titre qu'à tous les Pèlerins qui la sollicitent.

M^{me} Séverine a eu d'autant moins de peine à franchir le seuil du Vatican qu'elle était munie de lettres de recommandation émanant de personnages respectables et qui jouissent de l'estime du Saint-Siège...

M^{me} Séverine répliquait en publiant sa demande d'audience adressée au cardinal Rampolla et la réponse de celui-ci :

(1) *Livre Blanc*.

Monseigneur, j'ose solliciter, par votre entremise, une audience privée de Sa Sainteté...

Je suis envoyée par *le Figaro*, accréditée par M. Magnard, son directeur, pour demander à Sa Sainteté de prononcer sur une question qui menace encore de diviser les hommes, de semer entre eux la discorde et la haine, de faire couler le sang en des luttes fratricides.

Je souhaiterais que Sa Sainteté daignât prononcer sur l'antisémitisme, persuadée qu'après qu'Elle aura parlé il ne se trouvera plus de chrétien pour être rebelle à ses avis.

Enfin, je désirerais personnellement faire, s'il m'est possible, un aussi beau portrait de Léon XIII, en littérature, que l'a fait en peinture mon compatriote et ami M. Chartran.

J'insiste auprès de Votre Eminence pour que mon vœu soit exaucé ; on la sait toute-puissante, et je remets mon sort entre ses mains.

J'ai l'honneur d'être, etc...

SÉVERINE.

Madame,

J'ai reçu votre lettre du 9 courant et j'en ai mis le contenu sous les yeux du Saint Père. Sa Sainteté n'aura pas de difficulté à vous recevoir en audience privée, tout aussitôt que vous lui ferez connaître, par mon entremise, votre arrivée, et que ses occupations lui permettront de satisfaire vos désirs. Il importe donc que vous veuillez me renseigner de votre arrivée dès qu'elle aura lieu, et moi je tâcherai de vous faciliter l'audience qui est le but de votre voyage.

En attendant, je saisis l'occasion de vous offrir l'assurance de mes sentiments distingués.

Cardinal RAMPOLLA.

Rome, le 15 juillet 1891.

La même note reprochait à M^{me} Séverine d'avoir raconté et amplifié le récit de son entrevue avec

un luxe de détails qui n'étaient pas, loin de là, une garantie de sincérité. Celle-ci riposte :

Ma visite avait eu lieu le dimanche 31 juillet. J'employai le restant du jour à en transcrire immédiatement les impressions, les mots, tant je craignais l'ombre d'une erreur, tant je me faisais scrupule de risquer même une fausse interprétation... je dirais volontiers une fausse intonation ! Et le lendemain lundi, à onze heures sonnantes, je soumettais à *Mgr Rampolla* — le premier de la chrétienté après le Pape — toute la partie du récit qui concerne ce dernier, portrait et interview ; de cette phrase : « Très pâle, très droit, très mince... » à la signature.

Le ministre d'Etat me demanda de biffer quatre lignes d'appréciations personnelles, mais d'espèces, peut-être, à soulever des difficultés au Saint-Siège.

Je le fis bien volontiers. Et telle ma copie est sortie ce jour-là du Vatican, telle elle a paru ici, sans qu'il y fût, — j'en engage ma parole — changé une syllabe.

Telle est ma réponse aux scandalisés de la presse catholique...

La Voce della Verità insiste :

D'un télégramme de Paris à *la Tribuna* il résulterait que le texte des paroles prononcées par le Saint-Père dans l'audience accordée à *Mme Séverine* a été approuvé par le cardinal Rampolla, à qui il aurait été soumis.

Nos informations, prises à ce sujet, nous permettent d'affirmer de la manière la plus nette que la prétendue approbation du texte sus-mentionné n'a jamais été donnée, bien qu'elle ait été sollicitée par la dame écrivain.

C'est donc sur celle-ci que retombe uniquement la responsabilité de l'exactitude de tout son récit.

Et *l'Osservatore Romano* revient à la charge :

Ce n'est pas sans raison que nous avons fait les plus

amples et formelles réserves en reproduisant, d'après *le Figaro*, les particularités d'une audience qu'a eue, du Saint-Père, *Madame Séverine* et qu'elle a racontées.

En effet, nous étant procuré là dessus des informations précises, nous avons pu affirmer, entre autres choses, que, dans cette partie de l'entretien dont la presse libérale a fait tant de tapage ces jours-ci, la dame écrivain a voulu orner et colorer son vivant récit de phrases poétiques qui sont loin de correspondre à la vérité...

Mais M^{me} Séverine ne se rend pas :

16 août 1892.

Monsieur le Directeur,

Permettez-moi de réclamer — pour la dernière fois, — votre hospitalité. En effet, je suis vraiment lasse de cette guerre de moustiques italiens, où, après avoir tout d'abord nié le fait de mon entrevue, puis l'avoir déclarée publique et insignifiante, alors qu'elle fut privée et dura une heure et dix minutes; puis avoir parlé de mes « hautes recommandations » — jusqu'à mettre en jeu Mgr Richard et M. Lefebvre de Béhaine, que je ne connais pas plus l'un que l'autre! — on en arrive à ergoter sur des accents, à escarmoucher pour des virgules.

Successivement le germanophile *Moniteur de Rome*, le schismatique *Daily Chronicle*, divers *Osservatore* et *la Voce della Verità* ont été, à cette intention, sacrés « organe officiel du Vatican ».

Si je ne m'abuse, le public en a assez — moi aussi! Et quelque attaque qui se produise désormais, je ne m'y attarderai plus. L'actualité de l'affaire est morte; il ne reste de ma visite que le respectueux et, si j'ose dire le mot, affectueux souvenir que je garde invinciblement au Pape Léon XIII.

Ma dernière réponse sera donc à *la Voce della Verità*, dont vous avez reproduit la note.

J'avais affirmé, — et l'affirme encore — que mon arti-

cle avait été « soumis » à Mgr Rampolla. *La Voce della Verità* riposte qu'il n'a pas été « approuvé ».

Si le fait de donner très lentement, très méticuleusement connaissance d'un travail, d'en relire, sur demande, les passages non saisis à première audition ; d'en effacer, sur demande également, quatre lignes d'appréciations, personnelles cependant, mais relatives à la triplice ; et d'aller jusqu'à la signature, sauf cette retouche et ces répétitions ; sans être interrompue par autre chose que par les « Bien ! »... « Très bien ! » de l'interlocuteur ne constitue pas l'acte de soumettre un article à l'approbation de quelqu'un et le droit de le considérer comme approuvé, j'y perds à la fois mon français et mon latin — et tire ma révérence.

Veuillez excuser, Monsieur le directeur, l'étendue de cette lettre, dont je sollicite de votre loyauté l'insertion, et recevoir, avec mes salutations, l'assurance de mes sentiments très distingués.

SÉVERINE.

Ajoutons à ces traits la page suivante de M. Fonsegrive (1) :

« Léon XIII, même retenu par le souci de la majesté pontificale dans les appartements du Vatican, a voulu cependant connaître le plus possible le monde et se faire connaître à lui. Ne pouvant aller aux hommes il a laissé les hommes venir vers lui. Le nombre des audiences qu'il a accordées est incalculable. Jusqu'à ces dernières années on peut dire qu'il recevait quiconque pouvait, pour lui être présenté, exciper du plus léger titre. Ce n'est que depuis quatre ou cinq ans que ses familiers et surtout son médecin ont obtenu de lui qu'il limitât rigoureusement le nombre de ses audiences. Cependant de toute manière on peut dire que tout

(1) *La Quinzaine*, 16 mars 1902, p. 140.

ce qui compte en Europe et en Amérique même a été reçu par lui. Il a causé avec tous les personnages, avec toutes les célébrités. Tandis que Pie IX, plus familier peut-être que Léon XIII, personnellement d'accès plus facile, limitait ses audiences aux familles régnantes et aux catholiques de marque, Léon XIII a voulu causer même avec des mécréants. Il n'a pas dédaigné un jour de recevoir M^{me} Séverine. Il a voulu voir « la figure de ce monde » et tenir à jour la connaissance qu'il en avait; s'il n'a pas voulu recevoir M. Zola, c'est qu'il savait que le romancier venait pour voir et non pas pour renseigner. Or, ce que cherche Léon XIII, ce qu'il attend des audiences qu'il accorde, c'est précisément le renseignement. Ce Pape, que quelques milliers de Français, dont il a dérangé les routines politiques, s'obstinent à représenter comme inaccessible aux bruits du dehors, comme tenu en chartre privée par ses conseillers, comme ignorant les situations, l'état des esprits et des choses, est au contraire admirablement renseigné sur tout et sur tous, accessible en somme même maintenant, très curieux de tout savoir, recevant des hommes de tout parti et de toute opinion, M. de Charette après M. Brunetière ou M. Ollé-Laprune, les Altesses Royales comme les républicains ou les ralliés. Il permet à chacun d'exposer ses idées et son opinion. Il écoute très volontiers surtout les renseignements précis, il pose des questions admirables de portée et de netteté, et lui-même parle pour bien inculquer dans l'esprit du visiteur les idées qui lui tiennent le plus à cœur et qu'il veut qui soient répétées. *Ces audiences ont été un des grands moyens de gouvernement de Léon XIII...* »

« Aussi Léon XIII a-t-il su conquérir les bonnes grâces de tous. Il a ce que l'on appelle une bonne presse. » A peine quelques sectaires mal élevés, plus nombreux en Italie que partout ailleurs, osent-ils l'injurier. Dans toute la presse qui se respecte, il est respecté; bien plus, tous s'accordent à reconnaître l'ampleur de son intelligence et la portée de ses desseins. *Il a su concilier à sa personne et par sa personne à la Papauté la presse, et par elle, l'opinion publique. »*

*
* *

Laissons ici de côté le rôle funeste que certains ecclésiastiques sans mission se sont attribué dans cette adaptation de l'Eglise à notre état démocratique. Cet ouvrage en fournira assez d'autres exemples (1). Mais la mainmise par des laïques sur cette même direction présentait des dangers encore plus sensibles.

Mgr Turinaz n'a pas craint de dénoncer cet abus comme un des principaux périls de la foi et de la discipline dans l'Eglise de France à l'heure présente :

Dernièrement, les évêques d'Angleterre, dans une lettre collective qui a été louée par Léon XIII, signalaient parmi d'autres erreurs contemporaines celle-ci :

« Que les laïques devraient avoir de droit une large part au gouvernement de l'Eglise. »

En France, certains laïques se sont arrogé depuis longtemps le droit de diriger et d'enseigner, non seulement les jeunes prêtres et les séminaristes, mais tout le clergé et les évêques eux-mêmes.

(1) Voir aussi *Rome et l'Action Libérale*, chap. III, § 3, et chap. IV.

Et ce qui est prodigieux, c'est la docilité, la soumission, l'abnégation, l'humiliation d'un grand nombre de catholiques et de prêtres sous la verge de ces maîtres, sous leurs leçons hautaines et parfois sous leurs accusations et leurs injures.

Voilà plus de vingt ans que M. Léon Harmel, par exemple, prétend enseigner à tous la solution des questions sociales, des questions ouvrières, commenter les enseignements du Pape et ceux de l'Evangile, se donner comme l'idéal du patron chrétien, et qu'il substitue son action à celle des évêques. Il s'adresse surtout aux jeunes prêtres et aux séminaristes, il les réunit en Congrès au Val-des-Bois, il leur écrit des lettres et leur adresse sous forme polycopiée des correspondances secrètes, que ceux-ci répandent à profusion. Le public soupçonne à peine les dissensions, l'esprit d'indiscipline et de nouveauté que cet apostolat moderne a fomentés.

En parlant du congrès de Mouveaux et de l'affaire des séminaristes sociaux, nous aurons l'occasion d'y revenir.

Pour nous en tenir à ce seul document, voici une lettre de ce Patriarche de la démocratie chrétienne adressée à des amis du jeune clergé, où l'on verra une heureuse application de la parabole du mauvais riche aux prêtres qui ne s'empressent pas d'entrer dans le mouvement démocratico-social dont M. Harmel est un des pontifes. Cela permet de comprendre ce que devaient être les autres lettres restées secrètes, les conversations et les conseils du Val-des-Bois (1).

« Chers Messieurs et permettez de vous dire :
Bien-aimés amis.

(1) Cette lettre a été publiée par *la Justice sociale*, août 1901.

« Avec quel bonheur n'aurais-je pas répondu à votre affectueux appel si je le pouvais. Du moins, laissez-moi vous dire la joie de mon cœur, en vous saluant, jeunes hommes appelés de Dieu, qui savez répondre avec générosité à cet appel.

« Dans les temps de persécution où nous entrons, *il nous faut des prêtres dévoués, des prêtres dociles à la voix de Jésus-Christ* prolongé dans son vicaire, Léon XIII.

« Ce noble, ce vénérable vieillard, notre père bien-aimé, a dans son corps fragile une âme de feu comme celle de saint Paul. Il vous pousse *vers le peuple, vers ce Lazare couvert de plaies*, dépouillé des biens essentiels de la vérité, *gisant sur le seuil de la porte du Clergé pour recevoir l'aumône du corps et du sang* des viandes choisies dont se nourrit le prêtre, l'aumône de la vertu, l'aumône de l'amour !

« Jésus Christ ne veut pas que Lazare reçoive seulement la *pitié des chiens* — nous autres laïques qui ne pouvons qu'adoucir les plaies sans les guérir. — Il veut que *le riche revêtu de lin et de pourpre (vêtement sacerdotal et royal), sorte de sa demeure et se consacre à Lazare. S'il ne le fait pas, il encoure (sic) la malédiction de Dieu, et alors se réalise cette parole de saint Jean Chrysostome : « pavimenta infernorum capita sacerdotum ».*

« *Si notre peuple de France est tombé où il en est, c'est parce que le riche est resté dans sa demeure, se gorgeant du corps et du sang et ne pensant pas à Lazare.*

« Dans le monde on appelle *cela* des saints.

« L'Évangile parle autrement.

« Oui, *mes bien-aimés amis*, vous avez raison de

mépriser les critiques, ceux qui blâment les Démocrates chrétiens, ceux qui se vengent de ne rien faire en semant les soupçons malveillants sur ceux qui agissent.

« Quand, de tous côtés, nous aurons une jeunesse sacerdotale, formée à l'apostolat, tel que le veut Jésus-Christ dans l'Évangile et quel'interprète, Léon XIII, le peuple de France recevra la vérité et la vie : Lazare se lèvera de sa couche de misère et d'humiliation et deviendra le soldat du Christ, le Sauveur de l'Eglise.

« Croyez-moi toujours

« Votre très affectionné :

« LÉON HARMEL. »

Le point sur lequel nous avons à insister ici, c'est la prétention d'hommes si peu sûrs comme doctrine, si brouillons, il faut bien le dire, et si dangereux pour la paix, à se constituer dépositaires et interprètes *des idées du pape*. Au Congrès d'Amiens, quelque temps avant celui de Mouveaux, M. Harmel fit entendre à plusieurs reprises ces étonnantes assertions :

Le pape m'a dit : Harmel, nous nous faisons vieux, il faudra que quelqu'un continue notre œuvre ; soyez un semeur d'idées parmi le jeune clergé (1).

Il y a quelques années, — raconte Mgr Turinaz, — à la fin d'un dîner dont les convives étaient assez nombreux, un religieux, voulant constater jusqu'où allait... l'ambition de M. Harmel, lui adressa quelques éloges et termina en l'appelant le *Pape laïque* ! Les amis de M. Harmel applaudirent avec

(1) M. Léon Harmel au Congrès de Mouveaux.

enthousiasme et lui remercia en pleurant de reconnaissance. Je tiens le fait de ce religieux lui-même, qui n'est pas le premier venu (1).

Dans un passage de sa correspondance avec ses bien-aimés amis, M. Harmel parle aussi de « cette démocratie chrétienne dont Léon XIII lui a confié la direction ».

Et M. l'abbé Naudet a écrit sans hésiter que M. Harmel « appartient éminemment au *regale sacerdotium* (2). »

Aucun évêque de France n'égale M. Fonsegrive, professeur de philosophie dans l'Université, pour la connaissance des besoins de l'Eglise en notre pays ; aucun n'a tracé d'une vue aussi nette, ni avec autant de sûreté, le plan d'une réforme universelle. La discipline ecclésiastique, l'organisation des études dans les séminaires, la vie sacerdotale, l'esprit de la vie religieuse, la théologie, les modes de nomination des curés et des évêques, les méthodes d'éducation chrétienne, tout cela est de sa compétence, comme la politique pontificale dont il s'est constitué un des organes les plus fatigants. Tout cela est traité par lui avec une autorité qu'un évêque même pourrait n'être pas bien venu à contester. Car il a, lui aussi, son brevet.

Fortement critiqué pour l'impertinence de ces directions, il répond, dans une préface, aux protestations que soulevait *le Journal d'un évêque*, après les *Lettres d'un Curé de campagne* et celles d'un *Curé de canton* :

Dans la suite de ces volumes, l'auteur n'a ainsi eu

(1) *Les Périls de la foi*.

(2) L'abbé Dabry. *Les Catholiques républicains*, page 453.

d'autre dessein que d'aider, dans la faible mesure de ses forces, à la *diffusion de la pensée souverainement féconde de Léon XIII*. C'est toujours le même dessein qui a inspiré le *Journal d'un Evêque*, comme les *Lettres d'un Curé*. A chaque page du *Journal*, on peut retrouver la trace des inspirations pontificales.

Noas ne nous arrêterons pas en ce moment à chercher cette trace dans la théorie sur l'évolution du dogme (1), ou dans cette heureuse adaptation de l'Eglise à la vie moderne qui permet aux religieux d'accepter les fonctions municipales (2), ni dans les principes fortement américanistes de ce jésuite recteur de collège : « Le salut des âmes était autrefois dans la docilité et la soumission ; il est aujourd'hui dans la liberté et dans la critique (3). » Laissons ici de côté cent autres traits de la réforme religieuse, ils reparaitront au cours de cet ouvrage. N'observons qu'au point de vue du libéralisme politique le héros présenté par M. Fonsegrive en ces termes :

L'auteur a imaginé d'abord un prêtre, puis un évêque, non pas de caractère ou d'intelligence extraordinaires, mais simplement d'une énergie, d'une intelligence tout à fait moyennes, animés de l'esprit sacerdotal ou épiscopal tel que l'Evangile permet de le concevoir, *tel que les encycliques pontificales l'ont fortement dessiné*. Il a donc imaginé un prêtre, un évêque, non pas le moins prêtre ou le moins évêque possible, comme Mgr Isoard en fait le reproche à quelques novateurs qui se croient hardis et qui ne sont que timides, mais au contraire *un prêtre aussi prêtre, un évêque aussi évêque, qu'il a*

(1) *Journal d'un évêque*, 1^{re} partie, pp. 256, 257, 328.

(2) 1^{re} partie, p. 244.

(3) 1^{re} partie, p. 254.

pu les concevoir, car il est convaincu que c'est par l'augmentation et non par la diminution de l'esprit chrétien et sacerdotal que le monde peut être sauvé (1).

Par opposition au temps nouveau, que *le Journal d'un Evêque* décrit à l'avance, M. Fonsegrive vient de placer dans la bouche d'un archevêque ce jugement sur les évêques actuels, ses collègues :

Nous n'avons pas le sens politique, nous parlons quand il faudrait nous taire, nous nous taisons quand il faudrait parler, quelques-uns ne cessent de parler et quelques autres se taisent toujours, surtout personne n'agit. Nous sommes des administrateurs, des bénisseurs, nous ne pouvons pas donner une âme commune au corps qui nous est confié...

Nous présidons des œuvres, nous construisons des églises, nous ordonnons des prêtres, nous confirmons des fidèles, nous faisons des mandements et nous bénissons des cloches. Mais nous ne faisons pas *pénétrer l'esprit de Dieu dans les masses*, nous ne parvenons même pas à ceux des fidèles qui nous écoutent le mieux. *L'avons-nous nous-mêmes ?*

Et quels seront les évêques dignes d'éloges ? — Naturellement, ceux qui se formeront selon le modèle proposé par M. Fonsegrive. Suivons le candidat qu'il va faire nommer, et apprenons à quoi l'évêque le plus évêque qui se puisse concevoir devra sa nomination. Il est d'abord en visite chez le Nonce :

— Vous êtes terrible, dit le Nonce. La politique exige qu'on ne rende pas toujours tous les coups que l'on reçoit. Qu'en pense Monsieur l'archiprêtre ?

— Monseigneur, répondis-je, *la seule bonne politi-*

(1) Préface, p. x.

que est celle qui réussit. Or, il est bien aisé de voir que celle que suivent dans ce pays les catholiques n'est pas bonne puisqu'elle ne réussit pas, puisqu'elle ne paraît pas plus près de réussir aujourd'hui qu'il y a trente ans.

Ce candidat modèle surprendra peut-être par sa morale, mais on ne lui reprochera point de ne pas avoir « le sens politique ». Il y a mieux, et je crains bien que le parfait évêque de M. Fonsegrive, imbu du plus pur esprit des directions pontificales et pénétré des idées du pape, ne paraisse à beaucoup de lecteurs catholiques un prêtre indigne de sa mission, un homme méprisable.

Ce même archiprêtre, heureux candidat, subit un interrogatoire, un examen de la part du Directeur des cultes qui lui demande quelles sont ses relations avec « son député et son sénateur, tous deux de la plus pure nuance gouvernementale ». L'archiprêtre répond :

— M. le député et M. le sénateur sont très serviables, leur vie privée est irréprochable et leurs femmes sont d'excellentes chrétiennes. Ils habitent tous les deux sur ma paroisse et je n'ai personnellement qu'à me louer d'eux.

— Vous n'avez jamais eu avec eux de différends ?

— Je n'ai pas eu d'occasion. En réalité, *nous sommes au mieux*. Ils ont obtenu pour mon église tous les fonds dont j'ai eu besoin.

Ils dînent chez moi, je dîne chez eux, leurs femmes quêtent à l'Eglise...

— Alors vous faites voter pour eux ?

— Mais je ne fais voter pour personne. Ces Messieurs ne le demandent pas eux-mêmes.

— Pourtant ils ne doivent pas tout à fait vous plaire ? Ne sont-ils pas *francs-maçons* ?

— *Je ne les crois pas très dévots, dis-je en riant, mais il y a pire.*

— Cependant leurs votes ne doivent pas toujours vous aller ?

— J'ai toujours pensé, monsieur le Directeur, que quand on ne peut rien aux choses, le mieux est de n'y pas penser. Ces messieurs votent à leur guise. Je n'y puis rien. Qu'importe, après, mon avis ?

— Si vous étiez le, maître, vous changeriez cependant les choses ?

— *Quelles choses ?* repris-je de plus en plus étonné. monsieur le Directeur veut s'amuser un peu d'un pauvre curé.

• • • • •
Mais que voulez-vous que je vous dise, monsieur le Directeur ? assurément nous sommes souvent tracassés et les lois ne sont pas tout à fait justes pour nous. Mais comme ni vous ni moi n'y pouvons rien faire, que nous servirait-il d'en parler ?

• • • • •
— Et n'admettez-vous pas que les prêtres doivent un service militaire analogue, sinon identique, à celui que doivent les autres ?

— Mon Dieu, monsieur le Directeur, les questions ainsi posées sous leur forme générale, on pourrait s'entendre. Mais c'est dans le détail, dans l'application que la justice et l'égalité même ne se font pas voir.

• • • • •
— Enfin, je vois que du moins vous comprenez les nécessités du temps et que vous n'êtes pas de ceux qui font de l'opposition quand même (1).

Est-ce en se réglant sur des attitudes si plates, si viles, qu'on se flatte sérieusement de faire rentrer dans notre société le Christ et l'Eglise « portée sur

(1) *Journal d'un évêque*, tome I, pages 36 et 37.

le pavois », et d'en bannir l'athéisme social par la seule formation de citoyens « qui sauront exiger que la religion reprenne dans la vie sociale le plan qu'elle doit avoir » ?

Le plus triste est de penser qu'il suffisait de prêcher bruyamment la politique du pape pour obtenir le droit de couvrir des approbations de Rome l'action la plus démoralisatrice. M. Fonsegrive ne se trouvait pas dans une situation moins avantageuse à cet égard que *l'Observateur français*, quand celui-ci prônait avec cynisme le désarmement (1).

L'outrecuidance, les témérités, les erreurs de ce réformateur laïque lui ayant attiré de graves avertissements de Mgr Turinaz, évêque de Nancy, M. Fonsegrive répliqua en lui opposant le cardinal Rampolla. On lit dans sa défense publique :

Il me sera bien permis de constater que, si j'ai poursuivi dans la voie ouverte par les *Lettres d'un Curé de Campagne*, c'est parce que j'avais reçu de Rome, sur ce point, par l'intermédiaire du nonce, alors Mgr Ferrata, depuis cardinal, des encouragements exprès. Vous m'excuserez, Monseigneur, d'en rappeler ici les termes très clairs, datés de Rome, 13 février 1894, et signés du cardinal Rampolla :

« Sa Sainteté a vivement agréé ce travail, non moins comme un témoignage de votre dévouement et de votre obéissance envers sa personne qu'à cause de l'utile et important sujet que vous avez entrepris de traiter et qui a pour but d'exciter le clergé paroissial à prendre une attitude plus conforme aux besoins actuels du peuple français et de mettre en pratique la direction et les enseignements pontificaux, afin de promouvoir la paix religieuse et de ramener le peuple à l'amour de l'Eglise et à l'accomplissement des devoirs chrétiens.

1. *Rome et l'Action Libérale*, p. 173.

« L'Auguste Pontife vous exprime donc sa reconnaissance par mon intermédiaire et vous exhorte à *poursuivre, avec une vigueur toujours plus grande*, cette utile propagande et, pour vous servir d'encouragement à cet effet, il vous envoie de grand cœur la bénédiction apostolique. »

Et après la publication des *Lettres d'un Curé de canton*, le 21 juin 1895, le cardinal Rampolla écrivait encore :

« Sa Sainteté est très satisfaite de l'usage que vous faites de votre talent pour le succès de la Religion, employant à d'aussi utiles écrits le temps que vous laissent libre les graves soucis de l'enseignement. *En vous exhortant à poursuivre et à promouvoir de même façon les bons principes*, Elle vous remercie de votre hommage et vous accorde de tout cœur la bénédiction apostolique. »

Les graves dangers et le vice du système que nous venons d'exposer apparaîtront, si notre jugement ne nous trompe, comme la conclusion évidente de la première partie de cet ouvrage.

Le tableau des principaux événements politico-religieux qui se sont déroulés en France depuis 1880 montrera que la tendance à remplacer le contrôle ordinaire de l'autorité spirituelle sur l'action catholique par la direction active et l'autorité immédiate du pape a beaucoup plus compromis que servi les intérêts de l'Eglise.

Et si nous traitions de l'histoire générale, les progrès que les catholiques ont fait ailleurs en gardant leur indépendance politique, comme en Allemagne, offriraient une contre-partie frappante.

Conclusion

Les efforts de certaine école pour catholiciser le libéralisme ou pour christianiser la Révolution ne pourraient aboutir qu'à révolutionner le catholicisme et à faire pénétrer le libéralisme dans l'Eglise.

L'erreur et la vérité, l'injustice et le droit, l'athéisme et la foi, Satan et Dieu sont ici aux deux pôles opposés.

Certains esprits trop déliés et trop souples raillent volontiers la parole de J. de Maistre : La Révolution est satanique dans son essence. Dans son essence, elle l'est; et c'est pour cela que ces essais de conciliation entre les deux principes tournent à la confusion de ceux qui les tentent.

Mais alors que restera-t-il à la vérité, à l'Eglise, à sa mission rédemptrice, dans cette sujétion que leur imposera la force? Il leur restera une force supérieure, force intime, mais dont aucune violence ne saurait comprimer l'expansion, à la condition qu'elle ne s'ignore pas et ne s'abandonne pas elle-même. *Hæc est victoria quæ vincit mundum, fides nostra.*

Le seul moyen de catholiciser le libéralisme serait de le convertir.

A défaut d'un résultat si heureux, les catholiques

ne peuvent parvenir à empêcher les ravages de ce fléau qu'en ne s'affranchissant point de leur devoir de prédication sociale : affirmer les devoirs du pays envers Dieu, les droits de l'Eglise, mère de la civilisation, et lutter courageusement, à ciel ouvert, pour les faire respecter dans leurs personnes de citoyens.

Conciliants, ils le seront dans leurs procédés à l'égard des hommes et dans leurs rapports extérieurs, selon toute l'étendue de la charité et de la prudence chrétienne ; l'erreur seule, mais l'erreur, jamais, ne devra les trouver prêts à transiger.

L'esprit libéral, esprit de conciliation et de concessions, tendant à plier l'Eglise aux faits humains, serait à louer comme une vertu, si son champ d'exercice se limitait aux rapports extérieurs entre adversaires, pour en ôter la raideur, la défiance injustifiée, le parti pris. Encore serait-ce le cas de se souvenir que toute vertu est voisine d'un défaut. Il s'appliquerait utilement aussi aux faits mêmes, dans les questions secondaires. Mais quand le droit, la justice et l'honneur font les frais de la conciliation, il devient une faiblesse et une duperie.

Le grand danger de l'esprit libéral est de s'aveugler sur l'efficacité des concessions, de pousser la recherche de la conciliation avec les adversaires jusqu'à trop exiger de ses amis, d'énervier la vigueur du droit, d'enlever à l'honneur, à la vérité leur prestige, en sacrifiant de ces grandes choses, inutilement, tout ce qu'on n'estime pas essentiel.

L'esprit libéral est la grande caractéristique de la politique de Léon XIII.

Une école très entreprenante et très remuante ne néglige rien pour glorifier cette politique, pour en imposer l'admiration aux catholiques et les obliger à y voir la règle définitive de la conduite de l'Eglise dans les temps actuels.

La conviction bien réfléchie que cette voie est fausse et pleine de périls, nous a déterminé à faire l'étude de ce pontificat.

Dieu aidant, nous y observerons les égards profonds qui seront toujours dus à la mémoire de Léon XIII. En lui, le vicaire de Jésus-Christ, le chef infaillible de l'Eglise n'a pas moins droit que son illustre prédécesseur, à notre reconnaissance enthousiaste, à notre amour. Mais chez lui, le Pape a eu, en même temps, un rôle plus humain. Ce rôle appartient à l'histoire. Ce n'est même pas notre faute si des panégyristes maladroits l'y ont fait entrer trop tôt, en lui attribuant une place imméritée. L'intérêt pressant de l'Eglise nous donne le droit, nous fait un devoir de le ramener à ses justes proportions.

Et dans notre cœur est l'assurance que cette Mère reconnaîtra dans notre œuvre, ardue par bien des côtés, l'effort d'un dévouement filial.

LIVRE PREMIER

LA POLITIQUE RELIGIEUSE

THÈSE

QUOIQUE LE SOUVERAIN PONTIFE LÉON XIII AIT ENSEIGNÉ AUSSI FORTEMENT QU'AUCUN DE SES PRÉDÉCESSEURS LES DROITS DE DIEU ET DE L'ÉGLISE DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE DEVOIR POUR LES CHRÉTIENS D'Y SOUTENIR CES DROITS, SA POLITIQUE LIBÉRALE A DIRECTEMENT ET TRÈS EFFICACEMENT CONTRIBUÉ A AFFAIBLIR EN FRANCE, ET A FAIRE TOMBER EN DÉSUÉTUDE L'ÉNERGIQUE DÉFENSE DE CETTE CAUSE SACRÉE, QUI AVAIT ILLUSTRÉ PRÉCÉDEMMENT LES ÉVÊQUES ET LES CATHOLIQUES DE CE PAYS ET Y MAINTENAIT LA FOI VIVACE.

Cela se prouve ainsi :

Malgré les tendances libérales existant déjà dans une partie du clergé, malgré les divisions des partis politiques, malgré les efforts du Gouvernement républicain pour mettre à la tête des diocèses des prélats peu enclins à entrer en lutte avec lui, il se trouvait encore assez d'énergie chez les évêques, assez de foi chez les catholiques, pour tenir tête à l'oppression du pouvoir civil, à chaque phase déci-

sive de ses empiètements. Mais, chaque fois, soit l'intervention directe de Léon XIII, inspirée par les besoins de sa politique, soit sa réserve légitimement interprétée ont déterminé la capitulation.

Dès 1880, la Déclaration des Congrégations religieuses, puis, à l'époque où cette politique s'affirma publiquement, le procès de Mgr Gouthé-Soulard, archevêque d'Aix, l'affaire des catéchismes électoraux, la loi sur la comptabilité des fabriques, la loi d'abonnement pour les Congrégations, etc..., sont autant d'exemples de cette action dissolvante.

L'effet inévitable devait être la division chez les catholiques, entre les ardents et les tièdes, avec l'avantage pour ceux-ci de pouvoir se réclamer du pape; l'impossibilité morale pour les évêques de résister efficacement à des lois iniques, dont une seule, la loi scolaire, une fois acceptée, suffisait à déchristianiser la France; la tendance de plusieurs, parmi eux, à mettre la conciliation avec le pouvoir au-dessus du reste, et à témoigner à nos oppresseurs une estime qui diminuait leur propre dignité et donnait aux fidèles une occasion de scandale; enfin, chez ceux-ci, un grand affaiblissement de leurs convictions religieuses, en voyant leurs pasteurs se résigner à tant de sacrifices qu'on aurait crus inacceptables, et la disposition croissante à fermer les yeux sur la violation des lois les plus sacrées de l'Eglise, comme si, par exemple, il pouvait y avoir des accommodements pour le divorce.

CHAPITRE PREMIER

La Déclaration des Congrégations religieuses en 1880.

La Déclaration des Congrégations religieuses en 1880 marque la première intervention de la politique pontificale dans les affaires religieuses de France ; et celle-ci eut pour effet la première dislocation des forces catholiques.

Aujourd'hui que, par l'Encyclique *Inter innumeras sollicitudines*, Léon XIII a manifesté sa volonté de faire accepter par les catholiques français ses directions pontificales, écrit le R. P. Le Doré, comment mettre en doute que le Saint-Père désirait les faire recevoir peu à peu en France ? « Il saisit l'occasion de la Déclaration qui les résumait, pour demander aux religieux de donner l'exemple en les acceptant les premiers. »

Le texte même de cette Déclaration confirme l'appréciation du P. Le Doré. Et si l'on en rapproche les termes du commentaire qu'en donna Léon XIII lui-même, dans sa lettre au cardinal Guibert, le doute n'est pas permis.

Au surplus, toute l'histoire de la politique pontificale et de ses effets en France est esquissée dans cet épisode de nos luttes religieuses. C'est pour nous

un motif de le relater avec quelques détails (1).

I. — Les Décrets.

Le projet de loi Jules Ferry contre l'enseignement secondaire inaugurerait la campagne acharnée que les ennemis de l'Eglise devaient conduire contre toute école chrétienne. Il donna lieu à une magnifique défense des catholiques, qui se termina par le rejet, au Sénat, du fameux article 7, renfermant le venin du projet.

Mais le parti maître du pouvoir, dont le seul programme arrêté consistait dans la guerre à l'Eglise, ne se tint pas pour battu.

Le 29 mars 1880, le *Journal officiel* enregistra deux décrets : le premier, contre les Jésuites seuls, le second contre les autres Congrégations non autorisées d'hommes et de femmes.

Le premier supprimait la Compagnie de Jésus, en lui laissant trois mois pour se dissoudre, délai prorogé jusqu'au 31 août pour les maisons d'éducation.

Le second portait que les autres congrégations seraient tenues, « dans les trois mois », « de se pourvoir à l'effet d'obtenir la vérification et l'approbation de leurs statuts et la reconnaissance légale ». A l'égard des Congrégations d'hommes, il serait

(1) Nous suivons, dans l'exposé de cette affaire, les articles publiés dans *les Etudes* du 20 janvier et du 5 février 1902, par le R. P. de Rochemontelx, qui eut entre les mains presque tous les papiers la concernant, et un mémoire inédit du R. P. Le Doré, Supérieur général des Eudistes, qui prit une part très considérable dans les délibérations des religieux. Notre texte est en plusieurs endroits la reproduction du leur.

statué par une loi ; pour celles de femmes, soit par une loi, soit par un décret. Toute congrégation ou communauté, n'ayant pas fait sa demande dans les délais impartis, encourrait *l'application des lois en vigueur* et serait dissoute. Enfin, celles dont le supérieur général résidait hors de France étaient prévenues que l'autorisation leur serait refusée.

En présence de ces faits et de ces menaces, quelle fut alors l'attitude des congrégations (1) ?

II. — Refus de demander l'autorisation.

Les congrégations donnèrent, dans ces circonstances, un admirable exemple d'union et de fermeté.

Dès le mois d'avril 1879, leur détermination avait été prise, dans une réunion des religieux et de leurs défenseurs, chez M. Keller. Les conférences suivantes n'avaient fait que la confirmer. Le lendemain des décrets, les supérieurs se réunirent de nouveau chez le même personnage, sur l'invitation de plusieurs sénateurs et députés catholiques. Le but était ce jour-là de fixer la marche à suivre provisoirement au point de vue juridique.

Une seconde réunion, plus importante, se tint le 2 avril, chez les Pères de l'Oratoire. Les supérieurs de Paris qui, seuls, y assistèrent, représentaient plus de 300 maisons religieuses d'hommes sur 380 environ, établies en France et en Algérie.

(1) Le lecteur tant soit peu au courant des événements religieux de notre époque fera lui-même le rapprochement détaillé entre les deux campagnes menées à vingt ans de distance contre les congrégations.

Plusieurs ne s'étaient jamais vus, d'autres se connaissaient à peine ; ni les uns ni les autres ne s'étaient concertés à l'avance ; puis, les mesures prises contre les congrégations leur faisaient des situations bien différentes, des intérêts divers : si la Compagnie de Jésus était condamnée sans appel, la permission de vivre en communauté pouvait être accordée aux maisons des autres ordres qui la solliciteraient, et elles y étaient même invitées. Dans ces conditions, on était en droit de se demander quelles résolutions sortiraient d'une pareille assemblée.

Un des chefs d'ordre prit la parole aussitôt après l'ouverture de la séance : « Je n'ai le droit, dit-il, de parler qu'en mon nom, c'est-à-dire au nom de l'Ordre que je représente. On frappe la Compagnie de Jésus, mais on nous vise tous. Nous ne demanderons pas l'autorisation. » Cette déclaration énergique et décidée fut le signal des autres, toutes très expressives : « C'est à l'Eglise catholique qu'on en veut, dit un autre supérieur, et les coups dont sera frappée la Compagnie retomberont sur l'Eglise ; nous ne voulons pas de l'autorisation. » Un des Pères ajouta : « Je crois que nous sommes tous solidaires de la Compagnie de Jésus, et que nous n'avons pas le droit, quand on la persécute, de nous désintéresser du mauvais sort qu'on lui fait. J'ai reçu de notre R. P. Général l'ordre de ne pas demander la reconnaissance. » L'accord si désirable pour le bien et l'avenir de toutes les congrégations se fit par acclamation, à l'unanimité, sur ces deux points essentiels : *union et pas de demande de reconnaissance*. Tous les religieux présents à la réunion comprenaient que plus on ferait corps d'une

façon compacte, plus le gouvernement aurait à compter avec les futurs proscrits.

L'assemblée désigna ensuite des délégués, chargés de représenter les maisons de Paris aux réunions qui se tinrent désormais, chaque semaine, sous la présidence du R. P. Pététot. Enfin, il fut décidé qu'une lettre, signée par ce Père, serait envoyée aux supérieurs généraux *de la province*, lesquels représentaient environ de 60 à 70 maisons, afin de les informer des résolutions prises dans la séance du 2 avril et de les convoquer à une assemblée plénière, fixée au 27 avril, chez les prêtres de l'Oratoire.

Dans l'ordre des considérations pratiques, le motif qui détermina la conduite des Congrégations était ainsi formulé dans la déclaration qu'elles signèrent plus tard par obéissance :

Convaincus que l'autorisation qui, dans l'état actuel de la législation française, confère le privilège de la personnalité civile est une faveur et non une obligation, les Congrégations n'ont pas cru se mettre en opposition avec les lois en continuant de vivre sous un régime qui est à leurs yeux, pour les membres dont elles se composent, celui du droit commun à tous les citoyens. Ce n'est pas qu'elles méconnaissent les avantages attachés à l'existence légale, mais elles ne pensent pas qu'il leur convienne de rechercher ces avantages, dans des circonstances qui pourraient faire interpréter cette démarche comme une condamnation de leur passé, et comme l'aveu d'une illégalité dont elles ne se sentent pas coupables.

La situation des Congrégations non autorisées n'avait alors, en effet, rien de contraire aux lois, et les décrets n'avaient pas, au point de vue légal,

l'autorité nécessaire pour changer quoi que ce fût à leur condition. La consultation de M. Rousse, la conduite des magistrats, etc., l'avaient suffisamment établi. D'un autre côté, les religieux, dans ce régime, avaient pu, depuis près d'un siècle, se développer en paix et se consacrer à leurs œuvres. Ils aimaient cette liberté qui leur procurait bien des avantages.

Par ailleurs, les religieux connaissaient assez les dispositions de la Chambre pour prévoir que les mêmes députés qui avaient voté l'article 7 n'approuveraient jamais les congrégations par une loi. Enfin, cette reconnaissance leur fût-elle accordée, elle plaçait leurs œuvres et leur existence à la discrétion du bon plaisir ministériel.

Nous devons aussi l'avouer, — ajouta le R. P. Le Doré, — à cette époque la cause catholique avait plus d'un point de contact avec les tendances et surtout avec les hommes politiques. C'était dans la droite de la Chambre et du Sénat, c'était dans le milieu représenté par cette fraction parlementaire, que les Congrégations comptaient presque tous leurs défenseurs et leurs amis. Le Pape n'était pas encore intervenu pour tracer aux catholiques de France la ligne de conduite qu'ils devaient tenir par rapport aux lois constitutionnelles du pays. *L'Univers* et ses lecteurs n'étaient pas ralliés au gouvernement ni aux institutions républicaines.

Solliciter de la Chambre l'autorisation, c'était rompre avec tous les hommes de l'opposition conservatrice ; c'était en quelque sorte accepter la situation politique et même sembler reconnaître la légitime autorité du pouvoir et la valeur des Décrets tyranniques et illégaux. On pouvait donc entrevoir les réclamations et les oppositions que soulèveraient contre elles les Congrégations, si elles venaient à faire une démarche qui serait comme une avance au gouvernement.

Enfin les Congrégations trouvaient un encouragement dans l'issue de leur campagne contre l'article 7. Par leur résistance et celle de leurs amis politiques, elles avaient réussi à obtenir gain de cause au Sénat, elles avaient fait échec au projet de loi Ferry, et, dans cette première lutte, seules, les sociétés dévouées à l'enseignement secondaire étaient entrées en ligne. Maintenant que toutes les congrégations non autorisées d'hommes et de femmes réunissaient leurs efforts, ne leur était-il pas permis d'espérer de faire avorter les décrets de mars ?

Elles le crurent, et leur espérance ne fut pas entièrement déçue. Car, dès le moi de mai, le Président du Conseil, M. de Freycinet, avait renoncé à exiger l'autorisation.

Les Supérieurs religieux avaient remis leur décision définitive au 27 avril. Sur la question d'autorisation, le procès-verbal relate : « A l'unanimité et sans aucune réclamation, après une courte discussion, tous les religieux adoptèrent l'avis de ne pas demander l'autorisation et de ne pas présenter les statuts. »

Une autre question fort importante était à l'ordre du jour. Les communautés non reconnues de femmes étaient également frappées par les décrets. Que devaient-elles faire ? Devaient-elles solliciter la reconnaissance ? Evidemment, l'Assemblée du 27 avril n'avait pas qualité pour trancher cette question. Cependant, un certain nombre d'évêques ayant demandé l'avis du comité des religieux, elle fut mise à l'ordre du jour et discutée, et l'avis général fut qu'il fallait conseiller aux religieuses de *persister dans l'abstention*.

« L'approbation, à supposer qu'elle fût accordée

aux communautés qui l'auraient demandée, disait le P. Chocarne, provincial des Dominicains de Paris, serait : premièrement *inefficace*, parce que ce qu'un ministre peut permettre, un autre peut le défendre, et ainsi cette approbation manquera de toute garantie de durée; secondement, *dangereuse* parce qu'elle diviserait les sœurs entre elles et les séparerait des religieux; parce qu'elles les priverait du bénéfice du droit commun, pour les livrer à l'arbitraire administratif.

Le P. Bousquet, supérieur général de la Congrégation des Sacrés-Cœurs, compléta les pensées du P. Chocarne. « Les religieuses, dit-il en résumé, ne peuvent que perdre en demandant l'approbation. Les congrégations de femmes, en effet, sont divisées en deux catégories. Les unes existaient avant 1825; les autres sont postérieures à cette date. Les secondes ne peuvent, d'après les décrets, être approuvées que par une loi. Cette loi sera-t-elle votée? Evidemment non, et alors les sœurs seront à la merci de l'administration. Les premières seront difficilement approuvées par un décret, et ce décret ne leur donnera encore aucune certitude pour l'avenir. Il y a, en dernier lieu, une considération qui doit peser sur nos décisions, c'est que jamais un décret ni une loi ne consacreront l'existence des communautés qui n'ont pas un but d'utilité publique et pratique. Par conséquent, toutes les communautés contemplatives sont exclues de cette prétendue concession. Il y aurait encore plus grand danger à l'obtenir, parce que les biens ou l'avoir des communautés deviendraient, par le fait même, biens de main-morte et seraient exposés, par suite, aux dangers qui menacent ces biens, dans le cas, fort probable,

d'ailleurs, d'une suppression totale des communautés religieuses, même approuvées. »

Le compte rendu de la réunion relativement à la discussion sur les communautés de femmes se termine ainsi : « Après ces considérations, et quelques autres présentées par divers religieux, l'assemblée, avec une entière déférence pour l'initiative et la plénitude de juridiction de NN. les Evêques, est unanimement d'avis que les communautés de femmes ne doivent pas demander l'approbation gouvernementale. »

Accusées par M. de Freycinet, dans son discours du 15 juin à la Chambre des députés, *d'opposition à la forme présente du gouvernement*, celles-ci répondirent à cette accusation gratuite dans la journée du 25 juin. Leur comité, sans se laisser ébranler, affirma de nouveau sa résolution de ne pas obtempérer aux sommations arbitraires et illégales du Gouvernement. « A l'unanimité, est-il dit dans le procès-verbal de la séance, l'Assemblée des religieux de Paris renouvelle et affirme la résolution prise le 27 avril de ne pas demander l'autorisation. Elle déclare aussi ne voir aucune raison de modifier son avis relativement aux communautés de femmes. » Or, ce dernier avis, objet de longues délibérations, soit au Comité des religieux, soit au Comité des jurisconsultes, avait été que la demande d'autorisation serait inutile pour la plupart des associations religieuses, inefficace et dangereuse pour toutes. Et cette décision prise à l'unanimité par le Comité des religieux, aussitôt portée à la connaissance des évêques et des congrégations, avait été *universellement* acceptée à deux ou trois exceptions près.

Cette détermination causa le salut des commu-

nautés de femmes, en réalité elles ne furent nullement atteintes.



Les décisions du 27 avril ne surprirent pas les ministres. Ils n'en témoignèrent pas moins leur extrême mécontentement et essayèrent par tous les moyens de les faire échouer.

A quelques communautés religieuses enseignantes on promit officiellement d'arrêter les mesures de rigueur qui les menaçaient, si elles faisaient la moindre démarche ; à d'autres, notamment aux Eudistes, on offrit de donner l'autorisation purement et simplement, sans en référer aux Chambres ; à quelques-unes, on signifia à quels graves dommages les exposait la résistance, à quel point elles compromettaient leur vie religieuse et leurs établissements scolaires. Promesses et menaces, rien n'y fit ; les religieux et les religieuses vivaient dans le droit commun ; ils refusèrent d'en sortir.

Le gouvernement changea alors de tactique. Des journaux salariés annoncèrent, de temps en temps, que des congrégations non reconnues « avaient fait remettre une demande tendant à obtenir la reconnaissance dans les formes prescrites par les décrets ». C'était la formule consacrée. On ne citait aucun nom, et le public restait incrédule. D'autres journaux traitaient les religieux de révoltés, de factieux ; ils réclamaient contre eux la rigueur des lois, comme si ces lois existaient réellement ; ils accusaient les Jésuites de se soustraire à l'autorité de l'ordinaire, et tous les religieux d'afficher, vis-à-vis de leurs évêques, une indépendance qui mena-

çait de devenir dangereuse pour l'Eglise nationale.

Les ministres ne craignirent pas de descendre au rang de journalistes subalternes, en criant à l'insoumission et à la révolte des congrégations. Ils prièrent le nonce, Mgr Czacki, et les évêques de leur faire entendre raison, et M. de Freycinet, président du conseil des ministres, se défendit de vouloir les persécuter. A l'entendre, son seul désir était de les sauver ; il ne faisait d'exception que pour les Jésuites, ces grands meneurs de la révolte générale, cause de tout le mal ; si l'on consentait à seconder sa bonne volonté, il se chargeait de terminer la crise à brève échéance.

Pendant ce temps, des écrivains à gages, comme il s'en trouve sous tous les régimes, préparaient les esprits à l'expulsion des religieux et à la fermeture des couvents. Ils voulaient enlever aux persécutés l'auréole de victimes, et, comme aux jours de la Commune qui précédèrent l'exécution des otages, on lisait, dans les feuilles publiques déchaînées contre les congréganistes, les plus odieuses et les plus sottes calomnies, toutes les infamies, tous les mensonges. *Les Crimes de la calotte* et d'autres immondes publications se vendirent et se colportèrent partout sous l'œil paternel de la police et muvis de l'estampille administrative.



Pendant que le gouvernement travaillait en France à la désunion des congrégations religieuses, et autorisait contre elles le débordement le plus éhonté de calomnies et d'exhibitions malsaines, son représentant à Rome, M. Desprez, s'efforçait d'ame-

ner le Saint-Père à sacrifier les Jésuites et à séparer leur cause de celle des autres religieux.

A Rome, au début, y avait-il eu une certaine hésitation ? On serait porté à le croire, dit le R. P. Le Doré ; le Nonce qui, sur le point de l'autorisation, se montrait ferme, ayant appris ce qui s'était passé dans la réunion générale des religieux, appela près de lui, le soir même du 27 avril, le R. P. Bousquet, supérieur de Picpus, et le chargea d'aller immédiatement communiquer au secrétaire d'Etat et du Souverain Pontife les résolutions des congrégations. Trois jours après, le P. Bousquet était au Vatican. Le Cardinal Nina lui affirma, au nom du Pape, que c'était le droit et le devoir des religieux de se défendre comme ils voulaient le faire. Le Souverain Pontife, à son tour, lui exprima la satisfaction qu'il éprouvait de leur union et de la virilité de leurs résolutions.

L'ambassadeur, M. Desprez, multiplia inutilement ses démarches auprès du secrétaire d'Etat et des cardinaux. Gambetta vint à son aide. Il avait à Rome deux correspondants, prêtres-français, qui le renseignaient fréquemment sur les sentiments et les intentions de la cour romaine, et sur les personnages de l'entourage pontifical. Par eux le Président de la Chambre tenta de créer chez les cardinaux qu'ils approchaient un courant favorable aux instructions de l'ambassadeur français. Toute cette diplomatie échoua. Les décrets étaient promulgués depuis plus de cinq semaines, et les démarches du gouvernement français à Rome étaient restées infructueuses. L'union entre les religieux était plus ferme que jamais.

N'ayant pu obtenir du Vatican ni l'évacuation

spontanée des maisons des Jésuites, ni la soumission des autres Congrégations, le ministre des Affaires étrangères se mit alors en frais lui-même et tenta d'arriver à cette capitulation par une autre voie. Il s'adressa directement aux Congrégations par l'entremise d'un de ses amis, qui entretenait des relations avec plusieurs Ordres. Démarches, sollicitations, promesses, menaces même, rien n'y fit. L'affaire fut portée au Comité et discutée longuement. Finalement tous les membres présents résolurent de ne pas désertir le terrain sur lequel ils s'étaient établis, celui de la résistance légale.

A la fin de juin, les deux partis en présence gardaient leurs positions du commencement d'avril : d'un côté les congrégations restaient unies dans l'attitude ferme et décidée que Rome approuvait ; de l'autre, le Gouvernement, qui avait multiplié ses intrigues, ses prières et ses menaces, se préparait dans l'ombre à perpétrer un honteux attentat contre les droits de la conscience, la liberté de domicile et la liberté individuelle.



A Paris, l'expulsion devait se borner, le 30 juin, aux seuls prêtres de la Compagnie de Jésus, qui habitaient la résidence dite de Saint-Germain, 35, rue de Sèvres. La veille au soir, à neuf heures, le préfet de police avait fait apposer les scellés sur les portes de la chapelle, conformément aux ordres du ministre de l'Intérieur. Le commissaire de police, M. Clément, malgré les observations qui lui furent faites, poussa l'inconvenance jusqu'à ne pas laisser

retirer le Saint-Sacrement. Cet acte sacrilège fut jugé sévèrement, même par les indifférents.

Le crochetage de la maison commença de grand matin. On avait espéré, par cette précaution, mais inutilement, diminuer l'importance de la manifestation qui s'annonçait en faveur des religieux expulsés.

A cinq heures, les rossignols fonctionnent, des coups de maillets retentissent, la porte cède, et deux commissaires, suivis de leurs agents, se précipitent dans l'intérieur du couvent, après avoir ordonné de faire évacuer la cour d'entrée par tous les témoins de cette scène hideuse, même les journalistes.

Le lendemain de cette triste scène, la Providence ménageait aux expulsés un spectacle reposant, et aux fidèles une démonstration religieuse vraiment consolante. Les scellés furent levés provisoirement, et les hosties consacrées furent retirées du tabernacle. Mgr Richard, coadjuteur de l'archevêque de Paris, accompagné de dix mille personnes, se rendit de la résidence à l'église de Saint-Sulpice, où un salut d'expiation fut donné. Le Préfet de police ne put s'empêcher de témoigner son étonnement devant cette manifestation grandiose.

III. — La Déclaration.

L'expulsion violente des Jésuites ne modifia pas l'attitude décidée des autres congrégations. Les causes dissolvantes vinrent d'ailleurs.

A la réunion du 28 mai 1880, le Comité des reli-

gieux avait été informé que le Nonce, Mgr Czacki (1), essayait d'entamer des négociations avec le Gouvernement dans le but de sauver les congrégations. Il espérait réussir si Gambetta y prêtait les mains. Du moins ces négociations fourniraient un prétexte pour suspendre l'exécution des Décrets.

On ne tarda pas à être fixé sur la nature de ces pourparlers. Le 18 juin, le R. P. Pététot fit savoir au Comité qu'il avait reçu la visite de Mgr Lavigerie, archevêque d'Alger, et que, d'après Sa Grandeur, il serait utile et urgent d'entrer en pourparlers avec le Gouvernement (2). Mgr Lavigerie, dit son discret historien, Mgr Baunard, « fut un de ceux qui, de bonne foi, attentifs à des signes venus de haut, crurent à l'utilité d'entrer en accommodement avec le Gouvernement ». Un autre Père, dans la même réunion, ajouta qu'on avait dû promettre à Mgr Lavigerie le chapeau de cardinal, s'il réussissait à déterminer quelques congrégations à se séparer des autres et à solliciter l'autorisation. C'était, conclut-on, à chacune d'elles de se tenir sur ses gardes (3).

(1) On sait que Mgr Czacki avait été choisi avec un soin tout spécial par Léon XIII pour représenter sa politique en France. *Cas de Conscience*, p. 163.

(2) A la nouvelle de ces projets, les Jésuites se retirèrent discrètement, pour ne pas gêner la liberté des autres religieux.

(3) En 1879, tous les évêques avaient protesté contre l'article 7. En 1880, aussitôt après l'apparition des décrets du 29 mars, ils élevèrent de nouveau la voix et adressèrent leurs protestations soit au Président de la République, soit au président du Conseil des ministres, soit à leur métropolitain. Pas un ne manqua à ce devoir. (Voir *l'Univers*, avril et mai 1880.) Les motifs allégués par l'épiscopat pour détourner le gouvernement de sa funeste entreprise contre les religieux sont admirablement résumés dans une lettre du 4 avril, adressée au Président de la République et signée par les évêques de la province de Tours. En parlant de ces magnifiques

Peu de jours après, — raconte le R. P. Le Doré, — Mgr Lavigerie entra dans ma chambre, et d'un ton solennel et légèrement ironique : Mon Père, me dit-il, voulez-vous me donner le chapeau de Cardinal? — Pas au prix qu'on y met, répondis-je. Il s'assit alors, et m'exposa la façon dont il comprenait les choses.

J'arrive de Rome, me dit-il, j'ai longuement causé avec le Souverain Pontife de la situation des Congrégations françaises. Il est fort inquiet. Dans la tempête, quand un navire est en perdition, on jette à l'eau pour l'alléger les vivres et les objets les plus précieux ; si un matelot tombe à la mer, on ne peut engager les autres à se précipiter par-dessus bord et à se noyer avec lui sous prétexte de lui témoigner de l'attachement. Or, le Pape sait, comme moi, que les Jésuites sont irrémédiablement condamnés. C'est en vain qu'il a essayé de les sauver. « Tâchez, m'a-t-il dit, de sauvegarder les autres. » C'est ce que j'essaye, ajouta l'archevêque d'Alger.

M. de Freycinet, président du Conseil, m'en a fourni lui-même l'occasion. Dans un discours, ces jours derniers, il a protesté, du haut de la tribune, « de ses intentions bienveillantes, de son désir de voir s'établir sur les associations une loi plus libérale que celle d'aujourd'hui, et d'adoucir quelques-unes des conditions mises à l'autorisation ». Dans la deuxième partie de son discours, il accuse les congrégations « d'avoir pris vis-à-vis des institutions du pays la situation de belligérants ; de nier

lettres de l'épiscopat français en 1880, le P. Monsabré dit dans son *Mémoire pour la défense des congrégations religieuses* : « *L'Épiscopat éleva la voix avec une fermeté de langage, une surabondance de logique, un accent de douleur religieuse et de patriotisme attristé qui resteront notre meilleure justification devant l'attaque dont nous sommes l'objet. Si l'éloge que les princes de l'Eglise ont bien voulu faire des religieux de leurs diocèses nous interdit d'insister, la gratitude ne nous pas permet de nous taire. Quoi qu'il arrive, Nos seigneurs les évêques auront élevé, à la gloire de l'ordre monastique en France, un monument peut-être unique dans l'histoire ; un monument qui sera notre honneur et notre force, et nous consolera de toutes les injustices.* »

les droits du pouvoir civil sur elles; enfin, d'avoir fait alliance avec les partis hostiles au gouvernement ».

Je suis allé le voir; ajouta l'archevêque. Je lui ai affirmé qu'il se méprenait sur les dispositions des religieux, et qu'il n'y avait dans leur conduite aucune arrière-pensée politique. — Dans ce cas, observa M. le Président du Conseil, qu'ils m'en donnent une attestation authentique; s'ils y consentent, je ferai en sorte de retarder l'exécution des Décrets relatifs aux congrégations autres que celle des Jésuites, jusqu'aux votes de la loi sur les associations déposé par M. Dufaure. »

Entrant dans la pensée de M. de Freycinet, j'ai rédigé une déclaration dans le sens qu'il m'avait indiqué. Il l'a lue, il y a même fait quelques corrections de sa main. La voici (1). Je vous la laisse pour en faire l'usage que vous voudrez. Vous pouvez redire aux religieux ce que je viens de vous raconter.

On juge de l'embarras. La pensée que Mgr Lavergie agissait d'accord avec le Souverain Pontife, ainsi qu'il l'affirmait, l'espoir plus ou moins fondé de sauver les Congrégations, ou du moins de gagner du temps, militaient en faveur d'une concession en matière politique. Mais, d'un autre côté, toute avance des religieux au Gouvernement devait se heurter à l'opinion générale des catholiques, à la détermination très arrêtée des Congrégations, à l'avis du comité des religieux qui, dans les réunions des 18 et 25 juin s'étaient de nouveau nettement prononcés pour le maintien des décisions, du 27 avril. D'ailleurs le texte même de la Déclaration soulevait bien des objections; en tout cas il blessait pro-

(1) Nous ne reproduisons pas ici le texte de cette déclaration, parce qu'il ne diffère pas sensiblement de celui qui fut envoyé plus tard de Rome et accepté.

fondément les sentiments des religieux et ceux de leurs amis.

Quand le Père Le Doré la présenta au Comité des religieux et leur raconta ce qui lui avait été dit, le premier sentiment de tous fut une impression de surprise. On lut et on relut la Déclaration, on examina la question sous toutes ses faces. Des arguments favorables ou contraires furent tour à tour étudiés. Les membres du Comité étaient perplexes et ne savaient que résoudre. Leur hésitation était d'autant plus grande qu'ils comprenaient les graves conséquences que leur décision entraînerait dans un sens ou dans l'autre.

Dans cet embarras, ils résolurent de consulter le Nonce et le cardinal Guibert.

La réponse de Mgr Czacki fut très diplomatique.

Je me rendis chez lui, — dit le P. Le Doré, — en compagnie des PP. Soulié et Chocarno, délégués du Comité. Le Nonce nous fit une réponse qui m'est restée très présente parce qu'elle est contraire à l'opinion que le cardinal Jacobini soutenait contre M. Nocedad, journaliste espagnol. « Je ne puis, nous dit-il, vous tracer une ligne de conduite en cette matière : je suis nonce, je ne suis pas *légal a latere*. Je suis en France comme ambassadeur, chargé de traiter avec le gouvernement. Je n'ai pas, sauf dans le cas d'une mission spéciale, à m'immiscer dans les affaires intérieures du pays. Je puis cependant vous donner un avis officieux sur la question qui vous intéresse. Je connais la pensée du Souverain Pontife : il voudrait sauver les congrégations françaises, et il les verrait avec satisfaction trouver une combinaison qui pût les mettre à l'abri; celle dont vous me parlez lui a été soumise. Sa Sainteté lui est favorable. »

Le Nonce — dit le P. de Rochemonteix — reçut la Déclaration et l'approuva avec d'autant plus de plaisir

que, malgré le zèle qu'il avait déployé, depuis deux mois pour l'union des ordres religieux, il insinuait dans l'intimité que la résistance ne devait pas se prolonger au delà du 30 juin. Il voyait dans la Déclaration le baiser Lamourette entre les Congrégations et le Gouvernement. La suite montra que tel était bien le fond de sa pensée.

L'idée de la déclaration ne trouvait donc pas à Rome la même opposition que les démarches de l'ambassadeur M. Desprez pour obtenir du Pape la fermeture volontaire des maisons des jésuites et la demande d'autorisation présentée par les autres ordres.

Ces tentatives n'étaient pas arrivées à faire fléchir les membres du Sacré-Collège. A la presque unanimité, ils restèrent fermes et résolus, car ils comprenaient que l'avenir des Congrégations en France dépendait surtout de leur union.

C'est sur cette même conviction que s'appuyait la politique de résistance de Léon XIII. « Je me suis tu, pour ne pas provoquer, disait-il au P. Stecanella, directeur de *la Civiltà*; néanmoins, j'ai écrit une note vigoureuse. Plus tard, quand tout sera publié, on sera étonné. » Il disait encore à l'ancien provincial des Jésuites de Paris, dans une audience privée : « On a essayé de séparer la Compagnie des autres Ordres; on a fait des démarches dans ce sens, mais tout a échoué; le Saint-Siège a été très ferme, il faut se défendre énergiquement. » Il congédia le Père par ces paroles aussi rassurantes que significatives : *Alios vidi ventos aliasque procellas*.

Le 10 mai, le directeur de *la Civiltà* se rendait, comme d'habitude, au Vatican pour y recevoir les ordres du Souverain Pontife au sujet d'un article de

la revue, quand il rencontra Mgr Cretoni, substitut de la sec. étairerie d'Etat, qui lui dit, entre autres choses : « Le gouvernement français fait des démarches auprès du Saint-Siège pour que le Pape agisse sur les généraux des ordres religieux, et spécialement sur le général de la Compagnie, afin que les maisons des Jésuites en France se ferment sans bruit, promettant en retour de laisser les autres en paix... Le pape a refusé d'intervenir... Il connaît la situation en France, et il est ferme dans la résolution de défendre la cause des Congrégations religieuses.

Aussitôt après leur visite au Nonce, les délégués du Comité se rendirent chez le cardinal Guibert. L'archevêque de Paris pouvait être considéré comme l'intermédiaire des évêques français, et, par suite, comme l'intermédiaire des congrégations de femmes, dont les évêques sont les supérieurs hiérarchiques. Le cardinal appela Mgr d'Hulst, alors vicaire général, et le pria de donner lecture de la Déclaration. En l'écoutant, Son Eminence faisait quelques remarques : « C'est bien dit, tout cela, il écrit bien, cet archevêque d'Alger... » La lecture achevée, le cardinal se contenta d'observer que la chose lui paraissait très grave, qu'avant de se prononcer il avait besoin de réfléchir et de consulter. Il remit donc à plus tard sa réponse.

Le lendemain, le P. Le Doré était mandé à l'archevêché.

Dès mon entrée, le cardinal Guibert me dit : « Mgr d'Hulst a vu hier ces Messieurs des comités catholiques. Plusieurs d'entre eux sont venus me visiter ce matin. M. Cheanolong accepterait l'idée de présenter une

note; mais M. Ernoul, M. Robinet de Cléry et plusieurs autres repoussent toute démarche de ce genre. Dans les circonstances actuelles, ces avances des congrégations seraient regardées comme une défection. Ce serait, aux yeux des catholiques, l'abandon de l'attitude conservée si noblement jusqu'ici après la démission des magistrats abandonnant leurs sièges pour n'avoir pas à s'occuper de ces décrets. Après l'expulsion des Jésuites, le pays considérera la signature de cette déclaration comme un acte de faiblesse inspiré par la peur, et comme une capitulation honteuse. Or, en France, mon Père, l'honneur joue un trop grand rôle, c'est une trop noble chose pour que les congrégations le compromettent, au risque de sacrifier avec lui leurs droits et leur liberté. Puisque les religieux m'ont demandé mon avis, dites-leur que je leur conseille de ne pas signer cette pièce. »

Le Comité attendait avec impatience le retour de son président. Le P. Le Doré lui fit aussitôt part de la réponse du cardinal. *A l'unanimité*, le Comité des supérieurs rejeta le projet de Mgr Lavigerie et tous les projets similaires.

Coincidence remarquable. Dans ces mêmes jours, le cardinal Nina, secrétaire d'Etat, manifestait la même pensée au P. Emmanuel Mourier, provincial des Jésuites : *« Ces avances des religieux, disait-il, avec une certaine vivacité, seraient un scandale. »*

Désormais les religieux ne songèrent plus qu'à laisser venir les événements et à se préparer à subir l'expulsion violente de leurs couvents, plutôt que de solliciter l'autorisation, ou même de faire quelque avance au gouvernement. Cinq semaines se passèrent. Mais tandis que les Congrégations se disposaient, avec courage et sans arrière-pensée, à soutenir la

dernière et criminelle attaque de la force contre le droit, un incident inattendu se produisit.

* * *

Le 18 août, le Comité des supérieurs est appelé à l'archevêché pour une communication importante. Là, on demande aux religieux de signer une déclaration qui reproduisait à peu de chose près les idées de celles de Mgr Lavigerie. Tous consentirent bientôt à y apposer leur signature.

Qu'était-il donc arrivé ?

Le Président du Conseil s'était imaginé que la *Déclaration* de Mgr Lavigerie serait signée, après l'expulsion des Jésuites, par les autres congrégations ; il avait même compté sur cet acte de soumission, *pour ne pas précipiter, selon son expression, les mesures extrêmes.*

L'échec de cette *Déclaration* déjoua ses calculs, sans toutefois le décourager. Il chargea notre ambassadeur à Rome, M. Desprez, de faire savoir au cardinal secrétaire d'Etat que le gouvernement français se contenterait, de la part des congrégations religieuses, *à défaut d'une demande d'autorisation*, d'une simple déclaration désavouant toute intention d'hostilité politique, toute idée d'opposition aux institutions actuelles du pays. L'ambassadeur entama, sur ces bases, des négociations avec la cour pontificale.

Le nonce s'était franchement rallié à cette idée. M. Grévy essaya directement, mais en vain, d'y amener le cardinal Guibert. Quelques évêques servaient les vues du Président du conseil. Ils envisageaient avec effroi la dissolution dont les congré-

tions étaient menacées, et la ruine des œuvres catholiques qui en seraient les conséquences. Ils cherchaient un moyen de procurer au gouvernement un prétexte pour les sauvegarder. L'essai infructueux de Mgr Lavigerie indiquait assez qu'il serait inutile de vouloir agir directement sur les religieux. Les évêques se tournèrent aussi vers Rome. L'archevêque de Rouen, Mgr de Bonnechose, et plusieurs autres écrivirent au Pape.

De là les négociations qui se poursuivirent à Rome entre l'ambassade de France et le Vatican. De là les démarches multipliées du nonce, Mgr Czacki. Mgr Lavigerie écrivait, le 10 août, à l'évêque de Rodez, Mgr Bourret : « On prépare à Rome une déclaration dans le sens de celle que vous avez entre les mains » (la sienne). Tout cela se traitait en dehors des religieux. A cette date du 10 août, les négociations étaient terminées.

La question d'exécution restait à trancher. Comment et par qui transmettre aux religieux le résultat de ces négociations ? Le Souverain Pontife s'arrêta au parti de le faire, non directement, mais par un intermédiaire.

Plusieurs motifs lui conseillaient cette voie. C'était d'abord un sentiment de dignité vis-à-vis du gouvernement français, qui n'avait pas écouté sa voix en faveur des religieux. De plus, ce n'était pas à proprement parler le Gouvernement qui traitait avec le Saint-Siège : c'était seulement le Président du conseil qui, sous sa responsabilité personnelle, se faisait fort de faire accepter le retard des exécutions (1). Pour atteindre ce but, il avait besoin d'une

(1) Si l'on considère qu'après vingt années d'expérience politique

démarche des Congrégations, et il s'adressait au Pape pour obtenir d'elles une concession. Dans ces conditions, il n'était pas nécessaire que le Pape intervînt en personne.

D'autre part, — ajoute le P. Le Doré, — la Déclaration traitait un sujet bien délicat. *Dans sa pensée maitresse, elle n'était pas autre chose que la formule et le résumé de cette doctrine qu'on a désignée depuis sous cette expression assez malheureuse de ralliement... Le Pape allait donc tenter pour la première fois de faire accepter les institutions républicaines.* Or, on savait à Rome combien le sentiment d'un grand nombre de catholiques français était impressionnable par rapport aux opinions politiques. Par suite il était sage de préparer peu à peu les esprits par des essais dus à des initiatives particulières, avant que le Pape prît lui-même la parole pour imposer une doctrine commune... La Déclaration, comme le toast du cardinal Lavigerie, ne devait être que l'écho fidèle et encouragé de sa parole; ce ne devait être ni sa parole, ni l'ordre immédiat de sa volonté.

De là des réticences, des demi-jours et aussi une certaine obscurité, je ne sais quoi d'embarrassé dans la lettre du cardinal Nina, du 10 août, au cardinal Guibert, et dans la circulaire dont les cardinaux Guibert et de Bonnechose accompagnèrent l'envoi de la Déclaration.

Voici la lettre du Secrétaire d'Etat. D'après cette lettre, il n'aurait pas renouvelé, à cette époque, son appréciation sur ce projet d'avances.

avec le Gouvernement de la République le Souverain Pontife Léon XIII allait encore au devant des mêmes déceptions avec Waldeck-Rousseau, en 1901, comment s'empêcher de reconnaître que Pie X, ce pape étranger à la diplomatie, s'est montré un politique autrement clairvoyant et avisé, par la façon dont l'Encyclique *Gravissimo officii* a déjoué toutes les hypocrisies et posé les conditions d'une négociation sûre ?

Eminentissime et Révérendissime Seigneur,

La lettre de Votre Eminence, en date du 30 juillet dernier, a été remise fidèlement entre les mains du Saint-Père, Sa Sainteté y a vu avec une particulière satisfaction la preuve nouvelle d'un vif intérêt pour les ordres religieux et celle d'un dévouement sans bornes à l'égard du Siège Apostolique, non seulement de la part de V. E., mais aussi de tout l'épiscopat français, dont votre lettre exprime les sentiments.

Les choses exposées par V. E. présentent une telle gravité qu'elles demandent la plus sérieuse attention. Aussi le Saint-Siège, dont l'affection pour les congrégations françaises est bien connue, les a considérées avec beaucoup de soin, et il a cru bon de s'arrêter à certaines décisions dont V. E. et l'E. cardinal archevêque de Rouen recevront communication de la part de S. E. le Nonce apostolique.

Le Saint-Père, au nom de qui j'ai l'honneur de vous répondre, a cru meilleur d'employer ce moyen, d'abord parce que l'unité de direction et d'action est plus que jamais nécessaire au moment d'une situation si critique, en second lieu parce que V. E. elle-même le lui avait indiqué dans sa lettre.

Dans l'espoir que les efforts du Saint-Père, etc...

Partis de Rome le 10 août, le texte de la Déclaration et les instructions spéciales du Saint-Père furent aussitôt remis par le Nonce au cardinal Guibert avec la lettre du cardinal Nina.

Avant de raconter la communication qui en fut faite aux religieux, nous donnons ici la circulaire que les Cardinaux Guibert et de Bonnechose écrivirent aux évêques, en leur adressant le texte de cette Déclaration.

Monseigneur,

Le conflit soulevé par les décrets du 29 mars paraît

entrer dans une voie d'apaisement. Le Gouvernement avait été blessé de voir les congrégations refuser de solliciter l'autorisation. Il avait attribué cette attitude à des motifs politiques. Et, dans ces derniers temps, il a laissé voir qu'une déclaration qui désavouerait de leur part, de semblables intentions, lui donnerait une satisfaction suffisante (1).

Une haute autorité, qu'il est inutile de nommer ici, mais à laquelle vous et nous, Monseigneur, nous devons la plus entière déférence, autorise les congrégations à signer et à présenter au gouvernement la déclaration dont nous joignons ici le modèle.

Le sens de ce document est connu à l'avance de ceux à qui il doit être adressé, et tout fait espérer qu'il les affermira dans les dispositions bienveillantes qui paraissent les animer en ce moment.

Nous avons été chargés, Monseigneur, de vous faire connaître la décision ci-dessus mentionnée, en vous priant d'envoyer le modèle de déclaration aux supérieurs et aux supérieures des Communautés non reconnues, établies dans votre diocèse, pourvu qu'elles n'aient pas de supérieurs majeurs (Généraux ou Provinciaux en dehors du diocèse), car dans ce cas l'adhésion de ces supérieurs majeurs suffirait pour tout l'Institut.

Vous voudrez bien, Monseigneur, engager les supérieurs, hommes et femmes, à signer le document dont il s'agit, et à vous le retourner le plus tôt possible, car il y a des motifs sérieux de se hâter. Vous auriez la bonté d'envoyer les exemplaires signés à l'archevêque de Paris, qui les transmettra à qui de droit.

Toute cette affaire demande à être traitée avec grande discrétion, aucune communication ne doit en être donnée à la presse.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'expression de nos sentiments respectueux et bien dévoués.

(1) En d'autres termes, le Gouvernement attendait des religieux persécutés par lui une amende honorable !

Voici maintenant le texte de la fameuse pièce venue de Rome. Elle portait pour titre : *Déclaration adressée à Monsieur le Ministre des Cultes par les Chefs des Congrégations non autorisées :*

A l'occasion des Décrets du 29 mars, une partie de la presse a dirigé de vives attaques contre les Congrégations non autorisées des deux sexes, les représentant comme des foyers d'opposition au Gouvernement de la République.

Le prétexte de ces accusations était le silence observé par ces congrégations qui, en effet, n'ont pas demandé l'autorisation que le second décret les mettait en demeure de solliciter.

Le motif de leur abstention a été tout autre que celui qu'on leur prête et les répugnances politiques n'y ont eu aucune part. Convaincus... (Ce passage est cité plus haut.)

Pour faire cesser tout malentendu, *les Congrégations dont il s'agit ne font pas difficulté de protester de leur respect et de leur soumission à l'égard des institutions de leur pays.*

Le but moral et spirituel qu'elles poursuivent ne leur permet pas davantage de se lier exclusivement à un régime politique ou d'en repousser aucun. Elles n'ont d'autre drapeau que celui de la charité chrétienne et elles croiraient le compromettre en le mettant au service de causes changeantes et d'intérêts humains : *Elles rejettent donc toute solidarité avec les partis et les passions politiques.*

Enfin elles ne s'occupent des choses qui regardent le gouvernement temporel que pour enseigner, par la parole et par l'exemple, l'obéissance et le respect qui sont dus à l'autorité dont Dieu est la source.

Tels sont les principes qui ont inspiré jusqu'à ce jour leurs pensées et leurs actes ; elles sont résolues à ne jamais s'en départir.

Aussi ne peuvent-elles s'empêcher de nourrir l'espoir que le Gouvernement accueillera avec bienveillance les déclarations sincères et loyales dont elles prennent l'initiative, et que, pleinement rassuré sur les sentiments qui les animent, il les laissera continuer librement leurs œuvres de prières, d'instruction et de charité auxquelles leurs membres ont dévoué leur vie.

On reconnaît là l'esprit, presque les termes de l'Encyclique du 16 février 1892. — Léon XIII écrivait au cardinal Guibert le 17 octobre 1880 :

C'est alors qu'on nous représenta qu'il y avait chance d'arrêter l'exécution des Décrets si les membres des congrégations déclaraient par écrit qu'ils étaient étrangers aux agitations et aux manœuvres politiques, et que ni leur manière de voir ni leurs actes n'avaient rien de commun avec l'esprit de parti.

De nombreux et graves motifs nous persuadèrent d'accepter une offre faite spontanément par les gouvernants eux-mêmes. Cette proposition d'ailleurs n'avait rien de contraire ni à la doctrine catholique ni à la dignité des Ordres religieux, et elle offrait le double avantage de détourner de la France un malheur redoutable, ou, du moins, semblait-il, d'enlever aux ennemis des congrégations une arme dont ils ont souvent abusé contre elles.

Le Nonce, fidèle écho de la pensée du Pape, écrivait, en septembre 1880, à Mgr. Hugonin, évêque de Bayeux :

Personne ne pourra plus attaquer l'Eglise sur le terrain politique. Je ne me flatte pas que cet acte puisse produire tous les résultats que nous serions en droit d'en attendre... mais il est incontestable que l'herbe a été coupée sous les pieds de nos adversaires...

S'étonnera-t-on jamais assez que des illusions aussi naïves aient pu diriger cette politique, dont le monde, nous dit-on, comprendra dans un avenir lointain la profondeur !

Il pourrait être délicat à nous de faire en détail la critique d'une pièce ayant une si haute origine. Le vaillant et clairvoyant évêque d'Angers, Mgr Freppel, ne trouvant pas le nom du Pape dans la lettre des cardinaux, s'estima libre de leur exprimer son avis en toute franchise. Il écrivit au cardinal de Bonnechose une lettre admirable de clarté et de force, sur l'inopportunité, les dangers et les équivoques de la Déclaration :

Angers, le 21 août 1880.

Monseigneur,

J'ai reçu la lettre que Votre Éminence, de concert avec Mgr l'Archevêque de Paris, a bien voulu m'écrire en date du 19 courant, avec la formule de déclaration que devraient adresser à M. le ministre des Cultes les chefs des congrégations non autorisées. Ces documents ont une telle portée et touchent à des questions si délicates que vous me permettrez de vous soumettre quelques scrupules de conscience, avant d'y conformer ma ligne de conduite.

Si la haute autorité à laquelle Votre Éminence fait allusion est celle du Souverain Pontife, je m'incline d'avance et mes observations tombent d'elles-mêmes. Si, au contraire, comme j'ai tout lieu de le penser, Son Excellence Mgr le Nonce apostolique de Paris avait pris l'initiative de la responsabilité des démarches proposées, malgré tout mon respect pour le caractère dont il est revêtu, je conserverais des doutes sérieux sur l'opportunité et sur l'efficacité de la Déclaration que l'on suggère aux chefs des Congrégations non autorisées.

« Et d'abord sur son opportunité. Il est, en effet, une

réflexion qui viendra immédiatement à l'esprit de tout le monde. Si les Congrégations non autorisées sentaient le besoin de faire une pareille déclaration qu'elles ne la faisaient-elles en temps utile, c'est-à-dire avant le 30 juin ? Pourquoi avoir attendu si longtemps, pour couper court aux commentaires malveillants de la presse, et donner au Gouvernement la satisfaction qu'il paraît demander ? Est-il bien opportun de quitter le terrain si solide du droit commun, avant que le tribunal des conflits se soit prononcé sur les questions pendantes ? Demander au Gouvernement une simple tolérance, n'est-ce pas reconnaître qu'on n'a pas pour soi le droit et la légalité ? Un pareil acte, intervenant après la dispersion violente des Pères Jésuites, ne paraîtra-t-il pas, aux yeux du public, l'indice d'une séparation entre la cause de ceux-ci et la cause des autres communautés religieuses ? N'y a-t-il pas même lieu de craindre que cette demande d'être admis à une tolérance pure et simple ne pèse défavorablement sur la décision du tribunal des conflits et des autres juridictions compétentes ? Plus j'y réfléchis, moins je trouve opportune une déclaration dont le moindre défaut est de venir trop tôt ou trop tard...

Faire dire à de pauvres servantes du Saint-Sacrement et à des Carmélites qu'elles n'ont pas obéi à *des répugnances politiques*, qu'elles protestent *de leur respect et de leur soumission à l'égard des institutions républicaines*, ce serait de la part de l'épiscopat un acte qui ne me semblerait pas avoir tout le sérieux désirable... N'est-il pas à craindre que la presse, actuellement, et l'histoire, plus tard, ne trouvent matière à plaisanterie dans le fait d'une supérieure de Visitandines, d'Ursulines, venant déclarer *qu'elles rejettent toute solidarité avec les passions politiques* ? Peut-on, sans manquer de gravité, proposer à un tiers-ordre de Franciscaines d'affirmer sur la foi d'une signature *qu'il n'est pas un foyer d'opposition au gouvernement de la République* ?... »

Il me resterait bien des observations à présenter sur la Déclaration que Votre Eminence m'a fait l'honneur de me communiquer; celles-là suffisent pour autoriser mes réserves sur une rédaction que je prends la liberté de regarder comme très défectueuse. Soumettre la conscience des religieux à une telle épreuve me paraît chose absolument impossible. S'il en est encore temps, je vous supplie, Monseigneur, de retirer cette pièce qui ne sauve rien et peut tout compromettre. Ni comme évêque ni comme théologien, je ne saurais admettre une rédaction si pleine d'équivoques, et pouvant si facilement ouvrir la voie à des sentiments erronés. Si l'on veut donner quelques satisfactions au Gouvernement, ce qui me paraît absolument inutile, il faut le faire en termes qui ferment toute issue à des interprétations fâcheuses. Nous sommes en présence d'une erreur qui consiste à séparer complètement la religion de la politique, comme si la politique ne devait pas être gouvernée par les lois de la morale, comme si les lois de la morale pouvaient être indépendantes de la religion. Avoir l'air de favoriser, même de loin, une telle erreur, ce serait jeter le trouble dans les consciences.

Veillez excuser, Monseigneur, la liberté de mon langage, mais la question est d'une telle gravité qu'à moins d'un désir du Souverain Pontife clairement manifesté, je regarderais comme un devoir de conscience de ne pas prêter la main à des démarches dont les conséquences seraient funestes pour le bien et la religion en France.

J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, avec un profond respect, de Votre Eminence, le très humble et très dévoué serviteur.

t. ÉMILE, *Ev. d'Angers.*



Les religieux étaient accourus avec empressement le 18 août, à l'appel du cardinal, comprenant qu'une

grave communication pouvait seule motiver une convocation aussi extraordinaire; et ils arrivèrent anxieux et inquiets.

Mgr Richard, coadjuteur de Paris, avait été chargé de les recevoir. Il leur donna connaissance de la Déclaration. Ce fut un étonnement général, presque un sentiment de stupeur. Cette Déclaration était au fond la même qu'ils avaient rejetée quelques semaines auparavant sur le conseil du cardinal Guibert. Les raisons qui en avaient imposé le rejet au mois de juillet n'avaient rien perdu de leur force au mois d'août. Les religieux se rendirent parfaitement compte des conséquences de l'acte qu'on leur proposait. Les promesses de M. de Freycinet leur paraissaient offrir une bien faible garantie. Ils prévoyaient au contraire que la signature d'une pièce semblable allait soulever contre eux une véritable tempête de récriminations et de calomnies.

Mgr Richard s'attendait sans doute à cette première impression d'hésitation et de surprise. Il montra aux religieux les pièces de Rome; il leur fit part des instructions spéciales du Pape; il leur donna l'assurance, il leur fournit des preuves que cette Déclaration et la signature qu'on leur demandait étaient le résultat de négociations intervenues entre le Président du Conseil et le Saint-Siège. Tout avait été pesé, combiné, réglé par le Souverain Pontife lui-même.

« Je sais, ajouta-t-il, que votre acte ne sera pas compris. Vos amis et vos défenseurs en seront indignés; on vous accusera de faiblesse, votre conduite sera taxée de défection. Je n'ose même pas vous garantir que M. de Freycinet puisse vous sauvegarder. Vous êtes des religieux, c'est à vous de

donner l'exemple de l'obéissance au Souverain Pontife en vous rendant à ses désirs. »

Il leur dit aussi : « Ce n'est pas sans un sentiment de peine, inspiré par une très louable délicatesse, que plusieurs craignent de se séparer momentanément des Jésuites et de rompre l'union parfaite qui a existé jusqu'ici parmi vous. Mais la pensée que vous vous conformez aux directions du Chef de l'Eglise doit dominer toute autre considération. »

Les religieux ne pouvant mettre en doute les assertions de Mgr Richard ni récuser l'authenticité des documents dont il leur avait donné connaissance, étaient déjà convaincus que le Pape leur demandait leur signature. Cependant ils se retirèrent pensifs et silencieux.

Dans toutes les congrégations de Paris, les conseils furent aussitôt convoqués et mis au courant de ce qui s'était passé à l'archevêché. Celles dont les supérieurs généraux résident à Rome écrivirent pour avoir une direction. Les réponses ne se firent pas attendre, on les avertit de signer.

Le R. P. Le Doré, ayant été reçu en audience particulière par le Nonce, rédigeait le soir même cette note en rentrant à sa résidence :

Le Nonce m'a dit : C'est le Pape qui, d'accord avec les évêques et avec le gouvernement, a rédigé la Déclaration. Il désire que les Congrégations françaises la signent. Refuser de le faire serait le contrarier; ce serait lui désobéir, et puisque cette note est réellement la conclusion de ses négociations avec le Saint-Siège, ce serait exposer l'honneur du Saint-Siège que de repousser ces conditions acceptées par lui.

Avec le même Père, le cardinal Guibert daigna entrer dans des détails particuliers :

Le Pape non seulement autorise que vous signiez la Déclaration, il le désire. Il n'y a plus que vous, je crois, et les Bénédictins qui ne l'aient pas signée (1). Je ne parle pas des Jésuites, l'expulsion les place à part.

Ce n'est pas que j'espère aucun succès de cette démarche. Par ces moyens diplomatiques, on n'obtiendra rien du tout. Aussi ai-je été surpris tout d'abord de la mission qui m'a été confiée. Par égard pour la volonté du Souverain Pontife, je m'y suis prêté. Signez aussi, vous, mon Père, pour faire plaisir à ce bon Pape.

Heureusement, ajouta-t-il, le Pape m'a permis de changer quelques expressions à la formule qu'il nous a envoyée. Il ne connaît pas toutes les délicatesses de la langue française. Ainsi il avait écrit que vous protestez de votre respect pour le « gouvernement. » Il ne sait pas, le bon Saint Père, qu'en français le mot gouvernement se prend au concret, pour les hommes et pour les actes du gouvernement. Or on ne peut avoir de respect pour plusieurs de ces « messieurs » (qu'il qualifia d'une expression très énergique : Ce sont des gredins). A la place du mot *Gouvernement*, j'ai substitué le mot *Institution*, qui représente d'une façon générale et indépendante des hommes, les formes que revêt l'autorité.

Et avec une certaine bonhomie enthousiaste, il ajoutait ces observations originales dont j'ai conservé un vif souvenir : Ah ! Mon Père, on peut avoir du respect pour un Sénat ! Ils étoient dignes de respect, les sénateurs de Rome, sur leur chaise curule, tenant en main leur bâton d'ivoire ! Ah ! qu'il est beau ce Sénat du Paradis, dont les vieillards jettent leur couronne au pied de l'agneau !... Oui, oui, on peut avoir du respect pour une institution sénatoriale, vous pouvez le signer.

Au même encore, Mgr Richard disait :

Au fond, cette protestation a surtout pour but et

(1) Le R. P. Le Doré, retenu en août par des prédications, n'était rentré à Paris qu'en septembre.

pour effet de séparer la cause des Congrégations des partis politiques. La signer dans les circonstances actuelles, c'est renoncer à votre attitude de résistance, c'est aussi paraître sacrifier ces sentiments traditionnels en Vendée et en Bretagne : et cela coûte à un Breton. Eh bien ! Signez pour obéir au Souverain Pontife.

Les religieux signèrent dans la douleur. Le R. P. Bailly racontait plus tard qu'un des traits les plus édifiants de la vie du saint fondateur des Assomptionnistes, le R. P. d'Alzon, était précisément la signature de cette déclaration. Quand, après une visite à Mgr Besson, évêque de Nîmes, il se fut assuré que le pape demandait de lui ce sacrifice, ce vieillard, déjà près du tombeau, se prit à pleurer. « Il faut donc rompre, disait-il, avec tout mon passé, avec mes traditions et celles de mes amis. Mais le Pape le veut, j'obéirai. » Et, pour donner à cet acte quelque chose de plus chrétien, ce vénérable vieillard se mit à genoux, et c'est dans cette posture que, par respect pour la volonté du Vicaire de Jésus-Christ, il apposa sa signature.

Les Congrégations françaises avaient été admirables dans la résistance aux injustes prétentions du pouvoir civil, guidé par la haine de l'Eglise : elles furent admirables aussi dans la résignation aux volontés du Souverain Pontife leur demandant de sacrifier leurs biens les plus chers dans l'espoir de désarmer d'hypocrites ennemis.

IV. — Résultats.

Quel fut le dénouement d'une action si pathétique ?

Le secret étoit nécessaire pour mener à bonne fin

les négociations des cardinaux Guibert et de Bonnechose. Mais le silence demandé aux Evêques et aux religieux ne fut pas longtemps gardé. Dès le 31 août, le journal *la Guyenne*, par le fait, dit-on, du coadjuteur de Bordeaux, Mgr de La Boullerie, devança le jour où M. de Freycinet s'autoriserait de la Déclaration. et en publi^a le texte.

Cette publication déclencha toutes les passions et souleva la presse entière. Catholiques et radicaux l'attaquèrent à la fois. Les catholiques, en masse, s'élevèrent avec indignation contre le document ainsi tenu dans l'ombre, et considérèrent toute cette affaire comme une défection. Les défenseurs des congrégations, qui étaient pris presque tous des rangs du parti monarchiste, se regardèrent comme abandonnés ou perdant le prix de tous les sacrifices. L'imprévu d'une telle solution, joint à la surprise qu'elle devait causer par elle-même, achevait de porter au comble l'émotion de ceux qui avaient lutté depuis de longs mois au prix de tant d'efforts.

Parmi les radicaux la clameur ne fut pas moins forte. M. de Freycinet était en villégiature à Luchon. Tout à coup, le 16 septembre, on annonce qu'il vient de rentrer à Paris, et, ce jour même, le Conseil se réunissait sous la présidence de M. Grévy, président de la République. Que se passa-t-il dans ce Conseil? Un fait certain, c'est que la réunion fut orageuse. On reprocha à M. de Freycinet d'avoir négocié et conclu un accord privé contre la volonté de la Chambre et l'opinion de ses collègues. Le ministre de l'Intérieur, M. Constans, parla dans ce sens avec une vivacité qui marquait le but où il voulait aboutir : contraindre M. de Freycinet à quitter le pouvoir.

Celui-ci le sentit, et, le cœur plus ou moins léger à l'égard du Pape et des religieux, se retira.

Jules Ferry prit la présidence d'un ministère de combat et de persécution. Gambetta en était l'âme et le président occulte. Le plus remuant et le plus décidé pour l'exécution à brève échéance du second décret était le ministre de l'Intérieur, M. Constans.

Par une formule uniforme, il répondit aux communications reçues des Supérieurs d'ordres, en prenant cyniquement acte au nom du Gouvernement de leur humiliante déclaration, et les avertissant qu'elle ne changerait rien au sort qui leur était réservé. Voici cette pièce. Elle contient toute la moralité de l'affaire:

Paris, le 18 septembre 1880.

Monsieur le Supérieur,

J'ai reçu la déclaration que vous m'avez adressée le 31 août, relativement à l'application imminente du second décret du 29 mars.

Pour faire cesser, dites-vous, tout malentendu et pour répondre aux accusations de la presse, qui représente les congrégations non autorisées des deux sexes comme des foyers d'opposition au Gouvernement de la République, vous me déclarez, tant en votre nom qu'au nom du Conseil et des membres de votre société, que « votre abstention n'a eu nullement le motif qu'on lui prête et que les répugnances politiques n'y entrent point ».

Vous protestez de votre respect et de votre soumission à l'égard des institutions actuelles du pays. Vous répudiez la prétention de vous constituer à l'état d'indépendance vis-à-vis de la puissance séculière.

Vous terminez en affirmant que vous êtes résolu à ne jamais vous départir de cette ligne de conduite et en exprimant l'espoir que le Gouvernement accueillera avec bienveillance la déclaration sincère et loyale dont vous

prenez l'initiative et qu'il vous laissera continuer librement les œuvres de prières, d'instruction et de charité auxquelles vous avez dévoué votre vie.

Le Gouvernement ne peut, monsieur le Supérieur, voir qu'avec satisfaction tous les citoyens, à quelque classe qu'ils appartiennent, témoigner publiquement de leur respect et de leur obéissance aux institutions du pays. Il prend volontiers acte de la résolution que les Congrégations manifestent de rejeter toute solidarité avec les passions et avec les partis politiques.

Quant à l'espoir qu'elles expriment de voir le Gouvernement user de son pouvoir en leur laissant continuer leurs œuvres je ne puis que vous faire observer que le second des décrets du 29 mars a eu précisément pour but de mettre un terme à l'état de tolérance dont vous demandez le maintien et de lui substituer le retour à la légalité.

Recevez, monsieur le Supérieur, l'assurance de ma parfaite considération.

Le Ministre de l'Intérieur et des Cultes

CONSTANS.

Chaque matin, en ouvrant le journal, on lisait : L'exécution sera pour demain, pour après-demain, pour la semaine prochaine. Toujours l'arc se tendait et la flèche ne partait pas ; toujours des coups de tonnerre, dont la foudre ne sortait jamais.

Les faux départs du ministère durèrent près d'un mois. Pendant ce temps, les congrégations continuaient impassibles leurs œuvres de charité ; pas une ne bougea ; pas un moine ne se troubla. Religieux et religieuses continuèrent à prier, à travailler, à parcourir les rues ; leur tranquillité égalait l'indignation des honnêtes gens. Malheureusement ils étaient trop confiants, ils ne se tenaient pas assez sur leurs gardes. Les ennemis profitèrent de cette

insouciance en face du danger, pour démasquer leurs batteries.

Sans avertissement préalable, subrepticement, des agents de police se présentent à l'improviste, le 16 octobre, chez les Carmes de la rue de la Pompe, à Passy, et chez les Barnabites de la rue de Monceaux. La chapelle était ouverte; ils s'y introduisent furtivement; de là, ils pénètrent dans les maisons, et chassent de leurs cellules et du couvent les religieux qui ne cèdent qu'à la force.

Après cet exploit, — sans parler de ceux de la province, — le gouvernement sent probablement le besoin de se reposer. Peut-être aussi organise-t-il quelque nouvel expédient pour pénétrer par surprise chez les religieux menacés.

Le 25 octobre, le *Journal officiel* publiait un décret convoquant les Chambres en session extraordinaire pour le 9 novembre. La Chambre des députés avait sommé le ministère d'appliquer les lois *existantes*. Le ministère tenait donc à se présenter devant elle avec les glorieux trophées de sa victoire sur des religieux désarmés.

La journée du 5 novembre est consacrée spécialement à l'exécution des religieux de Paris. Les policiers de haut et de bas étage sont commandés ce jour-là pour opérer chez toutes les communautés qui n'ont pas encore été touchées. Capucins, Franciscains, Mineurs conventuels, Assomptionnistes, Rédemptoristes, Dominicains, Oblats de Marie, Picpuciens, Prêtres de Sion, tous sont assiégés à la même heure, à l'aube du jour, d'un bout à l'autre de la grande ville, sous le regard indigné des foules frémissantes, saisies de dégoût. Sept congréga-

tions seulement sont épargnées pour des motifs divers, quelques-uns politiques.

Cette exception, dit *la Semaine religieuse* de Paris, s'explique diversement : Parmi les prêtres du Très-Saint-Sacrement, on compte beaucoup d'Espagnols ; les Passionistes sont Anglais. Les prêtres de la Miséricorde, les Oratoriens et les Eudistes ne font pas de vœux, ont leur supérieur en France et sont soumis à la juridiction de l'ordinaire. Enfin, les Frères de Saint-Jean-de-Dieu n'ont d'autres maisons que des hôpitaux, et le gouvernement n'a pas voulu fermer des établissements d'une aussi incontestable utilité.

La conduite de toutes les congrégations, leur ferme courage dans la résistance légale aux décrets du 29 mars, leur union persévérante dans un esprit de paix, de charité et de modération, leur attitude pleine de dignité et de force resteront, dans l'histoire des ordres religieux, comme une de leurs plus belles pages, page glorieuse.

Leur sacrifice, aussi, fut glorieux. Assurément, devant Dieu, rien n'en a été perdu. Mais la politique libérale qui l'exigea ne trouva pas même une leçon dans son inutilité et dans la déception amère qu'elle eut pour unique récompense.

CHAPITRE II

Le procès de Monseigneur Gouthé-Soulard (1891)

I. — L'incident du pèlerinage ouvrier.

La Déclaration des Congrégations en 1880 fut le premier acte extérieur de la politique de ralliement. On peut dire sans ironie que ce fut aussi son premier triomphe, car l'intervention du Souverain Pontife donna une force singulière à ce mouvement de libéralisme inclinant une fraction du clergé français à se séparer des monarchistes qui soutenaient la résistance catholique, et à chercher le salut dans la conciliation avec le parti au pouvoir. On vit dès lors s'accroître et se manifester en public ces adhésions sereines, ces sonores protestations de soumission et de respect envers le gouvernement, jointes au silence sur les mesures de persécution dont il était l'auteur, qui ont été la faiblesse inexcusable de cette politique et feront l'étonnement de l'histoire.

Dans cette période où la République se sentait encore mal assise, elle avait le plus grand intérêt à endormir les catholiques. Le Gouvernement ne triomphait qu'à grand'peine dans les élections. Si tous les électeurs sincèrement attachés à la religion

s'étaient portés vers les monarchistes, il y aurait eu péril extrême. Mais comment parvenir à nous convaincre d'intentions conciliantes que les actes démentaient si effrontément? Ce fut la connivence inconsciente du libéralisme catholique qui lui permit d'atteindre ce résultat invraisemblable.

Les mesures de persécution énumérées dans le réquisitoire accablant qu'est la fameuse Déclaration des cinq cardinaux français en 1892, datent pour la plupart de cette période. La loi scélérate par excellence, celle sur la laïcisation des écoles, exerçait ses ravages. La religion était évincée des prétoires et des hôpitaux. La loi exigeant le service militaire des ecclésiastiques vint s'ajouter, en 1889, à toutes ces impiétés. Et pendant ce temps, le Président de la République, les ministres dans leurs voyages parlaient partout d'apaisement. M. Carnot était salué par un évêque en ces termes : « Votre grand-père a été l'organisateur de la victoire. Vous, vous serez l'organisateur de la paix des consciences. »

Un grave incident vint compromettre un si doux accord, et révéler le fond des cœurs. A ce point de vue, le procès de Mgr Gouthé-Soulard offre un intérêt spécial.

Tout d'un coup, le clergé de France allait se redresser, mais l'issue devait être une nouvelle défaillance de la politique pontificale.

Les protagonistes de cette politique vont nous montrer tout d'abord, comme ils l'ont fait voir trop souvent depuis lors, que tout intérêt devait s'effacer plutôt que de nuire à l'intronisation de la forme républicaine. Ici, c'est la nécessaire fierté du

patriotisme dont ils font aussi bon marché que de la dignité des évêques.

Voici l'exposé de cet incident tiré d'un ouvrage que les revues les plus catholiques ont signalé pour la justesse de ses jugements :

Au mois d'octobre 1891, le dernier jour du double Pèlerinage Ouvrier et de la Jeunesse catholique à Rome le cri de : *Vive le pape!* se trouva marqué sur le registre du tombeau de Victor-Emmanuel au Panthéon. Cette protestation à l'adresse de l'unité italienne, regardée comme un outrage, fut attribuée à trois visiteurs français et immédiatement exploitée dans les fouilles publiques et des placards spéciaux comme un scandale. De là, surexcitation extraordinaire de la population contre les Français, violences, incidents de toutes sortes, puis finalement intervention des deux gouvernements, en Italie, pour réprimer les trop fortes turbulences, en France pour prévenir les occasions de récidive, c'est-à-dire interdire provisoirement les pèlerinages.

Ce fut l'objet de la circulaire Fallières aux Evêques. Circulaire superflue évidemment, mais enfin *rédigée en termes polis et mesurés, auxquels la grande majorité des Evêques répondit en termes semblables.*

Ce ne fut pas le cas de Mgr Goutho-Soulard, archevêque d'Aix, qui écrivit équivalement au ministre : « Je ferai ce qui me plaît! » Sans doute la forme n'y était pas, et peut-être le droit était-il aussi un peu dépassé. Mais il n'y avait pas de quoi fouetter un chat, et les choses en seraient certainement restées là sans la vigilance des pêcheurs en eau trouble, des fortes têtes, des brouillons et des sectaires de droite et de gauche, qui grossirent et envenimèrent les choses pour rendre inévitable un conflit.

On sait quel rôle fit jouer à Mgr Goutho-Soulard Paul de Cassagnac, le meneur de toute cette affaire. *Il s'empara de l'excellent archevêque pour en faire*

comme la personnification de l'épiscopat français outragé dans sa dignité et dans ses droits par le pouvoir civil. Il fit un tel vacarme que l'épiscopat lui-même se laissa ébranler et prêta les mains à cette misérable campagne dont le but visible était de retarder sinon de compromettre irrémédiablement la réconciliation qui était en train de se faire (1).

MM. Georges Goyau et Jean Brunhes, auteurs de l'ouvrage anonyme « Du Toast à l'Encyclique », n'expriment pas un autre jugement :

Le calme durait trop au gré de quelques-uns (2), et la conciliation risquait de s'imposer. Un incident sans grand fondement permit aux perturbateurs de lancer l'Eglise et l'Etat dans une dernière crise.

Les perturbateurs n'ont pas eu le dernier mot, mais ils peuvent se rendre cette justice qu'ils n'ont pas épargné leur peine.

Les adhésions épiscopales à la politique constitutionnelle étaient devenues chaque jour plus nombreuses et plus nettes; la solidité des adhésions fut mise à une rude épreuve par l'affaire des pèlerinages de Rome.

Avec une hâte mal justifiée, sans attendre les rapports de notre ambassadeur, le ministère français défendit aux évêques de s'associer à ces pèlerinages ouvriers. Mgr Goutte-Soulard, archevêque d'Aix, protesta contre cette défense dans une lettre à M. Fallières.

La protestation était légitime, en principe : M. Fallières en goûta peu les termes. Peut-être l'incident fût-il tombé dans un rapide oubli, si les journaux monarchistes n'en avaient à dessein exagéré l'importance. M. Paul de Cassagnac souhaitait une querelle éclatante entre l'Eglise et la République; le parti radical avait le même désir.

(1) M. l'abbé Dabry, *les Catholiques républicains*, chap. IV. — Voir *Cas de Conscience*, chap. VII et son appendice.

(2) Deuxième partie, chap. I.

M. Fallières en engageant contre Mgr Gouthé-Soulard une étrange poursuite judiciaire, réconcilia dans une commune allégresse M. Paul de Cassagnac et M. Georges Clémenceau. Tous deux pensaient en eux-mêmes et se disaient peut-être entre eux que c'en était bien fini, de cette réconciliation entre l'Eglise et la forme républicaine. Déjà M. de Cassagnac se flattait de ramener à ses idées monarchistes les évêques égarés ou transfuges, et d'embrigader le clergé tout entier sous la bannière orléaniste. Et déjà M. Clémenceau, prévoyant la prochaine réalisation des espérances cassagnaciennes, se préparait à réclamer de nouveaux sévices contre le clergé français, ennemi systématique de la constitution et de la légalité.

Le rêve de ces deux personnages fut complètement déçu.

II. — Les protestations.

Voyons les faits et les documents. Ils sont accablants pour ces historiens fantaisistes, apologistes imprudents d'une lamentable politique; ils les condamnent d'autant plus hautement que ces écrivains ont vécu ces faits et lu, comme tout le monde, ces documents dans la presse.

Dans la séance de la Chambre, le 22 octobre, Albert de Mun qui, vraisemblablement, n'était pas de connivence avec Paul de Cassagnac pour soulever les catholiques et les évêques, portait à la tribune la noble expression de leurs plaintes.

M. le comte Albert de Mun. — Je désire adresser quelques mots à M. le ministre des Affaires étrangères au sujet de la première partie de son discours et de la

réponse qu'il a faite à M. Delafosse. J'attendais une autre réponse.

J'espérais qu'une parole plus précise viendrait dissiper ou du moins amoindrir l'impression profondément pénible que beaucoup ont gardée de son attitude lors des événements de Rome. Cette parole il ne l'a pas prononcée. Il a bien dit qu'il avait regretté les violences exercées contre nos nationaux, mais il n'a pas dit à cette tribune ce qu'il avait fait pour protester contre les outrages faits à nos nationaux et pour obtenir la protection qui leur était due. (*Très bien ! très bien ! à droite*). C'est de cette absence de protestations publiques que nous nous plaignons.

Je ne reviens pas sur les faits : un seul est à retenir : c'est que pendant plus de trois jours les pèlerins français ont été en butte aux outrages et aux violences de toutes sortes.

Ces outrages et ces violences se sont produits aux cris de : « A bas la France ! Vive Sedan ! » (*Mouvement.*) Le drapeau français a été insulté, la foule a porté ses clameurs devant le palais Farnèse, résidence de notre ambassadeur.

Ces violences sont le résultat d'un plan préconçu, mille témoignages l'établissent. Vous savez qu'une heure après les arrestations du Panthéon, des placards imprimés à l'avance étaient colportés, relatant la prétendue injure faite au peuple italien et à son souverain.

On a dit et imprimé que vous aviez chargé notre ambassadeur de remercier le gouvernement italien de la protection qu'il avait accordée, dans la circonstance, à nos nationaux. (*Interruptions.*)

Vous me faites un signe de dénégation, monsieur le Ministre, vous auriez dû venir apporter cette dénégation à la tribune.

Car vous ne vous rendez certainement pas compte de l'émotion que ces faits ont soulevée dans beaucoup d'âmes françaises ; vous ne vous rendez pas compte du senti-

ment de profonde indignation qui s'est emparé de ceux qui ont été victimes de violences à Rome, et qui n'ont trouvé protection, ni auprès du gouvernement italien, ni auprès de nos agents.

Ce qui est vrai, c'est que, saisi des plaintes signées de nationaux, notre ambassadeur les a communiquées au gouvernement italien, qui a promis de faire une enquête.

Il reste donc établi que ces pèlerins, laïques ou prêtres, jeunes gens ou vieillards, ont été l'objet d'outrages, de violences, sans obtenir protection. Voilà les faits qui ont causé, à beaucoup d'entre nous, une émotion que nous eussions voulu vous voir dissiper à la tribune.

Je sais bien que vous êtes venu dire — mais cela ne suffit pas pour que je vous en témoigne de la reconnaissance — que les catholiques sont des citoyens comme les autres. Je le crois bien ! J'ajoute que partout, à l'intérieur comme à l'extérieur, ils ont droit à votre protection, mais surtout au dehors, parce que, au delà de nos frontières, il n'y a plus des catholiques ou des athées, des monarchistes ou des républicains, il ne doit y avoir pour vous, que des Français. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Or, pendant cinq ou six jours, ceux de nos compatriotes qui étaient de l'autre côté de la frontière ont pu croire qu'ils n'étaient plus des Français. (*Interruptions.*) Vous ignorez donc, en vérité, les cris qui les accueillent à toutes les gares, les violences dont ils étaient l'objet partout.

Eh bien ! je précise la question. Au moment où les événements se sont produits, où l'on assistait à un déchaînement de violences contre les pèlerins et contre la France, votre voix, monsieur le Ministre, ne s'est pas élevée pour nous protéger contre les violences qui ont été commises.

Bien mieux, la voix du gouvernement ne s'est élevée que pour publier la circulaire aux évêques. Je ne veux

pas la discuter en ce moment. Ce que je reproche au gouvernement, c'est, alors qu'il se taisait sur les autres points, d'avoir publié cette circulaire, paraissant ainsi blâmer ces prélats et amnistier les auteurs des violences. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Voilà la situation que j'aurais voulu vous voir dégager d'une façon plus nette. Vous avez commis une faute, une très grosse faute. Dans un moment où tous les cœurs français étaient ouverts par le grand acte auquel vous avez fait allusion (1), vous avez commis une faute...

La circulaire adressée aux évêques par le ministre Fallières était rédigée en ces termes :

Paris, 4 octobre 1891.

Monsieur l'Evêque,

Vous connaissez les regrettables incidents qui viennent de se produire à Rome au cours des pèlerinages dits : « des ouvriers français ». Vous avez trop le sentiment des intérêts de la nation, pour ne pas penser, comme moi, que toutes les autorités du pays doivent éviter d'être compromises dans des manifestations qui peuvent perdre facilement leur caractère religieux.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous inviter à vous abstenir, pour le moment, de toute participation à ces pèlerinages.

Agréez, monsieur l'Evêque, l'assurance de ma haute considération.

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes.

FALLIÈRES.

Voici la réponse de Mgr Gouthé-Soulard à cette communication :

(1) Le toast du cardinal Lavignerie.

Aix, 8 octobre 1891.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 4 courant, par laquelle vous invitez les évêques à s'abstenir *pour le moment* des pèlerinages à Rome *dits des ouvriers français*.

Je me suis mis à la tête du pèlerinage provençal, et, à ce titre, je me crois directement désigné.

J'ai suivi mes 541 compagnons de route partout : on ne peut leur reprocher la moindre parole, le moindre acte répréhensible ; l'attitude des Italiens, j'aime à le reconnaître, a toujours été correcte, respectueuse, empressée, mais nous sommes partis la veille de l'explosion du complot.

Des témoins autorisés pourront vous rendre le même témoignage pour tous les autres pèlerinages.

Dans ces conditions, monsieur le Ministre, je ne vois pas pourquoi *vous nous invitez à ne pas nous compromettre dans des manifestations qui peuvent, dites-vous, facilement perdre leur caractère religieux*. Ces manifestations ont toujours gardé leur caractère religieux, et ne l'ont jamais perdu par la faute des pèlerins. Nous n'avons pas besoin de votre invitation ni pour le passé ni pour le présent, et rien ne vous autorise à nous la faire pour l'avenir ; du reste, nous savons nous conduire.

Le comité organisateur a suspendu les pèlerinages ; quand ils se rétabliront, je ferai ce que je voudrai dans l'intérêt de mon diocèse. Votre lettre était donc inutile.

L'incident du Panthéon est un coup monté contre la France, à l'occasion des pèlerins ; les scènes sauvages et les cris féroces contre les Français dans la plupart des villes italiennes, à la même heure, en sont une preuve incontestable. Vous aviez mieux à faire que de vous presser à nous écrire cette lettre qui devient un triste et odieux contre-sens. De plus, elle n'est appuyée sur rien

de sérieux. La seule raison est de répondre à ces deux mots : *Vive le Pape !*

Mais est-ce un crime à soulever tout un peuple que d'écrire : *Vive le Pape* dans une Eglise où le Pape est chez lui, à côté du tombeau d'un roi que Pie IX a pardonné, et qui a reconnu ses torts en se confessant avant de paraître devant Dieu ?

Vous ne savez pas même si ces deux mots sont l'œuvre d'une main étrangère. Comment rendre les pèlerins français responsables d'un fait personnel et insignifiant, dont vous ne connaissez pas sûrement l'auteur ? Dites, si vous voulez, que c'est une étourderie, et vous l'aurez jugé avec une entière sévérité.

M. le Président de la République et ses ministres se croiraient-ils insultés parce qu'un visiteur écrirait sur un registre officiel : *Vive Monsieur le Comte de Paris !* Vous n'y prêteriez pas même attention, à moins que les francs-maçons ne voulussent en faire un cas de guerre contre les catholiques, comme en Italie.

Ah ! si les rôles étaient intervertis, quelles protestations vous auriez déjà reçues, et à bon droit. Il aurait bien fallu qu'on insultât un pèlerin anglais ! La pénitence serait déjà faite. Nous nous refusons à croire que des excuses et des remerciements aient été présentés au gouvernement italien. Des excuses ! On nous en doit ; nous n'en devons point. Où sont les fautes commises ? Des remerciements !!! Pourquoi ? Sans doute pour quelque genre d'outrages qu'on aura oublié, et pour de plus grands malheurs qui n'ont été évités que par le bon esprit et le calme chrétien des pèlerins, obligés de fuir, comme des criminels à des heures indues.

Comme ils ont été admirables de prudence et de sagesse à tous les points de vue, et qu'ils vous ont rendus fort à l'égard de nos voisins !

Nous devons aussi féliciter nos compatriotes de ne pas répondre par la plus légère représaille aux nombreux Italiens, qui viennent gagner leur vie au milieu de nous.

Vous nous faites l'honneur, monsieur le Ministre, de nous dire que nous avons *le sentiment des intérêts de la nation*. Oui, nous avons ce sentiment profondément enraciné dans nos âmes, parce que nous le puisons à une source où il est toujours pur, et où il ne subit jamais de défaillance. En allant à Rome, nous l'avons ravivé aux pieds de ce grand Pape, héroïque victime de la Révolution, qui nous a parlé de la France catholique en des termes qui nous la feraient aimer davantage, si c'était possible, et nous ont rendus plus fiers d'être ses enfants; il m'a dit à moi personnellement sur mon pays des paroles inoubliables.

Et voilà pourquoi nous sommes humiliés des lamentables événements qui se passent en Italie et en France, où les maîtres du jour ne manquent aucune occasion d'attaquer et d'insulter cette religion catholique qui a fait l'Italie et la France. *La paix est quelquefois sur vos lèvres, la haine et la persécution sont toujours dans les actes, parce que la franc-maçonnerie, cette fille aînée de Satan, gouverne et commande : mille fois aveugle volontaire qui ne le voit pas.*

Pour moi je suis vivement blessé dans ma dignité de Français, de catholique et d'évêque.

Recevez, monsieur le Ministre, l'assurance de tout mon respect.

XAVIER,

Archevêque d'Aix.

Mgr Gouthé-Soulard, il est bon de s'en souvenir ici, fut un rallié d'avant la lettre. Aucun prélat n'avait affirmé plus hautement son adhésion à la République sans attendre la parole du Pape. Mais il était de ceux qui prenaient au sérieux la résistance à l'oppression anti-chrétienne, indiquée pour but à l'union de tous les gens honnêtes. Et en cela, il dépassa, force est bien de le reconnaître, non pas, certes, les directions qu'on appellerait justement pontificales, mais la politique de Léon XIII.

Aussi arriva-t-il pour lui, comme pour M. Isoard, l'évêque d'Annecy, le premier adhérent à l'Encyclique, que leur fermeté en présence de la tyrannie religieuse les fit considérer par les politiques de la conciliation comme des brouillons, des emportés ; et finalement, eux aussi, furent traités de réfractaires.

Mais, dans cette circonstance, Albert de Mun ne fut pas le seul complice du coup monté par Paul de Cassagnac contre la République. Les cardinaux, les évêques, le Pape lui-même au premier moment apportent leur concours par des manifestations qui occupent toute la presse. Leurs lettres ne pouvaient manquer de produire sur le clergé et les catholiques une impression dont le lecteur se rendra aisément compte ; elles dénotent le sentiment qui agitait le clergé et la masse religieuse.

Le cardinal Langénieux écrit de Rome au ministre, le 10 octobre.

Monsieur le Ministre.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre circulaire en date du 11 octobre, que je reçois à Rome.

Oui, monsieur le Ministre, je connais, pour en avoir été témoin, *les regrettables incidents qui viennent de se produire*, et j'aime à penser que vous ne les connaissiez que très imparfaitement, lorsque vous avez pris la résolution d'envoyer à NN. SS. les évêques de France, la lettre qui me parvient ici. Autrement vous auriez su que le *pèlerinage dit « des ouvriers français »* n'a jamais perdu son caractère religieux et que, s'il a été victime des manifestations violentes de la populace, il n'a fourni aucun prétexte à la malveillance vigilante des agitateurs italiens ; vous auriez su que tout a été préparé et dirigé moins contre les pèlerins que contre la France. Aussi, ce

qui nous tient le plus à cœur, ce ne sont ni les injures, ni les outrages, ni les mauvais traitements dont les membres du pèlerinage ont été l'objet : c'est d'avoir entendu, pendant de longues heures, retentir dans toute la ville de Rome ces deux cris sans cesse répétés : « *A bas le Pape ! A bas la France !* »

Devant le caractère antireligieux et antifrçais que prit, dès le premier instant, la manifestation, je n'ai point attendu votre invitation, monsieur le Ministre, pour envoyer, d'accord avec le comité organisateur, un contre-ordre à tous nos correspondants de France; et dès le samedi, 3 octobre, la dépêche suivante était expédiée : « Les démonstrations tumultueuses et violentes qui se sont produites à Rome contre les ouvriers et contre le Saint-Siège, sous le prétexte d'un fait isolé, dont on accuse un ou deux jeunes gens étrangers au pèlerinage ouvrier, prouvent trop évidemment que les catholiques français ne sont pas libres dans la Ville éternelle, et que leur présence ne pourrait que donner lieu à des nouvelles manifestations contre la Papauté et contre la France. Dans ces conditions douloureuses, le comité décide la suppression des cinq trains départ d'octobre. » Après cet acte inspiré par le *sentiment des intérêts de la nation*, j'espérais que notre gouvernement ne manquerait pas d'adresser des représentations devenues nécessaires au gouvernement italien, qui a manifestement laissé toute liberté à l'émeute.

J'ai le regret de constater que l'espoir des Français insultés à Rome a été déçu. Permettez-moi de vous dire, monsieur le Ministre, que nous en sommes profondément affligés, plus encore pour notre patrie que pour nous-mêmes.

Veillez agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

B. M. Cardinal LANGÉNIEUX,
Archevêque de Reims.

Trois jours après, c'est le futur cardinal Perraud :

Autun, 13 octobre 1891.

Monsieur le Ministre,

Notre patriotisme nous impose l'obligation de croire que, mieux informé du véritable caractère de ces événements, le gouvernement de la République se fût abstenu de paraître donner l'encouragement même le plus indirect aux passions hostiles, si violemment déchaînées depuis dix jours à Rome et dans toute la péninsule italienne, contre la personne du Souverain Pontife, l'indépendance nécessaire de son ministère et l'honneur de notre pays.

Je vous prie, monsieur le Ministre, de vouloir bien agréer l'expression de mes sentiments respectueux.

ADOLPHE LOUIS,

Evêque d'Autun.

Mgr Trégaro, le vaillant évêque de Séez, adresse à son tour au ministre la protestation suivante :

Séez, 14 octobre 1891.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 4 octobre, par laquelle vous m'invitez à ne plus prendre part aux pèlerinages d'ouvriers français à Rome.

Votre Excellence voudrait-elle me permettre de lui exprimer ma surprise en la voyant faire peser cet ostracisme sur l'Episcopat? Les insulteurs italiens ne se sont-ils pas adressés à la France entière? N'est-ce pas aux cris de : « *A bas la France! Mort aux Français!* », que nos pèlerins ont été outragés et indignement brutalisés? On n'a même pas entendu une seule fois messieurs les francs-maçons Juifs s'adresser à l'Episcopat français, par oubli sans doute, car leurs sentiments à notre égard sont assez connus et pourtant c'est nous et nous seuls que vous frappez.

Vous nous mettez ainsi au banc des coupables, monsieur le Ministre, et laissez-moi vous le dire avec tout le respect dû à Votre Excellence, nous ne l'avons pas mérité.

té. Je ne sache pas, monsieur le Ministre, que vous ayez à nous reprocher d'avoir jamais compromis l'honneur de la France, qui nous est cher avant tout. Vous pouvez considérer sans crainte le passé comme un sûr garant de l'avenir, et les coups, quelque injusticiables qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, ne sauraient atteindre notre absolu dévouement à notre Patrie bien-aimée. Ce dévouement n'a d'égal que notre inviolable attachement à l'Eglise dont nous saurons, sans défaillance, quoi qu'il arrive, défendre les droits sacrés. Ce sont surtout ceux-là, vous le savez bien, monsieur le Ministre, que l'on vise aujourd'hui. Si nous en souffrons cruellement en les voyant odieusement et contre toute justice foulés aux pieds, par ceux-là même dont le devoir serait de les défendre ; nous restons cependant sans une crainte exagérée pour l'avenir. La vérité est imprescriptible, monsieur le Ministre, tôt ou tard elle doit triompher et elle triomphera.

Agréez, monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

FRANÇOIS-MARIE,

Evêque de Séz.

Coutances, le 16 octobre 1801.

Monsieur le Ministre,

Avant de vous accuser réception de votre circulaire concernant les pèlerinages à Rome, j'ai voulu prendre quelque temps pour être plus à même d'apprécier la situation.

Laissez-moi vous dire aujourd'hui, monsieur le Ministre, que plus j'y réfléchis et plus je me sens douloureusement affecté d'une mesure prise à l'occasion des faits dont la gravité n'était nullement démontrée et avant même que la justice italienne eût prononcé. L'invitation que vous avez cru devoir adresser à l'épiscopat français fait souffrir mon patriotisme et ma foi.

Je ne vois que trop bien en effet ce que la dignité nationale peut y perdre : je ne vois pas aussi bien ce

qu'elle peut y gagner. Quant à la religion, monsieur le Ministre, la mesure que vous signifiez aux évêques doit-elle réellement tourner à son profit ? Les apparences tout au moins sont contre la liberté de l'Eglise ? Cette liberté, monsieur le Ministre, nous ne devons, nous ne pouvons la sacrifier à aucun prix.

Or, dans les circonstances où vous nous écrivez, ne semble-t-elle pas menacée en même temps que la liberté même du Saint-Siège. N'est-ce pas pour nous un droit et un devoir de visiter, au gré de notre conscience, le Chef, le Père de la famille catholique ? Et les manifestations qui viennent de se produire pourraient-elles porter atteinte à notre droit, entraver l'accomplissement de notre devoir, alors que ces manifestations, on le sait du reste actuellement, n'ont pas été provoquées par nos pèlerins, mais ourdies par les sectaires contre la Papauté, contre la France elle-même ?

Votre invitation, il est vrai, monsieur le Ministre, n'est que « pour le moment ». Mais l'expérience nous instruit ici. Que de projets dont la première idée révoltait, et qui, depuis, habilement entretenus et propagés, sont devenus des lois qu'il nous faut subir !

Oui, monsieur le Ministre, les évêques français ont le sentiment des intérêts de la nation. Ils les défendent avec un dévouement que ne lassent ni les amertumes, ni les humiliations. Mais ils ont aussi le sentiment des conditions essentielles à la vraie grandeur de la patrie.

Après ces observations qui dégagent la conscience de l'évêque, et la trop légitime susceptibilité du Français, je vous prie, monsieur le Ministre, d'agréer l'hommage de ma haute considération.

ABEL,

Evêque de Coutances et d'Avranches.

Mgr Freppel avait été le premier à relever, en termes d'ailleurs très mesurés, l'impertinence du ministre :

Angers, 7 octobre 1891.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser à la date du 4 courant et dans laquelle vous invitez les évêques à s'abstenir, pour le moment, de toute participation aux pèlerinages dits « des ouvriers français ».

Sans vouloir discuter, dans les circonstances présentes, les questions de droit que soulève votre circulaire, je me permets de penser qu'elle était à tout le moins superflue; car, devant l'attitude agressive d'une partie de la population italienne, contre la France, il ne pouvait venir à l'esprit d'aucun évêque français de choisir le moment actuel pour se rendre auprès du Souverain Pontife. D'ailleurs, en présence de manifestations qui sont hors de toute proportion avec l'acte irréfléchi de quelque jeune étudiant, les directeurs des pèlerinages s'étaient empressés, spontanément, de suspendre leurs projets. Je partage absolument, monsieur le Ministre, votre juste souci des « intérêts de la nation », mais il m'est impossible de ne pas appeler à mon tour l'attention du gouvernement sur la situation anormale et violente que révèlent ces regrettables incidents. S'il suffit d'un fait purement individuel, d'un acte de légèreté de quelque pèlerin, désavoué d'ailleurs par tous ses compagnons, pour amener à Rome et d'un bout de l'Italie à l'autre un pareil déclenchement de passions contre la France, et pour rendre impossible aux catholiques d'un pays leur accès auprès du Père commun des fidèles, peut-on dire que l'honneur et la dignité de notre nation n'ont reçu aucune atteinte, et que le Pape est vraiment libre dans l'exercice de son ministère?

Laissez-moi croire que ce côté si grave de la question n'aura pas échappé à la clairvoyance de votre patriotisme, et que le gouvernement se fera un devoir de protéger, dans la mesure de ses forces, avec l'indépendance du Saint-Siège, les droits et la liberté des catholiques français.

Agréez, monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

CHARLES-ÉMILE,
Evêque d'Angers.

Le Souverain Pontife Léon XIII, voulant épancher sa douleur et consoler celle de ses enfants, choisit justement l'archevêque d'Aix pour confident de ses peines. Le 12 octobre, Sa Sainteté adressait à Mgr Gouthé-Soulard la lettre suivante :

A notre vénérable frère François-Xavier, archevêque d'Aix à Aix, en Provence, Léon XIII, Souverain Pontife.

Vénérable frère, salut et bénédiction apostolique. C'est avec gratitude et grande joie que nous avons accueilli les sentiments exprimés dans la lettre que vous nous avez adressée dès votre retour de Rome. Assurément, pendant votre récent séjour dans la Ville éternelle, alors que tant de consolations nous étaient données par le dévouement et la piété admirable d'une si grande multitude, nous ne pressentions nullement les angoisses qu'allaient nous apporter si tôt des incidents imprévus.

Il est bien triste, comme vous l'avez compris, d'avoir à les souffrir, et plaise à Dieu qu'ils ne nous présagent pas quelque chose de plus triste encore. Nous ne pouvons, en effet, nous empêcher de redouter pire encore en voyant qu'on laisse aux insulteurs du Pontificat romain tant d'impunité et de licence. Et de fait, au premier prétexte, ils ont lâché les freins à la colère, et aussitôt la ville retentissait partout de cris sauvages.

La fureur dont ils étaient pleins a éclaté. La majesté d'un temple très auguste a été violée, le pontife attaqué par d'amères et bruyantes insultes, le nom catholique couvert d'injures. Les outrages et même les voies de fait se sont multipliés contre un grand nombre de pèlerins que n'ont pu protéger ni les lois de l'hospitalité ni l'innocence, et vraiment on a traité comme on traite des

ennemis des hommes que leur piété seule et leur dévouement au Saint-Siège avaient amenés à Rome. Après ces attentats qui ont porté une grave atteinte à la vieille réputation de distinction et d'urbanité italiennes, il devient évident que la haine de nos adversaires grandit de jour en jour, et quels que soient enfin les artifices hypocrites dont on se sert, on voit éclater de plus en plus les tristes projets qui se trament contre nous et contre le Saint-Siège.

Pour vous, vénérable frère, vous continuerez de toutes vos forces à combattre avec nous pour l'Église.

Quant à ceux qui, sous votre conduite et vos auspices, étaient venus vers nous à Rome, unis par leur piété, vous leur ferez part de nos sentiments paternels, et, pour gage des grâces divines, nous vous donnons affectueusement à vous, vénérable frère, et à eux, ainsi qu'à votre clergé et à tout votre peuple, la bénédiction apostolique.

Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 19 octobre de l'année 1891, de notre pontificat la quatorzième,

LÉON XIII, *Pape*.

Après de telles manifestations, il semble vraiment superflu de recourir aux passions monarchiques pour expliquer le retentissement de cette affaire. Il est encore permis de croire que les suggestions de Paul de Cassagnac n'étaient pas pour grand'chose dans les lettres épiscopales qui se multiplièrent de toutes parts après l'annonce des poursuites intentées contre l'archevêque d'Aix, et dont le cardinal Richard, puis les cardinaux Deprez et Langénieux donnèrent l'exemple très significatif, bientôt suivi par la presque universalité de l'épiscopat français; tandis que Léon XIII, ne soupçonnant peut-être pas toute la portée que prenait ce mouvement protestataire, s'adressait cette fois

à tous les chefs des diocèses, par l'intermédiaire du cardinal Langénieux.

ARCHEVÊCHÉ DE PARIS.

Paris, 25 octobre 1891.

A Monseigneur l'Archevêque d'Aix.

Monseigneur,

Les journaux d'hier nous ont appris que Votre Grandeur était citée à comparaître, le mardi 24 novembre, devant la première chambre de la Cour d'appel de Paris.

Permettez-moi de revendiquer l'honneur de vous offrir l'hospitalité à l'archevêché, en cette circonstance.

Tous vos frères, dans l'épiscopat, soyez-en assuré, vous entoureront d'une respectueuse et affectueuse sympathie.

Vous aviez voulu, Monseigneur, accompagner vos chers ouvriers de la Provence dans le pèlerinage de Rome et vivre de leur vie durant tout le voyage. Vous avez dû, plus que tout autre, éprouver une douloureuse impression des incidents qui ont marqué la fin du pèlerinage.

Notre pays aime les âmes loyales et généreuses; il ne vous blâmera pas d'avoir vivement ressenti et vivement exprimé la douleur que vous causait l'injure faite à l'Eglise et à la France.

Veuillez, très cher et vénéré Seigneur, agréer l'hommage de mon affectueux respect et de mon fraternel dévouement.

FRANÇOIS, Cardinal RICHARD,
Archevêque de Paris

ARCHEVÊCHÉ DE TOULOUSE.

Toulouse, 25 octobre 1891.

A Monseigneur l'Archevêque d'Aix.

Monseigneur,

Je ne croyais pas que, dans un pays où l'on se pique de tenir encore aux grandes et saintes choses, il était

possible de commettre un délit en faisant acte de religion et de patriotisme.

L'amour de l'Eglise et celui de la France ont seuls inspiré votre réponse à M. le ministre des Cultes. Les maîtres du jour ont vu dans cette lettre tout apostolique un outrage au lieu d'un service, et ils requièrent des peines pour un écrit à l'occasion duquel ils devraient vous octroyer des remerciements. Votre courage épiscopal ne laisse pas de provoquer ailleurs les sentiments qu'il mérite depuis que vous êtes poursuivi pour avoir soutenu les droits de la conscience catholique et de la dignité française.

D'un bout à l'autre de notre pays, les prêtres et les fidèles en sont fiers comme d'une gloire qui leur est propre. On dirait que vous êtes devenu l'évêque de tous les diocèses de France. Aussi votre sort inspire à vos collègues dans l'épiscopat une jalousie que je n'ai pas la force de tenir secrète, et, en attendant le jour peut-être prochain où il me sera donné de vous suivre, je regarde comme un devoir de vous apporter, Monseigneur, l'expression sincère de ma cordiale sympathie.

Veillez, en même temps, Monseigneur, agréer l'assurance de mon respectueux dévouement.

P. Cardinal DESPREZ,
Archevêque de Toulouse.

Archevêché de Reims

Reims, 19 novembre.

Monseigneur,

En vous envoyant la lettre de Notre Très-Saint Père que je suis chargé de communiquer à N. N. S. S. les cardinaux, archevêques et évêques de France, je veux vous redire encore nos sentiments de fraternelle affection et de respectueuse sympathie, à la veille de votre comparution devant le Tribunal.

Vraiment, cher Seigneur, je me demande comment, unis comme nous l'étions à Rome dans la même pensée et dans la même œuvre; associés, quelques jours après,

dans la même protestation contre la circulaire de M. le ministre des Cultes, nous sommes aujourd'hui séparés.

Je m'incline devant le choix qui a été fait de votre personne, en me disant que tous ne sont pas jugés dignes de souffrir pour Jésus-Christ et pour son Eglise.

Au moins, cher et vénéré Seigneur, veuillez me faire une part dans vos mérites comme je vous la fais chaque jour dans mes prières, et soyez assuré que mes vœux dévoués vous suivront devant vos juges.

B. M. Cardinal LANGÉNIEUX.

Archevêque de Reims.

Lettre de Mgr de Valence au ministre des Cultes :

Valence, 24 octobre 1891.

Monsieur le Ministre,

Je m'étais proposé d'adhérer purement et simplement à la noble et ferme lettre qui vous a été adressée par mon vénéré métropolitain ; mais apprenant que des poursuites sont dirigées contre Mgr l'archevêque d'Aix, je considère comme un devoir de solidarité fraternelle de vous faire parvenir directement l'expression des sentiments qui m'ont été inspirés par votre lettre du 4 octobre, adressée à l'épiscopat.

Depuis que le jour s'est fait sur les tristes événements du 2 octobre, il est évident pour tout homme de bonne foi qu'une manifestation hostile à la Papauté et à la France était préparée dans l'ombre par la franc-maçonnerie italienne, et que l'acte bien innocent de quelques jeunes pèlerins n'en a été que le prétexte.

Les mauvais traitements infligés à des citoyens français par la canaille de Rome, sous les yeux bienveillants de la police, les cris furieux et mille fois répétés de : A bas le Pape ! A bas la France ! Vivo Sedan ! indiquaient clairement le but de cette haineuse démonstration.

Vous deviez être informé de tout cela, monsieur le Ministre, autrement, ceux qui représentent la France en

Italie n'auraient pas rempli leur devoir. Alors, comment se fait-il que Votre Excellence n'ait pas cru devoir prendre d'autre mesure que d'inviter les évêques à s'abstenir de diriger les pèlerinages ? Pour ma part, je ne crois pas que cela suffise pour donner satisfaction à l'opinion publique et à la dignité nationale si grossièrement outragée. Je n'y vois, hélas ! qu'un symptôme de plus des dispositions de notre gouvernement à l'égard des catholiques : ce sont eux qui ont toujours tort, c'est d'eux seuls que vient tout le mal.

Et pourtant, dans ces hommages publics rendus à la religion et au Vicaire de Jésus-Christ, les évêques font-ils autre chose que de réveiller la foi, d'exciter la piété, d'encourager le respect et la soumission filiale à l'autorité la plus sacrée et la plus soucieuse de notre chère France ? En quoi cela peut-il nuire à la prospérité d'un peuple et à l'honneur de son drapeau ?

Ah ! s'il était permis aux catholiques du monde entier de ne plus faire le pèlerinage de Rome pour aller porter au Souverain Pontife l'hommage de la vénération et de l'amour qui le consolent dans sa douloureuse captivité, les ingrats habitants de cette Rome intangible mourraient bientôt de faim et subiraient le juste châtiment que leurs insultes n'ont que trop mérité. Mais nous avons des devoirs de piété filiale à remplir, et nous voulons y être fidèles. On voudrait empêcher des enfants de visiter leur père, mais Dieu ne le permettra pas, et tant que le Saint-Siège n'aura pas reconquis l'indépendance qui permettra au père de recevoir librement ses fils, nous ne cesserons de protester contre l'odieuse tyrannie dont il est la victime. Ces sentiments, d'ailleurs, n'ont rien d'incompatible avec l'amour de la patrie, et nous saurons prouver que les chrétiens les plus dévoués à la Papauté sont aussi les meilleurs citoyens.

Dans sa lettre du 4 octobre, Votre Excellence veut bien reconnaître que les évêques ont le *sentiment des intérêts de la nation*. Oui, monsieur le Ministre, ces

intérêts nous sont à cœur, et nous les défendrons partout et toujours. Quand nous entendons crier : A bas la France ! nous avons l'âme profondément humiliée et navrée. Quand nous voyons des Français faire brûler l'encens au pied de la statue d'un Garibaldi qui fit couler le sang de nos soldats à Rome et qui les trahit à l'armée de l'Est, quand, pour faire leur cour au radicalisme cosmopolite, ils s'aplatissent devant la nation-sœur et lui tendent la main, au moment où elle nous prépare ses ignobles crachats, notre âme bondit et se révolte, notre sang français bout dans nos veines ; car notre pays, sa dignité, sa grandeur nous sont plus chers que la vie.

C'est parce que vous en convenez, monsieur le Ministre, que vous devriez compter sur notre patriotisme et vous en rapporter à notre prudence pour concilier nos devoirs de catholiques avec notre invincible amour pour la France.

Veuillez, monsieur le Ministre, agréer l'hommage de mon profond respect.

CHARLES,
Evêque de Valence.

III. — La Déclaration de Mgr Gouthé-Soulard

Au moment où Mgr Gouthé-Soulard allait comparaître, soixante-dix évêques lui avaient adressé publiquement le témoignage de leur sympathie et de solidarité. C'est donc avec un splendide cortège qu'il se présenta devant ses juges. La déclaration dont il leur donna lecture d'une voix ferme est un magnifique monument de dignité et de liberté épiscopales :

Un ancien curé, devenu archevêque, qui, pendant vingt-deux ans, n'a parlé qu'à des ouvriers et à leurs enfants

pour leur apprendre à aimer Dieu et la France, pourrait être intimidé devant les juges qu'il n'avait jamais vus sur leurs sièges, ni de près, ni de loin. Heureusement, il n'en est rien. Dieu m'a promis pour le moment actuel son assistance spéciale. J'ai, de plus, le témoignage de ma conscience, qui me dit que j'ai fait mon devoir et usé de mon droit.

Je professe un grand respect pour la justice, qui est, après la religion, le fondement solide des États; je ne doute pas que vous la rendiez avec lumière et indépendance.

Il m'en coûterait de me soumettre à l'humiliation imméritée de l'interrogatoire du prévenu; je suis tout prêt à vous fournir respectueusement les loyales et libres explications de l'évêque.

Dans l'ancien régime, alors que le clergé était un ordre privilégié, qu'il existait une religion d'État, et que le roi était l'évêque extérieur; alors que, d'autre part, le Pape, souverain spirituel et temporel, en même temps, avait une armée, et faisait des alliances, il était interdit aux évêques français de se rendre à Rome sans autorisation.

Dès que l'État a été sécularisé, et que le rapport intime entre lui et l'Eglise a été rompu, les évêques ont refusé de subir une servitude qui n'avait plus ni prétexte, ni compensation. Ils l'ont considérée comme intolérable, le jour où le Pape, dépouillé d'un patrimoine protecteur, s'est vu constamment sous la menace d'un coup de force des émeutiers garibaldiens, mal comprimés ou secrètement encouragés, et par là même a été réduit à l'état d'auguste captif, sans autre soutien humain que les empressements affectueux de ses enfants et de ses frères dans l'épiscopat.

Chaque fois qu'un ministre du régime nouveau a exhumé la prohibition de l'ancien régime, l'Épiscopat, sans se troubler, n'a tenu aucun compte de cette fantaisie archaïque et toujours éphémère.

Les circonstances exceptionnelles dans lesquelles elle s'est produite cette fois ne nous permettaient pas de nous en tenir à l'indifférence habituelle.

Des ouvriers et des jeunes gens avaient organisé des pèlerinages pieux ; tout s'y était passé à merveille. Les fêtes de la basilique de Saint-Pierre, remplie de 90.000 catholiques, le 29 septembre, avaient été d'une grandeur et d'une majesté inoubliables. Nos admirables pèlerins et nos nombreux et ardents jeunes gens, avec plusieurs de leurs bannières aux couleurs de France, s'étaient montrés partout d'une réserve et d'une tenue exemplaires. Soudain, le bruit se répand qu'un jeune homme, resté introuvable, a écrit au Panthéon, sur un registre déposé près du tombeau de Victor-Emmanuel. Quoi donc ? Il a écrit : *Vive le Pape !* Et quand même il en serait ainsi en quoi ces mots : *Vive le Pape !* sont-ils séditeux dans un pays dont la loi constitutionnelle déclare la religion catholique, religion de l'Etat, et qui semble ne rien tant désirer qu'une réconciliation avec la Papauté ? En quoi le cri de : *Vive le Pape !* est-il reprehensible dans la ville des Papes ?

Sur cette rumeur, répandue partout en un clin d'œil, bon nombre de pèlerins sont frappés, insultés, quelques-uns sont entraînés en prison. Tous sont menacés, et le cri : *A bas la France ! Vive Sedan ! A bas le Pape ! Mort aux français !* court d'un bout de l'Italie à l'autre.

Mais ce qui se passe en ce même moment en France est plus surprenant encore. Au lieu de faire une enquête sur l'événement, au lieu d'interroger et de contrôler les assertions, le ministre des Cultes lance une circulaire blessante pour les évêques, qu'il rappelle au patriotisme et à la prudence, comme s'ils avaient oublié leur patriotisme et leur prudence habituelle, et il insinue que les pèlerinages ont perdu leur caractère religieux.

Ainsi il paraît prendre parti contre les victimes, et atténuer, sinon justifier, l'insulte italienne.

Il m'a semblé que cet acte exigeait de l'archevêque

d'Aix, un des guides et un des témoins du pèlerinage, une protestation publique, et comme je sais, selon la parole de l'abbé de Rancé, *que les manières languissantes ne persuadent pas*, j'ai déployé dans cette protestation toute la vigueur permise.

Voilà toute l'explication de ma lettre. On a feint d'y trouver un délit méprisable, qui ne s'y trouve pas, au lieu du blâme sévère qui s'y trouve.

Me défendrai-je contre le délit méprisable ? M'abaisserai-je à démontrer que je n'ai jamais songé à *outrager l'honneur et la délicatesse de M. Fallières* ? Non, je ne le ferai pas.

Il n'y a ici d'outragé que moi, à qui on prête une intention basse, contre laquelle protestent et mon caractère, et ma longue carrière, dans laquelle il n'y a jamais eu un mot d'outrage, contre qui que ce soit, grand ou petit.

Quant au blâme sévère, je le maintiens et je le renouvelle ; il était dans mon droit et dans mon devoir. Si cela vaut un châtement, vous pouvez me l'infliger, je le mérite.

Après avoir posé en maxime que le cléricisme, c'est-à-dire la religion catholique, est l'ennemi ;

Après avoir, comme conséquence de ce point de départ, virtuellement brisé le Concordat, en rendant facultative, par la suppression des traitements ecclésiastiques, une indemnité stipulée comme absolument obligatoire, par la signature du Pape et de la France ;

Après avoir dispersé les congrégations vouées à l'enseignement, à la prédication, au soulagement des pauvres, des malades, des vieillards, des orphelins, après les avoir écrasées d'un impôt inique, véritable confiscation légale ;

Après avoir tenté de compromettre le recrutement du clergé, par une loi militaire inutile à la défense du pays ;

Après avoir chassé Dieu de l'école, de l'hôpital, et

même de l'âme de l'enfant à la salle d'asile, tout à coup l'on paraît se raviser et on prononce le beau mot d'apaisement !

L'apaisement, nous le désirons plus que personne, nous en fûmes toujours les apôtres et les messagers ; nous sommes disposés à lui faire tous les sacrifices compatibles avec notre honneur et notre conscience. Mais on n'en veut pas.

Pour avoir un prétexte de nous faire la guerre, et rester seuls à la tête des affaires de la France, les ennemis de l'Eglise nous représentent comme des irréconciliables systématiques ; ils savent qu'ils nous calomnient.

Au nom de l'enseignement catholique de tous les siècles, renouvelé vingt fois dans les immortelles Encycliques de Léon XIII, très grand théologien et très grand philosophe, je leur répète que l'Eglise catholique, constituée en vue des destinées éternelles de l'homme, ne poursuit aucun gouvernement de son antipathie systématique, pas plus qu'elle ne s'inféode à aucun.

Elle n'en condamne aucun à cause de sa forme ; elle ne repousse que ceux-là, seulement, quel que soit leur nom, républicain ou monarchique, qui s'opposent, par des lois iniques, à l'accomplissement intégral de sa mission divine.

Est-ce que vous croyez que nous serions restés muets devant un roi ou un empereur qui nous aurait laticés, expulsés, casernés sans profit pour le pays, écrasés par des impôts injustes, qui sont la ruine et la mort à brève échéance et sans bruit ?

Nous aurions emprunté le langage de Bossuet au plus absolu des rois, et nous aurions dit avec lui à ces potentats : Plutôt que de déshonorer notre ministère, nous y mettrons notre tête !

Soumis en bons citoyens à la constitution de notre pays, nous souhaitons un apaisement légal, nous nous en montrerons reconnaissants, et nous y travaillerons de tout notre cœur.

Mais l'apaisement dont on nous entretient est d'une nature toute particulière ; il consiste à ce que nous acceptions, souriants et satisfaits, les coups que depuis longtemps on nous prodigue, et ceux qu'on nous promet. Cet apaisement serait notre avilissement. La tactique est habile, car on sait que la persécution grandit et que l'avilissement tue. Nous ne permettrons pas qu'on nous avilisse, et on sera forcé de nous persécuter en face, ouvertement, non plus à la Julien l'Apostat.

Quand un gouvernement commet l'erreur de demander un service à la justice, elle a la grandeur de répondre par un arrêt, c'est un arrêt que vous allez prononcer. Le service, il n'est au pouvoir de personne de le rendre.

Un évêque ne se condamne pas au silence par crainte du péril. Non. Je ne suis point un insulteur ; je laisse ce vil métier à d'autres qui en ont abusé à mon égard. Je les domine de très haut, puisque je leur pardonne dans le passé, dans le présent et dans l'avenir. Ils n'auront que cette réponse, c'est la réponse du Maître crucifié que j'adore.

Ah ! ce n'est pas moi qui diminuerai le respect. — Il s'en va de partout, mais il restera toujours dans le cœur des évêques, et dans l'Eglise catholique qui en est l'impérissable école.

Vous en avez si grand besoin ; on vous en donne si peu ! Il n'y a rien à vous faire perdre.

Je finis : je suis accusé parce que j'ai défendu ma religion outragée dans son premier représentant par le cri : *A bas le pape !* Je suis accusé parce que j'ai défendu mon pays outragé dans mes diocésains, mes amis, mes compatriotes, par les cris : *Vive Sedan ! Mort aux Français !*

Mon langage qu'on incrimine m'a valu déjà les suffrages de l'Episcopat et d'innombrables témoignages d'estime, de sympathie, de reconnaissance, qui me sont venus de tous côtés, mais surtout de notre très noble nation,

comme l'appelle Léon XIII, de cette nation qui répond toujours quand on parle aux sentiments naturellement chrétiens et patriotiques de sa grande âme.

Ma lettre très française et très épiscopale, et ces poursuites très peu françaises m'attirent un honneur que je ne mérite nullement, et dont mes vénérés collègues dans l'Episcopat sont saintement jaloux, l'honneur incomparable d'être un évêque confesseur de sa foi, et un Français confesseur de son patriotisme.

Je n'ai rien à dire.

L'arrêt déclara Mgr Gouthé-Soulard coupable d'avoir outragé par écrit non rendu public le ministre de la Justice et des Cultes, coupable d'avoir manqué à la considération et au respect qui sont dus au ministre des Cultes; et le condamna à trois mille francs d'amende et aux dépens.

Mais le vaillant archevêque put avec vérité, aussitôt après le prononcé de cette sentence, télégraphier à S. E. le Cardinal Rampolla :

Veuillez dire au Saint-Père qu'aujourd'hui devant les juges, Jésus-Christ, la Papauté et les libertés de l'Eglise ont été victorieusement défendus.

J'ai eu l'honneur d'être condamné à l'amende.

L'Archevêque d'Aix.

Après l'arrêt, plusieurs évêques, comme ceux de Montpellier et de Valence, adressèrent publiquement leurs félicitations au vénérable condamné, et, parmi ceux qui s'étaient abstenus de toute manifestation à son égard, l'un ou l'autre tint à expliquer que son silence n'avait rien d'intentionnel. On citait comme s'étant tenus sur la réserve : NN. SS. Fonteneau, archevêque d'Albi; Jacquemet, évêque d'Amiens; Hugonin, évêque de Bayeux; Lecot, archevêque

de Bordeaux; Grimardias, évêque de Cahors; Lagrange, évêque de Chartres; Hautin, évêque d'Evreux; Cleret, évêque de Laval; Juteau, évêque de Poitiers; Ardin, évêque de la Rochelle; Bourret, évêque de Rodez; Thomas, archevêque de Rouen; Meignan, archevêque de Tours, Jauffret, évêque de Bayonne.

IV. — Réserves.

Le procureur général, M. Quesnay de Beaurepaire, affirma, dans son réquisitoire haineux et perfide, que cinq évêques avaient écrit au ministre en le complimentant de sa circulaire. Celui-ci, quelques mois plus tard, devait produire à la tribune une lettre de l'archevêque de Bordeaux dont la lecture ne manqua pas de causer un peu d'étonnement. On eut la surprise d'apprendre que Mgr Lecot avait été en butte à l'intimidation et aux menaces, en vue de lui arracher une adhésion. On se demande ce qu'il aurait été possible d'ajouter à cette sorte de pression morale que devait exercer sur un archevêque l'exemple du Pape, des cardinaux et de presque tous ses collègues dans l'Episcopat. Il est vrai que Mgr Lecot ne paraît pas avoir cru à la spontanéité de leurs démarches. Toujours est-il qu'il n'estima pas le ministre indigne de recevoir ses confidences, et y joignit même un blâme indirect à l'égard de l'archevêque d'Aix.

On lit, en effet, dans le discours prononcé par M. Fallières à la Chambre, le 13 décembre 1891, en réponse à l'interpellation Hubbard :

M. l'archevêque de Bordeaux me dit, dans sa lettre, qu'il n'a pas été un des signataires de protestations, malgré les actes de pression et d'intimidation qu'on a exercés sur lui. (*Exclamations.*)

« Monsieur le Ministre, *je n'ai pas écrit à Mgr l'archevêque d'Aix, malgré les sommations et les menaces qui avaient la prétention de me contraindre à le faire, et je ne l'ai pas fait parce que je savais que les lettres écrites par les prélats n'étaient pas à leur adresse.* » Ensuite, allant au devant de ma demande d'explications, Mgr l'archevêque ajoute :

« Certes, monsieur le Ministre, je comprends assez les difficultés au milieu desquelles se meut le patriotisme de tous les vrais Français quand il s'agit de questions internationales, pour n'avoir pas voulu y ajouter un embarras de plus.

« J'ai répondu aux besoins de ma foi et aux exigences de mon ministère vis-à-vis de la Papauté, qui est un dogme de notre religion commune. *Je n'ai certes pas à me reprocher d'avoir effleuré même une question internationale, et par conséquent d'avoir causé par une imprudence regrettable le moindre embarras à mon pays.* J'espère, monsieur le Ministre, que cette lettre que j'ai l'honneur de vous écrire n'était pas nécessaire pour vous faire connaître la nature de mes intentions. J'étais heureux néanmoins de vous dire plus intimement et plus explicitement ma pensée, en l'appuyant sur une déclaration nette et franche, comme il convient à un évêque de la donner. »

Mgr Lecot présenta un peu plus tard une explication de sa ligne générale de conduite, lorsqu'élevé au cardinalat, en 1893, il disait dans son discours au président de la République, pour la remise de la barrette :

Les amitiés que je trouvais dans cette noble terre (d'Aquitaine) ont fait tout mon mérite; et je suis heu-

reux de le reconnaître devant le premier magistrat de la République, il n'est pas jusqu'aux bienveillances administratives qui n'aient frayé devant moi, grand et large, le chemin des conciliations, dont mon âme chrétienne et française, éprouve par-dessus tout le besoin (1).

Et le Président Carnot, dans son discours en cette même cérémonie, ne crut pas faire un mauvais compliment aux éminents prélats, ni lâcher une énormité, mais il pensa dire une chose toute naturelle, en faisant honneur à Mgr Lecot et à Mgr Bourret d'avoir été appelés à prendre place parmi les Princes de l'Eglise à cause de leur zèle pour la politique de ralliement. Le morceau vaut d'ailleurs la peine d'être reproduit en entier.

Messieurs les Cardinaux,

J'ai entendu avec une réelle satisfaction les paroles par lesquelles Vos Eminences ont voulu manifester tout à la fois leur gratitude à l'égard du chef de l'Eglise, dont elles tiennent l'investiture spirituelle, et vis-à-vis du

(1) Ces intentions et appréciations conciliantes avaient apparues dans la lettre pastorale publiée par Mgr l'archevêque de Bordeaux au sujet des incidents du pèlerinage, après le procès. Le maintien de l'ambassade française au Vatican, votée chaque année, par une absolue nécessité de gouvernement, lui permettait d'affirmer, avec un à-propos remarqué, que depuis vingt ans la République soutenait la Papauté :

« O peuple de France, si tu voulais songer combien une nation s'honore à prendre en main une grande cause morale, à la défendre, à la faire triompher ! Tous les gouvernements qui président à tes destinées d'ailleurs le comprennent et, dans la mesure de leurs forces, associeront leur drapeau à celui du pontife romain.

« Depuis vingt ans que le pouvoir en France s'appelle République, cette cause n'a pas été un seul jour abandonnée. Chaque année, on se demande s'il faut un ambassadeur de France près d'une majesté découronnée, et chaque année ceux qui font les lois proclament qu'il faut un représentant auprès du Pape, au même titre que les représentants placés près des rois les plus puissants ou des républiques les plus glorieuses. »

pouvoir civil, qui, usant de ses prérogatives concordataires, les a désignées à ses suffrages.

Le gouvernement a été heureux de constater, ces temps derniers, l'unanimité avec laquelle les membres de l'épiscopat, aussi bien que les prêtres qui vivent en contact plus immédiat avec nos laborieuses populations, se sont appliquées à réaliser la pensée du Souverain Pontife, en affirmant leurs sentiments de déférence vis-à-vis des représentants du pouvoir républicain, et leur volonté de se donner à ce grand courant d'unité nationale qui doit entraîner tous les esprits et tous les cœurs.

C'est en se maintenant dans cette voie que le clergé de France, répondant aux vues généreuses du Souverain Pontife, servira le mieux les intérêts spirituels et moraux qui sont confiés à son dévouement.

Il n'aura, d'ailleurs, qu'à suivre les exemples que vous lui donnez avec tant d'autorité, messieurs les cardinaux, et en le faisant, il est certain de mériter l'approbation des esprits sages et éclairés, désireux de voir tous les Français groupés dans un patriotique concert sous l'égide de la République.

C'est précisément parce que, des premiers, pénétrés de ses intentions, vous vous en êtes inspirés dans vos actes épiscopaux, que le Souverain Pontife a voulu répondre à l'appel du pouvoir civil et vous conférer cette haute dignité cardinalice qui, en vous plaçant à la tête du clergé de votre pays, vous ouvre en même temps l'accès des hauts conseils de l'Eglise catholique.

Nous savons, messieurs les cardinaux, quel esprit de prudence, et de zèle éclairé, quelle conscience des besoins de notre époque et de notre société démocratique, quel attachement filial à la patrie et quel respect de ses libres institutions vous porterez l'un et l'autre dans ces conseils.

C'est pourquoi nous nous félicitons d'avoir pu vous en préparer l'accès, et nous remercions très sincèrement

S. S. le Pape Léon XIII, toujours si empressé de donner à la France les témoignages de sa sollicitude, d'avoir bien voulu partager et réaliser nos vœux à votre égard.

Mgr Meignan, archevêque de Tours, donna sa justification sous une autre forme. Au commencement de décembre, *la Semaine religieuse* de Tours publia ce qui suit :

On nous demande quelle a été et quelle est encore aujourd'hui l'attitude de l'archevêque de Tours, en présence des événements qui ont suivi la lettre adressée par l'archevêque d'Aix à M. le ministre des Cultes. Nous sommes autorisés à répondre ce qui suit :

L'Archevêque de Tours, voyant dans le caractère grave qu'a pris l'affaire dès son début et dans les conséquences qu'elle peut avoir, ce que le Droit Canon appelle une CAUSE MAJEURE réservée au Pape, a envoyé au Saint-Père une lettre sollicitant ses hautes directions.

Dès qu'elle les connaîtra, Sa Grandeur s'y conformera avec fidélité.

Cette réponse était bizarre à plus d'un titre. Elle semble contenir un blâme à l'adresse des autres prélats qui, spontanément guidés uniquement par leurs devoirs de pasteurs et par leur dévouement à l'Eglise, n'avaient pas craint de faire entendre leurs protestations.

Ceux-ci n'avaient-ils pas les mêmes connaissances du Droit Canon que Mgr l'archevêque de Tours ? On fit remarquer que ce n'était pas la première fois que Mgr Meignan faisait acte d'insolidarité avec la majorité des évêques de France. Tout le monde savait, en effet, qu'il n'a jamais fait entendre aucune plainte contre les lois scolaires, non plus que contre la loi militaire actuelle, qui, cependant, portait la plus grave atteinte au Droit Canon.

V. — Le sentiment de Rome.

Il faut néanmoins convenir que l'attitude des archevêques de Bordeaux et de Tours répondait mieux à la pensée du Pape que celle des autres évêques.

Mgr Gonthé-Soulard, connaissant les dispositions du Nonce, et préoccupé de lui éviter des embarras diplomatiques, s'était tenu sur une grande réserve à son égard jusqu'au moment du procès, alla le voir le lendemain de l'arrêt. Lui-même a raconté fréquemment depuis que le Nonce lui fit un excellent accueil et loua très spécialement, dans sa déclaration, le passage concernant la respectueuse soumission aux institutions du pays. Mais ce fut de la bouche du ministre des Affaires étrangères en séance publique de la Chambre que les évêques apprirent, s'ils ne la connaissaient déjà, et que fut révélée aux catholiques la désapprobation de leur conduite par la cour de Rome.

Et c'était, certes, de quoi les replonger dans l'attitude humiliée, pour ne pas dire en beaucoup de cas, servile, dont ce procès les avait fait sortir un instant.

Le 5 mars 1892, quelques jours après l'apparition de l'Encyclique sur le ralliement, M. Ribot donnait lecture à la Chambre d'une dépêche diplomatique adressée par lui, le 17 décembre 1891, à l'ambassadeur français près du Saint-Siège. Ce que le ministre y affirmait de la politique pontificale aurait pu laisser un doute dans les esprits, si ces assertions n'avaient été destinées, comme on le verra au début du chapitre suivant, à être placées

sous les yeux du cardinal Rampolla et du Saint-Père, qu'on prenait ainsi à témoins :

Monsieur, la haute sagesse dont le Souverain Pontife a coutume de s'inspirer dans ses jugements n'a pas manqué sans doute d'apprécier comme il convient les récentes manifestations auxquelles une trop grande partie de l'épiscopat français s'est laissé entraîner. Sans vouloir exagérer la portée de ces manifestations, et l'émotion qu'elles ont produite, *il est impossible de méconnaître qu'elles ont eu pour premier résultat de raviver des luttes irritantes et de compromettre la pacification que le Saint-Siège n'a pas cessé de recommander aux évêques.* On ne comprendrait pas que ceux-ci se soient départis en cette occasion de la réserve qui convient à leur caractère, si l'on ne savait de quelles pressions ils ont été l'objet de la part de certains partis politiques. La lettre de l'archevêque de Bordeaux, qui a été communiquée à la Chambre par le ministre des Cultes, d'autres lettres d'un caractère plus confidentiel, également adressées à M. Fallières, nous ont fait connaître le but de la campagne qui vient d'être engagée au nom de la religion et les moyens employés pour forcer les évêques à y prendre part.

Les déclarations que S. Em. le cardinal Rampolla a faites spontanément à M. de Monbel ne nous ont laissé aucun doute sur les sentiments qu'a inspirés au Souverain Pontife la conduite de quelques-uns de nos évêques. Ces sentiments m'ont d'ailleurs été confirmés au cours des entretiens que j'ai eus avec le nonce apostolique. Je n'ignore pas que Mgr Ferrata a usé de toute l'influence dont il dispose pour faire comprendre aux évêques que le Saint-Siège n'approuvait pas leur attitude. Il n'a pas dépendu de lui d'empêcher les regrettables incidents qui ont précédé et suivi la condamnation de M. l'archevêque d'Aix...

CHAPITRE III

L'affaire des catéchismes électoraux.

I. — Promesse d'intervention.

La dépêche diplomatique lue par M. Ribot à la tribune de la Chambre, le 5 mars 1892 (1), poursuivait ainsi :

La déférence envers les représentants du pouvoir civil, *la neutralité dans les luttes politiques* sont les premiers devoirs d'un clergé reconnu par l'Etat. Du jour où ce clergé, sort de sa mission religieuse pour se mêler à la politique, il met en danger le Concordat.

Je vous signale particulièrement, à ce point de vue, le projet qui semble avoir été formé par un certain nombre d'évêques de publier, quelque temps avant les prochaines élections municipales, un manifeste sur le devoir des électeurs. On ne manquerait pas de voir dans cette intervention collective une tentative de la part des évêques d'exercer une direction politique.

Je dois surtout appeler votre attention sur les nouveaux catéchismes récemment introduits dans un certain nombre de diocèses, et qui contiennent non seulement des conseils sur le choix des candidats po-

(1) L'Encyclique sur le Ralliement est du 16 février 1892. Il est bon de se rappeler cette date, pour bien comprendre la façon dont le Gouvernement de la République exploitait en ces circonstances les volontés conciliantes du Saint-Père.

liques, conseils fort peu appropriés, en tous cas, à l'âge des enfants auxquels ils sont adressés, mais encore des critiques de la loi qui a tracé les programmes d'enseignement dans les écoles publiques.

Il ne serait que temps de donner aux évêques des conseils de prudence si — comme je n'en saurais douter — le Saint-Siège tient à prévenir de nouveaux et graves conflits dans une matière aussi délicate que celle-ci, entre l'autorité civile et une partie de l'épiscopat.

Vous pouvez affirmer hautement que le gouvernement de la République désire avec la plus entière sincérité la paix religieuse, qu'il a le plus profond respect des croyances et des droits de la conscience. Il vient de donner une preuve des sentiments qui dirigent sa conduite en déclarant publiquement qu'il ne s'associerait à aucune mesure préparatoire de la dénonciation du Concordat. En vous faisant l'interprète de ces sentiments vous n'aurez que plus d'autorité pour signaler le péril qu'il y aurait à laisser l'épiscopat persévérer dans la voie où il est entré. Votre langage doit être, à cet égard, aussi net et aussi ferme que notre conduite a été jusqu'à ce jour prudente et modérée. Nous ne voulons pas avoir la responsabilité de ce qui pourrait advenir si on laissait s'aggraver un état de choses si contraire aux véritables intérêts de l'Eglise. Vous êtes autorisé à donner lecture de cette lettre au cardinal secrétaire d'Etat. (Applaudissements au centre et sur divers bancs à gauche.)

Le Ministre des Affaires étrangères ajouta :

Cette lettre a été communiquée au Saint-Père, et le Pape a dû être frappé des considérations qui y sont développées, puisqu'il nous a fait savoir qu'il avait l'intention d'intervenir en cette affaire des catéchismes pour la régler de façon à prévenir un conflit entre l'autorité civile et l'autorité religieuse.

II. — Les catéchismes électoraux.

Aucune affaire, peut-être, n'eut des conséquences plus déplorables pour l'attitude des catholiques et ne compromit plus gravement les droits de Dieu et de l'Eglise dans la société, que cette affaire des catéchismes électoraux, dans laquelle Léon XIII promettait au Gouvernement d'intervenir en sa faveur.

De quelques motifs qu'on pallie cette intervention, à quelques subtilités qu'on recoure pour la justifier de mettre les principes en péril, son effet direct, nécessaire et inévitable, devait être de donner une formidable impulsion au libéralisme dans les mœurs politiques. Il ne se pouvait qu'en voyant le Pape déconseiller aux évêques l'enseignement catéchétique du devoir électoral, le clergé et les catholiques ne fussent ébranlés dans leurs convictions, arrêtés dans leur zèle, ou favorisés dans leur mollesse. Il ne se pouvait que l'effet immédiat ne fût de paralyser, dès la première heure du ralliement, cette action énergique pour la défense de la religion, qui lui était marquée comme but supérieur.

Bien vainement on a prétexté, pour se dérober à ces conséquences, que, le devoir électoral ne comptant pas parmi les obligations présentes de l'enfant, cet enseignement n'était pas bien à sa place dans le catéchisme. Mais qu'est-ce donc que le catéchisme ? Et, à ce compte, n'en faudrait-il pas retrancher la moitié ? Le Mariage, l'Ordre, et cent autres points, regardent-ils les devoirs présents de l'enfant ? On

a dit encore que les évêques ne manquaient pas d'autres moyens de faire enseigner ce devoir. Tout cela, ce sont des mots creux. Rome leur enlevait le moyen le plus naturel, le seul efficace pour pénétrer, sans heurts, la masse des fidèles ; et il reste toujours, le bon sens le crie, que Rome, en commandant la retraite sur ce point, sacrifiait la position.

Je ne sache pas que la dualité maintes fois signalée par nous dans le rôle de Léon XIII puisse apparaître plus apparente et plus frappante qu'ici : le Pape inculquant aux catholiques, comme chef de l'Eglise, le devoir de subordonner toute préférence politique à l'union dans un suprême effort pour rendre à la religion sa place dans l'ordre social ; et le Pape invitant les évêques à cesser d'enseigner dans le catéchisme l'obligation de ne pas voter pour les ennemis de la religion.

Il semble cependant que la démocratie même, vers laquelle le pape se tournait, rendît plus opportun et plus nécessaire cet enseignement du devoir électoral.

Sous un régime démocratique, il importe que les citoyens sachent et apprennent dès leur première jeunesse quelle doit être, dans la vie publique, la règle que leur impose la religion. Car la religion n'est pas faite seulement pour les besoins de la pensée ; elle doit encore enseigner à l'homme ici-bas tous ses devoirs sociaux, politiques, tout aussi bien que les devoirs qui regardent la famille ou qui le concernent lui-même. Le catéchisme électoral devait être à la base de la formation de cette conscience civique, à laquelle nos modernes démocrates consacrent tant d'efforts.

Le détail des documents a ici une grande importance pour faire saisir au lecteur la portée de la question.

Il aura un premier aperçu du sujet dans cette information de *l'Univers*, en date du 1^{er} mai 1892. L'Encyclique avait paru depuis deux mois ; mais ce journal croyait naturellement, alors, entrer dans les vues de la politique pontificale, et non la contrarier :

A la veille des élections municipales, plusieurs journaux catholiques ont eu l'heureuse idée de rappeler quelques passages d'une lettre pastorale adressée en 1889 par Mgr Freppel à ses diocésains sur le devoir électoral.

On verra qu'ils sont, en effet, absolument de circonstance :

« L'exercice du droit de suffrage constitue un acte qui relève de la conscience chrétienne, et ne saurait à aucun titre être traité d'indifférent en regard de la loi divine. Eh quoi, nos très chers frères, on appellerait indifférent un acte qui aura pour effet de sauvegarder ou de mettre en péril les intérêts matériels, religieux et moraux d'une commune... d'un pays tout entier !

« Indifférent ! un acte par suite duquel vos enfants recevront le bienfait d'une éducation chrétienne ou seront condamnés à fréquenter des écoles sans prière, sans instruction religieuse, sans Dieu !

« Indifférent ! un acte qui pourra contribuer à faire chasser des hôpitaux et des hospices les Filles de la Charité pour leur substituer des mercenaires au cœur vide de foi et de dévouement !...

« Indifférent ! un acte au bout duquel il y a la paix ou la guerre religieuse, la conciliation des esprits ou bien le trouble et le désordre universels !

« Indifférent un pareil acte !

« Mais il n'y en a pas de plus grave, ni qui engage à un plus haut degré la responsabilité d'un chrétien.

« Nous venons de prononcer le mot de responsabilité.

« Oui, nos très chers frères, l'électeur est responsable des votes de l'élu dans la mesure où il pouvait les prévoir.

« Or, c'était son devoir de s'éclairer au préalable, de ne donner sa confiance qu'à bon escient, et de prendre à cet égard les informations nécessaires.

« S'il ne les a pas prises, il s'est rendu coupable de négligence en matière grave ; et si, les ayant prises, il n'en a pas tenu compte, il a chargé sa conscience d'un poids lourd.

« Dans ce cas, il coopère positivement à tout le mal qui peut résulter de son vote.

« Peu importe que ce mal il ne le commette point par lui-même ; il a préparé, il a fourni volontairement par son suffrage l'instrument à l'aide duquel le mal a été commis.

« L'abus du droit de suffrages est l'une de ces fautes dont il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de réparer les conséquences. »

Voici maintenant un extrait du catéchisme publié par le cardinal Place, archevêque de Rennes, et répandu par milliers d'exemplaires en Bretagne.

Tout d'abord, l'archevêque de Rennes signifie aux parents que leur premier devoir est de donner à leurs enfants des maîtres chrétiens, et de ne pas les envoyer dans des écoles mauvaises.

Qu'entend-on par écoles mauvaises ?

On entend par écoles mauvaises celles où les enfants seraient en danger de perdre la foi ou les mœurs.

Il aborde ensuite le devoir électoral.

D. — COMMENT OBTIENDRONS-NOUS D'ÊTRE GOUVERNÉS CHRÉTIENNEMENT ?

R. — NOUS OBTIENDRONS D'ÊTRE GOUVERNÉS CHRÉTIEN-



NEMENT EN VOTANT AUX ÉLECTIONS, POUR DES HOMMES RÉ-
SOLUS A DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE LA RELIGION ET DE LA
SOCIÉTÉ.

D. — EST-CE UN DEVOIR DE VOTER AUX ÉLECTIONS ?

R. — OUI, C'EST UN DEVOIR DE VOTER AUX ÉLECTIONS ?

D. — EST-CE UN PÉCHÉ DE MAL VOTER AUX ÉLECTIONS ?

R. — OUI, C'EST UN PÉCHÉ DE MAL VOTER AUX ÉLECTIONS ?

D. — QU'EST-CE QUE MAL VOTER AUX ÉLECTIONS ?

R. — MAL VOTER AUX ÉLECTIONS, C'EST VOTER POUR DES
HOMMES QUI NE SERAIENT PAS RÉSOLUS A DÉFENDRE LES
INTÉRÊTS DE LA RELIGION ET DE LA SOCIÉTÉ.

A la même époque, novembre 1891, les journaux
reproduisaient le texte d'un supplément au chapi-
tre du catéchisme sur la prière, dû à Mgr l'Evêque
de Châlons.

— Pour qui devons-nous prier ?

— Nous devons prier d'abord pour nous-mêmes, en-
suite pour nos parents, pour les pasteurs de l'Eglise, pour
notre patrie et pour ceux qui la gouvernent.

— Pourquoi devons-nous prier pour ceux qui nous
gouvernent ?

— Nous devons prier pour ceux qui nous gouvernent,
afin que Dieu leur fasse la grâce de rendre le pays pros-
père et fidèle à Dieu.

— Pour obtenir de Dieu un bon gouvernement, suffit-
il de prier ?

— Non, il ne suffit pas de prier ; il faut encore agir,
c'est-à-dire voter aux élections pour des chrétiens hon-
nêtes et capables.

— Celui qui manque volontairement de voter aux élec-
tions est-il coupable devant Dieu ?

— Celui qui manque volontairement de voter aux élec-
tions est coupable devant Dieu.

— Qu'est-ce que voter mal aux élections ?

— Voter mal aux élections, c'est donner sa voix à des

hommes qui attaquent la religion ou qui refusent d'en défendre les droits.

— Celui qui vote mal commet-il une grande faute?

— Oui, celui qui vote mal commet une grande faute, et il répondra devant Dieu des mauvaises lois qui résulteront de son vote.

Au mois d'avril 1892, *l'Univers* citait ce supplément adjoint au catéchisme diocésain de Périgueux, par ordre de Mgr Dabert :

D. — Tout chrétien est-il obligé de défendre l'Eglise?

R. — Oui, tout chrétien est obligé de défendre l'Eglise selon son pouvoir, comme un enfant doit défendre sa mère.

D. — Comment le chrétien peut-il défendre l'Eglise?

R. — Le chrétien peut défendre l'Eglise principalement par la prière, par l'exemple, et, s'il est électeur, par le vote.

D. — Pour qui l'électeur chrétien doit-il voter?

R. — L'électeur chrétien doit voter pour les candidats sincèrement dévoués à la religion et à l'Eglise.

D. — Comment peut-on connaître ces candidats?

R. — On peut connaître ces candidats à leurs paroles et à leurs actes, et en demandant conseil aux hommes sages et vraiment chrétiens.

D. — Celui qui vote sciemment pour des hommes ennemis de la religion et de l'Eglise commet-il un grand péché?

R. — Oui, celui qui vote sciemment pour des ennemis de la religion et de l'Eglise commet un grand péché.

D. — Pourquoi celui qui vote sciemment pour des hommes ennemis de la religion et de l'Eglise commet-il un grand péché?

R. — Parce que celui qui vote sciemment pour des hommes ennemis de la religion et de l'Eglise se rend responsable du mal que feraient ces hommes par leurs lois et leur administration.

D. — Celui qui ne vote pas fait-il un péché ?

R. — Oui, celui qui ne vote pas, quand il le peut, fait un péché.

D. — Pourquoi celui qui ne vote pas, quand il le peut, fait-il un péché ?

R. — Parce que celui qui ne vote pas, quand il le peut, laissera peut-être, en ne votant pas, réussir un candidat ennemi de la religion et de l'Eglise.

Voudrait-on dire ce qui, dans cet enseignement tout religieux, pourrait être repris au point de vue de la correction politique ?

Relevé encore dans *l'Univers* du 26 avril 1892 :

Mgr l'évêque de Montauban vient d'adresser la lettre suivante au directeur de la *Semaine religieuse* de son diocèse :

« Montauban, 19 avril 1892.

« Mgr l'archevêque d'Avignon et ses suffragants, N.N. S.S. les évêques de Valence, de Montpellier, de Viviers et de Nîmes, viennent de promulguer, dans leur diocèse, l'Encyclique du Saint-Père en date du 16 février dernier. Ils l'ont accompagnée d'une lettre collective dans laquelle ils expliquent avec une admirable clarté les solennels enseignements donnés à la France par le Chef suprême de l'Eglise.

« Je ne sais si vous pourrez publier, en son entier, la circulaire de ces éminents prélats. Je désire vivement que vous en reproduisiez du moins la partie relative au devoir des électeurs catholiques.

« Il est vrai qu'en publiant, il y a quelques jours, l'Encyclique de Léon XIII, j'ai déjà insisté sur ce point d'une manière toute particulière. Mais l'importance du devoir électoral est si peu comprise ; tant de chrétiens se font, à cet égard, de si étranges illusions, qu'il est nécessaire de saisir toutes les occasions pour éclairer les consciences honnêtes.

« Après tous les renseignements donnés par le Pape et

par les évêques, les fidèles qui continueront à voter pour les ennemis de la religion, qui sont pour cela même les ennemis de la patrie, seront sans excuse et encourront devant Dieu une grave responsabilité.

« Agréez, monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments les plus dévoués en N. S.

« ADOLPHE,
« Evêque de Montauban. »

Et quelques jours après le même journal disait :

Mgr l'évêque d'Orléans vient d'ajouter à son catéchisme diocésain, les chapitres suivants sur les écoles mauvaises, sur le devoir électoral et sur le divorce.

Supplément au chapitre sur le quatrième commandement.

A qui Dieu a-t-il confié l'éducation des enfants ?

Dieu a confié aux pères et mères l'éducation de leurs enfants.

Quel est le principal devoir des parents chrétiens qui veulent bien élever leurs enfants ?

Le principal devoir des parents chrétiens qui veulent bien élever leurs enfants est de leur faire connaître et pratiquer la religion.

Quels moyens doivent-ils prendre pour leur faire connaître et pratiquer la religion ?

Pour leur faire connaître et pratiquer la religion ils doivent les instruire eux-mêmes des vérités de la foi, leur faire réciter chaque jour leurs prières, les conduire aux offices de l'Eglise, les envoyer au catéchisme et ne les confier qu'à des maîtres chrétiens.

Qu'est-ce qu'un maître chrétien ?

Un maître chrétien est celui qui s'applique à faire connaître et pratiquer la religion.

Les parents commettraient-ils un grand péché en envoyant leurs enfants dans des écoles mauvaises ?

Oui, les parents commettent un grand péché quand ils envoient leurs enfants dans une école mauvaise.

Qu'est-ce qu'une école mauvaise?

Une école mauvaise est celle où les enfants sont exposés à perdre le respect de la religion et l'innocence.

Que doivent faire, en conscience, les parents qui sont dans l'impossibilité d'envoyer leurs enfants à des écoles chrétiennes?

Les parents qui sont dans l'impossibilité d'envoyer leurs enfants dans des écoles chrétiennes, doivent, en conscience, consulter leur curé et suivre ses avis.

Les parents sont-ils obligés de s'imposer des sacrifices pour assurer l'éducation chrétienne de leurs enfants?

Oui, les parents sont obligés de s'imposer des sacrifices pour assurer l'éducation chrétienne de leurs enfants.

Quels sont nos devoirs envers les magistrats qui nous gouvernent?

Nos devoirs envers les magistrats qui nous gouvernent sont de les respecter et de leur obéir en ce qui n'est pas contraire à la loi de Dieu.

Pourquoi devons-nous le respect et l'obéissance aux magistrats qui nous gouvernent?

Nous devons le respect et l'obéissance aux magistrats qui nous gouvernent, parce que leur pouvoir vient de Dieu et qu'il les a établis pour le bien de la société.

Devons-nous prier aussi pour les magistrats qui nous gouvernent?

Oui, nous devons prier pour les magistrats qui nous gouvernent, afin qu'ils nous dirigent chrétiennement et qu'ils procurent le plus grand bien au pays.

Comment obtiendrons-nous d'être gouvernés chrétiennement?

Nous obtiendrons d'être gouvernés chrétiennement, en votant aux élections pour des hommes résolus à défendre les intérêts de la religion et de la société.

Est-ce un devoir de voter aux élections?

Oui, c'est un devoir de voter aux élections.

Pourquoi est-ce un devoir de voter aux élections?

C'est un devoir de voter aux élections, parce qu'en ne

votant pas on rend possible la nomination des ennemis de la religion.

Est-ce un péché de mal voter aux élections ?

Oui, c'est un péché de mal voter aux élections.

Qu'est-ce que mal voter ?

Mal voter, c'est voter pour des hommes qui sont ennemis de la religion, ou qui ne sont pas décidés à défendre les intérêts de la religion et de la société.

Pourquoi est-ce un péché de mal voter ?

C'est un péché de mal voter, parce qu'en votant mal on est responsable des mauvaises lois que pourra voter celui qu'on aura choisi.

Supplément au catéchisme sur le sacrement de mariage.

Un catholique peut-il, en conscience, se remarier après avoir obtenu un jugement de divorce ?

Non, un catholique ne peut, en conscience, se remarier après avoir obtenu un jugement de divorce.

Pourquoi un catholique divorcé ne peut-il, en conscience, se remarier ?

Un catholique divorcé ne peut, en conscience, se remarier parce que, selon la parole de Jésus-Christ, l'homme ne peut séparer ce que Dieu a uni.

Que doit faire un époux divorcé qui s'est remarié et qui veut se réconcilier avec Dieu ?

Un époux divorcé, qui s'est remarié et qui veut se réconcilier avec Dieu, doit se séparer de sa nouvelle épouse, puisque son premier mariage subsiste toujours comme l'a enseigné Notre Seigneur.

A la même date encore, Mgr Baptifolier, évêque de Mende, adressait la lettre suivante aux curés de son diocèse. (*L'Univers*, 10 avril 1892.)

Monsieur le Curé,

A l'époque des dernières élections, plusieurs de mes

prêtres ont été inquiétés pour le langage qu'ils avaient tenu en chaire sur ce sujet. Quelques-uns même ont vu leur traitement supprimé. Pour obvier à cet inconvénient je vous prie de lire en chaire la circulaire suivante, sans y ajouter un mot de commentaire :

Votre bien humble serviteur,

NARCISSE,

Evêque de Mende.

Nos très chers frères,

Notre Saint-Père le Pape, ému de nos discordes politiques, plus ému encore de la guerre faite en France à la religion, nous engage à nous unir fortement pour soutenir les intérêts de Dieu, de l'Eglise et des âmes.

Or, les conseils municipaux ont à connaître de beaucoup de choses qui concernent la religion, et plusieurs même dans notre Lozère ont pris des arrêtés contre la religion. Il est donc important que vous ne fassiez entrer dans la municipalité que de bons chrétiens.

Vous devrez demander, ou faire demander, à chacun des candidats, de prendre l'engagement de soutenir en tout, dans le conseil, les intérêts de la religion ; si le candidat ne s'y engage pas nettement, vous êtes tenu, en conscience, à lui refuser votre vote.

Sachez bien que si un candidat nommé par vous sans avoir fait cette promesse venait à proposer et faire adopter une mesure anti-religieuse, vous seriez responsable de cette mesure devant Dieu, devant l'Eglise, devant votre conscience, et vous devriez vous accuser en confession d'avoir porté au pouvoir un persécuteur de l'Eglise.

Donné à Mende, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing du secrétaire général de notre évêché, le 7 avril 1892.

NARCISSE,

Evêque de Mende.

Il est triste d'avoir à constater que les évêques

qui parlaient comme Mgr Baptifolier, ou comme Mgr Gouthé-Soulard, dont on va lire aussi la circulaire, sont ceux qui n'avaient pas compris l'esprit de la politique de Léon XIII.

Peu de jours après, l'archevêque d'Aix adressait au clergé et aux fidèles de son diocèse la lettre suivante :

Mes très chers coopérateurs,

Dimanche prochain, 24 avril, vous lirez dans toutes les églises et chapelles de notre diocèse une partie du trente-huitième chapitre de notre catéchisme ; je vous en donne l'extrait à la fin de cette lettre ; *mais vous ne ferez aucun commentaire* ; je crois être très clair, et à la portée de toutes les intelligences.

Je rappelle dans cette leçon nos obligations envers les autorités religieuses et civiles, la prière, le respect, l'obéissance ; je recommande en particulier le devoir électoral.

Les Français seront appelés, le dimanche 1^{er} mai, à remplir un mandat très important pour le bien de la commune, de la paroisse, de la France entière, et par conséquent, de la religion.

Il est donc nécessaire que nous ayons tous une idée très exacte de l'étendue et de la gravité du droit que nous allons exercer, car c'est un droit et un devoir.

Nous ne demandons à personne sa couleur politique, nous n'avons pas à nous occuper de cette question. Nous voyons les choses de plus haut, du haut de notre mission sainte, qui prend ses inspirations dans la justice éternelle, qui est Dieu lui-même, auteur de tout droit et sanction de tout devoir.

En écrivant cette courte leçon, j'ai agi comme docteur et directeur des consciences, parce que mal voter est un péché ; je suis donc absolument dans mon devoir qui est de vous conduire dans les voies du ciel ; le seul obstacle du ciel, est le péché.

J'aurais tracé ces quelques lignes sous Louis XIV, sous

la Convention, en face de Napoléon I^{er}, en Chine, au Tonkin, sous le Grand Turc, à Constantinople, tout aussi bien qu'en France en pleine démocratie républicaine. Je les ai écrites pour tous les temps et pour tous les régimes, pour le plus absolu comme pour le plus libéral.

La leçon demeurera, malgré les attaques déloyales et intéressées des sectes impies, elle demeurera parce qu'elle est une vérité.

Je demande, à tous les degrés, des représentants *honnêtes, consciencieux et capables* ; c'est donc bien exigeant !!

Dans les innombrables programmes que j'ai lus, je n'ai pas rencontré un seul candidat qui ne se proclamât honnête, *consciencieux et capable*. Mais on devrait me remercier, puisque je fais connaître la profession de foi de tous les aspirants aux fonctions électives.

De plus, j'ai tiré ma formule des admirables encycliques de Léon XIII, très grand philosophe, très grand théologien, dont la parole est pour moi, et pour tous les catholiques, la parole de Dieu lui-même ; et je vous prouve ce que j'avance par quelques citations :

« Ne prendre aucune part aux affaires publiques, dit Léon XIII, serait aussi reprehensible que de ne vouloir apporter au service du bien commun de la société ni zèle ni amour. Et cette indolence, cette insouciance seraient d'autant plus inexplicables que, par la doctrine même dont ils font profession, les catholiques sont instruits à se conduire en tout avec intégrité et loyauté. Si les catholiques restent oisifs, ce sont les hommes d'opinions incertaines ou dangereuses qui prendront les rênes du gouvernement. Et quel malheur alors pour la religion, puisque ses ennemis seront à même de tout entreprendre et de tout faire, pendant que ses amis ne pourraient presque rien. »

« On doit choisir, dit encore le Saint Père, des hommes d'une probité éprouvée, qui aient déjà mérité, ou qui doivent bien mériter du *nom chrétien*, et il n'y a

aucune raison qui puisse permettre de leur préférer des ennemis de la religion. »

Que signifient ces paroles qui sont l'expression du plus invincible bon sens ? Elles signifient que nous devons choisir des *représentants honnêtes, consciencieux et capables* ! Je n'ai rien dit de plus, je n'ai rien dit de moins. Mais, m'a-t-on objecté, les enfants ne sont pas appelés à voter de sitôt : c'était très inutile de faire cette innovation dans votre catéchisme.

Je réponds que le catéchisme est le livre des petits et des grands, des mineurs et des majeurs, de l'enfance, de la jeunesse, de tous les âges ; il enseigne la doctrine qui doit être suivie du berceau à la tombe. De plus, j'en ai fait un manuel qui peut remplacer beaucoup de livres par les additions que j'y ai introduites.

Les enfants de nos catéchismes ne sont pas encore en âge de voter, c'est vrai ; mais sont-ils en âge d'être ordonnés prêtres ou de se marier ? Cependant nous leur enseignons le sacrement de l'Ordre et le Sacrement du Mariage. Et vous, dans vos manuels de morale civique, vous leur enseignez bien des devoirs qu'ils ne rempliront que plus tard.

Quand j'étais curé, je disais ordinairement à mes paroissiens, à l'époque des élections : *Mes chers amis, ne consultez dans votre vote que vos intérêts spirituels et temporels, agissez en conscience et devant Dieu qui vous demandera compte du choix que vous allez faire.*

Je tiens absolument le même langage en d'autres termes. Je ne force personne de suivre mon enseignement. Je vous dois la vérité : je vous la donne. Comme vous ferez, vous trouverez. Dieu ne veut pas que vous perdiez vos âmes, mais il vous laisse cependant le pouvoir de les perdre par le mauvais usage de votre liberté, dont vous êtes responsables. Je suis libéral ici comme ailleurs, à la façon du bon Dieu.

Avec l'Eglise catholique, je n'exclus aucun candidat

en particulier. Les électeurs ne doivent obéir à aucune influence que leur conscience n'accepte pas ; ils doivent se déterminer dans la pleine indépendance de leur jugement, éclairé par la religion et l'expérience des événements passés dont ils ont à souffrir et qui se reproduiront si les mêmes causes persistent.

Je demande à mes vénérés collègues de la province d'Avignon de leur emprunter le passage suivant de leur admirable lettre, adressée au clergé et aux fidèles de leurs diocèses en date du 9 avril : Pour nous, disent-ils, après vous avoir rappelé vos devoirs d'électeurs, et la nécessité où vous êtes de les remplir, nous n'irons pas plus loin. Partout où il y a des comités créés pour la défense des intérêts religieux et politiques du pays, c'est à ces comités qu'il faut demander conseil et direction. Là où ces comités n'existent pas, nous invitons les catholiques à en former dans un esprit de large et sage tolérance, sollicitant et acceptant avec loyauté le concours de tous ceux qui veulent travailler au maintien de la foi chrétienne et de toutes les libertés religieuses, et à la défense de la religion et de la patrie.

Ces paroles expriment parfaitement ma pensée, et je leur donne ma plus complète adhésion, vous invitant, mes chers diocésains, à les prendre pour règle de votre conduite.

Voici la partie du chapitre trente-huitième que vous lirez telle quelle, par demandes et réponses :

Pourquoi devons-nous prier pour la France ?

Nous devons prier pour la France, parce qu'elle est notre patrie et que nous sommes ses enfants.

Pourquoi devons-nous prier pour ceux qui nous gouvernent ?

Nous devons prier pour ceux qui nous gouvernent, parce qu'un gouvernement chrétien nous assure la paix et la justice pour tous.

Comment obtiendrons-nous un gouvernement chrétien ?

Nous obtiendrons un gouvernement chrétien, en choisissant pour nous gouverner des chrétiens *honnêtes, consciencieux et capables*.

Est-ce un devoir de voter aux élections?

Oui, c'est un devoir de voter aux élections.

Est-ce un péché de mal voter?

Oui, c'est un péché de mal voter.

Pourquoi est-ce un péché de mal voter?

Parce que, en votant mal, nous choisissons pour nous gouverner des ennemis de Dieu et de la religion, et par conséquent des ennemis du pays...

M. Auguste Roussel faisait, dans *l'Univers* du 22 juillet 1892, ce rapprochement fort suggestif :

Aux derniers examens qui ont eu lieu dans le Pas-de-Calais, pour les aspirants au certificat d'études primaires, les dits aspirants ont eu à développer le thème ci-après :

Rédaction. — « Des élections municipales ont eu lieu récemment dans votre commune, et un de vos camarades vous en demande la raison. Dans une lettre que vous lui écrivez, faites-lui connaître *pourquoi et comment se font ces élections*, ainsi que celles des maires et adjoints.

« Montrez, en terminant, *quels sont, à ce sujet, les devoirs des électeurs*. »

Ainsi les examinateurs de l'Etat réclament des écoliers de douze à treize ans la science du devoir électoral ! Et à cette fin les manuels civiques ne manquent pas d'enseigner que le devoir est de voter pour un bon républicain libre-penseur. Tout cela est on ne peut plus légal ! Mais si un évêque s'avise d'enseigner aux enfants que le devoir électoral est de voter pour un bon catholique, fût-il républicain, cela, c'est de la sédition, et, comme dit *la Lanterne*, « une flagrante illégalité ». Ce qu'il en est au vrai, et ce que valent ces accusations calomnieuses, le public est maintenant à même d'en juger.

Nous défions tout honnête homme digne de ce nom de ne pas proclamer que c'est le ministre et son conseil supérieur qui commettent, et *la Lanterne* qui célèbre, la plus flagrante et la plus odieuse des illégalités.

*
* *

Que les catéchismes électoraux fussent incompatibles avec la politique de ralliement, c'est ce que montra une note quasi-officielle du *Figaro*, plaidant d'ailleurs la bonne foi des évêques pour les excuser. Cette note fut reproduite ainsi par *le Temps* :

Le nombre des catéchismes épiscopaux qui vont être déferés au Conseil d'Etat à raison de l'insertion de passages politiques est définitivement fixé à cinq.

On se demandera pourquoi ce chiffre de cinq, puisque tous les catéchismes incriminés disent exactement la même chose quant à la doctrine.

Sans répondre directement à cette question, *le Figaro* publie, au sujet de cette nouvelle, un exposé qui pourrait bien venir plus ou moins directement des bureaux du ministère des Cultes. C'est pourquoi nous le reproduisons, sous telles réserves que de droit.

L'archevêque d'Aix a été dernièrement poursuivi devant le Conseil d'Etat et condamné comme d'abus, pour avoir publié ce qu'on appelle un « catéchisme électoral ». Cinq autres évêques le seront ces jours-ci pour la même cause. La chose est décidée.

Cette question des catéchismes électoraux préoccupe vivement les hommes au pouvoir. Dès que parut le premier de ces livres, le gouvernement demanda au Vatican d'interdire formellement aux évêques tout supplément concernant soit le vote des électeurs, soit le mariage civil. Mais Léon XIII s'y refusa, les catéchismes électoraux ne faisant que reproduire presque intégralement les

enseignements renfermés dans les encycliques pontificales. Cependant, étant donné le désir de paix dont est animé le Pape à l'égard de la République, *le nonce reçut l'ordre d'empêcher le développement des catéchismes électoraux. Toutes ces publications étaient de plus d'un an, c'est-à-dire d'une époque à laquelle le Pape n'avait pas encore fait connaître d'une façon catégorique son désir de voir les catholiques se rallier à la République.* Un seul catéchisme fait exception, c'est celui de Périgueux.

Il a été écrit par Mgr Dabert, après les documents pontificaux. Il a valu, d'ailleurs, à l'évêque de Périgueux une lettre du cardinal Rampolla.

Il est encore juste d'ajouter qu'à l'époque où ont paru ces catéchismes, les évêques n'avaient pas l'intention de déplaire au Pape. La meilleure preuve en est dans l'incident soulevé dernièrement par *l'Univers*. Ce journal avait reproduit le catéchisme électoral du diocèse d'Orléans, le donnant comme récent, *quand il avait plus d'un an de date.* Mgr Coullié, évêque d'Orléans, écrivit immédiatement une lettre dans laquelle il disait à *l'Univers* que le catéchisme dont il parlait était ancien, et qu'à l'époque où il avait paru il n'avait pas le caractère qu'il aurait eu s'il avait été écrit après les enseignements de Léon XIII.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement, n'ayant pas obtenu de Rome l'ordre formel d'enjoindre aux évêques de faire disparaître les catéchismes électoraux, résolut de les détruire d'une autre façon, en poursuivant les évêques devant le Conseil d'Etat.

Quels étaient exactement les évêques qui avaient fait des catéchismes électoraux? Une enquête fut ordonnée dans toute la France. En voici les résultats inédits. L'enquête révéla que, sur 87 archevêques ou évêques, 15 seulement avaient adjoint un supplément électoral, c'étaient les archevêques d'Aix et de Rennes, et les évêques de Saint-Brieuc, Vannes, Quimper, Périgueux,

Séez, Annecy, Orléans, Contances, Grenoble, Luçon, Mende, Nevers et Saint-Jean-de-Maurienne. Après un examen, il fut décidé que l'archevêque d'Aix, et l'évêque de Mende, ayant été déjà traduits devant le Conseil d'Etat, ne pouvaient l'être une seconde fois. Ne seraient pas poursuivis non plus : les évêques de Saint-Brieuc, Vannes et Quimper, parce qu'ils n'avaient fait que reproduire le catéchisme de Mgr Place, archevêque de Rennes, et qu'ils étaient en quelque sorte forcés de suivre l'exemple de leur métropolitain. Pour d'autres raisons furent mis en dehors des poursuites : les évêques de Nevers et de Saint-Jean-de-Maurienne.

Restaient donc comme susceptibles d'être traduits devant le conseil d'Etat, Mgr l'archevêque de Rennes et les évêques de Périgoueix, Séez, Annecy, Orléans, Contances, Grenoble et Luçon, soit en tout huit au maximum. Sur ce nombre il faut déduire Mgr Dabert, évêque de Périgoueix, et deux autres évêques sur le point de retrancher leur catéchisme...

Dès que le Conseil d'Etat aura statué, et sa décision, après l'arrêté qu'il a pris à l'égard de Mgr d'Aix, est dès maintenant connue, le ministre saisira le Conseil supérieur de l'Instruction publique ; celui-ci, se basant alors sur les arrêtés du Conseil d'Etat, fera défendre aux maîtres congréganistes d'apprendre à leurs élèves ces catéchismes frappés, sous peine de voir fermer leurs écoles.

L'effort visible dans cette note pour réduire le nombre des évêques ayant courageusement enseigné le devoir électoral ne doit pas faire oublier, qu'outre la condamnation sus-mentionnée de l'archevêque d'Aix celui d'Avignon, Mgr Vigne, et ses quatre suffragants avaient été, eux aussi, précédemment, l'objet de poursuites et d'une condamnation comme d'abus, pour la lettre collective dont Mgr Gouthé-Soulard avait reproduit un extrait. A la suite de cette sentence, le ministre des Cultes

les avait privés de leur traitement, selon l'abus monstrueux qui s'était introduit.

Ce procès des évêques d'Avignon offrit même un trait bien curieux. On y vit le rapporteur du Conseil d'Etat interpréter contre eux l'Encyclique sur le ralliement, et leur reprocher en termes sévères de méconnaître l'obligation de conscience qu'elle faisait aux catholiques de renoncer à toute préférence politique, même dans leur for intérieur.

Le rapport cite ce passage de la lettre des évêques :

La possession du pouvoir s'acquiert aujourd'hui par les élections. Amener, par conséquent, dans tous les corps élus des hommes qui partagent et soutiennent les croyances catholiques, ou qui du moins sachent les respecter et les ménager, voilà le devoir rigoureux et universel, si important et si sacré, que c'est à lui seul et à l'obligation d'en rendre possible l'accomplissement que les partis politiques sont pressés et conjurés de subordonner actuellement leur action et leur effort.

Et il ajoute :

Ces derniers mots visent le passage de l'Encyclique où il est dit : « Sans renier les principes qui demeurent inébranlables... en descendant sur le terrain des faits, et à cause de la nécessité sociale » il est *permis, réclamé, imposé même* d'accepter les gouvernements nouveaux.

Mais, immédiatement après ces paroles conciliantes, la lettre pastorale n'a pas craint d'expliquer que « les catholiques dignes de ce nom, fidèles aux souvenirs du passé, ne sont pas mis en demeure, par le chef de l'Eglise, de rompre, dans le secret de leurs pensées et de leur cœur, avec leurs attachements intimes. » En toute sincérité, Messieurs, ce manifeste, où

s'accumulent tant de questions brûlantes, *ces atténuations réfléchies de la volonté du Saint-Siège*, ne sont-elles pas la démonstration la plus pénible d'un état d'esprit bien fait pour nous alarmer ? Où s'arrête le prêtre, où commence la politique ? Est-ce un évêque ou un chef de parti que nous venons d'entendre ?

III. — Les désaveux.

Nous avons maintenant à placer sous les yeux du lecteur les pièces révélant les effets de l'intervention promise par Léon XIII au Gouvernement. Pour suivis par celui-ci, et déconseillés par le Pape, les vénérables prélats s'efforcent d'abord, mais vainement, de ne pas découvrir leur chef. La première lettre est publiée par *l'Univers* du 1^{er} juillet 1892 :

Mgr l'Evêque de Grenoble nous fait l'honneur de nous donner communication de la lettre suivante qu'il vient d'adresser à M. le ministre des Cultes :

Grenoble, le 29 juin 1892.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 28 de ce mois, relative au supplément de mon catéchisme diocésain.

J'ai osé dire, monsieur le Ministre, que *N. S. P. le Pape aurait désiré qu'on n'ajoutât pas aux catéchismes la leçon sur les élections*, vu que cela pouvait pousser à la persécution religieuse, comme cela est arrivé en effet. C'est pourquoi j'ai pris occasion de là d'exécuter un projet que je nourris depuis longtemps, et qui consiste à soumettre au Saint-Siège un nouveau catéchisme pour mon diocèse.

Cependant je préférerais que Léon XIII offrît au monde entier un catéchisme universel, et l'imposât de sa pleine autorité, comme Vicaire du Christ et Docteur de toutes les nations données par le Père des cieux au Verbe Incarné, son Fils, comme Lui Roi éternel. Au nom du congrès de l'Association catholique de la Jeunesse française, tenu naguère à Grenoble, j'ai adressé cette demande à Sa Sainteté.

Si Elle daigne répondre favorablement à nos désirs, cette mesure aura deux conséquences singulièrement salutaires pour les âmes, auxquelles elle montrera l'unité de la foi catholique et l'adhésion pratique de tous les âges, et de toutes les nations, et de toutes les tribus sauvages, au magistère infailible de l'Eglise catholique.

En ce qui concerne les évêques français, cette mesure providentielle aura ce précieux avantage, monsieur le Ministre, de faire cesser sur ce point-là le désaccord qui existe entre eux et Votre Excellence.

Qu'elle veuille donc, en ce qui me regarde, comprendre que, pour aller au-devant de ce que je crois être la volonté ou le simple désir du Pape, *je retire la leçon précitée concernant les élections, ajoutée à mon catéchisme.*

Recevez, monsieur le Ministre, l'expression de mon respect.

AMAND JOSEPH,
Evêque de Grenoble.

Ce oui-dire allait devenir, quelques jours après, un peu plus explicite. On lit dans *l'Univers* du 23 juillet :

Le Grenoblois, qui se publie à Grenoble, a reçu et publie la lettre suivante de Mgr Fava où Sa Grandeur explique d'une manière très nette le retrait de son catéchisme électoral.

Saint-Pierre-de-Chartreuse, 18 juillet 1892.

Monsieur le Rédacteur en chef du *Grenoblois* :

J'ignore les attaques dont je suis l'objet à propos du retrait de mon catéchisme électoral. Votre journal me l'apprend et votre lettre m'arrive.

La question est bien simple. Le Saint-Père a vu que la franc-maçonnerie, qui opprime le pouvoir en France, veut absolument et radicalement y détruire le christianisme, et que la secte prend occasion de tout pour forcer la main à nos ministres et les contraindre à frapper sur le clergé.

Les catéchismes électoraux ont paru au Saint-Père devoir être une de ces occasions pour les projets de la secte, et il m'a fait savoir indirectement et verbalement son désir de me voir retirer le dit catéchisme : J'ai obéi.

Comme il n'est pas nécessaire que je mette cette leçon dans mon catéchisme, et que je puis, en temps opportun, la placer dans la *Semaine Religieuse* ou ailleurs, au point de vue du bien il n'y a pas de sacrifice, et cela pacifiquement.

D'ailleurs, la majorité de l'épiscopat français s'est abstenue de nous suivre et a montré par là sa manière de voir. Elle est celle du Pape.

Ceux qui ont parlé et ajouté une leçon à leur catéchisme, ont traité là aussi d'écoles et de mariage civil et de divorce. Ils ne peuvent pas aussi facilement que moi se retirer de la lutte, de ce côté-là. J'ignore s'ils ont été priés par le Saint-Père d'agir comme moi...

Mais il y avait, ou il y eut quelque chose de plus positif encore. C'est ce que montre la lettre suivante de Mgr Trégaro, évêque de Séez, publiée deux jours après par *l'Univers* :

Séez, le 23 juillet 1892.

Monsieur le Ministre,

Par votre honorée lettre du 28 juin 1892, vous m'an-

noncez que je suis cité devant le Conseil d'Etat, pour trois chefs d'accusation au sujet du catéchisme diocésain.

1^o Leçon 9 bis. 4^e Commandement. — En ce qui concerne les devoirs des parents relativement aux écoles chrétiennes et aux écoles mauvaises.

2^o Leçon 20 bis. Du mariage. — En ce qui concerne les appréciations du mariage civil.

3^o Leçon 25^e. Des devoirs des chrétiens comme citoyens. — En ce qui concerne les élections.

Je ne m'arrêterai pas à vous prouver qu'il ne s'agit nullement de politique dans les citations ci-dessus, ce serait vous faire injure. J'en appelle à tout homme d'honneur, à tout homme droit et sans prévention, à quelque parti politique qu'il appartienne.

J'ai voulu simplement user de mon droit comme évêque et remplir mon devoir en donnant, au pays qui m'a été confié, un enseignement épiscopal que Dieu seul a le droit de contrôler et son représentant sur la terre, le Souverain Pontife.

La question politique étant écartée, les articles 6 et 8 de la loi du 18 germinal an X, auxquels vous faites appel, ne peuvent plus avoir ici leur application.

Quoi qu'il en soit, monsieur le Ministre, *une lettre adressée à Monseigneur de Grenoble en date du 8 juillet, par son Em. le Cardinal Rampolla, et que je viens de parcourir, me trace ma ligne de conduite. Je n'ai plus à hésiter, et j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que je me conforme aux désirs qui s'y trouvent exprimés.*

En agissant ainsi, j'obéis à une voix auguste profondément respectée et filialement aimée. Mais il est bien entendu, monsieur le Ministre, que je ne reconnais nullement le droit que vous vous attribuez vous-même de contrôler mes enseignements épiscopaux.

Veillez agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

FRANÇOIS-MARIE,
Evêque de Sées.

M. Ricard, ministre des Cultes, ayant essayé de faire la leçon à Mgr Trégaro, s'attira la réplique suivante :

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 26 juillet par laquelle vous m'annoncez que vous avez reçu vous-même ma lettre du 22, même mois.

Je regrette, monsieur le Ministre, que ma lettre ait pu vous déplaire pour le fond et pour la forme. *Il ne vous est pas échappé cependant, j'aime à le croire, combien il m'en avait coûté pour vous l'écrire ; l'obéissance absolue que je dois au Souverain Pontife a pu seule m'y décider.*

Vous signalez avec regret, dites-vous, le désaccord qui existe entre le gouvernement et moi sur les droits respectifs de l'Eglise et de l'Etat ; me serait-il permis de vous exprimer la peine que j'éprouve aussi de le voir subsister entre l'Etat et l'Eglise, qui ne demande que les libertés qui lui sont dues, auxquelles elle a droit, et qu'on s'obstine arbitrairement à lui refuser.

Quoi qu'il en soit, j'ai le devoir de maintenir ma lettre dans son intégrité, en protestant énergiquement contre toute immixtion de la politique dans mon enseignement sur les devoirs des électeurs, sur le danger des écoles sans Dieu, sur le divorce, qui est contraire à la loi divine qui prime toutes les lois ; je ne saurais accepter ce que vous me présentez comme une sorte de faveur, le retrait de votre recours pour abus contre moi devant le Conseil d'Etat.

Agréez, monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération très distinguée.

FRANÇOIS-MARIE,
Evêque de Séez.

De son côté, Mgr Rosset, évêque de Maurienne, écrivait le 8 juillet à M. Ricard :

Monsieur le Ministre,

Ami de la paix, je suis disposé à faire tous les sacrifices compatibles avec ma dignité en vue de la bonne harmonie entre l'Eglise et l'Etat. A cette fin, *je retire les deux leçons de mon grand catéchisme que vous avez déferées au Conseil d'Etat*. Mais je le fais aux conditions suivantes ;

Ma conviction la plus intime est que je n'ai violé aucune loi en publiant ces leçons, que ce que j'y enseigne appartient essentiellement à la morale de l'Evangile, et que j'ai le droit de l'enseigner non seulement en vertu de ma charge épiscopale, mais encore en vertu de l'article 1^{er} du Concordat de 1801. Par suite, le retrait des deux leçons n'est pas un désaveu de leur contenu ni de mon droit de l'enseigner dans mon catéchisme. Mais, dans la situation actuelle de l'Eglise en France, je renonce à user de ce droit, afin d'ôter une cause de mécontentement et d'irritation contre le clergé.

Veuillez agréer, etc.

MICHEL,
Evêque de Maurienne.



IV. — Mauvaise défense.

Rien ne fait plus tristement ressortir la fâcheuse posture de la politique pontificale dans cette affaire des catéchismes électoraux, que les efforts de ses apologistes pour la disculper.

Citons d'abord, sans y insister, le tableau que présente M. Charles Bota, dans son livre : *la Grande faute des catholiques de France* :

L'affaire des catéchismes électoraux, — avait été

déférée au Pape, dès le début, a la suite d'une interpellation faite à la Chambre sur l'enseignement « illégal » du catéchisme dans les écoles communales, et d'une enquête sur les catéchismes contenant des instructions suspectes. Le pape préféra ne pas intervenir directement et pria l'archevêque de Paris de se mettre en rapport, à ce sujet, avec les évêques. Le cardinal Richard dut décliner la mission délicate qui lui avait été offerte. Bientôt, du reste, défense fut faite d'enseigner dans les lycées les leçons incriminées. Puis le gouvernement, impatient, prit le parti de déférer les leçons au Conseil d'Etat. Le nonce alors fut chargé de donner aux évêques le conseil de se résigner, pour éviter des inconvénients plus graves, au sacrifice que l'on jugea imposé pour les circonstances. *Jusqu'à la fin de l'affaire, Léon XIII eut soin de s'abstenir d'actes et de paroles qui eussent pu engager les principes ou sa dignité.*

Les articles de *l'Osservatore Romano* contre les informations de *l'Autorité* ne montreront pas seulement au lecteur que la feuille officieuse de Rome ne se laissait égaler par personne en violences et en injures. Il verra aussi le secret de cette faiblesse, insoupçonnée peut-être, dans la pauvreté des arguments, l'inexactitude des assertions, et le faux exposé de l'affaire. Il fallait vraiment que le Pape et son Secrétaire d'Etat fussent bien empressés de donner satisfaction au Gouvernement de la République, pour intervenir, en sa faveur, contre les évêques, dans une question religieuse vitale, sans avoir contrôlé les données que le Cabinet français lui présentait.

Une correspondance de Périgueux avait paru, sous le titre *la Diplomatie pontificale*, dans *l'Autorité* du 2 juin 1892 :

Le Gouvernement scélérat que nous subissons défère au Conseil d'Etat les catéchismes électoraux. C'est dans la logique révolutionnaire. Cela ne surprendra personne.

Mais ce qui étonnera et indignera tous les vrais catholiques, c'est la nouvelle que voici :

Mgr de Périgueux, imitant nos meilleurs évêques, a publié un catéchisme électoral, où il dit en substance : « Les catholiques ont le devoir de ne jamais voter pour les ennemis de la religion. » Nous défions qui que ce soit de trouver autre chose dans le langage épiscopal.

Eh bien ! on le croira à peine, ce prélat vient de recevoir, du cardinal Rampolla, une lettre de blâme. On lui reproche amèrement d'avoir publié ce catéchisme.

Nous affirmons ce fait sans craindre aucun démenti. S'il s'en produisait, nous répondrions de manière à faire rire jaune.

Il serait ridicule de croire que le blâme adressé à Mgr de Périgueux constitue une exception. Il faut donc croire que tous les évêques qui ont publié des catéchismes électoraux ont été traités de la même façon. Et, comme ces catéchismes sont loin d'être aussi énergiques que la lettre des évêques de la province d'Avignon, il faut en conclure que ces prélats ont eux aussi leur petite lettre.

Ainsi, tandis que le Pape, dans sa dernière Encyclique, proteste énergiquement contre les attentats dont l'Eglise de France est la victime et approuve les évêques qui la défendent courageusement, la diplomatie pontificale va à l'encontre de cette parole solennelle, et blâme un évêque qui n'a fait que son devoir.

L'évêque de Périgueux dit : « il ne faut pas voter pour les ennemis de la religion », le cardinal Rampolla le blâme. De deux choses l'une : ou le cardinal Rampolla veut qu'on vote pour les ennemis de la religion, ou il ne veut pas que les évêques enseignent leurs devoirs aux fidèles. Dans les deux cas l'Eglise est trahie.

Nous avons donc raison de prétendre que le Pape est

indignement trompé. Prétendre le contraire, c'est l'outrager.

Eh quoi ! grand Dieu ! ce serait le Pape, lui-même, qui blâmerait un évêque d'enseigner qu'il ne faut pas voter pour les ennemis de la religion ! Il n'y a qu'un Floquet pour dire de ces infamies (1).

L'Osservatore Romano du 5 juin répondit à ces informations par l'article suivant, reproduit par *l'Univers* du 8 :

Sous ce titre, la *diplomatie Pontificale*, *l'Autorité* de Paris, du 2 courant, publie une prétendue communication qu'elle aurait reçue de Périgueux sur l'intervention du Saint-Siège dans la question des catéchismes, qui depuis quelque temps a soulevé en France de vives polémiques. Cette publication, audacieuse à l'excès, nous a causé de la douleur, mais non de la surprise, car nous savons quel est le but peu louable que se propose d'atteindre ce journal, et combien peu honnêtes sont les moyens qu'il a coutume d'employer pour cela. Néanmoins nous ne croyons pas devoir laisser sans réponse les perfidies du journal impérialiste.

Les lecteurs de *l'Autorité* ne peuvent ignorer les phases qu'a subies en France cette question des catéchismes électoraux.

En raison de la persécution croissante contre l'Eglise, quelques prélats français ont cru opportun — dans les meilleures intentions assurément — d'insérer dans les catéchismes de leurs diocèses respectifs des suppléments, afin de mieux instruire les fidèles au sujet des devoirs qui leur incombent par rapport au choix des députés à l'Assemblée Nationale. Ces suppléments sont absolument inattaquables, si on les considère *in abst. acto*, comme

(1) *L'Univers*, 7 mai 1892.

(2) M. Floquet, président de la Chambre des députés, avait dit un jour à la tribune que Pie IX était franc-maçon.

l'affirmation doctrinale d'un principe de morale, à savoir que les catholiques sont obligés, en conscience, de choisir, pour la confection de bonnes lois, des personnes honnêtes qui ne soient pas ennemies de la religion ; aussi le Saint Siège n'a jamais censuré non seulement ni ne pouvait censurer une pareille doctrine, mais, par des encycliques pontificales, il l'avait enseignée bien avant et d'une façon plus solennelle.

Toutefois, ces suppléments peuvent aussi être considérés au point de vue concret, c'est-à-dire au point de vue pratique, soit par rapport au caractère des circonstances locales et à la disposition des esprits, soit par rapport au moyen d'instruire les fidèles. En effet, il est bien clair que l'insertion du chapitre sur les devoirs électoraux dans les catéchismes, dont la substance consiste à résumer les dogmes fondamentaux et les préceptes généraux de la religion catholique, est, en fait, une chose secondaire, dont quelques-uns pourraient même contester la convenance. Il semble, en effet, que ce jugement soit celui qu'en a porté la grande majorité de l'épiscopat français, lequel, à l'exception d'une douzaine de prélats, n'a pas cru opportun d'adopter le système des catéchismes pour avertir les fidèles de leurs devoirs électoraux, son opinion étant qu'il ne manquait pas d'autres moyens qui n'offraient pas les mêmes inconvénients. Néanmoins, le Saint-Siège n'a fait aucune observation à ce petit nombre d'évêques qui ont cru devoir se servir de l'enseignement catéchistique pour obtenir le résultat qu'ils avaient en vue.

Tout d'abord, ces innovations passèrent inaperçues ; mais depuis qu'au moyen de la presse on appela sur ce sujet l'attention des ennemis de l'Eglise, une véritable tempête fut soulevée contre ces catéchismes électoraux, et les passions soufflèrent si furieusement au sujet de cette controverse qu'elles firent craindre à bon droit de nouvelles injures et de nouvelles représailles contre l'Eglise.

Le Saint-Père qui, en traitant des affaires de la religion, ne peut subordonner à des fins humaines secondaires et inférieures? les très hauts intérêts de Dieu, et qui sent le devoir de les protéger de la manière la plus efficace qui soit en son pouvoir, voyant ces intérêts compromis par l'excitation des partis politiques, s'appliqua à ôter des mains de ses adversaires cette nouvelle arme de persécution et à rétablir dans les esprits le calme troublé par une question absolument secondaire.

Or, pendant que, par le moyen de conseils opportuns, s'exerçait la bienfaisante influence du Souverain Pontife, destinée à apaiser la tempête, et quand cela était suffisamment connu, voici que furent publiés les suppléments catéchistiques électoraux de Mgr l'évêque de Périgueux, propres à raviver les passions et à paralyser l'action modératrice du Souverain Pontife (1).

C'est alors que le Saint Père, par l'intermédiaire du sous-secrétaire d'Etat, fit savoir, dans les termes les plus bienveillants et les plus paternels, à cet excellent évêque la préoccupation que lui causait la question des catéchismes en France; sans méconnaître le droit qu'ont les évêques d'enseigner aux fidèles qui leur sont confiés toutes les parties du dogme et de la morale chrétienne, et dans l'unique but de ne pas fournir d'occasion à des représailles et à des recrudescences de persécution contre la religion, il lui indiquait la nécessité de ne pas toucher, dans les catéchismes diocésains, à certains points qui, malheureusement, risquaient d'exaspérer les esprits des ennemis de l'Eglise sous prétexte de mêler la politique à la religion. Ensuite, il exprimait au même prélat le désir de lui voir apporter opportunément un remède, d'autant plus que, l'innovation étant récente, ce remède serait plus facile à appliquer.

(1) Voir plus loin, page 291.

Telle est la pure vérité au sujet de l'intervention du Saint-Siège dans la querelle des catéchismes, vérité qui ne craint aucune espèce de démenti. Mais, cela dit, comment ne pas stigmatiser la déloyauté, la malignité et la calomnie qu'étale *l'Autorité*, dans l'exposé des faits de Périgueux, qu'elle travestit en l'exagérant et dans un langage digne de *la Lanterne*, en tirant occasion de proférer des injures contre le chef de l'Eglise et les exécuteurs fidèles de ses volontés, et cela dans l'inqualifiable dessein d'exciter des fils à la haine et à la rébellion contre leur suprême Père et Pasteur? Ainsi l'on affirme dans ce journal que Mgr l'évêque de Périgueux a reçu du Saint-Siège un blâme amer pour avoir enseigné que les catholiques ont le devoir de ne jamais voter pour les ennemis de la religion.

C'est là un mensonge impudent et les absurdes conséquences qu'on en tire sont un comble d'indignes calomnies. On insinue, en effet, que la prétendue réprobation du Saint-Siège n'a pas été seulement adressée, comme par voie d'exception, à Mgr l'évêque de Périgueux, mais encore à tous les autres évêques qui l'ont précédé dans la publication des notes catéchistiques additionnelles, ainsi qu'aux évêques de la province d'Avignon, à propos des protestations contenues dans leur lettre collective.

Tout cela n'est autre chose qu'une insinuation déloyale et perfide, sans ombre de vérité. Finalement l'écrivain, avec l'intention manifeste de frapper plus haut, met la diplomatie pontificale en opposition avec le Pape, pour accuser celui-ci de trahison et représenter le Souverain Pontife devant les fidèles comme une facile victime de cette duperie. A vrai dire, c'est là le comble de l'audace, de l'indignité et du cynisme. Comme si le monde pouvait ignorer qui est Léon XIII !

Cela fait vraiment frémir de voir accueillir de tels outrages dans un journal qui, depuis quelque temps, s'arroge le rôle de gardien de la doctrine et de paladin

des évêques pour s'attaquer au Pasteur suprême de l'Eglise et à l'Evêque des Evêques.

C'est là simplement un excès. *Nous admettons qu'on puisse se demander si de telles invectives sont inspirées par la bile d'un tribun, l'hypocrisie d'un janséniste, la prépotence d'un régalien ou l'ironie d'un voltairien.* Une seule chose est absolument certaine et incontestable, c'est que ce n'est pas le langage d'un catholique.

Du reste, il est notoire désormais que *l'Autorité* a levé le masque ; elle lance néanmoins ses flèches empoisonnées vers le but où elle ne peut atteindre ; mais elle ne doit pas se faire l'illusion de croire que le Siège Apostolique consente jamais à ce qu'on abuse indignement du nom de la religion pour en faire l'instrument d'intérêts égoïstes et l'escabeau d'ambitions humaines.

La veille du jour où *l'Osservatore Romano* avait publié cet article extraordinaire, *l'Autorité* donnait une nouvelle correspondance (4 juin) :

Paris, le 1^{er} juin 1892.

Monsieur le Directeur,

Voilà trois ans bientôt que la lutte est ouverte, dans notre chère patrie, entre les vrais catholiques (évêques, prêtres et laïques) et qui donc ? Le gouvernement et les francs-maçons ? Oui, sans doute, et c'est logique, étant donné notre état social.

Mais aussi, surtout, ce qui est monstrueux, inouï... entre les vrais catholiques de France et Rome ; oui ; Rome ! qui n'a pas de meilleurs amis et défenseurs que nous ; Rome, qui, pour les raisons les plus sacrées, devrait, à tout prix, nous soutenir, nous protéger ; Rome qui nous blâme, nous délaisse, et nous livre à nos frères ennemis qui sont les siens.

La lutte ouverte, bien en face, contre des ennemis déclarés, c'est bon, c'est salutaire et réconfortant.

Mais cette lutte sourde, persistante, décourageante, entre des fils respectueux et un père vénéré, c'est dur, atroce.

Et grâce à qui?... à un Ferrata, à un Rampolla et consorts. Grâce à leur diplomatie pleine d'astuce et de capitulation. Voilà la vérité, vérité qui s'accroît chaque jour. En relisant attentivement notre histoire politique et religieuse depuis trois ans seulement, depuis les premières incartades du cardinal Lavignerie, c'est un fait qui saute aux yeux.

L'affaire d'aujourd'hui (celle de l'évêque de Périgueux) en est une nouvelle preuve, et ce ne sera pas la dernière.

Vous avez raison, monsieur le Directeur, de publier ces documents et ces lettres. C'est le cœur plein de tristesse qu'on parcourant mon journal j'y trouve chaque jour des preuves de la nouvelle trahison.

Le vrai français en arrive à envier le sort du catholique d'Angleterre, d'Amérique, d'Allemagne, et celui même du catholique dans les pays sauvages.

Parce que nous sommes dévoués, respectueux, sincères, on frappe sur nous, on nous traite de révoltés et on caresse nos ennemis.

Oui, le Pape est indignement trompé, vilainement entouré. Le vaillant évêque d'Angers a succombé à cette grande épreuve, c'est trop certain; d'autres se découragent ou se sentant abandonnés. La vérité s'affaiblit dans les esprits, et l'impression sur les masses est désastreuse. Il n'est pas rare d'entendre des personnes moins éclairées, des gens du peuple, nous dire : « Mais, vous le voyez bien, le pape est républicain... le pape blâme les évêques et les prêtres qui combattent le gouvernement et les lois scélérates, etc., etc. »

Et, pendant ce temps, la même main d'un nonce apostolique qui, chaque jour, presse la main d'un franc-maçon ou d'un athée, s'en va frapper des évêques courageux, dignes de tous éloges, en leur écrivant, *au nom du Pape*, des lettres de blâme.

C'est raide. Et cependant il faut savoir combattre quand même, et faire parvenir au Pape, qui donne des conseils politiques, la réponse des catholiques allemands en 1886 : « *Non possumus.* »

Là-bas on nous blâme de nouveau. Ici, au nom du Concordat, on volera nos traitements, on nous condamnera peut-être à la prison.

Peu m'importe, et tant mieux !

A ce prix seulement nous mériterons pour notre pays des jours meilleurs.

Veuillez agréer, etc...

Dans son numéro du 7 juin, *l'Osservatore Romano* publiait contre *l'Autorité* un second article dont voici la traduction, donnée par *l'Univers* du 10 :

Pendant que, dans notre précédent numéro, nous faisons la réponse méritée à une prétendue correspondance de *l'Autorité*, elle en publiait une seconde, dans son numéro du 4 courant, plus indigne encore que la première.

L'Impérialiste Autorité a clairement révélé, désormais, son plan d'attaque contre l'autorité divine de l'Eglise, et par conséquent contre la religion catholique elle-même, ce qu'un franc-maçon pur sang ne pourrait faire autrement.

En effet, s'érigeant en juge suprême de ce qui convient au bien de l'Eglise et de ce qui lui nuit, de ce que les fidèles doivent croire et de ce qu'ils doivent repousser, elle continue, avec un système de mauvaise foi et d'insolence inconcevable, de s'attaquer à tout ce qu'il y a de plus sacré et de plus vénérable au cœur d'un vrai catholique. L'autorité du chef auguste de l'Eglise et de l'épiscopat français, qui lui est intimement uni, est couverte de vilénies et d'outrages, peut-être parce que cet épiscopat est récalcitrant aux ordres formels du représentant

du troisième empire, qui va sans doute ressusciter pour la régénération du monde. Les perfides articles ou de la calomnie ou de l'hypocrisie et toujours de la malignité sont habilement mis en jeu par ce journal pour démolir, en une si grande perturbation sociale, le support le plus ferme de la foi et de la morale chrétienne.

En un mot, l'on veut soustraire le clergé et les fidèles à l'obéissance qu'ils doivent aux pasteurs, qui ont la mission divine de les conduire au salut éternel. Bientôt, si l'on ne trouve pas un prompt remède à sa furieuse excitation, nous verrons *l'Autorité*, qui a eu déjà le courage d'accuser de félonie les principaux ministres du Souverain Pontife, annoncer au monde stupéfait la prévarication du Chef de l'Eglise lui-même, et la succession d'un nouveau Pontife plus docile aux commandements de M. de Cassagnac.

C'est là une œuvre non moins impie que ridicule, et nous conseillons aux auteurs de cette folle campagne de se demander sérieusement s'il leur convient d'écrire un journal dont la lecture doit être, par tout catholique sincère, considérée comme factieuse et perverse, et qui mériterait, ou peu s'en faut, d'être tenue comme interdite par les plus élémentaires sentiments d'honneur et de religion, par les préceptes mêmes du droit divin et humain.

Cependant *la Semaine Religieuse* de Périgueux publiait la lettre suivante adressée au directeur de *l'Osservatore Romano* :

Monsieur le Directeur,

La Semaine Religieuse de notre diocèse a reproduit l'article récemment inséré dans les colonnes de votre journal sur la « Diplomatie Pontificale ».

Dans cet article se trouve la phrase suivante :

« Pendant que, par des mesures appropriées, le Saint-Père exerçait ainsi sa bienfaisante influence, destinée à apaiser la tempête, et alors que c'était assez connu,

« paraissait l'ajouté catéchistique électoral de Mgr l'évêque de Périgueux, de nature à ranimer les passions » et à paralyser l'action modératrice du Souverain Pontife. »

Cette phrase, monsieur le Directeur, contient, en ce qui touche Mgr l'évêque de Périgueux, une erreur grave et préjudiciable à plus d'un titre.

Chargé par Monseigneur de traiter de ce supplément avec M. Desclée, de Lille, imprimeur du catéchisme diocésain, j'affirme, pièces en mains, que ce supplément, préparé pendant le mois de novembre 1891, fut aussitôt après livré à l'impression. Les épreuves m'en furent adressées le 16 décembre, le *bon à tirer* fut donné le 26 du même mois, et cette feuille fut immédiatement ajoutée à la fin du catéchisme.

Il est donc bien évident que la publication de ce supplément n'a rien de commun avec « la tempête » récente dont vous parlez, et qu'on ne pouvait alors prévoir ; que, par suite, elle « n'était pas de nature à ranimer les passions et à paralyser l'action modératrice du Souverain Pontife. »

Je demande à votre loyauté de vouloir bien reproduire cette lettre dans votre plus prochain numéro, que vous aurez l'obligeance de m'adresser.

Recevez, monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Rossés, vicaire général,
Prélat de la maison de Sa Sainteté (1).

D'autre part, on lisait dans *le Temps* du 26 juillet :

Des renseignements autorisés font prévoir que l'évêque de Luçon (Vendée) va, à l'exemple des évêques de Grenoble, Saint-Jean-de-Maurienne et Séez, retirer la partie politique du catéchisme de son diocèse, qui a été déferé au Conseil d'Etat.

(1) *L'Univers*, 20 juin 1892.

Nous avons lieu de croire, d'après une bonne autorité, que les « renseignements autorisés » du *Temps* ont été puisés à une source suspecte, d'autant plus que le catéchisme de Luçon déposé au Conseil d'Etat n'est autre que celui enseigné depuis plus de quarante ans dans ce diocèse.

Il paraît difficile, dès lors, d'incriminer le dit catéchisme comme étant un acte récent d'opposition au régime des gouvernants qui prétendent décider aujourd'hui ce que peuvent dire et ce que doivent enseigner les évêques dans les catéchismes de leur diocèse.

Seul, à notre connaissance, le cardinal Place, archevêque de Rennes, maintint les leçons qu'il avait publiées.

La Semaine religieuse de ce diocèse inséra la note suivante, au sujet de la condamnation du vénérable prélat par le Conseil d'Etat :

Nous n'avons pas besoin de rappeler à nos lecteurs le texte des deux leçons qui ont valu à notre vénérable et vaillant cardinal l'honneur de cette condamnation.

Ces deux leçons sont le commentaire précis et populaire des Encycliques de Sa Sainteté le Pape Léon XIII sur les Devoirs des chrétiens comme citoyens, et sur les Devoirs des parents par rapport à l'éducation de leurs enfants.

Dans la première leçon, Son Eminence dit :

Nous obtiendrons d'être gouvernés chrétiennement, en votant aux élections pour des *hommes résolus à défendre les intérêts de la religion et de la Société.*

Dans la seconde leçon, son Eminence rappelle aux parents qu'ils ne peuvent envoyer leurs enfants dans des écoles mauvaises, et Son Eminence ajoute :

On entend par écoles mauvaises celles où les enfants seraient en *danger de perdre la foi ou les mœurs.*

Un évêque peut-il donner aux fidèles dont il a reçu

la charge un enseignement différent sur ces questions essentiellement religieuses?

Un évêque n'a-t-il pas le droit et le devoir de maintenir l'enseignement catholique sur ces questions primordiales?

Les témoignages d'admiration, les félicitations respectueuses qui arrivent de toutes parts à notre vénéré Cardinal prouvent combien son attitude inébranlable et courageuse a répondu à l'attente du clergé et des catholiques, non seulement dans l'étendue de notre diocèse, mais dans la France entière.

Nous ignorons quelles mesures peuvent être prises, à la suite de la décision du Conseil d'Etat, contre les leçons incriminées; mais ce que nous pouvons affirmer, c'est que ces deux leçons, publiées dans le diocèse de Rennes depuis le 12 septembre 1891; aujourd'hui répandues à des milliers d'exemplaires, demeureront désormais la ligne de conduite de tous les fidèles respectueux de l'Eglise et de ses enseignements immuables.



Ce que seraient les mesures prises contre les leçons incriminées, on ne devait pas tarder à le savoir, car le Gouvernement triomphait trop aisément pour ne pas aller jusqu'au bout de ses desseins.

La Liberté du 14 avril avait publié l'information suivante :

On a souvent parlé, dans ces derniers temps, de catéchismes électoraux. Rappelons que le Pape a pris en mains cette affaire, et que tout permet d'espérer que sa parole sera plus écoutée cette fois que dans les derniers événements. Toutefois nous devons ajouter que plusieurs prélats ont détaché la partie électorale de leurs catéchismes diocésains. Si cependant cette partie disjointe était

enseignée dans les écoles, et elle ne pourrait l'être qu'avec l'approbation des prélats, le gouvernement aurait, mais alors seulement, à examiner s'il ne conviendrait pas de déférer ces brochures au Conseil d'Etat comme d'abus.

Le Conseil supérieur de l'instruction publique aurait alors à être saisi de la question, au point de vue des écoles libres. Voilà l'état de la question et les diverses phases par lesquelles il est possible qu'elle passe.

L'Univers, en reproduisant ces lignes, relevait la menace par un de ces défis renouvelés en chaque occasion, et toujours vains :

Tels seraient donc les moyens dont le gouvernement veut se servir pour entraver la liberté du ministère épiscopal. Mais d'avance on peut prédire que toutes ces mesures seront vaines, car il faudrait, pour qu'elles fussent efficaces, amener les catholiques à se faire complices de leur application. Et c'est ce qu'on n'obtiendra pas.

Le 26 juillet, il enregistrait l'arrêté suivant du ministre de l'Instruction publique :

Vu la loi du 27 février 1880, article 5 ;

Vu le livre ayant pour titre : Catéchisme à l'usage du diocèse d'Aix, imprimé par ordre de Mgr l'archevêque d'Aix, Arles et Embrun, « à Bar-le-Duc, imprimerie de l'œuvre de Saint-Paul 1890 » ;

Vu le décret du 2 juin 1892, déclarant qu'il y a abus dans la publicité de ce livre ;

Le Conseil supérieur de l'instruction publique entendu :
Arrête :

Article 1^{er}. — Est interdit dans les écoles libres ou les écoles privées de tout ordre, comme contenant des propositions contraires aux lois, le catéchisme à l'usage du diocèse d'Aix, édition de 1890 ;

Article II. — Les recteurs des académies d'Aix et de Grenoble sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LÉON BOURGEOIS.

Enfin, à la date du 1^{er} janvier 1893, M. Auguste Roussel, qui allait bientôt se séparer de *l'Univers* pour soutenir plus librement ses convictions, notait les conséquences dernières :

Comme cadeau de fin d'année, le ministère a voulu servir aux catholiques une nouvelle et grave mesure de persécution. La chose s'est faite il y a deux jours, sournoisement, comme un mauvais coup, à telles enseignes que l'*Agence Havas* a pris toutes ses précautions pour n'en pas trop faire étalage devant le public.

A la dernière heure, entre deux informations officielles concernant les faits et gestes des ministres, elle a glissé comme en sourdine quelques lignes pour nous apprendre que le Conseil supérieur de l'instruction publique avait terminé, dans la matinée de jeudi, sa deuxième session ordinaire. Après quoi elle ajoutait négligemment : « Le Conseil a donné un avis conforme à celui du Conseil d'Etat en ce qui touche les catéchismes de Rennes et de Luçon. »

Or, sait-on ce qu'il y a dans ces quelques lignes ? Tout simplement l'annonce de l'attentat le plus grave qui, au mépris du Concordat, ait été dirigé jusqu'ici contre la liberté du culte catholique. On ne saurait nier, en effet, qu'au premier rang des droits que comporte l'exercice de cette liberté figure *le droit pour chaque évêque d'enseigner les devoirs religieux à son peuple. Pour l'Etat, intervenir à l'encontre de ce droit, s'arroger le contrôle de l'enseignement épiscopal et décider finalement la suppression des livres qui contiennent le dit enseignement c'est évidemment une usurpation intolérable.*

Dans sa mémorable lettre au ministre de la Justice et des Cultes, S. Em. le Cardinal Place a si bien établi ce point de doctrine qu'il est superflu d'insister.

Mais, en fait, cette prévarication de l'Etat, résultant de la décision arrachée au Conseil d'Etat, demeurerait pratiquement inexécutable. Comment faire saisir dans chacune des maisons des diocèses de Rennes et de Lugo les exemplaires des catéchismes incriminés ?

Les politiciens persécuteurs s'en sont très bien rendu compte, et c'est pourquoi ils ont cherché un autre moyen d'arriver à leurs fins. Il n'y en avait pas d'autre que de recourir à la complicité du Conseil supérieur de l'instruction publique, et le ministre de l'instruction publique n'a pas reculé devant ce supplément d'iniquité. Sur son incitation, le conseil, saisi à son tour de la question des catéchismes de Rennes et de Lugo, s'est prononcé comme l'avait fait le Conseil d'Etat ; dès lors, il est aisé de prévoir ce qui va suivre. Comme l'usage des livres proscrits par un vote du Conseil est interdit dans toutes les écoles soumises à l'inspection, notification sera faite à toutes les directions d'écoles libres, dans les diocèses de Rennes et de Lugo, d'avoir à rayer les catéchismes de la liste des livres de classe, sous peine d'encourir telles sanctions que de droit. C'est une menace de fermeture plus ou moins immédiate, et, par conséquent, la suppression, en fait, de toute liberté, pour l'enseignement libre. C'est, d'autre part, un échec direct à l'autorité spirituelle de l'épiscopat, qui peut ainsi successivement être mis dans l'impossibilité complète de donner sur n'importe quel cas de conscience un enseignement non muni, au préalable, du visa des autorités administratives.

En vérité, les membres du Conseil supérieur de l'instruction publique sont bien coupables d'avoir remis aux mains du ministre une pareille œuvre de persécution.

Leur œuvre devrait être celle d'un haut tribunal, opposant aux passions du pouvoir une inébranlable impar-

tialité. Or, voici qu'au contraire ils font office de pourvoyeurs pour la guillotine sèche dont le ministre fait mouvoir le couperet. Une fois de plus, les catholiques sont avertis qu'ils n'ont à attendre aucune justice, tant que ne seront pas à bas tous ceux qui nous gouvernent.

CHAPITRE IV

La législation contre les fabriques.

La loi budgétaire du 15 décembre 1891 (c'est l'ère de l'apaisement) avait décidé qu'à partir du 1^{er} janvier 1893 les comptes et budgets des fabriques seraient soumis à toutes les règles de comptabilité des établissements purement civils. Cette loi fut d'abord regardée par les catholiques comme inexécutable, et l'épiscopat tout entier répondit aux prétentions du pouvoir par une résistance très accentuée. Mais la loi du 26 janvier 1892, puis l'instruction ministérielle du 15 décembre de la même année montrèrent que le gouvernement était réellement résolu à accomplir cet attentat. Sa mise à exécution devait précisément coïncider avec la promesse d'un *esprit nouveau*, de tolérance et de conciliation. Comment le gouvernement de la République parvint-il à obtenir une victoire d'abord aussi douteuse? Ce fut grâce à l'inconsciente complicité de la diplomatie pontificale, comme dans les luttes antérieures et dans celles qui devaient suivre. L'incertitude, les divisions entretenues par cette politique, l'esprit de concessions qu'elle soufflait partout et le prétexte d'obéissance dont elle couvrait les capitulations procurèrent à la longue le succès définitif de cette

nouvelle usurpation. Celle-ci préparait aux ennemis de l'Eglise un triomphe complet.

I. — Gravité de la question.

Un certain nombre de catholiques peu éclairés se sont imaginé, bien à tort, que les seuls intérêts temporels étaient en jeu dans cette affaire. La question matérielle, dont l'importance est déjà fort considérable même au point de vue religieux, est ici liée, comme l'événement devait le faire voir, à la liberté de l'Eglise et du culte catholique.

La législation contre les fabriques préluait à la suppression du budget des cultes et à la Séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Prophétiquement, Mgr Freppel l'avait annoncé dès 1884, en se défendant contre un essai d'immixtion de l'administration civile dans les *caisses de secours* diocésaines en faveur des prêtres âgés :

Angers, le 20 mars 1884.

Mon cher Curé,

Je vous remercie de la communication que vous m'avez faite le 11 courant. Le secrétaire particulier d'un évêque faisant rentrer des deniers ecclésiastiques au compte d'un commissaire civil, c'est l'Eglise devenue l'annexe de l'Etat ! Malheureusement, les esprits sont tellement obscurcis, de nos jours, que beaucoup ne comprennent pas la haute portée de la lutte que je soutiens dans la question des *caisses de secours*. *C'est par cette brèche que l'ennemi entrera dans la place pour essayer de refaire la constitution civile du clergé de France.*

Demain ce sera le tour des congrégations religieuses

autorisées ; après demain celui des menses épiscopales et curiales, et ainsi de suite...

Croyez à mon affectueux dévouement,

† CHARLES EMILE,
Evêque d'Angers.

Au moment où la persécution entrait dans cette nouvelle phase, M. Arthur Loth en marquait le caractère et les conséquences, avec cette sûreté de vues dont lui et ses amis donnaient la preuve en toute occasion. Il est vrai qu'en exprimant ces jugements *la Vérité* s'exposait aux reproches contenus dans la fameuse lettre du cardinal Rampolla, de faire croire que la politique de Léon XIII n'était pas couronnée de succès, et d'entretenir dans les esprits une défiance contraire à l'apaisement. M. Arthur Loth écrivait, le 18 février 1894, sous le titre : *l'exécution méthodique* :

Il était bon que nos évêques fissent remarquer, après de simples journalistes qu'on n'écoute pas toujours, que le décret relatif à la comptabilité des fabriques se rattache au plan si perfidement ourdi par la haute franc-maçonnerie pour déchristianiser la France.

Si l'on avait compris plus tôt que l'on avait affaire à une persécution concertée, méthodique, peut-être se serait-on ému davantage des premières atteintes portées à la religion et aurait-on mieux senti la nécessité de résister dès le principe.

Mais nous sommes déjà bien avant dans l'exécution du plan. Que de choses énormes ont déjà bien passé, sans que l'on ait cru que le moment fût venu de s'y opposer !

Remarquons que nos ennemis estiment avoir déjà accompli plus de la moitié de leur œuvre, et qu'ils se croient déjà le maître des âmes, car ils s'en prennent maintenant au temporel de l'Eglise.

Ils tiennent, en effet, l'enfant par l'école laïque ; ils se

sont emparés de la femme par les lycées de filles et par le développement de toutes les influences corruptrices propres à l'éloigner de la religion, ils ont restreint partout l'action du prêtre en l'expulsant de tous les établissements et services publics, hôpitaux, bureaux de bienfaisance, hospices, maisons de détention, en supprimant la liberté de la prédication, en retirant au curé la police de son Eglise avec la clef elle-même, en mettant les ministres du culte sous leur dépendance par la confiscation des traitements ecclésiastiques, en frappant le clergé lui-même par la suppression des chapitres, des vicariats, des bourses des séminaires, par l'odieuse loi militaire qui prend le séminariste et le curé de paroisse; ils ont désorganisé les diocèses, en supprimant le droit de propriété ecclésiastique, et ils menacent de réduire de plus d'un tiers le nombre des évêchés.

Ils peuvent croire, ces habiles, avoir assez fait pour ruiner l'action et l'influence sociale du christianisme. Maintenant, c'est sa vie même, ce sont ses ressources pécuniaires, les moyens nécessaires d'existence, qu'ils entreprennent de ruiner.

On en est aux fabriques paroissiales. Mais ce n'est pas le premier acte dans cette voie de spoliation. Déjà s'est accomplie la dépossession des diocèses par le retrait de personnalité civile, suivi de la confiscation des mensues épiscopales. Ensuite est venu le tour des paroisses. Le décret sur la comptabilité des fabriques leur impose à la fois la ruine par les formalités coûteuses auxquelles il les assujettit, et la servitude, en faisant passer leur administration des mains des catholiques et de l'évêque dans celles des fonctionnaires de l'Etat.

L'administration des cultes tient même en réserve, comme elle a pris soin de nous l'apprendre, un tarif-type, par lequel l'Etat, haut gérant du temporel des Eglises, règlera directement les honoraires dus au clergé et aux fabriques pour les divers services religieux de la paroisse.

Enfin, pour achever la ruine et la sujétion des églises, il y a un projet de loi, tout prêt à être voté, qui retire aux fabriques le monopole des pompes funèbres, c'est-à-dire leur principal revenu.

Sera-ce tout, après cela ? Pas encore.

Nous dénonçons d'avance à qui de droit le projet qui se prépare contre les séminaires. Il ne s'agit pas seulement de la désaffectation d'une partie notable des bâtiments et terrains adjacents, pour ceux dont l'Etat revendique la propriété. Ce n'est là que la première partie de la mesure ; il y en a une seconde.

Jusqu'à présent, les séminaires ont conservé la personnalité civile, qui a été retirée aux diocèses. A ce titre, ils sont capables d'acquiescer et de posséder. Leurs biens et leurs revenus proprement dits ne sont pas considérables ; mais il s'y ajoute, pour plusieurs, des biens d'autre provenance, qui excitent les convoitises de l'Etat athée et maçonnique au même titre que ceux des évêchés.

Dans un certain nombre de diocèses, les évêques, prévoyant le sort des menses épiscopales, avaient eu la précaution d'attribuer aux séminaires les biens et immeubles diocésains. C'est cette dernière propriété ecclésiastique qu'il s'agit de détruire, en la supprimant. On y viendra après la destruction des fabriques paroissiales. Déjà les menaces des radicaux nous en avertissent.

Et après ? Après, l'Eglise ayant été privée de toutes ses propriétés, de toutes ses ressources, de toutes ses libertés, l'administration des diocèses et des paroisses ayant passé aux mains de l'Etat, le culte catholique étant tombé sous la dépendance des fonctionnaires gouvernementaux, il restera une dernière mesure de spoliation et d'asservissement à prendre, l'Etat s'attribuant la propriété des églises, en vertu d'une jurisprudence complaisante préparée de longue date, fera acte de propriétaire en mettant les édifices du culte en location, en les affectant indifféremment à divers usages profanes,

pour en ôter le caractère sacré. Ce sera la consommation de l'œuvre républicaine, l'accomplissement intégral du plan maçonnique.

L'Etat laïque pourra alors abroger ou maintenir à son gré le Concordat, dont il ne restera que le budget des cultes avec l'avertissement complet du clergé.

S'il est possible d'empêcher encore que l'on en arrive à ces dernières extrémités, ce sera par la résistance à la loi sur la comptabilité des fabriques. Nous sommes presque à la fin de l'entreprise maçonnique. On approche du dénouement. Après nous avoir tout pris, la franc-maçonnerie régnante est sur le point de nous chasser de nos églises, de nous exproprier du dernier droit d'avoir un lieu de réunion à nous pour l'exercice du culte.

A chaque empiètement nouveau de l'Etat maçonnique, à chaque mesure nouvelle contre la religion, les hommes avisés n'ont cessé de dire : Résistons ici pour empêcher que le reste ne se fasse. On a toujours attendu, toujours transigé. Et voilà qu'il n'y a presque plus rien à défendre, presque plus rien à sauver. Mais, au moins, ce qui reste, il faut à tout prix le préserver, et ce sera aussi le moyen de reconquérir petit à petit tout ce qui a été perdu.

Il est impossible que devant une opposition résolue sur la question des fabriques, le gouvernement ne reconnaisse lui-même qu'il faut s'arrêter, s'il ne veut pas pousser la persécution jusqu'au bout.

Parmi les voix épiscopales qui, à la même époque, s'élevaient de toutes parts, celle de Mgr Fava signalait, dans ce nouvel empiètement du pouvoir, le projet impie de séculariser la religion, de réduire entièrement l'Eglise *sous le droit commun* créé par l'Etat révolutionnaire, et il gémissait sur le progrès du libéralisme dans l'esprit des catholiques, dû aux succès croissants de cette politique athée. Sa lettre au ministre des Cultes du 20 janvier 1884 est admirable :

Depuis le 1^{er} janvier de cette année, les dispositions nouvelles introduites en dehors des formes ordinaires sont devenues obligatoires pour toutes les fabriques paroissiales; ces vingt jours d'épreuve ont suffi pour démontrer à quel point est, ou difficile, ou absolument impossible l'application de cette décision gouvernementale. En bien des paroisses, le trésorier refuse de prêter le serment requis; en quelques-unes, tous les membres du conseil de fabrique offrent de donner leur démission à l'évêque. L'administration de la paroisse se trouve arrêtée.

Ce premier résultat était prévu par les auteurs de ces mesures; le percepteur cantonal entre de plein droit dans la gestion des intérêts confiés à la fabrique: il recueille les fonctions délaissées par le trésorier. Que si tout le conseil a fui devant une responsabilité nouvelle et devant des formalités aussi multipliées qu'inutiles, le conseil sera renouvelé immédiatement; les nouveaux membres, choisis par le préfet, ne seront pas hommes à craindre de charger leur conscience en prenant part à cette administration; ils savent, d'un autre côté, que leur gestion est couverte par les agents du ministère des Finances. Les affaires reprendront leur marche; les catholiques et le curé seront, dans la paroisse, les seuls à n'avoir aucune part à la direction du culte, à l'aménagement de l'Eglise.

Ce résultat était prévu, ai-je dit. Je dois ajouter qu'il était voulu et que l'acte qui a pour titre : *Décret sur la comptabilité des fabriques* n'a pas d'autre fin que celle-ci : *substituer l'Etat et, sous son couvert, les hommes étrangers à la foi catholique, au clergé et aux catholiques.*

Si ce fait législatif était isolé, si cet article du budget était sorti de quelqu'une de ces discussions confuses où beaucoup de membres du Parlement ont peine à deviner, et ne cherchent point à deviner quels sont les intérêts sur lesquels ils vont prononcer souverainement,

nous pourrions nous borner à regretter cette erreur d'un moment, et à en poursuivre le redressement.

Mais l'acte n'est point isolé, il n'est pas le fait d'un accident de séance. Il fait partie essentielle d'une législation complète, préparée depuis de longues années, et longuement étudiée. Ses diverses parties se déroulent successivement ; la marche en est lente — pour ce temps du moins où tout se précipite — mais ininterrompue. Le plan des auteurs de ces combinaisons législatives est celui-ci : *enlever, par fragments, à la religion catholique ce qui la fait elle-même, élaguer peu à peu ce qui constitue sa personnalité, la faire disparaître en arrivant à la confondre avec la multitude des autres relations de la vie.*

Cette série de mesures, qui sont de véritables attentats à la liberté religieuse, on l'a fait accepter par le grand nombre ; il a suffi de la couvrir de cette formule *faire entrer dans le droit commun* le clergé et les catholiques. Les esprits superficiels se déclarent pleinement satisfaits et nous demandent de quoi nous pouvons nous plaindre, alors que la relation de religion est traitée sur le même pied que toutes les autres.

Monsieur le Ministre, la relation de religion est essentiellement mixte. Par certains côtés, elle appartient aux relations sociales qui affectent tous les citoyens ; par certains autres, elle en est distincte : elle est, en son genre, unique. Il y a, en effet, dans la religion catholique, un élément qui ne se rencontre point dans les institutions purement sociales ; c'est une loi qu'elle tient de Dieu, et directement de Dieu.

Ce caractère distinctif de l'Eglise explique comment le Concordat a dû être un traité, avant d'être une loi de l'Etat. Il est un traité convenu entre deux puissances égales, et ce traité, une fois ratifié, le gouvernement français l'a inscrit dans notre législation.

Nous dire, comme on le fait aujourd'hui ou implicitement ou explicitement — nous dire : Vous entrerez

dans le droit commun ; nous ne savons pas ce que c'est que le sacerdoce, nous ne voulons pas le savoir ; nous administrerons vos paroisses, vos diocèses, aux mêmes titres que les communes, les hospices, les établissements de toutes sortes qui existent en France, — c'est commettre une violation du Concordat, de son texte comme de son esprit. L'article 1^{er} de ce traité et de cette loi garantit aux catholiques français le libre exercice de leur culte, la liberté religieuse. *Mais la première condition de la liberté, c'est de rester soi-même. Mais la religion catholique ne peut être libre, dans une région quelconque, qu'à cette condition expresse qu'elle se gouverne en ce qui fait sa vie propre et distincte, selon ses propres lois.*

Déclarer que l'on ne veut pas connaître la religion comme un fait social ayant sa place distincte dans l'ensemble de notre société, c'est encore commettre une injustice et manquer au premier devoir qu'assument les hommes qui détiennent une portion de l'autorité publique. Les auteurs des mesures qui, sous le nom de lois, décrets, circulaires, instructions ministérielles, veulent arriver à l'anéantissement de la foi catholique dans notre pays, n'ont pas le droit de dire que la notion de religion est de celles qui leur échappent. Nous avons, nous, le droit de leur répondre : Il ne s'agit pas de savoir ce que vous êtes, et ce que vous avez le malheur de penser. Nous avons le droit, et, en fait, nous avons le bonheur de penser autrement que vous. Comme gouvernants, et en vertu de la constitution qui nous régit, vous avez le devoir de nous maintenir dans l'exercice tranquille d'une des formes de la liberté, à savoir la liberté religieuse, et elle consiste non pas, comme vous le dites, à avoir telle ou telle conception religieuse, mais à la faire passer dans des actes extérieurs communs avec nos coreligionnaires.

Nos droits sont si évidents et les injures infligées à ces droits si manifestes, que *beaucoup de catholiques*

s'étonnent et s'affligent de la facilité avec laquelle cheminent des mesures gouvernementales qui blessent profondément le plus précieux de tous leurs intérêts, celui de leur foi.

Une double explication peut répondre, en partie du moins, à ces inquiétudes. Ce qui a donné jusqu'ici un plein succès aux manœuvres des adversaires de la religion, c'est le procédé qu'ils ont adopté et fidèlement suivi. Ils maintiennent une juste distance entre chacune de leurs opérations. Ils attendent, avant d'en entreprendre une nouvelle, que l'esprit public se soit habitué aux effets de la précédente. Ils ménagent avec soin les dehors et ne s'attaquent qu'aux organes intérieurs.

Puis, on a voulu espérer, contre toutes les apparences il est vrai, que l'ennemi se donnerait enfin à lui-même une frontière en deçà de laquelle il arrêterait son mouvement. A l'heure présente, est-il encore quelques esprits qui puissent garder cet espoir ?

Tous ne sont-ils pas obligés de comprendre ce que l'on attend de nous, — à savoir que nous nous préparons à cette diminution lente et graduée de la religion catholique en France ?

Cela ne peut pas être, cela ne sera point.

Vous êtes, personnellement et plus que tout autre, monsieur le Ministre, dans les dispositions d'esprit qui permettent de saisir, et notre vraie situation et les devoirs qu'elle va définitivement nous imposer : c'est donc avec confiance que je vous sou mets cet exposé et les réflexions qu'il suggère fatalement.

Veuillez agréer, etc.

Il faut citer aussi la forte et magnifique protestation de Mgr Gonthé-Soulard, publiée sous forme de lettre à un ami.

Mon cher ami,

Vous vous étonnez que je n'aie encore rien dit sur la

loi contre les fabriques de nos églises, et vous désiriez savoir ce que j'en pense.

D'abord, j'ai voulu laisser parler les plus autorisés. Ensuite, vous n'ignorez pas que je suis condamné à un repos absolu depuis un mois.

Quant à mon opinion sur cette nouvelle iniquité, je vous la donne sans détour :

Cette loi, avec le décret tortueux, ténébreux et insidieux qui en règle l'application, prend le troisième rang, dans la série des lois scélérates. — Après l'école sans Dieu, après les séminaristes à la caserne, c'est le sanctuaire et l'auteur laïcisés ; c'est Dieu expulsé de chez lui, c'est le culte rendu impossible par la confiscation des revenus de nos pauvres églises, qui pour la plupart vivent de misère.

La secte qui nous opprime poursuit son plan avec une satanique persévérance, elle veut déchristianiser la France ; elle a décidé que les catholiques disparaîtraient ou seraient ses esclaves. Il faut vouloir être triplement aveugle pour garder la moindre illusion. Depuis vingt ans elle n'a pas reculé d'un demi-millimètre. Quelquefois, elle a paru s'arrêter, mais pour avancer plus sûrement ; elle a abusé de notre patience, et nous, mon cher ami, n'avons-nous pas abusé du devoir d'être patients ?

Il faut le répéter sans cesse afin qu'on ne l'oublie pas : *Nous ne sommes pas en République, mais en franc-maçonnerie.* La franc-maçonnerie est l'agent accrédité de Satan sur la terre ; entre elle et Dieu, entre elle et nous, la paix ne peut exister.

Elle, c'est le mal ; nous, nous sommes le bien ; la lumière est inconciliable avec les ténèbres.

J'ai voulu, en ce qui me concerne, témoigner de ma bonne volonté. Pendant notre dernière retraite pastorale, j'ai fait donner des conférences très étudiées sur l'interprétation de ce perfide instrument de tyrannie. Ce n'est pas que j'aie jamais cru qu'il méritât la moindre con-

fiance. — Vous savez, comme moi ; mon cher ami, que lorsque le diable s'empare du bénitier, ce n'est pas pour y conserver l'eau bénite. Mais j'ai tenu à prouver que je n'avais pas de parti pris.

Mes bons curés m'écrivent ou viennent me dire que cette incompréhensible réglementation va devenir pour eux la source de taquineries, de tracasseries, d'impossibilités, et une cause certaine et prochaine de ruine pour leurs églises.

Cet aveu que je suis obligé de faire va réjouir nos ennemis. Vous les voyez se frotter les mains en disant : *C'est ça ; c'est bien ce que nous voulions.*

Nous sommes les administrateurs nés de nos fabriques, et de par les lois de l'Eglise et de par le Concordat. De quel droit viennent-ils nous déposséder ? En quoi avons-nous démerité dans notre gestion ? Nous poussons jusqu'au scrupule le respect des minces ressources de nos églises. Ah ! s'ils avaient apporté notre honnêteté dans le Panama, huit cent mille souscripteurs ne les accablent pas de leurs malédictions, et nous n'aurions pas la douleur d'en recueillir les victimes chez nos Petites-Sœurs des Pauvres et ailleurs. Mais, le catholicisme, voilà l'ennemi ; si nous ne sommes pas encore la quantité toujours négligeable, nous restons toujours la *quantité persécutable* ; vous me permettrez d'inventer le mot pour mieux rendre ma pensée.

J'aime la paix ; je cherche la paix ; je suis prêt à lui faire tous les sacrifices ; mais je veux la paix dans le respect de tous les droits et la liberté de tous les devoirs.

Depuis que je suis à Aix, j'ai souvent médité sur les paroles du grand saint Hilaire, évêque de Poitiers : *Episcopus egosum* : Je suis évêque. Je suis l'homme de la miséricorde et du pardon, de la conciliation et de l'abnégation de moi-même ; je suis l'homme des pauvres et des humbles, des riches et des puissants : *Episcopus egosum* ; mais je suis aussi évêque pour d'autres missions. Je suis l'envoyé de Dieu et son fondé de pouvoir. Si son nom est

outragé, si ses droits et ceux de l'Eglise sont violés, si vous pervertissez les âmes que je dois sauver, si l'autorité des pères de familles est méconnue, si vous forcez leurs enfants à recevoir un enseignement que leur conscience réprouve, si vous rendez mon administration impossible par votre immixtion illégale dans mon domaine, si vous détruisez la foi dans mes paroisses par la suppression des vocations ecclésiastiques, si vous ruinez nos communautés religieuses par des impôts vingt fois injustes, si vous nous traitez comme des étrangers chez nous, alors je me souviendrai que je suis évêque, c'est-à-dire gardien et surveillant de la vérité et de la liberté, de tout ce qui est bien, de tout ce qui est juste, de tout ce qui est saint.

Je vous prêcherai bien haut l'Evangile, qui condamne les ennemis de Dieu et des hommes, les impies, les méchants, et je dirai à tous les échos du monde :

Vae vobis, hypocritæ, malheur à vous, hypocrites!
Episcopus ego sum.

Avec saint Paul, se réclamant de son titre de citoyen romain devant le proconsul, j'ajouterai : *Je suis Français* autant que vous, et plus que vous :

J'ai servi mon pays mieux que vous; la comparaison n'est pas ambitieuse.

Oui, mieux que vous: je le dis devant Dieu qui me jugera bientôt; et, comme les apôtres, je confesse humblement que je n'ai fait *que mon devoir et que je suis un serviteur inutile*: je n'en tire point de vaine gloire.

Episcopus ego sum; et voilà pourquoi je proteste contre cette loi, comme évêque, comme Français, et comme le *premier fabricien de mon diocèse*.

Elle est injuste; elle est impraticable; elle est souverainement blessante pour nous.

Comment, ils ont consulté les cultes dissidents pour en organiser l'application, et nous, qui représentons plus de trente-six millions de catholiques, sur trente-huit millions de Français, ils nous ont laissé dédaigneusement

de côté; ils ne pouvaient nous donner un témoignage plus insultant et plus authentique de leur mépris!

Ah! si le mépris avait ici quelque chose de chrétien, comme nous pourrions le leur rendre avec surabondance!

Nous avons une autre maxime, nous la pratiquons, quoi qu'elle soit héroïque; mais elle ne nous fait pas oublier l'ordre du Maître: *Combattez pour la justice, jusqu'à la mort.*

J'unis donc de tout mon cœur ma protestation à celle des évêques qui ont parlé avant moi; mes vénérés collègues ont donné d'irréfutables arguments à nos maîtres. Moi, je m'adresse aux catholiques et je leur dis: *On veut vous chasser du lieu saint où vous avez été baptisés, où vous avez fait votre première communion, où vous avez été mariés, où vous voulez être enterrés. N'en doutez pas: C'est le but poursuivi depuis vingt ans; est-ce que vous ne voyez pas que cette fois ils ont porté la main plus loin que l'accessoire?*

: Pratiquement, que doit-on faire? Je recommande à mes curés et aux trésoriers d'être plus exacts que jamais dans la tenue de leur comptabilité; qu'ils soient prêts à justifier les recettes et les dépenses avec pièces à l'appui...

Recevez, mon cher ami, la nouvelle assurance de mon affectueux attachement *in Christo Jesu.*

† XAVIER,
Archevêque d'Aix, Arles et Embrun.

Aix, le 29 janvier, fête de saint François-de-Sales.

D'aussi éloquents et courageuses protestations étaient bien faites pour soutenir les catholiques dans la lutte. Cependant il faut reconnaître que tous les évêques n'en élevaient pas d'aussi ardentes. Même dans une question aussi grave, le désir de conciliation se manifestait chez plusieurs. Les dif-

férences ou divergences inévitables dans l'attitude d'un épiscopat si nombreux se trouvaient fortement accentuées par l'impulsion de la diplomatie ou de la politique pontificale. Plusieurs prélats trouvaient dans sa ligne de conduite passée, et dans les dispositions qu'ils pressentaient chez elle, comme dans les leurs propres, la raison d'une réserve et d'une complaisance mieux intentionnée qu'éclairée.

Le cardinal Lecot, adressant à son clergé et aux membres de son conseil de fabrique une lettre relative à l'instruction envoyée par le ministre des Cultes, appréciait le caractère des nouvelles mesures en des termes sur lesquels quelqu'un donna son impression par cette boutade : allons, tant mieux !

Nous ne voulons pas redire ici ce que nous écrivions au mois d'avril dernier à propos du décret qui réglait l'application de la nouvelle loi.

Certes, il est permis d'affirmer que ce n'est pas à une pensée d'intérêt pour les fabriques que cédait l'auteur de ce coup de surprise si regrettable, porté comme au hasard, à propos de la loi budgétaire, à l'administration de nos églises.

Il suffit, pour en être convaincu, de se rappeler d'où émane cette loi, quels esprits l'ont conçue, et comment elle fut, contre toute attente, remise inopinément à l'ordre du jour dans les préoccupations des débats sur une loi de finances, après avoir été une première fois repoussée par le Parlement. Si l'application eût été faite dans l'esprit de la loi, elle eût créé les embarras les plus pénibles et rendu impossible l'administration temporelle de nos Eglises.

Telle qu'elle est, avec les adoucissements qu'a essayé d'y introduire un esprit d'apaisement aussi prudent que juste, elle nous laisse encore de vifs et douloureux regrets.

Espérons que, le temps et l'expérience aidant, cette œuvre, si absolument suspecte dans ses origines, se modifiera dans un sens moins irréligieux, et qu'au lieu d'être un embarras et une vexation sans utilité dans plusieurs de ses détails, elle deviendra un jour une loi sage, vraiment utile aux intérêts des églises, permettant à la fois un contrôle prudent et une administration sans entraves.

La presse gouvernementale exploitait naturellement ces divergences; et c'était une cause d'affaiblissement pour la défense catholique. C'est ainsi que *le Temps* du 25 décembre 1893 opposait, sous le titre: *Evêque et évêque*, la protestation de l'évêque de Séez aux déclarations accommodantes de l'évêque d'Amiens :

Il a souvent suffi d'un évêque qui criait un peu fort, et hors de propos, contre toute décision du pouvoir civil, pour inspirer à un grand nombre de croyants la conviction que la religion était persécutée. Aussi n'aurions-nous garde de laisser passer l'occasion qui s'offre de montrer, par un exemple, avec quelle légèreté l'on accepte parfois les plus excessives accusations contre l'esprit de tolérance religieuse qui est l'essence même du régime républicain, bien compris et loyalement pratiqué.

Le Parlement a voté une nouvelle loi sur la comptabilité des fabriques. C'est avec une certaine appréhension que le clergé avait vu les Chambres préparer cette réglementation nouvelle; et c'était bien naturel, puisqu'il s'agissait de changer un ensemble de dispositions législatives dont l'Eglise s'était fort accommodée jusqu'ici. La loi n'a passé, non sans un examen approfondi et non sans discussions contradictoires; mais, après la promulgation, des résistances obstinées demeurent et des mécontentements s'affirment. Le plus énergique des protestataires est l'évêque de Séez, M. Trégaro. Ce prélat, qui

est bien connu pour la fougue indomptable de son ultracléricalisme, écrit au ministre des cultes, à propos de la nouvelle comptabilité des fabriques, une lettre dont voici la conclusion :

« En vérité, je me demande *si je puis en conscience appliquer* le décret du 27 mars 1893. Je ne le ferai donc qu'en cédant *au droit du plus fort* ; mais en protestant, comme je l'ai fait, du reste, pour la loi scolaire, pour la loi militaire, et pour la loi du divorce, que je considère comme destructives de la vraie liberté.

« Et je me résume, monsieur le Ministre, je ne vois dans le nouveau décret qu'une main mise du gouvernement, à courtes échéances, sur nos fabriques, et *qu'une atteinte à nos libertés les plus chères.* »

Après avoir lu ces lignes, tout catholique un peu naïf (qui n'aurait jamais rien su des batailles livrées par M. Trégaro à l'esprit moderne, doit être d'avis que, décidément, la République ne manque jamais de persécuter la religion et ses ministres. Le doute est-il possible ? Pesez les termes de la lettre de monseigneur Trégaro : « Droit du plus fort !... Atteintes aux libertés les plus chères !... » C'est vraiment la persécution dans toute son horreur.

Or, contrôlez l'opinion de l'évêque de Séez — non, certes, par l'opinion *latine* — mais par l'avis d'un autre évêque, d'esprit plus rassé et plus calme que le bouillant M. Trégaro. Écoutez comment s'exprime, *sur le même sujet*, l'évêque d'Amiens.

« Les exigences de la loi sur les fabriques *ne sont pas en rapport avec l'émotion qu'elle a d'abord causée.* Ne l'avez-vous pas remarqué aussi bien que nous ? Elle ne modifie pas la base de la législation qui régit les Conseils de fabrique et le bureau des marguilliers. Nous ne voyons pas qu'elle porte une *sérieuse atteinte* à leur composition ou à leurs attributions respectives. Elle ne brise aucun des ressorts qui entretiennent le *jeu régulier* de l'organisation fabricienne, et l'introduction limi-

tée d'un nouveau rouage n'aura lieu qu'à défaut d'un comptable au sein du Conseil.

« Nous inclinons donc à croire *qu'il y a lieu de rassurer vos fabriciens trop inquiets*, surtout vos trésoriers. Le serment professionnel qu'on exige de ces derniers *n'ajoute rien à leur responsabilité*; le décret ne leur demande pas de fournir un cautionnement et l'hypothèque légale n'est qu'une mesure comptable dont leur honorabilité les met d'ailleurs à l'abri.

« Aussi, nous entretenons l'espoir que le nouveau règlement d'administration publique *n'aura pas d'autre effet appréciable que celui de nous exciter à une plus grande vigilance dans la bonne gestion des deniers de l'Eglise et de faire régner un ordre parfait* dans une comptabilité qui touche aux intérêts les plus sacrés. »

Quelque opinion qu'il ait sur le fond même du débat, tout homme de bonne foi devra convenir que, seul, le langage de l'évêque d'Amiens est bien le langage d'un prêtre, d'un ministre de paix. Respectueux du pouvoir civil, mais soucieux aussi des intérêts de sa charge, il s'efforcera d'éclairer, d'expliquer, de concilier; il n'érigera pas un mot qui puisse aggraver ou créer des malentendus dont la paix religieuse finit toujours par payer les conséquences. Ajoutons que d'autres membres de l'épiscopat français, et non des moindres — tel l'archevêque de Cambrai — ont apprécié la nouvelle loi des fabriques avec la même bonne foi et la même absence de parti pris.

Pendant ce temps, M. Trégaro continuera de proclamer que la loi dont il s'agit est « l'abomination de la désolation ». S'il avait opiné seul, — et surtout s'il était moins connu, — il n'en aurait peut-être pas fallu davantage pour qu'il fût admis que l'épiscopat, l'Eglise, la religion même avaient parlé par sa bouche, et crié leur détresse. Heureusement l'éclatante contradiction qui éclate dans les deux lettres des évêques de Séez et d'Amiens est là pour avertir les catholiques les plus chatouilleux.

II. — La législation contre les fabriques et la politique de ralliement.

« Esprit nouveau » et « tactique nouvelle ».

La question des fabriques fut la pierre de touche qui éprouva la fermeté de la résistance religieuse servant de mot d'ordre ou de prétexte au ralliement, et la sincérité des promesses d'apaisement offertes par le gouvernement républicain.

A la veille du jour où le ministère allait annoncer l'ère d'un esprit nouveau, Eugène Veuillot écrivait dans *l'Univers* du 13 février, à propos de l'agitation créée par la loi :

Quant au conflit actuel, il est plus propre à fortifier l'action catholique qu'à la décourager. C'est pour le combat qu'elle existe et c'est par le combat qu'elle grandira. Si nos amis qui ne peuvent attendre du présent cabinet les réparations nécessaires ne lui sont pas systématiquement hostiles, c'est par devoir, et non par crainte. *Ils ne feront donc aucune concession pour le maintenir.* Grâce à Dieu, nous ne sommes ni de ces hargneux qui, tout en gémissant sur les souffrances de l'Eglise, s'accommoderaient aisément de la voir souffrir davantage, dans l'espoir que l'excès du mal servirait leur parti, ni de ces timorés qui laissent le champ libre aux méchants, crainte de les rendre plus méchants encore en leur résistant.

Et, c'est pourquoi, soumis à la constitution, nous faisons une guerre sans trêve à la législation dans tout ce qu'elle a de sectaire. *Et si l'on nous dit que cette guerre peut entraîner la ruine de la constitution elle-même, nous répondons que le devoir d'accepter n'entraîne pas pour nous celui de la sauver.*

Certes, on ne pouvait mieux dire; on n'aurait pu, non plus, mieux faire que de suivre franchement une telle ligne de conduite, respirant encore l'esprit de l'ancien *Univers*.

Mais la politique de ralliement soutenue par ce journal allait lui donner un triste et retentissant démenti, dont il serait réduit à ne pas s'embarrasser. Nous le verrons de nouveau, à propos de la loi d'abonnement, sonner la charge, puis la retraite, en disant que rien n'est changé.

La droite ralliée, qui ne devait accorder aucune concession au ministère pour le maintenir, lui fit d'abord celle de ne pas voter contre un ordre du jour inacceptable pour elle. La Chambre, écartant, il est vrai, une motion haineuse de M. Brisson, mais prenant acte des déclarations des ministres qui, en offrant l'apaisement aux catholiques et leur parlant d'esprit nouveau, y mettaient pour condition l'acceptation formelle des lois anti-religieuses, traçait au gouvernement sa ligne de conduite en ces termes: « La Chambre, confiante dans la volonté du gouvernement de maintenir les lois républicaines et de défendre les droits de l'Etat laïque, passe à l'ordre du jour. »

L'exemple qu'Albert de Mun avait donné dans cette circonstance allait prendre une signification encore plus claire. Peu de jours après la fameuse séance dont nous venons de parler (3 mars 1894), M. Baudry d'Asson interpellait le gouvernement sur l'application de la loi des fabriques. L'opportunité de son acte pouvait se discuter peut-être, mais les déclarations ministérielles qu'il occasionna ne laissaient aux catholiques aucune liberté de soutenir le Cabinet. Ils avaient entendu M. Spuller,

ministre de l'Instruction publique et des Cultes, leur répondre :

Ce n'est qu'en exécutant du droit canonique et du caractère mystique de l'Eglise que certains évêques réclament. Mais le gouvernement ne connaît pas le droit canonique, le caractère mystique de l'Eglise est sans action sur lui. *L'Etat considère que le règlement des fabriques lui appartient exclusivement, c'est son droit.* Il l'a exercé, il continuera à l'exercer dans sa plénitude, sans faiblesse, sans abaissement, *avec une inflexible modération.* Il est bien entendu que, par inflexible modération, le gouvernement veut dire qu'il ne s'écartera en rien de la ligne qu'il s'est tracée, que *ni par supplications, ni par prières, ni par menaces, il n'abandonnera le terrain sur lequel il s'est placé : la revendication et l'exercice de tous les droits de l'Etat ;* et ce n'est pas le bruit qu'on fera autour de la pensée souveraine du législateur, qui empêchera le gouvernement de faire son devoir. (*Journal officiel.*)

Et, plus bas :

Il ne faut pas de méprise : vous êtes en présence d'un gouvernement qui ne cache pas ce qu'il veut faire. Ce sera avec la plus inflexible modération et la plus grande énergie.

Cela dit, le gouvernement, contre l'ordre du jour Baudry d'Asson, et contre un autre, tout incolore proposé par Mgr d'Hulst, ayant réclamé l'ordre du jour pur et simple, *la droite tout entière*, y compris Mgr d'Hulst, à l'exception du seul M. de Baudry d'Asson, vote pour le gouvernement.

Une si extraordinaire attitude souleva naturellement les protestations de la presse conservatrice.

Albert de Mun, que sa position éminente exposait spécialement aux critiques, crut bon de se justifier par une lettre publique, adressée à l'archiprêtre de Saint-Pol de Léon, dont la paroisse était la principale de sa circonscription. *La Vérité*, en reproduisant cette pièce, l'accompagna de réflexions dont la justesse frappera sans doute le lecteur. M. Auguste Roussel y dénonçait le vice de *la tactique nouvelle* :

Paris, 11 mars 1894.

Cher Monsieur l'archiprêtre,

L'interpellation annoncée depuis plusieurs jours, sur le décret relatif à l'administration des conseils de fabrique, a eu lieu hier. M. de Baudry d'Asson a cru devoir, en commençant son discours, exprimer le regret que d'autres députés catholiques n'eussent pas, à sa place, pris l'initiative de cette interpellation, et quelques journaux se sont, aujourd'hui, associés à ce reproche, en me mettant personnellement en cause.

Afin de dissiper toutes les équivoques que ces reproches pourraient faire naître dans l'esprit des membres du clergé et des conseils de fabrique, je tiens à vous donner publiquement les motifs de mon attitude, d'ailleurs parfaitement expliquée à la tribune par Mgr d'Hulst, au langage de qui je me suis entièrement associé.

Vous savez tout ce que je puis penser au sujet de la nouvelle et détestable législation des fabriques.

Une déclaration, de ma part, à cet égard, serait assurément superflue, et le besoin de faire connaître des sentiments dont personne ne doute n'était pas, à mes yeux, une raison suffisante pour interpellier le gouvernement.

Mais, dans une assemblée comme la Chambre actuelle, où les catholiques sont en faible minorité, ils ne peuvent presque jamais obtenir le vote d'un ordre du jour

leur donnant pleine satisfaction, ils ont le devoir, avant de soulever une discussion, d'en peser mûrement toutes les conséquences. Ce devoir, qui s'impose à eux, en toute matière, est bien plus rigoureux encore lorsqu'il s'agit d'une affaire où sont engagés les plus graves intérêts religieux.

Le sujet était ici particulièrement délicat, car il touche, quoi qu'en ait dit M. le ministre des Cultes, et en tous cas, d'après les principes catholiques, à une *question essentiellement mixte dans laquelle il est impossible aux laïques de prendre parti sans consulter l'autorité épiscopale*, qui est pour nous, en pareil cas, compétente avant toute autre.

Je ne trouve pas qu'un catholique puisse porter à la tribune un débat de cette nature, contre l'avis de ceux qui sont les premiers responsables.

Or, les plus hautes autorités ecclésiastiques désapprouvaient l'interpellation. Ce n'était un secret pour personne. Je ne crois pas qu'on eût le droit de passer outre. La plupart des députés catholiques l'ont pensé comme moi. Les raisons de cette désapprobation étaient, d'ailleurs, de la dernière évidence, et je n'ai eu, quant à moi, aucune peine à les admettre, car elles m'avaient à l'avance frappé l'esprit, en me déterminant à m'abstenir.

Mgr d'Hulst, qui a très heureusement rétabli la position, les a clairement exposées à la tribune.

La question de l'administration des conseils de fabrique ne peut être, utilement et pratiquement, traitée que par la voie d'une proposition d'abrogation de l'article 78 de la loi des finances du 26 janvier 1892, dont nous nous proposons de prendre l'initiative lors de la prochaine discussion du budget ; en attendant, sur les points où le décret du 27 mars 1893 nous parut illégal ou impraticable, c'est par le recours aux juges des comptes ou même au Conseil d'Etat que les intéressés peuvent se défendre.

Voilà la vérité.

L'interpellation n'ençait de compromettre cette méthode de résistance légale, et d'aggraver la situation actuelle par le vote d'un ordre du jour approuvant formellement le décret.

L'intervention de Mgr d'Hulst a conjuré ce péril. Il faut grandement lui en savoir gré. C'est lui qui, dans la séance de samedi, a mérité la reconnaissance des catholiques.

La question reste entière, et les conseils de fabrique peuvent suivre la ligne de conduite qui leur sera tracée par l'autorité épiscopale.

Telles sont les raisons qui ont déterminé mon attitude.

Je vous devais, cher Monsieur l'archiprêtre, ces explications, sachant combien, à distance, les situations peuvent paraître confuses, et tenant, avant toute chose, à ce que mes actes politiques soient toujours parfaitement justifiés aux yeux de ceux qui m'honorent de leur confiance.

J'ai la conviction que j'ai rempli tout mon devoir de catholique, et je suis certain d'avance que vous êtes de mon avis.

Veuillez agréer, cher Monsieur l'archiprêtre, l'hommage de mon bien respectueux et entier dévouement.

A. DE MUN.

La première réflexion que provoque ce plaidoyer mélancolique, c'est qu'il fut un temps où l'attitude parlementaire de M. le comte de Mun n'avait besoin d'aucune explication auprès des catholiques.

C'était l'époque où le vaillant député de Pontivy, engagé à fond dans le combat contre les persécuteurs de l'Eglise, répondait aux avances pacifiques, mais peu sincères, de Jules Ferry par ce fameux : *« Avec vous, jamais, »* qui fit tressaillir toute la France chrétienne.

Nous sommes loin, présentement, de ces temps héroïques. L'homme d'épée dont la parole, au dire de Louis

Veillot, qui ne lui ménageait pas son admiration, manquait, alors même, d'un peu de « sabre », s'embarrasse aujourd'hui dans des préoccupations de procédure qui paralysent singulièrement l'action militante à laquelle il semblait surtout destiné et qu'attendait de lui la confiance des catholiques. L'autre jour, pendant que Mgr d'Hulst, dont il célèbre aujourd'hui la patiente sagesse, votait, avec un groupe de combattants résolus, contre l'ordre du jour Barthou, le député de Morlaix s'abstenait, et ce n'est pas sans une douloureuse surprise que, dans un article du *Nouveau Moniteur de Rome* consacré à sa louange, nous lisons ce qui suit :

« Trente-quatre membres de la droite ont suivi l'illustre orateur. *Sans son intervention, plusieurs auraient voté contre l'ordre du jour.* Cela est aussi un indice de la plus haute importance.

« Hélas !

« Mais laissons le vote d'il y a huit jours, dont nous avons dit précédemment ce qui convenait.

« Pour expliquer son vote de samedi en faveur de l'ordre du jour pur et simple, M. le comte A. de Mun met d'abord en avant l'inutilité d'une déclaration de sa part, pour ce qui concerne les sentiments dont il est animé à l'endroit de la loi des fabriques.

« Là-dessus, nous sommes pleinement d'accord. Il est certain, en effet, qu'à ce point de vue le silence des députés de la droite opposante, qu'elles que soient leurs divergences politiques, ne permet de mettre en doute, pour personne, le jugement que porte chacun d'eux sur les droits des fabriques. Aussi, n'est-ce pas pour cela que les catholiques de la Chambre sont appelés à faire entendre leurs protestations. De même qu'à Rome, en face des envahisseurs dont on ne saurait rien attendre pour la réparation de leurs actes usurpateurs, le Pape ne cesse pourtant, au risque d'aggraver sa situation, de faire entendre sa protestation souveraine, de même, partout, les représentants catholiques ont-ils le devoir de protester

contre les attentats dont l'Eglise est victime, non pas certes avec l'espoir d'obtenir un adoucissement sérieux quelconque à la situation qui leur est faite, mais afin de ne pas laisser prescrire le droit et de tenir constamment l'opinion publique en éveil, à l'endroit de ces iniquités.

« A cet égard, les ménagements, bien loin qu'ils doivent être la règle de la conduite ordinaire des hommes publics, se comprennent d'autant moins que la Chambre est moins disposée, par sa composition, à leur faire justice. Assurément, si les sentiments du ministère étaient douteux ainsi que ceux de la majorité, il y aurait lieu de peser mûrement toutes les conséquences d'une discussion, avant de la soulever, pour ne pas provoquer témérairement des manifestations contraires à un succès relatif qu'on pourrait légitimement espérer. Mais en sommes-nous là ? Et n'est-ce pas M. le comte de Mun lui-même qui nous avertit que les catholiques, depuis les élections dernières, étant en faible minorité, « ne peuvent presque jamais obtenir le vote d'un ordre du jour leur donnant pleine satisfaction ? »

Dès lors, quo risque-t-on d'imiter le Centre d'Allemagne lequel, ayant à lutter contre une majorité semblable n'a cessé, quand même, de présenter et de représenter des motions qu'il savait destinées au plus complet échec, mais qui, par cette vaillante tactique, ayant subi une série de défaites à la Chambre, a conquis autant de victoires devant l'opinion, jusqu'au jour où il a été mis de la sorte en situation de faire la loi même au Parlement ?

Cet exemple nous dispense d'insister sur l'argument que tire M. de Mun du caractère mixte de la question des fabriques, argument qui est même incomplet à nos yeux, car, dans la rigueur des principes, ce caractère n'est pas mixte, mais uniquement religieux, n'en déplaise aux dires insolents de M. Spuller, qui prétend, lui, que cette question regarde exclusivement l'Etat.

N'étaient-elles donc pas mixtes ou exclusivement religieuses, les questions pour le triomphe desquelles a si vaillamment lutté le Centre allemand?

Mais, ajoute M. le comte de Mun, « les plus hautes autorités ecclésiastiques désapprouvaient l'interpellation. Ce n'était un secret pour personne ». S'il en est ainsi, comment se fait-il que ce secret ait eu pour seuls confidents ceux qui affirment qu'il était connu de tous? En ce qui nous concerne, nous n'avons vu, nulle part, indiqué un secret de ce genre, et pourtant l'interpellation de M. de Baudry-d'Asson n'a pas été une surprise de séance, comme celle de M. Brisson l'autre jour. Plus d'une semaine à l'avance on savait qu'elle aurait lieu. Dans quel journal catholique a-t-on dit, le sachant, que les plus hautes autorités ecclésiastiques le désapprouvaient.

La preuve que les raisons d'une désapprobation si invraisemblable n'étaient pas « de la dernière évidence », c'est le souvenir même qu'invoque l'éloquent député de Morlaix en disant, d'une part, que Mgr d'Hulst les a clairement exposées à la tribune, et, d'autre part, qu'elles avaient à l'avance frappé son esprit en le déterminant à s'abstenir dans le vote du 3 mars. Ce jour-là, en effet, pendant que M. le comte A. de Mun s'abstenait, Mgr d'Hulst et plusieurs autres députés catholiques votaient contre l'ordre du jour Barthou. L'évidence n'avait donc pas frappé tous les esprits!

Au surplus, comment s'en étonner? S'il est, en effet, une évidence qui frappe, c'est que le Souverain Pontife, dans son encyclique aux Français, a fait un devoir aux catholiques de s'unir sur le terrain de l'acceptation du fait constitutionnel pour combattre plus efficacement la législation impie; c'est que les évêques ont élevé la voix contre l'usurpation du pouvoir civil dans la grave question qui nous occupe; c'est qu'à leur exemple nombre de catholiques ont fait parvenir à qui de droit leurs réclamations. Et, seuls, les députés catholiques devaient

se tenir à l'écart de ce généreux mouvement? Il est vrai, dans son plaidoyer, M. le comte de Mun nous dit que c'était seulement partie remise. On jugeait plus opportun d'attendre, à cet effet, la prochaine discussion du budget, l'interpellation menaçant de compromettre la méthode de résistance légale et d'aggraver la situation actuelle par le vote d'un ordre du jour approuvant formellement le décret.

Nous pourrions nous borner à dire que ce sont là des subtilités parlementaires, que le public catholique risque fort de ne pas saisir. Nous pourrions ajouter qu'il est non moins difficile de supposer que les dispositions du gouvernement ou de la majorité changeront, parce qu'on les adjurera de faire justice au moment de la discussion du budget, au lieu de le faire tout de suite par voie d'interpellation. Enfin, nous pourrions faire observer que, l'intérêt d'un délai plus long ou d'une autre procédure faisant défaut, il y a, pour juger cette tactique, le désavantage formel d'endormir une opinion qu'il importe, au contraire, de tenir sans relâche en éveil, pour l'exciter de plus en plus contre les persécuteurs; mais nous avons mieux à répondre.

En effet, si l'argumentation de M. le comte A. de Mun valait quelque chose, elle irait à condamner toute interpellation qui ne pourrait avoir de solution budgétaire ou législative immédiate. Elle condamnerait, par suite, les interpellations qui, au point de vue de l'opinion, n'ont pourtant pas été inutiles, en ce qui concerne, par exemple, le droit d'accroissement ou l'exécution des trop fameux décrets.

Reste l'argument tiré de ce que le vote d'un ordre du jour approuvant formellement le décret n'aurait pas laissé la question entière pour les conseils de fabrique, auxquels Mgr d'Hulst a si justement conseillé la résistance. Mais, ici encore, les faits sont là pour établir que cette crainte est absolument chimérique.

Qui ne sait que les votes de la Chambre, quels qu'ils

soient, ne peuvent avoir pour effet de lier la conscience du juge appelé à se prononcer sur l'illégalité d'une mesure que ces votes auraient proclamée légale? Par le fait, les votes de ce genre rendus par la Chambre, en matière de droit d'accroissement, ont-ils empêché les congrégations lésées de s'adresser aux tribunaux pour réclamer des jugements contraires à ces votes? Et plusieurs tribunaux n'ont-ils pas fait droit à leur juste requête? Il n'en va pas autrement pour les fabriques.

Au lieu de l'ordre du jour pur et simple que M. le comte de Mun se plaît à saluer comme un ordre du jour sauveur, bien qu'il ait étouffé la protestation catholique, nous aurions eu un nouvel ordre du jour Barthou, que la situation des fabriques vis-à-vis des tribunaux n'en aurait été nullement compromise. De plus, ceux qui, dans la France entière, comprennent les obligations de la lutte auraient eu la consolation de constater que les députés catholiques faisaient unanimement écho à la voix des évêques dénonçant l'iniquité du décret en cause, et leur énergie s'en serait singulièrement accrue, au bénéfice de la cause dont tous nous souhaitons le triomphe. « Bataillons, disait Jeanne d'Arc, sollicitée aussi de temporiser. Bataillons, c'est Dieu qui se charge de donner la victoire. »

Voilà pourquoi, à la tactique nouvelle dont M. le comte A. de Mun se fait le héraut, nous continuons de préférer l'ancienne, celle qui, dégagée des artifices et des calculs parlementaires, lui inspirait le plus beau de ses mouvements d'éloquence. Voilà pourquoi, reprenant, à l'adresse des successeurs de Jules Ferry, ce cri superbe, qui reste inébranlablement le nôtre, nous disons à notre tour :

« La paix avec vous, qui ne nous l'offrez qu'au prix de tous nos droits, jamais ! »

Il est difficile de ne pas voir aussi une réponse à la conduite d'Albert de Mun et des ralliés dans

la seconde lettre, écrite au lendemain même de ces incidents, par Mgr Isoard, évêque d'Annecy, au ministre des Cultes, sur le décret concernant la comptabilité des fabriques. Elle est du moins en absolue conformité avec l'attitude de *la Vérité*. Mgr Isoard n'estimait pas, lui non plus, qu'on ne dût prendre qu'une part des prescriptions de l'Encyclique du 16 février 1892, où l'acceptation du fait constitutionnel est présentée comme le meilleur moyen d'union pour mieux combattre la législation anti-chrétienne :

Annecy, 13 mars 1894.

Monsieur le Ministre,

Le 20 janvier dernier, je me donnai l'honneur de vous présenter quelques observations au sujet du *Décret sur la comptabilité des fabriques*.

Je disais que, si ce fait législatif avait été isolé et le résultat d'un accident de séance, les catholiques auraient pu attendre du temps le redressement d'une violation de leurs droits ; mais que la mesure insérée au budget de 1892, loin de pouvoir être considérée comme une surprise, était au contraire préparée depuis longtemps, et faisait partie d'une législation complète dont le plan a été dressé dès 1815, et qui a pour but d'enlever graduellement à la religion catholique ce qui la fait elle-même et constitue sa personnalité.

Les paroles prononcées à la tribune de la Chambre des députés, par M. le président du Conseil, le 3 de ce mois ; vos propres déclarations, il y quatre jours, prouvent assez et la justesse de cette observation et la nécessité où nous nous trouvons de la reproduire incessamment.

Vous avez déclaré, monsieur le Ministre, que « le caractère mystique que l'Eglise s'attribue ne doit pas entrer en ligne de compte ; que le gouvernement ne

connait pas les lois canoniques ». Une formule aussi brève qu'exacte des pensées qui sont les vôtres et des vues du parti auquel vous appartenez a été donnée par le député Scialoja, en 1867, au Parlement de Florence. Il disait : « Il n'y a plus de questions mixtes. Le principe humain, qui sait tout, veut avoir le droit de tout décider seul. »

C'est en vertu de cette idée maîtresse de toute votre conduite dans les questions qui concernent l'Eglise que l'on a rédigé et le décret sur les fabriques, et la circulaire qui en règle les applications. Ce qui est voulu, et avec une persévérance que de continuels succès ont récompensée jusqu'ici, c'est que l'Eglise catholique en France ne soit plus qu'une des branches de l'administration publique, au même titre et dans les mêmes conditions que la justice, la guerre, l'instruction publique.

Nous sommes évêques pour donner sans relâche, et à toute occasion, un enseignement opposé aux principes que résumait le député italien, et qui inspirent la conduite du gouvernement vis-à-vis des catholiques depuis une quinzaine d'années.

Nous devons faire du bruit, selon l'expression que vous avez adoptée, — et le bien que nous attendons de ce bruit est celui-ci : dévoiler aux populations que Dieu nous a confiées ce qui s'accomplit, sans qu'elles le soupçonnent, contre leurs droits, ce qui menace de la manière la plus grave leur liberté religieuse.

Tel est le but de cette seconde lettre.

Veuillez agréer, monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

Louis,
Evêque d'Annecy.

Cependant *l'Osservatore Romano*, reproduit par *l'Univers* (17 mars), apportait aussi sa fausse note dans le concert d'éloges dont on s'efforçait de couvrir le coupable silence de l'opposition ralliée et la

félicitait de s'être rangée du côté du gouvernement :

Les journaux français qui nous sont arrivés ce matin nous ont apporté le compte-rendu de la séance de la Chambre de samedi. Nous avons pu ainsi apprécier les circonstances et la portée de l'interpellation de M. Baudry d'Asson sur la grave question des fabriques.

Il n'est que trop visible que cette interpellation était imprudente puisqu'elle aurait pu faire le jeu des radicaux et forcer le gouvernement à contredire les bonnes dispositions qu'il avait témoignées, quelques jours auparavant par l'intermédiaire de M. le ministre des Cultes.

C'est pourquoi il faut louer vivement l'intervention de Mgr d'Hulst qui, avec son éloquence ordinaire, a montré l'inopportunité de cette interpellation et a fourni l'occasion de clore rapidement l'incident par l'ordre du jour pur et simple, sans que les radicaux aient pu profiter de cette discussion pour leurs projets.

L'illustre prélat a été secondé par le comte de Mun et par les autres députés catholiques, dont la prudence et le tact font toujours mieux ressortir le zèle dont ils sont animés dans la défense de la bonne cause. Ses électeurs, nous en sommes assurés, le reconnaîtront.

M. de Baudry d'Asson répliqua aux assertions d'Albert de Mun par une lettre publique où, faisant à juste titre ses réserves sur la thèse énoncée par son collègue relativement à l'autorité des évêques dans les questions parlementaires, il déclarait n'avoir eu aucune connaissance de leur désapprobation. Mais un ami le vengea de façon plus originale, en allant chercher sa justification dans les écrits de Mgr Ireland, alors tant prôné en France par les zéloteurs du ralliement. *La Vérité* du 24 mars dédiait aux détracteurs du député vendéen l'extrait suivant d'un des plus fameux discours de l'archevêque de Saint-Paul, sur l'avenir du catho-

licisme aux Etats-Unis, prononcé le 10 novembre 1889, dans la cathédrale de Baltimore, à l'occasion du centième anniversaire de l'établissement de la hiérarchie catholique aux Etats-Unis (1).

La ténacité, c'est la vertu du jour. C'est le trait caractéristique des Américains dans les affaires séculières; ce devrait être aussi le leur dans les affaires religieuses.

Laissez ailleurs les catholiques, si cela leur convient, se traîner dans les vieilles ornières, et craindre de déranger leurs esprits ou de chiffonner leurs vêtements en hâtant le pas. Notre devise est : Oser et faire.

Qu'il n'y ait pas de place parmi nous pour cette piété languissante et molle qui paraît attendre paresseusement d'un zéphir du ciel le message d'une grâce efficace; tandis que la grâce de Dieu nous l'avons dans la main; elle n'attend que notre propre coopération pour devenir efficace.

Nous devons prier et être inébranlables dans la prière, mais aussi travailler et être inébranlables dans le travail. Si nous travaillons et ne prions pas, nous n'aurons pas le secours de Dieu et nous ne pouvons que faiblir; mais nous faillirons même si nous restons à genoux, quand nous devrions être agiles et debout, si nous nous confessons dans le Sanctuaire quand nous devrions être sur les grandes routes et sur la place publique.

Soyons inébranlables, et nous aurons le droit d'être audacieux. Il y aura parmi nous une affirmation de la foi prudente, mais virile, quand les circonstances nous le suggéreront, *et une résolution forte d'assurer aux catholiques pleine reconnaissance de leur état, soit dans la vie privée soit dans la vie publique. Nous chercherons les occasions favorables pour servir la religion et nous ne les laisserons jamais passer inaperçues quand elles se présenteront.*

(1) 1 vol. Lecoffre, 1894, pages 93 et suiv.

Nous sommes souvent poltrons et, pour couvrir notre couardise, nous invoquons la modestie et la prudence, comme si le Christ nous avait ordonné de mettre la lumière sous le boisseau. Si l'on manque à l'Eglise, ou qu'on la maltraite, nous gémissons — nous sommes admirables de gémissements — mais nous ne remuons pas le petit doigt pour prévenir une injustice future. Il y a là un triste défaut d'esprit catholique public. Nous sommes dévoués à la religion le dimanche ou lorsqu'il s'agit de faire notre prière du soir ; dans la bataille du monde, nous semblons ne pas la connaître, et nos hommes publics s'empressent de s'en dévêtir.

Selon notre expression américaine, allons de l'avant. Et qu'importe que nous nous trompions de temps en temps ! Le succès d'ailleurs n'est pas une preuve de mérite ou de valeur. Qui ne hasarde rien ne gagne rien. Le conservatisme est le nom spécieux de l'apathie, et résolu qu'il est à rester toujours sauf, ce n'est plus qu'un morceau de bois mort.

Ne faites pas attention à la critique. Elle ne manque jamais et elle vient généralement des hommes fainéants qui se réjouissent de voir l'insuccès suivre l'action, parce que de cette façon ils trouvent la justification de leur propre paresse.

Ne craignez point le nouveau. Les principes solides resteront toujours bien gardés. Ceci est un temps de nouveauté et l'action religieuse, pour être d'accord avec le siècle, doit prendre de nouvelles formes et de nouvelles directions. Laissez la place à l'action de chacun. *Le laïque n'a pas besoin d'attendre le prêtre, ni le prêtre d'attendre l'évêque, ni l'évêque d'attendre le Pape pour suivre sa voie propre. Les timides se suivent en troupeaux et les braves marchent en simples files.* Lorsque des efforts combinés sont requis, soyons toujours prêts et en tout temps prompts à obéir aux ordres donnés ; mais en ces dispositions il y aura encore un vaste champ pour l'action individuelle et un grand bien peut être accompli par elle..., etc..., etc...

III. — Préludes de l'intervention pontificale.

Les discussions sont fort animées dans la presse, entre les journaux qui se placent simplement au point de vue de la défense catholique et ceux qui soutiennent la politique de ralliement. Ceux-ci ont une thèse très simple, que les événements se chargeront de justifier, malgré son invraisemblance : les évêques qui protestent publiquement contre la loi des fabriques font une mauvaise besogne ; ils contrarient l'action pacificatrice et conciliatrice de Léon XIII ; on aurait grand tort de croire que la loi des fabriques (pas plus que la défense des Congrégations en 1880 ou l'affaire des catéchismes d'electoraux, et autres semblables) pourrait devenir pour lui un motif de modifier sa politique.

A la date du 10 février 1894, *la Vérité*, sous la plume de M. Paul Tailliez, tente vainement, quoi qu'avec des arguments fort justes, de crever le ballon d'essai lancé par *le Nouveau Moniteur de Rome* (1) :

« Donc, *le Nouveau Moniteur de Rome*, appréciant les innombrables protestations que soulève le décret du 27 mars 1893 sur la comptabilité des fabriques, y voit « un avertissement plus sensible des délicatesses de la « situation présente au point de vue religieux » ; il en tire « un conseil plus pressant d'observer la mesure, le tact, les convenances » ; il y dénonce « un indice plus subtil du danger qu'il y a parfois à publier, c'est-à-dire à livrer à l'interprétation des partis, des documents qu'il a été utile et sage d'écrire ».

(1) Sur la réorganisation de ce journal, voir *Cas de Conscience*, p. 81.

Il faut, on l'avouera, une forte dose d'optimisme au *Nouveau Moniteur* pour imaginer qu'on sauvera les intérêts de l'Eglise à l'aide de cette diversion. Car ce n'est qu'une diversion, et une diversion peu glorieuse, à l'heure où éclate un conflit entre les catholiques et les laïcisateurs, que de jeter le blâme précisément et uniquement sur les premiers, et de n'avoir pour les seconds que des trésors d'indulgence.

Il est d'ailleurs superflu, pensons-nous, de défendre NN. SS. les évêques contre ce rappel, légèrement prétentieux, à la « mesure », au « tact », aux « convenances » ; les plus intrépides des vénérables protestataires sont animés d'un esprit de paix sincère, qui les met à l'abri de telles impertinences. Mais quant le *Nouveau Moniteur* regrette la pensée qui a conduit leurs Gracdes à « publier » les documents dont il s'agit, parce que c'était les « livrer à l'interprétation des partis », ce journal réédite un sophisme que nous avons déjà signalé, mais auquel il faut une fois de plus couper court.

S'il suffisait, en effet, d'alléguer l'« interprétation » possible des « partis » pour prouver le « danger » de la publicité des protestations épiscopales, qu'elle est l'ingérence, la vexation, la persécution que l'Eglise n'aurait pas dû subir en silence, non seulement en France depuis quinze ans, mais partout depuis dix-neuf siècles ? Les « partis » interpréteront ? C'est possible, probable, certain même ; et puis ? NN. SS. les évêques, qui n'ont sûrement pas écrit leurs protestations sans prévoir « l'interprétation des partis », ont sans doute estimé que ce n'était pas là un « danger » suffisant pour retenir plus longtemps leur plume. Ils ont vraisemblablement pensé qu'étant demeuré sourd à leurs représentations discrètes et personnelles, le gouvernement serait moins insensible aux protestations publiques.

Aussi bien, le gouvernement, lui, avait-il mis le

moindre tempérament dans la publicité de ses mesures persécutrices? *La loi du 26 janvier 1892, le décret du 27 mars 1893, le règlement du 15 décembre de la même année*, les registres types, et jusqu'aux formules de serment, il a « publié » tout cela sans l'ombre d'une hésitation, avec une inflexibilité qui n'a point déconcerté la perspective de voir les « partis » interpréter son œuvre. Ce n'est surtout pas l'interprétation du *Moniteur de Rome*, ancien ou nouveau, qui l'a fait reculer d'un « demi-millimètre », suivant le mot de Mgr l'Archevêque d'Aix.

Le droit pour les évêques de publier leur protestation n'était pas douteux. *Le Moniteur de Rome* soutiendra-t-il qu'il y a une certaine opposition entre la publicité dont il s'irrite et les instructions pontificales? Peut-être le pense-t-il, mais, à coup sûr, il ne peut le prouver.

Que sont, en effet, ces directions? Si, d'une part, Sa Sainteté recommande l'acceptation du fait constitutionnel, elle spécifie, d'autre part, et de la façon la plus expresse, que cette acceptation doit avoir pour but une plus grande énergie, une plus grande union, une plus grande efficacité dans la lutte contre la législation sectaire. La question est donc de savoir si la publicité des protestations épiscopales à propos des fabriques heurte l'une ou l'autre de ces deux parties indivisibles dont se composent les instructions de Léon XIII.

Heurte-t-elle la seconde? Assurément non : en publiant leurs protestations sur la question des fabriques, les évêques accomplissent précisément l'acte recommandé de lutter avec énergie, avec union, avec efficacité contre la législation anti-chrétienne.

La publicité des protestations épiscopales sur les fabriques heurte-t-elle davantage la première partie des instructions de Léon XIII, celle qui recommande l'acceptation du fait républicain? Non encore. Car enfin, est-ce attaquer la République, est-ce seulement l'effleurer que de publier, pour la comptabilité des deniers de

l'Eglise, la gestion d'hommes dûment désignés par l'autorité ecclésiastique, à celle des fonctionnaires de l'Etat ?

Entre la publication d'une pareille thèse, et la mise en question de la constitution politique, qui peut imaginer la moindre connexion ?

Nous allons plus loin, et nous soutenons qu'en publiant les documents dont s'alarme *le Nouveau Moniteur de Rome*, NN. SS. les évêques, loin d'y contrevenir, ont précisément abondé dans le sens de la première partie des instructions de Léon XIII. Non seulement, en effet, ils n'ont pas attaqué la République, mais ils en ont observé les mœurs et mis en pratique les procédés. Qu'est-ce donc que la République, sinon un régime de discussions publiques, partant de publicité ? « Publier » un document, le « livrer à l'interprétation des partis », mais c'est la condition même des républiques.

Après cela, laissons *le Nouveau Moniteur* croire, puisqu'il l'affirme, que « le désir d'un accord est dans tous les esprits », et que, « M. le ministre des Cultes a donné sa *loyale* promesse d'étudier les modifications aux décrets qui lui seraient proposés ». Mais nous lui demandons en retour la permission d'attendre, pour partager sa tranquillité d'esprit, autre chose qu'une conjecture arbitraire et naïve, à savoir un résultat tangible ; ce serait peut-être la première fois qu'il ne serait point déçu dans l'inébranlable optimisme qu'il oppose aux attentats perpétrés lentement, mais sûrement, contre l'Eglise, en France.

Pour tout dire, si *le Nouveau Moniteur de Rome* trouve mauvais que nous discutions ses propos, qu'il s'abstienne de les « publier » ; il évitera du même coup, suivant son propre système, de les « livrer à l'interprétation des partis ». Toutes choses s'en trouveront mieux y compris la défense de l'Eglise.

Trois jours après, les journaux enregistrent la dépêche suivante, donnée par l'Agence Noto :

Rome, 13 février.

Le Pape a chargé le nonce de Paris et le cardinal Langénieux de faire des remontrances au gouvernement français au sujet de la loi sur les fabriques.

Etant donnés les rapports actuels du Vatican et de la République, ces remontrances ont été présentées sous une forme très modérée.

Le ministre Casimir-Périer a promis au Vatican d'introduire quelques modifications de détail dans la loi relative aux fabriques.

Il est probable que le Vatican se contentera de cette concession et que la dite loi ne donnera pas lieu à une protestation publique de la part du Saint-Siège.

A la secrétairerie d'Etat, on n'approuve pas la forme dans laquelle certains évêques ont protesté contre les projets gouvernementaux.

Puis une nouvelle note du *Moniteur de Rome* (1) :

L'agitation autour de la loi des fabriques tend à faire place à un travail sérieux et secret pour l'amélioration d'une mesure inapplicable : « Il était temps, nous écrit-on de Paris, que le Saint-Siège intervint pour calmer les esprits. Une lutte trop ouverte aurait empêché toute modification. La voie diplomatique, me disait un éminent dignitaire de l'Eglise, était la seule issue. Le cabinet ne pouvait céder à une pression populaire, mais il n'a aucune difficulté de s'entendre à l'amiable avec le Saint-Père.

Léon XIII nous a rendu un service de premier ordre en traitant cette affaire par des intermédiaires. Dans le

(1) On trouvera dans *le Cas de Conscience* et dans *Rome et l'Action libérale* de curieux documents sur l'action démoralisatrice de ce journal, que la presse et les écrivains ralliés donnaient pour un organe officieux du Vatican. Si sévère que puisse paraître cette appréciation, il n'est pas exagéré de dire, sans incriminer, bien entendu, les intentions, que des traitres n'auraient pas donné de conseils plus perfides, plus funestes.

cas contraire, c'eût été la guerre, et, dans les paroisses, la permanence de conflits. Aussi bien, le cabinet a rendu hommage au tact et aux procédés courtois du Pape. Convaincu lui-même du caractère inapplicable de la loi, il est disposé à modifier ce legs assez malencontreux de l'ancien ministère. Une commission mixte, où se coudoieront les représentants des deux pouvoirs, n'aura pas trop de difficultés pour trouver un accommodement.

Le Moniteur de Rome cherchait vainement à diminuer la valeur des protestations épiscopales ; non moins vainement il plaidait en faveur du ministère, comme si la loi des fabriques était « le legs assez malencontreux du ministère précédent ». C'était oublier, non seulement que tous les ministres actuels avaient voté cette loi, mais que la circulaire du 15 décembre, leur œuvre propre, en avait aggravé les dispositions. Quant à la Commission mixte à laquelle *le Moniteur* fait allusion, *la Vérité* du 3 mars 1894 relevait très justement le piège et le danger de cette conciliation officieuse, et d'autres essais semblables.

Par son caractère et par sa teneur, le mémoire officieux sur les fabriques paroissiales, que nous avons publié, serait de nature à tromper la bonne foi du clergé et des fidèles. Il se présente comme un projet de contradiction. Des propositions de ce genre ont souvent chance d'être écoutées, lorsque ceux auxquels elles s'adressent n'espèrent pas obtenir par le bon droit plus qu'on ne leur offre par transaction.

L'auteur de ce document anonyme, communiqué à quelques hauts personnages ecclésiastiques et civils, a cru trouver le moyen de donner satisfaction au clergé et de faire passer le reste de la loi nouvelle sans diffi-

culté, en supprimant le point le plus irritant de cette loi, celui qui a trait au casuel. C'est sur cette base qu'il propose une révision du décret réglementaire de la comptabilité des fabriques.

Nous avons vu là un piège, et nous l'avons dénoncé.

Les fabriques, en effet, et avec elles les curés et desservants, sont assurées de vaincre judiciairement sur le point au sujet auquel on leur propose une modification à l'amiable. Se prêter à un arrangement serait se priver à la fois de l'avantage de l'emporter de haute lutte, dans le conflit, et du droit de repousser de toutes pièces cette législation illégitime et vexatoire. Fort du texte des Articles organiques, le curé établira victorieusement devant le Conseil d'Etat, qu'il est « autorisé » à recevoir les dons et oblations des fidèles, sans conditions de versement dans la caisse de la fabrique, et le trésorier, de son côté, déclarera qu'il ne peut pas encaisser ce que les Articles organiques autorisent le curé à recevoir lui-même, pour son propre compte, et ce que le décret-loi de 1809 ne permet pas de faire figurer parmi les recettes des fabriques.

Il n'y a point là matière à transaction. Le décret réglementaire de 1893 a méconnu, sur ce point, les Articles organiques et le décret de 1809 ; ses prescriptions sont incompatibles avec les lois en question : il doit être radicalement réformé, et par un arrêt même du Conseil d'Etat, déclarant que l'article de son règlement sur le casuel est contraire à des lois supérieures et, par conséquent, illégal.

Là-dessus nous pourrions vaincre, nous n'avons pas besoin de traiter. Et si nous vainquons judiciairement sur un point aussi important du décret réglementaire, que deviendra le reste de cette réglementation, aussi impraticable que tracassière ?

Peut-on croire que ce soit le seul intérêt du clergé et des fabriques qui ait inspiré ce mémoire officieux, lorsque son but est de faire abandonner aux intéressés une

position avantageuse de résistance, pour les amener à une transaction, dont ils n'ont pas besoin, et *qui comporterait avec elle l'acceptation intégrale de la nouvelle législation ?*

Non, les catholiques ne sauraient croire aux bonnes intentions d'un entremetteur, qui se propose moins de venir au secours du clergé que d'assurer le sort d'une loi à laquelle on devine assez qu'il n'est point étranger.

Il y a dans le mémoire en question, ce premier piège, que nous avons signalé.

Il y en a un second, non moins perfide. Pour la révision du décret du 27 mars, sur l'incorporation du casuel ecclésiastique dans la comptabilité des fabriques, l'anonyme propose *la formation d'une commission mixte de représentants des deux autorités religieuse et civile.* « Cette forme « de révision », ajoute-t-il, serait la plus heureuse, non seulement parce qu'elle procurerait plus facilement l'accord, mais encore parce que, en elle-même et par elle-même, elle serait la reconnaissance du caractère mixte de la question des fabriques et des biens qui la rattachent au régime contractuel institué pour l'Eglise de France par la législation concordataire. »

Ici l'auteur du mémoire ne dissimule même plus sa pensée.

A la faveur d'une révision partielle du décret du 27 mars, par une commission mixte formée d'éléments ecclésiastiques et laïques, il veut arriver, et il le dit, à faire sanctionner un des abus les plus graves de notre législation politico-ecclésiastique, un des empiétements les plus intolérables de l'Etat sur l'Eglise.

C'est, en effet, par une usurpation formelle de l'Etat, que l'administration du temporel des paroisses a été soumise au régime du décret-loi de 1809.

L'Eglise revendique pour elle seule le droit d'administrer ses biens et revenus. Selon le droit canonique, les fabriques ne devraient relever que des évêques pour leur règlement et leur gestion. L'Etat n'a point à s'immis-

cer dans l'administration des biens ecclésiastiques consacrés au culte.

Le décret de 1809 sur les fabriques ne dérive en rien du Concordat, ni d'une délégation quelconque donnée par le Saint-Siège au législateur français ; il est tout arbitraire, et, dès l'origine, il a été l'objet de protestations légitimes de la part des évêques. Le Saint-Siège ne l'a jamais approuvé, et il faudrait une autorisation formelle de sa part pour le sanctionner.

Or, le décret du 27 mars 1893 aggrave singulièrement le décret impérial de 1809. Il pousse l'empiètement jusqu'au bout, en *laïcisant les fabriques elles-mêmes*. C'est cette situation exorbitante, que l'auteur du mémoire voudrait régulariser, comme il le déclare, par l'institution d'une commission mi-partie ecclésiastique et laïque, chargée d'une révision partielle du décret réglementaire de 1809, laquelle affirmerait par son existence et ses décisions le caractère mixte de la question des fabriques.

Ainsi le projet de transaction offert par l'entremetteur du gouvernement aurait uniquement pour effet, d'un côté, de paralyser la résistance des fabriques et des curés contre la nouvelle loi scélérate ; de l'autre, de faire reconnaître la légitimité de l'intervention séculière, non seulement pour le décret organique des fabriques de 1809, passé à l'état de fait accompli, mais aussi pour le décret complémentaire de 1893, qui désorganise et laïcise les fabriques. C'est un double piège, qu'on évitera en continuant de lutter pour la sauvegarde des droits de l'Eglise et la liberté du culte.

Mgr Coullié, archevêque de Lyon, avait noblement revendiqué les droits de l'Eglise, par une lettre du 14 janvier, à laquelle adhérèrent d'autres prélats. Il y ajouta, le 11 mars, une circulaire à son clergé, portant des instructions qui lui valurent la suppression de son traitement et furent déférées au Conseil d'Etat, puis condamnées.

Cette suppression de traitement fut basée, non seulement sur l'ordre donné par Mgr Coullié à son clergé de suivre l'ancienne comptabilité, mais encore sur une circulaire que ce prélat avait adressée à tous les évêques pour s'informer de leur attitude dans la question des fabriques. « Vous avez l'honneur, écrivit à cette occasion le cardinal Langénieux à l'archevêque de Lyon, d'être frappé d'une manière aussi injuste qu'inattendue. Vous ne serez pas le seul, si les menaces de M. le ministre se réalisent ; mais vous aurez la gloire d'être signalé le premier à l'admiration publique pour n'avoir point laissé compromettre les intérêts dont vous avez la charge » (23 avril 1894).

Au sujet de ce qu'on appelait le conflit lyonnais, le journal *le Monde*, qui n'était pas encore passé aux mains de M. l'abbé Naudet, publiait, au commencement de mai, des informations venues de Rome, pour répondre, disait-il, « à certaine version que l'on se plaît à répandre, et d'après laquelle l'opposition de NN. SS. les évêques et des catholiques de France à la loi des fabriques servirait simplement de « prétexte à une campagne politique (1) » imaginée pour combattre les directions données par le Souverain Pontife sur la ligne de conduite à suivre relativement à la forme républicaine du gouvernement ». Le correspondant du

(1) M. Spuller, dans sa circulaire aux évêques, avril 1894, ne craignait pas, non plus, d'attribuer ces protestations « à des individualités politiques cherchant dans cette circonstance un nouveau prétexte à divisions ». Assurément, c'était de l'impudence. Mais pourquoi le Gouvernement se serait-il privé d'une arme que les catholiques lui mettaient entre les mains ? Après tout, il se trouvait ici d'accord avec les promoteurs du ralliement. Bien plus, ce même reproche ne se trouvait-il pas dans les actes publics de Léon XIII ?

Monde ajoute qu'il ne redoute aucun démenti pour ces informations :

I. — Quant à la question de fait, le Saint-Siège déplore et condamne l'acte inique dont l'archevêque de Lyon a été victime, autant qu'il approuve la ferme attitude de Mgr Coullié et de tous les catholiques français qui ont pris sa défense.

II. — Ces sentiments du Saint-Siège, parfaitement connus, dans le cas dont il s'agit, de tous ceux qui veulent bien se donner la peine de se renseigner, sont motivés aussi bien par l'iniquité de la mesure dont l'archevêque de Lyon a été frappé que par l'esprit et les tendances hostiles de la loi sur les fabriques, et par la façon dont on a voulu l'appliquer, sans tenir compte des justes réclamations de l'épiscopat, sans même se soucier de mettre cette application d'accord avec les déclarations officielles sur « l'esprit nouveau ».

III. — Partant, loin de blâmer en quoi que ce soit les énergiques protestations des catholiques et de leurs organes contre la conduite absolument condamnable et contradictoire du gouvernement de la République dans toute cette question, le Saint-Siège estime que les catholiques français doivent de plus en plus, désormais, se tenir en garde contre de vaines paroles de conciliation et d'apaisement, et réclamer des actes, attendu que l'on a affaire à un gouvernement qui semble se laisser encore dominer et mener par les sectaires.

IV. — La ferme attitude prise par les catholiques français, loin de contrecarrer, quoi qu'on en dise, les instructions du Saint-Siège sur l'adhésion à la forme de gouvernement, répond à ces instructions mêmes, d'abord parce qu'elles ont eu pour objet de mettre au-dessus de toutes les questions contingentes la défense suprême des intérêts religieux et sociaux ; en second lieu, parce que le Souverain Pontife a toujours recommandé, parallèlement à l'adhésion à la forme de gouvernement, les efforts qu'il ne faut pas se lasser de faire

pour changer le fond et l'essence de l'esprit sectaire de la législation, au moyen d'hommes apportant au pouvoir un esprit vraiment nouveau, et dont nul ne puisse suspecter ni la loyauté comme sujets de la République, ni le sincère respect pour les droits et la liberté des catholiques.

— Que si tel ou tel journal prend occasion du conflit suscité par le gouvernement pour confondre ce qui est si clair dans les instructions pontificales, cela ne saurait évidemment empêcher les catholiques français de prendre fait et cause pour leurs évêques.

— Et si des actes iniques de la part du gouvernement devenaient pour quelques-uns l'occasion de rouvrir l'ancien débat sur la question constitutionnelle, le gouvernement ne pourrait s'en prendre qu'à lui-même.

Enfin, bien que des négociations puissent avoir lieu pour résoudre le déplorable incident suscité au sujet de l'archevêque de Lyon, il est bon que les catholiques se tiennent sur la réserve, jusqu'à preuve du contraire, touchant les bruits optimistes que l'on fait circuler sur les dispositions soit du gouvernement, soit de l'autorité ecclésiastique, cherchant à trouver ce que l'on appelle une voie d'accommodement alors qu'il s'agit purement et simplement d'une réparation.

Ces informations du *Monde* mirent le feu aux poudres des organes du ralliement, et l'on vit aussitôt qu'à leurs yeux les intérêts de la politique pontificale passaient avant tout le reste. On lit dans la correspondance romaine de *l'Univers*, le 4 mai :

Ils semblent moins autorisés encore par le Vatican, ceux qui vont ces jours-ci semant de part et d'autre les appréciations les plus surprenantes sur l'attitude actuelle du Saint-Père, vis-à-vis le gouvernement français. Les uns, au sujet des pénibles conséquences de la législa-

tion sur les fabriques, annoncent la fureur de Léon XIII, les autres parlent d'un *memorandum* des plus sévères transmis à M. Casimir-Périer. Il en est enfin qui trouvent à point des cardinaux tout prêts à se consoler avec eux de ces tristes événements. J'avoue que je n'avais pas eu la même fortune, et de là mon silence sur cette question, tant qu'il ne m'a pas été donné de puiser à bonne source une affirmation que je puisse dire certaine. Sans nul doute, le Souverain Pontife est vivement affligé d'un acte aussi déplorable que la suppression du traitement de l'archevêque de Lyon; *mais Sa Sainteté et S. Em. le secrétaire d'Etat, pas plus dans cette circonstance qu'en aucune autre, ne se sont départis de l'esprit conciliant, de la modération, du tact politique qui avaient amené les déclarations de M. Casimir Périer et Spuller au sujet de l'esprit nouveau et cet esprit nouveau lui-même.* Ils mesurent toute l'importance de ces malheureux débats, et l'on peut s'en rapporter à eux pour leur trouver la solution la meilleure et la plus prompte possible : ils ne failliront point davantage à la protection des droits de l'Eglise, en France, qu'ils n'y manquent, à Rome, en Italie et partout ailleurs. Malheureusement, il est ici des ennemis du Vatican et de la France qui compliquent à chaque instant les questions, en substituant leurs propres vues et leur intérêt personnel à la sagesse et à la politique du Pontife. Ils ont tort de croire *qu'en agitant ainsi l'opinion, aujourd'hui ou plus tard, ils feront dévier le Saint-Siège de la ligne de conduite suivie jusqu'à ce moment.* Ce n'est pas un cardinal, mais plusieurs qui disaient récemment : « Léon XIII a attaché pour longtemps le Pontificat à sa politique, c'est une vérité si évidente qu'il faut être aveugle pour vivre à Rome et ne pas en être absolument convaincu. »

Le Moniteur de Rome multipliait de son côté les communications aux journaux, pour détruire l'es-

fet de la note du *Monde*; et l'*Osservatore Romano* intervenait lui-même, en donnant à son filet ce titre courtois : *Mensonges libéraux*:

Les journaux libéraux font toujours des leurs. En voici deux exemples très récents. Plusieurs d'entre eux ont annoncé que le Saint-Siège aurait adressé aux évêques français une encyclique dirigée contre le gouvernement français, au sujet de la loi sur les fabriques et de l'incident de Mgr Coullié. Il est superflu de dire que rien de cela n'est vrai.

De même aussi, on trouve reproduite dans ces journaux une correspondance romaine qu'ils prétendent être une note officieuse du Vatican et dans laquelle abondent des détails très inexacts sur le même sujet. Ici encore il est facile de comprendre qu'il ne s'agit pas du tout de note officieuse, et que cette correspondance n'est pas véridique.

Mais, d'ailleurs, il n'y a pas de sujet qui ne donne occasion à nos adversaires de dire des énormités.

Et l'*Univers*, de nouveau :

Le Moniteur de Rome d'hier soir nie formellement le bien fondé de certaine correspondance romaine qui a beaucoup occupé ces jours-ci la presse française. Je n'avais pas attendu cela pour vous mettre en garde contre des récits fantaisistes, qui trahissent trop l'intérêt qui les dicte. Depuis lors, du reste, de nouveaux renseignements, puisés aux meilleures sources, n'ont fait que confirmer mes dires sur les dispositions de Sa Sainteté et de son secrétaire d'Etat.

Ils défendront certainement les intérêts de l'Eglise, comme ils l'ont toujours fait, avec fermeté et conscience, mais ils ne se laisseront pas entraîner par ceux qui cherchent dans tous les incidents le moyen de combattre une politique qui leur déplaît. L'intrigue est, ces temps derniers, si évidente, qu'il n'est pas possible que

le Vatican n'en tienne déjà les principaux fils, et son affection pour la France est si foncièrement vraie qu'il trouvera bien le moyen d'atteindre les semeurs de fausses nouvelles.

Le Monde alors, pour sa défense, somrait ses détracteurs de dire en quoi ses informations étaient contraires à la vérité :

Serait-ce parce que j'ai dit :

Le Saint-Siège déplore et condamne l'acte inique dont l'archevêque de Lyon a été victime, autant qu'il approuve la ferme attitude de Mgr Coullié et de tous les catholiques français qui ont pris sa défense.

Serait-ce dans les motifs de ces sentiments du Saint-Siège, que j'ai exprimés en ces termes :

Ces sentiments du Saint-Siège, parfaitement connus, dans le cas dont il s'agit, de tous ceux qui veulent bien se donner la peine de se renseigner, sont motivés aussi bien par l'iniquité de la mesure dont l'archevêque de Lyon a été frappé que par l'esprit et les tendances hostiles de la loi sur les fabriques, et par la façon dont on a voulu l'appliquer, sans tenir compte des justes réclamations de l'épiscopat, sans même se soucier de mettre cette application d'accord avec les déclarations officielles sur « l'esprit nouveau » ?

Serait-ce dans l'affirmation suivante ?

Le Saint-Siège estime que les catholiques français doivent de plus en plus désormais se tenir en garde contre de vaines paroles de conciliation et d'apaisement, et réclamer des actes, attendu que l'on a affaire à un gouvernement qui semble se laisser encore dominer et mener par les sectaires ?

Serait-ce dans cette considération ?

La ferme attitude prise par les catholiques français, loin de contrecarrer, quoi qu'on en dise, les instructions du Saint-Siège sur les adhésions à la forme de gouvernement, répond à ces instructions mêmes, d'abord parce

qu'elles ont eu pour objet de mettre au-dessus de toutes les questions contingentes la défense suprême des intérêts religieux et sociaux, en second lieu, parce que le Souverain Pontife a toujours recommandé, parallèlement à l'adhésion à la forme de gouvernement, les efforts qu'il ne faut pas se lasser de faire pour changer le fond et l'essence de l'esprit sectaire de la législation ?

Serait-ce dans cette prévision des conséquences possibles de la conduite du gouvernement français :

Que si des actes iniques de la part du gouvernement devenaient pour quelques-uns l'occasion de rouvrir l'ancien débat sur la question constitutionnelle, le gouvernement ne pourrait s'en prendre qu'à lui-même ?

Serait-ce, enfin, pour avoir, en terminant ma correspondance, mis en garde les catholiques contre certaines nouvelles optimistes qui avaient pour but de les endormir, et dit que, dans cette affaire des fabriques et dans l'incident de Lyon, il ne devait pas être question d'un accommodement qui consacrerait toutes les usurpations et tous les actes arbitraires du gouvernement, mais bien d'une réparation ?

Voilà toute cette correspondance, que *le Nouveau Moniteur de Rome* a pris l'initiative de condamner en bloc, en des termes que *l'Osservatore* a reproduits en les atténuant.

Mais si des publicistes se sont permis de donner des démentis contestant la véracité de ma correspondance, et n'ayant sur ce point aucun caractère officieux, aucun cachet d'autorité, je crois avoir le droit de leur demander en quoi j'ai failli à la vérité, alors que je me suis conformé strictement aux renseignements les plus certains et aux appréciations qui se dégagent d'elles-mêmes des actes pontificaux, les seuls qui puissent faire autorité en la matière.

Quelques jours après, 23 mai, *l'Osservatore*

Romano concluait un article sur cette discussion, en disant :

Du reste, il nous plait, en clôturant, nous ne dirons pas cette polémique, mais cet échange de paroles, de répéter avec M. Eugène Veuillot que nul ne doit attribuer au Pape de vaines préoccupations, que nous devons au contraire être toujours prompts à le suivre, et que, par conséquent, aucun bon journal catholique ne doit même supposer un instant comme vrai, ou même comme probable, que la conduite adoptée avec tant de prévoyance par le Pape à l'égard de quelque affaire que ce soit, et quand cette affaire regarde directement le bien de la religion et des peuples chrétiens, puisse être changée à tout moment ou puisse, en quelque manière, rester incertaine et équivoque en face de difficultés, ou d'incidents déjà prévus et calculés, ou surmontables par des négociations dignes, plutôt que par d'importunes et bruyantes agitations.

C'était clair. La divulgation des instructions pontificales donnait d'ailleurs à ces paroles leur signification complète.

IV. — L'intervention de Léon XIII.

Au milieu du mois de mai, les journaux publièrent une circulaire confidentielle adressée par le nonce, Mgr Ferrata, à tous les évêques de France :

Le Saint-Père, désirant vivement que l'Episcopat français garde une attitude uniforme dans la question des Fabriques, afin d'éviter des conflits dangereux, m'a chargé d'exposer ce qui suit, en voie confidentielle et

réservée à tous les Ordinaires des diocèses de France :

1° Le Saint-Siège n'a pas omis de soutenir, vis-à-vis du gouvernement, les droits de l'Eglise, affirmant que cette question est au moins mixte, et qu'elle doit être résolue par un accord des deux pouvoirs : le Saint-Siège continuera à défendre ces principes avec fermeté ;

2° Le gouvernement français a fait déclarer au Saint-Siège qu'il est disposé à tenir compte des observations de l'Episcopat pour les modifications à apporter aux règlements dont il s'agit : le Saint-Siège aura soin d'insister pour que ces promesses soient mises à exécution ;

3° Le Saint-Père désire que les évêques, dans leurs réponses au gouvernement, *tout en évitant de se mettre en opposition directe avec la loi*, formulent les réserves nécessaires et opportunes et fassent tous leurs efforts en vue d'obtenir la modification des règlements et la réforme de la loi sur la comptabilité des Fabriques s'appuyant, à cet effet, sur les difficultés générales et locales que rencontre l'application de cette loi.

Je saisis, avec empressement, l'occasion de renouveler à Votre Grandeur l'assurance de mes plus respectueux et dévoués sentiments.

DOMINIQUE,

Archevêque de Thessalonique.

Nonce Apostolique.

La divulgation de cette pièce causa dans tout le monde politique une émotion considérable. La presse radicale ne se montra pas la plus émue, si ce n'est de la forme diplomatiquement incorrecte de cette intervention, la qualité d'ambassadeur interdisant au nonce tout acte d'ingérence dans les affaires du pays. Cette erreur de forme fournit même à l'extrême gauche une occasion d'interpeller le gouvernement. Quant au fait en lui-même, une ou deux citations suffiront pour montrer comment il fut compris. *Le Rappel* disait :

Si cette circulaire est authentique, elle prouve tout simplement que le Pape se moque pas mal de la loi sur les fabriques et ne veut pas avoir de difficultés avec le gouvernement français. En donnant ces instructions à notre clergé, il se montre autrement habile que lui. Il leur dit, en effet : faites toutes les observations que vous voudrez au sujet de la loi, mais ne vous insurgez pas contre elle.

Recommander à quelqu'un d'obéir à la loi et de demander en même temps aux pouvoirs compétents de modifier cette loi, c'est jusqu'à un certain point accepter les faits accomplis. Nous espérons bien, d'ailleurs, que jamais les Chambres et le Gouvernement ne songeront à faire des concessions sur ce point.

Et l'Estafette:

Que disait en substance cette circulaire? Elle conseillait aux évêques, « tout en évitant de se mettre en opposition directe avec la loi, de formuler les réserves nécessaires et opportunes ». Il en résultait que l'épiscopat n'avait qu'à s'incliner devant le fait, sauf à se payer la satisfaction d'amour-propre d'une protestation platonique.

Au fond, la chose n'était point pour déplaire. Nous avons vu naguère en Belgique un tout autre spectacle...

Ces instructions de Léon XIII à l'épiscopat français appellent, en effet, une constatation très grave. Mais, avant de la formuler, nous voulons placer sous les yeux du lecteur ces extraits du discours de M. Casimir-Périer, président du Conseil, en réponse à l'interpellation sur la circulaire du Nonce (18 mai 1894):

Le Président du Conseil. — Voici la déclaration que je suis autorisé à faire : « Le Nonce a déclaré que le document avait été conçu dans une pensée d'apaisement et de conciliation, qu'il avait été publié contre son

gré, qu'il regrettait cette publication, et qu'il aura soin que pareil incident ne se reproduise pas. » (*Interruptions sur divers bancs à gauche.*)

La Chambre appréciera. Quant à moi, je déclare, comme chef du Gouvernement, que j'estime l'incident clos par cette déclaration. (*Applaudissements.*)

M. Alphonse Humbert. — Vous avez vous-même condamné le document, vous avez obtenu satisfaction sur la publication, mais non sur le document lui-même. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche.*)

M. le Président du Conseil. — J'ai déclaré que ce n'était pas le fait de la publicité donnée à la circulaire qui constituait une irrégularité, que cette irrégularité résidait dans le fait même de la correspondance.

Il ne suffit pas que, grâce à des mesures de précaution, on arrive à soustraire le document à la vigilance du Gouvernement pour qu'on reste dans la règle, c'est la correspondance elle-même qui est inadmissible. (*Très bien ! très bien !*)

Vous remarquerez que, dans la déclaration que je vous ai lue, on dit qu'on veillera à ce qu'un pareil incident ne se reproduise pas. (*Interruptions sur divers bancs à gauche.*)

J'ai dit que je considérais l'incident comme clos ; il me paraît impossible d'engager un débat pour savoir quelle rédaction aurait dû être exigée.

Si vous estimez que la solution est mauvaise, vous avez un moyen d'exprimer votre pensée et de trouver d'autres négociateurs. Quant à moi, j'ai déclaré que je regardais l'incident comme clos. (*Applaudissements.*)

J'aborde les autres questions soulevées. Visant la circulaire elle-même, on m'a demandé si le Gouvernement considérait que cette matière était une matière mixte, et si nous admettions que nous pouvions, dans cette question, entrer en négociations avec Rome ou avec les évêques.

Nous avons toujours soutenu et nous soutiendrons

toujours, M. le ministre des Cultes l'a déclaré il y a quelques semaines à cette tribune, que la législation sur les Fabriques est un terrain exclusivement national.

C'est ce que nous avons déclaré dans les lettres échangées ou dans les conversations engagées sur cette question.

Nous avons toujours dit que ce n'est pas un domaine mixte, qu'il s'agit là d'une législation nationale, que nous sommes seuls maîtres en la matière. (Très bien ! très bien !)

Récemment on m'a demandé à Rome si nous consentions à entrer en négociations en ce qui concerne la législation sur les Fabriques, j'ai répondu que le mot de négociations ne pouvait pas trouver sa place ici. (Nouvelle approbation.)

.

M. le Président du Conseil.— On veut voir une contradiction, entre mon refus d'entrer en négociations et le second paragraphe de la circulaire du Nonce. Je ne conteste à aucun citoyen français le droit de présenter les observations sur l'application d'une loi, surtout quand il ne s'agit pas du principe même de cette loi ; car ce n'est pas ce principe, voté par les Chambres, qui a soulevé les difficultés, c'est le règlement délibéré en Conseil d'Etat, c'est la façon dont la loi est appliquée, les exigences fiscales, le nombre des registres, la nécessité d'une compétence spéciale chez les comptables.

Voilà les points sur lesquels des observations ont été faites, et j'admets ces observations. (Très bien ! très bien !) Aussi, ai-je pu dire, à Rome comme en France, que, quand la soumission serait complète et absolue, nous pourrions les examiner.

M. Goblet. — C'est une négociation, cela.

M. le Président du Conseil. — Vous avez été ministre des Affaires étrangères, mon cher collègue, et je

ne crois pas que vous puissiez appeler négociation un langage déclarant qu'avant tout il faut que tout esprit de révolte et d'insoumission disparaisse, qu'il faut laisser parler les faits avant de penser à rien changer à la loi. (*Très bien ! très bien !*)

C'est là le langage que j'ai tenu au Vatican. (*Très bien ! très bien !*)

Voilà ce qui concerne la question de ces prétendues négociations.

M. Raiberti a élargi le débat; il a demandé au gouvernement, qui avait affirmé sa volonté d'arriver sur le terrain religieux comme sur tous les autres à la pacification, si cette pacification ne serait pas compromise par un empiètement toléré par l'Etat sur son propre domaine. Je m'associe à ces paroles. (*Très bien ! très bien !*)

J'ai lu dans un certain nombre de journaux que le gouvernement s'était livré à l'Eglise, que nous étions un gouvernement de réaction, que c'était le Vatican qui dirigeait notre politique.

A ces accusations, je n'ai pas attaché grande importance, car si les journaux qui tenaient ce langage n'avaient pas tenu ce langage contre notre politique, ils auraient trouvé autre chose. (*Très bien ! très bien !*)

Le moment serait cependant venu, si l'on a contre le gouvernement ces griefs sur sa façon d'entendre la question religieuse, de s'expliquer nettement. (*Applaudissements.*)

Il n'y a intérêt, ni pour nos adversaires ni pour nous, ni pour le pays, à ce que la moindre équivoque subsiste. (*Très bien ! très bien !*)

Dans un discours récent, le président d'un groupe de la Chambre a invité ses collègues à s'unir contre l'esprit clérical qui régnerait aujourd'hui dans le gouvernement; il a dit ou semble dire que le Gouvernement s'inspirait non des principes de la Révolution, mais du *Syllabus*.

Eh bien, si l'on pense que le gouvernement n'est pas à même, avec l'esprit qui l'anime, d'aborder les grandes

réformes ; si vous croyez qu'il s'inspire de l'esprit du *Syllabus*, ce n'est pas dans des groupes qu'il faudrait le dire, c'est ici. (*Applaudissements répétés.*)

D'abord parce que lorsqu'on a des accusations aussi graves à diriger contre un gouvernement, il y a avantage pour tout le monde à le faire en face de lui... (*Très bien ! très bien !*)

Et ensuite, parce que, dans un pays libre comme le nôtre, quand on a la tribune et le *Journal officiel*, des questions de cette importance doivent être abordées dans cette enceinte.

M. Pelletan. — On les a abordées à cette tribune.

M. le Président du Conseil. — Si on les a abordées à cette tribune, s'il est bien constaté, à la fois dans l'intérêt de la Chambre, du pays et des réformes ultérieures auxquelles peut-être pourrions-nous donner quelque temps (*très bien ! très bien !*) que tout a été dit, je vais répondre : et l'on saura alors si, oui ou non, le gouvernement est entre les mains du parti clérical, si c'est du *Syllabus* que nous nous inspirons. (*Très bien ! très bien !*)

Je n'étendrai pas davantage ce débat, me réservant de remonter à la tribune, quelque fatigue que j'éprouve, si mes explications ne sont pas jugées satisfaisantes.

En attendant, je ne crois pas mieux faire que de vous donner communication des instructions que, dès le 7 mars dernier, après une question de M. Cochin, j'adressai à notre ambassadeur au Vatican. Je les lirai tout entières.

Paris, le 7 mars 1894.

Monsieur l'Ambassadeur

Le débat qui s'est engagé, le 3 de ce mois, à la Chambre des Députés, au sujet d'une question posée par M. Cochin sur un arrêté du maire de Saint-Denis, n'a pas échappé à votre attention. Il vous suffira de lire le *Journal officiel* pour vous pénétrer de la pensée du Gouvernement.

Toutefois, en présence des efforts qui sont faits pour dénaturer le sens et la portée des déclarations du ministre, *il me paraît utile de les préciser et de vous mettre à même d'affirmer que le respect du clergé pour les droits de l'Etat et sa soumission à toutes les lois sont les conditions essentielles d'une politique de tolérance et d'apaisement. (Très bien ! très bien !)*

Si, à tous les degrés de la hiérarchie, le clergé le comprend, il trouvera l'Etat disposé à s'opposer aux mesures que pourraient inspirer l'injustice ou la passion.

Si notre langage était au contraire interprété comme un abandon des droits de la Société laïque, comme une promesse, sans condition, le clergé s'apercevrait bien vite qu'il ne trouvera pas, pour arrêter ses empiètements, de gouvernement plus ferme et plus résolu que celui qui respecte l'Eglise dans le domaine de la conscience. *(Très bien ! très bien !)*

Je suis assuré que ce langage sera compris à Rome et que le Saint-Père y verra notre volonté de fortifier en France, auprès des prélats les plus ardents et les moins disciplinés, les conseils de sagesse qu'ils reçoivent du Vatican. *(très bien !)*

Dans la question de la comptabilité des Fabriques, nous nous inspirerons de ces mêmes principes. Quand les quelques évêques qui ont publiquement protesté contre la loi ou cherché moins ostensiblement à en troubler l'application auront cessé leur résistance et permettront aux faits eux-mêmes, en dehors de toute passion et de toute prévention, d'éclairer l'opinion publique, nous verrons s'il est des difficultés, des complications ou des exigences fiscales qui méritent l'examen.

Ce n'est plus l'heure de rechercher si l'élaboration du règlement aurait pu être entourée de plus de garanties ; les démonstrations peu convenables de certains prélats et l'agitation qu'un parti politique veut entretenir sur cette question nous mettent dans l'obligation... *(très bien ! très bien !)* d'exiger le silence et la soumission

très bien ! très bien !) avant de décider s'il est nécessaire ou légitime de retoucher des points de détails.

.....
M. le Président du Conseil. — Je continue.

Nous promettons notre respect et notre protection à l'Eglise respectueuse des prérogatives du pouvoir laïque ! nous la convions à une œuvre de tolérance et de pacification. Si le clergé catholique rend cet apaisement possible, la France y puisera des forces nouvelles.

S'il croyait ou affectait de croire nos déclarations inspirées par d'autres sentiments que le respect de la pensée et l'amour de la liberté, il ne tarderait pas à être détrempé, et il aurait à se convaincre que le premier devoir d'un gouvernement soucieux de maintenir et de fortifier l'autorité, c'est d'exiger des serviteurs de l'Eglise, comme de tous les autres citoyens, l'observation des lois. (*Applaudissements vifs et répétés.*)

Et maintenant, Messieurs, si ces explications ne sont pas claires, si elles paraissent insuffisantes, qu'on en réclame d'autres, je le demande, au nom du pays. (*Très bien ! très bien !*)

Mais si elles établissent que nous sommes les gardiens vigilants des droits de la société civile, je vous en prie, qu'on en finisse alors avec les accusations. (*Applaudissements au centre.*)

Avant de faire la constatation que ces documents appellent, il ne sera pas sans intérêt de remarquer l'attitude prise vis-à-vis du Gouvernement par les députés catholiques, après ces négations radicales des droits de l'Eglise et cette sommation d'accepter les lois scélérates. Où sont les réfractaires, et où sont les ralliés ? *La Vérité* du 20 mai relève ainsi cette attitude :

En signalant hier la surprise que nous avait causée l'abstention de plusieurs membres de la droite au vote

de jeudi, nous avons omis de mentionner un fait bien plus tristement significatif.

C'est qu'il ne nous était pas venu à l'esprit de chercher un seul nom des membres de la droite dans la liste des députés qui ont voté avec M. Leygues pour approuver les détestables déclarations du ministère. Nous eussions cru faire à ce groupe une mortelle injure.

Aujourd'hui nous avons la tristesse de constater que nous nous étions étrangement mépris sur le compte de ceux que nous ne voulions même pas soupçonner.

Chose incroyable ! il s'est trouvé jusqu'à *vingt-et-un députés de droite* pour voter en faveur du ministère, dans les circonstances que l'on sait.

Voici leurs noms :

MM. Achille Adam, le prince d'Arenberg, Georges Berry, Julien Dumas, Dupuytren, Achille Fould, René Gautier, de Grandmaison, Jules Jaluzot, de Kergariou, Louis Passy, Paulmier, le baron Reille, le baron des Rotours, le comte de Colbert-Laplace, Bourlon de Rouvre, Taillandier, Viellard, le vicomte de Vogüé, le comte de Wignacourt, Conrad de Witt.

Emis par ces députés, le vote que nous signalons est également répréhensible.

Mais s'il en est dont on devait le moins s'attendre, c'est des députés nouveaux dont, à l'avance, on avait célébré le succès d'une façon retentissante comme devant marquer le triomphe d'une action catholique plus appropriée aux temps nouveaux et, par suite, plus efficace en faveur des intérêts religieux. M. le comte de Vogüé figurait au premier rang de ces hommes d'élite et, non loin de lui, on plaçait M. le baron André Reille, dont le père s'est abstenu.

Qu'en est-il aujourd'hui de ces brillantes promesses ? Ces catholiques si empressés à blâmer les anciennes méthodes de combat, les voilà qui, au premier engagement sérieux, passent à l'ennemi avec armes et bagages !

Fière tenue, et belle tactique, en vérité !

Pour nous consoler, donnons en regard de ces noms ceux des vrais preux qui, n'ayant ni hésité, ni faibli, ont mis résolument dans l'urne un vote de blâme contre le ministre dont le langage et les actes outragent également le Pape, le Nonce, les Evêques, le clergé et les catholiques.

Ils sont au nombre de *vingt-deux*, dont voici les noms :

MM. Bau-ry-d'Asson, le comte de Bernis, Paul Bourgeois, le prince de Broglie, de Cazenove de Pradine, du Bodan, Dufaure, Gamard, le comte Le-Gouidec de Tressan, le vicomte de la Bourdonnaye, le comte de Lanjuinais, le vicomte de la Noue, de Largentaye, le duc de Doudaenville, le marquis de la Rochejacquelein, Le Cerf, Arthur Legrand, l'abbé Lemire, Fernand de Ramel, le duc de Rohan, de Soland, le vicomte d'Hugues.

Quant aux *absents*, ils sont au nombre de *vingt-cinq*, savoir :

MM. d'Aillières, Binder, Denys Cochin, Henri Cochin, Deville, le comte d'Elva, Galpin, Gellibert des Séguins, le baron Gérard, Mgr d'Hulst, le marquis de la Ferronnaye, Laroche-Joubert, le comte de Juigné, le comte de Lévis-Mirepoix, le baron de Mackau, le comte de Maillé, le comte de Montalembert, le marquis de Moustier, le comte de Mun, le comte de Pontbriand, Porteu, Prax-Paris, le baron Reille, Gusman Serph, le comte de Tréveneuc.

Aussi, désormais, d'après les données de ce scrutin, la droite se trouverait, même au point de vue religieux — car la question politique ici n'avait rien à voir — divisée en trois groupes. C'est un triste résultat.

Il convient même de ne plus compter parmi les députés de droite ceux qui ont voté pour le ministère, car ils ont abandonné, par ce vote, tout ce que leurs électeurs catholiques les avaient chargés de défendre.

La constatation annoncée, la conclusion à laquelle

la sincérité ne nous permet pas de nous soustraire est que les députés catholiques, en ratifiant de leur vote les déclarations ministérielles, ou en s'abstenant de les condamner, n'ont fait qu'imiter, que suivre la direction donnée par Léon XIII lui-même.

Il nous semble impossible de ne pas reconnaître que la circulaire du Nonce implique l'acceptation de cette loi inique, spoliatrice de l'Eglise, destructrice de sa liberté, et que la politique pontificale est ici en contradiction avec l'Encyclique du 16 février 1892.

L'attitude uniforme que la circulaire demandait aux évêques était indiscutablement *d'éviter de se mettre en opposition directe avec la loi*.

Sans doute, Léon XIII n'avait pas cessé de soutenir que la question des fabriques était « au moins mixte » ; sans doute il ne cesserait pas d'insister pour que le Gouvernement, selon les bonnes dispositions qu'il témoignait, tint compte des observations des évêques dans l'application de cette loi ; mais le Gouvernement, loin de se montrer prêt à reconnaître à l'Eglise le moindre droit, n'avait pas omis une fois de s'arroger sur elle une absolue suprématie, et faisait de la complète soumission du clergé à la législation anti-religieuse la condition des adoucissements possibles. Le pape ne l'ignorait point ; un simple rapprochement de dates entre les déclarations ou communications ministérielles et la circulaire ne permet là-dessus aucun doute, et d'ailleurs celle-ci se garde bien de dire qu'il y a accord entre les parties sur le caractère de la question.

Par conséquent, à moins de recourir à des arguties que le simple bon sens repousserait, il faut bien confesser que, dans de telles conditions, éviter de

se mettre en opposition directe avec la loi c'est l'accepter.

Il faut donc avouer aussi qu'on ne trouverait pas ici l'application de cette ligne de conduite tracée par l'Encyclique sur le ralliement: « Jamais on ne peut approuver des points de législation qui soient hostiles à la religion et à Dieu; *c'est, au contraire, un devoir de les réprouver.* »

Le Pape disait encore dans la lettre aux Cardinaux français, où il explique et confirme cette Encyclique: « Après avoir solidement établi le devoir de subordination sincère au gouvernement légitime, Nous avons montré la distinction entre le pouvoir politique et la législation; et Nous avons montré que l'acceptation de l'un n'impliquait nullement l'acceptation de l'autre, dans les points où le législateur, oublieux de sa mission, se mettait en opposition avec la loi de Dieu et de son Eglise. »

On a vu ailleurs que cette distinction, spéculativement très exacte, parce qu'elle prend les termes acceptation, constitution, législation, dans leur sens précis et strict, est facilement effacée en politique, où ces termes changent de valeur.

L'Encyclique ne parle que d'une acceptation de fait. En opposant la législation à la constitution, elle ne voit évidemment dans celle-ci que la forme du pouvoir établi, et parle d'une législation indépendante de cette forme. Or, sous aucun régime, la constitution n'est une forme pure; sous tous les régimes, il y a des lois qui représentent l'esprit des institutions, il y a une partie de la législation inséparable des institutions existantes. Et vis-à-vis d'elle, il est clair que l'adhésion formelle à la consti-

tution, aux institutions, entraîne beaucoup plus loin que la sincère, mais simple acceptation de fait (1).

La politique de Léon XIII, poussant à cette adhésion formelle, entraînait l'acceptation de la législation républicaine, et se retournait par là même contre le principal but de l'Encyclique, à savoir la résistance aux lois anti-religieuses.

Les faits, l'exemple de Rome elle-même, répondent ici à toutes les subtilités qu'on objecte.

La défense du clergé et des catholiques français sur cette question des fabriques devait encore offrir de beaux épisodes. Ce ne pouvaient être que des efforts dispersés et frappés d'impuissance. Peu à peu, le Gouvernement obtint tout ce qu'il voulut.

(1) Voir *Cas de Conscience*, chap. VIII, art. VI, Constitution et législation.

CHAPITRE V

La loi d'abonnement.

Malgré l'influence de la politique pontificale sur les événements antérieurs, la résistance de l'Episcopat et des Instituts religieux à la loi d'abonnement, destinée à consommer progressivement la spoliation des Congrégations au profit de l'Etat, allait donner une fois encore l'étonnant spectacle d'une vitalité de foi que rien ne semblait vaincre. Mais, d'erechef aussi, les intérêts de cette politique de ralliement aux institutions républicaines divisèrent les catholiques d'abord unis sur le terrain religieux; d'erechef, les directions venues de Rome énervèrent cette résistance et poussèrent à l'acceptation de la loi.

I. — Etat de la question.

La loi d'abonnement (16 mai 1895) n'était qu'une modification de la loi d'accroissement (1884), rappelée par la loi du 29 décembre 1894; et cette loi d'accroissement s'offrait elle-même comme une révision de celle de 1880.

L'impôt d'accroissement était exorbitant, injus-

tifiable; les jurisconsultes le déclaraient inique; l'expérience montra même bientôt que la perception en était pratiquement irréalisable; beaucoup de congrégations refusèrent de le payer, et laissaient les arriérés s'accumuler sans fin, si bien que le législateur imagina de le changer en une taxe d'abonnement, aussi inique, mais plus facile à déterminer et à percevoir.

Contre les Congrégations non atteintes par les décrets du 29 mars 1880, on avait eu recours à une tactique plus lente, et bien plus perfide. On songea à les prendre par la famine. Elles furent resserrées en un cercle impitoyable de taxes et d'impôts.

Obligées de payer les contributions communes à tous les citoyens, l'impôt foncier, celui des portes et fenêtres et celui des patentes, l'impôt personnel et mobilier, tous les impôts indirects, les Congrégations payaient aussi tous les droits de mutation par décès ou entre vifs, ou, si elles étaient légalement autorisées, l'impôt de main-morte qui en faisait l'équivalent.

Le grand principe de l'égalité devant l'impôt interdisait donc d'aggraver les charges d'une classe spéciale de citoyens. Cependant, par une anticipation extraordinaire, l'impôt sur le revenu fut tout d'abord appliqué aux religieux.

La conception de cet impôt révolte le bon sens, autant que la justice. On imposa aux Congrégations d'abord un impôt de 3 o/o qui fut élevé depuis à 4 o/o des revenus estimés à 5 o/o de la valeur brute de la propriété. Vainement elles dirent, prouvèrent à satiété que la plupart de ces immeubles, asiles de pauvres, de vieillards, de

misérables de tout genre, ne produisaient aucun revenu. On montra vainement l'injustice criante qu'il y avait à forcer les Congrégations autorisées à placer tous leurs fonds disponibles sur l'Etat qui ne leur donnait que 3 o/o d'intérêt, alors que, quand il s'agissait d'exiger l'impôt, on taxait ces mêmes capitaux comme s'ils rapportaient 5 o/o. Le Gouvernement n'en persista pas moins à leur répéter : vos maisons, le mobilier de vos appartements, vos jardins, surtout les hôpitaux où vous soignez pour rien les malades, les orphelinats où vous recueillez gratuitement les abandonnés, ne seraient qu'une dépense pour tout autre; mais à vous ils doivent produire 5 o/o d'intérêt par an; sur cet intérêt vous payerez 4 o/o.

Bien plus, si vous avez le malheur d'avoir des dettes, nous considérerons que l'argent reçu en empruntant vous *rapporte* 5 o/o d'intérêt, et nous vous demanderons 4 o/o sur ce revenu à rebours.

Si donc votre communauté, avec ses immeubles et jardins, vaut 100.000 francs, et si, pour la payer, vous avez dû emprunter 20.000 francs, vous possédez 120.000 francs de fortune, ce qui, à 5 o/o, vous donne 6.000 francs de rente. On vous réclamera chaque année 4 o/o de cette somme, soit 240 francs, en sus des impôts que paient tous les Français.

N'est-ce pas là une mesure d'exception inique et absurde?

Cette monstruosité avait été introduite dans la discussion budgétaire de 1880 par un amendement de M. Brisson, et devint une loi en 1884. Elle prétendait se justifier par une assimilation des Congrégations religieuses, même hospitalières ou

contemplatives, aux associations commerciales, frappées d'un droit par la loi de 1872, et les considérait également comme productives par nature. Cependant, même s'il s'agissait des congrégations enseignantes, l'Etat pouvait savoir, par sa propre expérience, que l'enseignement est une industrie rarement productive, puisque tous les lycées, à l'exception d'un infime petit nombre, recourent à ses subventions.

Ce n'était pas encore assez. Sous le nom de droit d'accroissement, la même loi, supposant que tout décès ou toute séparation d'un membre d'une congrégation accroissait la part des survivants, imposa à ceux-ci les droits de mutation par décès ou de donation entre vifs, ajoutés à la taxe de main-morte qui avait précisément pour caractère de représenter ces droits de transmission. On greffait ainsi l'impôt sur l'impôt.

Le même immeuble était donc atteint par le droit fiscal quatre fois, et sous la même forme : une première fois, en raison de la contribution foncière, une deuxième fois, pour la taxe de main-morte (s'élevant alors à 87 centimes et demi par franc du capital de la contribution foncière) ; une troisième fois, par l'impôt sur le revenu, où reparaît le même immeuble évalué à 5 o/o ; une quatrième fois, par le droit d'accroissement ou les droits de mutation, que la taxe de main-morte avait pour but de remplacer.

Une telle énormité pouvait-elle être dépassée ? On trouva moyen d'y ajouter encore, par la déclaration multiple, exigée des Congrégations pour la perception du droit d'accroissement. La déclaration multiple prescrite par la loi de 1884 statuait que la

liquidation du droit d'accroissement, au lieu d'être centralisée au bureau du siège social de la Congrégation, se ferait dans tous les bureaux de perception où une Congrégation possédait quelques biens, meubles ou immeubles.

Les conséquences exorbitantes auxquelles conduisait cette déclaration multiple furent parfaitement mises en lumière par Mgr Freppel à la Chambre des députés, dans son discours du 9 décembre 1890. Après avoir donné lecture à la Chambre d'un article du *Journal de l'Enregistrement* si apprécié par la régie, qui démontrait l'impossibilité de mettre cette perception multiple d'accord avec les principes ordinaires de la fiscalité, Mgr Freppel présentait les applications suivantes :

Messieurs, pour rendre ma démonstration encore plus saisissante, je vous demande la permission de citer comme exemple une autre espèce que je connais de plus près.

La congrégation de Saint-Charles, hospitalière et enseignante, dans le département de Maine-et-Loire, se compose de 640 membres ; elle possède, dans de petites écoles, quelques mobiliers scolaires très modiques et qui ne dépassent pas la valeur de 100 francs ! Ainsi à Lésigné, canton de Seiches, le mobilier a une valeur estimée par l'administration à 58 francs ; à Ouzilly, canton de Lencloître, département de la Vienne, un mobilier de 60 francs ; à Toulemonde, canton de Cholet, un mobilier de 84 fr. ; à Chazé-Henri, canton de Pouancé, un mobilier de 144 francs, et ainsi de suite.

Si, au lieu d'être compris dans une seule et même déclaration au bureau du siège social de la congrégation, ces divers mobiliers doivent faire l'objet d'une déclaration détaillée dans tous les bureaux où cette association possède quelques biens, meubles ou immeubles, voici ce qui va se produire.

Au décès d'une religieuse, la part de la défunte est censée accroître à chacune des survivantes. Cette part, eu égard au nombre des membres de la congrégation, est de 1/640. Par conséquent sur un mobilier de 58 francs cette part est de 9 centimes.

Voilà la valeur imposable : 9 centimes ! C'est là-dessus que le fisc a le droit de percevoir une taxe de 11 fr. 25 p. 100.

Mais comme, d'après la loi de ventôse, le fisc perçoit son droit sur une valeur inférieure à 40 francs comme si elle était de 40 francs et ainsi de suite, de 20 francs en 20 francs sans fraction, il en résulte qu'une mutation présumée de 9 centimes sera assujettie à un droit de 2 fr. 25, c'est-à-dire une taxe vingt-cinq fois supérieure à la valeur imposable. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Encore si cette majoration de 9 centimes à 20 fr. ne se produisait qu'une fois au siège social de la congrégation ou bien au bureau du domicile du décédé, comme je le demande, on pourrait s'y résigner. Mais non, cette majoration de 9 centimes à 20 francs va se répéter dans tous les bureaux où la congrégation possède quelque bien.

S'il y a cent bureaux — écoutez bien ceci, Messieurs — la perception sera de cent fois 2 fr. 25, c'est-à-dire de 225 francs sur un mobilier de 58 francs. En d'autres termes, la taxe sera quatre fois supérieure au capital lui-même. (*Applaudissements à droite.*)

Si vous n'appellez pas cela une confiscation, je vous prie de me suggérer un terme qui me permette de qualifier plus justement un pareil mode de liquidation. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Prenons une autre espèce — car il ne faut pas qu'il puisse y avoir là-dessus le moindre doute. — J'ai là sous les yeux l'état détaillé des biens, meubles et immeubles, de la congrégation hospitalière et enseignante de la Pommeraye, département de Maine-et-Loire. Cette congrégation se compose de 550 membres. Elle a ses biens

meubles et immeubles disséminés dans neuf départements et dans 56 bureaux.

La valeur moyenne des mobiliers est de 250 francs. Par conséquent, sur chacun de ces mobiliers scolaires, la part de la prédécédée est pour chacune des survivantes de 45 centimes.

Mais, comme je le faisais observer tout à l'heure, aux termes de la loi de ventôse, ces 45 centimes sont assujettis à une taxe de 2 fr. 25. Cette perception répétée dans 55 bureaux s'élève à 125 francs, c'est-à-dire à la moitié du capital tout entier. Au second décès, le capital tout entier sera dévoré par le fisc, et on n'en continuera pas moins dans la suite à percevoir la taxe sur la même valeur, comme si elle n'avait pas déjà été complètement absorbée une première fois.

Avec la déclaration unique, telle que je la demande, ces énormités disparaissent en grande partie. Alors ces majorations de 5 centimes à 20 francs, de 20 fr. 05 à 40 francs, de 40 fr. 05 à 60 francs, etc., ne se produisent qu'une fois, et l'on n'arrive pas à cette conséquence véritablement absurde qu'une valeur imposable de 10 francs payera une taxe de 2 fr. 25 multipliée 100 fois, 300 fois 500 fois, autant de fois qu'il y a de bureaux où la congrégation possède un bien meuble ou immeuble. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

Je tâche de présenter les choses aussi clairement que possible.

Encore si, du moins, le principe de l'égalité devant l'impôt était respecté d'une congrégation à l'autre ; mais la déclaration multiple conduit aux inégalités les plus choquantes entre les congrégations elles-mêmes. Je suppose deux congrégations ayant exactement le même patrimoine ; l'une compte 5.000 membres, 100 décès à déclarer par an et 600 bureaux ; l'autre 1.000 membres, 20 décès et 120 bureaux. Si le principe de l'égalité devant l'impôt est respecté, les deux congrégations devraient payer la même taxe, par la raison que si, d'un côté, les

parts sont cinq fois plus nombreuses, de l'autre elles sont cinq fois plus fortes. (*Très bien ! très bien ! à droite.*)

C'est, en effet, ce qui se produit avec la déclaration unique : les deux congrégations, ayant le même patrimoine, paieraient exactement la même taxe, ce qui est conforme à la justice et à l'équité.

Mais, dans l'hypothèse de la déclaration multiple, il en va tout autrement. La première congrégation, ayant à faire 60.000 déclarations par an, paiera du chef des majorations une somme de 135.000 francs, tandis que l'autre, n'ayant à faire que 2.400 déclarations, ne payera que 5.500 francs, bien que les deux congrégations aient le même patrimoine. (*Très bien ! très bien ! à droite.*) C'est là une inégalité devant l'impôt que je n'hésite pas à qualifier de monstrueuse : il n'y a pas d'hommes tant soit peu versés dans la matière qui ne soient de mon avis.

Pour sortir des embarras inextricables que la déclaration multiple créait au fisc, et vaincre la résistance des Congrégations qui ne s'étaient point pliées à cette prescription absurde et inique, on imagina de remplacer le droit d'accroissement par une taxe d'abonnement (16 avril 1895), plus bénigne au premier abord, mais, en réalité, non moins lourde. Le taux de cette taxe fut fixé à 0,40 0/0.

En sorte que, pour une propriété de 100.000 fr., comme celle dont nous parlions plus haut, représentant au maximum une rente de 3.000 francs, et qui, de fait, ne rapporte rien pour une Congrégation, il fallait payer, d'abord, tous les impôts ordinaires, puis le droit de main-morte, puis l'impôt sur le revenu à 4 0/0, soit 240 francs, puis la taxe d'abonnement à 0,40 0/0 soit 400 francs, c'est-à-dire près du quart des intérêts qu'on pourrait en percevoir

si la Congrégation faisait rapporter son immeuble.

L'Etat se flattait de résoudre ainsi une question depuis longtemps pendante et d'assurer le bon fonctionnement de mesures qui devaient lui permettre de pressurer à volonté les Congrégations, de les pousser même à la ruine complète. Celles-ci, en présence d'un tel danger et d'injustices aussi criantes, sentirent le besoin d'arrêter une ligne de conduite commune. Soutenues par les protestations unanimes de l'Episcopat et de la presse catholique, elles résolurent d'abord de ne se prêter d'elles-mêmes à aucune des déclarations et formalités que l'exécution de la loi aurait exigées d'elles, et de se renfermer simplement dans une résistance, une *attitude passive*.

II. — La résistance.

L'union et l'élan des catholiques furent d'abord admirables. *L'Univers*, qui, plus tard, à l'heure où la politique de ralliement et l'esprit de concessions auraient divisé les Congrégations, devait attribuer à l'esprit *réfractaire* le blâme contre les soumissionnistes, prêchait la résistance et attaquait le Gouvernement avec une violence, ou, si l'on veut, une fermeté, que *la Vérité* n'a jamais dépassée.

L'article de M. Eugène Vuilliot, du 14 avril 1895, avait pour titre: *De M. Ribot et de Pilate*:

Le Vendredi saint de l'an 1895 aura été, en France, un jour de triomphe pour les juifs et les alliés de la Juiverie; opportunistes, radicaux, socialistes, franc-maçons.

Toute cette bande, conduite à l'assaut par un de ses

employés les plus soumis, M. Ribot, ancien magistrat impérial, aujourd'hui président du Conseil, a vaincu le droit, la justice, la charité. Elle tient une loi qui lui livre les religieux, les religieuses et la vie de leurs œuvres. C'est un grand succès. Plus on fermera de couvents, plus il y aura de recrues pour les écoles sans Dieu, l'anarchie, le vice et le bague. Oui, c'est un grand succès.

Et comme il ne suffisait pas à nos législateurs de ruiner légalement les congrégations, ils ont voulu que la loi, non contente de les dépouiller, les outrageât. Les voilà soumises pour leur liberté et leur pain aux caprices du juif, du sectaire, du sauteur qui sera de passage au pouvoir. Les autres contribuables ont des juges, les congrégations relèveront du bon plaisir d'un ministre quelconque; aujourd'hui M. Ribot, demain M. Thévenet ou je ne sais quel franc-maçon, M. Gadaud peut-être. Le mieux qu'elles puissent espérer, c'est quelque Pilate tremblant comme l'ancien de perdre sa place et prêt à sanctionner toute iniquité pour plaire au César qui s'appelle la majorité, tremblante elle-même devant un autre César, le vrai; la canaille libre-penseuse.

Voilà donc M. Ribot au comble de ses vœux; ce soir il aura le budget et tiendra ferme son portefeuille. Peut-être même croit-il avoir fait son devoir en homme de bien et en homme d'Etat. N'a-t-il pas réclamé contre l'aggravation de l'impôt d'accroissement comme Pilate avait demandé qu'on se contentât de frapper le juste sans prendre sa vie. Et après ce grand effort ne s'est-il pas lavé les mains du vote qu'allait rendre le Sénat, comme le fit Pilate du crime qu'allait commettre le peuple juif?

Il ne faut pas pousser le rapprochement plus loin. Pilate eut des inquiétudes de conscience ou de sentiment et presque des regrets. Nul ne peut croire qu'il en soit de même de M. Ribot. Par situation politique et pour se ménager une chance près des modérés du centre gauche, il a dit, du bout des lèvres, qu'on allait peut-

être un peu trop loin ou trop vite ; mais le chiffre qu'il proposait, le ton qu'il a pris, les paroles venimeuses qu'il a dites ont montré son désir, sa résolution d'abaisser, puis de ruiner les congrégations. Qu'il ait agi de la sorte par haine de sectaire ou calcul d'ambitieux, qu'importe : c'est un ennemi déclaré. Traitons-le en ennemi.

Pilate, qui avait cru s'assurer son emploi, connut bientôt la disgrâce. Bientôt aussi M. Ribot aura contre lui beaucoup de ceux dont il vient de servir les passions.

Travaillons de notre côté à précipiter sa chute. *Nous demandons à tous les députés catholiques de voter en toute occasion contre ce ministère, dût sa chute profiter aux radicaux. Je ne vois pas ce que nous pourrions y perdre, quant à la conduite du gouvernement, et je crois que nous y gagnerions du côté de l'action.*

Si nous n'arrivons pas à nous faire craindre, n'espérons pas rentrer dans nos droits.

Le 20 avril, *l'Univers*, sous la même plume, dit encore :

Il y a du trahire en M. Ribot. Conservateur impérialiste au début de sa carrière, plus tard républicain modéré, le voilà l'homme des radicaux. Jusqu'où ira-t-il pour garder sa place ? Son passé faisait cependant espérer à certains de nos sages que, dans cette campagne contre les congrégations, il ne voudrait pas pousser les choses à l'extrême. — « Il doit lui rester quelque pudeur nous disait-on ; sachons ne pas l'irriter par trop de défiance ; ces ménagements relatifs et tout personnels ne pourront nuire à la cause et peut-être la serviront-ils ? »

C'était se tromper sur le caractère de M. Ribot. S'il n'est pas comme les Saucissonniers du Vendredi Saint, un adversaire grossier de l'Eglise, il est de ceux qui la jaloussent, nient ses droits et veulent lui enlever toute force. C'est un ennemi. Il promet maintenant d'appliquer avec modération sa loi. N'en croyons rien. Ce n'est

pas de modération qu'il va user, c'est d'hypocrisie. Le devoir est donc de travailler ferme à sa chute (1).

Et, quelques jours après, 5 mai, M. Eugène Veuillot signe encore ce chaleureux appel, où sa polémique subséquente obligerait à voir un élan prématuré :

C'est avec une satisfaction grave, une émotion profonde que nous félicitons les congrégations d'opposer la résistance passive, le *non possumus* auquel l'Eglise doit tant de victoires, à la loi sectaire et d'exception qui les frappe dans leurs ressources pour tuer leurs œuvres.

Cette résistance, — qui s'appuie sur le droit — le devoir bien compris, résolument accepté, le demandait. Mais l'importance même des intérêts en cause et la diversité des situations rendaient l'accord difficile. L'hésitation s'expliquait. On pouvait, en effet, au nom d'une certaine sagesse, chercher des attermoissements, rêver des arrangements, espérer enfin qu'en ne brisant pas par un non ! définitif on s'arrangerait, vaille que vaille : les œuvres auraient à souffrir, mais ne mourraient point. C'était presque tentant.

Ici, à l'*Univers*, où nous demandions avec netteté et en dehors de tout calcul politique la résistance, nous la faisons au nom du droit et sans prétendre tracer aux

(1) Le lecteur pourra mesurer le chemin parcouru depuis lors, en comparant ce langage avec celui de M. Pierre Veuillot, le 22 décembre 1906, à l'occasion de l'entrée à l'Académie du même M. Ribot et de son discours de réception : « S'il y avait lieu, ici, de discuter, nous aurions évidemment plus d'une réserve à faire. Mais non : depuis longtemps déjà, quand il s'agit de l'illustre orateur, de ses paroles, de ses actes, nous sommes accoutumés à négliger ce qui nous divise pour nous occuper seulement de ce qui nous rapproche. C'est une habitude à laquelle nous ne voulons pas manquer aujourd'hui. Nous applaudissons de tout cœur à l'entrée de M. Ribot parmi les Quarante. Il y est à sa place. Il honore l'Académie autant pour le moins qu'elle l'honore. La dignité de sa vie lui méritait d'y siéger tout comme son grand talent. Et la cause nous est devenue presque commune, qui bénéficie du supplément d'autorité que cette élection donne à l'adversaire si redouté des jacobins. »

congrégations leur devoir. Ce n'est pas que nous eussions le moindre doute sur la nécessité de résister pour protéger le présent et sauver l'avenir, mais nous trouvions délicat de prendre vis-à-vis des congrégations l'attitude de conseiller impérieux prétendant imposer à d'autres des sacrifices qu'eux-mêmes ne feront point. Maintenant la question est tranchée, et il s'agit de soutenir ceux qui, dans l'intérêt de tous, vont combattre au premier rang.

C'est un grand exemple que nous donnent les congrégations. Saurons-nous le faire fructifier? Jusqu'ici, parmi nous, la parole l'a de beaucoup emporté sur l'action? Que de discours irrités, que d'articles échauffés ont menacé l'ennemi d'une guerre à outrance et n'ont été suivis d'aucun effort sérieux, prolongé. On avait beaucoup parlé, beaucoup écrit, n'était-ce pas assez? Cette fois, voici un acte. Il vient de ceux que nous avons l'obligation étroite, absolue, de soutenir, de protéger. Pour les combats de cette sorte, nous devrions être devant eux afin de recevoir les premiers coups; ils sont devant nous.

Si toute l'armée catholique n'entre pas en ligne, ce sera un écrasement, un désastre une honte. Au contraire, si tous, prêtres et laïcs, nous agissons avec fermeté, de cette crise qui doit nous unir et nous organiser sortira le salut. Nous avons prouvé aux républicains honnêtes et à la masse conservatrice du pays que nous ne sommes pas les ennemis quand même de la forme républicaine; prouvons maintenant aux républicains sectaires que nous entendons défendre, coûte que coûte, nos droits.

Enfin, pour borner ces citations, le directeur de *l'Univers* écrit le 14 juillet, après l'interpellation de M. Goblet sur une circulaire de Mgr Sonnois :

D'ailleurs, si important que puisse être, en cette matière, l'avis d'un prélat comme Mgr l'archevêque de

Cambrai, cet avis ne saurait trancher la question qu'il a lui-même posée sans juger nécessaire ou opportun de conclure. C'est à tout l'épiscopat de parler le jour où il le jugera bon, et à moins d'une intervention de Rome, c'est aux congrégations elles-mêmes de prononcer le mot décisif.

Ce mot, nous l'attendons avec respect, confiance et émotion. Notre rôle n'est pas de chercher à le dicter, mais il nous appartient de dire toute notre pensée :

Nous rappelons les principes, nous défendons le droit et, convaincus que, pour protéger celui-ci et rester fidèle à ceux-là, il faut résister, nous faisons des vœux pour la résistance.

Nous ajoutons que cette résistance passive, légale, chrétienne, appuyée sur l'ensemble de nos institutions, sur le droit commun tant invoqué de nos ennemis, ne sera pas de la rébellion, et que si elle ne peut arrêter aujourd'hui les persécuteurs, elle gardera du moins aux persécutés l'avenir.

La Croix, elle aussi, entre vaillamment en ligne. On peut dire qu'elle se réveille et se perd. Créée comme organe d'opposition résolument catholique, et de résistance à la déchristianisation du pays, elle avait dû, par déférence pour une auguste volonté, se mettre au bas diapason de la politique de ralliement. L'absurdité par laquelle débute l'article cité ici montre à quel niveau cette politique réduisait les esprits. Les Pères Assomptionnistes revenant, pour sauver leur existence et celle des autres Congrégations, au combat qu'ils avaient d'abord glorieusement mené, allaient au-devant d'un autre danger ; ils ne pouvaient, il est vrai, prévoir qu'on les sacrifierait aux réclamations du Gouvernement. L'article du 22 mars 1895 est intitulé : *Ribot-Ferry* :

Aurait-on le droit d'obéir à une loi qui prescrirait de renverser la République ?

Non, ce serait inconstitutionnel.

Eh bien ! la loi Ribot contre les congrégations, qui a succédé hier à la loi Ferry de 1880, ne peut pas être obéie, car elle viole ouvertement la Constitution.

Des députés ne peuvent point dire : les littérateurs, les calvinistes ou les cordonniers nous déplaisent, nous leur ferons payer en double ou en triple les impôts des portes et fenêtres, et nous aurons de l'argent.

C'est ainsi que les sultans d'Orient agissaient contre les pachas, mais notre Constitution est autre que celle des sultans d'Orient.

Le caractère de la loi Ribot est tellement l'illégalité, l'arbitraire et la haine contre une classe de citoyens que M. Ribot, à deux ou trois reprises, a cru devoir insister dans la discussion afin que rien ne fût traité devant les tribunaux, mais gracieusement par le ministre.

A-t-on jamais vu un ministre insister de la sorte, et les tribunaux ne sont-ils pas toujours destinés à faire exécuter les lois ?

Exécutons les lois :

Il n'y a d'autre loi existante contre les citoyens qui vivent en commun, qui ne réclament aucun privilège, n'ont pas la personne civile, que la loi invoquée par M. Ferry, lorsqu'il expulsa des propriétaires inoffensifs de leurs immeubles en 1880. C'est la loi déclarant les ordres religieux dissous et prescrivant à l'article 2 la peine de mort contre ceux qui les rétabliraient. Si c'est là encore une *loi existante*, comme l'a inventé M. Ferry, de triste mémoire, on ne devrait pas, sous le nom menteur d'impôt, lever une amende énorme, mais guillotiner : *dura lex, sed lex*.

Ce serait certes moins hypocrite que de dire : « Je ne vous connais pas ; si je vous connaissais, je serais obligé de ne pas tolérer votre emploi : mais payez-moi un impôt spécial à cause de votre emploi. »

Dans cette situation, on sait si peu où trouver les responsabilités que l'article 8 de la loi votée hier porte cette inénarrable rédaction :

« Pour les congrégations, communautés et associations religieuses, l'action en recouvrement de la taxe sera valablement dirigée, pour celles non reconnues, contre tout membre agrégé à UN TITRE QUELCONQUE aux dites congrégations, communautés et associations. » (*Adopté.*)

Ainsi le premier individu qu'on prendra au collet dans la maison devra payer pour les autres ; un professeur de piano, par exemple, s'il est solvable, sera de bonne prise, et on pourra saisir tous ses biens à cause d'un droit d'abonnement qu'on désire prélever à cent lieues de là sans faire scandale, en saisissant l'immeuble d'un collège où il n'a jamais enseigné à faire des gammes.

De telles lois suppriment toute idée générale de justice, toute notion de droit naturel, et violent ouvertement l'égalité des citoyens devant la loi, et devant l'impôt et la Constitution.

Accepter qu'on puisse ainsi taxer une série de citoyens, en raison de leurs pratiques religieuses accomplies isolément ou en commun, ce serait permettre aux francs-maçons de dire : Nous taxons ceux qui prient à Lourdes ou ailleurs. Pourquoi demain n'atteindraient-ils pas les journalistes ?

Le grand tort de M. Clausel de Coussergues et d'autres ont été d'admettre contre les religieux le principe même de l'arbitraire.

Lorsqu'on demandait les déclarations multiples pour une loi d'accroissement inexplicable, illégale, inconstitutionnelle, et que ces déclarations, en certaines circonstances, rendaient l'impôt plus fort que la somme héritée, M. Clausel de Coussergues, au lieu de crier à l'illégalité et d'opposer un refus catégorique au nom du principe absolu de l'égalité devant l'impôt, a cru qu'il fallait crier miséricorde. Il a donc dit : « Si vous daignez vous

contenter d'un droit d'abonnement, ce serait mieux réparti. »

On l'a pris au mot et on a proposé un vol à l'abonnement, vol uniforme fixé à 0 fr. 30.

Hier, M. de Coussergues venait à nouveau plaider, non contre la spoliation, mais implorer pitié, en suppliant qu'on votât seulement 0 fr. 20 à certaines congrégations et 0 fr. 30 aux autres.

On ne doit pas plus accepter 0 fr. 01 d'abonnement pour les congrégations que 0 fr. 20 ou 0 fr. 30 ou 0 fr. 50, car si l'on admettait en principe le droit de l'Etat à une taxe arbitraire de 0 fr. 01, il n'aurait qu'à l'accroître comme on accroît les impôts légitimes levés sur les citoyens. Il est étonnant même que l'Etat n'ait pas tendu ce piège aux congrégations de femmes, qui eussent été heureuses d'en être quittes pour un petit centime, et qui eussent approuvé ainsi le principe de la spoliation.

M. de Coussergues, en défendant les congrégations, a agi comme les malheureux tombés aux mains des brigands et qui négocient de leur rançon, sans souci de leurs droits. Ils supplient, lorsqu'on veut leur trancher le nez et les oreilles, qu'on daigne se contenter de prendre les oreilles. En sommes-nous là ?

Cependant, plusieurs congrégations effrayées se sont placées à ce même point de vue, acceptant de devenir des parias dans la nation, afin de sauver au moins quelque chose du naufrage.

C'est là un danger très grave, et si les religieux en payant, si peu que ce soit, acceptaient qu'on les mit hors la loi de leur pays et de la Constitution, ils seraient complices non seulement de la persécution de leurs frères, mais ils cesseraient d'être des constitutionnels et feraient un coup d'Etat avec M. Ribot.

N'acceptez pas plus la loi Ribot que la loi Ferry, ces deux lois sœurs sont identiques. M. Ribot n'a que l'hypocrisie en plus.

LE MOINE.

Mais voici une note toute différente. Sous ce titre : *Une nouvelle comédie. La résistance des Congrégations*, Edouard Drumont écrit dans la *Libre Parole* du 27 avril :

On se demande ce que peuvent espérer des journaux comme *l'Univers*, *la Vérité* et *la Croix*, qui, non contents de déclarer, avec infinie ent de raison, que l'impôt sur les congrégations est une monstrueuse injustice, affirment hautement que les congrégations résisteront. A qui pensent-ils faire illusion ? Sur qui comptent-ils s'appuyer pour la résistance ?

Le Pape seul aurait autorité pour ordonner la résistance. Dans certains diocèses, sur 200 congrégations de femmes, une douzaine seulement dépendent de l'évêque ; les autres relèvent directement de Rome, et l'évêque ne pourrait toucher à leur direction temporelle sans être blâmé aussitôt.

Les journaux dont nous parlons savent parfaitement que le Pape, circonvenu et trompé, ne donnera pas l'ordre de résister. Il est clair que Ribot a raison lorsqu'il déclare qu'il ne se serait pas embarqué là-dedans sans avoir la certitude qu'il ne trouverait devant lui qu'une désapprobation de pure forme.

Le Monde, du même jour, nous renseigne sur l'attitude de M. Ribot, à laquelle Edouard Drumont fait allusion :

On a quelque droit de penser que M. Ribot lui-même a conscience de l'irrationalité de sa conduite, car, pour rendre plausible l'indignité de sa politique, et donner le change en cette occasion, voici, en substance, les propos qu'il répand dans les cercles parlementaires et qui constituent vis-à-vis du Saint-Siège une abominable calomnie.

Il n'y a pas lieu de s'émouvoir outre mesure, aurait dit M. Ribot, des protestations de quelques évêques, des

criailleries de certaines congrégations et du tapage que fait la presse cléricale. Tout cela est factice, sans importance, sans sérieux, et n'aura ni suite ni durée.

Vous pensez bien qu'en prenant la résolution de mettre fin à cette fastidieuse affaire du droit d'accroissement je n'ai pas agi à la légère : je me suis préoccupé de connaître le sentiment du Vatican, soit à Paris, soit à Rome même, et j'ai acquis la conviction que, moyennant les atténuations considérables que nous avons introduites dans la loi de finances, par l'exemption des congrégations charitables et missionnaires, nous n'avons à redouter aucune intervention du Saint-Siège.

Exactes ou non, les affirmations de M. Ribot ne devaient pas être démenties par les faits. Cependant la presse catholique tenait à honneur de les repousser. M. Auguste Roussel écrivait dans *la Vérité* :

Sans avoir besoin de relever une fois de plus la grave injure faite au Pape par les dires de M. Ribot et si justement flétrie par *le Monde* dans l'article que nous avons reproduit, nous disons que le directeur de *la Libre Parole* a tort quand il paraît croire que nous n'avons aucune espérance de voir les congrégations résister sérieusement à la nouvelle loi qui les atteint en vue de les écraser.

Comment supposer, en effet, que, le devoir des congrégations étant en cela d'accord avec leur intérêt, cette résistance ne doive être pour elles qu'une comédie ?

Rappelons que cette résistance est la conséquence logique des protestations épiscopales dirigées contre la loi avant le vote et que ces protestations, si elles n'ont pas eu l'unanimité absolue de l'épiscopat, nous ont montré cette presque unanimité.

Pour ne parler que de S. Em. le Cardinal Lecot, nous savons que Mgr l'archevêque de Bordeaux n'a pas reçu

moins de quarante adhésions à ses remarquables lettres, et si l'on compte les protestations personnelles d'autres prélats, l'on est fondé à soutenir que le cas de Mgr Fuzet peut passer pour une singularité.

Citons un seul exemple de ces protestations épiscopales. Mgr Oury, évêque de Dijon, disait dans sa lettre pastorale, demandant la neuvaine pontificale de prières pour la Pentecôte :

Dieu a été renvoyé de l'école, expulsé de l'hôpital, traqué partout : ses lois sont foulées aux pieds, ses droits méprisés. Tout ce qui porte sa marque, tout ce qui reflète son image, tout ce qui brille d'un rayon de sa justice, de sa pureté, de son amour, a été frappé de proscription ; la pauvreté volontaire, la chasteté des vierges, l'obéissance évangélique n'ont pas droit de cité ; on les expulse, — ou on les taxe.

Oui, dans cette lutte sans pitié, les compétitions s'effacent et les inimitiés font relâche ; car, dès qu'il faut combattre le Christ, sa doctrine, ses adorateurs ou ses prêtres, une même haine rapproche tous ces hommes que l'égoïsme sépare, la haine que l'esprit du mal a toujours vouée au bien.

Maintenant, *il serait puéril d'espérer avec des ennemis de ce genre une suspension d'armes ou de compter sur une paix franche et durable. Il n'y a pas même de négociations possibles, en sorte que, nous défendre, devient, pour nous, le plus impérieux et le plus sacré des devoirs.*

Sans doute, dans leurs individualités privées, ils sont nos frères : la charité, par conséquent, s'impose à leur égard, et nous ne saurions jamais oublier que le Christ est mort pour la rédemption de leurs âmes. Mais dans leur rôle public, sous cet aspect impersonnel qui constitue ce que l'Evangile a nommé le monde, c'est-à-dire l'incrédulité, la persécution, le vice et le blasphème, *ils doivent être dénoncés et poursuivis sans trêve ni repos.*

La lettre de Mgr Fuzet, à laquelle il est fait allusion plus haut, ayant jeté un grand trouble dans les esprits, on prit le parti de livrer au public une note émanant des cardinaux Richard et Langénieux afin d'exposer l'avis unanime de l'épiscopat sur la question. La connaissance de cette note avait été d'abord réservée aux seuls évêques et aux supérieurs de congrégations. Elle avait été lue dans deux réunions des intéressés. Voici ce document qui fait grand honneur aux éminents signataires, aux évêques et aux Congrégations :

Il y a dans la nouvelle loi fiscale, votée par la Chambre le 19 mars, une question de principe et une question de fait. Que l'on envisage à l'un ou l'autre point de vue la situation qu'elle crée aux congrégations religieuses, la même résolution pratique s'impose; il faut refuser de payer ces impôts d'exception, afin que le fisc, s'il veut appliquer la loi, soit obligé de prendre lui-même ce qu'on ne peut pas lui donner.

La question de principe est nette : la loi est arbitraire, elle est injuste, elle va directement contre la constitution républicaine qui consacre l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt; c'est là un terrain solide pour la résistance passive à laquelle les congrégations paraissent déterminées.

La question de fait est plus claire encore; les études très sérieuses du comité des jurisconsultes catholiques, basées sur des documents précis, ne peuvent laisser aucune illusion, ces impôts exorbitants sont la ruine immédiate ou prochaine des congrégations.

Et il n'y a plus à songer à un recours quelconque devant les tribunaux, puisque, de par la loi, toute difficulté en cette matière doit être tranchée par voie administrative.

N'est-il pas sage alors, au lieu de tenter pendant quelques années des efforts héroïques, *et en définitive im-*

puissants pour toutes, afin de satisfaire aux exigences du fisc, au lieu de travailler à leur propre destruction pour tomber quand même les unes après les autres sans bruit et sans aucun profit pour la cause, n'est-il pas sage que les congrégations se retranchent tout simplement, dès le début et toutes ensemble, derrière l'impossibilité matérielle qu'elles sont de payer ces impôts. Et cela d'autant plus que, si quelques-unes peuvent à la rigueur essayer de faire face un moment à ces charges excessives, la plupart ne le peuvent pas, et il se trouverait que les sacrifices, très inutiles pour elles-mêmes, des congrégations les plus riches causeraient un grave détriment à toutes les autres.

Un pareil terrain est donc excellent. Il n'est pas nécessaire de parler de résistance, d'opposition formelle à la loi. Il suffit de dire : *Nous ne pouvons pas faire ce que la loi exige, nous sommes dans l'impossibilité de supporter les charges qu'elle impose.*

D'ailleurs les congrégations ne sont pas libres de disposer de leurs biens, grevés de fondations ou affectés à des œuvres déterminées, pas libres non plus de se prêter à l'exécution de telles ou telles dispositions de l'article 7 de la loi, enquêtes à domicile, expertises mobilières, etc., qui vont contre les règles monastiques de la plupart des congrégations. Que le fisc prenne ces biens de force, qu'il viole ces règles, c'est *une persécution que l'on peut subir, mais au-devant de laquelle il serait inconcevable d'aller.*

Donc, bien qu'ils n'aient dans la circonstance qu'un rôle de conseillers, les évêques consultés doivent encourager les congrégations à prendre et à garder cette attitude. Ils le doivent, non seulement dans l'intérêt des congrégations, dont ils sont les protecteurs-nés, mais aussi pour leur propre dignité ; car on ne comprendrait point, après tout ce qu'ils ont écrit depuis quelques mois sur ce sujet, qu'ils se fissent aujourd'hui les auxiliaires du gouvernement en facilitant la mise à exécution d'une

pareille iniquité. On le comprendrait d'autant moins que les congrégations entrent d'elles-mêmes dans cette voie où l'opinion les suit et qu'elles ne demandent qu'à être soutenues et encouragées.

Quant à solliciter un avis ou une approbation de Rome, il n'y faut point songer. Le Pape a des préoccupations d'ordre général *qui lui enlèvent la liberté de donner de semblables conseils*, et c'est lui rendre service que de ne les point demander. L'Eglise de France doit dans ces sortes d'affaires prendre elle-même l'initiative et défendre ses intérêts, *sans compromettre le Pape dans ces luttes quotidiennes*.

D'ailleurs, pour le cas présent, le Saint-Siège ne désapprouve pas cette résistance passive, aussi sage que nécessaire, il n'entrave pas le mouvement qui se dessine en ce sens, et Léon XIII a été très affecté du vote du 19 mars contre les congrégations. Il ne peut pas le dire tout haut, et l'y contraindre ce serait aussi funeste que déraisonnable.

Ce dernier paragraphe disait à mots couverts des choses très significatives et de grande importance.

D'abord, c'est bien clair, le Pape ne voulait pas qu'on le consultât. Les Cardinaux n'auraient pas pris sur eux de fermer cette voie.

Il est cependant permis de penser, avec Edouard Drumont, il est certain qu'après les ingérences directes de Léon XIII et les ébranlements déjà causés par sa politique, une direction nette et positive venant de lui pouvait seule maintenir l'union et rendre aux catholiques la confiance qui en est le fruit.

Nous verrons plus tard que, consulté néanmoins et officiellement par certains prélats ralliés, Léon XIII se contenta de faire une réponse diplomatique.

Léon XIII ne voulait pas avoir à se prononcer

ouvertement; il était résolu à ne donner aucun encouragement public à la résistance. Les termes embarrassés dont se servent les Cardinaux marquent bien cette limite: le Pape ne désapprouve pas la conduite qu'ils estiment sage autant que nécessaire. Libre à qui voudra de supposer que le Saint-Père approuve; mais, plus tard, les soumissionnistes, et, avec eux, *l'Univers* contesteront, passionnément, non sans motif, que le Pape ait donné aucune approbation positive à la résistance.

Le résultat était inévitable. Les conciliateurs, s'appuyant sur ses directions générales, et interprétant assez légitimement, il faut en convenir, la réserve diplomatique du chef de l'Eglise, finirent par l'emporter, malgré la résistance d'abord unanime des catholiques, et procurèrent un nouveau triomphe à l'Etat oppresseur.

III. — La résistance combattue au nom des directions pontificales.

L'initiateur de ce mouvement fut Mgr Fuzet, évêque de Beauvais. Sa lettre sur l'acceptation de la loi, dont *la Vérité* cherchait à atténuer la portée, allait avoir des effets retentissants. Elle donna lieu, il est vrai, à des protestations qui honorent singulièrement la majorité des évêques français; mais l'état d'esprit qu'elle révélait et fomentait, les motifs invoqués publiquement par son auteur pour les justifier furent le dissolvant qui, dans cette circonstance comme dans les autres, devait faire tomber l'union et l'énergie.

Voici les principaux passages de cette lettre, adressée à une supérieure de communauté :

Vous avez bien raison de croire à mon affliction. Mon cœur d'évêque s'attriste à la pensée que la loi d'accroissement aggravera vos charges, vous imposera de nouvelles et lourdes privations, diminuera votre action bienfaisante ; et mon âme de patriote s'émeut de voir les questions religieuses agiter indéfiniment le pays, alors que nous ne demandons, avec tous les bons citoyens, qu'à travailler en paix à sa grandeur et à sa prospérité.

Mais vous êtes dans l'erreur de croire que le moment est venu de vous jeter dans une résistance absolue, et dans une opposition ouverte aux mesures prises par les pouvoirs publics.

Je n'ignore pas qu'on vous le conseille. Je n'ai pas à m'occuper de ce qui se fera ailleurs. Dans mon diocèse, j'ai seul la charge de vous donner une direction, et j'ai rempli ce devoir simplement, nettement, n'ayant en vue que le plus grand bien de mes communautés religieuses dans la situation présente, que nous sommes impuissants à modifier.

Il ne me paraît pas que vous deviez résister à l'exécution de la loi jusqu'à oublier dans une résistance bruyante les principes les plus constants du christianisme et jusqu'à sacrifier, par une opiniâtreté stérile, votre vie religieuse et vos œuvres.

Le christianisme nous commande le respect et la soumission à l'égard des puissances établies. Ni l'injustice, ni la tyrannie, ni la violence ne nous exemptent de ce respect et de cette soumission. L'histoire ecclésiastique est pleine de la gloire des martyrs, qui n'opposèrent jamais à leurs persécuteurs que les remontrances respectueuses, sans mutinerie et sans murmures, et des prières ferventes. Une religieuse, moins que tout autre, ne peut ignorer cette doctrine, et ne pas suivre ces leçons.

Je le comprendrais d'autant plus difficilement que je suis convaincu de l'efficacité de la patience, de la douceur,

des larmes et des prières répandues devant Dieu, je ne crois pas au succès des revendications tumultueuses, passionnées, systématiques.

C'est vous dire, Madame la Supérieure, que la seule action que je puisse approuver de votre part et appuyer de tout mon pouvoir, c'est la réclamation légale, sincère, dépouillée de toute apparence d'opposition de parti et de mauvais dessein. Les remontrances pleines d'aigreur et de murmure sont un commencement de sédition qui ne doit pas être souffert, dit Bossuet. On ne voit rien de semblable dans les remontrances que les premiers chrétiens persécutés faisaient aux Empereurs. Tout y est soumis, tout y est modeste, la vérité de Dieu y est dite avec liberté, mais ces discours sont si éloignés des termes séditeux que, encore aujourd'hui, on ne peut les lire sans se sentir portés à l'obéissance. (*Politique sacrée*, liv. II, art. II, prop. VI.)

Laissez-moi ajouter qu'un autre aspect de la question, attentivement considérée, m'oblige à vous donner cette direction pacifique.

Je suis frappé des conséquences désastreuses qu'aurait pour votre congrégation la résistance à laquelle on vous pousse.

Sans doute, les nouvelles charges qui vous sont imposées pèseront lourdement sur vous. Toutefois, elles ne rendront pas impossible l'existence de votre institut. C'est un point qui m'est démontré et sur lequel je base mes appréciations, qui ont, je le répète, uniquement pour objet mon diocèse et les communautés religieuses dont j'ai la garde.

Or, la perception du droit d'accroissement ne mettant pas en péril votre existence, je ne me reconnais pas le droit de vous laisser compromettre votre vie religieuse et vos œuvres.

Cette lettre, rompant l'accord général de l'épiscopat, ne pouvait manquer d'être exploitée par toute

la presse ennemie. La hideuse *Lanterne* s'en empare en des termes bien faits pour inspirer à Mgr Fuzet des inquiétudes, sinon des regrets :

Parmi tous ces hypocrites mitrés qui provoquent ouvertement leur clientèle à se mettre en rébellion contre le droit d'accroissement, sous prétexte que ce droit violerait toutes les lois divines et humaines, *il s'est trouvé un brave homme d'évêque* qui a refusé de s'associer à cette agitation en déclarant qu'il fallait obéir à la loi.

Ce brave prélat, c'est M. Fuzet, évêque de Beauvais, qui vient de faire connaître son sentiment dans une lettre adressée à la supérieure d'une communauté de son diocèse, et dont notre confrère *le Journal de l'Oise* a publié le texte...

Après les assurances formelles données par l'évêque de Beauvais, comment faire croire, maintenant, aux âmes sensibles, dont on s'appropriait à exploiter la crédulité, que le droit d'accroissement est une mesure de persécution destinée à ruiner l'Eglise, comme M. Chesnelong, comme M. Lucien Brun n'ont pas craint de l'affirmer à la tribune du Sénat ?

Ah ! oui, on va être considérablement gêné maintenant pour continuer cette campagne de mensonges...

Le Temps, se plaisant à reprendre dans cette affaire son thème d'« évêque et évêque », comparait, pour exemple, la protestation de Mgr Trégaro à la lettre de Mgr Fuzet. *Le Temps* faisait son bon apôtre en parlant de paix et de conciliation ; il est probable que lui-même ne prévoyait pas devoir se trouver un interprète aussi exact des directions pontificales (4 mai) :

Nous ne songeons pas à mettre en parallèle et en contraste la philippique de M. l'évêque de Séez et la lettre de M. l'évêque de Beauvais. Nous ne songeons pas

d'avantage à demander laquelle des deux manifestations est la plus chrétienne, la plus pénétrée du souffle évangélique, ni la plus conforme aux directions générales données par Léon XIII sur les rapports de l'Eglise avec l'Etat. Il est trop aisé de répondre à pareilles questions. Nous demanderons plutôt laquelle des deux attitudes est la plus propre à maintenir, entre concitoyens, pensant différemment sur les choses religieuses, mais épris de concorde et de paix, l'intégrité des bonnes relations dans la vie civile, laquelle aussi est la plus propre à faire impression sur l'opinion, sur les pouvoirs publics et à obtenir d'eux des modifications équitables à une loi qui a soulevé tant de critiques.

L'un des arguments les meilleurs que certains adversaires de la loi aient fait valoir a été celui-ci : nous ne nous plaçons pas au point de vue politique, mais seulement au point de vue de la justice. Si certains évêques, par la violence de leur langage, fournissent aux journaux l'occasion que ceux-ci cherchent et seront trop heureux de saisir, pour ouvrir une agitation politique, ils empêchent cet argument de produire son effet même après coup et de porter ses fruits, tandis que, si l'épiscopat demeure irréprochable, on pourra faire valoir son attitude à l'appui des réclamations nouvelles qui ne manqueront pas de se produire. C'est ce qu'a très bien compris M. l'évêque de Beauvais.

On ne peut bien juger de la situation compromise par Mgr Fuzet qu'en écoutant les réclamations presque unanimes de l'épiscopat. Ce sont d'abord les remontrances publiques du vénérable cardinal Langénieux. Elles sont d'une grande gravité.

Reims, 4 mai 1893.

Monseigneur,

En présence de l'émotion causée par votre lettre du 18 avril dernier, à une supérieure de communauté reli-

gieuse, il ne m'est pas possible de garder plus longtemps le silence.

Si cette lettre n'avait pas franchi les limites de votre diocèse, elle ne relèverait que de votre conscience. Mais, publiée et commentée maintenant par tous les journaux, elle engage devant le pays tout entier une grave question d'intérêt général. Elle a troublé profondément nos maisons religieuses; elle est de nature à égarer l'opinion publique sur la situation réelle que la récente loi de finances fait à nos congrégations.

Que vous l'ayez voulu ou non, Monseigneur, cet acte épiscopal a eu trop de retentissement et il a paru trop manifestement aux yeux de tous en contradiction avec le sentiment unanime de l'épiscopat, pour que je ne sois pas contraint aujourd'hui de parler et de soumettre à Votre Grandeur, en mon nom propre et au nom de plusieurs de nos vénérés collègues, quelques observations.

Je ne veux pas, Monseigneur, discuter les arguments sur lesquels vous essayez d'appuyer votre conclusion; ils n'ont pas en réalité la force que Votre Grandeur voudrait leur donner. Les textes que vous empruntez à l'Evangile et à Bossuet répondent à des situations tout à fait différentes, et, si les catholiques des premiers siècles, que vous offrez en exemples à vos communautés, avaient cédé, avec ce respect et cette soumission, à toutes les exigences des lois de l'empire, l'Eglise n'aurait pas eu la gloire de compter parmi eux tant de martyrs.

C'est un point qui vous est démontré, dites-vous, que ces impôts d'exception, arbitraires et excessifs, ne compromettent pas l'avenir de vos communautés; et vous décidez en conséquence qu'elles doivent se résigner à les payer pour ne pas sacrifier par une opiniâtreté stérile leur vie religieuse et leurs œuvres.

Il est vraisemblable pourtant, Monseigneur, que les congrégations du diocèse de Beauvais ne diffèrent pas tellement des autres congrégations de France, et l'on est tenté, tout naturellement, d'étendre à toutes le jugement

si rassurant que vous portez sur les vôtres. Vous ne pouvez ignorer cependant que telle n'est pas la conviction de NN. SS. les évêques, et encore moins celle des supérieurs des ordres religieux.

Après de sérieuses études, basées sur des documents très précis, ils ont déclaré, au contraire, que ce régime fiscal doit aboutir, en définitive, pour la plupart des cas, à l'expropriation et à la ruine. N'est-ce pas, d'ailleurs, le but avoué que poursuivent les ennemis de la religion et qu'ils espèrent atteindre ?

Votre Grandeur nous permettra donc de ne partager sur ce point, ni sa façon de penser, ni sa manière d'agir.

Pas plus que vous, Monseigneur, nous ne prêchons la révolte; pas plus que vous, nous n'oublions dans une résistance bruyante les principes les plus constants du Christianisme, « Pères et Pasteurs », nous aussi, nous avons songé à donner à nos congrégations les conseils qu'elles attendaient de nous; et c'est dans l'Evangile, dans les actes des Saints et même dans les écrits de Bossuet, que nous avons trouvé des lumières et des modèles.

Il nous a semblé tout d'abord qu'elles avaient le droit de se réclamer de l'esprit même et de la lettre de la constitution républicaine pour revendiquer, au nom de la justice et de l'équité, l'égalité garantie à tous les citoyens devant l'impôt.

Nous leur avons dit encore qu'elles ne sont point obligées de travailler à leur propre destruction en restreignant leurs œuvres de charité ou d'apostolat pour satisfaire les exigences du fisc : « Les charges que vous imposent la loi dépassent vos ressources; elles sont au-dessus de vos forces, vous ne pouvez les porter; dites-le simplement et laissez faire. »

D'ailleurs, elles ne sont pas libres de disposer de leurs biens grevés de fondations ou affectés par les donateurs à des œuvres déterminées; pas libres non plus de se prêter à l'exécution de telles ou telles dispositions de

l'article 7 de la loi qui vont directement contre les règles monastiques de la plupart d'entre elles. Que le fisc prenne ces biens, qu'il viole ces règles, c'est une persécution qu'elles peuvent subir, mais au devant de laquelle il serait inconcevable d'aller.

Vous dites, Monseigneur, que ces violences nous sont réservées à *bref délai* et que l'Etat, *il n'y a point à s'y méprendre*, ne reculera pas devant ces mesures de rigueur.

Nous voulons croire encore que le gouvernement aura plus de sagesse et qu'il n'aggravera point, par de semblables exécutions dont les premières victimes seraient les petits et les pauvres, l'impression déjà si fâcheuse qu'a faite sur l'opinion publique le vote de cette loi d'injustice et de passion, plus funeste aux véritables intérêts du peuple et de la République qu'à la religion elle-même.

Mais, Monseigneur, quoi qu'il en soit de l'avenir, je ne me crois pas libre en conscience, parce que je suis évêque, de tenir aux congrégations qui me consultent un autre langage, et Votre Grandeur comprendra qu'après sa lettre du 18 avril je me sois vu dans la nécessité de faire publiquement, malgré qu'il m'en coûte, ces réserves et ces observations pour dissiper l'équivoque qu'elle-même avait créée.

Veillez agréer, Monseigneur, avec l'expression de mes regrets, mes sentiments respectueux et tout dévoués en Notre-Seigneur.

B. M. Cardinal LANGÉNIEUX,
Archevêque de Reims.

Le 11 mai, les évêques de Vannes, de Saint-Brieuc et du Mans adressent à Mgr Fuzet une lettre collective :

Saint-Brieuc, le 28 avril 1805.

Monseigneur,
Permettez à trois de vos collègues, réunis pour une

grande cérémonie à Saint-Brieuc, de faire parvenir respectueusement à Votre Grandeur, la sincère expression de la surprise et de la douleur que leur a causées sa lettre du 18 avril, publiée par les journaux.

Il nous semble, Monseigneur, que vous établissez une confusion regrettable entre la législation et la Constitution, entre la loi et le pouvoir.

Que l'on doive rester respectueux à l'égard du pouvoir, même lorsqu'il s'égare, nous ne le contestons pas ; mais que l'on soit dans l'obligation de lui obéir lorsqu'il impose arbitrairement des choses contraires à l'équité naturelle, aux lois divines et ecclésiastiques, il n'est pas un catholique qui puisse soutenir pareille doctrine.

Vous avez sans doute applaudi, comme nous, aux discours éloquents et irréfutables prononcés dans nos assemblées délibérantes au cours de la discussion du projet de la prétendue loi d'accroissement. Les considérations exposées dans votre lettre laissent subsister dans toute leur force les arguments si parfaitement mis en lumière à la Chambre des Députés, au Sénat et dans bon nombre de journaux conservateurs et républicains, pour établir l'injustice d'impôts écrasants et l'impossibilité où la plupart des congrégations religieuses se trouveraient de les payer.

Ces impôts seraient-ils la ruine prochaine ou éloignée des congrégations ?

Vous dites non, pour votre diocèse ; nous disons oui, pour les nôtres, et nous avons mille raisons de croire qu'à part le diocèse de Beauvais, pour lequel vous vous portez garant, les congrégations vont succomber sous le fardeau dont on veut les écraser. Que faire dès lors ?

Vous répondez, en vous adressant, il est vrai, aux seules congrégations de votre diocèse :

Point de résistance ; « donnez plutôt votre robe et votre manteau, la Providence saura vous garder et vous couvrir de sa protection. »

Nous, au contraire, nous dirons aux communautés

de nos diocèses, dont nous connaissons la détresse :

Répondez simplement : « Nous ne pouvons faire ce que la loi exige ; nous sommes dans l'impossibilité de supporter les charges qu'elle nous impose. »

Si Votre Grandeur trouve que cette réponse constitue une résistance bruyante, une opposition ouverte, un défaut de respect et de soumission à l'égard des puissances établies, nous ne pouvons, en aucune façon, partager sa manière de voir.

Les martyrs, ajoutez-vous, n'opposèrent jamais à leurs persécuteurs que des remontrances respectueuses et des prières ferventes ; soit, Monseigneur ; mais ils attendirent, en général, qu'on les jetât en prison ou qu'on les conduisit dans les amphithéâtres.

A leur exemple, nous nous ferions scrupule de manquer de respect aux pouvoirs légitimement constitués ; mais aussi notre conscience nous défendrait de nous soumettre à des exigences contraires à la vérité et à la justice. Lorsque les apôtres disaient fièrement aux magistrats de Jérusalem : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes », ils ne manquaient pas de respect, ils défendaient les droits de Dieu contre les entreprises injustes des hommes.

Envisageant ensuite la question au point de vue des résultats pratiques, vous ajoutez :

« La lutte contre l'État, il ne faut pas s'y méprendre, c'est à bref délai la vente de votre mobilier, la fermeture de votre maison, la dispersion de votre personnel. »

Mais alors, Monseigneur, si la persécution à outrance était décidée, s'il fallait mourir, ne serait-il pas plus sage d'attendre la mort que de se suicider ?

Et, d'ailleurs, les congrégations ne sont pas libres de disposer de leurs biens grevés de fondations et affectés à des œuvres déterminées. Elles ne sont pas libres non plus de se prêter à telles et telles dispositions de l'article 7 de la loi, enquêtes à domicile, expertises mobilières, etc. ; qui vont contre les règlements monas-

tiques de la plupart des congrégations. Que le fisc prenne ces biens de force, qu'il viole ces règles, c'est une persécution que l'on peut subir, mais au-devant de laquelle il serait indigne d'aller.

Beaucoup de bons esprits pensent que le gouvernement, éclairé sur les injustices de la loi, hésiterait à l'appliquer, si toutes les congrégations se retranchaient derrière l'impossibilité matérielle de payer ces nouveaux impôts.

Vous êtes d'un autre avis, puisque vous annoncez de la part de l'Etat de terribles représailles. Permettez-nous de mieux espérer des hommes qui nous gouvernent; la cause des congrégations religieuses est celle de la religion, de la justice et de l'humanité, les trois grandes choses que les hommes du gouvernement tiennent à respecter.

Vous dites, Monseigneur, que la seule action que vous puissiez approuver de la part des congrégations religieuses et que vous appuierez de tout votre pouvoir, c'est la réclamation légale, sincère, dépouillée de toute apparence d'opposition de parti et de mauvais dessein.

Loin de nous la pensée et l'intention de conseiller la révolte. Nous signalons la situation exceptionnelle faite aux congrégations et l'impuissance où elles seraient réduites de payer des contributions exorbitantes.

Vous en appelez à Bossuet. Pouvez-vous croire que Bossuet verrait dans l'attitude des congrégations qui cherchent à se défendre, en invoquant la justice, un commencement de sédition ?

Une voix épiscopale s'étant élevée, il nous a paru juste que d'autres fussent entendues. C'est à cette fin, Monseigneur, que nous publions ces courtes observations.

Veuillez agréer, Monseigneur, l'expression de nos sentiments respectueux et bien dévoués en Notre-Seigneur.

Signé : JEAN-MARIE, Evêque de Vannes ; PIERRE-MARIE ; Evêque de Saint-Brieuc et Tréguier ; ABEL, Evêque du Mans.

En peu de jours, les adhésions publiques à la lettre du cardinal Langénieux arrivent de tous les évêchés. Il serait impossible de les reproduire toutes; cependant nous en placerons quelques extraits sous les yeux du lecteur.

De Mgr Vigne, archevêque d'Avignon, 18 mai :

Votre Eminence avait déjà bien mérité de l'Eglise de France en élaborant, de concert avec le Cardinal archevêque de Paris, les instructions si sages et si fermes qui sont la fidèle expression des sentiments et des légitimes revendications de vos frères dans l'épiscopat.

La lecture de ce document a été pour mon cœur, au milieu de mes continuelles souffrances, une consolation profonde qui augmente ma respectueuse admiration et mon affection fraternelle pour Votre Eminence.

La lettre que votre haute sagesse vous a inspirée d'adresser à Mgr l'évêque de Beauvais accroît encore ma reconnaissance, et je tiens à vous en remercier, cher et Vénéré Seigneur, en adhérant pleinement à l'éloquente protestation que vous opposez à des conseils inspirés par une fausse prudence, de nature à troubler les âmes, à paralyser la résistance, et à donner gain de cause à un gouvernement injuste et sectaire dans ses attentats contre les droits de la justice et de l'équité.

La conscience publique attendait cette protestation, et l'initiative prise par Votre Eminence a été pour elle et pour moi un véritable soulagement.

Grâce à vous, Eminentissime Seigneur, l'union est faite dans l'épiscopat français, et cette union, si longtemps désirée, sera, j'en ai le ferme espoir, le commencement de la résistance qui préparera la victoire définitive de l'Eglise contre l'esprit de mensonge et d'erreur.

De Mgr Bonnet, évêque de Viviers, 20 mai :

Je vous remercie d'avoir ramené le calme dans les

consciences qu'on avait imprudemment troublées et d'avoir affirmé l'union qu'on voulait briser.

Je suis en parfaite communauté de pensées avec Votre Eminence : votre ligne de conduite sera la mienne.

Ce qu'on demande à la plupart de nos congrégations religieuses c'est, sous l'hypocrisie des mots et des formes, un réel suicide : Il peut être héroïque de se laisser arracher la vie, sans essayer de la défendre : ce serait un crime et une folie de se faire soi-même l'agent de sa propre destruction. Où sont les martyrs qui ont poussé la complaisance jusqu'à prévenir l'action du bourreau pour lui épargner la peine de frapper ou pour dérober le pouvoir persécuteur à l'ignominie de leur supplice ?

J'adhère pleinement aussi à cette doctrine que les biens des communautés sont moins une propriété qu'un dépôt sacré, destiné à perpétuer le bienfait social de leurs œuvres et de leurs prières. On peut les leur ravir ; mais qu'on ne leur demande pas de se faire, en les offrant elles-mêmes, les complices d'un vol sacrilège.

Il faut, Eminence, qu'on abuse étrangement de notre langue pour qualifier de rebelles des hommes qui se laissent paisiblement dépouiller et n'opposent à leurs spoliateurs que le pacifique refus de ne pas se dépouiller eux-mêmes. Et il faut qu'on ait bien envie de nous trouver en défaut pour voir un esprit de faction dans le conseil de laisser prendre sans défense des biens qu'on ne saurait livrer sans une sacrilège infidélité.

L'évêque de Nevers écrit, un des premiers, le 8 mai :

Je viens de lire votre lettre à Mgr l'évêque de Beauvais et je me sens pressé de vous remercier, pour ma part, de cet acte de courageuse charité.

Il était nécessaire de ne pas laisser les âmes chrétiennes sous la pénible impression produite par la publication d'un document qui les avait attristées autant qu'il réjouissait les ennemis de l'Eglise. Plus qu'à personne,

il appartenait à Votre Eminence de se faire l'interprète des sentiments de l'Episcopat français, dont l'union s'affirme en ce moment d'une façon si consolante.

Ce devoir, à certains égards douloureux, Votre Eminence l'a rempli avec une fermeté et une modération également admirables. Votre lettre est, en même temps qu'un soulagement pour les consciences, un très grand service rendu à la cause de nos chères congrégations religieuses indignement persécutées. On ne saurait mieux définir en quelques lignes la situation illégale et désastreuse qui leur est faite, et l'attitude que la foi et le bon sens leur conseillent de prendre pour sauvegarder leurs droits, leurs œuvres et leur vie.

J'adhère sans réserve aux principes de doctrine et aux règles de conduite que Votre Eminence formule avec tant de sagesse ; je n'en ai pas d'autres à proposer aux communautés de mon diocèse.

Du même jour, l'évêque d'Aire et Dax :

Je viens de lire votre lettre à Mgr Fuzet et je voudrais pouvoir, en motivant mon appréciation, vous exprimer ce que je pense du magistral jugement que porte Votre Eminence sur un acte épiscopal qui a dû causer un si douloureux étonnement à tous les catholiques sérieux, et n'a rencontré jusqu'ici, que je sache, d'autre approbation que celle des ennemis de la religion.

Mais, au milieu des courses incessantes de ma visite pastorale, j'ai à peine le temps de tracer quelques mots à la hâte. Je me bornerai donc, Eminence, à vous dire qu'à mon sens votre lettre sera un soulagement pour la conscience publique, et à vous en offrir mes bien vifs et bien respectueux remerciements.

Je le fais, non seulement en mon nom, mais aussi en celui de mon clergé que je sais justement alarmé de mesures qui ne tendent à rien moins qu'à l'ancantissement des congrégations religieuses, dont le concours est si pré-

cieux, je pourrai peut-être même dire si indispensable à notre ministère.

Les évêques de Moulins (9 mai), d'Autun (7 mai), Saint-Brieuc (8 mai), Troyes (10 mai), de Pamiers (15 mai), Montauban (11 mai), Coutances (11 mai), Blois (14 mai), Saint-Dié (13 mai), Nîmes (23 mai), Quimper (5 juin), Fréjus (26 mai), Tulle (7 juin), adressent au cardinal Langénieux des lettres semblables.

Ceux d'Auch, Besançon, Bourges, Cahors, Luçon, Montpellier, Périgueux, Poitiers, Rouen, Carcassonne, Grenoble, Toulouse, Versailles adhèrent par la voix de leurs semaines religieuses.

La lettre de Mgr Cotton, évêque de Valence, est une pièce magistrale :

Eminence Révérendissime,

Dans une note devenue publique et dans une lettre qui restera mémorable, vous avez indiqué à l'épiscopat la ligne de conduite à suivre relativement à la nouvelle loi qui frappe les congrégations. Quoique mes vénérables collègues et mon clergé sachent d'avance quels sont mes sentiments à cet égard, je me fais une obligation de déclarer hautement que j'adhère sans restriction à cette ligne de conduite, qui est assurément la plus digne et la plus conforme à nos droits et à nos devoirs.

D'ailleurs les raisons alléguées par ceux qui ne partagent pas nos idées me paraissent si peu concluantes qu'elles m'affermiraient dans mes convictions plutôt que de les ébranler.

Le conseil de ne pas payer l'impôt d'abonnement constitué, nous dit-on, une véritable déclaration de guerre à l'égard de l'Etat. Je demande pardon à Votre Eminence de me servir ici d'une expression vulgaire ; mais c'est l'éternel argument du lapin qui a commencé les hostilités.

Comment donc ? Les loges maçonniques ont décrété la loi scolaire, c'est-à-dire l'oppression de la conscience des pères de famille, l'aggravation insensée de nos charges budgétaires, l'athéisme sous l'étiquette de la neutralité, la multiplication effrayante des crimes qui en sont la conséquence.

Sous le prétexte hypocrite d'établir une égalité dont les sectaires se soucient aussi peu que de la liberté, et d'accroître la force de notre armée qui n'a pas besoin de cet appoint ridicule pour être forte et respectée, on a voté la loi militaire dont le but réel est de tarir la source des vocations ecclésiastiques, et d'empêcher le recrutement des religieux voués à l'enseignement.

Après avoir essayé de pervertir l'enfance, on a voulu corrompre et détruire la famille en votant la loi du divorce, qui brise les liens les plus sacrés et qui favorise les plus honteuses passions.

Puis est venue la loi sur les fabriques, qui met entre les mains du pouvoir civil l'administration des biens de l'Eglise, dont le Concordat, issu pourtant de la Révolution, avait respecté les droits d'une manière incomplète, il est vrai, mais à peu près suffisante.

Voici maintenant la loi d'abonnement, qui est la négation la plus audacieuse de l'égalité des citoyens devant l'impôt et devant la loi, puisqu'il n'y a plus pour les congrégations de recours possible devant les tribunaux et qu'elles seront jugées désormais par les auteurs mêmes de la loi, c'est-à-dire par leurs ennemis les plus incapables. L'égalité est pourtant un des dogmes fondamentaux de la République. Que conclure alors ? Sinon, comme l'a dit un vaillant prélat, que nous ne sommes pas en République, mais en franc-maçonnerie.

Les hommes honnêtes de tous les partis ont qualifié cette loi d'injuste, d'arbitraire, de spoliatrice, d'attentatoire aux droits les mieux établis des religieux et des catholiques français. Peu importe ! Il faut à tout prix ruiner les congrégations, les détruire pour peupler les écoles

laïques et les bagnes, jeter sur les pavés les milliers d'orphelins et de pauvres vieillards qu'elles assistent : ainsi le veulent les loges.

Et après tous ces attentats contre Dieu et son Eglise, contre la famille et les âmes, on viendra nous dire ! Prenez garde ! En donnant le conseil de ne pas payer l'impôt d'abonnement, vous faites une véritable déclaration de guerre à l'État. Mais il y a vingt ans que la guerre est déclarée. Dites-nous donc quels ont été les véritables agresseurs ? A moins que la défense très modérée de nos droits les plus légitimes ne mérite le nom d'attaque et de rébellion. Quand un citoyen quelconque croit qu'on l'a trop chargé d'impôts, n'a-t-il pas le droit de réclamer, et si justice ne lui est pas rendue, n'a-t-il pas le droit de laisser saisir son mobilier ! Les congrégations ne sont pas de pire condition que les simples particuliers, et c'est tout ce qu'on leur conseille de faire.

— Songez donc que cette résistance passive va irriter les pouvoirs publics !

Nous y pensons ; mais nous sommes sûrs qu'ils ne seront jamais plus irrités qu'ils n'ont été haineux envers nous depuis qu'ils ont poussé ce cri de guerre : « le Clericalisme, voilà l'ennemi ! »

— Néanmoins il convient de céder, de payer le nouvel impôt, quelque onéreux qu'il soit, puis de faire entendre des remontrances respectueuses, et d'user des droits de revendication régulière, pour corriger les abus de cette législation fiscale. En d'autres termes : Allez au devant de la spoliation ; prêtez les mains à cette injustice criante, veuillez tenir complaisamment un des bouts de la corde qui doit vous étrangler ; laissez-vous couper la tête ; vous réclamerez ensuite ! — Si les choses se passaient ainsi, le fisc lui-même serait pris d'un accès de gaîté folle, en présence de cette naïveté qui enlèverait à son rôle tout ce qu'il a d'odieux.

Pouvons-nous compter sérieusement sur l'efficacité des remontrances respectueuses et des revendications régu-

lières ? On les a faites, renouvelées, multipliées, même avant la promulgation des lois fatales qui nous oppriment. A quoi ont-elles abouti, et quel en a été le résultat ? Ont-elles touché le cœur des ennemis de l'Eglise, et les ont-elles arrêtés dans la voie de la persécution ? On dirait, au contraire, que notre longanimité ne fait qu'exciter leur rage. Hier encore, un député, dont le nom semble le prédestiner à la mission qu'il se donne, ne faisait-il pas accepter à la représentation franc-maçonne une loi qui voudrait interdire au clergé toute action moralisatrice sur l'armée, dont la foi soutient l'honneur et centuple le courage ? Et cela, au moment où nos soldats meurent de la fièvre ou se font tuer au Tonkin et à Madagascar, sans autre soutien que l'amour de la patrie entretenu par les espérances chrétiennes ! Non, nous n'obtiendrons rien de ces hommes sans foi, tant que nous ne joindrons pas aux revendications de la justice et du droit une action ferme et constante autant que pacifique et légale.

Qu'on ne vienne pas nous dire que cette conduite est en opposition avec les prescriptions du Souverain Pontife ; elle y est, au contraire, absolument conforme. Il veut dire que nous respectons l'autorité, que nous acceptons le gouvernement que le pays s'est donné, sans nous inquiéter de rechercher s'il est issu de la volonté nationale, ou des falsifications du scrutin. Nous l'acceptons, et nous croyons qu'un gouvernement sincèrement républicain pourrait être aussi bon qu'un autre. Mais il nous prescrit, en même temps, de combattre, par tous les moyens permis, les lois attentatoires aux saintes libertés de la conscience et de l'Eglise.

C'est ce que nous voulons faire. *Ah ! si, dès le début et à l'exemple de l'épiscopat belge, l'épiscopat français s'était levé comme un seul homme pour condamner les lois scélérates, les fauteurs des mauvaises doctrines, les lecteurs, les détenteurs, les propagateurs des livres condamnés par l'Eglise, nous n'en serions*

*pas où nous sommes. Mais il est peut-être encore temps de nous ressaisir, et c'est à vos sages conseils, à vos courageux exemples, Monseigneur le Cardinal, que nous serons redevables de cette union qui fera notre force. Soyez-en béni ! On pourra peut-être exercer contre nous de cruelles représailles ; mais cela ne saurait nous intimider. Nous nous rappellerons nos ancêtres dans la foi : saint Ambroise, saint Jean Chrysostome, saint Apollinaire de Valence, saint Grégoire VII, les martyrs, les confesseurs des siècles qui nous ont précédés ; armés de cette noble et fière devise : *Fais ce que dois, advienne que pourra*, nous subirons, s'il le faut, toutes les injustices des hommes, sans cesser de compter sur la miséricorde de Dieu et sur le triomphe de sa cause.*

Daigne Votre Eminence, agréer, avec l'hommage de ma vive gratitude, celui de ma vénération profonde et de mon humble dévouement.

CHARLES,
Evêque de Valence.

Valence, 26 mai 1895.

Mgr Fuzet n'avait point convenu des reproches que le cardinal Langénieux faisait à sa lettre. Dès le 8 mai, il lui adressait une justification tirée des directions pontificales. Mais avant de citer cette pièce extrêmement suggestive, il ne sera pas inutile de rappeler que l'évêque de Beauvais avait, un des premiers, adhéré publiquement au fameux toast d'Alger. On lit dans l'ouvrage anonyme *Du Toast à l'Encyclique*, qui a pour auteurs MM. Georges Goyau et Jean Bruhnes :

L'adhésion de Mgr Fuzet, évêque de La Réunion, suivit immédiatement. Il venait de voir Léon XIII, et de Rome même il écrivait au Cardinal Lavignerie :

« Hier, le Souverain Pontife m'a dit : « Vous devez être content du toast du cardinal Lavignerie. » Je lui ai

répondu : Très Saint-Père, le cardinal a rendu à l'Eglise des services signalés : je ne crois pas qu'il lui en ait rendu de plus considérables que celui qui résultera de ces mémorables paroles.

« Et je me suis permis d'insister sur la nécessité où nous sommes, dans l'intérêt supérieur de l'Eglise, de nous dégager des partis monarchiques, impuissants à rien conserver, à rien fonder, même lorsqu'ils oublient les lois de la conscience jusqu'à s'abaisser à ramasser les armes déshonnêtes de la corruption et de la conspiration.

« C'est vous dire, Eminence Révérendissime, que j'adhère complètement à votre toast.

« Sans doute, les intransigeants de droite et de gauche se récrient déjà, ceux-ci par peur de voir l'apaisement religieux leur enlever leur plate-forme électorale, la guerre au cléricalisme, ceux-là par dépit de voir leur échapper le seul moyen d'influence qui leur restait, ou par un point d'honneur qui les attache à un drapeau vaincu, dans les plis duquel ils veulent s'ensevelir (1). »

La thèse de Mgr Fuzet causera probablement de la surprise à ceux qui n'ont pas pénétré l'esprit du ralliement. Elle dit simplement ceci : Les directions pontificales, c'est l'acceptation de la loi ; toute résistance leur est contraire ; les évêques qui protestent tombent sous le coup des reproches faits par le cardinal Rampolla au journal *la Vérité*.

Quant à la distinction entre la législation et la Constitution, on voit ce qu'il en reste.

Le 8 mai 1893.

Eminence,

Je ne m'arrêterai pas à discuter sur quelque interprétation de faits et de textes accessoires. L'argumenta-

(1) Pages 24 et 25.

tion serait facile. Nous nous trouvons en présence de questions d'une importance capitale, qui doivent absorber notre attention. Je m'y restreins. *Il ne s'agit, en ce moment, de rien moins que de savoir si l'Eglise de France va abandonner son attitude pacifique et perdre les résultats acquis des directions pontificales, pour entrer en campagne ouverte contre le gouvernement et s'engager dans un effrayant inconnu.*

La lettre de Votre Eminence indique que l'on est sur le point d'adopter une orientation contraire à celle de ces dernières années.

A la recherche de l'entente, on veut substituer la poursuite de la rupture, et à la préoccupation de l'apaisement, l'organisation de la lutte.

Votre Eminence ne me reprochera pas d'exagérer sa pensée. A Dieu ne plaise que je prête des desseins qui lui sont étrangers à un prince de l'Eglise, dont le caractère est si connu et si vénéré! Mais il n'y a pas lieu de se tromper sur vos intentions.

En effet, le conseil de ne pas payer l'impôt d'abonnement, donné à cent cinquante mille religieux et religieuses, qu'appuieraient cinquante mille prêtres séculiers et des millions de catholiques, constitue, qu'on le veuille ou non, *une véritable déclaration de guerre à l'égard de l'Etat.*

On ne veut pas que ce soit une rébellion. Ce n'est pas de la résistance active, dit-on, c'est seulement de la résistance passive. On trouve que c'est un terme moyen entre la soumission et la révolte bruyante.

Peu important ici les mots et les classifications théoriques.

En fait, cette grève fiscale, si elle se réalise au mois d'octobre prochain, sera un acte d'hostilité qui pourra être qualifié d'extraordinaire.

Voilà où nous en sommes. *La lettre de Votre Eminence se trouve à l'extrémité opposée de la lettre adressée par le cardinal Rampolla au journal la Vérité.*

Qu'est-ce qui a déterminé un revirement si complet?

Personne ne l'ignore; ce qui l'a déterminé, c'est l'adoption par les pouvoirs publics de la loi d'abonnement, fâcheux héritage d'un passé de division qui se liquide péniblement, essai d'amélioration mal préparé et très imparfaitement réalisé.

Fidèle à des sentiments invincibles qui m'inclinent à rechercher dans la concorde de l'Eglise et de l'Etat, un des principaux éléments de la prospérité de la religion et de la patrie; toujours docile aux directions pontificales, qui nous recommandent d'apporter, dans nos relations avec le gouvernement de la République, autre chose qu'un vain respect, je ne me résigne pas à renoncer, même sur la parole révéralée de Votre Eminence, à une attitude et à des idées qui me semblent conformes aux traditions de l'Eglise et aux nécessités du temps. Il y aurait, de ma part, incohérence et trahison à proclamer la faillite d'une politique ecclésiastique que je tiens pour bonne et grande, même dans la situation actuelle.

J'ai donc déclaré, sous ma responsabilité hiérarchique et dans les limites restreintes de mon autorité, qu'il n'y avait pas lieu, à propos de la loi d'abonnement, de délaissier les voies pacifiques suivies jusqu'ici. J'estime qu'il convient de céder, de payer le nouvel impôt, quelque onéreux qu'il soit, puis de faire entendre des remontrances respectueuses et d'user des droits de revendications régulières pour corriger les abus de cette législation fiscale.

Vous pensez, Eminence, que ce serait une manière d'agir *inconcevable*, et vous conseillez aux congrégations de ne pas payer, et d'opposer une résistance passive — une résistance qui ne sera pas bruyante, peut-être parce qu'elle ne mettra en branle que quelques milliers de communautés à la fois, ni active parce qu'elle n'opposera aux agents du fisc que la force d'inertie.

Quelque déférence que j'aie pour la personne de Votre Eminence, elle me permettra de dire que je ne me crois pas en droit de suivre une telle indication : je dirai même davantage ; je ne crois pas qu'il appartienne à un pasteur particulier de la donner.

Il faut une autorité souveraine pour infirmer une autorité souveraine. Sans doute une loi injuste n'oblige pas, mais il n'appartient pas à des particuliers de décréter l'injustice et l'inexécution des lois et de se dégager eux-mêmes, et surtout de dégager la communauté chrétienne, des obligations envers l'Etat. Il n'appartient pas à des prélats, si élevés qu'ils soient en mérite et en dignité, de suspendre les conditions normales de la société et de dénoncer le pacte social. C'est là une *cause majeure* entre toutes, qui échappe, et doit échapper, à la juridiction épiscopale.

Quelle que soit d'ailleurs l'opinion qu'on puisse avoir sur cette question de principe je pense qu'en pratique ce n'est pas le moment, devant les attaques violentes dont la société est l'objet, de donner l'exemple, le premier exemple, d'un refus organisé de l'impôt (car ne vouloir pas payer l'impôt, c'est le refuser) et d'ouvrir une brèche par laquelle l'ennemi pourrait s'introduire dans la place assiégée.

On ne nous le permettrait pas.

Assurément, ce n'est pas sans raison que vous en arrivez, Eminence, à conseiller une opposition qu'on peut, sans exagération, appeler formidable. Vous puisez votre conviction, et le courage de lui donner une conclusion pratique si redoutable, dans la croyance « que les communautés religieuses ne sont pas libres de disposer de leurs biens, grevés de fondations ou affectés par les donateurs à des œuvres déterminées, pas plus qu'elles ne peuvent se prêter à l'exécution de certaines dispositions de la loi qui vont directement contre les règles monastiques de la plupart d'entre elles ».

Est-ce bien le cas de prononcer le *non licet* et le *non possumus* ?

Hélas ! il y a longtemps que les fondations ne sont plus respectées par le fisc, et que les règles monastiques sont contrariées par les dispositions légales ; il n'y a que trop d'occasions d'accorder des dispenses sur ces deux points, et il n'a pas été défendu jusqu'ici au pouvoir ecclésiastique de régulariser les situations anormales. Si des intérêts supérieurs le demandent, les dispenses et les autorisations ne feront pas plus défaut dans le présent que dans le passé.

Il n'y a rien, dans l'espèce, qui excède les pouvoirs de l'Eglise. Elle a assuré la tranquillité des consciences en des circonstances autrement graves, lorsqu'il s'est agi, par exemple, à l'époque du Concordat, des biens et des personnes ecclésiastiques. Toute proportion gardée, on peut dire, sans crainte de témérité, qu'il ne serait nullement extraordinaire d'obtenir, s'il y a lieu, et si, comme je le crois, les raisons sont suffisantes, les facultés nécessaires pour l'exécution de la loi, en attendant son amélioration : tandis qu'il serait malaisé de poursuivre l'approbation du refus général d'impôt, qui créerait un *casus belli* entre la France et le Vatican, et entraînerait peut-être le retrait immédiat de notre ambassadeur près le Saint-Siège.

Votre Eminence le voit, je ne me mets pas dans une situation équivoque, mais dans une situation droite et franche.

Je ne me fais pas à l'idée que l'on puisse se jeter, à la suite de la loi d'abonnement, dans une hostilité des plus périlleuses, et je ne vois pas, dans les éléments du litige, des difficultés de conscience irréductibles.

Vous voulez bien m'informer que NN. SS. les évêques partagent votre sentiment, que de sérieuses études ont été faites, qui ont dicté cette résolution. Soit. Cependant c'est bien l'avantage des congrégations que vous poursuivez, n'est-ce pas ?

Sera-t-il assuré par la résistance ?

Nous sommes au cœur même de la question.

Oui, dit-on, parce qu'on parviendra à faire reculer le gouvernement.

Est-ce sérieusement qu'on le dit?

Qui ne voit que l'émotion soulevée par ce débat se répercute dans tous les rangs du parti républicain. Il refait sa concentration à cette occasion. *Les modérés déclarent qu'ils ne soutiendront pas le parti de la résistance.* L'opinion publique ne se soulève pas, et rien ne permet d'espérer qu'elle sera entraînée par un de ces courants irrésistibles qui modifient les situations politiques.

Nous resterons seuls et faibles en présence de nos adversaires nombreux et tout-puissants.

Mais alors, pourquoi livrer une bataille, non nécessaire par le devoir et l'intérêt, qui doit aboutir à une défaite? et quelle défaite? Puis, pour l'avenir, que peut-on attendre des pouvoirs publics, bravés, irrités. N'avons-nous pas assez subi de cruelles représailles?

La résistance ne peut qu'empirer une condition déjà malheureuse, et il ne me paraît pas habile, pour éviter un danger, de se précipiter dans un péril plus grand. On ne jette pas le navire sur les récifs pour échapper à l'orage. On ne tue pas le malade parce qu'il est gravement atteint. Pourquoi donc pousser les congrégations dans une voie fatale, parce qu'elles sont frappées par la loi d'abonnement?

Ma conviction, plus profondément enracinée que jamais, est que, dégagés des périls d'une résistance aveugle et d'une opiniâtreté stérile, nous pouvons obtenir, par une action constante, sincère, intelligente, que la situation faite aux congrégations religieuses soit relevée. Au contraire, en dehors de cette conduite, il ne faut nous attendre qu'à un désastre.

Votre Eminence exprime l'espoir que le gouvernement ne poussera pas les choses à l'extrême et qu'il aura la sagesse de ne pas aggraver une situation déjà pleine de difficultés.

Je ne sais si votre espoir se justifie, puisque vous ne voyez, d'une part, que des partisans résolus de l'expropriation et de la ruine des ordres religieux et, de l'autre, des tenants d'une résistance inflexible.

Pour moi, je compte sur l'apaisement du litige, parce que *je ne crois pas aux mauvais desseins de tous parmi les premiers, ni au parti-pris de tous parmi les seconds*. Entre adversaires loyaux, il y a place pour une entente avantageuse aux uns et aux autres.

Nous avons quelques mois de répit devant nous; les pessimistes le constatent eux-mêmes. Mettons-les à profit pour faire entendre des paroles de conciliation et de paix, pour hâter, par de sages réclamations, le redressement des torts dont nous souffrons. Le temps accommode beaucoup de différents. On réfléchit, on examine le pour et le contre, on se refroidit, on revient des résolutions prises *ab irato* et des entraînements inconsidérés. J'aime à penser qu'au mois d'octobre la résistance active sera réprouvée (il n'en est même plus question maintenant) et que la résistance passive ne sera ni générale, ni poussée loin.

Si le conflit, au lieu de s'épuiser, ne faisait que s'accroître, j'en éprouverais un profond chagrin. Rien ne me serait plus douloureux que de voir la lutte religieuse rouverte, les relations de la France et du Vatican compromises, les nombreuses communautés de mon diocèse, pour ne parler que de ce qui me concerne, livrées à l'agitation, à l'incertitude, aux répugnants incidents de la procédure fiscale.

Il me resterait du moins la satisfaction de penser que je n'ai rien négligé pour éviter cette calamité, et je trouverais ma consolation à travailler avec un nouveau courage à remédier à des maux que d'autres auront déchaînés.

Une dernière réflexion.

Pourquoi Votre Eminence serait-elle choquée de la publicité donnée à ma lettre du 18 avril?

Il n'y a rien de secret dans la mesure qui nous occupe. Elle est d'ordre public et sans aucun caractère confidentiel. Les orateurs en ont parlé dans les deux Chambres, les journalistes en ont saisi l'opinion, les jurisconsultes en ont délibéré dans leurs réunions, les religieux en ont traité dans plusieurs Assemblées. Cette lettre n'a engagé aucune question qui ne fût déjà posée, et n'a dévoilé aucun détail qui ne fût déjà connu.

Il est vrai que ma lettre a exprimé une opinion que ne partage pas Votre Eminence.

Je regrette de ne pas me trouver en communion d'idées avec mon illustre métropolitain. Mais j'ai le droit, en la matière, d'exprimer un avis personnel et indépendant. Or, qui use de son droit, dit la jurisprudence, ne fait injure à personne.

Que si ma lettre émeut certaines communautés et les arrête dans leurs velléités de résistance, je ne saurais le déplorer. Nous ne recherchons les uns et les autres, serviteurs dévoués de l'Eglise et de la France, qu'un seul et même résultat.

Nous voulons, unanimement, et d'un zèle égal, arriver à l'amélioration de la situation faite aux congrégations. Où nous nous séparons, c'est dans le choix des moyens. Comment pourrai-je n'être pas satisfait, que ma méthode, celle que je juge conforme au devoir et que j'estime seule réalisable, fixe l'attention des personnes les plus intéressées à sauvegarder leur vie religieuse et leurs œuvres admirables dont cette vie est le foyer ?

Veuillez agréer, Eminence, l'hommage de mon profond respect.

FRÉDÉRIC,
Evêque de Beauvais.

IV. — Les réponses de Rome et le désaccord des Congrégations.

L'impérieux besoin de conciliation qui tourmen-

tait certains prélats, partagé par plusieurs agents de la politique du ralliement, et même par quelques représentants des Congrégations, devait rompre l'unanimité avec laquelle celles-ci avaient d'abord résolu d'adopter l'*attitude passive*.

Ils se tournèrent du côté de Rome, avec l'espoir instinctif d'y trouver un point d'appui.

Si l'on compare les réponses qu'ils en obtinrent aux exigences de la situation, on aura sous les yeux un triste tableau.

Ces réponses comprennent deux lettres de la Secrétairerie d'Etat. Le nom des deux prélats qui les avaient sollicitées serait à lui seul un indice. C'était le cardinal Maignan (1) et le cardinal Lecot. Les dates correspondent aux deux phases de l'affaire. La réponse à l'archevêque de Tours est datée du 3 mai 1895; c'est l'époque où tout est encore à la résistance. Celle adressée à l'archevêque de Bordeaux est du 13 septembre, elle suit la publication du mémoire de M. Leuchet, et tombe au milieu des discussions passionnées qui mettent aux prises

(1) *Le Journal d'Indre-et-Loire* du 9 mai disait :

Tous les cardinaux de France ne sont pas aussi indociles à l'inspiration de M. Ribot que le cardinal Langénieux.

Nous en connaissons un qui reste muet comme un bœuf, mais qui fait silencieusement ce que dit tout haut l'évêque de Beauvais.

Un ecclésiastique se présente chez les supérieurs des communautés dépendantes de l'Ordinaire, et lit une lettre de Son Eminence de Tours terminée par une bénédiction, mais conseillant « aux saintes filles » de ne point s'entêter dans une résistance dangereuse et inutile. Payer et prier pour ses persécuteurs ! Son Eminence comme l'évêque de Beauvais, ne voit rien de mieux à faire, et tient à ce que « ses saintes filles » ne l'ignorent point.

Puis, la lettre lue, l'ecclésiastique, avec une circonspection justement admirée, la remet dans sa poche.

Ainsi font les princes de l'Eglise qui n'ont pas protesté contre la loi d'accroissement. Pourvu, grand Dieu, qu'ils n'aient que de rares imitateurs parmi ceux qui protestent !

les partisans de la résistance et les soumissionnistes.

La lettre au cardinal Maignan trahit à chaque mot l'embarras de la situation :

Eminentissime et Révérendissime Seigneur.

La lettre que Votre Eminence a adressée au Saint-Père, le 2 avril dernier, m'est parvenue, ainsi que celle que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer le 9 du même mois. Le désir d'informations plus étendues sur la nouvelle loi au sujet de laquelle m'écrivait Votre Eminence m'a empêché, à mon grand regret, de vous répondre plutôt.

Les informations qui nous arrivent tous les jours nous font voir de plus en plus que la question à laquelle donne lieu la loi qui règle les nouveaux impôts sur le bien des congrégations est extrêmement grave et délicate, à cause des aspects divers qu'elle présente et des conséquences qui pourraient en résulter. Mais je me complais dans la pensée que les évêques et les supérieurs généraux des congrégations religieuses, ayant une connaissance plus exacte des établissements placés sous leur dépendance et de toutes les circonstances locales, sont le mieux en état d'apprécier la ligne de conduite à tenir quant à l'application des lois sur le nouvel impôt.

Pour arriver à cette appréciation, et pour choisir le meilleur parti à prendre, il suffira aux évêques et aux supérieurs généraux de considérer la question à tous les points de vue, avec un esprit calme et débarrassé des premières impressions. Il ne leur sera pas difficile d'éviter des résolutions risquées et prématurées, d'autant que plusieurs mois nous séparent du moment où il faudra prendre une décision, puisque, selon la loi, il y a encore six mois avant le paiement de l'arriéré et presque une année pour acquitter la taxe du présent exercice.

Personne n'ignore combien il serait inconvenant et périlleux de procéder, dans les diverses congré-

gations, d'une manière différente et contradictoire.

Aussi le Saint-Père désire vivement que les évêques et les supérieurs d'ordres mettent toute leur sollicitude à déterminer avec entente une ligne de conduite uniforme, digne et conduisant à de bons résultats.

Assuré que Votre Eminence mettra au service de cette affaire ses soins intelligents et son zèle accoutumé, je lui baise humblement les mains et l'assure à nouveau de mon profond respect et de ma vénération.

De Votre Eminence, le très humble et très dévoué serviteur.

M. Cardinal RAMPOLLA.

Il serait difficile de rien ajouter, ni peut-être de beaucoup reprendre aux appréciations de cette lettre qui remplirent la presse.

Voici, par exemple, ce que dit *le Journal des Débats* :

« Les évêques de France, ou du moins quelques-uns d'entre eux étaient partis en guerre un peu vite. C'est ce que le cardinal Rampolla leur dit avec une grande douceur dans la forme, mais une parfaite netteté. Pour le Saint-Siège, la question n'est pas encore mûre. »

Enfin, il donne aux évêques un dernier conseil ; il exprime au nom du Saint-Père un dernier désir, à savoir que les diverses congrégations ne se prononcent pas d'une manière différente et contradictoire, et que les évêques et les supérieurs d'ordres religieux, « mettent toute leur sollicitude à déterminer avec entente une ligne de conduite uniforme, digne, et conduisant à de bons résultats ».

On demandait si Rome parlerait dans cette affaire : Rome a parlé. Elle regrette évidemment les démonstrations hâtives qui ont eu lieu. Elle les attribue à l'influence de ces premières impressions dont il faut toujours se défier. Elle recommande le calme et l'union.

Elle assure que le moment n'est pas venu de prendre un parti définitif. Ce sont là de sages conseils, et nous espérons bien que la grande majorité de nos évêques et des supérieurs des congrégations sauront en comprendre l'esprit, et n'hésiteront pas à s'y conformer.

Le Matin, qui passe pour être, en matière, l'écho de la direction des cultes, est plus perfide encore :

Les cardinaux archevêques de Paris et de Reims avaient écrit au Saint-Père, moins pour lui demander des conseils que pour lui fournir des indications sur la conduite à tenir, en présence de la taxe d'abonnement. Il est possible que Léon XIII ait profité des avertissements déguisés contenus dans les lettres des deux princes de l'Eglise. Mais il ne leur a rien fait répondre. Au contraire, le Pape s'est adressé au cardinal Maignan, archevêque de Tours, dont la lettre, beaucoup moins superbe, implorait l'avis et la direction du chef de l'Eglise.

On saisira tout d'abord cette nuance. Le cardinal Rampolla écrit, par ordre du Pape, à un prélat que la presse religieuse n'a cessé d'abreuver de plus d'outrages qu'elle n'en inflige aujourd'hui même à l'évêque de Beauvais.

Il va sans dire que Léon XIII ne saurait approuver des taxes que les républicains eux-mêmes, en très grand nombre, estiment excessives et vexatoires.

Mais la lettre pontificale n'accorde aucun encouragement aux impatients et aux violents. Les furieux polémistes d'une certaine presse, à moins d'avoir l'audace intéressée du journal la Croix, auront beau torturer le texte; ils n'y trouveront rien qui autorise et confirme leurs appels à la rébellion.

Le Pape laisse aux évêques et aux supérieurs généraux le soin d'apprécier « les circonstances locales », de « considérer tous les points de vue avec un esprit

calme et désintéressé des premières impressions ». Il met en garde les catholiques contre les résolutions risquées et prématurées.

On a du temps devant soi ; six mois ! Toute la politique romaine est en ces mots.

On est patient quand on se croit éternel. Six mois pour payer ses dettes, un an pour acquitter l'impôt..... D'ici là, comme dit La Fontaine...

En terminant, le Pape souhaite que les évêques s'accordent pour tenir une ligne uniforme, digne et utile. Il taxe d'inconvenantes les divergences qui pourraient s'affirmer publiquement.

La lettre, enfin, ne contient aucun remerciement aux « zélés ».

Les impatients et les enragés n'ont donc pas l'approbation romaine.

Le Temps dit :

Rome n'a pas voulu se laisser forcer la main. Elle intervient sans retard, non sans doute pour trancher au fond la question, mais pour empêcher qu'on ne la tranche sans elle, par des résolutions téméraires et prématurées, elle intervient pour calmer les ardeurs belliqueuses, et laisser la réflexion et le sang-froid succéder dans tous les esprits aux impressions premières et aux mouvements d'un zèle mal éclairé.

Le nom du prélat à qui la lettre est adressée est tout d'abord extrêmement significatif. Ayant à faire entendre des conseils de temporisation et de prudence, le cardinal Rampolla les envoie aux membres du haut clergé le mieux disposé à les écouter et à les interpréter sainement. On sait que le cardinal Meignan est l'un des esprits les plus instruits, les plus tolérants, les plus pacifiques de l'épiscopat français. *Ce n'est sans doute pas au hasard, et sans choix que la curie romaine, entre tant de correspondants qui sollicitaient une réponse, a donné la préférence à celui-là.* La lettre du Cardinal Ram-

polla est inspirée par l'esprit politique le plus réservé, et le plus circonspect. On comprend très bien que Rome ne puisse pas se prononcer purement et simplement en faveur de l'obéissance à une loi fiscale dont beaucoup de républicains confessent le caractère excessif en plusieurs points. C'est beaucoup à notre avis qu'elle ne la condamne pas formellement.

Tout dans cette lettre, au contraire, est calculé pour prévenir des résolutions définitives prises *ab irato* pour dépouiller la question de tout caractère politique et ne lui laisser que celui qu'elle doit avoir, d'un procès portant sur des intérêts matériels entre l'Eglise et l'Etat. L'auteur de la lettre ne conteste point que les évêques et les supérieurs des congrégations « ayant une connaissance complète de tous les établissements placés sous leur dépendance, et de toutes les circonstances locales, ne soient bien placés pour apprécier la ligne de conduite à tenir ». Il ne leur écrit pas pour leur prescrire cette ligne de conduite, mais pour leur donner des conseils, qui, tous, vont à les mettre en garde contre trop de précipitation et d'emportement.

Les informations qui nous arrivent, dit-il, nous font voir de plus en plus que la question est extrêmement grave et délicate, à cause des aspects divers qu'elle présente et des conséquences qui pourraient en résulter... Il faut, ajoute-t-il, la considérer à tous les points de vue avec un esprit calme et débarrassé des *premières impressions*.

Il n'est pas besoin de souligner ces derniers mots, pour faire entendre à qui l'allusion s'adresse. Le blâme est discret mais formel.

La Liberté dit de son côté :

C'est un document conçu dans les termes les plus modérés et tout empreint d'un grand esprit diplomatique. Sous des formes de langage d'une habileté dans laquelle les membres de la curie romaine sont des maîtres sans

pareils, et il est clair que le Pape décline la responsabilité des solutions auxquelles on le convie. Le Saint Siège exhorte ceux qui mènent le mouvement à se mettre complètement d'accord avant d'agir. Et vu l'état actuel des choses, ceci semble une douce ironie. Cet accord n'est pas probable. Il y a trop de situations différentes, et trop d'intérêts divers, pour qu'on puisse adopter une seule ligne inflexible de conduite. Ce qu'il y a de plus manifeste, dans la lettre du cardinal Rampolla, c'est que le Pape, désireux de ne point compromettre ses bonnes relations avec le gouvernement français et la politique de conciliation et d'apaisement, qui est l'honneur de son pontificat, entend se mêler le moins possible à cet orageux débat.

Comme toujours, il s'efforce de retenir l'Eglise de France sur une pente au bout de laquelle il n'y aurait pour elle que des conflits et des dangers. C'est une nouvelle démonstration de l'esprit de sagesse et de prévoyance qui caractérise à un si haut degré le règne de Léon XIII.

On lit dans *la République Française* :

La lettre du cardinal Rampolla contient un blâme discret, mais suffisamment clair, à l'adresse des évêques qui sont partis en guerre aussi vite et sans réflexion.

La lettre du cardinal Rampolla, interprète de la pensée du Saint-Père, est telle que pouvait le désirer le gouvernement de la République. A la vérité, le Pape ne blâme pas les manifestations du parti de la résistance. Il ne les blâme pas plus qu'il n'approuve les manifestations contraires : sans apprécier les faits qui se sont passés depuis le vote des Chambres, la lettre du cardinal Rampolla n'envisage que la conduite que les évêques et les supérieurs des congrégations religieuses doivent tenir, dans l'avenir, au sujet de l'application de la loi...

En somme, cette lettre du cardinal Rampolla est un

exposé en soixante lignes de la politique du Saint-Siège. Elle peut se résumer en un mot : temporisation. Et, de fait, l'intérêt de l'Eglise, en face de gouvernements qui lui sont plus ou moins hostiles, n'est-il pas de temporiser toujours et en toutes circonstances? La temporisation est la politique la plus avantageuse pour l'Eglise, qui, lorsque tout s'use et change autour d'elle, reste ferme et immuable en ses desseins? C'est bien l'Eglise catholique qui peut s'appliquer le mot du poète :

« Avec l'aide du temps, toujours nous triomphâmes. »

A ces notes mesurées et calculées s'ajoute celle, impertinente, de M. Clémenceau, dans *la Justice* :

Rome a parlé. Au nom du Saint-Père, le cardinal Rampolla vient d'écrire au cardinal Meignan une lettre destinée à donner le mot d'ordre du Vatican dans la grande insurrection des capuchons contre la taxe d'accroissement. Ce mot d'ordre est simple et clair. Dépouillé des formules onctueuses de la diplomatie romaine, il peut familièrement se résumer en cette significative expression : *Flûte !*

Flûte pour qui ? Flûte pour les congrégations. Hélas ! c'est une nouvelle douleur à ajouter à tant d'autres.

Puisque l'unité d'action était nécessaire, comme le cardinal Rampolla le dit justement et avec instance, l'ignorance complète des réalités de la situation explique seule que Rome ait cru cette cohésion possible sans une direction positive émanant du Saint-Père.

Faut-il croire que les journaux cités avaient bien compris le Secrétaire d'Etat, qu'il pensait aux partisans de la résistance plutôt qu'à ceux de la soumission, quand il parlait de l'inconvenance et du péril d'une action divergente, et qu'il invitait habilement à l'acceptation de la taxe ? Sa

lettre ne dit certes pas qu'il serait inconvenant et périlleux de ne pas céder tous ; mais du moment qu'il se trouva une minorité déclarée pour la soumission, l'inconvenance du désaccord disparut, et chacun fut reconnu parfaitement libre d'agir selon son sentiment.

Voici la lettre adressée au cardinal Lecot (1) :

Les doutes qu'il a plu à Votre Eminence de m'exposer touchant l'attitude à tenir par les congrégations religieuses relativement à la loi d'abonnement ont été par moi soumises à la haute considération du Saint-Père. Je suis actuellement en mesure de vous communiquer, de la part de Sa Sainteté, la réponse suivante, à savoir que Sa Sainteté a entendu et entend laisser entière liberté aux congrégations religieuses de prendre, vis-à-vis de la loi du 19 avril 1895, l'attitude qu'elles estimeront convenir mieux à la défense de leurs intérêts respectifs. L'uniformité de conduite, conseillée en termes généraux et non imposée, doit s'entendre, comme il est tout naturel, dans un sens non absolu, mais relatif, c'est-à-dire, autant que cette conformité est compatible avec la situation juridique dans laquelle se trouvent ces congrégations et avec les intérêts spéciaux qu'elles ont à sauvegarder, sur les quelles choses il appartient à ces mêmes congrégations de se prononcer. Après une telle communication, je saisis avec empressement l'occasion qui m'est offerte de vous renouveler l'assurance de ma pro-

(1) Un journal rappelait, à cette occasion, qu'au mois d'avril précédent le cardinal Lecot écrivait :

« Ce n'est pas seulement le clergé régulier et les religieuses qu'on frappe, c'est le clergé tout entier.

« Jamais, pour ma part, je n'ai vu le clergé séculier pris d'un tel entraînement lorsqu'il s'agit de protéger ou de défendre les droits des religieux.

« C'est qu'avant tout, il y a des principes sacrés à revendiquer ; et chaque fois que les principes fondamentaux de la justice et de l'équité sont lésés, on verra tout le clergé de France se lever comme un seul homme pour protester, pour condamner, pour supplier, pour combattre. »

fonde vénération et vous baisant humblement les mains,
je me dis
de Votre Eminence,
Le très humble et très dévoué serviteur.

M. Card. RAMPOLLA.

Rome, 7 septembre 1895.

L'Univers fait suivre cette lettre de la note ci-jointe (13 septembre) :

Les journaux catholiques qui se sont appliqués, en ces derniers temps, à jeter des doutes sur la portée des lettres du Saint-Siège vont-ils enfin reconnaître devant celle-ci :

Que c'est le Pape qui parle ;

Qu'il laisse aux congrégations dont ces journaux blâment l'attitude, *l'entière liberté* d'agir au mieux de la défense de *leurs intérêts respectifs* ;

Que l'uniformité de conduite doit être subordonnée à la *situation juridique* et aux *intérêts spéciaux* des congrégations.

Nous conjurons *la Croix* et ceux qu'elle conduit *et que l'esprit réfractaire ne domine pas*, de prendre enfin les paroles de Rome telles qu'elles sont.

Il y a là, il faut l'avouer, une incohérence lamentable, faite pour accroître le désordre et la discorde au lieu d'apporter une direction.

Ainsi, à quatre mois de distance, le cardinal Rampolla, s'adressant à deux évêques de France et déclarant, dans chacune de ses lettres, parler au nom du Saint-Père, commence par leur prescrire de *déterminer avec entente une ligne de conduite uniforme*, toute autre façon de procéder devant être *inconvenante et périlleuse* ; puis, finalement, *laisse entière liberté aux Congrégations religieuses de prendre l'attitude qu'elles estimeront convenir*

le mieux à la défense de leurs intérêts respectifs !...
Le désaccord cesse d'être *inconvenant et périlleux* ;
l'uniformité de conduite est conseillée dans un sens
non plus *absolu*, mais *relatif*. Et on estime que cela
est tout *naturel* !

Fallait-il donc croire que ni les cardinaux et évêques français, dans leurs actes, ni les Congrégations, dans leurs résolutions premières, ni même le Secrétaire d'Etat, en écrivant sa première lettre, n'avaient tenu compte de la différence d'intérêts existant entre les Congrégations, et qu'ils la découvraient après coup.

Sans doute, réduisant la question à ces intérêts, la réponse du cardinal Rampolla les considérait dans leur acception la plus élevée ; mais les intérêts supérieurs à tous autres n'étaient-ils pas communs à toutes les Congrégations ; et n'y avait-il pas lieu de se demander si le plus grand devoir pour les religieux, comme le plus haut intérêt de la cause qu'ils servent, ne les appelait pas à se placer au-dessus de leurs « intérêts respectifs » ?

Telle avait bien été leur première inspiration. Les motifs en étaient exposés en ces termes, sous la signature d'« un théologien », dans *la Vérité* du 13 mai :

La question de vie ou de mort est définitivement posée entre le christianisme et la Société païenne : désormais, cette question ne sera résolue au mieux des intérêts de la France comme de l'Eglise que par une *fin de non-recevoir* des dernières lois impies qui sont des lois d'exception. Le clergé n'est-il pas enfin unanime à reconnaître que le devoir incontestable de tous, officiers et soldats, est de s'opposer, avec calme, mais avec la dernière énergie, non plus seulement aux tendances enva-

hissantes, mais aux réels et tyranniques empiètements du pouvoir séculier?

Que nos évêques, que nos prêtres et nos congrégations religieuses, armés du *non possumus*, se dressent comme une muraille d'airain, et nous remporterons une victoire plus facile, plus complète que celle du clergé allemand contre la tyrannie du Kulturkampf, ou des catholiques belges contre le parti libéral. Que nos évêques, unis étroitement, prennent une décision claire, pratique, unanime, courageuse; tous ensemble nous sommes pour eux : nous marcherons comme un seul homme pour la cause sacrée de l'Eglise.

Il ne faut pas se faire illusion : ce sont nos ennemis qui, pour nous affaiblir, ont semé dans nos rangs les éléments de discorde. Jusqu'ici, ils ont trop profité du désordre et de la désorganisation de notre armée : il est plus que temps de sortir des sacristies, où nous sommes emprisonnés par toutes sortes de préjugés décorés du titre fallacieux d'abstention, de *tolérance*, de conciliation.

Que le clergé, abandonnant à leurs désirs de conciliation et de tolérance les pusillanimes qui préfèrent le repos et la vie facile aux revendications nécessaires, que le clergé s'unisse, dans l'organisation des forces vives que lui assurent et le nombre et la législation divine, et il sera le rocher que rien n'ébranle : qu'il s'unisse, et son action, pour être lente, discrète et ordonnée, n'en sera pas moins sûre et profonde : d'autant plus profonde et plus sûre qu'elle agira toujours dans le même sens et avec cette force que donne le droit. Qu'on ne l'oublie pas, il est encore la seule force stable et éternelle, la seule qui ait pour elle la justice et la toute-puissance de la vérité. — Ses ennemis le sentent bien; que pourraient-ils contre cinquante mille prêtres et autant de religieux et de religieuses criant d'un seul cœur, d'une seule voix : *Non possumus*, et agissant en conséquence?

Nous n'apprécions pas, nous constatons qu'il y a en

France cinquante mille prêtres livrés au ministère, à l'éducation, à l'apostolat, sous toutes ses formes, et que les derniers vestiges de liberté leur échappent complètement des mains, dans une société qui compte une immense majorité de catholiques ; nous constatons qu'ils vivent en possession d'immenses ressources intellectuelles ; mais, hélas ! nous constatons aussi qu'ils n'osent pas assez pour la défense des lambeaux de liberté qui leur restent, et qui bientôt ne seront plus qu'un souvenir, s'ils acceptent toujours les faits accomplis.

A quoi tiennent, sinon d'abord à la faiblesse de la défense et au manque d'union, les expulsions des religieux, les lois restrictives de la liberté d'enseignement, les diaboliques lois scolaires, les non moins diaboliques règlements civils des fabriques, enfin les lois sur le droit d'accroissement ?

Les privilèges les plus indéniables de l'Eglise se perdent lambeau par lambeau ; ils tendent de jour en jour à prendre le caractère de *concessions provisoires*, de *passé-droits*, de *transactions* avec la loi, qu'on arrache, au prix de mille peines, à la vigilance endormie des ennemis de l'Eglise. Les *faits accomplis* les plus iniques suscitent bien peu de réclamations, et des réclamations fort platoniques, malgré les conséquences désastreuses qui les perpétuent ; on en prend trop facilement son parti pour se livrer à d'autres passes d'armes.

Pourquoi cette situation dans un pays où les catholiques sont en majorité ? C'est qu'on ne veut pas prendre le parti de l'entente et du retour complet, énergique, aux vrais principes qui régissent l'Eglise : on accuse d'absolutisme insupportable et d'utopie intransigeante quiconque, voulant sortir de la voie large et facile du libéralisme théorique et pratique, s'efforce de chercher une direction plus saine et plus forte.

La série de nos fautes et de nos défaites est-elle fermée ? Hélas ! nous n'osons répondre affirmativement,

nous sommes si habitués à subir le joug ! Toujours est-il que les ennemis de l'Eglise nous prouvent tous les jours, par leurs audaces nouvelles, la nécessité de cette union dans la lutte dont on parle tant et qui ne se fait jamais. *Il semblerait, à voir ce manque de cohésion et d'entente, qui règne dans notre armée, que la notion des droits de l'Eglise et des devoirs de ses défenseurs se soit considérablement affaiblie dans l'esprit d'un grand nombre parmi ses défenseurs naturels.* — Car, peut-on avancer que le courage soit à la hauteur de la situation ?

A cet effacement des droits de l'Eglise et des revendications légitimes de ses lois sacrées, correspond partout la prédominance des idées personnelles et des procédés arbitraires. On aura beau faire, les *expédients humains* n'ont pas grâce d'état pour toucher un ennemi décidé à détruire lentement mais sûrement le catholicisme. Et puis, Jésus-Christ n'a pas dit aux apôtres : Allez, persuadez à force de raisonnements ! Non, il leur a dit : Allez, instruisez ! Souffrez et mourez plutôt que d'accepter l'iniquité ! — Car les apôtres, comme l'Eglise aujourd'hui encore, avaient à convertir des ennemis ; on leur commande, on meurt pour les terrasser.

Mais à ce labour il faut et l'Eglise réclame des hommes de caractère, des hommes de grande doctrine, des hommes de haute valeur, et non pas des esprits médiocres ou ambitieux, des âmes pusillanimes ou réfugiées sous le voile d'une fausse prudence et d'une tempérance intempestive, non pas des hommes sans volonté et sans principes, sans caractère et sans éclat.

Sur cette même question d'intérêts, voici, dans le même journal, et peut-être de la même plume, deux filets, à la date du 28 juillet et du 9 septembre. Ils visent le Mémoire publié par les soumissionnistes (1) :

(1) Mémoire rédigé par M. Louchet, sur la demande de quelques congrégations. Voir plus bas.

I. — Devant la consultation qui vient malencontreusement diviser la résistance des congrégations, je prie *la Vérité* de donner une place aux questions suivantes :

1° Un motif d'intérêt, de quelque ordre ou de quelque importance qu'il soit, prime-t-il jamais ses principes fondamentaux du droit chrétien et autorise-t-il à s'en écarter ? Le martyre, tel que l'Eglise l'a fait entrer dans les conditions normales de sa vie, est-il, en certains cas, affaire de conscience ou toujours un héroïsme de simple conseil ?

2° L'intérêt privé d'une congrégation peut-il, pour se dérober, s'isoler au point de rejeter toute solidarité avec l'intérêt, l'honneur et le droit de l'Eglise comme de ses institutions ? Je dis l'honneur de l'Eglise qui, assurément, est intéressée à savoir si *le Temps* se trouverait être le véritable oracle de ses conseils, et si l'appareil luxueux des engins de la persécution, si complaisamment étalé, est devenu la règle des cas de conscience à résoudre.

3° Un « catholique convaincu » peut-il, sans violer les principes essentiels de l'immunité ecclésiastique, donner comme ayant une valeur légale, l'arsenal des lois civiles prétendant régler la *chose ecclésiastique*, dans ses biens ou dans n'importe quelle partie de son domaine ?

Est-il indiscret de demander d'où vient cette consultation anonyme pour le public, qui prétend résoudre un cas de conscience aussi grave par les seuls principes de la jurisprudence séculière, et voudrait briser le faisceau des efforts si laborieusement réunis et maintenus jusqu'aujourd'hui.

Ne cache-t-il pas les menées de quelque opportunisme voulant sauver d'autres intérêts que ceux des congrégations ?

Ces questions, qui manifestement dominent le très gros débat qui s'ouvre, y occupent-elles jusqu'à présent leur place nécessaire ?

II. — Je vous serais reconnaissant d'accueillir encore les questions suivantes :

1° Les congrégations peuvent-elles sans porter atteinte à l'immunité ecclésiastique, admettre, reconnaître et introduire, de leur propre autorité, l'ingérence du pouvoir civil dans la chose ecclésiastique, avec le but d'y imposer sa propre réglementation ?

2° Peuvent-elles, sans porter atteinte à la législation canonique, aliéner et livrer de leur propre autorité les biens de Jésus-Christ, de ses œuvres et de ses pauvres, à la Révolution qui les extorque plus pour ruiner l'Eglise que pour s'enrichir ?

3° Peuvent-elles s'associer à une violation de la constitution et à des abus du pouvoir législatif qui, en même temps qu'ils ébranlent les bases mêmes de l'ordre social, livrent tous les intérêts à la plus effroyable tyrannie ? Peuvent-elles offrir leur complicité à la Révolution, organisée dans les sectes pour aider à son œuvre de déchristianisation et d'apostasie universelle, en cours d'exécution ?

4° Peuvent-elles, sans atteinte à la loi morale, se faire les exécutrices d'une loi telle que l'a jugée l'universalité de l'épiscopat et l'unanimité de la presse honnête, à l'exception du seul Mgr Fuzet et de ses quelques tenants masqués ?

5° Est-il permis, sans renverser les notions de la théologie, de mettre en question si cette quadruple atteinte engage la conscience ?

En vérité, que veut-on en poussant avec tant d'opiniâtreté aux interminables et irrémédiables défaillances, en mettant une irréductible obstination à tenir ouverte la porte des lamentables et désastreuses défections ?

Il conviendrait cependant de ne pas pousser à l'excès les épreuves de cette pauvre conscience si tristement dérouterée (1).

(1) Le lecteur fera de lui-même le rapprochement entre les principes invoqués dans les pièces que nous venons de citer, et ceux

La différence si frappante entre les réponses de Rome et l'attitude des cardinaux et évêques de France ne pouvait manquer d'offrir matière aux polémiques. La note des cardinaux Richard et Coullié adressée aux congrégations au début de la lutte, avait-elle été communiquée à Rome ? Le Pape avait-il approuvé leurs conseils ? Ce fut l'objet d'affirmations et de démentis qui remplissaient quotidiennement les journaux. Devait-on considérer qu'il y eût une question de conscience engagée dans l'affaire ? C'était encore sur quoi chaque jour on discutait avec chaleur. *L'Univers* est pour la négative sur toute la ligne.

Ce n'est pas que le Mémoire en faveur des Congrégations soumissionnistes ait fait une apparition crâne devant le public. *La Vérité* en ayant indiqué le sens, *la Croix*, *le Monde* et *l'Univers* publièrent le lendemain la note suivante :

Le journal *la Vérité* a publié, dans son numéro du mardi 16 juillet courant, une note de laquelle il résulterait que les cinq congrégations d'hommes, Saint-Lazare, Missions étrangères, Saint-Sulpice, Saint-Esprit, et Frères des Ecoles Chrétiennes, auraient arrêté ensemble un mémoire relatif à la loi d'abonnement, destiné à démontrer que le moindre mal serait de se résigner à payer l'impôt.

Les congrégations sus-nommées déclarent qu'elles n'ont rédigé aucun mémoire, ni pris aucune décision touchant la loi ci-dessus désignée, mais, désirant que cette question soit étudiée aussi complètement que possible, elles ont prié un avocat du barreau de Paris de vouloir bien exposer d'une manière précise les consé-

sur lesquels S. S. Pie X s'est appuyée pour prescrire aux évêques de rejeter tout accommodement avec la loi de séparation entre l'Eglise et l'Etat.

quences juridiques de la loi. Ce mémoire n'était du reste destiné qu'aux autorités ecclésiastiques.

A quoi *la Vérité* répondit en mettant en regard son information et la conclusion du Mémoire :

Ce qu'a dit « la Vérité » :

On fait aujourd'hui courir le bruit, et nous croyons devoir le signaler, que les congrégations d'hommes autorisées, Lazaristes, Missions étrangères, Sulpiciens, Missionnaires du Saint-Esprit, Frères des écoles chrétiennes, auraient arrêté ensemble un mémoire pour établir que la résistance les exposerait sans défense à des représailles graves et imprévues, que ces résultats les épouvantent, que leur conscience ne leur permet pas de les affronter sans une nécessité absolue et évidente, qu'elles espèrent que ces épreuves ne dureront pas, et qu'en conséquence elles se résignent, en payant l'impôt d'accroissement ou d'abonnement, à un moindre mal.

Comme il n'est ici question que d'un mémoire, nous voulons croire que ce n'est pas là une résolution définitivement arrêtée.

Ce que dit le « Mémoire » :

Les congrégations autorisées sont amenées aux conclusions suivantes :

Considérant qu'elles n'ont à opter qu'entre l'une ou l'autre de ces alternatives :

Où bien se conformer aux dispositions impératives de la loi du 16 avril 1895, en cherchant à tirer le meilleur parti de celles qui peuvent être favorables;

Où bien de se constituer vis-à-vis de cette loi dans un état passif d'insoumission, contraire à tous les précédents, dont l'insuccès final leur semble certain, et qui les exposerait sans défense à des représailles dont personne ne peut mesurer la gravité :

Elles estiment que la conscience ne leur permet pas d'affronter, sans une nécessité morale qui n'existe pas, de si redoutables éventualités; et en conservant l'espérance que ces épreuves n'auront qu'un temps, qu'elles demandent à la Miséricorde divine

d'abréger, elles se croient obligées de se résigner à subir le moindre mal en se conformant à la loi.

Huit jours après, *l'Univers* éprouvait un autre désagrément pour avoir publié la note suivante :

Le mémoire à consulter sur la situation des congrégations autorisées, dont nous avons donné *in extenso* le texte, a été envoyé à tous les membres de l'épiscopat.

Les termes dans lesquels il a été rédigé, les arguments qui y sont assemblés ont donné lieu à une longue discussion entre les représentants des congrégations *non autorisées*, réunis aujourd'hui à 2 heures.

Après avoir rendu hommage à la modération de la forme, et avoir reconnu l'importance du fond, les représentants des congrégations non autorisées ont été unanimes à reconnaître que la situation des congrégations autorisées et des congrégations non autorisées n'est pas la même.

Ils ont cependant émis l'opinion que, même de la part des congrégations autorisées, l'attitude expectante serait préférable, mais ils ont reconnu qu'ils n'avaient pas le droit, quelle que soit leur décision ultérieure définitive, d'engager ces congrégations à suivre la même voie que les congrégations non reconnues.

Les représentants des congrégations non autorisées présents à la réunion, tout en émettant le vœu de demeurer unis pour la résistance, ont été d'avis d'étudier dans le plus grand calme le mémoire des congrégations autorisées, et l'étude pratique sur la situation faite aux congrégations par la loi fiscale du 16 avril 1895.

Le « mémoire » et « l'étude » ont été envoyés à tous les supérieurs des maisons relevant des congrégations autorisées.

Or, le mémoire n'avait été ni lu, ni discuté, on

n'avait pas décidé de l'étudier, vu qu'il était déjà connu. La bonne foi de *l'Univers* avait dû être surprise, car les religieux qui composaient la réunion purent lire cette information dans le journal au sortir même de leur assemblée. Et comme la presse, s'emparant aussitôt de cette note de *l'Univers*, déclarait que c'en était fini de la résistance, le président de la réunion crut devoir adresser à Eugène Veuillot la lettre suivante (27 juillet 1895) :

Monsieur le rédacteur.

Une note relative à la réunion intime des religieux tenue hier après midi chez les Eudistes a paru dans *l'Univers*.

Cette note présente cette assemblée comme celle des seules congrégations non autorisées. Or, ces réunions ont été formées, au contraire, avec l'assentiment et le conseil du cardinal Richard, pour grouper toutes les congrégations autorisées ou non autorisées.

La plupart des congrégations autorisées y sont venues, y viennent ou y ont adhéré.

Parmi ces dernières, beaucoup de congrégations de femmes.

Trois des cinq congrégations d'hommes qui ont fait faire le mémoire y ont été assez exactement représentées ; quand on a envoyé des délégués aux juriconsultes, on a choisi deux congrégations non autorisées et deux autorisées : les Sulpiciens et les Marianites (Stanislas).

Hier encore, il y avait six membres de ces autorisées et l'on a pu calculer, séance tenante, que les Frères reconnus représentés à nos réunions s'élèvent à environ 12.000, chiffre sensiblement égal à celui des Frères des Ecoles chrétiennes. On a lu aussi les lettres de plusieurs supérieurs généraux d'ordres reconnus qui, après d'autres, ont envoyé hier leur adhésion.

Je crois devoir ajouter qu'au début de cette séance le

président a lu un télégramme de Reims, dans lequel le cardinal Langénieux réproouve vivement le mémoire et engage la réunion à maintenir son attitude.

Nul membre de l'assemblée n'a rendu hommage à ce document ; on n'en a discuté ni « les termes », ni « les arguments » qui avaient fait à divers reprises l'objet d'autres discussions. Pour les religieux, la question est épuisée. La distinction entre les autorisées et les non autorisées n'avait pas échappé à l'assemblée.

Il n'a pas tenu à nous Monsieur le rédacteur, que nos conversations intimes restassent secrètes, mais la notoriété de *l'Univers*, l'interprétation que *le Figaro* donne ce matin à la note, nous obligent à protester contre cette note, étrangère d'ailleurs à la rédaction, qui impliquerait pour la réunion une attitude diamétralement opposée à la réalité.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de mes sentiments respectueusement dévoués.

STANISLAS,

Des Frères mineurs capucins, Président.

Écoutons maintenant de quelle façon M. Eugène Veuillot présente dans *l'Univers* le dit mémoire. Le lecteur aura peine sans doute à concilier ses paroles d'aujourd'hui avec ses premières exhortations à la résistance, et, dans ce même article, les échappatoires qu'il ouvre, avec la réflexion finale (25 juillet) :

Nous donnons plus loin le Mémoire rédigé au nom des congrégations religieuses autorisées, particulièrement les congrégations d'hommes. C'est en entier que nous le donnons, et c'est en entier, avec attention et sans parti pris, qu'il faut le lire. L'œuvre est évidemment d'un juriste habile, possédant à fond son sujet, et d'un chrétien convaincu. Qu'on l'admette ou qu'on la repousse il faut lui reconnaître du mérite et de la sincérité.

Oui, c'est sincèrement et non sans en souffrir que l'auteur du Mémoire conclut pour les congrégations autorisées à la soumission. C'est fort grave et fort triste. Tous les textes qu'il cite, toutes les raisons qu'il donne ne pourront justifier aux yeux de tous cette conclusion. Il y a lieu de discuter. Le débat entre dans une phase nouvelle.

Nous n'aborderons pas dès aujourd'hui les détails du Mémoire. Ce n'est pas après une première lecture, faite en hâte et d'un cœur serré, qu'on peut entreprendre semblable travail. Commençons par le bien étudier. La discussion, qui, pour tout catholique ami des œuvres et jaloux des droits de l'Eglise, sera pénible, viendra ensuite. Espérons que personne parmi nous ne la fera dévier du terrain où l'a placée le Mémoire. Il s'agit dans ce débat du devoir envers les principes et de l'intérêt des âmes. N'y mêlons ni des préoccupations personnelles, ni des questions de parti (?).

Après un exposé lumineux et relativement bref de l'état des choses au point de vue légal, le Mémoire établit que les congrégations autorisées et les congrégations non reconnues étant dans des situations très différentes, on ne peut leur demander en tout une action identique. Elles ont les mêmes droits, les mêmes principes ; elles sont d'accord pour protester contre l'iniquité, mais elles n'ont pas les mêmes moyens de défense. Les congrégations non reconnues sont autrement et mieux armées que les congrégations autorisées. Celles-là ont des armes de précision et de solides remparts ; celles-ci doivent combattre à découvert avec un armement de vieux modèle et incomplet.

C'est là une complication capitale. Pour notre part, nous l'avons plusieurs fois signalée. *C'a été une faute de ne pas vouloir en tenir compte dès le début. Espérerait-on qu'en refusant de voir cet obstacle il disparaîtrait ?* Le moyen au contraire d'en avoir raison c'était de le regarder droit et ferme. Maintenant, il barre

le chemin et pour avoir été entraînée avec plus de bruit que d'ordre, l'armée catholique menace d'être coupée.

Le gouvernement et nos autres adversaires vont dire que c'est la fin de la résistance. Non, *mais c'est la preuve que la résistance, au lieu d'être compacte, va se diversifier*. Pourquoi ne pas reconnaître tout de suite que ce « Mémoire à consulter » indique des intentions, sinon des résolutions qui seront suivies d'effets? N'attendons plus l'entière communauté des efforts.

Ce n'est pas le moment de récriminer. Mais combien ils ont eu tort ceux des nôtres, prêtres et laïcs, chefs et soldats qui n'ont pas voulu engager le combat à fond dès les premières lois de persécution! N'est-ce pas parce que nous eûmes alors des prudents qui voulaient croire aux belles promesses et aux circulaires confidentielles de M. de Freycinet, porte-parole de Gambetta et de Ferry, qu'il est question de négocier aujourd'hui avec un Ribot?

Et cependant il ne faut pas se décourager.

Le 30 juillet, on sent qu'un changement de front n'est pas incompatible avec la résistance, et la raison s'en lit à travers les lignes. *L'Univers* est amené à favoriser les soumissionnistes, par la gêne de se trouver en compagnie des opposants réfractaires :

Qu'il est donc difficile, même entre catholiques, de voir et de dire les choses comme elles sont, particulièrement sur les questions qui nous commandent à tous le plus d'impartialité, de justice et de largeur! Cette exclamation attristée et irritée marque l'état d'esprit où nous jette la polémique soulevée par l'inévitable dissentiment qui s'est produit entre les congrégations au sujet de la loi d'abonnement.

Certes, en principe, l'accord reste complet; c'est une loi inique, spoliatrice, persécutrice : elle est contraire au

droit constitutionnel, au droit commun, et l'on devra lutter contre elle toujours. Les congrégations qui adoptent le « Mémoire » ont, dès le début, tenu ce langage ; elles le tiennent encore. Il n'y a pas à contester leur sincérité, puisque jusqu'ici elles ont presque toutes refusé de se soumettre au droit d'accroissement. D'autres, que maintenant certains écrivains leur opposent, ont, au contraire, cru devoir le payer. Ces divergences prouvent chez les uns et les autres de bien naturelles inquiétudes et non le désir de s'arranger à tout prix avec le gouvernement. On a cherché, on cherche encore *le moyen de sauver à la fois les principes et les œuvres*.

Reconnaître ces faits, en peser les raisons, en chercher avec calme et fraternellement les conséquences, vaut mieux que formuler plus ou moins crûment des reproches révoltants, surtout quand on considère de qui ils viennent et à qui ils vont. C'est pitié vraiment d'entendre des journalistes, *faisant trop volontiers passer la politique avant la religion*, traiter de la sorte les fils et les filles de Saint-Vincent de Paul, les Frères de la doctrine chrétienne, les Petites Sœurs des Pauvres, les Sulpiciens, et tant d'autres non moins méritants.

Dites, si vous le voulez, que ces serviteurs de Dieu font fausse route, que l'écrasement de toutes leurs œuvres, leur ruine absolue seraient moins nuisibles à l'Eglise et à la Société que leur obéissance même sous réserve et transitoire, à une loi d'oppression, mais cessez de montrer en eux des cœurs faibles et peut-être des calculateurs, trahissant leurs devoirs pour sauver leurs biens.

J'entends des amis me dire : — Ne parlez pas de la sorte, car bientôt on insinuerait que *l'Univers* passe, lui aussi, au camp de la Soumission. — Non, *l'Univers* reste sur son vieux terrain. Il a toujours poussé à la résistance, et il croit encore que nous perdrons tout si nous ne savons pas résister : mais il garde l'idée de justice et la notion du respect. Des congrégations que l'on

presse tumultueusement et sans mandat de tout risquer ont, à notre avis, le devoir de réfléchir et le droit d'hésiter. Non seulement nous ne comprenons pas qu'on les soupçonne et les accuse de misérables calculs parce qu'elles hésitent sur le parti à prendre, mais, de plus, nous refusons absolument de nous joindre à ceux qui les insultent, et notre refus persistera si, dans l'espoir de sauver les œuvres par lesquelles elles sauvent tant d'âmes, elles subissent, sans cesser de protester contre elle, la loi sectaire qui les frappe.

Enfin le vrai sentiment se fait jour (26 novembre), et la question déjà plusieurs fois posée par par nous revient ici : où sont les *réfractaires* ?

Plusieurs fois déjà nous avons voulu clore la polémique sur la loi d'abonnement ou plutôt sur les points controversés entre catholiques. Ça toujours été en vain. Nous nous taisons, mais d'autres parlent : un incident qu'il faut commenter, une interprétation qu'on ne peut admettre, de mauvaises paroles qu'il faut repousser rouvrent le débat. Nous voici une fois de plus dans ce cas. Le distingué recteur des facultés catholiques de Lyon, Mgr Dadolle, a marqué la reprise des leçons par un discours où, non content de louer à bon droit l'œuvre importante qu'il dirige avec zèle et talent, il a fait, sous forme d'allusions, une vive sortie contre des « violents » qui auraient *dérailonné* au sujet du dernier congrès des juristes chrétiens. Voici le morceau tel que nous le trouvons dans *la Vérité et l'Autorité*; la *Gazette* a dû le donner aussi :

« Ce congrès a valu à ses principaux membres, avec la reconnaissance des sages qui se taisent, les injures plus que gratuites des violents qui *dérailonnent*.

« Vous êtes, paraît-il, *des réfractaires*, vous, mes vénérés collègues du droit, vous, des fils si soumis, qui avez porté principalement le poids de la campagne des juristes... oh ! laissez donc faire ; d'où qu'elle vienne,

cette accusation vous honore : car ce n'est ni pour de l'argent, ni pour des honneurs, ni pour la parade que vous servez l'Eglise : plusieurs qui vous incriminent n'ont contre vous de griefs sérieux que le moins pardonnable, il est vrai, votre désintéressement. »

Après avoir répondu sur les sages qui se taisent et les injures des violents qui déraisonnent, Eugène Veuillot ajoute :

Un mot maintenant sur une autre question.

Nous n'avons jamais dit, ne l'ayant jamais cru, jamais pensé, qu'il fallait voir des réfractaires dans tous les catholiques que l'esprit de résistance, très légitime et très louable en soi, poussait à condamner toute congrégation, toute communauté assignée à subir, comme le permet Rome, la loi d'abonnement. Ce que nous avons indiqué, le voici nettement : *si les outranciers de la résistance, ceux qui l'ont comprise en voulant l'imposer dans des conditions inacceptables pour d'autres, ne sont pas tous des réfractaires, tous les réfractaires sont avec eux.* Cela est indéniable. Qu'il y eût de ces réfractaires parmi les congressistes de Lyon, Mgr Daddolle lui-même n'en peut douter. Quant à M. Delmont, il doit les y avoir vus avec plaisir, car s'il n'est pas des leurs, il lui est au moins arrivé de parler et d'écrire de manière à les contenter. *Oui, les réfractaires et les semi-réfractaires, les francs et les obliques, font, à l'ombre de la loi d'abonnement, un mouvement tournant contre la politique du Pape.*

En quoi les réfractaires, puisque réfractaires on dit, agissaient-ils plus contre la politique du Pape, en soutenant la résistance, que ne l'avaient fait les cardinaux et les évêques et *l'Univers* lui-même, dont personne n'avait dépassé les protestations : c'est ce qu'il aurait été difficile de dire. Mais Eugène Veuillot

donne ici le vrai mot de la situation. La politique du Pape, ayant pour but de procurer à la République l'adhésion des catholiques et de la faire agréer comme sincère par le parti au pouvoir, prime en fait toute autre question. C'est elle qui lui faisait dire, en 1880, au général des Jésuites, à l'époque où Léon XIII pensait même, disait-on, à séculariser leur Ordre : vous savez combien j'aime la Compagnie, mais je ne sacrifierai pas pour elle le bien de la paix. C'est à cette politique qu'ont été subordonnées, comme secondaires et transitoires, les autres affaires religieuses dont nous avons fait l'exposé. Du jour où elle aurait compromis cette politique, la résistance devait céder.

Le cardinal Rampolla exprimait la même pensée, sans ambiguïté, dans une audience accordée à M. Gaston Routier, de *l'Echo de Paris*, 18 juin 1895 :

— Votre Eminence a dû remarquer le vote de la dernière loi sur les congrégations, loi dite d'accroissement, qui a provoqué chez nous une véritable levée de boucliers contre la République. Les adversaires du parti libéral profitent de l'effet produit par le vote de cette loi pour jeter le désarroi dans ce parti même.....

— Oui, je sais, me dit le cardinal avec un sourire ; mais, à la vérité, c'est que vous êtes trop ardents en France, beaucoup trop ardents, beaucoup trop vifs. Il faut vous prêcher à tous le calme, la réflexion... Et puis, je vous le déclare, cette loi est inique, cette loi est monstrueuse. Et c'est là la récompense que le gouvernement français donne au Saint-Siège pour l'appui qu'il lui prête sans hésiter auprès des catholiques. Nous avons le droit d'attendre autre chose que cette loi néfaste, qui vient de compromettre l'œuvre même d'union et d'apaisement du Saint-Père.

Mais le principe même de cette loi est tout à fait contraire aux intérêts de la société tout entière ; il n'atteint pas que les congrégations, il vous atteint tous en France, propriétaires, négociants, banquiers ! De quel droit en effet le gouvernement refusera-t-il de soumettre les sociétés financières et commerciales, les propriétaires et commerçants de tous genres à un impôt annuel sur la valeur brute possédée par eux, alors qu'il soumet à un impôt de trente et de cinquante centimes pour cent de cette même valeur les congrégations reconnues et non reconnues ?

Cette mesure fiscale aura même plus de raison d'être vis-à-vis de Sociétés et de simples particuliers, qui tirent des revenus de leurs propriétés, que vis-à-vis de congrégations qui ne tirent de leurs biens que la jouissance et qui sont généralement pauvres.

Comment n'a-t-on pas vu les conséquences du vote de cette loi ? Quelles piètres ressources les congrégations vont-elles fournir au budget de la République ? Et comment, pour une somme si infime, risquer de gaieté de cœur de fournir des armes si fortes à la logique des socialistes-révolutionnaires, des armes dont ils se serviront pour attaquer la société française tout entière ?

Ah ! je la déplore sincèrement, cette loi d'accroissement, et je puis vous déclarer que le Saint-Père en a été profondément affecté ! *Ce n'est certainement pas pour une injustice semblable que le Saint-Père modifiera sa ligne de conduite vis-à-vis de la République.* Mais il est en droit de se demander si l'on se rend bien compte de la valeur de son intervention. Et que peut-il faire en un pareil cas ?

Que le gouvernement français s'inspire de la justice et de l'équité, qu'il témoigne effectivement de son désir de ne pas persécuter ou taquiner l'Eglise, et l'apaisement sera vite fait. Mais cette loi d'accroissement est venue paralyser l'œuvre du Saint-Père...

M. Ranc commente ainsi ce langage dans *le Matin* :

En langage clair, cela veut dire : *Protestez tant que vous voudrez, mais payez, et surtout ne nous faites pas d'affaires, ne gênez pas notre politique.* C'est le cardinal Rampolla qui parle au nom de la Curie romaine. Quant à Léon XIII, il se réserve. Sa Sainteté, dit le Cardinal, est si faible, elle a un si grand besoin de repos qu'à son grand regret elle n'accordera pas à M. Gaston Routier une audience privée. D'ailleurs, cela ne servirait de rien. Sa Sainteté ne pourrait pas sortir de la réserve que des raisons multiples lui imposent.

N'empêche que le cardinal Rampolla a laissé échapper, au cours de sa conversation, une phrase où l'on peut trouver la pensée intime, la pensée de derrière la tête, du Pape Léon XIII et de la Curie romaine. Après avoir abondamment gémi sur la loi inique, sur la loi scélérate, il ajoute : *Ah ! je la déplore sincèrement cette loi d'accroissement, et je puis vous déclarer que le Saint-Père en a été profondément affecté. Mais ce n'est certainement pas pour une injustice semblable que le Saint-Père modifiera sa ligne de conduite vis-à-vis de la République.*

Cela signifie que le Pape, le cardinal Rampolla et la Curie romaine, le Gesù peut-être aussi, sont parfaitement « embêtés » par la campagne bruyante que les emballés de l'épiscopat, que le clergé français mènent à propos des lois fiscales atteignant les congrégations.

C'est que la politique du Vatican, la politique de l'Eglise, la politique des Jésuites est une politique à longue portée. L'Eglise est patiente... Je ne termine pas la citation.

Lorsque le Pape s'est décidé à recommander aux fidèles l'adhésion à la République, c'était dans l'intérêt exclusif de l'Eglise ; c'était dans le dessein de constituer un parti républicain catholique qui pût entrer d'abord dans la République et ensuite la dominer. Pour cela, il fallait

d'abord couper le câble qui attachait l'Eglise à la monarchie. C'est chose faite, définitive, et le frère Janicot, de *la Gazette de France*, aura beau s'indigner et geindre, l'Eglise a pris son parti.

Elle poursuit son dessein, elle ne renoncera pas au plan qu'elle s'est tracé : reconquérir la France en se faisant républicaine...

Cependant des voix épiscopales ne manquaient pas de s'élever encore et de prêcher aux catholiques la fermeté dans la résistance. Mais, au milieu de ce désarroi, il devenait impossible de les rallier. Le 17 septembre, quelques jours après la lettre du cardinal Rampolla à l'archevêque de Bordeaux, Mgr Trégaro, évêque de Séez, répondant à l'envoi d'un écrit analogue au mémoire de M. Louchet, déplorait éloquemment *la politique de concessions* :

Cher Monsieur,

Je viens de parcourir votre brochure dans laquelle vous engagez si éloquemment les congrégations à se soumettre à la soi-disant loi d'abonnement. Vous faites ressortir avec une grande force les graves motifs qui, à votre avis, imposent la soumission, et les dangers plus graves encore de la résistance. Je dois vous avouer que je ne me suis nullement senti ébranlé, ni convaincu par cette lecture.

La voie que vous indiquez est précisément celle que les catholiques ont suivie depuis plus de quinze ans, chaque fois que nous nous sommes trouvés en butte aux attaques de nos ennemis. Avons-nous donc eu à nous en louer ? Quelles en ont été les conséquences ? Voyez plutôt, jugez-en vous-même. Les monstrueux Décrets d'expulsion sont lancés, nous nous y soumettons sans résistance ou à peu près. Encouragés par ce premier succès, nos

ennemis s'empressent de les faire suivre de l'odieuse loi scolaire, et nous courbons la tête.

La loi scandaleuse du divorce apparaît à son tour, jetant le trouble et le désordre au sein des familles : cette fois encore on se contente de gémir. Alors ce sont les Séminaristes, les prêtres eux-mêmes, qui sont arrachés à l'autel pour être traînés à la caserne ; c'est ensuite la main-mise sur les biens des fabriques ; ce sont les Eglises spoliées.

Et la patience, la soumission des catholiques restent inébranlables devant ces iniques mesures. En vérité, nos arrière-neveux y croiront à peine et en seront scandalisés.

Enfin, nous voici devant la loi d'abonnement, digne couronnement de ses aînées, et vous nous dites : Courbez, courbez toujours la tête ; votre admirable mansuétude devant tant d'ironique audace finira par avoir raison de vos persécuteurs, qui se laisseront toucher. Ici, Monsieur, *si je ne connaissais la droiture de vos intentions, je serais tenté de vous accuser de trahison*. Que faites-vous donc des leçons du passé, et que faut-il de plus pour vous ouvrir les yeux ; nous ne pouvons plus, en effet, nous faire illusion.

En nous soumettant à la loi d'abonnement, loin de désarmer nos ennemis, nous apercevons déjà en élaboration la loi d'association qui nous promet de nouveaux désastres ; et ils se succéderont jusqu'au triomphe définitif, c'est-à-dire l'anéantissement du catholicisme en France. Ce n'est pas, en effet, notre argent qu'on veut, nul ne l'ignore ; qu'est-ce donc que quelques millions pour des hommes qui disposent de milliards dont ils font un si déplorable usage ! Non, la haine, la rage des loges francs-maçonniques juives visent plus haut, il leur faut la mort de la France chrétienne.

De là, cher Monsieur, toutes ces lois qui se succèdent lentement, mais sûrement pour atteindre ce but, et auxquelles nous avons le droit et le devoir de nous sous-

traire quand surtout, comme la loi d'abonnement, elles sont en opposition formelle avec la Constitution française et ne peuvent dès lors avoir force de lois, n'en ayant pas les caractères. On ne croira pas un jour, lorsque la noble France aura été rendue à ses destinées, qu'il s'y soit trouvé un ministre pour oser proposer cette loi, et une Chambre capable de l'adopter.

Mais, nous dites-vous, les catholiques français sont incapables aujourd'hui de cette fermeté qui leur assurerait la victoire. Vous leur refusez cette énergie dont ont fait preuve les catholiques allemands et belges. Vous êtes sévère pour nous, cher Monsieur, mais peut-être cependant méritons-nous un peu ce blâme de votre part ; car, les principes délétères de la Révolution n'ont fait que trop de victimes parmi nous ; pourtant ce n'est pas là, ce me semble, l'unique cause de notre faiblesse ; il nous a manqué un Windthorst comme en Allemagne, et la liberté religieuse dont jouissent nos voisins les Belges.

Mais si ces deux moyens de salut nous ont fait défaut, devons-nous donc désespérer ? Non, assurément : raffermissons notre confiance, la victoire ne sera que plus glorieuse, si nous la remportons : ils ont triomphé en résistant courageusement jusqu'à la ruine, jusqu'à la prison, aux lois oppressives et liberticides de leurs tyrans : les mêmes causes produisent les mêmes effets. Imitons leur vaillance et nous obtiendrons les mêmes résultats. Souvenons-nous que, succomber devant le droit exécré du plus fort, en combattant pour la justice et la liberté, c'est encore triompher.

Nous ne sommes pas des révoltés : plus de quinze ans de patience, de soumission jusqu'à la faiblesse, j'allais dire jusqu'à la prévarication, car les cris de la conscience se sont fait entendre plus d'une fois, le prouvent surabondamment. Nous sommes des opprimés qui demandons justice, des Français qui réclamons nos droits de citoyens au nom de l'égalité devant la loi ; au nom de la liberté, que l'homme tient de Dieu lui-même, au nom

de la fraternité chrétienne. Nous ne sommes ni ne voulons être des parias, des ilotes dans notre patrie. Nous pouvons dire avec vérité comme saint Paul : *Civis gallicus sum*. Arrière donc les étrangers qui nous oppriment depuis trop longtemps, hélas ? Arrière la franc-maçonnerie juive qui conduit la France à l'abîme en lui arrachant la foi qui l'a faite reine des nations et peut seule encore lui rendre son ancienne splendeur ! Donc, en défendant nos droits sacrés comme catholiques, c'est encore pour le salut de la France que nous combattons.

Veuillez agréer, cher Monsieur, avec mes regrets de me trouver en désaccord avec vous, l'assurance de mes sentiments dévoués.

FRANÇOIS-MARIE,
Evêque de Séez.

CHAPITRE VI

Les Évêques et le Gouvernement

I. — L'esprit des Directions pontificales.

Les évêques ne parlaient pas tous comme Mgr Trégaro. La loi d'abonnement nous donne occasion de le constater une fois de plus.

Cependant les témoignages accumulés dans ce livre ont dû justifier aux yeux du lecteur notre assertion du début, qu'en dépit des tendances libérales existant déjà dans une partie du clergé, il y avait encore assez d'énergie parmi les évêques pour soutenir la résistance des catholiques, si la politique de Léon XIII n'avait exercé une influence contraire.

Et nous devons le dire, sans rejeter entièrement sur les directions pontificales la responsabilité d'une conduite que chacun avait à régler selon la conscience de ses devoirs, cette politique, dont les tendances s'affirmaient et s'imposaient avec un éclat toujours soutenu, rendait singulièrement délicate l'attitude publique des évêques vis-à-vis des représentants du pouvoir.

Quoi d'étonnant, si plusieurs prélats donnaient trop de place, dans les circonstances officielles, aux

protestations d'esprit pacifique, aux assurances de leur loyalisme constitutionnel, et passaient à peu près sous silence la revendication des libertés catholiques, au risque d'étonner l'opinion publique en oubliant la réserve que la charge des droits violés leur imposait, au risque aussi de diminuer à ses yeux la gravité de cette violation? Quoi d'étonnant, si parfois même leur langage était empreint d'un libéralisme corrupteur des saines idées?

Au surplus, nous n'entendons pas prononcer sur les cas individuels; notre tâche se borne à placer les documents sous les yeux du lecteur. Mais nous ne devons lui cacher cet aspect de la politique pontificale.

Au lendemain de la loi d'abonnement, le président Félix Faure fit un voyage dans les départements. Voici le texte de l'allocution que le cardinal Lecot lui adressa, en lui présentant son clergé (5 juin) :

J'ai l'honneur de vous présenter MM. les vicaires généraux, les membres du chapitre de l'Eglise primatiale et MM. les curés de la ville de Bordeaux.

Le clergé du diocèse s'unit à moi, monsieur le Président, pour vous offrir l'hommage de son respectueux dévouement; il est heureux d'honorer à la fois la situation et l'homme et de pouvoir mettre ainsi d'accord son devoir et ses sympathies.

Après le regretté président que cette cité acclamait il y a six ans, *qui vécut si honnête et qui mourut chrétien*, nous pouvions avoir l'espérance que *les traditions commencées se conserveraient honorables et pures dans notre magistrature suprême*.

La Providence a souri à nos vœux, en vous appelant à les continuer.

Le clergé de France, monsieur le Président, est aujourd'hui ce qu'il fut dans tous les temps ; sa vie est tout entière en Dieu et dans son pays ; en Dieu par la foi ; dans son pays par le patriotisme le plus sincère et le plus passionné qui puisse se rencontrer où que ce soit.

Il a le sentiment de ses droits parce qu'il aime la justice, il a surtout le dévouement au devoir parce qu'il aime sa patrie et son Dieu ; il suit avec les mêmes préoccupations du cœur et avec les mêmes élans de la prière ses chers enfants chargés de l'honneur du pays dans les luttes lointaines, ses assemblées délibérantes dans toutes les décisions qui touchent à la paix des âmes et à l'honneur du pays, son président très honoré dans les démarches multipliées qui lui font recueillir les remerciements chaleureux des pauvres dans les hôpitaux et les acclamations enthousiastes des populations dans ses voyages à travers la France.

En dehors des dispositions et des préférences qui peuvent varier à l'infini, le prêtre est ce que le veut, d'accord avec un enseignement qui n'a jamais varié, le chef suprême de l'Eglise qui aime les Français, car, dans ce pays de foi et de bon sens, être catholique et se laisser diriger par le Père commun des catholiques c'est tout un : ses vœux, qu'il dépose avec confiance *dans votre cœur loyal et bon*, monsieur le Président, n'ont rien qui puisse étonner ou seulement surprendre. Il demande à voir se graver dans les cœurs la formule que nous voyons sans déplaisir d'aucune sorte gravée sur nos murs et que les pouvoirs publics, dans ce temps de démocratie éprouvée, nous gardent avec un soin jaloux ; la liberté qui brise les chaînes, l'égalité qui assure la justice et la fraternité, la douce et forte charité du Christ qui fait l'union dans l'amour.

Comme il arrivait régulièrement en pareille circonstance, le Président prenait acte de telles déclarations et les mettait en valeur :

Je suis très touché des paroles que vous avez prononcées. Je sais, Eminence, que les vertus que vous avez rappelées sont l'apanage des membres du clergé de votre diocèse, vous les pratiquez comme des vertus chrétiennes, *ce sont aussi des vertus républicaines.*

Vous pouvez être assuré que le gouvernement de la République est pénétré de pensées de liberté, d'union et de concorde : il s'est toujours inspiré et s'inspirera toujours de la belle devise que vous rappeliez et qui est inscrite sur le fronton de nos monuments : Liberté, Egalité, Fraternité.

Vous pouvez beaucoup pour faciliter sa tâche en contribuant à l'apaisement des esprits, à l'union de tous les Français ; vous ferez ainsi œuvre de bons catholiques et de bons citoyens. Je connais trop votre patriotisme pour ne pas être assuré que vos enseignements et vos conseils seront toujours animés de l'esprit élevé qui a dicté vos paroles.

Mais la presse ne manquait pas de tirer encore plus clairement la morale : voici d'abord *le Temps* :

Ce qu'il y a de plus frappant, peut-être, c'est ce que Mgr Lecot ne dit pas : c'est l'exclusion préméditée de toute allusion voilée ou non de la question fiscale, dont ailleurs on a mené si grand bruit : *c'est l'indifférence absolue où cette prétendue persécution subie par l'Eglise laisse l'âme de l'archevêque. Il est bien évident que ce prélat ne partage pas l'émotion manifestée par quelques-uns de ses collègues.* Mais il y a plus encore que ce silence. Loin de considérer le régime républicain comme nécessairement et essentiellement hostile à la religion, il a commenté avec éloquence la formule de la Révolution : Egalité, Liberté, Fraternité, en demandant simplement qu'elle se grave dans tous les cœurs, comme elle est gravée sur les murs des édifices publics.

Notons enfin un plus direct et précieux hommage. *Après une allusion au dernier président de la Répu-*

bligue, « qui vécut si honnête et qui mourut chrétien », il a ajouté que cette tradition honorable et pure se continuait dans cette magistrature suprême et par cela même en imposait le respect à tous les bons citoyens. Si partout l'épiscopat était animé de ces sentiments, les malentendus se dissiperaient aisément et la question cléricale disparaîtrait bientôt de la politique pour le plus grand bien de tous.

Écoutons maintenant l'*Echo de Paris*:

A chaque étape — et combien est-il obligé d'en franchir ! — que parcourt M. Félix Faure, le clergé apporte ses déclarations plus ou moins habilement préparées.

Or, pas une note discordante n'a été donnée jusqu'ici et le mot d'ordre parti de Rome a triomphé partout des intentions de protestations locales.

Il est curieux de constater combien certains meneurs cléricaux, qui voulaient de Paris échafauder sur le dernier vote du Parlement une campagne beaucoup plus politique que religieuse, se trouvent mis de côté par les évêques et par Léon XIII.

Nulle part la résistance n'apparaît, pour cette bonne raison que le droit établi par les Chambres non seulement ne saurait tuer les congrégations, mais qu'il leur servira à consacrer une existence jusqu'ici plus ou moins contestée.

C'est M. Ranc, qui, dans *le Matin*, donne la note la plus répugnante. On nous pardonnera, dit *la Vérité*, de le montrer dans les exercices d'un style à rendre jaloux le Zola de la Mouquette, mais on doit se rappeler la leçon que les Spartiates tiraient du spectacle des Ilotes en état d'ivresse. Ces citations font voir en quelle estime nos ennemis tiennent ces prélats conciliateurs :

Qui se douterait, écrit un des distingués collabora-

teurs du frère Janicot, que l'Eglise de France traverse une des périodes les plus douloureuses peut-être de son histoire ?

On ne s'en douterait pas ; en effet, à Nevers, à Moulins, à Clermont, à Tulle, les évêques se sont présentés à M. le Président de la République ; ils l'ont salué en plongeant et, sauf votre respect, à cu.. ouvert.

Pas un d'eux n'a fait la plus légère allusion à l'épouvantable loi qui va obliger les moines et moniales à payer l'impôt, comme tous les autres citoyens et citoyennes.

Au banquet de Bordeaux, le cardinal archevêque Lecot était assis à côté du franc-maçon Félix Faure.

Le voilà, le symbole de l'apaisement.

On serait tenté de dire que ni le roi saint Louis ni aucun des rois très chrétiens ne fut plus encensé par le clergé que le président Carnot, ou le président Félix Faure, chefs d'un gouvernement athée, et qui ne mettaient jamais le pied dans une église. Il est difficile de calculer l'influence que cette attitude inspirée par la politique pontificale eut sur l'affaiblissement des convictions et les compromissions de conscience.

Six mois après l'Encyclique, en septembre 1892, Mgr Juteau, évêque de Poitiers, harangue en ces termes le Président de la République :

J'ai l'honneur de vous présenter les hommages respectueux de mon clergé et les miens.

Les prêtres de ce diocèse sont zélés, simples et modestes, attachés aux devoirs de leur ministère sacré, dévoués aux intérêts de la patrie.

Nous avons accepté sans réserve la doctrine si nette, si résolue du Souverain Pontife, et applaudi à son grand amour pour la société moderne et nos institutions démocratiques.

Il a béni, glorifié l'accord de notre foi et de notre patriotisme. Français républicains, nous ne saurions désormais compromettre notre titre de catholiques dévoués, d'enfants soumis de l'Eglise et du Pape.

Que le ciel vienne en aide, monsieur le Président de la République, à vos travaux; qu'il assure les résultats heureux des grandes manœuvres dont notre contrée vient d'être le théâtre! Qu'il accorde le succès à cette expédition lointaine que vous venez d'entreprendre! Qu'il bénisse nos armées de terre et de mer! Que Dieu conserve la France et le grand citoyen qui la représente si dignement!

A l'occasion des grandes manœuvres de 1893, Mgr Fuzet adresse à M. Carnot le discours suivant:

Evêques et prêtres, nous sommes heureux de venir vous offrir nos respectueux hommages et l'assurance de notre dévouement absolu aux intérêts de la patrie. C'est parce que nous comprenons ces intérêts que nous proclamons le devoir de ne pas mêler la religion, dans sa majesté auguste, aux luttes des passions humaines, d'oublier les vieilles querelles, d'accepter sincèrement et de garder loyalement la constitution républicaine, telle que la France la maintient avec une fidélité que rien ne peut ébranler; et en même temps nous prêchons à tous les règles évangéliques de la vie chrétienne, qui rendent les âmes fortes, les mœurs publiques honnêtes, les peuples heureux.

Nous nous renfermons dans l'exercice de ce ministère assez vaste et assez beau pour suffire à notre ambition; mais affectionnés à notre pays, nous ne nous séparons pas de l'âme de la nation, appelant l'heure prochaine où l'unité politique remplacera les divisions funestes des anciens partis, et où nous verrons tous les fils de France travailler à sa prospérité matérielle comme à sa grandeur morale.

Aussi demandons-nous à Dieu de faire régner l'équité

dans les lois, la justice dans les réformes, la concorde et la tolérance entre toutes les classes de la Société.

Nous lui demandons, monsieur le Président, de vous protéger, *afin que vous continuiez à renouveler au déclin de ce siècle, pour les triomphes pacifiques de la République, pour son influence et sa bonne renommée dans le monde, les gloires qui illustrèrent, au commencement de notre âge, le nom que vous portez si dignement.*

C'est bien dans cette grande fête militaire, réunissant en présence de notre admirable armée toute la France dans un même sentiment de légitime fierté et d'indéfectible espérance, que nous devons exprimer ces vœux patriotiques.

Ils se réaliseront, et la République, bénie du ciel, servie par tous les Français, respectée par tous les peuples, poursuivra, puissante et prospère, ses glorieuses destinées.

Tours était la dernière étape du président de la République, à son retour à Paris, lors du voyage qui suivit la loi d'abonnement. Dans la gare de Saint-Pierre-des-Corps, pendant les quelques minutes d'arrêt du train, il fut harangué par son Em. le Cardinal Maignan, archevêque de Tours, en ces termes.

Monsieur le Président,

L'archevêque de Tours, ses vicaires généraux, les chanoines et les curés de la ville métropolitaine s'empres-sent, à votre passage, d'offrir au président de la République l'expression sincère et loyale de leurs profonds respects.

Ils se joignent avec bonheur aux autorités civiles et militaires pour saluer en vous une popularité à laquelle la Touraine, où vous n'êtes pas un étranger, applaudit avec unanimité. Vous vous arrêtez de trop courts instants

dans notre diocèse; vous y verriez goûtés et suivis les avis et les instructions de notre Saint-Père le Pape Léon XIII relatifs à l'attitude politique du clergé français devant la constitution que le pays s'est donnée. En nous appliquant à sauvegarder et à promouvoir les intérêts sacrés qui nous sont confiés, nous ne nous départirons jamais de notre amour de la paix et d'une conciliation à la fois évangélique et patriotique qui honore ceux qui s'y prétent. Jamais non plus nous n'oublierons que, dans les limites de ce que permet la conscience, le prêtre doit donner au peuple l'exemple de l'obéissance aux lois. Sachant bien d'ailleurs que, dans un pays de liberté et de justice comme la France, des lois excessives n'auraient qu'une éphémère durée.

Que Dieu veille sur vos jours, monsieur le Président, nous prions pour que le Ciel vous donne de réaliser tout ce que votre cœur généreux vous inspirera pour l'honneur et le bonheur de la République.

Ce discours attira au cardinal la réponse suivante du Président :

Je connais et j'apprécie vos sentiments et la correction de votre attitude. Je sais que vous ne consentirez pas à vous associer à une campagne de résistance aux lois. Le gouvernement n'attend pas moins de votre patriotisme éclairé! Je suis touché de votre démarche et je vous en remercie.

Un incident, insignifiant en lui-même, révéla au public que le cardinal-archevêque de Tours avait communiqué le texte de son allocution au journal *l'Eclair*, avant qu'elle fût prononcée. Il ne faudrait pas confondre *l'Eclair* d'alors avec celui d'aujourd'hui. Ce journal fut amené par une polémique de détail à publier un télégramme de Mgr Maignan

indiquant une correction au texte primitif. Ces communications donnent naturellement du poids aux explications de *l'Eclair* sur la pensée du cardinal. Comme on discutait sur le point de savoir si celui-ci plaçait la loi d'abonnement parmi celles auxquelles le clergé doit obéissance, *l'Eclair* dit :

Il n'en reste pas moins à établir si, de l'aveu de l'éminent archevêque de Tours, l'obéissance à la loi d'accroissement rentre précisément ou ne rentre pas « dans les limites de ce que permet la conscience ».

Or, nous sommes en mesure de trancher le litige.

Nous pouvons, en effet, affirmer que le cardinal Maignan a donné aux congrégations religieuses d'Indre-et-Loire les mêmes instructions conciliantes que Mgr Fuzet à celles de l'Oise.

Seulement, au lieu de les publier, comme l'évêque de Beauvais, il les a fait porter à domicile, dans chaque communauté, par un délégué.

D'où il appert que l'archevêque de Tours n'a entendu émettre, dans le passage de son discours, cité plus haut, qu'une réserve purement doctrinale, sans aucune application déterminée à telle ou telle loi, et que par conséquent M. Félix-Faure était parfaitement fondé à lui répondre : « Je sais que vous ne consentiriez pas à vous associer à une campagne de résistance aux lois. »

L'attitude de Mgr Maignan s'explique d'autant mieux qu'il a été, on s'en souvient, le destinataire de la fameuse lettre du cardinal Rampolla, secrétaire d'Etat du Saint-Siège, document empreint, comme nous l'avons fait remarquer en tout temps, du plus large esprit de tolérance...

Mgr Lecot, le jour où lui fut imposée la barrette cardinalice, n'hésite pas appeler le Président *l'idole de la Bourgogne*, à vanter « les vertus de famille religieuses et civiles qui brillent d'un particulier

éclat dans sa maison », et à prier Dieu « de le garder longtemps en possession de ce rôle pacificateur qui est autant dans les sentiments de son âme que dans les intérêts sacrés de la nation ».

Au mois d'octobre 1894, deux ministres étaient à Pau pour l'inauguration du monument érigé en l'honneur du Maréchal Bosquet.

Monseigneur l'évêque de Bayonne, venu pour présenter son clergé, s'exprime en ces termes :

Messieurs les ministres,

« En présentant leurs hommages à Vos Excellences, le clergé et l'évêque de Bayonne *affirment qu'ils regardent comme une obligation stricte celle de concourir à l'harmonieuse union de tous pour la gloire, la force et la paix de la République française.* Lors de son voyage à Bayonne en 1891, l'infortuné Président Carnot remercia le clergé d'être venu, nombreux, s'associer aux paroles que nous lui adressions de respectueux dévouement.

Aujourd'hui, le ministre que nous fûmes heureux de complimenter dans notre ville épiscopale, bien peu de temps avant que le portefeuille de la guerre fût remis à sa vaillante expérience, et le ministre dont la prompte élévation, méritée par ses talents hors ligne et par une rare activité au travail, est une gloire pour le département qu'il représente et pour la ville qui lui a donné le jour, accueilleront avec le même sentiment la *même déclaration d'adhésion sincère.*

La solennité qui vaut à Pau le grand honneur de la visite de deux ministres montre que, lorsqu'on aime la patrie et qu'on se prodigue pour elle, la patrie n'est pas ingrate et paye par de la gloire celle qu'on lui procure.

Le clergé ne peut pas briguer les lauriers des champs de bataille, mais il sera toujours orgueilleux de ceux que moissonnent nos grands capitaines et nos valeureux soldats, et toujours s'efforcera de lutter avec eux d'abnéga-

tion, de dévouement, de sacrifice. Cette patrie française, nous l'aimons comme Bosquet aima sa mère, nous inspirant de cette parole du héros : « Ne sommes-nous pas, soldats et prêtres, serviteurs de Dieu qui est le Dieu des armées et le Dieu du travail et de la paix ? » Double mission, monsieur le Ministre de la Guerre et monsieur le ministre des Travaux publics, que la Providence vous confie et pour laquelle vous pouvez compter sur notre constant et fidèle concours. »

M. Barthou répond à Mgr Jauffret :

Nous sommes heureux, M. le ministre de la Guerre et moi, des paroles que vous venez de prononcer au nom du clergé du diocèse de Bayonne et des sentiments auxquels vous avez su donner une forme si élevée et si cordiale. A coup sûr, vos éloges, du moins en ce qui concerne le ministre des Travaux publics, sont trop flatteurs. Laissez-nous les mettre au compte d'une sympathie qui m'est d'autant plus précieuse que nous la savons indépendante et sincère. Mais, comme membres du gouvernement, nous devons retenir surtout les déclarations plus générales que vous avez faites. La République n'a pas d'ambition plus haute que d'apaiser toutes les haines et de réunir autour d'elle tous ses enfants. Vous l'avez compris, et vous avez dit que vous teniez pour une obligation stricte d'adhérer au gouvernement qui puise sa force dans la volonté nationale. Ce langage est celui d'un bon patriote. Accepter la République c'est aimer, c'est bien servir la France.

A la fin de l'année 1895, marquée par la loi d'abonnement, Mgr Fonteneau, archevêque d'Albi, s'adresse en ces termes au préfet de son département, dans les réceptions officielles du jour de l'an :

Nous professons des sentiments de respect et de dévouement pour les représentants du pouvoir. Nous

n'ignorons pas la solidarité qui nous unit en quelque sorte aux fonctionnaires de la République. Nous aurons envers vous le respect que l'autorité supérieure a le droit d'attendre d'un clergé d'élite qui, connaissant l'origine divine du pouvoir, ne croit pas déroger en se soumettant sincèrement aux institutions qui nous régissent. Nous n'ambitionnons que le privilège des apôtres, celui de nous dépenser pour la gloire de Dieu et le salut des âmes.

Mgr Gouzot, archevêque d'Auch, apprenant, en octobre 1894, la nomination d'un nouveau préfet dans le Gers, lui écrit de Paris :

Monsieur le Préfet,

Bien que fort loin d'Auch, je m'empresse de m'y rendre pour vous souhaiter la bienvenue. Mes rapports avec votre prédécesseur ont toujours été non seulement courtois, mais excellents. Il en sera ainsi, avec vous, votre réputation m'en est un sûr garant.

Concilier, uniren conformité avec le Saint-Siège, c'est ma vie ; mon pieux et vaillant clergé s'honore des mêmes dispositions, parce qu'il est fier d'être avec le Saint-Père.

Dès lors, loin de vous créer des difficultés, nous les préviendrons, nous les aplanirons toujours, comme je n'ai jamais cessé de le faire avec dix-huit préfets que j'ai eu l'honneur d'avoir depuis 1870, comme archiprêtre de cathédrale, évêque et archevêque.

Puissions-nous ainsi, monsieur le Préfet, vous procurer des jours heureux dans notre beau département, au milieu de mes bien-aimés et si intelligents diocésains !

Puissions-nous ainsi honorer la religion et servir la patrie, en vous aidant à asseoir la République sur les bases essentielles à sa durée, la justice et la liberté !

Ce sont là des exemples entre beaucoup d'autres. Laisseraient-ils soupçonner même, si elle

n'était connue par tous les faits de l'époque, la situation lamentable de la religion dans le pays, et la persécution incessante dont elle était l'objet de la part du pouvoir ?

II. — Les éloges du Président Carnot.

L'exécrable assassinat du président Carnot était assurément une de ces circonstances tragiques où le respect et la décence imposent à tous les griefs un silence momentané. Mais la fin la plus digne de compassion et de sympathie ne saurait effacer les responsabilités publiques, ni devenir la justification d'une vie qu'elles écrasaient de leur poids devant l'Eglise et devant l'opinion des catholiques. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici les lois iniques présentées au Parlement avec la signature du président Carnot et les mesures odieuses qu'il a sanctionnées. Si l'on en rapproche le langage outré de nos prélats, je ne sache rien de plus propre à remplacer la conscience des devoirs civiques du chrétien par les commodes maximes du libéralisme.

Mgr Jauffret, évêque de Bayonne, prescrit des prières et ajoute :

Nous demanderons que le Ciel lui tienne compte de son honnêteté parfaite, de ses hauts sentiments et de ce qu'il y avait de sincèrement bon dans ses intentions.

Mgr Lecot :

C'est dans l'accomplissement d'un devoir que la mort l'a surpris.

Il la vit venir avec le calme et l'intrépidité qu'on trouve chez les héros sur le champ de bataille. La Providence avait préparé d'ailleurs à cette âme loyale et droite l'assistance d'un grand cœur dans ce moment suprême ; l'archevêque de Lyon parut un instant auprès de l'auguste malade, et fut assez heureux pour rappeler au fond de l'âme du blessé les convictions endormies ; un serrement de main énergique fut à la fois un signe d'amitié donné au prélat et un gage de retour généreux à la foi du chrétien.

Il voulut et reçut les sacrements de l'Eglise catholique *et put donner ainsi à une vie brillante de toutes les vertus humaines le couronnement de la vertu surnaturelle*, qui seule assure le salut, suprême et immense consolation pour sa famille noblement et simplement chrétienne, pour la France catholique qui désirait si ardemment pouvoir louer sans réserve des vertus jusque-là incomplètes, pour le Pape qui aimait le Président Carnot comme il aimait la France, et qui, si souvent, de ses yeux baignés de larmes, demanda à son crucifix, dans la solitude de son petit oratoire, le retour à la vraie lumière du gouvernement républicain et de son chef.

C'est à l'homme qui vécut et mourut de la sorte que nous devons aujourd'hui nos prières : personne de nous ne les refusera au citoyen digne de tous les respects, à l'homme public dont le désintéressement et la loyauté resteront légendaires, au chef d'Etat dont la vie fut si pure et la fin si glorieuse.

Mgr Gouzot :

Cette manifestation religieuse et patriotique sera un hommage au chef de l'Etat, à sa veuve inconsolable, à toute sa famille. Quels temps difficiles il a traversés ? Nous demanderons au Juge suprême de tenir compte du bien qu'il a fait, de celui qu'il a voulu faire, des tortures de son agonie, et surtout de sa fin chrétienne, qui est un exemple mémorable.

En priant, nous réfléchissons. Le crime du 24 juin a un caractère peut-être unique dans l'histoire des scélératesses humaines. Depuis Caïn jusqu'à nos jours, il y a eu bien des assassins. D'ordinaire ils ont voulu atteindre un ennemi, une dynastie, un principe, une nation. Ici, c'est la société tout entière, dans l'universalité de ses principes essentiels, qui a été frappée.

Comment triompherons-nous de cette invasion de bêtes féroces? Uniquement par l'union.

Et où est l'union? *Dans l'adhésion aux conseils du Saint-Père (11).*

En s'y conformant, tous les braves gens se grouperont autour du nouveau président de la République, pour l'aider à faire régner dans notre pays la justice et la liberté.

Mgr Larue, évêque de Langres :

Vous voudrez bien, monsieur le Curé, exhorter vos paroissiens à prier pour le magistrat de la République si lâchement assassiné. Que tous, inspirés par la foi et le patriotisme, demandent au Dieu des miséricordes la lumière et le repos éternels pour celui qui, pendant 7 ans, *a présidé avec intégrité et dévouement aux destinées de notre pays*. Que tous, anxieux en présence des menaces de l'impiété, cause des désordres publics, supplient le Seigneur de protéger notre patrie, afin qu'elle reste fidèle à sa noble mission dans le monde.

Mgr Touchet, évêque d'Orléans, commence l'oraison funèbre du président défunt, en retournant au profit de celui-ci la grande parole que Massillon prononçait sur le cercueil de Louis XIV, et célèbre son héros en ces termes :

Les leçons de la mort, ce sont des leçons de grandeur. En face du cercueil de Louis XIV, se rappelant le souvenir des batailles gagnées, des provinces conquises,

des lauriers littéraires et artistiques semés sous les pas de ce triomphateur, par la main d'une Providence prodigieuse ; voyant le peu de place que tiendrait désormais celui qui avait occupé tant de place, Massillon promena ses regards sur l'assistance qui se pressait autour de lui, puis il prononça ces mots fameux : Dieu seul est grand, mes frères !

Certes la phrase est belle et sonne bien. Mais elle n'est pas vraie. Sans nier en effet que Dieu soit la grandeur substantielle et essentielle, disons que l'homme aussi est grand, très grand !

Il est grand, parce qu'il est le fils de Dieu, venu de son Père et retournant à son Père.

Il est grand, parce qu'il est capable de comprendre le devoir et capable de l'accomplir.

Il est grand, parce qu'il est appelé à vivre en honnête homme toujours, et en héros parfois ; à mourir en chrétien toujours et en martyr parfois, afin de survivre en immortel, en bienheureux.

Recueillons-nous, Messieurs, prions pour l'âme du président Carnot. Il a rempli noblement sa tâche. *Il a vécu en honnête homme, il est mort en chrétien, en martyr* ; puisse Dieu lui accorder pour ses mérites et par nos supplications la survivance des élus.

Si l'authenticité de ce texte n'était pas garantie par sa publication dans les *Annales Religieuses* du diocèse d'Orléans, nous hésiterions à croire qu'il est absolument exact ; car c'est le catéchisme même qui nous apprend que celui-là n'est pas vraiment honnête homme qui méconnaît ses devoirs essentiels de la vie chrétienne. Combien moins l'est-il, quand il a voté ou sanctionné nombre de lois odieuses contre l'Eglise !

L'auteur de cet ouvrage s'est permis plusieurs fois de dire qu'on pourrait trouver nombre de pré-

tres pour absoudre le Président de la République, tous les ministres, tous les députés, comme n'étant ni les uns ni les autres personnellement responsables des attentats consommés par une législation impie contre les droits les plus sacrés de Dieu et de l'Eglise. Sans faire aucunement aux prélats cités l'injure de cette faiblesse, on conviendra qu'il faudrait un langage plus ferme que le leur pour réagir contre le libéralisme qui y conduirait certains autres.

Mgr Fuzet, évêque de Beauvais, adresse au clergé et aux fidèles de son diocèse une lettre où, après avoir parlé des « éminentes qualités » du président de la République, il continue ainsi :

On reconnaissait en lui *l'homme juste et bon* qui rehaussait ses hautes fonctions par la dignité de sa vie privée. Il était impossible de l'approcher sans éprouver pour sa personne un respect sympathique. Le coup immérité et féroce qui a frappé M. Carnot se fait sentir à tous les cœurs. Nous prenons une vive part à l'inconsolable affliction de sa famille si cruellement éprouvée. Elle souffre pour la France ; toute la France souffre avec elle.

Mais cet affreux attentat ne doit pas seulement exciter des regrets et des larmes ; il nous impose de grandes obligations.

N'oublions pas que, citoyens de la République, nous sommes tous atteints dans la première magistrature de notre Gouvernement. La crise redoutable que traverse le pays montrera que nos institutions sont à la hauteur de toutes les épreuves ; montrons que nos mœurs politiques sont à la hauteur de nos institutions. Tandis que le Congrès remédiera au malheur présent avec promptitude et sagesse, nous saurons aider la transmission du pouvoir souverain par notre possession de nous-mêmes, *par notre respect absolu de la loi et de l'autorité.*

Fils de l'Eglise, notre deuil ne se borne pas à l'expression de notre douleur, et à l'accomplissement de ces devoirs civiques.

Au delà du temps, nous voyons l'éternité ; au-dessus des hommes, nous voyons Dieu.

Prions.

Il nous faut prier pour celui qui n'est plus, afin que Dieu lui soit miséricordieux, et comment ne le serait-il pas pour un martyr de la patrie ?

Il nous faut prier afin que les pouvoirs publics soient inspirés d'élire un président qui marche à la tête du gouvernement de la République dans les voies de l'honneur et de la justice.

Il nous faut prier afin que le monde apprenne une fois de plus que les coups les plus funestes de la fortune adverse ne sauraient interrompre les glorieuses, les immortelles destinées de la France.

Notre présente *lettre pastorale* sera lue dimanche prochain dans toutes les Eglises et chapelles du diocèse.

Enfin, Mgr Billières, évêque de Tarbes, dans une lettre pastorale relative à la mort de M. Carnot, évoque ce compliment qu'il avait eu « l'honneur » de lui faire un jour : « Nous saluons en vous, non seulement le glorieux élu de la nation, mais encore et surtout *l'image vivante du souverain du ciel* ». — « Toucher à la Majesté ici-bas, continue-t-il, c'est toucher à la Majesté d'en haut, et *verser le sang du Christ temporel, du Christ séculier, c'est en quelque sorte renouveler les horreurs du Calvaire...* » (1).

Et, faisant allusion aux heures d'agonie du président, l'hyperbolique prélat ajoute : « Par une volonté visible du Très-Haut, qui voulait récompenser ses nobles vertus humaines, *l'auguste vic-*

time put vivre encore ce que vécut le Christ sur la croix... » (1).

Ces exemples des complaisances excessives du clergé à l'égard d'un pouvoir oppresseur donnent la simple esquisse d'un tableau qu'il serait facile de pousser davantage, mais nous n'éprouverions qu'un sentiment pénible à le compléter.

III. — Ménagements et désaveux de Rome.

Nous ajouterons même, à l'excuse de ces prélats, que la faveur de Rome n'était point pour ceux qui suivaient une conduite différente de la leur. On en a vu déjà plus d'un exemple dans les chapitres précédents. Celui concernant le cardinal Richard, qui marque la condamnation de *la Croix* et la dispersion des Pères Assomptionnistes, en 1899, est plus éloquent que tous les autres ; et quoique nous l'ayons relaté ailleurs plus en détail, il doit avoir sa place ici.

Les documents contenus dans le *Livre Jaune* publié par le cabinet Combes révélèrent au public qu'en 1899 le Saint-Père, faisant droit aux réclamations des libéraux et aux plaintes du Gouvernement, avait « *réprouvé l'esprit et le ton de la Croix* (1) ».

Rassuré du côté de Rome, le gouvernement traîne les Assomptionnistes devant les tribunaux. Les voici inculpés de révolte contre la République, presque de conspiration ouverte, plus maltraités que les irréconciliables, et outragés par un réquisi-

(1) *Cas de Conscience*, chap. V.

toire venimeux et menteur. Leur dissolution est prononcée. C'était le moment précis où le gouvernement s'apprêtait à disperser toutes les Congrégations et à achever la destruction de l'enseignement chrétien.

Le vénérable cardinal de Paris, pour remplir son devoir de pasteur, de défenseur et de père, pour donner à la conscience publique une satisfaction qu'il sentait attendue, vint honorer de sa visite ces nobles sacrifiés.

Certes, la démarche honorait le cardinal lui-même, comme expression spontanée de ses hauts sentiments; le sens de la protestation était clair, mais la forme, assurément, irréprochable. Certes, les évêques et les prêtres d'Allemagne ont poussé plus loin leurs manifestations.

*M. Delcassé, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Nisard.*

Paris, le 26 janvier 1900.

L'archevêque de Paris, au lendemain du jugement qui a dissous la congrégation des Assomptionnistes, s'est rendu à leur couvent et leur a prodigué les encouragements. La démarche du cardinal Richard a dû émouvoir très légitimement le gouvernement de la République. En admettant même qu'elle ne comporte aucune sanction en droit strict, ce que j'ignore, ne connaissant encore les faits que par les journaux, elle n'en constituerait pas moins une manifestation injustifiable *d'opposition envers les pouvoirs publics*, et tous ceux qui ont le souci des bonnes relations entre l'Etat et l'Eglise catholique seront d'accord pour condamner une telle imprudence. Ils se montreraient surtout sévères pour les encouragements apportés solennellement aux rédacteurs de *la*

Croix, dont les excès et les efforts pour diviser la France ont été blâmés par la plus haute autorité catholique.

Je vous prie de vous rendre chez le cardinal Rampolla. Vous lui exposerez l'impression pénible produite sur nous par une manifestation que des esprits passionnés devaient nécessairement interpréter comme *un appel à la révolte*. Nous voyons déjà, en effet, que quatre de nos évêques ont entendu marquer qu'ils s'associaient à cette protestation, et l'on ne peut prévoir toutes les conséquences d'un exemple aussi dangereux.

Il est à craindre que, si ces provocations devenaient trop nombreuses, le Parlement ne soit entraîné à réagir, et que *la pacification ne soit sérieusement compromise, contre notre commun désir*.

Il ne saurait entrer dans la pensée du gouvernement de la République de demander au Saint-Siège d'intervenir entre notre épiscopat national et lui, mais il est probable que le simple exposé de la situation amènera le Pape à chercher le moyen d'y apporter remède. *Une condamnation portée spontanément contre les auteurs d'une telle agitation, ou simplement une approbation exprimée d'aussi haut, à l'égard de ceux qui se tiennent à l'écart de ces luttes*, suffirait probablement pour empêcher de se développer un mouvement encore hésitant. Et il semble bien que ce soit là le rôle de la Papauté tel que l'interprète la haute sagesse de Léon XIII, d'arrêter dès l'origine, *en rappelant le respect dû à la loi, des conflits où des passions purement politiques se couvrent de prétextes religieux*.

Je me propose de présenter demain au Nonce ces réflexions, et de l'entretenir de mes préoccupations. Je crois cependant nécessaire que le cardinal Rampolla en soit directement saisi par vous. Il y trouvera notamment l'occasion de s'éclairer sur les difficultés qu'il entrevoit, sans doute, mais que votre expérience vous permettra de faire ressortir avec plus de netteté. Vous voudrez bien me rendre compte de vos démarches.

M. Nisard à M. Delcassé.

30 janvier 1900.

Ce matin le cardinal Rampolla m'a dit qu'il avait saisi immédiatement le Saint-Père de la communication que je lui avais faite aussitôt la réception de votre lettre du 26 de ce mois, et que le Pape avait fait envoyer des instructions au Nonce, en vue de maintenir le calme et d'éviter que *l'agitation politique* se propage parmi l'épiscopat français. Le cardinal, en terminant, a marqué la confiance que le gouvernement de la République, de son côté, s'attacherait à éviter tout ce qui pourrait aller à l'encontre du résultat que, de part et d'autre, l'on est également désireux d'atteindre.

M. Nisard à M. Delcassé.

8 février 1900.

J'ai signalé au secrétaire d'Etat la satisfaction avec laquelle le gouvernement de la République *avait constaté l'efficacité des efforts du Saint-Siège* pour éviter le développement des incidents provoqués par la démarche du cardinal Richard.

Le cardinal Rampolla m'a renouvelé l'assurance que rien n'était plus contraire aux intentions et aux vœux du Pape que la participation de l'épiscopat à une agitation politique.

Sans doute ces tristes documents, qui révèlent l'humiliation de la diplomatie pontificale, n'étaient point connus du clergé à l'époque où ils furent écrits. Mais, outre la leçon des événements passés, il y avait pour les évêques « les instructions envoyées au nonce » ; et celui-ci ne manquait pas de les suivre avec un zèle qui permit au Gouvernement de marquer au Saint-Siège *sa satisfaction pour l'efficacité de ses efforts.*

IV. — L'indifférentisme politique.

Il y a un mot qui dit tout le fond de la politique de ralliement ; il y a une erreur dont découlent toutes ses erreurs et ses méprises : c'est *l'indifférentisme politique*.

Albert de Mun l'a excellemment défini dans son discours de Vannes, en 1883, quand il n'était rien moins que rallié :

L'indifférence politique est dans cette erreur pratique qui, s'appliquant à un pays déterminé, y tient tous les gouvernements pour également bons ; elle est dans cette insouciance qui le accepte tous par une défaillance coupable, et qui se réfugie dans le chimérique espoir de trouver des expédients pour en tirer parti.

Erigé en principe, l'indifférentisme politique serait une erreur de doctrine ; quand il inspire les actes, c'est une erreur de conduite.

L'erreur de doctrine, on ne la trouvera pas dans les Encycliques de Léon XIII, quoique l'insinuation s'en soit glissée, comme je l'ai fait voir, dans la traduction française de ses œuvres la plus répandue (1). Et enfin, s'y trouva-t-elle, ce qui n'est pas, il resterait à rappeler que l'infailibilité pontificale n'est pas engagée dans toute encyclique ou dans toute partie d'une encyclique. Cette erreur était-elle dans la pensée personnelle de Léon XIII ? Nous n'avons pas à le rechercher.

Mais il nous semble impossible de ne pas recon-

(1) *Cas de Conscience*, p. 443.

naître que sa conduite pratique à l'égard de la France en était imprégnée ; et c'est en se laissant aller à cette erreur que nombre de prélats, de prêtres et de laïques se sont comportés en fait comme si à leurs yeux, selon le principe du libéralisme, la politique et la religion se mouvaient dans deux sphères non seulement distinctes, mais complètement indépendantes, comme si toutes les formes de gouvernement étaient également bonnes, dans un même Etat, comme si la forme de gouvernement dans un pays donné importait peu.

Nous avons suffisamment traité ailleurs cette question de l'indifférentisme politique (1).

Mais il nous paraît bon de clore ce chapitre en reproduisant la lettre adressée par Mgr Freppel à Mgr Bellot des Minières, évêque de Poitiers, en 1881, à propos de son mandement de prise de possession.

Tout lecteur attentif y trouvera, outre une nouvelle réfutation de cette erreur, le tableau et le redressement anticipés de ces attitudes sans dignité, sans fermeté, de cet optimisme qu'on croirait volontairement aveugle, dont la politique de ralliement a depuis fait passer l'habitude dans nos mœurs :

Angers, le 26 février 1884.

Monseigneur,

Vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer votre mandement de prise de possession du siège de Poitiers. Je me suis empressé de le lire avec toute l'attention due aux premiers écrits d'un collègue nouvellement venu dans nos rangs, et je puis me rendre ce témoignage, avec la bienveillance dont vis-à-vis d'un évêque je me sentirais

(1) *Cas de conscience*, chap. XI.

encore le besoin, alors même qu'elle ne serait pas un devoir. Il s'y mêlait bien, je ne saurais vous le dissimuler, quelque sentiment d'inquiétude, en présence des éloges prodigués à votre lettre pastorale par les feuilles ennemies de la religion et du clergé, telles que *le XIX^e Siècle*, *le Temps*, *la Paix*, *le Télégraphe*, *le National*, *l'Avenir de Poitiers*, *le Patriote d'Angers*, etc. ; mais il ne me semblait pas possible qu'un évêque pût mériter des louanges qui, à l'heure présente et sous la plume des adversaires de notre foi, équivalent à des injures.

Vous dirai-je, Monseigneur, que j'ai été pleinement confirmé soit dans mes espérances, soit dans mes craintes ?... Assurément, comme je n'en doutais pas, il y a loin de ce que vous dites à ce que l'on vous fait dire ; et *le XIX^e Siècle*, entre autres, vous insulte gravement lorsqu'il ne craint pas de vous ranger désormais parmi ses collaborateurs.

Mais, cette part faite à d'évidentes exagérations, je me vois pourtant obligé de reconnaître, et non sans une vive douleur, que la presse anti-religieuse ne s'était pas trompée dans ses appréciations ; souffrez que je vous le dise avec une franchise toute fraternelle, d'autant plus que votre langage, si contraire à celui des autres évêques, nous vaut, à mes vénérés collègues et à moi en particulier, un redoublement d'injures de la part de tous ceux qui applaudissent à vos paroles.

Autant il me répugnerait de donner aucune publicité aux observations que je vais avoir l'honneur de vous soumettre, autant je regarde comme un devoir de conscience d'appeler votre attention, par cette communication tout intime, sur les dangers de la voie où vous paraissiez vous engager dès le début de votre ministère épiscopal.

Peut-être, Monseigneur, attribuez-vous à votre insu et sans le vouloir une portée un peu trop considérable à votre nomination au siège de Poitiers, en disant qu'elle a été faite, non passivement dans l'intérêt d'une Église particulière, mais en vue du bien général.

Je ne veux pourtant pas m'arrêter à cette expression d'un sentiment tout personnel ; mais là où vous me paraîsez excéder la mesure, c'est quand vous ajoutez que *cette nomination a été un indice inattendu, sinon inespéré, d'apaisement et de détente dans un moment de crise singulière.*

Apaisement et détente ! sont-ce bien là, Monseigneur, les mots qu'il convient de prononcer en face de la guerre de plus en plus acharnée que ne cesse de nous livrer le gouvernement de la majorité républicaine des deux chambres ? Ignorez-vous, par hasard, les projets de lois qui, après comme avant votre nomination, ont été mis à l'ordre du jour par les républicains, et qui ne tendent à rien moins qu'à détruire l'Eglise de France ?

Incorporation des séminaristes dans l'armée (projets Labuze et Farre) ; profanation des cimetières devenus communs à tous les cultes (projet Rameau), interdiction de l'armée de participer à aucune cérémonie religieuse (projet Saint-Martin), abolition de la loi de 1850 concernant les collèges tenus par les prêtres séculiers (projet Ferry), mainmise absolue sur les fabriques par les conseils municipaux (projet Labuze), expulsion des Jésuites, pris individuellement, de toute maison d'éducation religieuse (circulaire Ferry) ; etc. ; etc.

Tous ces projets de lois, subversifs de nos institutions religieuses, sont à l'ordre du jour et vont être votés par les républicains, n'en doutez pas un instant. Et vous parlez d'apaisement et de détente à propos de votre nomination ! Avouez, Monseigneur, que si l'on n'a pas le droit d'affirmer que vous voulez cacher la vérité aux fidèles auxquels vous vous adressez, il est à tout le moins permis de dire que vous vous trompez singulièrement vous-même.

Personne, assurément, n'aurait pu trouver à redire à l'expression digne et mesurée de votre reconnaissance envers le pouvoir civil, qui vous a désigné au choix du chef de l'Eglise, mais comment n'avez-vous pas senti

que vous dépassiez toutes les bornes en témoignant *une gratitude infinie aux hommes dévoués à leur patrie que le chef de l'Etat a appelés dans ces jours d'orage à ses conseils et associés à sa sollicitude.*

Vous osez appeler hommes dévoués à leur patrie les malheureux qui la poussent aux abîmes, les Constans, les Cazot, les Ferry, ces séides de la franc-maçonnerie, qui s'acharnent à détruire toutes les œuvres, si péniblement fondées par l'Eglise de France depuis près de dix siècles, qui n'ont pas d'autre but que de démolir nos universités libres, nos collèges catholiques, nos écoles religieuses ; qui, après avoir chassé les aumôniers de l'armée, après avoir expulsé nos religieux de leur couvent dans les terribles journées de juin, d'octobre et de novembre, s'apprêtent à bannir Dieu et l'Eglise de nos écoles primaires !

Voilà, pour vous, les hommes dévoués à leur patrie, les hommes auxquels vous avez voué une *gratitude infinie*. Est-ce là, Monseigneur, je vous le demande devant Dieu, le langage d'un prêtre, d'un évêque catholique ? Et que dites-vous aux représentants de ces persécuteurs à Poitiers, aux fonctionnaires, qui, sous leurs ordres, ont accompli des actes si scandaleux ? Vous leur dites, sans un mot de réserve : *Nous sommes faits pour nous entendre, puisque nous avons les mêmes aspirations.*

Et à quoi aspirez-vous donc, grand Dieu ! en compagnie de ces hommes avec lesquels vous vous sentez en si étroite communauté d'idées ? Faut-il vous étonner de l'indignation qu'ont provoquée de telles paroles parmi les prêtres et les fidèles de Poitiers ? Car je m'en voudrais de ne pas vous éclairer sur ce point, en m'abstenant de reproduire ici le passage suivant d'une lettre écrite par l'un des principaux membres de notre excellent clergé. « Nous sommes consternés ! Ce langage qu'on appelle un langage de paix a mis le feu aux quatre coins du diocèse ; le clergé est indigné, les moins vifs sont navrés, tous sont déçus. Les fidèles, je dis les meilleurs, sont

outrés et parlent entre eux avec une véhémence concevable, mais déplorable. En revanche, et sauf à se moquer en particulier de celui qu'ils applaudissent, les mauvais, les francs-maçons, les radicaux triomphent. »

Nous ne sommes, dites-vous, et ne serons jamais d'aucun parti. Je vous en demande bien pardon, Monseigneur, mais permettez-moi de vous le dire, vous me paraissez à cet égard dans une illusion complète ; vous êtes bien l'homme d'un parti, et du seul parti auquel, à l'heure présente, les catholiques m'appartiennent pas ; du parti républicain, du parti qui persécute tout ce que nous aimons et tout ce que nous vénérons. Les hommes de ce parti ne s'y sont pas mépris, et jusqu'à ce que vous ayez pris la peine de les détromper depuis *la Voltaire* jusqu'à *l'Avenir de Poitiers*, tous les républicains ne cesseront de vous faire l'injure de vous compter dans leurs rangs.

Autre chose est, Monseigneur, veuillez bien le remarquer, *autre chose est de se soumettre au gouvernement établi*, ce que nous faisons tous dans les limites des droits de Dieu et de l'Eglise, *autre chose est de le louer*, ce que vous êtes seul à faire.

Libre à vous de vous prononcer pour le parti qui à l'heure présente détient le pouvoir, dont il fait l'usage que chacun sait. Mais veuillez donc, je vous prie, reconnaître la même liberté aux autres.

Il n'est pas exact de dire que le prêtre et l'évêque surtout n'ont à faire aucune acception de personnes, ni de forme politique, car l'Eglise n'autorise nullement chez ses enfants une indifférence coupable sur la constitution des pouvoirs publics dans leur pays. C'est au contraire un devoir, pour chaque Français qui en est capable, de rechercher, à la lumière des principes généraux de droit naturel et des faits de notre histoire, quel est dans notre pays le gouvernement conforme au droit, à la justice, et lorsqu'on se trouve, comme nous, en présence de deux formes politiques, dont l'une a quatorze siècles de durée, et l'autre quelques an-

mées seulement, vous m'avouerez bien qu'il est à tout le moins bien permis de préférer la première à la seconde, en égard surtout au caractère provisoire et précaire d'une constitution qui se déclare elle-même revisable en tout ou en partie.

Que d'autres, ajoutez-vous, élèvent, nous ne savons, quelle ligue ; pour nous, il ne devra jamais y en avoir d'autres que la ligue sainte en faveur de la loi de Dieu. Fort bien ; mais alors vous voilà obligé de vous séparer des républicains ; car ce sont eux précisément qui veulent détruire la loi de Dieu par les projets énoncés plus haut, sans compter ceux qu'ils tiennent en réserve jusqu'après les élections. C'est contre eux que se forme, en faveur de la loi de Dieu, une ligue sainte, composée des catholiques de tous les partis, légitimistes, orléanistes, bonapartistes, et dans laquelle vous chercheriez vainement un républicain. Vous en êtes de cette ligue, si vous voulez que la loi de Dieu reste debout dans le pays. Que peut signifier dès lors votre langage ? *C'est une pure équivoque, s'il ne faut pas y voir une injustice envers ceux qui sont les seuls soutiens de la religion.* Evêque catholique, ni votre foi, ni votre caractère ne vous permettent de vous ranger du côté de ceux qui, dans les conseils du gouvernement, dans les deux Chambres, et dans la presse, attaquent et menacent tout ce que vous avez mission de défendre. A qui donnerez-vous la main, sinon à ceux qui *se liguent*, c'est-à-dire qui unissent leurs efforts pour protéger la religion contre les entreprises des républicains ?

Vous avez bien raison de dire, Monseigneur, que *rêver l'immobilité*, c'est rêver l'absurde et l'impossible. Mais qui donc, je vous prie, rêve l'immobilité ? et à qui s'adresse cette imputation ? A-t-elle rêvé l'immobilité, cette royauté française qui, depuis quatorze siècles, a su conduire la nation de progrès en progrès jusqu'au rang suprême d'où la fait déchoir la Révolution ? La vérité est que si, comme l'histoire en témoigne, la royauté et

ses défenseurs n'ont jamais rêvé l'immobilité, il est un autre rêve que les républicains ont toujours caressé avec complaisance, le rêve de l'instabilité, du provisoire perpétuel, et, grâce à leurs excès, ce rêve est devenu une réalité pour notre malheureux pays.

Sans doute, le rôle de l'Eglise est de guider les peuples dans leur marche et de les aider à accomplir leurs évolutions ; mais ne croyez-vous pas que le principe fondamental des républicains est de repousser ces conseils, cette direction, cette assistance ; de déclarer que le progrès de la civilisation consiste à se passer de l'Eglise, de son influence et de son action, à laïciser, suivant leur jargon, toutes les lois et toutes les institutions, à écarter enfin la doctrine révélée, comme inutile et même funeste à la marche des peuples.

Comment donc, je vous le demande, le rôle de l'Eglise pourrait-il être de guider le peuple français dans un mouvement dirigé contre elle, de l'aider à accomplir une révolution, qui a tout simplement pour but de détruire le règne de Jésus-Christ sur la terre ? Car, et telle me parait être, permettez-moi de vous le dire, l'illusion qui se dégage de toute votre lettre, vous vous créez une République idéale, chimérique, sans aucun rapport avec la réalité des choses. Or, ce n'est pas à cet être de raison, à cette pure abstraction que nous avons affaire, mais à la République française, à ce régime caractérisé en 1881 comme en 1793 par la guerre à Dieu, au christianisme et à l'Eglise ; voilà l'ennemi en chair et en os qui, s'il triomphait définitivement, porterait un coup mortel à la religion catholique en France. Que l'Eglise ne blâme et ne repousse, en principe, aucune forme de gouvernement, cela est de toute évidence ; mais ce qui n'est pas moins incontestable c'est que l'Eglise catholique blâme et réprouve tout régime devenu en fait synonyme d'irréligion et d'impiété. Or tel est, à ne pouvoir s'y méprendre, le caractère de ce gouvernement pour lequel vous manifestez si haute-

ment vos sympathies jusqu'à ne pas oser mêler un mot de réserve à l'expression de votre *infinie gratitude*. Faut-il vous étonner, dès-lors, Monseigneur, que votre langage ait fait la joie des impies et répandu la tristesse dans les rangs des fidèles ? Pour moi, comme ami de votre regretté prédécesseur, comme évêque d'une Eglise voisine de la vôtre, j'en ai éprouvé une profonde douleur, et si j'en juge par les sentiments de nos prêtres, mon affliction sera partagée par tout le clergé de France. De grâce, Monseigneur, épargnez-nous de telles angoisses à l'heure présente ; n'enhardissez pas les ennemis de la Sainte Eglise par de pareilles faiblesses. Après des louanges que vous-même vous regretterez un jour, ménagez aux catholiques la consolation d'entendre sortir de votre bouche un mot de blâme pour les attentats dont Ligugé, Beauchêne, Saint-Joseph vous rappellent le souvenir. Il est si pénible de voir un évêque catholique réjouir les méchants et provoquer chez les bons des réflexions comme celles que je viens de lire dans un journal : « Depuis la grande Révolution, nous n'avons pas encore entendu une voix s'élever si audacieusement de l'Eglise pour célébrer ses bourreaux. »

Veillez me pardonner cette trop longue lettre : et si, dans ma tristesse, il m'était échappé une expression trop amère, je la retirerais d'avance ; mais si nos aînés dans l'épiscopat ne vous disent la vérité, qui donc osera vous la faire connaître ? C'est pourquoi je n'ai pas hésité à vous communiquer mes impressions, et la meilleure preuve d'estime et de respect que je puisse vous donner, c'est de vous croire l'âme assez haute pour aimer à entendre, au lieu du langage de la flatterie, celui de la franchise et de la vraie affection fraternelle.

Agréez, Monseigneur, l'hommage de mon respectueux dévouement.

CH. EMILÉ,
Evêque d'Angers.

CHAPITRE VII

Waldeck-Rousseau, Combes et la politique pontificale.

I. — Les destructions (1).

On verra tout à l'heure, au moment où l'œuvre de destruction préparée de longue main va précipiter les ruines, le Souverain Pontife se préoccuper encore de promettre au gouvernement des choix d'évêques exempts d'esprit d'opposition, et invoquer les efforts qu'il a faits pour lui concilier les catholiques, comme un titre que l'Etat ne pouvait manquer de prendre au sérieux.

Waldeck-Rousseau est entré au pouvoir le 23 juin 1899 pour réhabiliter Dreyfus et organiser les représailles des puissances occultes acharnées à la destruction de la France chrétienne.

En novembre de la même année (le jugement de la Cour de Rennes est du 9 septembre), M. Leygues, ministre de l'Instruction publique, prépare un projet de loi visant directement les collèges des Jésuites et tous les collèges libres. C'est le projet fermant l'entrée des carrières publi-

(1) Les traits de ce tableau nous ont été fournis par l'ouvrage de M. Charles Bota : *la Grande faute des catholiques de France*.

ques à tous les jeunes gens qui n'auraient pas reçu l'enseignement dans un établissement de l'Etat pendant les trois dernières années de leur éducation secondaire. L'heure n'était pas encore opportune. Soumis à la Commission d'Enseignement, au lendemain de la grande enquête qui avait fait ressortir de chaudes sympathies pour la liberté, ce projet fut repoussé.

Alors on trouva plus simple de courir sus aux Congrégations directement. Un projet de loi sur les associations est préparé; M. Trouillot en est nommé rapporteur.

Au lieu d'une législation unique et embarrassée qui eût tendu à régler à la fois la situation des associations de toute nature, le projet Trouillot-Waldeck-Rousseau comportait deux législations très nettement différentes : la première assurant une large liberté aux associations non suspectes; la seconde, donnant au gouvernement le moyen de supprimer toutes les congrégations religieuses. Procédé très simple, en vérité, si simple en sa brutalité qu'on n'avait pas osé y songer jusque-là, les honnêtes gens ayant l'habitude de garder certaines formes pour se défaire de ce qui les gêne. La loi est votée et promulguée le 1^{er} juillet 1901.

L'article essentiel de la loi contre les Congrégations est celui-ci :

Art. XIII. — Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement. — Elle ne pourra fonder aucun nouvel établissement qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil d'Etat. — La dissolution de la congrégation ou la fermeture de tout éta-

blissement pourront être prononcées par décret rendu en Conseil des ministres.

Il est à remarquer que le législateur a évité de définir la « Congrégation religieuse ».

Une définition est forcément limitative : on a visé à donner à cette partie de la loi la plus grande extension possible en vue d'une plus grande latitude pour la répression.

Ni les textes, ni le langage officiel n'annonçaient que la loi du 1^{er} juillet 1901 dût servir, d'après le programme secret de quelques initiés, à détruire l'enseignement congréganiste, et contenait un arrêt de mort pour toutes les congrégations enseignantes.

Si plusieurs ordres religieux, les Jésuites, les Assomptionnistes, les Bénédictins, les Carmes, etc., sachant ou prévoyant que l'autorisation légale leur serait refusée, quittèrent le sol aimé de leur patrie, leurs collèges, leurs couvents, pourtant la plupart des autres congrégations, malgré leur épouvante, ne perdirent pas d'abord tout espoir. La loi les mettait, il est vrai, entre les mains du gouvernement; mais on les invitait en même temps à former leurs demandes d'autorisation, et on ne pouvait penser que cette invitation fût une dérision.

Du reste, un bon nombre, déjà autorisées ou reconnues, devaient continuer à bénéficier de l'ancienne autorisation (art. 18), et croyaient n'avoir rien à craindre pour leurs établissements. La loi réglait qu'une congrégation « ne pourrait fonder aucun *nouvel* établissement qu'en vertu d'un décret rendu en Conseil d'Etat (art. 13) : ce texte était clair ; il ne pouvait viser les *anciens* établissements

des congrégations autorisées. On devait croire d'ailleurs que le terme « établissements » désignait non point une œuvre quelconque fondée par une personne laïque ou séculière, et où les congréganistes seraient simplement des employés, mais seulement les maisons fondées par les congrégations elles-mêmes. On devait croire surtout que, par cette expression, la loi de 1901 ne pourrait atteindre les écoles, la situation de celles-ci se trouvant réglée par une loi spéciale, la loi de 1886. Pour ce double motif donc, les écoles libres devaient rester sauvées : on en avait pour garant des déclarations formelles de M. Waldeck-Rousseau.

Mais, par les circulaires ministérielles et les avis du Conseil d'Etat, on eût vite fait de remédier aux insuffisances de la loi de 1901. Bientôt le Gouvernement fut en état d'atteindre :

Les écoles *nouvelles* qui seraient fondées par des congrégations (*Circulaire Leygues*);

Les écoles *nouvelles* non fondées par des congrégations, mais *dirigées* par des congréganistes (*Avis du Conseil d'Etat, Circulaire Waldeck-Rousseau* du 6 février 1902);

Les écoles *anciennes* fondées par des congrégations (*Circulaire Waldeck-Rousseau* du 5 décembre 1901).

Les écoles *anciennes* non fondées par des congrégations, mais dirigées par des congréganistes, restaient-elles encore hors d'atteinte? Oui, d'après l'interprétation personnelle de M. Waldeck-Rousseau; non, d'après l'interprétation, attribuée à M. Dumay, qui allait prévaloir dans la pratique.

On obligerait donc toutes les congrégations à demander l'autorisation pour tous les établisse-

ments où elles avaient des sujets, même si ces établissements n'étaient ni possédés ni loués par elles. Par des démarches officielles ou officieuses, on les intimiderait, on les solliciterait; et la plupart, et toutes, soit affolées, soit dans l'espoir que leurs dossiers, comme parfois on le faisait entendre, seraient examinés avec bienveillance, présenteraient l'état de leurs établissements, leurs statuts, la liste de leurs membres, les situations financières, se livreraient ainsi d'elles-mêmes à leurs ennemis.

Le cabinet Waldeck-Rousseau a préparé toutes les armes nécessaires à la destruction des écoles congréganistes: un autre cabinet va se faire l'exécuteur des sentences de mort.

Après des élections législatives, où la main rude d'un gouvernement qui voulait à tout prix la victoire, et qui dispose d'une armée formidable de fonctionnaires, avait su faire sortir d'un pays épris en apparence de liberté une majorité sectaire (mai 1902), M. Waldeck-Rousseau s'efface de la scène, jugeant son rôle momentanément rempli, et passe le pouvoir à M. Combes.

La destruction de l'enseignement congréganiste commence par les écoles congréganistes *nouvelles*, celles qui ont été fondées postérieurement à la loi du 1^{er} juillet 1901, et qui sont au nombre de cent vingt-cinq. Le 27 juin, M. Combes ordonne la fermeture de ces écoles ouvertes sans la demande d'autorisation qu'une interprétation abusive de la loi prétend imposer.

Puis vient le tour des écoles congréganistes fondées antérieurement à la loi et n'ayant pas demandé l'autorisation après la promulgation de cette loi.

Ces écoles sont frappées d'un seul coup, au nombre de 2.500, par une circulaire adressée aux préfets le 15 juillet. On ne laisse que huit jours aux maîtres congréganistes pour rejoindre leurs maisons-mères.

Une pareille exécution fait éclater à travers la France un frémissement d'indignation. Le cardinal Richard écrit à M. Loubet une lettre à laquelle plusieurs évêques s'empressent d'adhérer; d'autres voix épiscopales s'élèvent et les voix de beaucoup d'hommes politiques font écho à celle de l'épiscopat.

A ces protestations le gouvernement répond par un décret présidentiel, daté du 2 août — cette fois, on y met les formes légales — qui prononce la fermeture de 324 autres établissements.

Et le drame se déroule, au milieu de populations surexcitées. En Bretagne, il s'en faut de peu que le sang ne coule à flots, comme dans une guerre civile, d'autant que le gouvernement a entrepris en même temps de faire la guerre à la langue bretonne, considérée sans doute comme une semence de cléricalisme. Beaucoup d'expulsions sont faites de façon violente, parfois avec grand déploiement de la force armée. Les révocations de maires, les suppressions de traitements ecclésiastiques, les poursuites correctionnelles exercées contre les manifestants augmentent l'effervescence. On s'émeut même à l'étranger. Et c'est au milieu de ce trouble que sont portés, en août, des décrets laïcisant en masse la plupart des écoles publiques, encore dirigées par des congréganistes.

Après avoir préalablement pris la précaution de

se faire donner par le Conseil d'Etat une décision importante, en vertu de laquelle il suffirait — excellent moyen de supprimer les lenteurs et les désaccords — de consulter *une seule* des deux Chambres pour régler le sort des congrégations, M. Combes dépose, le 2 décembre, à « l'une ou l'autre » Chambre les projets de loi relatifs aux congrégations d'hommes. Il propose à la Chambre de rejeter les demandes de 53 congrégations, dont 25 enseignantes, groupées avec un seul exposé des motifs, et de 28 prédicantes (et diverses) pareillement unies; et il propose au Sénat d'en autoriser 5 autres. Pour les Chartreux, il n'émet pas d'avis. C'était demander une exécution sommaire.

L'anticlérical Rabier est chargé par la Commission des congrégations, composée de vingt et un francs-maçons sur trente-trois membres, de rédiger le rapport.

Les débats commencèrent à la Chambre le 12 mars 1903. Le 18, l'arrêt de mort était prononcé contre les 25 congrégations enseignantes, comprenant 11.763 religieux répartis en 1690 établissements. Quelques jours après, les 28 prédicantes étaient condamnées à leur tour (24 mars). Le 26 enfin était prononcé l'arrêt des Chartreux, par 322 voix contre 222.

La proscription prononcée, on se hâte de prendre des dispositions pour pourvoir à la liquidation des biens des congrégations dissoutes. Par une loi spéciale, il est réglé qu'un seul tribunal, celui qui aurait nommé le liquidateur, serait chargé de trancher toutes les difficultés pour une même congrégation, en quelque lieu que fussent ses établissements.

On se souvient des manifestations et des bagarres auxquelles donnèrent lieu les expulsions des congrégations d'hommes, ou même simplement l'arrivée des procureurs, des commissaires ou des gendarmes pour les constatations, notifications, mises de scellés. L'agitation était dans toute la France. L'expulsion des religieux de la Grande-Chartreuse, celle des Capucins de la Roche-sur-Foron (Haute-Savoie), et quelques autres, furent particulièrement mouvementées.

Après les congrégations d'hommes, les congrégations de femmes.

Le 5 juin, M. Combes faisait distribuer à la Chambre des projets de loi concernant une première série de 81 congrégations enseignantes de femmes, avec un exposé des motifs s'appliquant à toutes les demandes. Le motif principal invoqué contre ces congrégations était que, la nation assurant désormais le service intégral de l'instruction publique, toutes leurs demandes devaient être repoussées. D'ailleurs, ajoutait le rapport, l'enseignement donné dans leurs écoles et pensionnats était, la plupart du temps, au-dessous du médiocre.

Le Rapport de M. Rabier confondait les ordres hospitaliers et contemplatifs avec les Congrégations enseignantes ; le reproche d'insuffisance dans l'éducation n'était qu'une calomnie grossière ; la loi se trouvait en opposition avec celle de 1901, qu'importait ? Elle passa.

En même temps que le gouvernement menait cette atroce campagne de destruction contre les congrégations non autorisées, il en poursuivait une

autre non moins farouche contre les écoles tenues par les congrégations autorisées.

Déjà, au cours de l'année 1902, il avait frappé près de 3.000 établissements qui n'avaient pas fait dans les délais légaux la demande d'autorisation prescrite, ou prétendue prescrite, par la loi de 1901. Il lui fallait maintenant en venir aux établissements pour lesquels les Congrégations autorisées avaient formé une demande régulière.

Toutefois, malgré les précautions déjà prises, il ne se jugea pas suffisamment armé pour mener l'œuvre à bonne fin. S'il avait trouvé moyen de tirer de la loi de 1901, contrairement à son texte, l'obligation pour tout établissement ancien de se faire autoriser, il manquait de sanctions légales pour sévir contre les membres des congrégations autorisées qui continueraient à diriger des établissements après le refus d'autorisation opposé à ces établissements. Une loi nouvelle était nécessaire.

Naturellement cette loi fut faite; et, pour qu'elle fut sûrement efficace, on la fit draconienne. A l'article 16 de la loi de 1901, qui punissait le délit de fondation d'une *congrégation*, on ajouta un complément portant des peines sévères « contre ceux qui ouvriraient ou dirigeraient un établissement congréganiste de quelque nature qu'il soit, que cet établissement appartienne à la congrégation ou à des tiers, qu'il comprenne un ou plusieurs congréganistes; contre ceux qui auraient continué à faire partie d'un établissement dont la fermeture aura été ordonnée conformément à l'article 14, paragraphe 3; enfin contre tous ceux qui auront favorisé l'organisation ou le fonctionnement d'un établissement visé par le présent article en consen-

tant l'usage d'un local dont ils disposent. » (*Loi du 4 décembre 1902.*)

Avec cette loi, d'une précision et d'une compréhension jugées inéluctables, le gouvernement pouvait entrer hardiment dans une nouvelle phase de la persécution scolaire. Bientôt en effet commencèrent à pleuvoir sur les congrégations autorisées des circulaires leur notifiant que leurs demandes étaient rejetées pour tels et tels établissements, rappelant les peines portées contre les contrevenants et invitant les religieuses employées dans lesdits établissements à se retirer dans la huitaine.

Les congrégations étaient prises au piège. En des démarches officielles ou officieuses, par des apparences de bon vouloir et surtout par la menace suspendue sur les maisons-mères, on les avait pressées de faire des demandes d'autorisation pour leurs établissements; l'espoir et la crainte les avaient naturellement portées à se soumettre aux exigences de l'administration; elles avaient livré leurs dossiers, l'état de leurs établissements et de leur personnel. On avait donc en main les lacets pour les prendre. Ce chantage avait été prévu, annoncé dès la première heure; mais beaucoup se refusaient à croire au parti-pris absolu contre l'Eglise, et attribuaient ces prévisions à l'esprit « d'opposition systématique » des non-ralliés.

Deux mois après la loi du 4 décembre, M. Combes annonçait déjà qu'il avait rejeté 2.200 demandes. Les exécutions furent « sérieuses ». On vit, en certains départements, les écoles tomber par centaines. Ce furent de lamentables hécatombes. La rage de

détruire ne s'arrêta que devant les écoles situées en des communes qui ne pouvaient fournir une installation suffisante pour ouvrir les écoles laïques. Ni l'Algérie ni la Tunisie ne furent épargnées. Au début des vacances de 1903, surtout, des quantités d'écoles reçurent l'ordre de fermeture.

Aussi, le 9 août, on put entendre M. Combes, parlant à Marseille au congrès des instituteurs, s'écrier avec la fierté d'un vainqueur qui apporte son trophée :

« J'ai dit que j'avais eu à compulser 12.600 dossiers. Ce chiffre se décompose en 9.934 établissements enseignants, 1.856 établissements hospitaliers, 822 établissements mixtes, à la fois hospitaliers et enseignants...

« Sur les 9.934 établissements d'enseignement, il en est 1.770 qui sont situés dans les communes manquant encore, je l'avoue à regret, d'école publique ou de locaux scolaires suffisants pour recevoir les élèves de l'école congréganiste. J'ai dû ajourner la fermeture de ces établissements et je vais prescrire aux communes de se mettre en règle avec la loi dans des délais qui seront réduits au strict minimum.

« J'ai statué définitivement sur 7.547 établissements et j'ai rejeté leur demande d'autorisation. »

J'ai statué, j'ai rejeté : c'est tout un.

Après le 9 août, tout en mettant déjà la main à la fermeture des écoles annexées aux hôpitaux, orphelinats, hospices, des 822 établissements mixtes, M. Combes continua à frapper les écoles non autorisées des congrégations enseignantes autorisées. Le 4 décembre une note du journal *le Temps* disait que 10.049 écoles de ce genre avaient

été fermées en 18 mois, et qu'il n'en restait plus que 1.300 à fermer.

Quelle écœurante statistique ! Si, aux 10.049 écoles sur lesquelles avait statué M. Combes, on ajoute les 165 collèges et les 1.347 écoles des 25 congrégations enseignantes d'hommes supprimées le 18 mars, les 517 établissements des 81 congrégations de femmes prosrites le 24 juin, cela représente un total de plus de 12.000 écoles congréganistes frappées dans l'espace de 18 mois, avec 40 à 50.000 congréganistes jetés sur la rue, et plus d'un million d'enfants privés de leurs mères aimées, plus d'un million de familles blessées dans leurs sentiments les plus intimes et les plus chers. Est-ce assez lugubre ? Qui eût prévu, trois ans plus tôt, une telle ivresse et un tel succès de la force brutale ? Hélas ! que l'invasion des haines sauvages ait pu joncher le sol de tant de ruines, ce n'est pas seulement un sujet de tristesse, c'est, plus encore peut-être, une humiliation accablante pour le pays dans lequel, sous les yeux des honnêtes gens frappés d'impuissance, a pu s'accomplir une si universelle dévastation.

Et qu'on veuille bien imaginer ce qui s'est passé dans les maisons-mères, communautés, écoles, où les décrets de fermeture venaient porter le ravage et la désolation ! Quels spectacles, tristes à arracher des larmes ! Les perquisitions odieuses des procureurs ou des commissaires excités par les ordres supérieurs, ou même peut-être — on a cru le remarquer parfois — par la qualité des prévenus ; les interrogatoires pénibles, insidieux, où l'on abusait de la simplicité et de l'embarras d'âmes habituées à la paix ; les alarmes des vieux religieux, des vieilles religieuses, des malades et des infirmes qui se demandaient ce qu'ils allaient devenir ; les retours des congréganistes chassés de leurs établissements, se jetant en larmes dans les bras de leurs supérieurs qui leur montraient une maison trop petite

pour les recevoir et trop pauvre pour les nourrir; les incertitudes du lendemain, les privations, les angoisses les tortures morales, l'affolement de tous : il faut avoir vu de près ces choses pour comprendre la grandeur de l'épreuve.

L'œuvre toutefois n'était pas achevée.

« Encore un effort, avait dit M. Combes, à Marseille, et l'enseignement congréganiste aura vécu. » Malgré les coups formidables déjà portés à cet enseignement, beaucoup réclamaient contre lui des mesures plus radicales. On avait frappé, contrairement aux promesses du législateur de 1901, plus de 12.000 écoles regardées comme non autorisées : beaucoup d'autres subsistaient encore, munies d'autorisations incontestées. Pourquoi ne pas en finir d'un seul coup ? Tout avait, jusque-là, réussi aux proscripteurs : le succès acquis était le gage certain du succès futur.

Bien qu'il eût promis d'aller « jusqu'au bout », M. Combes n'osait, par prudence, brusquer le mouvement. Pour condamner les congrégations enseignantes de femmes, en juillet 1903, il n'avait trouvé à la Chambre qu'une majorité de 16 voix. Mais il se vit tellement pressé par le parti dont il était l'instrument qu'il prit la résolution d'aller vite dans l'œuvre d'« assainissement » pour laquelle il était au pouvoir.

Un essai fut tenté à l'occasion du projet Chaumié sur l'enseignement secondaire libre (novembre 1903). M. Delpech proposa de glisser dans la loi nouvelle l'interdiction pour les congrégations de donner cette sorte d'enseignement :

Malgré l'intervention de M. Waldeck-Rousseau, contre lequel se dressa, violent, impérieux, M. Clé-

menceau, qui était beaucoup plus, sinon dans l'esprit des textes de 1901, du moins dans la logique des doctrines et des faits, l'amendement Delpech fut voté par le Sénat à 11 voix de majorité. Ce fut un écrasement pour le groupe Waldeck-Rousseau et une humiliation très sensible infligée à l'ancien président du Conseil, auteur responsable de la loi de 1901.

Cette victoire, quoique remportée avec peine, parut sans doute de bon augure pour la bataille décisive : aussi M. Combes, toujours poussé par les radicaux, les socialistes et les francs-maçons, s'empressa-t-il de faire préparer le projet de loi, déjà annoncé, *par lequel enfin serait interdit, de façon générale et définitive, à tout membre d'une congrégation quelconque, l'enseignement de tout ordre et de tout degré.*

En un mois la loi fut déposée, discutée et votée à la Chambre ; quelques jours suffirent au Sénat. L'*Officiel* la promulgua le 8 juillet, avec la signature de M. Loubet, le 8 juillet : suprême triomphe remporté, après cinq années de lutte, par le parti anti-religieux (1).

Le terrain était définitivement déblayé pour la rupture publique avec Rome, la dénonciation du Concordat, et le grand œuvre de la laïcisation de l'Eglise elle-même en France.

(1) Dès le 10 et le 11 juillet, des décrets supprimaient 2.398 écoles congréganistes, par application de la loi nouvelle. — En 1904, il ne reste plus en France que 1.802 établissements d'enseignement congréganiste.

II. — L'attitude de Rome.

Après l'histoire de la déclaration des congrégations en 1880, après celle de la loi d'abonnement, il n'y a plus lieu de retracer le tableau des hésitations dans lesquelles les Instituts religieux se débattent, de leurs divergences de vues, de leurs soumissions inutiles. Tout cela se renouvelle, avec des conséquences cette fois extrêmes et mortelles.

Ce qui doit attirer notre attention, ce sont les rapports entre Rome et le Gouvernement, et le rôle de la politique pontificale durant cette campagne.

Voici le jugement porté par M. J. Jurens, qui eut autrefois la direction des affaires étrangères, et dont les écrits récents ont si vivement éclairé les pièges et les dangers de la loi de séparation. Il dit, dans un rapport à la Société d'économie sociale, après la publication du *Livre Jaune* sous le ministère Combes (1) :

Je vous engage à lire ce Livre jaune : il est fort intéressant ; il n'est pas long, et il vous révélera tout un côté de la question, sur lequel on jette, en ce moment-ci un voile complaisant et discret. Vous y apprendrez que toutes les négociations entamées et poursuivies entre le ministère de la défense républicaine et le Saint-Siège, pendant toute la période qu'il comprend, ont eu pour but et pour effet, non d'assurer le fonctionnement régulier du régime concordataire en France, ou le maintien et la conservation du protectorat diplomatique de la France en Orient et en Extrême-Orient, mais

(1) *La Réforme Sociale*, 1^{er} avril 1905.

d'assurer le maintien et la conservation, aux affaires, du ministère Waldeck-Rousseau et le succès des élections qu'il patronnait. Vous verrez dans ce fascicule trop écourté, hélas ! et pourtant d'une lecture singulièrement suggestive, que l'intervention du Souverain Pontife a été, à maintes reprises, sollicitée avec ardeur par le ministère Waldeck-Rousseau, soit pour faciliter le vote de lois délicates, soit pour aplanir les difficultés qui surgissaient sur le chemin des entreprises ministérielles, soit pour étouffer certaines polémiques gênantes pour certains hommes en place, soit enfin et surtout pour assurer le triomphe des candidatures officielles, et qu'elle n'a jamais été refusée.

Ainsi, dans sa dépêche du 25 mai 1899, pour que le Pape veuille bien rendre possible le vote de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations, M. Delcassé prend, non seulement en son nom personnel, mais au nom du gouvernement tout entier, des engagements fermes sur certains points précis et nettement déterminés qui concernent toute notre législation et notre politique intérieure. Dans la dépêche du 13 octobre suivant, où se trouve reproduite la réponse faite à cette dépêche par le cardinal secrétaire d'Etat, au nom du Pape, le Pape prend acte des engagements de M. Delcassé ; il promet, en revanche, son concours au ministère Waldeck-Rousseau. Il se pose, désormais, en défenseur attitré de la constitution républicaine et des lois en vigueur ; il fait valoir tout le chemin parcouru depuis 1889, époque à laquelle, paraît-il, le gouvernement de la République n'avait pas encore eu la pensée ingénieuse de faire appel aux bons services du Saint-Siège pour faire réussir les candidats officiels, à l'époque actuelle où tous, évêques et prêtres, sont devenus les auxiliaires les moins soupçonnés et, par conséquent, les plus efficaces et les plus précieux de la politique ministérielle. Que si, dans le troupeau il se trouve encore quelques brebis indociles, le ministère n'a qu'à les lui signaler, le Pape possède

tous les moyens nécessaires pour ramener ces brebis au bercail. Que si quelques journaux catholiques se permettent encore des critiques trop acerbes qui chatouillent désagréablement l'épiderme sensible des amis du gouvernement, le Pape a à sa discrétion les émollients les mieux appropriés pour édulcorer cette polémique.

Dans sa dépêche du 2 novembre 1899, après avoir remercié le Saint-Siège de son intervention pour mettre fin à la campagne entreprise par *les Croix* et autres journaux de l'opposition catholique, M. Delcassé se félicite de l'attitude que le Pape a invariablement observée à l'égard de la France, et *dont la haute importance a toujours été appréciée ici comme il convenait*. Le bureau de la censure préalable de la presse a été supprimé à Paris, place Beauvau. Il estime qu'il pourrait être avantageusement rétabli, à son profit, à Rome dans le cabinet du cardinal secrétaire d'Etat.

Le 23 mars 1900, le Souverain Pontife adresse une lettre à M. Loubet, président de la République, sur le projet de loi contre les Associations. On y lit :

La portée de la mesure projetée ne serait pas moins grave pour les enfants eux-mêmes, qui un jour, sans nul concours de leur volonté, constitueraient au sein de la nation une catégorie d'individus auxquels serait pour ainsi dire infligée une note d'infériorité, se trouvant dépouillés de droits que la Constitution du pays, basée sur le principe d'égalité civile, assure à tout citoyen. Un tel projet de loi, qui semblerait impliquer une suspicion à l'égard des établissements libres, comme s'ils n'étaient pas en mesure d'inspirer les sentiments de patriotisme et de fidélité au devoir requis dans les fonctions publiques, apparaît d'autant moins opportun que *Nous avons soigneusement inculqué aux catholiques de France, par des Actes publics et réitérés, non seulement de ne pas combattre la forme du Gouvernement établie dans*

leur pays, mais de lui prêter franche et loyale adhésion.

Nous conjurons donc avec instance le Gouvernement français de se désister de telles mesures de rigueur, qui, par le trouble profond jeté dans les esprits, pourraient conduire aux plus sérieux inconvénients. Entre la France et le Saint-Siège, il existe heureusement un pacte concordataire, rendu plus ferme par les bonnes relations qui l'ont suivi sans interruption. Si donc, dans une circonstance ou l'autre, quelque membre du clergé outrepassait les justes bornes, la voie resterait toujours ouverte entre les deux autorités pour aplanir, par des moyens réguliers et pacifiques, tout incident fâcheux. Un autre moyen très opportun pour maintenir et assurer dans le clergé français ce calme et cette prudence pratique si désirables toujours, est au pouvoir du Gouvernement, par le soin apporté dans le choix d'évêques pourvus des qualités exceptionnelles requises par la sublimité de leur ministère : but qui sera d'autant plus avantageusement obtenu s'il y a toujours une étroite entente entre l'Etat et le Saint-Siège dans l'examen des mérites des candidats par le moyen de la Nonciature. Le Nonce, dans leur choix, pourra prêter, en ce qui concerne la doctrine, le zèle et la prudence, un précieux concours. Le Gouvernement peut tenir pour certain que *le Saint-Siège, en procédant à ces investigations préalables, aura toujours en vue le bon accord entre les deux pouvoirs, et que les prélats français ainsi choisis ne manqueront pas de suivre les idées de modération et de sagesse dont s'inspire le Saint-Siège lui-même* : attentifs, en toute circonstance, à unir au zèle pour le progrès de la religion l'amour de la patrie et le respect pour les autorités qui la gouvernent.

Trois mois avant le vote de la loi, le ministère de défense républicaine garde encore assez de crédit à Rome, il se trouve encore assez de droits à rece-

voir son appui et à lui donner des conseils, pour que le ministre des Affaires étrangères puisse écrire à son ambassadeur à Rome, le 10 avril 1901 :

Vous sentez certainement à quel point il est nécessaire que, dans son allocution en Consistoire du 15 avril, le Pape ne prononce aucune parole qui, en blessant certains sentiments dans notre Parlement, aurait infailliblement pour contre-coup quelque aggravation par le Sénat de la loi sur les associations. J'ai dit au Nonce plusieurs fois, et lui ai tout récemment répété, combien il importe à la cause qui intéresse le Vatican que la Curie romaine et notre clergé observent une extrême réserve dans les circonstances actuelles.

Je vous laisse juge des conditions dans lesquelles vous pourrez, de votre côté, faire le plus utilement entendre vos conseils.

Bien plus, après le vote de la loi, et quelques mois avant la période électorale de 1902, voici une autre dépêche du *Livre jaune* :

Je viens d'être informé par le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, que certains prélats se rendent à Rome pour obtenir du Pape quelque déclaration retentissante et hostile à la politique du gouvernement.

Je n'ai pas besoin de vous faire remarquer combien grave à tous les points de vue serait le succès d'une pareille démarche, au lendemain des débats où le gouvernement s'est élevé avec autant d'énergie que d'efficacité contre les propositions de rupture avec le Saint-Siège, attitude qui lui a valu les vifs remerciements du Nonce. La campagne électorale qui va s'ouvrir en serait exaspérée, et il est trop facile d'en prévoir l'influence sur les résolutions de la Chambre prochaine. Je suis convaincu que vous ne ferez pas vainement appel à la

prévoyance du Pape et à l'esprit politique du cardinal Rampolla.

En effet, l'ambassadeur répond :

Je me suis attaché, chaque fois que l'occasion s'en est présentée au cours de nos entretiens, à prémunir le Secrétaire d'Etat contre toute manifestation de la nature de celle que vise votre lettre du 25 janvier dernier. Les intentions dans lesquelles différents prélats, d'après les informations recueillies par le ministre des Cultes, se rendraient prochainement à Rome, m'ont permis d'insister avec énergie sur les conséquences particulièrement graves qu'entraînerait, à la veille des élections générales, une initiative qui ne manquerait pas d'être interprétée comme une tentative d'intervention dans nos affaires intérieures. -- (O ironie ! ...)

L'attitude et les paroles du secrétaire d'Etat m'ont laissé l'impression qu'il se rendait lui-même très bien compte du danger qu'il y aurait pour le Saint-Siège à accueillir des suggestions dont Son Eminence, d'ailleurs, dans le cas où elles viendraient à se produire, n'a pas paru mettre en doute l'insuccès.

La campagne poursuivie avec un acharnement incroyable et avec une brutalité inouïe contre les Congrégations religieuses et l'enseignement chrétien de tout ordre manifeste, dans leur plein jour, les conséquences désastreuses du système exposé au début de cet ouvrage, qui consiste à substituer au contrôle traditionnel de l'autorité pontificale sur l'action catholique dans un pays, une direction effective, active et immédiate exercée par cette autorité.

Le lecteur en a ici les résultats sous les yeux.

La responsabilité des intérêts religieux du pays est concentrée entre les mains du Souverain Pon-

tife; au-dessous, il n'y a que les efforts, généreux sans doute, mais dispersés et sans cohésion, de personnalités ou de groupements auxquels manque une vraie initiative.

La diplomatie pontificale tient la place qui reviendrait aux organisations librement formées par les citoyens.

Et cette diplomatie, comme elle est en défaut de perspicacité et d'énergie! Après vingt ans d'expériences douloureuses, elle tombe dans les mêmes pièges, commet les mêmes erreurs, reste prisonnière des mêmes illusions.

Au lieu d'une opposition politique fortement constituée, traitant avec le Gouvernement de puissance à puissance, et l'obligeant à des transactions légalement établies à la face du pays, comme en Allemagne, c'est la Secrétairerie d'Etat qui négocie avec un ministre parlant en son nom personnel, sans engager le Gouvernement, et prêt à laisser renier par un autre les promesses par lesquelles il a acheté les concessions. Waldeck-Rousseau passe la main à Combes en 1901, comme M. de Freycinet à M. Constans en 1880. On sait ce qui en résulta dans un cas comme dans l'autre.

Léon XIII, mal inspiré, mal renseigné, mal conseillé, a cru de bonne politique de reprocher aux monarchistes catholiques leur opposition au gouvernement établi, comme si la défense de la religion était pour eux un instrument politique.

En 1900, comme après 1880, le Gouvernement de la République répond à ses protestations par ce coup droit, bien qu'hypocrite et traître : c'est la nécessité de défendre les institutions qui crée la guerre religieuse ; mais on compte sur le Pape pour

imposer la soumission aux catholiques ! Les Présidents n'ont pas à se mettre beaucoup en frais ; à vingt ans de distance, on dirait qu'ils se copient :

*Lettre de M. Grévy
à Léon XIII (1883).*

Votre Sainteté se plaint avec juste raison des passions antireligieuses. Il en existe certainement à côté des sentiments opposés de la grande majorité des Français. Mais ces passions que je réproche, peut-on méconnaître qu'elles sont nées principalement de l'attitude hostile d'une partie du clergé à l'égard de la République, soit à son avènement, soit dans les luttes qu'elle a eu depuis à soutenir pour son existence, soit dans celles qu'elle soutient encore journellement contre ses mortels ennemis ?

Dans le funeste conflit des passions contraires, je ne puis malheureusement que fort peu sur les ennemis de l'Eglise : Votre Sainteté peut beaucoup sur les ennemis de la République. Si elle daignait les maintenir dans cette neutralité politique qui est la grande et sage politique de son Pontificat, elle nous ferait faire un pas décisif vers un apaisement si désirable.

*Lettre de M. Loubet
à Léon XIII (1900).*

Cette action souvent passionnée a conduit le Gouvernement, qui a toujours défendu le respect du Concordat et désiré le maintien de la paix religieuse, à reconnaître qu'il était dans la nécessité, pour la défense des institutions, d'exiger le respect des lois que les tribunaux sont chargés d'appliquer, et de présenter aux Chambres un certain nombre de projets...

Quant aux lois et aux résolutions parlementaires, le Président n'y intervient que par ses ministres, qui ont eux-mêmes à compter avec les majorités des deux chambres.

Toutefois grâce au temps, à la réflexion et surtout aux directions données au clergé par Votre Sainteté, il est permis d'espérer que les questions irritantes deviendront de moins en moins nombreuses, et que, l'action de l'épiscopat aidant, nous pourrions constater bientôt le respect plus complet des lois de la République et du Gouvernement.

CONCLUSION

La conclusion de ce livre, il ne faut pas la chercher ailleurs que dans les dernières lignes de la lettre précitée de Léon XIII au Président Loubet. Tout catholique relira d'un cœur douloureusement ému ces mélancoliques et suprêmes paroles tombées de la bouche d'un pontife vénérable dont l'affection pour notre pays demeurera malgré tout un titre à leur reconnaissance.

Nous avons voulu, Monsieur le Président, vous ouvrir Notre âme, dans la confiance que, avec la noblesse de votre caractère, l'élévation de vos vues et le désir sincère de pacification religieuse dont nous vous savons animé vous prendrez à cœur de mettre en œuvre l'influence que vous donne votre haute position pour écarter toute cause de nouvelles perturbations religieuses. *Ce serait pour Nous, parvenu au soir de la vie, une peine et une amertume par trop grandes, de voir s'évanouir sans porter leurs fruits toutes nos intentions bienveillantes à l'égard de la nation française et de son Gouvernement, auxquels Nous avons donné des témoignages réitérés non seulement de Nos attentions les plus délicates, mais aussi de Notre efficace et particulière affection.*

Déception aussi cruelle qu'imméritée, mais qui justifie cette prévision, non moins attristée, de son

prédécesseur Pie IX, disant, sur le point de quitter la vie, selon un témoignage que l'auteur de ce livre sait très digne de foi :

Mourir, c'est peu de chose; mais ce qui me peine, c'est la pensée que j'aurai pour successeur le cardinal Pecci, qui perdrait l'Eglise, s'il était possible, par sa politique et sa diplomatie.

FIN DU TOME PREMIER

APPENDICES

APPENDICE I

Une allocution épiscopale (Janvier 1907).

S'il fallait confirmer par de nouvelles preuves l'opportunité de cet ouvrage, telle qu'elle est exposée dans l'avant-propos, l'allocution épiscopale que nous allons reproduire, prononcée lorsque ce livre était déjà sous presse, nous en fournirait une particulièrement topique.

N'ayant aucun esprit d'animosité, nous tairons ici le nom de l'évêque en question, par respect pour sa personne, et parce que c'est le même qui, dans l'hiver de 1906, annonçait que le pape « casserait les reins » à celui qui écrit ces lignes, déjà coupable du *Cas de conscience* et des *Idées du Sillon*.

La Croix du 14 janvier 1907 insérait une allocution de Mgr X... évêque de..., où, après avoir éloquentement épanché sa douleur et son indignation en face des ruines de toute sorte que la persécution accumule, il trace aux catholiques leurs devoirs dans une pensée que *la Croix* résume ainsi :

Que faire? Porter la cause de l'Eglise, à défaut de tribunal plus impartial, devant le tribunal de l'opinion publique : ne pas omettre une occasion de redresser l'erreur, de dissiper le préjugé, de confondre la calomnie.

Or, ces avis me parurent rassembler tous les lieux communs du libéralisme catholique; et, le jour même, j'adressai au directeur de *la Croix* la lettre ci-dessous, parue dans *la Vérité* du 14. Le lecteur y va retrouver en action les idées agitées dans le présent ouvrage.

A Monsieur le Directeur de la Croix,

Paris, le 13 janvier.

Monsieur,

La récente transformation de *la Croix* en journal de doctrine comblera une grande lacune dans son œuvre. Peut-être la longue habitude qu'elle s'était faite de garder le silence sur les opinions les plus contestables, sous le prétexte de travailler à l'union des catholiques, va-t-elle la gêner dans les premiers temps. Il y aurait, je le sais, la ressource de procéder par des citations et des extraits heureusement choisis. Mais il faudrait éviter de diriger ce choix dans le sens du libéralisme qui nous a réduits au lamentable état où nous sommes.

A ce point de vue, *la Croix* ne paraît pas avoir été très bien inspirée, en faisant aujourd'hui une si large place à une récente allocution de Mgr X..., évêque de ...

Je vous demande la permission de mettre sous vos yeux les observations que la lecture de ses conseils me suggère. Je suis pas à pas le texte concernant *les préjugés à dissiper*.

Ne laissons pas dire que nous exigeons un régime de faveur, quand nous ne réclamons que notre part, mais sans équivoque ni restrictions perfides, au droit commun et aux libertés communes.

1. — Le Concordat même était un régime de faveur. Les catholiques ont-ils à se défendre de réclamer un régime analogue à celui dont ils sont déchus par la pire des iniquités? Est-ce aux évêques de les en dissuader, comme d'une exigence blâmable?

2. — Quant au droit commun : ou bien les catholiques réclament les droits *communs* à tous les citoyens, parce qu'ils sont des *droits naturels*, antérieurs à la société et à l'Etat; et alors cela les autorise à aller beaucoup plus loin que les présents avis de Mgr X... ne le leur permettent, comme on va le voir; ou bien, et c'est ce qu'il semble, il s'agit du droit légal commun, déterminé par l'Etat. Mais ce droit commun comporte logiquement la séparation de l'Eglise et de l'Etat, que, selon Léon XIII, les catholiques ne doivent pas préférer et vouloir.

En outre, et surtout, il n'est nullement inconciliable avec l'athéisme d'Etat, qui est le crime national de la France. Les catholiques ont-ils l'obligation, ont-ils le droit de limiter leurs revendications à ce droit commun? Et, si la tyrannie actuelle les excuse de soutenir toutes leurs revendications légitimes, est-ce aux évêques de transformer leur abstention en devoir?

Ne laissons pas dire que nous sommes des révolutionnaires, ennemis de notre constitution nationale, quand les directions récentes de Léon XIII, maintenues et confirmées par Pie X, rappelées solennellement par l'épiscopat français dans sa lettre collective, nous font un devoir de la respecter et de l'accepter.

1. — Nous n'avons pas de constitution *nationale*, car la constitution et la forme gouvernementale qui nous régissent n'ont jamais été directement soumises à la ratification du pays; et cela contrairement aux principes essentiels de ce régime.

2. — Les directions récentes de Léon X^{III}, confirmées ou non par Pie X, n'ont fait autre chose qu'inculquer aux catholiques l'obligation d'être sincèrement soumis en fait au pouvoir existant, dans l'exercice légitime de son autorité. Si les évêques ont eu l'intention de les rappeler collectivement, ils n'ont voulu ni pu rien y ajouter.

3. — Or, non seulement le gouvernement de notre pays fait un usage illégitime et tyrannique de son pouvoir en toutes sortes de matières religieuses et financières; non seulement il en consacre toutes les forces à détruire les libertés essentielles de l'Eglise, au grand détriment de tous les intérêts nationaux; mais, surtout, un Etat qui, comme le nôtre, ne fait aucune part à Dieu dans la société, est un *Etat contre nature*, une *société contre nature*, *révolutionnaire* dans la plus juste acception du mot. Les encycliques doctrinales de Léon XIII, plus importantes encore que ses directions politiques, sont formelles sur ce point.

Les catholiques n'auraient pas seulement le droit, ils ont le devoir de rejeter absolument une telle forme de société et de s'y opposer par tous les moyens.

4. — Personne ne serait en droit de déclarer cette opposition *révolutionnaire*. Est-ce aux évêques de lui infliger ce nom, et de dénoncer dans cette conviction un préjugé?

No laissons pas dire que nous voulons nous mettre

au-dessus de la loi. Loin de repousser toute loi, nous demandons une loi qui respecte nos consciences et que nos consciences puissent observer, mais ce n'est ni la loi de 1905 ni celle qu'on nous offre aujourd'hui.

Nous ne laisserons pas dire que nous nous mettons au-dessus de la loi. Mais nous ne craignons pas de dire que nous nous mettons parfaitement au-dessus de prétendues lois, qui n'ont rien de commun avec des lois véritables.

Parce que nous sommes des énergiques et des résolus, ne laissons pas dire que nous sommes des violents. La violence serait-elle dans nos moyens, et quand même sa destinée fatale ne serait pas d'être écrasée, par la force régulière et armée, elle n'est ni dans nos doctrines ni dans nos traditions.

1. — Si nous sommes des énergiques et des résolus, nous montrerons notre résolution et notre énergie en nous tenant avec dignité à l'affirmation de la vérité et celle de nos droits, sans multiplier hors de propos et contre toute opportunité les protestations d'un loyalisme et d'un civisme dont nous avons donné depuis vingt ans des preuves vraiment surabondantes, et qui nous ôtent toute force, nous rendent la risée de nos ennemis.

2. — Et pourvu que nous n'excédions pas le juste usage de nos droits de défense, nous ne nous inquiéterons pas tant de passer pour des violents.

3. — La *violence*, si l'on entend par ce mot une résistance effective, avec recours à la force contre les inventaires, la confiscation de nos églises, la suppression du culte dû à Dieu, ne dépasse pas notre droit. Elle est fondée sur la *doctrine* de droit natu-

rel et autorisée par celle de la théologie; elle est dans la *tradition* de notre France catholique.

4. — Ce peut ne pas être dans le rôle du clergé d'y exciter. Ce peut être, de la part des catholiques, discipline et déférence de s'en abstenir, là où quelque chef ecclésiastique les en prierait. Mais aucun évêque ne saurait porter légitimement une condamnation générale contre la résistance ainsi déterminée; il affaiblirait, en le tentant, les droits d'une cause sainte.

Ne laissons pas dire que nous sommes les alliés des partis politiques, car, dans cette cause, où les intérêts supérieurs de notre foi sont en jeu, nous avons répudié, et nous répudierons hautement toute solidarité avec eux, s'il était vrai qu'ils voulussent créer une confusion compromettante et inacceptable.

1. — La parité de situation n'est pas complète, entre le clergé et les laïques, à l'égard des partis politiques.

Dans le clergé même, il y a une distinction à faire entre le corps et les membres.

Le clergé, comme corps, a avantage à ne pas être l'allié des partis politiques.

Observons seulement que le parti républicain est un parti politique, comme le parti royaliste et le parti impérialiste.

Individuellement, les membres du clergé ont le droit d'avoir *et de professer* une opinion politique, avec la réserve imposée par les intérêts de leur ministère spirituel.

2. — En fait, si le clergé doit se défendre actuellement d'une exagération, c'est plutôt celle de l'indifférentisme politique, directement issu du libéra-

lisme et auquel nos maux présents sont imputables en grande partie.

Cet indifférentisme est une arme à deux tranchants. Elle blesse souvent ceux qui la manient. On a vu par trop d'exemples, depuis vingt ans et plus, que les catholiques qui se piquaient de rejeter toute alliance avec les partis, sous le prétexte d'affranchir la religion de la politique, ont en même temps, selon la logique du principe libéral, affranchi, dans leur conduite, la politique de la religion.

3. — Quoi qu'il en soit, les catholiques laïques ont le droit incontestable, comme citoyens, de servir un parti politique, et de s'y attacher comme à un moyen de soutenir l'intérêt de la religion.

4. — Si quelque évêque semblait admettre, surtout aujourd'hui, qu'en agissant selon leurs convictions « ils veulent créer une confusion compromettante et inacceptable », ces catholiques seraient en droit de repousser une telle insinuation comme une injure gratuite, une ingratitude et un ferment de divisions.

Ne laissons pas dire à l'opinion si ombrageuse à cet égard que nous rêvons, dans un chimérique retour au moyen âge, l'abdication et l'humiliation de la puissance civile devant le pouvoir spirituel, quand notre doctrine, par la parole autorisée de Léon XIII, les proclame l'une et l'autre indépendantes et souveraines, chacune dans leur sphère, quand Pie X lui-même déclare que, dans le conflit actuel, le gouvernement français n'a rien à céder, mais seulement à se montrer juste et impartial. Il ne s'agit pas pour les deux puissances de se supplanter, mais de s'entendre et de s'accorder en vue de la paix et du bien public.

Lorsque des adversaires sans aucune bonne foi

nous imputeront de rêver le retour au moyen-âge, nous nous contenterons le plus souvent de lever les épaules. Mais sans « vouloir l'abdication de la puissance spirituelle », nous ne nous hornerons pas, surtout quand nous parlons au nom de la doctrine, à les proclamer « l'une et l'autre, indépendantes et souveraines, chacune dans leur sphère », nous ajouterons sans crainte, avec Léon XIII, qu'en ce qui touche à l'ordre religieux la souveraineté de l'Eglise prime celle de l'Etat.

Plus les évêques attendent, à l'heure présente, que les catholiques se rangent derrière eux et acceptent toutes leurs directions, plus ceux-ci sont en droit d'espérer que leurs pasteurs auront à cœur de les soutenir par une doctrine fortifiante, de ne leur imposer que des devoirs certains, de respecter leur indépendance politique et de ne pas leur témoigner d'injustes et maladroites préventions.

Veillez agréer, etc.

APPENDICE II

Pie IX et le libéralisme catholique.

Outre les condamnations solennelles que le pape Pie IX porta contre le libéralisme, il a signalé fréquemment les caractères et les conséquences funestes de ce système en diverses circonstances, surtout dans les dernières années de sa vie, après le Concile du Vatican et la chute de l'Empire.

Nous citerons ici ces documents. Ils contiennent une parfaite justification et le parfait épilogue de ce livre.

A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Pontificat de Pie IX, au mois de juin 1871, une nombreuse députation de catholiques français était venue présenter à Sa Sainteté ses vœux et ses hommages. Mgr Forcade, alors évêque de Nevers, avait lu une adresse qui portait plus de deux millions de signatures. Après avoir félicité cette députation, après lui avoir dit combien il avait toujours aimé la France, le chef de l'Eglise ajouta :

Mes chers enfants, il faut que mes paroles vous disent bien ce que j'ai dans mon cœur. Ce qui afflige votre pays et l'empêche de mériter les bénédictions de Dieu, c'est ce mélange des principes. Je dirai le mot,

et je ne le tairai pas : ce que je crains, ce ne sont pas tous ces misérables de la Commune, vrais démons de l'enfer qui se promènent sur la terre. Non, ce n'est pas cela ; ce que je crains, c'est cette malheureuse politique, *ce libéralisme catholique* qui est le véritable fléau. Je l'ai dit plus de quarante fois ; je vous le répète, à cause de l'amour que je vous porte. Oui, c'est ce jeu... Comment dit-on en français ? nous l'appelons en italien *attalena*... Oui, justement, ce jeu de bascule qui détruirait la Religion. Il faut sans doute pratiquer la charité, faire ce qui est possible pour ramener ceux qui sont égarés : mais pour cela il n'est pas besoin de partager leurs opinions (1)...

Le 6 mars 1873, Pie IX éleva de nouveau la voix, et par un Bref apostolique adressé au Cercle catholique de Milan, qui réunissait toute la jeunesse catholique de cette ville, renouvela ses condamnations avec une force nouvelle :

*« A nos chers fils le président et les associés
du Cercle de Saint-Ambroise à Milan (2)*

« PIE IX, Pape.

« Chers fils, Salut et Bénédiction Apostolique.

« Au milieu de ces temps si douloureux pour l'Église,

(1) *Collection romaine des discours de Notre Saint-Père le Pape Pie IX*, tome I, p. 133 (Haton, Paris). — Étaient présents et ont recueilli ces paroles : les cardinaux Pitra et Bonaparte, Mgr Forcade, évêque de Nevers, le Général des Dominicains, le supérieur du Séminaire français, le comte de Maumigny et environ cent autres personnages (*Semaine religieuse de Cambrai*, 1903, p. 594).

(2) *Dilectis Filiis Præsidi et Sodilibus Circuli Sancti Ambrosii Mediolanum.*

PIUS PP. IX.

DILECTI FILII

SALUTEM ET APOSTOLICAM BENEDICTIONEM

Per tristissima hæc Ecclesiæ tempora allevat certe dolorem Nostrum catholicorum zelus, qui propriæ religionis insectatione et pro-

c'est assurément un grand adoucissement à Notre douleur que le zèle de ces catholiques qui, voyant les persécutions auxquelles leur religion est en butte et les périls qui menacent leurs frères, *s'associent afin de professer plus ouvertement leur foi*, s'appliquent avec plus d'ardeur à retirer leurs frères du danger, se dévouent avec plus de zèle aux œuvres de miséricorde et mettent leur gloire principale à se montrer plus étroitement rattachés à Nous et plus humblement soumis aux enseignements de cette Chaire de vérité et de ce centre de l'unité catholique.

« Cette attitude, en effet, est le signe auquel on reconnaît d'une façon indubitable les vrais enfants de l'Église. C'est elle qui constitue cette force inexpugnable de l'unité qui seule peut s'opposer victorieusement à la fureur, aux ruses et à l'audace de ses ennemis. Et c'est juste. Car, à quiconque considère le caractère de la guerre soulevée contre l'Église, il apparaîtra clairement que toutes les machinations de l'ennemi visent à détruire la constitution de l'Église et à briser les liens qui unissent les peuples aux Evêques et les Evêques au Vicaire de Jésus-Christ. Quant au Pape, ils l'ont dépouillé de son domaine temporel afin que, le soumettant à une puissance étrangère, il fût privé de la liberté qui lui est nécessaire pour gouverner la famille catholique. Et c'est

ximorum periculo commoti simul coeunt ut apertius propriam fidem profiteantur, impensius incumbunt retrahendis fratribus a periculo, studiosius se devotent misericordiae operibus, ac in eo praesertim gloriam suam ponunt, ut se Nobis addictissimè praebeant obsequentissimosque documentis hujus cathedrae veritatis ac unitatis catholicae centri.

Observantia enim haec indubia est tessera illorum Ecclesiae; et ipsa constituit inexpugnabilem vim illam unitatis, quae sola retundere potest osorum illius furorem, dolum, audaciam. Et sane: qui indolem consideret conflati adversus Ecclesiam belli, facile intelligit, omnes hostium machinationes eo spectare, ut deleant illius constitutionem et vincula frangant, quae populos Episcopis, Episcopos devinciunt Christi Vicario; hunc autem ideo dilatione sua spoliatum fuisse, ut alienae subditus potestati necessaria regen-

pour cela qu'ils s'attaquent surtout à lui afin que, le Pasteur étant frappé, les brebis soient dispersées.

« Cependant, et bien que les enfants du siècle soient plus habiles que les enfants de la lumière, *leurs ruses et leurs violences auraient sans doute moins de succès si un grand nombre, parmi ceux qui portent le nom de catholiques, ne leur tendaient une main amie.* Oui, hélas! il y en a qui ont l'air de vouloir marcher d'accord avec nos ennemis, et s'efforcent d'établir une alliance entre la lumière et les ténèbres, un accord entre la justice et l'iniquité au moyen de ces doctrines qu'on appelle *catholiques-libérales*, lesquelles, s'appuyant sur les principes les plus pernicioeux, flattent le pouvoir laïque quand il envahit les choses spirituelles, et poussent les esprits au respect, ou tout au moins à la tolérance des lois les plus iniques, absolument comme s'il n'était pas écrit que personne ne peut servir deux maîtres.

« Or, ceux-ci sont plus dangereux assurément et plus funestes que des ennemis déclarés, et parce qu'ils secondent leurs efforts sans être remarqués, peut-être même sans s'en douter, et parce que, se maintenant sur l'extrême limite des opinions formellement condamnées, ils se donnent une certaine apparence d'intégrité et de doctrine irréprochable, alléchant ainsi

de catholicæ familiæ libertate privaretur; et ideo pro ceteris impet, ut, percusso Pastore, dispergantur oves.

Sed quamquam illi sæculi prudentiores sint illis lucis, eorum tamen fraudes et violentia minus fortasse proscecerent, nisi multi, qui catholicorum nomine censerentur, amicam eis manum porrigerent. Non desunt enim, qui, veluti jugum cum illis ducturi, societatem neclere conantur inter lucem et tenebras ac participationem inter justitiam et iniquitatem per doctrinas, quas dicunt *catholico-libérales*, quæque perniciosissimis fretæ principis, laicæ potestati spiritualia invadenti blandiuntur animosque in obsequium, aut saltem tolerantium iniquissimarum legum perinde inclinant, ac si scriptum non esset: *Nemo potest duobus dominis servire. Illi vero periculosiores omnino sunt et exitiosiores apertis hostibus, tum quia inobservati, et fortasse etiam nec opinantes, illorum conatibus obse-*

les imprudents amateurs de conciliation et trompant les gens honnêtes, lesquels se révolteraient contre une erreur déclarée. De la sorte, ils divisent les esprits, déchirent l'unité et affaiblissent les forces qu'il faudrait réunir pour les tourner toutes ensemble contre l'ennemi.

« Toutefois vous pourrez facilement éviter leurs embûches, si vous avez devant les yeux cet avis divin : *« C'est par leurs fruits que vous les connaîtrez »* si vous observez qu'ils affichent leur dépit contre tout ce qui marque une obéissance prompte, entière, absolue aux décrets et aux avertissements de ce Saint-Siège; qu'ils n'en parlent que dédaigneusement en l'appelant « Cour romaine »; qu'ils accusent tous ses actes d'être imprudents ou inopportuns; qu'ils affectent d'appliquer le nom d'ultramontains et de jésuites aux fils de l'Église les plus zélés et les plus obéissants; enfin que, pétris d'orgueil, ils s'estiment plus sages que l'Église, à qui a été faite la promesse d'une assistance divine spéciale et éternelle.

« Pour vous, chers fils, souvenez-vous que, sur la terre, le Pontife Romain tient la place de Dieu, et que dès lors, en tout ce qui concerne la foi, la morale et le

cunctant; tum quia intra certos improbarum opinionum limites consistentes, speciem quandam probitatis et inculpabilis doctrinae præferunt, quæ imprudentes alliciat conciliationis amatores, et decipiat honestos, qui apertum adversarentur errorem; atque ita dissociant animos, unitatem discerpunt, viresque conjunctim opponendas adversariis infirmant. Eorum tamen insidias facile vos vitare poteritis, si præ oculis habeatis divinum monitum : Ex fructibus eorum cognoscetis eos; si animadvertatis ipsos stomachari quidquid paratam, plenam, absolutamque devotionem sapit placitis ac monitis hujus Sanctæ Sedis; vix aliter de ipsa loqui quam de romana Curia; imprudentiæ passim vel inopportunitatis insimulare ejus acta; ultramontanorum aut jesuitarum appellationem affligere studiosioribus et obsequentioribus ejus filiis; inflatosque superbia vento prudentiores se illa censere, cui peculiare et perenne promissum fuit divinum auxilium.

Vos itaque, Dilecti Filii, meministis, ad romanum quoque Pontificem, qui divina vice fungitur in terris, pertinere quoad ea quæ fidem, mores, Ecclesiæ regimen spectant, illud quod de seipso Chris-

gouvernement de l'Eglise, il peut dire avec le Christ :
« Quiconque ne recueille pas avec moi disperse. »
 Faites donc consister toute votre sagesse dans une obéissance absolue et dans une libre et constante adhésion à la Chaire de Pierre. Car, animés ainsi du même esprit de foi, vous serez tous consommés dans l'unité des mêmes sentiments et des mêmes doctrines ; vous affermirez cette unité qu'il faut opposer aux ennemis de l'Eglise ; et vous rendrez très agréables à Dieu et très utiles au prochain les œuvres de charité que vous avez entreprises, et vous apporterez une véritable consolation à Notre Ame, douloureusement affligée des maux qui accablent l'Eglise.

« A cette fin, Nous vous souhaitons l'efficacité du secours céleste et l'abondance des dons de la grâce d'en haut. Et comme présage de ces grâces, comme gage de Notre bienveillance paternelle, Nous vous accordons, chers fils, du fond de Notre cœur la Bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 6 mars de l'année 1873, de Notre Pontificat la vingt-septième.

« P^{IX}, Pape. »

Quelques mois après, le Souverain Pontife dut revenir sur le même sujet, et poursuivre en Belgique

tus affirmavit : Qui mecum non colligit, spargit. Sapientiam idcirco vestram omnem constituit in absoluto obsequio libentique et constante adhesionis huius Petri Cathedræ ; nam habentes eundem spiritum fidei, sic perfecti eritis omnes in eodem sensu et in eadem sententia, sic unitatem illam confirmabitis, quæ Ecclesiæ hostibus est opponenda, sic charitatis opera, quæ susceptis, acceptissima Deo facietis et utilissima proximis, sic afflicto ab Ecclesiæ malis animo Nostro verum offeretis solatium. Efficax celeste auxilium et copiosa supernæ gratiæ munera vobis ad hoc adprecamur, eorumque auspiciis et paternæ Nostræ benivolentiæ pignus vobis, Dilecti Filii, Benedictionem Apostolicam peramanter impertimus.

Datum Romæ, apud S. Petrum, die 6 martii 1873, Pontificatus Nostri anno vicesimo septimo.

PIUS PP. IX.

ce malheureux libéralisme, appuyé, il faut bien le dire, par quantité d'écrivains et de personnages influents, même par des ecclésiastiques, même par des Religieux.

Ce second Bref est du 8 mai de la même année 1873. Il est adressé à la Fédération des Cercles catholiques de Belgique.

*A Nos chers fils.
le sénateur de Cannaert d'Hamale, président,
et les membres de la Fédération
des Cercles catholiques en Belgique*

PIE IX, Pope (1).

Chers fils, Salut et Bénédiction Apostolique.

Pendant que la situation de l'Eglise devient chaque jour plus pénible et qu'on voit croître l'impudence avec laquelle on foule aux pieds son autorité, ainsi que l'opiniâtreté avec laquelle on travaille à dissoudre l'unité catholique et à Nous arracher les enfants qui Nous appartiennent, Nous voyons en même temps, chers fils, briller d'un éclat toujours croissant votre foi, votre amour de la Religion et votre dévouement au Siège de saint Pierre. Dans le but, non seulement de faire échouer ces efforts de l'impiété, mais aussi de Nous attacher les fidèles par des liens constamment plus étroits, vous mettez en commun vos lumières, vos forces et vos ressources.

(1) *Dilectis Filiis Senatori de Cannaert d'Hamale, totique Fæderationi Circulorum catholicorum in Belgio.*

PIUS PP. IX.

Dilecti Filii, Salutem et Apostolicam Benedictionem.

Quo durior quotidie sit Ecclesiæ conditio, quo imprudentius proculcatur ejus auctoritas, quo præfractius unitati catholicæ disgregandæ adlaboratur et avellendis a Nobis filiis Nostriis, eo quoque luculentius fulget fides vestra, religionis amor, et obsequium in hanc Petri Cathedram, Dilecti Filii, qui consilia, vires, opes vestras conjungitis, non solum ut irritos faciatis impios hosce conatus, sed ut arctiore semper vinculo Nobis obstringatis fideles. Et

Ce que Nous louons le plus dans cette religieuse entreprise, c'est que vous êtes, dit-on, remplis d'aversion pour les principes catholiques-libéraux, que vous tâchez d'effacer des intelligences autant qu'il est en votre pouvoir.

Ceux qui sont imbus de ces principes font profession, il est vrai, d'amour et de respect pour l'Eglise et semblent consacrer à sa défense leurs talents et leurs travaux; mais ils n'en travaillent pas moins à pervertir son esprit et sa doctrine, et chacun d'eux, suivant la tournure particulière de son esprit, incline à se mettre au service, ou de César, ou de ceux qui inventent des droits en faveur de la fausse liberté. Ils pensent qu'il faut absolument suivre cette voie pour enlever la cause des dissensions, pour concilier avec l'Evangile le progrès de la société actuelle et pour rétablir l'ordre et la tranquillité; comme si la lumière pouvait coexister avec les ténèbres, et comme si la vérité ne cessait pas d'être la vérité dès qu'on lui fait violence en la détournant de sa véritable signification et en la dépouillant de la fixité inhérente à sa nature.

Cette insidieuse erreur est plus dangereuse qu'une inimitié ouverte, parce qu'elle se couvre du voile spé-

in hoc quidem religiosissimo capto vestro illud maxime commendamus, quod, uti fertur, aversamini prorsus principia catholico-liberalia eaquo pro viribus o mentibus eradere conemini.

Qui enim his sunt imbuti, licet amorem præferant et observantiam id Ecclesiam licet ei tuendæ ingenium operamque impendere videantur, doctrinam tamen ejus et sensum pervertere nitantur, et, pro diversa animorum ejusque comparatione, inclinare in obsequium vel Cæsaris, vel apertorum falsæ libertatis jurium, rati hanc omnino inendam esse rationem ad auferendam discordiarum causam, ad conciliandum cum Evangelio præsentis societatis progressum, ad ordinem tranquillitatemque restituendam; perinde ac si lux cum tenebris copulari valeret, et veritas natura sua non privaretur viâ ac violenter inflexa nativo rigore suo exuatur. Profecto si oppugnare nitamini insidiosum hunc errorem eo periculosiorem aperta simultate quo speciosiore celi cari-

cieux du zèle et de la charité ; et c'est assurément en vous efforçant de la combattre et en mettant un soin assidu à en éloigner les simples, que vous extirperez la racine fatale des discordes et que vous travaillerez efficacement à produire et à entretenir l'union étroite des âmes.

Sans doute, ce n'est pas vous qui avez besoin de ces avertissements, vous qui adhérez avec un dévouement si absolu à tous les enseignements émanés de ce Siège Apostolique, que vous avez vu condamner à différentes reprises les principes libéraux ; mais le désir même de faciliter vos travaux et d'en rendre les fruits plus abondants Nous a poussé à vous rappeler le souvenir d'un point si important.

Au reste, continuez à combattre le bon combat que vous avez généreusement commencé, et efforcez-vous chaque jour de mériter de mieux en mieux de l'Eglise de Dieu, ayant en vue la couronne que Celui-ci vous donnera en récompense. En attendant, Nous vous exprimons hautement toute Notre reconnaissance pour les services que vous rendez, et Nous souhaitons à votre Association des développements toujours nouveaux, avec l'abondance des bénédictions célestes. Nous désirons que le présage de ces faveurs soit la Bénédiction Apostolique, que Nous vous accordons avec beaucoup de ten-

tatisque velo obducitur, et simplices ab eo retrahere sedulo curatis, funestam extirpabilis dissidiorum radicem, efficacemque dabilis operam complingendæ fovendæque animarum conjunctioni.

Hisce profecto monitis vos non indigetis, qui adeo obsequenter, et absolute adheretis documentis omnibus hujus Apostolicæ Sedis a qua liberalia principia totis reprobata vidistis ; sed ipsum desiderium expeditioris et uberioris proventus laborum vestrorum Nos compulit ad refrendam vobis rei adeo gravis memoriam.

Ceterum bonum certamen susceptum alacriter certare pergitte, et quotidie magis bene mereri contendite de Ecclesia Dei, coronam spectantes ab Ipso vobis reddendam. Nos interim officiis vestris gratissimam prostermus animum, novaque semper incrementa et copiosiora munera cælestia adprecamur societati vestræ : eorum autem auspiciem esse cupimus Apostolicam Benedictionem, quam

dresso, chers fils, comme gage de Notre bienveillance paternelle.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 8 mai 1873, en la vingt-septième année de Notre Pontificat.

PIE IX, Pape.

Quelques semaines auparavant, le Pape avait adressé aux catholiques allemands un Bref apostolique qui présente un caractère dogmatique encore plus explicite, s'il se peut, que ceux qui devaient les suivre.

Ce Bref a été envoyé à l'Association des catholiques allemands, en date du 10 février 1873, et il répondait à une Adresse où dominait cette pensée, que désormais les Associations catholiques ne pouvaient plus se désintéresser des questions sociales et politiques. Le programme soumis au Pape était celui-ci : « La défense de la liberté et des droits de l'Eglise et le triomphe des principes catholiques dans la vie publique par tous les moyens moraux et légaux, et surtout en invoquant les droits que la constitution garantit à tous les citoyens. » On voit dès lors l'importance de la réponse.

On voit aussi, par les paroles de Pie IX, que celles de Léon XIII n'ont rien ajouté ni innové sur la résistance légale. Mais le langage de Pie IX a peut-être plus de force.

Le Bref aux catholiques allemands est le premier de cette mémorable série d'avertissements et d'enseignements qui devaient faire de l'année 1873 une

paternæ Nostræ benevolentiae pignus vobis, Dilecti Filii, peramanter impertimur.

Datum Romæ, apud S. Petrum, die 8 maii 1873, Pontificatus Nostrî anno vicesimo septimo.

PIUS PP. IX.

sorte de vivante réprobation du libéralisme catholique. — L'association des catholiques allemands avait son centre à Mayence. Elle comptait plusieurs centaines de mille membres, et avait déjà eu les honneurs de la persécution dirigée par Bismarck.

On lit dans ce Bref.

Cependant, votre Association ne saurait en ce moment atteindre son but, qui est de défendre la doctrine et les droits de l'Eglise, ainsi que le libre exercice de ses droits dans tout le domaine de la vie publique, si vous ne franchissiez pas l'étroite limite des choses saintes, pour vous opposer, par tous les moyens que vous fournit la constitution, à la domination de l'arbitraire et à cette législation dirigée contre l'Eglise.

En effet, quand tous les droits de l'autorité ecclésiastique sont foulés aux pieds, quand la liberté de l'exercice du saint ministère est comprimée, quand on ferme la bouche au sacerdoce, *si le peuple catholique, fort de son droit sacré, ne se lève tout entier pour protéger sa religion*, il n'y aura plus personne qui soit assez puissant pour résister efficacement, sur le terrain de la légalité, aux adversaires de l'Eglise et pour la défendre contre l'arbitraire (1).

Mais voici un document qui nous est plus spécial encore, à nous autres Français. C'est un Bref extraordinairement significatif, que le Souverain

(1) *Propositum tamen societati vestræ præstitutum tuendi Ecclesiæ doctrinam, jura liberumque eorum exercitium in totius vitæ publicæ usu assequi profecto nequiretis in præsentiarum, nisi arctos sacrarum rerum limites prætergressi, per eas omnes rationes, quæ vobis a publicæ rei constitutione conceduntur, præpotenti quoque libito obaisteretis et iniquis legibus passim in eandem Ecclesiam latis. Et sane dum jura omnia ecclesiasticæ potestatis invaduntur, libertas comprimitur exercitii sacri ministerii, sacerdotii os obstruitur; nisi catholicus populus proprio jure fretus ad tuendam suam religionem exurgat, nemo jam erit qui juxta leges efficaciter oppugnantibus ius resistere possit ipsamque vindicare ab eorum arbitrio.*

Pontife crut devoir adresser à Orléans, en réponse à l'adresse du Comité catholique qui venait de se fonder dans cette ville, et qui protestait au Pape de sa fidélité. Il est daté du 9 juin de cette même année 1873, bien qu'il n'ait été publié qu'au bout de dix mois ; il traite encore du catholicisme libéral. J'en cite cet extrait :

Mais bien que vous ayez en effet à soutenir la lutte contre l'impiété, cependant vous avez moins à redouter de ce côté, peut-être, que de la part d'un groupe ami composé d'hommes imbus de cette doctrine équivoque, laquelle, tout en repoussant les conséquences extrêmes des erreurs, en retient et en nourrit obstinément le premier germe, et qui, ne voulant pas embrasser la vérité tout entière, n'osant pas non plus la rejeter tout entière, s'efforce d'interpréter les enseignements de l'Eglise de manière à les faire concorder à peu près avec ses propres sentiments (1).

Et ce n'est pas tout. Voyant que, dans notre France, malgré ces avertissements redoublés, « beaucoup de catholiques, honnêtes d'ailleurs et pieux », continuaient à être sympathiques aux opinions et aux publications libérales, le Chef de l'Eglise voulut parler une fois de plus, et il saisit la première occasion qui se présenta à sa vigilance pastorale.

En réponse à l'Adresse que le vénérable Evêque de Quimper lui avait transmise au nom des mem-

(1) Verum etsi lucta vobis incenda sit reapse cum impietate, tamen levius fortasse discrimen ab ea vobis imminet, quam ab amico fœdere hominum ancipiti illa doctrina imbutorum, quæ dum ab extremis errorum consecratis abhorret, prima eorum semina mortificus retinet ac fovet, quæque dum veritatem nec totam amplecti vult, nec totam audet rejicere, sic ea quæ Ecclesia tradit ac docet, interpretari nititur, ut non plane discrepent a propria sententia.

bres du Cercle catholique de sa ville épiscopale, Notre Saint-Père le Pape PIE IX renouvelle, avec une énergie et une netteté qui ne laissent aucune place à l'équivoque, les sévères condamnations tant de fois prononcées contre les catholiques-libéraux.

Ce cinquième Bref est daté du 28 juillet, toujours de la même année 1873.

A notre vénérable Anselme, évêque de Quimper (1).
PIE IX, Pape.

Vénérable Frère, Salut et Bénédiction Apostolique.

De même, vénérable Frère, que Nous voyons avec joie se multiplier de toutes parts les Associations catholiques, qui sont tout ensemble les indices de la vigueur de la foi et les instruments les plus propres à la réchauffer et à la défendre, de même c'est avec la plus grande satisfaction que Nous avons reçu la lettre des associés qui, sous votre présidence, ont tenu leur première réunion dans votre ville épiscopale. Nous avons parfaitement auguré de ce début, en voyant ces réunions catholiques commencer par une protestation de pleine et humble soumission au Saint-Siège et à son magistère infallible; car si leurs membres ne s'écartent réellement, en

(1) *Venerabili Fratri Anselmo Episcopo Corisopitensi.*
PIUS PP. IX.

Venerabilis Frater, Salutem et Apostolicam Benedictionem.

Sicuti, Venerabilis Frater, læti conspiciamus ubique coalescere catholicas consociationes, quæ et vigoris fidei indicia sunt, et aptissima eidem fovendæ propugnandæque instrumenta; sic per jucunde excepiimus litteras sodalium, qui in ista tua episcopali urbe primum habuerunt, te moderante, suæ societatis conventum. Auspicatum autem duximus hujusmodi exordium, cum viderimus, catholicos cœtus ab illis fuisse inchoatos per significationem plenæ demissæque observantiæ erga sanctam hanc Sedem et infallibile magisterium ejus nullo modo deflectant firmiterque ipsius soliditate nitantur, divina ducti et sustentati virtute ejusdem efficacem profecto et utilissimam operam impendent religiosæ rei. Ab hoc certe obsequio

aucune façon de sa doctrine ni de ses enseignements, s'ils s'appuient fermement sur ce fondement inébranlable, conduits et soutenus par sa force divine, ils travailleront à coup sûr efficacement et très utilement à la cause sacrée de la Religion. Ils ne seront certes pas détournés de cette obéissance par les écrits et les efforts des ennemis de l'Eglise et de ce Siège de Pierre, puisque c'est précisément contre eux qu'ils ont engagé la lutte; *mais ils pourraient trouver une voie glissante vers l'erreur dans ces opinions soi-disant libérales qui sont accueillies par beaucoup de catholiques, honnêtes d'ailleurs et pieux, dont, par conséquent, la religion et l'autorité peuvent très facilement attirer à eux les esprits et les incliner vers des opinions très pernicieuses. Avertissez donc, vénérable Frère, les membres de l'Association catholique que, dans les nombreuses occasions où Nous avons repris les sectateurs des opinions libérales, Nous n'avons pas eu en vue ceux qui haïssent l'Eglise et qu'il eût été inutile de désigner; mais bien ceux que Nous venons de signaler, lesquels, conservant et entretenant le virus caché des principes libéraux qu'ils ont sucé avec le lait sous prétexte qu'il n'est pas infecté d'une malice*

ipsi non abducentur a scriptis et opera insectatorum Ecclesie et hujus Petri Cathedræ, quos imo oppugnare aggrediuntur; sed lubricam errandi viam parare ut possent opiniones quas dicunt liberales a multis receptas catholicis, probis cæteroquin ac piis, quarum idcirco religio et auctoritas animos ad se facillime trahere potest et in perniciosissimas inclinare sententias. Moneto itaque, Venerabilis Frater, Catholicæ Societatis sodales, Nos dum sæpe liberalium opinionum sectatores redarguimus, non de Ecclesiæ osoribus egisse, quos supervacaneum fuisset indicare; sed de modo designatis, qui latens liberalium principiorum virus cum lacte haustum retinentes ac defendentes, utpote patente non fœdatum malitia et religiosis rebus, uti censent, innoxium; illud facile mentibus ingerunt, atque ita semina propagant earum perturbationum, quibus jamdiu quatitur orbis. Insidias hasce si vitare curent sodales, et præcipuas vires suas in insidiosum hunc hostem convertere nitantur, optime certe merebunt de religione et patria.

manifeste et n'est pas, suivant eux, nuisible à la Religion, l'inoculent aisément aux esprits et propagent ainsi les semences de ces révolutions dont le monde est depuis longtemps ébranlé.

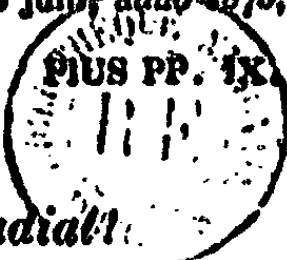
Si les associés ont soin d'éviter ces embûches et s'appliquent à diriger leurs principales forces contre cet insidieux ennemi, ils mériteront certainement très bien de la Religion et de la patrie. Et ils atteindront tout à fait ce but si, comme ils en ont pris la résolution, ils ne se laissent entraîner par aucun vent de doctrine que par celui qui souffle de cette Chaire de vérité. Nous prédisons à leur entreprise un heureux succès, et, en attendant, comme témoignage de la faveur divine, et, comme gage de Notre particulière bienveillance, Nous accordons de tout cœur la Bénédiction Apostolique à vous, vénérable Frère, à tous les membres de l'Association catholique et à tout votre diocèse.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 28 juillet de l'année 1873, de Notre Pontificat la vingt-huitième.

PIE IX, Pape.

Id vero omnino assequuntur, si uti decreverunt, non alio se doctrinæ vento impelli sinant, quam ab eo qui spirat ab hac cathedra veritatis. Nos faustum eorum proposito successum ominamur; atque interim superni favoris auspiciem et præcipuum Nostræ benevolentiae pignus Apostolicam Benedictionem tibi, Venerabilis Frater, totique Catholicæ Societati et universæ diocesi tuæ peramanter impertimur.

Datum Romæ, apud S. Petrum, die 28 juli, anno 1873, Pontificatus Nostri anno vigesimo octavo.



Qui habet aures audiendi audiat!

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS CITÉS DANS LE TOME I.



A

Adam (Achille), 358.
Aillières (d'), 359.
Alzon (R. P. d'), 211.
Ardin (Mgr), 247.
Arenberg (Prince d'), 358.
Autorité (l'), 282 et suiv.,
437.
Avenir de Poitiers (l'), 471,
474.

B

Bailly (Le R. P.), 211, 379.
Baptistier (Mgr), 265, 266.
Barboux, 22.
Barthou, 467.
Baudry d'Asson, 318 et suiv.,
359.
Baunard (Mgr), 191.
Bellot des Minières (Mgr),
470 et suiv.
Bérenger (Henry), 126, 127,
130, 131.
Bernis (Comte de), 359.
Berry (Georges), 359.
Besson (Mgr), 211.
Billières (Mgr), 464.
Binder (Maurice), 359.
Birot (M. l'abbé), 49.

Blondel, 10, 127.
Bodan (du), 359.
Bœglin (M. l'abbé), 134.
Bonaparte (le cardinal), 511.
Bonnechose (Mgr de), 199,
201 et suiv.
Bonnet (Mgr), 307.
Bosquet (le maréchal), 456.
Bota (Charles), 281, 478 et
suiv.
Boudin (Frédéric), 132.
Boullerie (Mgr de La), 212.
Bourdonnaye (M^{le} de La), 359.
Bourgeois (Léon), 296.
Bourgeois (Paul), 359.
Bourget (Paul), 126, 127.
Bourret (Mgr), 199, 247, 249.
Bousquet (le R. P.), 184.
Brisson, 318, 365.
Broglie (Prince de), 359.
Brunetière (Ferdinand), 131,
160.
Bruhnes (Jean), 220, 404.

C

Calippe (M. l'abbé), 129.
Carnot, 218, 249, 450, 450 et
suiv.
Casimir-Périer, 21, 337, 345,
351 et suiv.

Cassagnac (Paul de), 219, 220 et suiv., 228, 235, 291.
 Cazenove de Pradines, 359.
 Charbonnel (ex-abbé), 129, 131, 132.
 Charrette (de), 160.
 Cheyssac (Léon de), 150.
 Chocarne (Le R. P.), 184.
 Clausel de Coussergues, 372 et suiv.
 Clémenceau, 19, 220, 420.
 Clément, 189.
 Cléret (Mgr), 247.
 Cochin (Denys), 359.
 Cochin (Henri), 359.
 Colbert-Laplace, 358.
 Combes, 19, 465, 485 et suiv.
 Constans, 212, 219 et suiv.
 Cotton (Mgr), 239, 400.
 Coullié (le cardinal), 263, 273, 341, 342 et suiv.
Courrier de Genève (le), 132.
Croix (la), 372, 416, 422, 429, 465 et suiv., 494, 502.
 Czacki (Mgr), 187, 191.

D

Dabert (Mgr), 261, 273, 282 et suiv.
 Dabry (M. l'abbé), 94, 95, 134, 220.
 Dadolle (Mgr), 437.
Débats (les), 150, 415.
 Decurtins, 127.
 Desjardins (Paul), 127, 130.
 Delcassé, 466 et suiv., 493 et suiv.
 Delpech, 490.
 Deprez (le cardinal), 235, 237.
 Desprez, 187, 188, 195, 198.
 Deville, 359.
 Dimier (Louis), 106.
 Doré (Le R. P. Le), 177, 178, 182 et suiv., 188 et suiv., 209 et suiv.

Doudeauville (Duc de), 359.
 Drumont (Edouard), 380.
 Dufaure, 359.
 Dumay, 481.
 Dumas (Julien), 358.
 Dupanloup (Mgr), 96, 97.
 Dupuy (Charles), 19.
 Dupuytren, 358.

E

Eclair (l'), 454, 455.
Echo de Paris (l'), 450.
 Elva (d'), 359.
Estafette (l'), 341.

F

Fallières, 220 et suiv., 224 et suiv., 243, 247 et suiv., 253.
 Faure (Félix), 446 et suiv.
 Fava (Mgr), 276, 277, 304 et suiv.
 Ferrata (le cardinal), 253, 282, 349.
 Ferry (Jules), 19, 179, 183, 213, 372, 472.
 Ferronnays (M^{re} de La), 359.
Figaro (le), 156, 272.
 Floquet, 284.
 Flourens, 492.
 Fonsegrive (Georges), 10, 129, 134, 137, 159, 165 et suiv.
 Fonteneau (Mgr), 240, 457.
 Forcade (Mgr), 510.
 Fould (Achille), 358.
 Freppel (Mgr), 155, 205 et suiv., 222, 258, 300, 367 et suiv., 470 et suiv.
 Freycinet (de), 183, 185, 187, 192 et suiv., 208, 212, 499.
 Fuzet (Mgr), 383, 386 et suiv., 428, 452, 463.

G

Galpin, 359.

Garnard, 359.
 Gambetta, 191, 213.
 Garnier (l'abbé), 93, 94, 131.
 Gautier (René), 358.
 Gayraud (l'abbé), 66, 131, 136.
Gazette de France (la), 37, 442.
 Gellibert de Seguins, 359.
 Gérard (Baron), 359.
 Gibbons (le cardinal), 120, 127, 131, 134.
 Gonidec de Tresson (le), 359.
 Grandmaison (de), 358.
 Goutho-Soulard (Mgr), 217, 218 et suiv., 224 et suiv., 232, 240 et suiv., 252 et suiv., 267 et suiv., 274, 308 et suiv.
 Gouzot (Mgr), 457, 459.
 Goyau (Georges), 129, 220, 404.
 Grévy (Jules), 198, 499.
 Grimardias (Mgr), 247.
 Guérard (Mgr), 4.
 Guibert (le cardinal), 177, 194 et suiv., 201 et suiv., 209 et suiv.

H

Harmel (Léon), 161, 164, 165.
 Hautin (Mgr), 247.
 Hecker (le P.), 124.
 Hugonin (Mgr), 204, 240.
 Hugues (Vicomte d'), 359.
 Hulst (Mgr d'), 319 et suiv., 359.

I

Ireland (Mgr), 114, 115, 124, 127, 129, 131, 134, 330.
 Isoard (Mgr), 328.

J

Jacquemet (Mgr), 246.
 Jaluzot (Jules), 358.

Jauffret (Mgr), 247, 456, 457, 459.
 Joinot (M. l'abbé), 129.
 Judet (Ernest), 150, 154.
 Juigné (Comte de), 359.
Justice (la), 420.
 Juteau (Mgr), 247, 451.

K

Keller, 179.
 Ketteler (Mgr), 127.
 Klein (M. l'abbé), 49, 119, 124, 129, 131, 149.
 Kergariou (de), 358.
 Kopp (le cardinal), 117, 119.
 Kurth (Godefroy), 115.

L

Labuze, 472.
 Lacordaire (le P.), 96, 97, 131.
 Lagrange (Mgr), 247.
 Lamennais, 13, 131.
 Lamy (Elienne), 13, 107, 131.
 Langénieux (le cardinal), 228, 235, 238, 383, 391 et suiv.
 Lanjuinais (Comte), 359.
Lanterne (la), 359.
 Largentys (de), 359.
 Laroche-Joubert, 359.
 Larue (Mgr), 401.
 Lasserre (Pierre), 127, 130.
 Lavignerio (le cardinal), 101, 102, 103, 104, 191 et suiv., 404.
 Le Cerf, 359.
 Lecot (le cardinal), 240 et suiv., 313, 381, 420, 447 et suiv., 455, 459.
 Lefebvre de Béthune, 158.
 Legrand (Arthur), 359.
 Lemire (M. l'abbé), 40, 87 et suiv., 113, 131, 359.
 Léon XIII, *passim*.
 Leroy-Beaulieu (Anatole), 13, 53, 96, 107, 109, 124, 138.

Leygues, 478 et suiv.
Liberté (la), 294, 417.
Libre Parole (la), 330.
 Loisy (M. l'abbé), 10.
 Loth (Arthur), 301.
 Loubet, 485 et suiv., 494, 499.
 Louchet, 413, 427, 442.

M

Mackau (de), 359.
 Maignen (M. l'abbé), 13, 56, 82, 115, 148, 137.
 Maillé (Comte de), 359.
 Maistre (Joseph de), 172.
 Manning (le cardinal), 127.
Matin (le), 416, 441, 450.
 Maumigay (de), 511.
 Maumus (le P.), 22, 66.
 Melgou (le cardinal), 247, 251, 413 et suiv., 417, 453 et suiv.
Monde (le), 342 et suiv., 380, 429.
Moniteur de Rome (le), 158, 323 et s., 333 et suiv., 337, 338, 345 et suiv.
 Monsabré (le P.), 192.
 Montalembert, 96, 97, 108, 131.
 Montalembert (Comte de), 359.
 Mourier (le P.), 107.
 Moustier (Marquis de), 358.
 Mun (Albert de), 150, 231 et suiv., 228, 328 et suiv., 359, 409.

N

Naudet (M. l'abbé), 14, 131, 134, 105, 342.
 Nina (le cardinal), 197, 201.
 Nisard, 400 et suiv.
 Noblesse (Georges), 3.
 Noue (Vicomte de La), 357.
Nouvelliste de Lyon (le), 71.

O

Observateur français (L'), 133.
 Ollé-Laprune, 160.
Osservatore romano (L'), 153, 155, 157, 199, 282, 284 et suiv., 329, 346, 349.
 Oury (Mgr), 382.

P

Patriote de Bruxelles (le), 133.
 Perraud (le cardinal), 229.
 Petétot (le R. P.), 182, 191.
Petit Journal (le), 150, 152.
 Pie IX, 105, 108, 110, 160, 501, 510 et suiv.
 Pie X, 100, 200.
 Pion (Jacques), 65.
 Pitra (le cardinal), 511.
 Place (le cardinal), 259, 274, 293, 297.
 Pontbriand (Comte de), 359.
 Porteu, 359.
 Prax-Paris, 359.
 Prévost-Paradol, 34, 35.
 Pujo (Maurice), 117, 130.

Q

Quesnay de Beaurepaire, 247.

R

Rabier, 485, 480.
 Ramel (de), 359.
 Rampolla (le cardinal), 118, 133, 155 et suiv., 252, 279, 283 et suiv., 404, 415 et suiv., 438 et suiv., 407 et suiv., 497 et suiv.
 Ranc, 441, 450.
 Rappet (le), 351.
 Reille (André), 358.
 Reille (Baron), 359.
République française (la), 417.

Ressès (M. l'abbé), 292.
 Ribot, 252 et suiv., 371 et suiv.
 Ricard, 280.
 Richard (le cardinal), 158,
 189, 208 et suiv., 235, 236,
 281, 383, 405 et suiv.
 Rochejaquelein (Mis de La),
 357.
 Rochemonteix (Le P. de),
 158, 194.
 Rohan (Prince de), 359.
 Rossel (Mgr), 280.
 Rotours (Bon des), 358.
 Roubaix (*Journal de*), 113,
 133.
 Roussel (Auguste), 271, 296,
 318, 381.
 Routier (Gaston), 438 et suiv.
 Rouvre (Hourlon de), 358.

S

Saint-Martin, 472.
 Ségur (Mgr de), 37.
Semaine religieuse de Paris,
 216.
 Serph (Gusman), 359.
 Séverino (Mme), 155 et suiv.
 Sillon (*le*), 10, 131.
 Soland (de), 359.
 Spuller (Eugène), 19, 123,
 318, 324, 342 et suiv.
 Stanislas (Le P.), 433.
 Stecanella (Le P.), 195.

T

Taillandier, 358.
 Tailleux (Paul), 333.
Temps (le), 99, 272, 292,
 314, 389, 417, 449, 471.
 Thomas (le cardinal), 247.
 Tiber (V. Berglin), 113, 116.
 Touchet (Mgr), 461 et suiv.
 Trégaro (Mgr), 230, 280,
 314 et suiv., 442 et suiv.

Trouillot, 478 et suiv.
 Tréveneuc (C^{ie} de), 359.
 Turinaz (Mgr), 160, 161, 164,
 178.

U

Univers (L'), 10, 11, 22, 65,
 75, 93, 101, 102, 103 et
 suiv., 116, 125, 154, 155,
 258, 261, 262, 265, 271, 273,
 276 et suiv., 284 et suiv.,
 295, 296, 317, 329, 344,
 346, 371 et suiv., 386, 422,
 439 et suiv., 433 et suiv.

V

Vanutelli (Le cardinal S.),
 117, 119.
Vérité française (la), 11,
 301, 318 et suiv., 333 et
 suiv., 338, 357 et suiv.,
 381, 426 et suiv., 429 et
 suiv., 437, 450, 503.
 Veillot (Eugène), 101 et
 suiv., 105, 106, 317, 371
 et suiv., 433, 438.
 Veillot (François), 75, 79, 81.
 Veillot (Louis), 34, 323.
 Veillot (Pierre), 372.
 Vigne (Mgr), 274, 397.
Voce della Verità, 157, 158.
 Vogué (E. Melchior de), 126,
 131, 358.

W

Waldeck-Rousseau, 478 et
 suiv.
 Wignacourt (C^{ie} de), 358.
 Witt (Conrad de), 358.

Zola (Emile), 160.

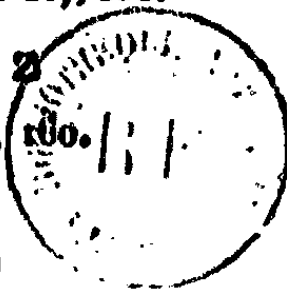


TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	1
THÈSES ET PLANS.....	6

INTRODUCTION

Le libéralisme.

- I. Les principes du libéralisme, p. 13. — II. Les catholiques libéraux, p. 36. — III. Le droit commun, p. 61. — IV. Le chrétien et le citoyen, p. 86. — V. Le Libéralisme dans l'Eglise, p. 95. — VI. Le pape du « *Possumus* », p. 101. — VII. Le Christ redevenu citoyen français, p. 135. — Conclusion, p. 171.

LIVRE PREMIER

LA POLITIQUE RELIGIEUSE

Thèse	175
-------------	-----

CHAPITRE PREMIER

La déclaration des Congrégations Religieuses en 1880.

- I. Les décrets, p. 178. — II. Refus de demander l'autorisation, p. 179. — III. La déclaration, p. 190. — IV. Résultats, p. 211.

CHAPITRE II

Le procès de Monseigneur Gouthé-Soulard (1891).

- I. L'incident du pèlerinage ouvrier, p. 217. — II. Les protestations, p. 221. — III. Déclaration de Monseigneur Gouthé-Soulard, p. 240. — IV. Réserves, p. 247. — V. Le sentiment de Rome, p. 252.

CHAPITRE III

L'affaire des catéchismes électoraux (1892).

- I. Promesse d'intervention, p. 254. — II. Les catéchismes électoraux, p. 256. — III. Les désaveux, p. 276. — IV. Mauvaise défense, p. 281.

CHAPITRE IV

Législation contre les fabriques (1893).

- I. Gravité de la question, p. 300. — II. La législation contre les fabriques et la politique de ralliement. « Esprit nouveau » et « tactique nouvelle », p. 317. — III. Prélude de l'intervention Pontificale, p. 333. — IV. L'intervention de Léon XIII, p. 349.

CHAPITRE V

La loi d'abonnement (1895).

- I. Etat de la question, p. 392. — II. La résistance, p. 371. — III. La résistance combattue au nom des Directions Pontificales, p. 386. — IV. Les réponses de Rome et le désaccord des Congrégations, p. 412.

CHAPITRE VI

Les Evêques et le gouvernement.

- I. L'esprit des Directions Pontificales, p. 446. — II. Les éloges du Président Carnot, p. 459. — III. Ménagements et désaveux de Rome, p. 465. — IV. L'indifférentisme politique, p. 469.

CHAPITRE VII

Waldeck-Rousseau, Combes et la politique pontificale.

- I. Les destructions, p. 478. — II. L'attitude de Rome, p. 492.
Conclusion..... 500

APPENDICES

- I. Une allocution épiscopale, p. 503. — II. Pie IX et le libéralisme catholique, p. 510.

INDEX DES NOMS CITÉS DANS LE TOME 1^{er}.

525